



REVUE DE L'AGENAIS

TOME XXXVI. — 1909.

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

Tome Trente-sixième. — Année 1909



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1909

1909
2-1
Numéro 1

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

36^e Année. — Janvier-Février 1909



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1909

Toute reproduction même partielle des articles de la *Revue* est rigoureusement interdite.

SOMMAIRE :

I. <i>Le château de Lausun</i> (suite), par Ph. Lauzun.....	5
II. <i>Les sénéchaux d'Agenais Robert de Balzac et Rigault d'Aurelle</i> , par le comte de Dienne	25
III. <i>Les détenus de Marmande sous la Terreur</i> (suite), par J. Dubois.....	37
IV. <i>Un Agenais professeur de Napoléon</i> , par J.-R. Marboutin.....	58
V. <i>La Roumieu</i> (partie historique, suite), par J. Broconat.	62
VI. <i>Bibliographie : Le livre doré du Présidial d'Agen</i> , par F. Habasque (<i>J. Dubois</i>).....	90
VII. <i>Chronique Régionale</i>	92

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser directement à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

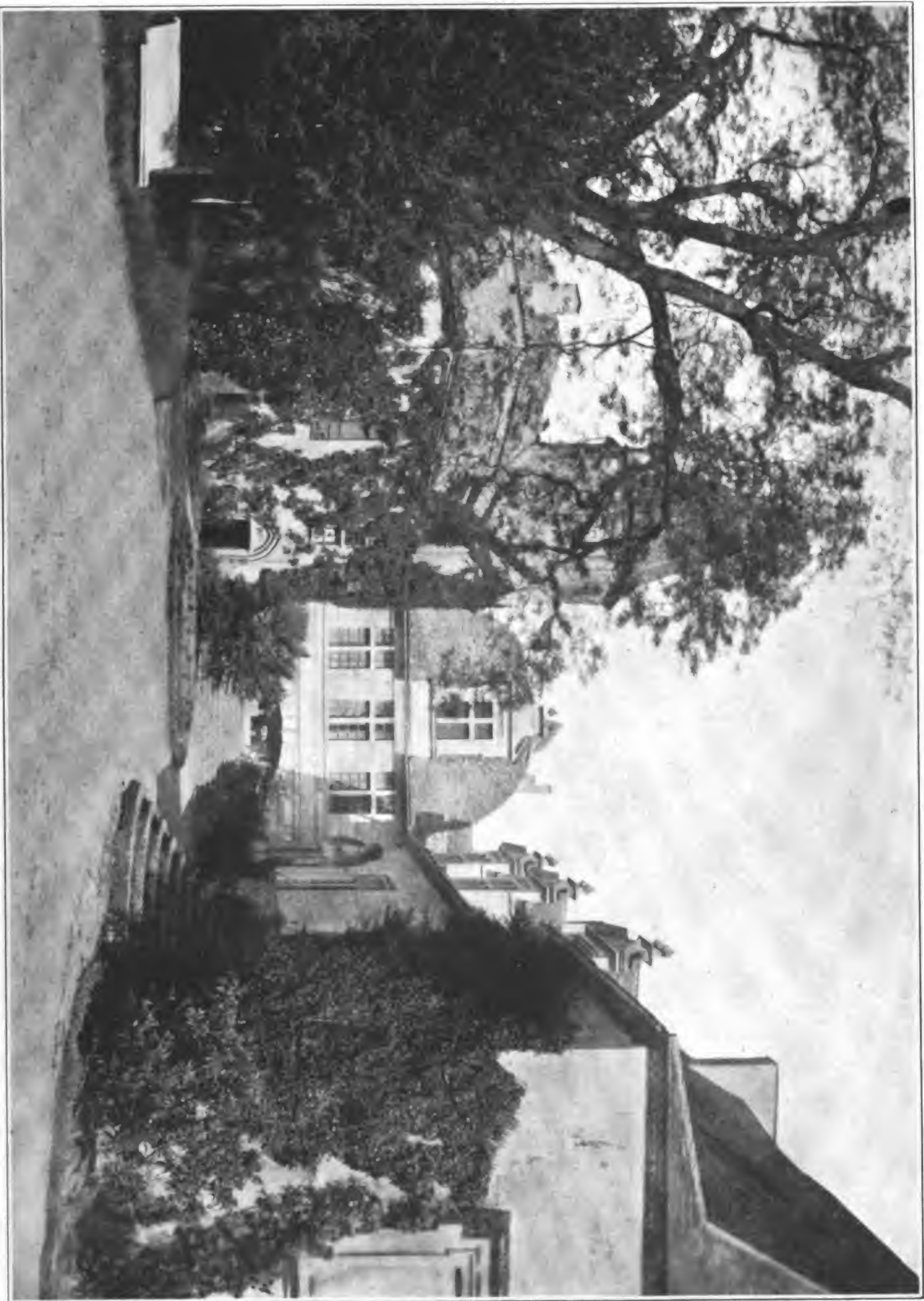
TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8 pages de texte réimprimées jusqu'à	50 exemplaires,	10 fr.
8 — — — — —	100 — — — — —	12 fr.
12 — — — — —	50 — — — — —	14 fr.
12 — — — — —	100 — — — — —	16 fr.
16 — — — — —	50 — — — — —	15 fr.
16 — — — — —	100 — — — — —	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.

DC
G11
1000
1211



Cliché Ph. Lauzun.

CHATEAU DE LAUZUN

en passant de la mer à la terre.
Le château de Lanzum est à

La famille de Courtenay, qui a été l'un des plus importants du sud-ouest de la France, a été éteinte par deux mariages de filiation, les deux fils de la dernière génération, en place, ont été tués pendant la guerre mondiale. La famille de Courtenay a été éteinte.

- Pendant, le procès son ex-
-pouse, pendant la première nuit de
- son mariage qui pour la première fois
- a souffert de l'absence de son mari.

[illegible]

par son grand et les comblèrent bientôt de titres et de richesses. Les Jésuites continuèrent leur œuvre ; et, dès la première année de son règne, Louis XV s'empressa d'ériger pour la seconde fois le baronnie de Brionnais en duché-pairie, par lettres-patentes du 10 février 1723, sur la tête de Charles-Armand de Gontaut.

[illegible]



LE CHATEAU DE LAUZUN

Arrondissement de Marmande, Lot-et-Garonne

(SUITE *)

CHAPITRE V

Les Gontaut et le dernier duc de Lauzun

En passant de la maison de Caumont dans celle de Gontaut, le château de Lauzun ne dérogea pas.

La famille de Gontaut, nul ne l'ignore, était une des plus anciennes du sud-ouest de la France. Les services que les deux maréchaux de Biron rendirent à la royauté à la fin du xvi^e siècle, la placèrent, dès cette époque, à la tête de la noblesse française. La trahison du second maréchal, Charles de Gontaut, son procès, son exécution, jetèrent, il est vrai, sur elle, pendant la première moitié du xvii^e siècle, un discrédit qui ne s'effaça que peu à peu devant le rôle considérable que s'efforcèrent de jouer à l'armée les divers membres de cette famille durant les guerres de Louis XIII et de Louis XIV, les actions d'éclat qu'ils multiplièrent à l'envi, comme aussi leur dévouement absolu à leur roi et à leur pays. Et c'est pourquoi Mazarin d'abord, puis Louis XIV, ne leur tinrent plus rigueur et les comblèrent bientôt de titres et de bienfaits. Le Régent continua leur œuvre ; et, dès la première année de son règne, Louis XV s'empressa d'ériger pour la seconde fois la baronnie de Biron en duché-pairie, par lettres-patentes de février 1723, sur la tête de Charles-Armand de Gontaut,

(*) Voir *Revue de l'Agenais*, t. xxxv, p. 510.

neveu par alliance et héritier d'Antonin Nompar de Caumont, duc de Lauzun. Par contre, la terre de Lauzun perdit à la mort de ce dernier son titre de duché pour redevenir une simple baronnie (1).

Le nouveau propriétaire du château de Lauzun n'était pas en effet le premier venu. Quand il hérita de son oncle, il se trouvait à la tête d'une haute situation à la Cour. Né le 5 août 1663, *Charles-Armand de Gontaut* était le fils aîné de François, marquis de Biron, baron de Saint-Blancard, lieutenant général des armées du Roi, chevalier de ses ordres, et d'Elisabeth de Cossé-Brissac. Son grand-père Jean de Gontaut se trouvait le troisième frère de Charles, décapité dans la cour de la Bastille (2). A l'âge de dix-huit ans, en 1681, Charles-Armand obtenait le brevet de colonel du régiment de la Marche-infanterie. En janvier 1696 il était nommé brigadier, et en janvier 1702 maréchal de camp. Il servit longtemps en Allemagne et contribua à la prise de Neubourg sur le Rhin, le 12 octobre de cette dernière année. En 1703, il fit toute la campagne de Flandres, et il fut nommé lieutenant général des armées du Roi en octobre 1704, après s'être signalé en de nombreuses occasions. Lors de la funeste journée d'Oudenarde, le 11 juillet 1708, il fut grièvement blessé et tomba entre les mains des ennemis. Cinq ans plus tard, le 12 juillet 1713, il reçut une nouvelle blessure en montant à la tranchée au siège de Landau, fut atteint d'un coup de fauconneau au bras gauche, et, de ce fait, dut subir l'amputation. Nommé gouverneur de cette place, après qu'elle eût été prise, il y resta jusqu'à la conclusion de la paix. Tous ces services lui valurent le titre de conseiller du Conseil de guerre en septembre 1715, et de chargé du détail de l'infanterie. Le 17 juin 1719, il était nommé écuyer de monseigneur le duc d'Orléans. Enfin, ainsi que nous venons de le dire, il reçut le titre, en 1723, de duc de Biron, pair de France, le duché de Biron étant éteint depuis la mort de Charles de Gontaut (3).

(1) Père Anselme, t. iv, p. 120 et suiv.

(2) Idem.

(3) Idem.

Le 12 août 1686, Charles-Armand de Gontaut avait épousé Marie-Antonine de Bautru de Nogent, fille d'Armand de Bautru, comte de Nogent, maréchal de camp des armées du Roi, tué au passage du Rhin en 1672, et de dame Charlotte de Caumont-Lauzun, sœur et héritière du duc de Lauzun, la même qui, au lendemain de son mariage, en 1663, avait exigé qu'on ne l'appelât plus Madame de Bautru, mais simplement Madame de Nogent, « parce que, disait-elle, le cardinal Mazarin « lui donnait un ridicule en prononçant son nom à l'italienne » (1).

Au dire du Père Anselme, Charles-Armand aurait eu de sa femme vingt-six enfants, dont quatorze vivants, les autres étant morts en naissant ou en bas-âge. Son hôtel à Paris était rue Sainte-Anne, paroisse de Saint-Roch.

Bien qu'aucune difficulté importante ne soit intervenue dans la liquidation de la succession du duc de Lauzun, que tous les héritiers se soient contentés de la part qui leur revenait et qu'aucun procès n'ait surgi entre eux, les procédures, les inventaires, les formalités demandèrent près de cinq ans. Aussi n'est-ce qu'en 1728 que le duc et la duchesse de Biron furent mis en pleine possession de la terre et du château de Lauzun.

Un de leurs premiers soins fut d'y aller, de se rendre compte de l'importance de leur héritage et même d'y séjourner assez longtemps. On les y vit dans l'été de 1728, époque où leur régisseur, le sieur Beaune, constate leur présence dans ses livres de comptes (2). Ils y retournèrent l'année suivante 1729, et profitèrent de leur séjour pour tenir sur les fonts baptismaux Antonine de Longueval et Charles-Armand-Antoine de Trévey, ayant signé tous deux au bas de l'acte de baptême (3).

La même année, les deux époux font don aux Pères Recollets de Lauzun de seize sacs de froment et de six barriques de

(1) *Le duc de Lauzun*, par Gaston Maugras, t. 1, p. 28, éd. in-8°.

(2) Archives du château.

(3) Archives départementales de Lot-et-Garonne. Supplément à la série E. 1164 (GG. 3).

vin, et aux Sœurs de charité de la même ville de la somme de 740 livres (1).

Toutefois, ils n'assistèrent pas eux-mêmes, deux ans après, au baptême de Jean de Bans, écuyer, sieur de Neuville ; mais ils acceptèrent d'être parrain et marraine et se firent représenter par Henri d'Escata, sieur des Vignes, et Marguerite d'Imbert, à la date du 21 février 1731 (2).

Les séjours du duc et de la duchesse de Biron à Lauzun devinrent de plus en plus rares ; si bien que l'on peut dire que, durant tout le XVIII^e siècle, c'est-à-dire, depuis le départ de la mère du duc de Lauzun à Paris, un peu avant la révocation de l'édit de Nantes, année où elle abjura la religion protestante, le château de Lauzun ne fut plus habité. C'est le sieur Jean Beaune, intendant, qui s'y installe en leur lieu et place, prend chaudement en main la défense de leurs intérêts, et, pendant un demi-siècle, par sa correspondance très active, ne cesse de leur donner les marques les plus touchantes de sa fidélité et de son attachement. Les archives du château de Lauzun sont remplies de registres et de liasses, témoins de sa gestion de tous les jours. Exploitation des forêts de Roquepichère, de Montignac, de Caussegros, des terres de Montpazier, de Montferrand, de Montaut, renouvellement des baux à ferme des métairies du domaine de Lauzun, de Monbahus, de Puydauphin, reconnaissances de l'abbaye de Gondou, arpentement de la terre de Lauzun, comptes-rendus détaillés des revenus de chaque domaine, envois incessants de fonds, etc., etc., tels sont les sujets de cette volumineuse comptabilité, comme aussi des nombreuses lettres échangées (3). Nous ne nous y arrêterons pas.

Signalons cependant exceptionnellement la visite, le 3 mai 1737, de monseigneur de Chabannes, évêque d'Agen, à Lauzun (4) ; le don annuel de la somme de 100 livres fait en 1741

(1) Archives du château.

(2) Archives départementales de Lot-et-Garonne. Supplément à la série E, 1463 (GG. 2).

(3) Archives du château.

(4) Archives de l'Evêché d'Agen, H. 288.

par le duc de Biron au maître d'école de Lauzun, le sieur Moujon « pour l'instruction gratuite des enfants pauvres » (1); les instructions envoyées par le duc aux habitants de Lauzun « pour qu'ils construisent les portes de la ville, d'après les « ordres et les conseils du maréchal de Berwick » (2); enfin, la réception de François Fontfrède, comme juge du comté de Lauzun pour Charles-Armand de Gontaut, duc de Biron, comte de Lauzun, pair et maréchal de France (3).

Charles-Armand de Gontaut-Biron vécut jusqu'en 1756, âgé de 93 ans. Il avait été fait maréchal de France le 14 juin 1734 et chevalier des ordres du Roi le 2 février 1737. Longtemps avant sa mort, il s'était démis de son duché de Biron en faveur de son fils aîné François-Armand qui mourut avant lui.

François-Armand fut en effet le premier enfant mâle issu du mariage de Charles-Armand et de Marie-Antonine de Bautru. Né en 1689, il entra de bonne heure dans la carrière des armes, devint mestre de camp d'un régiment de son nom, puis du régiment d'Anjou-cavalerie, fut fait brigadier des armées du Roi le 1^{er} février 1719, enfin lieutenant de la compagnie de cent gentilshommes de la maison du Roi, dits au bec de corbin. Il devint pair de France en 1733, et, de par la volonté de son père, fut investi du titre et du duché de Biron.

François-Armand épousa, le 30 décembre 1717, Marie-Adélaïde de Gramont, dame du palais de la Reine, fille d'Antoine duc de Gramont, pair et maréchal de France, et de Marie Christine de Noailles. Il en eut deux enfants : un fils Antoine-Charles, et une fille, Louise-Antonine qui épousa Le Tellier de Louvois, marquis de Montmirail. Il mourut à Paris, de la petite vérole, le 28 janvier 1736, à l'âge de quarante-sept ans.

Son fils *Antoine-Charles*, dénommé dans le Père Anselme duc de Lauzun, ne lui survécut guère. Né en 1717, colonel d'un régiment-infanterie, il mourut à son tour, le 17 mai 1737, à peine âgé de vingt ans, sans avoir été marié (4).

(1) Archives du château.

(2) *Idem*.

(3) Archives départementales de Lot-et-Garonne, B. 133 (1747-1752).

(4) Père Anselme, t. IV. — Cf. Lachesnaye des Bois, art. Gontaut.

La branche aînée des Gontaut se trouvait par ce fait éteinte. Des quatorze enfants vivants du maréchal Charles-Armand, le second, Anne-Jules, marquis de Brisambourg, était mort sans alliance le 28 septembre 1699. Le troisième, Jean-Louis, dit l'abbé de Biron, entra dans les ordres, fut chanoine de Notre-Dame de Paris et abbé de Moissac et de Cadouin. Le quatrième, Louis-Antoine, devint le chef de la famille mais mourut, ainsi que nous le verrons, sans postérité. Le cinquième Charles-Armand entra dans les ordres sous le titre d'abbé de Gontaut. Le sixième enfin, Charles-Antoine succéda à son frère Louis-Antoine. Les huit autres enfants furent des filles auxquelles nous ne nous arrêterons pas. De toute cette lignée, il n'est donc à retenir que deux noms : Louis-Antoine et Charles-Antoine de Gontaut (1).

Le vieux maréchal de Biron mourut en 1756 criblé de dettes. Ses enfants renoncèrent à sa succession; et ce fut son quatrième fils, Louis-Antoine, qui lui fut substitué, devint duc de Biron et propriétaire non seulement de la terre de Biron, mais aussi de la terre et du château de Lauzun (2). Son frère Charles-Antoine se contenta du titre de duc de Gontaut et laissa paisiblement son aîné représenter à tous égards leur illustre maison.

La figure de *Louis-Antoine, duc de Biron*, est une des plus nobles et des plus sympathiques de la Cour de Louis XV. Né le 2 février 1701, il entra de bonne heure dans l'armée et conquiert tous ses grades sur les champs de bataille de l'Europe. Il fut d'abord colonel du régiment Royal-Roussillon-infanterie le 22 juillet 1729, puis brigadier le 20 février 1734, et, le 15 juillet suivant, inspecteur général de l'infanterie. Maréchal de camp à la promotion du 18 octobre de la même année, colonel lieutenant du régiment du Roi-infanterie, gouverneur de Landrecies en 1740, il se trouva assiégé dans Prague par les Autrichiens, s'y distingua à la sortie du 22 août 1742, où il fut

(1) Archives du château de Lauzun.

(2) Idem.

blessé de deux coups de fusil, « dont l'un lui cassa l'os de
« la mâchoire, et l'autre à la tête, pour lequel il fut tré-
« pané », fut fait lieutenant-général le 13 février 1743, che-
valier de l'ordre du Roi le 1^{er} janvier 1744, et, enfin, se signala
tout particulièrement à la bataille de Fontenoy le 1^{er} mars
1745, à la tête du régiment du Roi. Pour l'en récompenser, le
Roi lui donna, quelques jours après, le commandement de son
régiment des gardes françaises, vacant par la mort du duc de
Gramont tué à cette même bataille ; et il lui octroya enfin
le bâton de maréchal de France le 24 février 1757 (1).

Louis-Antoine passait, à juste titre, pour un tacticien des
plus habiles ; il ne se mêlait point des intrigues de Cour ; et il
conserva jusqu'à sa mort sa réputation de général intelligent,
d'homme d'honneur au-dessus de tout soupçon. C'est sous le
nom de maréchal de Biron qu'il est connu dans tous les Mémoi-
res de l'époque, et, plus tard, lorsqu'il porta si vertement sa
robuste vieillesse jusqu'à l'âge de quatre-vingt-huit ans, sous
celui de doyen des maréchaux de France. Il était le quatrième
maréchal de France de sa maison.

C'est lui qui, à 77 ans, apprenant qu'à la chambre des lords,
lord Suffolk avait mis en doute la valeur des troupes françai-
ses, prêtes à s'embarquer pour la guerre de l'Indépendance,
apostropha en ces termes, dans la galerie des glaces de Ver-
sailles, l'ambassadeur d'Angleterre lord Stermont : « Ecrivez
« à votre lord indiscret qu'il y a en France vingt mille gentils-
« hommes, au nombre desquels je me fais gloire d'être, qui
« sont prêts à faire la moitié du chemin pour apprendre à
« votre nation à mieux apprécier la nôtre (2) ».

Et, poussant la générosité jusqu'à la hauteur de son patriotis-
me, c'est le vieux maréchal de Biron encore qui, en cette même
année, lisant dans un journal anglais que si l'amiral lord Rod-
ney, alors en prison à Paris pour dettes, était ainsi retenu par
nous, c'était parce que nous redoutions ses talents, courut aus-

(1) Lachesnaye des Bois, art. Gontaut..

(2) *Le duc de Luuxun et la Cour de Marie-Antoinette*, par G. Maugras. t. II,
p. 154, éd. in-8°.

sitôt à Versailles et demanda au Roi la permission de payer ses dettes : « Je vous envie d'avoir eu cette idée, lui répondit Louis XVI ; elle est française et digne de vous. » Le maréchal avait apporté dans son carrosse la somme nécessaire. Il se rend aussitôt à la prison et délivre lord Rodney. « Ce procédé généreux, ajoute M.G. Maugras, devait nous coûter cher (1) ».

N'insistons pas davantage sur la vie militaire, ou celle d'homme de Cour, du maréchal duc de Biron, dont ont parlé tous les Mémoires de l'époque (2) et contentons-nous de faire connaître quelques-uns de ses actes de gestion du domaine de Lauzun, qui est le sujet principal de cette étude, comme aussi de signaler les passages de sa correspondance avec son intendant, qui présentent le plus d'intérêt.

En 1752 déjà le maréchal Charles-Armand de Biron, pressé par de nombreux besoins d'argent, demande au Roi, à la date du 10 septembre, la permission de couper 394 arpents de haute futaie dans ses forêts de Caussegros, Roquepichère et Montignac de Lauzun. Par lettre de M. de Baudry, intendant des finances, adressée à M. Bastard, grand maître des eaux et forêts de Guyenne, le Roi donne toute liberté au maréchal pour la coupe de ses bois. Il fut donc coupé 124 journaux dans la forêt de Caussegros, 140 dans celle de Roquepichère, et 220 dans celle de Montignac ; ce qui produisit la somme de 184.500 livres, lesquelles, par suite de la mort de Charles-Armand, arrivée, on le sait, quatre ans après en 1756, et de la substitution de son fils Louis-Antoine pour le domaine de Lauzun, « furent empruntées solidairement par Louis-Antoine et sa femme, pour payer une partie de la somme due par eux à MM. de Moras et de Saint-Priest, à qui ils venaient d'acheter un hôtel, rue de Varennes, 500.000 livres (3). »

(1) *Le duc de Lauzun...*, par G. Maugras, t. II, p. 154, éd. in-8°.

(2) Voici encore ce qu'en dit Madame de Genlis : « Il avait une taille majestueuse, une très belle figure et l'air le plus imposant que j'aie vu. On dit de Brutus qu'il fut le dernier des Romains, on peut dire du maréchal de Biron qu'il fut en France le dernier fanatique de la Royauté. Il est certain qu'il était né pour représenter dans une Cour, pour être décoré d'un grand cordon bleu, pour parler avec grâce, noblesse, à un Roi. » (Mémoires de M^{me} de Genlis).

(3) Archives du château.

Cet hôtel, situé au n° 77 de la rue de Varennes, au coin de la rue de Babylone, mérite une mention particulière. Il fut bâti en 1730 par un certain Abraham Peyrenc, d'abord perruquier languedocien, venu à Paris pour chercher fortune, puis, à la suite de son mariage avec la fille d'un sieur Forgès, riche munitionnaire de vivres, devenu agioteur, acquéreur de la terre de Moras à la duchesse de Brancas, et finalement possesseur de douze millions de fortune, sous le nom de Peyrenc de Moras. Il passa alors avocat, maître des requêtes, puis, toujours d'après le *Journal de Barbier*, chef du Conseil de la maison de Condé. C'est à ce moment qu'il acheta les terrains vagues de l'extrémité du faubourg St-Germain et y fit construire par Gabriel, inspecteur général des bâtiments du Roi et Aubert, l'architecte des écuries de Chantilly, le superbe hôtel en question. Son fils fut même nommé plus tard ministre de la marine. Entre temps, l'hôtel avait été vendu et acheté par la duchesse du Maine, qui le garda à peine quelques années, étant morte en 1753. C'est alors qu'il passa entre les mains du duc de Biron, porta son nom et devint sa résidence préférée jusqu'en 1788, année de son décès. Son neveu, le fameux duc de Lauzun, qui fut son héritier, le posséda à son tour jusqu'en 1793, époque où il fut guillotiné. Vendu comme bien national il devint alors un lieu public, et ses jardins des guinguettes où se donnaient rendez-vous, « au bal Biron », les sans-culottes et les trico-teuses. En 1820, sous la Restauration, Madame Barat l'acheta pour y installer sa maison d'éducation, sous le nom de Sacré-Cœur. Le Roi contribua à cette bonne œuvre pour la somme de 150.000 francs. Tel il est resté jusqu'à ces derniers jours, où, dépossédées et chassées par le gouvernement de la République, les pieuses dames du Sacré-Cœur ont dû chercher un refuge ailleurs. Quelle sera sa future destinée ? (1).

Charles-Armand de Gontaut, père de Louis-Antoine, mourut, nous l'avons dit, en 1756, laissant une situation fort obérée.

(1) Voir le *Journal de Barbier*, et aussi le remarquable article qu'a consacré à cet hôtel M. le marquis Costa de Beauregard, membre de l'Académie française, dans le *Gaulois* du 20 décembre 1907.

Une des conséquences fut la vente du domaine de Puyguilhem à Antoine-Gaston-Jean-Baptiste, duc de Roquelaure, pair et maréchal de France, « qui l'acquît, dit l'acte, par décret forcé sur la maison de Lauzun » (1). A sa mort, son héritier le prince de Lorraine le vendit à Alexandre de Larrarde, conseiller, secrétaire du Roi. Le fils de ce dernier l'aliéna à son tour le 5 juillet 1777 au marquis de Beaumont, qui l'a gardé jusqu'à la Révolution (2).

Aussitôt mis en possession du comté de Lauzun, Louis-Antoine de Gontaut ordonna un arpentement général de son domaine. L'acte qui relate cette importante opération et que nous avons sous les yeux porte pour titre : « Arpentement
« des héritages possédés noblement par Monseigneur le Maré-
« chal duc de Biron, dans la terre et comté de Lauzun, fait
« par nous Pierre Vergnol, arpenteur juré, demeurant dans la
« ville de St-Barthélemy en Agenais, sur la réquisition à moi
« faite par M^e Jean Beaune, juge de la comté de Lauzun et
« chargé des affaires de mondit seigneur, et en conséquence
« d'un apointement à la Cour de l'élection d'Agenais, du 18^{me}
« février dernier, rendu entre mondit seigneur et les Consuls
« et Communauté de Lauzun, auquel arpentement nous avons
« vacqué en présence dudit sieur Beaune, et en l'absence des-
« dits Consuls et Communauté, quoique dûment intimé par
« exploit du 28 mars dernier, fait par Rempillon, sergent
« royal, dûment contrôlé, et depuis le 29 mars dernier jus-
« qu'aujourd'hui 9^e avril 1757. »

Suit l'énumération de tous les domaines, métairies, fermes, etc., dépendants du château de Lauzun. En ce qui concerne ce dernier, voici comment il est décrit en cette année 1757 :

« Premièrement : *Le château de Lauzun*, consistant en un
« grand corps de logis, pavillons, une grosse tour, offices,
« écuries, etc., plusieurs autres bâtimens, une cour intérieure
« ou place d'armes, six bastions avec leurs rempars, pont-levis,
« douves ou fossés et glacis ; — et, attenant audit château, un

(1) Archives du château.

(2) Idem.

« terrain et basse-cour appelée des granges, dans lequel terrain
« sont construits deux belles granges, une écurie, un pavillon,
« sur la porte d'entrée une tour, le tout renfermé de murs, de
« fortifications, confrontant en entier : du levant à Chenevière
« appelée la Glacière, à prés et terres de mondit seigneur,
« dépendants de son domaine du Parc ; du midi, au pré du
« bastion appartenant aussi à mondit seigneur et au jardin de
« mondit seigneur ; du couchant à jardin des héritiers de
« Jacques Marty, au bout de la grande rue de St-Coulomb et à
« une petite rue, à jardin du nommé Pommier, à jardin du
« nommé Marceron ; et encore du midi à jardins de Pierre
« Lafon, Ysabeau Reynard, sieur Bonnetou, Léonard Mathieu,
« etc. ; du nord, à l'église paroissiale dudit Lauzun, rue entre
« deux, à maisons et jardins de divers, etc., soit 31 poignerées,
« 37 escats » (1).

Vient ensuite l'arpentement des granges, pavillons, jardin, verger, étang, murs, portes, tours, fossés, glacis autour du château et de la ville de Lauzun, et, à la suite, des domaines du Parc, du château de Monplaisir, du domaine de Pelissier, du château de la Lande, du domaine du Drot, des forêts de Roquepichère, de Montignac, et de Caussegros, etc., en un mot de toutes les dépendances que nous avons longuement énumérées au chapitre I^{er} de cette étude.

« Revenant l'entière contenance desdits héritages à 4205 poignerées, 38 escats et un quart d'escat, à raison de 72 escats à la poignerée et de 12 pieds un tiers « pied du Roi à la latte, perche et mesure de Lauzun » (2). Ce qui donnait un total d'à peu près 500 hectares.

Vers cette époque, furent aussi vendues les trois forêts précédemment nommées, du moins si nous en croyons une quittance ainsi libellée à la date du 21 février 1760 : « Nous,

(1) A Lauzun, d'après les *Tables de comparaison entre les mesures anciennes et les mesures métriques*, publiées par Louis Puissant, professeur de mathématiques à l'Ecole Centrale d'Agen en l'an VII, la poignerée de 72 escats valait 11 ares, 54 centiares, et l'escat de 12 pieds en tout sens, 0,16 centiares.

(2) Archives du château.

« Louis-Antoine de Gontaut-Biron, duc de Biron, pair et
« maréchal de France, chevalier des Ordres du Roi, colonel
« des gardes françaises, gouverneur de Landrecies, comte de
« Lauzun, reconnaissons avoir reçu de M. Gassiot par les
« mains de M^e Berginière, la somme de 18.450 livres, pour la
« dixième partie et septième paiement de 184.500 livrés,
« moyennant lesquelles, les forêts de Roquepichère, Monti-
« gnac et Caussegros ont été vendues au sieur Gassiot le
« 15 novembre 1753 » (1). Nous ignorons si cette vente fut
définitive. Toujours est-il que six ans après, en 1766, le sieur
Beaune, intendant du duc de Biron, rend compte à son maître
des nombreuses coupes qui viennent d'y être encore faites et
des sommes que leurs ventes ont produites (2).

Une des grandes préoccupations de ce dévoué serviteur est
de voir la terre de Lauzun, « qui depuis le décès de M. le duc
« de Lauzun n'est plus qu'une simple baronie, réérigée en
« comté sur la tête du maréchal, duc de Biron, ou mieux encore
« en duché sur celle de M. le comte de Biron », ce dernier,
fils unique de Charles-Antoine, sixième fils de Charles-Ar-
mand, et le seul descendant mâle de toute la lignée. La corres-
pondance la plus active s'établit en effet sur cette question
entre le duc de Biron et son intendant, celui-ci insistant pour
que le Roi consente à cette nouvelle faveur, et le duc de Biron
lui répondant, à la date du 19 novembre 1766 :

«..... Ce serait inutilement qu'on solliciterait l'érection en
« duché de la terre de Lauzun, parce que il y a déjà un duché-
« pairie dans la maison (3), et qu'il paraît jusqu'à présent qu'il
« passera dans la branche de M. le duc de Gontaut (4), à défaut
« d'enfants de ses frères aînés. L'érection en comté serait facile
« à obtenir ; mais il n'est pas douteux qu'on insérerait dans
« les lettres d'érection la condition ordinaire qu'à défaut de
« descendants mâles les terres reviendraient en leur premier

(1) Archives du château.

(2) Idem.

(3) Le duché de Biron.

(4) Charles-Antoine, duc de Gontaut, sixième fils de Charles-Armand.

« état, et, Monsieur le Maréchal ne laissant pas de postérité,
« ce serait de l'argent perdu, puisque alors les terres ne seraient
« plus, ainsi qu'aujourd'hui, que de simples seigneuries avec
« des justices particulières. Il serait donc plus avantageux
« de chercher à réunir les justices et les seigneuries, surtout
« pour les habitants de Monbahu et de Puydauphin... etc. » (1).

Mais ce qui pique la curiosité du duc, ce n'est pas tant de savoir si la terre de Lauzun pourra être érigée de nouveau en duché, que de découvrir si, au moyen-âge, elle a appartenu aux Gontaut, avant ou après les Caumont. « Vous me marquez, « écrit-il toujours à son intendant à la date du 27 février 1767, « que Pierre de Gontaut a donné en 1298 les biens dont il « s'agit à un des auteurs de M. Dijon. Cela ferait supposer « que la terre de Lauzun appartenait à ma maison, avant de « passer dans celle des Caumont. Je vous serais obligé de « m'informer de ce que vous pouvez en savoir, en vous observant cependant que ce n'est que pure curiosité de ma part » (2). Nous avons longuement rapporté, au chapitre II de cette étude, les motifs qui déterminaient le sagace intendant à opiner pour qu'en effet les Gontaud aient été, dans la première moitié du xiv^e siècle, possesseurs de la terre de Lauzun. Nous n'y reviendrons pas, les documents que nous avons découverts depuis et que nous avons fait connaître à cette place donnant pleinement raison aux présomptions du sieur Beaune.

Tout ce que nous pourrions dire encore, c'est qu'avec un soin jaloux il continuait d'administrer les nombreux domaines du duc en Guienne, notamment celui de Puydauphin, « où la tour « dudit château menace ruine en 1778 et a besoin d'être « réparée » (3), et qu'il n'oubliait pas de payer ponctuellement chaque année 400 livres de traitement au curé de Lauzun, comme chapelain du château, le maréchal Charles-Armand

(1) Archives du château.

(2) Idem.

(3) Idem.

ayant fondé six messes par mois, moyennant 60 livres de rente au capital de 1200 francs qu'il abandonnait aux chapelains.

Bien plus, trois sœurs de charité tenant à Lauzun une école de filles, soignant les malades pauvres et leur fournissant en même temps que les remèdes, les chemises, les draps de lit, les couvertures, le maréchal duc de Biron exige que son intendant leur serve une rente de 1040 livres, savoir : 600 livres pour leur entretien et leur nourriture, et 440 livres pour les pauvres malades (1).

En 1779, Monseigneur d'Usson de Bonnac vint faire, le 9 octobre, sa première visite pastorale à Lauzun. Le procès-verbal ne signale aucun incident digne d'être noté (2).

Depuis la fin du xvii^e siècle, le château de Lauzun ne fut plus habité. C'est à peine, en effet, si, de loin en loin et à de très longs intervalles, les ducs de Biron, lors de leur résidence, très rare également au château de Biron, vinrent y passer quelques jours. Il en résulta que le château ne fut plus entretenu et que malgré les efforts des intendants, notamment du sieur Beaune, tant le corps de logis principal que les dépendances menaçaient ruine de toutes parts. Cet état se faisait déjà vivement sentir, lors de la mort du maréchal Charles-Armand, époque où ses héritiers substitués, notamment le maréchal Louis-Antoine, entreprirent de le réparer. Nous avons déjà dit au chapitre I^{er} de cette étude que « les devis « estimatifs des réparations et reconstructions à y faire » commencèrent d'être dressés dès cette époque. Ils durèrent jusqu'en 1784, année, où « un mémoire général sur l'état du château de Lauzun et de ses dépendances, avec devis estimatif des réparations à y faire », fut dressé de nouveau par le sieur Pierre Mollié, architecte, résidant à Aiguillon, assisté des sieurs Hugonel, juge de la juridiction de Lauzun, Jean Nouailles, maître maçon, et Guillaume Pauvert, maître charpentier, habitant ledit lieu de Lauzun ». C'est grâce à cet important et

(1) Archives du château.

(2) Archives de l'Evêché, H. 288.

volumineux document, contenant le plan du château à cette époque (1), que nous avons pu, en connaissance de cause, en donner une description complète, tel qu'il se trouvait à ce moment.

Les réparations commencèrent ; mais le manque d'argent, les idées nouvelles qui fermentaient déjà dans les cerveaux, l'approche de la Révolution et finalement la mort du Maréchal furent autant d'obstacles à leur continuation.

Louis-Antoine, duc de Biron, doyen des maréchaux de France, mourut en effet le 29 octobre 1788, âgé de près de quatre-vingt-huit ans. Quinze ans auparavant, en 1772, il s'était brusquement séparé de sa femme, Françoise de La Rochefoucauld, s'apercevant, après trente et un ans de mariage, qu'il y avait incompatibilité d'humeur entre elle et lui.

Cette détermination fit grand bruit à la Cour ; d'autant que le maréchal, agissant en vrai gentilhomme qu'il était, rendit à Madame de Biron toute la fortune, très considérable, qu'elle lui avait apportée, et se trouva, de par ce fait, presque entièrement ruiné. Il fallut, qu'en récompense de ses nombreux services, le Roi lui fit une pension de 40.000 livres « en attendant « qu'on put lui donner un grand gouvernement. » Il restait toutefois colonel des gardes françaises et propriétaire de l'hôtel de Biron, rue de Varennes, qu'il avait acheté.

C'est là, où il se retira tout à fait, « supportant, écrit M. G. Maugras, ce désastre intime avec une grande sérénité d'âme, « et recevant de tous les marques d'attention les plus flatteuses. Il avait la passion des fleurs, et les jardins de l'hôtel « de Biron jouissaient d'une réputation méritée. La Dauphine « Marie-Antoinette et Madame de Provence vinrent passer « un après-midi chez le maréchal, et il eut l'honneur et la « satisfaction de promener pendant plusieurs heures ses illustres visiteuses, de leur faire admirer son parc et ses serres « remplies des fleurs les plus rares.

« Ses jardins et son régiment des gardes françaises, ajoute « le même auteur, étaient restés les seules passions du maré-

(1) Archives du château de Lauzun.

« chal de Biron, et il s'y consacrait tout entier. Il avait établi
« dans les gardes françaises une discipline extrêmement
« sévère ; mais en même temps il ne négligeait rien de ce qui
« pouvait stimuler le zèle des soldats, et il en était adoré. En
« 1772, il obtint du Roi, pour ceux qui auraient bien servi
« pendant vingt-quatre ans, une marque distinctive d'honneur,
« c'était une petite étoile rouge avec deux épées en sautoir. Il
« en décora immédiatement douze soldats, et la remise de cette
« distinction eut lieu en présence de tout le régiment et avec
« une pompe inaccoutumée. » (1).

La survivance du commandement des gardes françaises avait été promise, dès le début, au jeune duc de Lauzun, neveu et héritier du maréchal, dont nous allons longuement parler, cette faveur étant considérée, à juste titre, comme une charge de famille. Les intrigues du nouveau règne, la défaveur subite de Lauzun, furent cause que six ans plus tard, en 1778, le duc du Châtelet fut nommé à sa place. Toutefois « pour ne pas
« affliger le vieux maréchal de Biron, M. du Châtelet dut se
« contenter de la parole royale ; et la survivance ne fut pas
« inscrite avec les grâces. » Ce ne fut qu'en 1788, à la mort du maréchal, que le duc du Châtelet en prit le commandement effectif.

Lorsque Louis-Antoine, duc de Biron, se sentit frappé à mort, il demanda à la maréchale, dont il vivait séparé depuis quinze ans, de vouloir bien venir le voir une dernière fois. Elle eut la cruauté de s'y refuser. « Le moribond,
« nous apprend toujours M. G. Maugras, d'après les mémoi-
« du temps, en prit facilement son parti, se contentant de
« dire : « Elle a raison, il y a longtemps que je lui ai dit l'éter-
« nel adieu (2) ».

Ses obsèques furent des plus solennelles. Il fut inhumé le 3 novembre, en l'église de Saint-Sulpice, sa paroisse ; mais la cérémonie principale se fit, nous dit la duchesse de Gontaut

(1) *Le duc de Lauzun et la Cour intime de Louis XV*, par G. Maugras, t. I, p. 360, éd. in-8°.

(2) *Le duc de Lauzun et la Cour de Marie-Antoinette*, t. II, p. 369.

dans ses Mémoires, « le soir à Notre-Dame, où le service de
« son enterrement fut remarquablement beau. Tout Paris
« y courut. L'église entièrement illuminée; le grand nombre
« de troupes en grande tenue; l'orchestre de l'Opéra et les voix
« des chanteurs donnaient à cette cérémonie un air de fête qui
« fit événement dans Paris; on ne parlait d'autre chose. Le
« bruit en parvint à Bellechasse; les jeunes têtes se montè-
« rent, la mienne comme les autres. On obtint d'y aller; ma
« mère y consentit. Je trouvai ce service beau, mais bien
« lugubre (1) ».

« Tous les gardes françaises, ajoute en effet M. Maugras,
« marchaient l'arme renversée, aux sons d'une musique
« lugubre et attristante. Les officiers, en grand uniforme, avaient
« pour escorte le connétable. L'éloge du maréchal fut pro-
« noncé par l'abbé de Barral. Il se terminait ainsi : « Le monar-
« que perd un appui, la Cour un modèle, la France un héros,
« les pauvres un bienfaiteur, les orphelins un père, ses amis
« leur idole (2) »

Louis-Antoine, duc de Biron, ne laissait pas d'enfants. Ses frères aînés étant morts bien avant lui, sa succession échut à son frère plus jeune, *Charles-Antoine*, connu sous le nom de duc de Gontaut. Mais ce dernier, âgé à ce moment de 80 ans, ne se soucia guère d'échanger son duché de Gontaut, qui était à brevet, contre le duché-pairie de Biron, lequel échut à son fils Louis-Armand, déjà titré duc de Lauzun depuis 1766 et le seul héritier à ce moment de la maison de Biron.

Mais avant d'aborder la biographie de ce personnage, qui défraya si fort les chroniques scandaleuses de son époque, disons un mot de son père Charles-Antoine, qui lui survécut et devint, à la mort de son frère d'abord, puis de son fils, après la Révolution, propriétaire du château de Lauzun.

Charles-Antoine de Gontaut-Biron était le sixième enfant mâle du troisième maréchal Charles Armand et de Marie-

(1) *Mémoires de la duchesse de Gontaut*, Paris, Plon, 1893, p. 9.

(2) *Le duc de Lauzun*, op. cit., t. II, p. 369.

Antonine de Nogent de Bautru. Il naquit le 8 septembre 1708, entra, comme tous les siens, dans l'armée, fut fait colonel du régiment de Mailly-infanterie en mars 1735, puis brigadier en 1743, maréchal de camp en 1745, gouverneur de Landau, le 13 mai 1747 par suite de la démission de son père, lieutenant-général des armées du Roi le 18 mars 1748, enfin gouverneur de Languedoc dans les Cévennes et chevalier des ordres du Roi, le 2 février 1757 (1). Mais il se dégoûta vite de la vie militaire; il quitta de bonne heure le service, et devint un homme de Cour, dans la plus entière acception du mot. Voici, du reste, le portrait que son fils trace de lui dans ses fameux Mémoires :

« M. le duc de Gontaut, mon père, était un très parfait
« honnête homme, d'un cœur compatissant et charitable,
« d'une dévotion franche et qui ne s'étendait pas plus loin que
« lui-même. Il n'avait pas infiniment d'esprit et moins encore
« d'instruction, mais un sens juste et droit, un prodigieux
« usage du monde et de la Cour, un très bon ton, une manière
« noble et agréable de s'exprimer, une grande gaieté naturelle,
« beaucoup d'éloignement pour l'intrigue et une ambition mesurée, en avaient fait un homme aimable et recherché. Une
« blessure considérable qu'il reçut à la bataille d'Ettingen
« lui fut un prétexte honnête de quitter le service. Lieutenant-général, il se fixa à la Cour, devint ami intime de Madame
« de Châteauroux et, par conséquent, admis dans l'intimité
« du Roi. Les soins assidus qu'il lui rendit pendant la maladie dont elle est morte augmentèrent encore sa faveur, et
« bientôt après celle de Madame de Pompadour : il fut aussi
« bien avec elle qu'avec la précédente. L'usage bienfaisant
« qu'il fit de son crédit, le fit généralement aimer, et je n'ai
« guère vu d'homme qui eussent moins d'ennemis (2) ».

La vie de Charles-Antoine de Gontaut se passa presque tout entière, on peut le dire, dans les boudoirs des favorites de Louis XV. Il ne quittait pas Madame de Pompadour, il

(1) Lachesnaye des Bois, art. Gontaut.

(2) *Mémoires du duc de Lauzun.*

l'amusait par son esprit et l'accompagnait dans toutes ses promenades comme dans ses visites.

« Il était fort gai, écrit madame du Hausset, et il passait
« pour faire de la gaieté. C'était, disait quelqu'un, un meuble
« excellent pour une favorite ; il la fait rire, il ne demande
« rien, ni pour lui, ni pour les autres. Il ne peut exciter la jalou-
« sie et ne se mêle de rien. On l'appelait l'*Eunuque blanc* » (1).
Il n'est pas une comédie jouée dans les petits cabinets de la marquise, à laquelle il n'ait pris part comme acteur bénévole ; on le vit jouer successivement, non sans talent, « Cléante dans *Tartufe*, Jasmin de *l'Enfant prodigue*, Champagne des *Dehors trompeurs*, Frontin du *Méchant*, etc » (2).

Enfin, quand Madame de Pompadour fut morte et remplacée par la Du Barry, on aurait pu croire que M. de Gontaut fut resté fidèle à la cause de son amie et eut suivi dans la disgrâce le parti Choiseul. Pas du tout ; il se fit aussitôt bien voir de la nouvelle favorite, et ne tarda pas à occuper dans son boudoir la place qu'il tenait si bien chez les autres reines de la main gauche. Sans lui, la fête n'eut point été complète, et le Roi n'eut pu se consoler de ne pas le voir à ces moments-là près de lui.

Et cependant le duc de Gontaut et le duc de Choiseul étaient unis par les liens les plus étroits. Charles-Antoine avait épousé en effet, le 21 janvier 1744, Antoinette Eustachie Crozat du Chatel, qui mourut trois ans après, en donnant le jour au seul héritier de la maison, Louis-Armand, et qui sur son lit de mort arracha à sa jeune sœur, à peine âgée de douze ans, la promesse d'épouser M. de Stainville, c'est-à-dire le seul homme qu'elle eut jamais aimé, et qui, disait-on partout, était le vrai père du nouveau né. L'engagement fut tenu ; la petite du Chatel épousa, le 22 décembre 1750, le marquis de Stainville, et le duc de Gontaut devint ainsi le beau-frère par alliance de celui que Louis XV, grâce à son influence et à sa protection,

(1) *Mémoires de Madame du Hausset*.

(2) *Le duc de Lauzun*, par G. Maugras.

allait investir bientôt de toute sa confiance, en lui laissant si longtemps gérer les affaires de France, sous le nom de duc de Choiseul.

Nous ne suivrons pas plus longtemps Charles-Antoine de Gontaut à la remorque de toutes les maîtresses de Louis XV. Nous nous occuperons désormais de son fils unique, Armand-Louis, le dernier duc de Lauzun, qui fut un instant, à la mort de son oncle, sur le refus de son père, propriétaire du château dont nous avons entrepris de raconter l'histoire, et qui par sa vie si mouvementée, si pleine d'actions d'éclat, et, disons-le aussi bien vite, d'impardonnables faiblesses, va jeter une dernière fois sur ce nom de Lauzun un lustre inoubliable.

(A suivre).

PH. LAUZUN.

LES SÉNÉCHAUX D'AGENAIS

ROBERT DE BALZAC ET RIGAULT D'AURELLE

Complément aux articles de M. Ph. Tamizey de Larroque
consacrés à ces personnages

Notre regretté confrère, M. Joseph Beaune a donné des notes intéressantes sur deux membres de la maison de Raffin, sénéchaux d'Agenais, qui, bien qu'originaires de Rouergue, peuvent être considérés comme nos compatriotes et par leurs alliances et par leurs possessions. Une branche de cette famille s'était établie, au ^{xvi}^e siècle, en Auvergne, auprès de la ville de Salers, où elle habita, jusqu'à ces dernières années, le château de la Jourdanie, voisin d'un sanctuaire célèbre sous le nom de N.-D. de Lorette et entretenu, en grande partie, grâce à la générosité de ses membres. La branche agenaise est beaucoup plus connue que celle des Hautes-Montagnes qui a toujours vécu noblement mais dont je ne rappelle ici l'existence que pour mémoire.

Robert de Balzac et Rigault d'Aurelle sont étrangers à l'Agenais. Ils étaient peut-être même un peu oubliés quand un infatigable érudit, M. Ph. Tamizey de Larroque, donna sur eux des indications auxquelles il est utile d'ajouter quelques notes.

I

ROBERT DE BALZAC

Robert de Balzac, n'appartenait pas, comme cela semble ressortir des lignes de M. Ph. Tamizey de Larroque, à une famille relativement récente. Cette famille, originaire de Balzac, lieu situé aux environs de la ville de Brioude (Haute-Loire) et assez près d'Arvant, station de jonction des lignes des chemins de fer d'Orléans et de Paris-Lyon-Méditerranée, était connue, au moins depuis 1336, année dans laquelle Ruffec I^{er} de Balzac, chevalier, avoue tenir du noble chapitre de St-Julien de Brioude tout ce qu'il possède à Balzac. On voit dans des transactions postérieures avec ce chapitre qu'il avait des terres dans la vallée de l'Allier, des cens et rentes dans la ville de Brioude. Son fils épousa Marguerite d'Alzon et semble avoir beaucoup augmenté ses domaines (1). Il était seigneur d'Entraygues, fief situé à la limite de la Haute et de la Basse Auvergne, du Léotoing, château fort dont les ruines imposantes dominant, à une grande hauteur, la pittoresque et sauvage vallée de l'Allagnon, enfin de Rioumartin, véritable forteresse élevée au confluent de deux petits cours d'eau et dont il ne reste plus aujourd'hui qu'un pan de muraille, mais où il avait établi le siège de sa puissance (2). Jean mit sa fortune, déjà considérable, à la disposition de Charles VII et, à l'imitation des grands seigneurs des siècles précédents, fonda un monastère, Marcourssis, où il fut inhumé, après avoir été assassiné par les ennemis du roi, le 17 octobre 1409. Non seulement il avait augmenté ses biens mais il se plaça, de suite, à côté des grands seigneurs du pays en épousant Agnès de Chabannes, de la grande maison de chevalerie de ce nom.

(1) V. dans le *Dict. de la noblesse* de La Chesnaye Desbois l'article BALZAC.

(2) Ceci a été nettement prouvé par notre, savant ami, M. Paul Le Blanc, de Brioude.

Jean de Balzac et Agnès de Chabannes eurent plusieurs enfants parmi lesquels Antoine de Balzac, évêque de Die, mort le 8 novembre 1491 dans son prieuré d'Ambierle en Forez, Pierre de Balzac, abbé de Vézelay, et les deux sénéchaux Ruffec II et Robert.

Ruffec de Balzac, seigneur d'Egliseneuve, Banzac, St-Amans (aujourd'hui St-Chamans), Rioumartin, Cusset, Chatillon d'Azergues, etc., fut sénéchal de Nîmes et de Beaucaire, capitaine de cent hommes d'armes, chevalier du St-Esprit, chambellan de Louis XI. Il mourut le 25 octobre 1573 et fut inhumé dans l'église St-Julien de Brioude, à laquelle il laissa 2,000 écus pour la fondation de quatre vicaires.

Robert de Balzac, écuyer, son frère, conseiller chambellan du Roi, sénéchal d'Agenais, baron d'Entraygues et de St-Amans fut, à la fois, un homme de guerre et un écrivain, et cependant, constate M. Ph. Tamizey de Larroque, les recueils biographiques ne le nomment même pas. Voici, en résumé, ce que notre érudit confrère dit de lui :

En 1463, il figure dans la donation faite de la terre de Clermont-Dessus par Charles de France, duc de Guyenne. En 1464, Louis XI le recommande au duc de Milan. En 1469, sénéchal d'Agenais et de Gascogne, il prend part, avec son frère Ruffec, sénéchal de Beaucaire, à la confiscation des domaines de Jean V d'Armagnac et obtient plusieurs de ces derniers : Dunes (1), Malauze (2) et Tournon (3). En 1471, capitaine de Puymirol, il préside à Agen, une montre d'hommes d'armes et d'archers. on le voit à Lectoure, au moment du siège de cette ville et de l'assassinat de Jean V. Il n'est pas prouvé qu'il ait pris part à la trahison qui a causé la prise de l'une et la mort de l'autre.

Le 30 octobre 1474, Robert de Balzac épousa Antoinette de Castelnau, fille du seigneur de Bretenoux dont il eut plusieurs enfants. Veuf, il se remaria, à Florence, avec Lancia Fabri, fille d'un gonfalonier de cette république, parente éloi-

(1) Canton d'Auvillars (Tarn-et-Garonne).

(2) Canton de Moissac (Tarn-et-Garonne).

(3) Canton de l'arrondissement de Villeneuve (Lot-et-Garonne).

gnée de l'illustre conseiller au parlement de Florence, Claude Nicolas Fabri, seigneur de Peiresc. En 1494 et 1495 il fit un nouveau voyage en Italie accompagnant Charles VIII. Avec l'aide de son beau-frère, Ludovic, il facilita au jeune roi la prise de Pise et en devint gouverneur. Nous devons ajouter aux renseignements donnés par M. Ph. Tamizey de Larroque qu'il portait ce dernier titre encore en 1500. Cela résulte d'une pièce sur velin, signée de lui et datée d'Agen, le 25 août de cette année, par laquelle il mande au receveur d'Agenais de compter neuf livres tournois à Thomas de Landa, avocat du roi, ainsi qu'à Bernard de Lanes pour neuf jours de voyage ; ces personnages s'étaient rendus à Marmande afin d'y interroger, par devant le juge Maurre, les témoins produits par le seigneur de Lauzun dans un procès contre le sénéchal (1).

• Le Seigneur de Lauzun semble être, d'après la très intéressante étude sur le château de Lauzun que M. Philippe Lauzun publie, en ce moment, dans la *Revue de l'Agenais*, Armand fils de Jean II de Caumont-Lauzun et de Françoise de Bourdeille. Armand de Lauzun, avait épousé, le 21 février 1486, Catherine de Castelnau, peut être parente d'Antoinette de Castelnau, femme du Sénéchal. Il serait curieux de savoir si ce procès avait pour objet une querelle successorale intéressant les deux femmes (2).

Robert de Balzac, s'étant enrichi de la dépouille des Armagnac, fonda dans sa seigneurie de St-Amand (St-Chamans) (3) une église collégiale pour rendre, disait-on, à Dieu ce qu'il avait pris aux hommes. Les sculptures du chœur de cette église, ornées de ses armes, sont d'une grande finesse. Aujourd'hui partagées entre les églises de St-Chamans et St-Cernin,

(1) Cette pièce faisait partie, en 1885 d'une collection de curiosités autographiques appartenant à M. Eug. Charavay.

(2) Quelques temps après, en 1507, M. Ph. Lauzun signale la présence au château de Lauzun de Gabriel des Charrettes (en réalité *de Carreto*). M. l'abbé Albe, chapelain de St-Louis des Français, nous a fait remarquer à Rome, en 1903 que le siège épiscopal de Cahors avait été occupé de 1512 à 1557 exclusivement par des italiens dont Charles Dominique de Carreto suivi de trois de ses plus proches parents, Louis, Aloysius et Paul de Carreto.

(3) Saint-Chamans (Cantal).

elles font, dans l'une et dans l'autre, l'admiration des archéologues. Il mourut le 9 mai 1503. Son tombeau et celui de sa femme furent découverts, il y a quelques cinquante ans, dans le chœur de l'église de St-Chamans et des plaques de cuivre donnent les inscriptions suivantes que ne reproduit pas M. Ph. Tamizey de Larroque.

« Cy devant gyt noble et puissant seigneur, Robert de
« Balzac, chevalier, conseiller et chambellan du Roy, notre
« sire et son Sénéchal d'Agenais et de Gascogne, capitaine de
« gens d'armes et fondateur de l'église de céans qui trépassa
« le ix^e jour du mois de may mil cinq cent trois. Priés Dieu
« pour son âme !

« Cy devant gyt noble demoiselle de Castelnau de Brete-
« noux épouse dudit Robert de Balzac, Sénéchal d'Agenais
« laquelle trépassa le ix^e jour de septembre, l'an mil quatre
« cent quatre vingt quatorze. Priés Dieu pour son âme ! (1). »

Des documents extraits de l'enquête fait par ordre du Conseil du Roi, à la requête de Robert de Balzac (2), il est dit que ce dernier fut capitaine de Tournon d'Agenais pour le duc du Guyenne et, plus tard, pour le roi Louis XI, son frère. Tournon, selon le mémoire, était une bastille royale, construite jadis par le comte Raymond de Toulouse. Les armes de la cité, singulièrement interprétées par les municipalités contemporaines sont, en effet, parties de la Croix de Toulouse (3) et d'un château sommé de trois tours. Elles se trouvent ainsi figurées sur un sceau cylindrique en fer, datant du milieu du xvii^e siècle, haut d'environ vingt centimètres et appartenant à M. Debelmas, ancien instituteur à Cazideroque, qui le tenait de la famille d'un des anciens consuls.

Robert de Balzac avait chargé de la garde du château Jehan Daillac, dit le Moro, et Jehan de Madame, mais, lorsqu'après la mort du roi Louis XI et la tenue des Etats de Tours de 1484,

(1) *Dict. stat. et hist. du Cantal*, par Deribes du Chatelet. Art. St-Chamans.

(2) Provenant des archives de M. F. Moulenq et déjà signalés par M. Ph. Tamizey de Larroque.

(3) Le parti de Toulouse est remplacé sur les en-tête de lettres de la mairie de Tournon par une sorte de règle plate, deux cœurs et des feuillages.

Charles d'Armagnac, dernier comte de cette illustre race, entra dans la ville, les habitants allèrent au devant de lui, criant : Armagnac ! et lui prêtèrent serment. Le comte Charles, accompagné de sept à huit cents hommes, fit mettre le siège devant le château, menaçant ceux qui étaient dedans « de les pendre par la « gorges'ils ne le rendaient pas ». Mais ces derniers affirmèrent le tenir « pour le roy nostre sire. » Balzac avait laissé différents objets dans la maison d'un des consuls. Ces objets valaient, disait-il, cent livres tournois. Il accuse le comte Charles d'avoir vécu, lui et son armée, aux dépens de la ville de Tournon, sans rien payer. Il dit que les assaillants pillent, volent et font mille maux auxdits habitants. Il déclare, au contraire, que lui, Balzac, tant qu'il a été capitaine de la ville pour le roi, avait fait bonne justice aux habitants. On sait que le comte Charles finit par s'emparer du château, qu'il s'y produisit, pendant son séjour, un événement tragique, — la mort d'un de ses officiers qu'il tua d'un coup de dague, — que c'est, de Tournon, qu'il écrivit, sur les instances des États d'Armagnac, à la comtesse, sa femme, pour qu'elle vint l'y rejoindre et qu'enfin il y fut pris par son cousin d'Albret, son curateur, qui le fit conduire à Casteljaloux, etc. (1).

Ces documents ne parlent pas des droits que Robert de Balzac eut sur Valeilles. Il est cependant certain qu'il en avait, car la cure de cette paroisse, d'après les procès-verbaux de visite de Mascaron et de Nicolas de Villars, (2) était unie au chapitre Notre-Dame de S^t Amans en Auvergne, que le chapitre levait toute la dîme et payait une pension au vicaire perpétuel. Et nous savons que c'est Robert de Balzac qui créa ce chapitre. Combien de temps dura cette situation, c'est ce que nous ne trouvons pas dans le *Pouillé* de M. le chanoine Durengues, précieux livre où nous puisons ces renseignements. Nous y trouvons par contre qu'en 1789 le curé de Valeilles

(1) Chute de la Maison d'Armagnac, par M. Charles Samaran.

(2) *Pouillé historique du diocèse d'Agen pour l'année 1789*, par M. l'abbé Durengues. Agen, Ferran, 1896.

était *seul* décimateur, ce qui prouve que le chapitre de St-Chamans n'y avait plus de droit.

Il est fâcheux que la publication faite du *Chemin de l'ôpital* par M. Ph. Tamizey de Larroque ait été tirée à si peu d'exemplaires. Elle est aujourd'hui presque introuvable, les sentences contenues dans ce petit ouvrage sont, sans doute, fort originales mais aussi pleines de sagesse.

La première dit que le *chemin de l'ôpital* est ouvert à « *ceulx qui ont petit et despendent beaucoup* ». Pour lui, il dépensa beaucoup mais non au delà des ressources de son immense fortune qu'il laissa entière à ses enfants.

M. J. Andrieu dans sa *Bibliographie générale de l'Agenais* donne des indications bibliographiques très détaillées sur l'œuvre de Robert de Balzac, *La nef des batailles* et *Le grand chemin de l'ôpital*, des notes curieuses sur Champier, son premier éditeur, ainsi que sur la famille de ce dernier. Nous ne savons, par exemple, où il a trouvé que les Balzac, *originaires du Languedoc*, se sont fixés ensuite en Auvergne. Le Velai, composant la plus grande partie du département de la Haute-Loire, appartenait, sans doute, au Languedoc, mais l'arrondissement de Brioude où se trouvait les premières possessions des Balzac, et le village de Balzac lui-même n'ont jamais cessé de faire partie de l'Auvergne.

Sans entrer dans des détails, hors de propos ici, sur les descendants de Robert de Balzac, nous dirons que son fils aîné, Pierre, a eu lui-même un fils, Guillaume, qui fut le père de Charles de Balzac d'Entraygues, dit le bel Entrayguet, mignon d'Henri III, lequel était le propre oncle d'Henriette de Balzac, marquise de Verneuil, maîtresse du roi Henri IV.

II

RIGAULT D'AURELLE

M. Ph. Tamizey de Larroque a donné bien des détails biographiques sur ce personnage dans la *Revue de l'Agenais*

sous le titre : *Un sénéchal Agenais peu connu, Rigault Doreille* (1). Dans un numéro suivant de cette Revue, M. de Bourrousse de Laffore, orthographie son nom d'*Oureille*, d'après les lettres d'anoblissement de Michel de Barataquy où il figure comme sénéchal, lettres dont l'original se trouve dans la collection de M. de Bourrousse de Laffore. On nous permettra de désigner le sénéchal d'Agenais d'après l'orthographe du nom sous lequel la famille encore existante est connue aujourd'hui.

Les branches de Colombines, de Villeneuve, de Teneneyre, de Champelières sont éteintes, mais celles de Freydière et de Paladines vivent encore. Celle-ci a donné dernièrement un général qui a été un des rares chefs de notre armée, en 1870, assez heureux pour tenir victorieusement tête aux Allemands.

M. Ph. Tamyzey de Larroque établit des points de ressemblance entre Robert de Balzac et Rigault d'Aurelle. Originaires de la même province, l'un et l'autre conseillers et chambellans du Roi, sénéchaux d'Agenais et de Gasconne, ayant fait campagne en Italie, ayant été mariés deux fois, se retirant tous deux dans leur province pour y mourir, charmant enfin les ennuis de leur retraite en composant, l'un un traité de morale, l'autre diverses sentences inscrites sur les murailles de sa demeure. Le seul point contestable est un dernier rapprochement tiré de leur naissance. Ils appartenaient, dit-il, à des familles nobles, il est vrai, mais qui n'avaient « ni grande illustration ni grande ancienneté ». Ce rapprochement existe mais dans un sens opposé.

Passe encore pour l'illustration, mais l'ancienneté existait. Nous avons vu que les Balzac, antérieurs au xv^e siècle, faisaient partie de cette noblesse de chevalerie dont il suffisait de descendre au xviii^e siècle pour avoir le droit de monter dans les carrosses du roi. La prescription, à cet égard, était marquée par l'année 1400.

Les d'Aurelle semblent bien être dans la même situation.

(1) T. XIV. Année 1889, page 270.

Une charmante plaquette intitulée : *Promenade à Villeneuve-Lembron* (1) de M. Ant. Vernière, qui a fourni, sur les deux sénéchaux beaucoup d'indications à M. Ph. Tamizey de Larroque, dit que ce château semble avoir appartenu aux d'Aurelle au ^{xiv}^e siècle. Dans tous les cas, ils en étaient propriétaires dans les premières années du ^{xv}^e. Car Jean de Bourbon, comte de Montpensier, permit à Jean d'Aurelle de « fortifier son hôtel de Villeneuve situé dans la châtellenie de « Vodable, etc. » Or, ce prince mourut à Londres en janvier 1433. Mais le 1^{er} avril de l'année suivante, Louis de Bourbon, son fils, aussi comte de Montpensier et dauphin d'Auvergne, confirma ces privilèges. C'est dans cet « hostel », construit près d'une tour d'apparence plus ancienne, que vécurent Pierre d'Aurelle, inscrit dans l'armorial du héraut d'armes, Guillaume Revel, en 1450, et sa femme N. de Colombines. On en trouve la preuve par l'écu sculpté sur le mur d'une des salles du premier étage où les armes d'Aurelle sont écartelées de celles de Colombines.

Ce furent les père et mère de Rigault d'Aurelle.

Ce dernier — notre sénéchal — fit construire au N.-O. de cette demeure et un peu plus bas, vers la plaine, le château qui existe encore. Nous ne reproduirons pas la biographie du personnage donnée assez longuement dans la *Revue de l'Agenais* par M. Philippe Tamizey de Larroque. Nous rappellerons seulement que, né en 1455, conseiller et maître d'hôtel en 1482, capitaine de Lauzerte et de Montcuq-en-Quercy en 1490, il prit part à la conquête du royaume de Naples, fut ambassadeur de Charles VIII auprès du duc de Milan et de Louis XII auprès de Maximilien d'Autriche. Nommé vers 1513, sénéchal d'Agenais et de Gascogne, François I^{er} le continua dans cette charge, en 1515.

M. Tamizey de Larroque ne suit ni Audigier, ni Gonod, ni M. de Soultrait dans leur description du magnifique château

(1) Le château de Villeneuve est voisin de la ville de Saint-Germain Lembron, dans le Puy-de-Dôme.

élevé par le sénéchal d'Agenais. Il dit seulement que ce personnage mourut le 15 septembre 1517 et qu'il eut deux femmes : Catherine Ramé et Charlotte de Rony.

Nous laisserons M. Durandard d'Aurelle, membre du conseil héraldique de France, qui prépare une étude complète sur Rigault, donner à sa vie tout le développement qu'elle comporte, mais à notre époque où il est de mode de présenter au public les personnages en vue dans leur intimité, il ne sera peut-être pas trop inopportun de montrer le sénéchal d'Agenais dans ce beau château de Villeneuve où il revit encore entier, où il s'est fait représenter comme pour ne jamais cesser de recevoir des visiteurs et a fait reproduire des sentences et des dessins qui, dit-on, nous initient aux tristesses de sa vie privée.

Nous prendrons comme guide pour parcourir rapidement sa demeure, M. Ant. Vernière.

Jadis un chemin bordé de noyers séculaires conduisait au château de Villeneuve. Ils ont, presque tous, disparus, mais les vignes plantureuses et les beaux vergers que traversait le sénéchal existent toujours. Voici le portail sur lequel on lit : *Par cy passe Rigault*, orgueilleuse inscription destinée à faire comprendre à ceux qu'il recevait quelle était l'importance du châtelain. En suivant ses pas, on arrive à une cour où est enchâssée une pierre contenant des écussons et des initiales destinées à rappeler le mariage de Rigault avec Catherine Ramé et ceux de ses filles avec un Chabanne-Curton, un Murols du Broc et un Senecterre. Ces gendres, appartenant aux maisons les plus distinguées de la province, étaient de nature à flatter l'amour-propre du seigneur de Villeneuve. Après avoir traversé une vaste cour et franchi le fossé sur un pont en maçonnerie qui a remplacé l'ancien pont-levis, on pénètre dans la demeure. On se trouve alors dans une cour intérieure, circonscrite de trois côtés par des bâtiments et ouverte au midi sur une terrasse. En face de cette terrasse règne une galerie, décorée de fresques, parmi lesquelles a été traitée la figure du « vieux maistre d'hostel ». La physionomie semble empreinte de tristesse. Il eut, dit-on, à la fin de sa vie à se

plaindre de l'ingratitude des cours et fut malheureux en ménage, ce qui le décida, paraît-il, à reproduire la satire des bons hommes et des méchantes femmes qui égaya le moyen-âge et amusait encore au xvi^e siècle.

C'est la chiche face, bête monstrueuse, d'une maigreur effroyable avec le corps et la tête d'un loup, des sabots de cheval à ses pieds de derrière et des griffes à ceux de devant. Elle tient dans sa gueule une femme en costume du xvi^e siècle (1).

A côté est une énorme bête du genre de la Tarasque qui engloutit un homme dont on ne voit que les bras et devant laquelle deux bourgeois à genoux semblent la supplier (?).

Ces animaux fabuleux et symboliques semblent avoir pour rôle de punir la méchanceté des femmes et la bêtise des hommes qui ont confiance en elles.

Nous n'insisterons pas sur la description d'un château si éloigné de l'Agenais et qui ne peut l'intéresser que par le sénéchal qui l'a fait construire. Nous dirons simplement que le fils de Rigault, Maximilien d'Aurelle, y reçut François I^{er}, le 16 juillet 1533. Nous renverrons les personnes qui désireraient

(1) Voici les vers qui expliquent le premier sujet :

Moi que l'on appelle chiche face,
Très maigre de couleur et de face
Je suis, — et bien en est raison —
Car ne mange en nulle saison
Que femmes qui font le commandement
(c'est-à-dire qui commandent),
De leurs maris entièrement.
Des ans, il y a plus deux cens
Que ceste tiens entre les dents.

(2) Vers expliquant le deuxième sujet :

Bigorne suis de Bigornoiz,
Qui ne mange figue ne noiz,
Car ce n'est mie mon usage,
Bons hommes qui le commandement (α)
Font de leur femme entièrement,
Je mange d'iceux à milliers
Gros et gras comme piliers.

(α) Ici le sens est différent et signifie ceux qui obéissent à leurs femmes.

en avoir une connaissance complète à la brochure de M. Ant. Vernière, aux dessins de M. Mallay, architecte, à l'article très complet, avec reproduction de dessins, que lui consacre Ambroise Tardieu dans son « Auvergne ancienne et moderne » et aux auteurs dont nous avons parlé, Audigier, Gonod, de Soultrait.

Gonod dans sa notice rappelle que Rigault, longtemps avant la Révolution de 1789, abolit la corvée des terres. Un heureux chercheur a retrouvé un monitoire sur parchemin destiné à rémemorer ce bienfait. Le texte en est curieux dans sa teneur et a été donné en entier par M. Vernière dans son travail.

C^{te} DE DIENNE.

LES DÉTENUS DE MARMANDE SOUS LA TERREUR

(SUITE *)

Colombet aîné, arrêté par ordre des Représentants du peuple en séance à La Réole qui le taxent de plusieurs griefs tendant au royalisme, fédéralisme et girondisme, traduit à La Réole par la gendarmerie nationale.

Jacques-Blaise de Colombet appartenait à une famille de robe. Son grand-oncle, Antoine de Colombet (1668-1732), avait, durant 22 ans, exercé les fonctions de conseiller à la Cour des Aides de Bordes (1710-1732). Ce fut le père de Jacques-Blaise, François de Colombet, qui prit, le 4 avril 1732, la succession du démissionnaire. Un an après, Rose Malleret, femme du nouveau conseiller, mettait au monde Jacques-Blaise. Celui-ci marcha sur les traces de son père. A 31 ans, alors que son père était septuagénaire (1768), Jacques-Blaise accepta de remplir les fonctions paternelles. Il occupait encore en 1789 sa charge de conseiller à la Cour des Aides.

Privé de son emploi par la Révolution et possesseur de 150,000 livres, ce qui était alors une très grosse fortune, Jacques-Blaise, avide de domination, brigua la charge de maire de Marmande à laquelle sa connaissance des affaires et sa richesse lui permettaient d'aspirer.

L'ambition de l'ancien magistrat ne fut point déçue, l'écharpe de maire lui fut accordée par les suffrages des électeurs Marmandais. En 1792 et 1793 Colombet régna en maître à la mairie de sa ville natale. Habitué par son ancienne carrière à faire rigoureusement appliquer les lois sans jamais

(*) Voir *Recue de l'Agenais*, t. xxxv, p. 531.

en admettre la critique, le nouveau maire suivit sa vieille méthode et fut d'autant plus obéi qu'il se faisait craindre davantage. Cependant l'idole chancela un jour sur son piédestal et celui qui avait eu la joie du triomphe connut l'amertume de l'adversité.

Nous croyons intéresser nos lecteurs en leur racontant la tragique histoire de cette chute qui n'eut cependant pas son dénouement sur la guillotine.

Le 17 août 1793, sur un réquisitoire de l'accusateur public, Brostaret, le tribunal criminel de Lot-et-Garonne condamna le citoyen Jacques-Blaise de Colombet, maire de Marmande, à 50 livres d'amende et à la privation des droits d'éligibilité et de suffrage pendant deux ans. Le condamné ayant été désigné comme juré supplémentaire, n'avait pas comparu au jury en temps utile, il tombait de ce fait sous le coup de l'article 18 du titre XI de la loi du 29 septembre 1791 ; il eut beau présenter des excuses, invoquer des raisons de santé, prétexter son âge avancé, sa justification ne fut pas admise.

Vivement émue par cette condamnation infligée à son maire, la municipalité délégua à La Réole, auprès des représentants du peuple, les citoyens Mingot, officier municipal, et Arduset, notable (28 août 1793). Les deux envoyés reçurent l'ordre de tout mettre en œuvre pour obtenir la révocation du jugement porté contre le maire de Marmande, contre « cet homme surveillant, qui, bien loin d'avoir jamais démérité de la patrie, l'a, au contraire, constamment servie avec un zèle et une activité qu'on trouve rarement dans un âge aussi avancé que le sien. » Aux vœux exprimés par le Conseil général de la commune vint s'ajouter une favorable pétition signée par tous les bons citoyens de la Société populaire (1).

Le succès n'ayant pas répondu aux efforts de ses envoyés, la municipalité de Marmande confia, le 5 septembre, à Fize-lier, l'un des officiers municipaux, le soin de se rendre à La Réole, auprès des représentants, pour y solliciter l'annulation des peines encourues par le maire de Marmande. En cas d'in-

(1) Archives de Marmande, registre de délibérations municipales.

succès, Fizelier devait solliciter une convocation extraordinaire des assemblées primaires pour procéder à l'élection d'un nouveau maire (1).

La seconde députation n'eut pas plus de résultat que la première ; c'est en ces termes que les représentants du peuple formulèrent leur refus :

*Aux citoyens composant le Conseil général de la commune
de Marmande.*

Nous ne pouvons pas prendre sur nous, citoyens, de suspendre l'exécution d'un jugement définitif et, quoique nos pouvoirs soient illimités, la Convention n'a pas moins le droit d'examiner notre conduite, de la censurer, de nous accuser même, si nos actions ne répondent pas à la confiance qui nous a été accordée.

La loi s'oppose également à la convocation des assemblées primaires pour le moment et nous ne pouvons pas plus transiger sur ce second point que sur le premier.

Nous devons croire, citoyens, que la chose publique ne souffrira point de l'espèce d'inquiétude qui règne dans votre municipalité par l'effet du jugement contre lequel vous réclamez.

Le premier officier municipal doit remplir provisoirement les fonctions de maire et nous sommes convaincus que les bons citoyens sont en assez grand nombre pour n'avoir rien à craindre de la malveillance (2).

Du 6 septembre an II^r
de la République française.

Pour copie conforme au registre des Représentants
du Peuple,

PEYREN-DHERVAL,
Secrétaire de la Commission.

Après une telle lettre, d'autres se seraient tenus pour battus, mais il n'en fut pas ainsi à Marmande, la fraction au pouvoir ne cessa d'intriguer que le jour où Paganel, gagné à la cause de la municipalité, consentit à paraître au Conseil général de

(1) Archives de Marmande, registre de délibérations municipales.

(2) Ibidem.

la commune de Marmande et à y prendre un arrêté dans lequel il disait en substance, le 27 septembre 1793 :

Vu l'exposé exact des faits fournis par les patriotes les plus prononcés ;

Attendu les attestations fournies par des patriotes convoqués à Agen, à la prétendue assemblée générale des autorités constituées, d'où il résulte « que le citoyen Colombet s'y est opposé, avec l'énergie qui caractérise un républicain et un sincère défenseur de l'Indivisibilité de la République, aux mesures liberticides et anarchiques qu'y proposaient des hommes intrigans et astucieux, qui s'entendaient avec les contre-révolutionnaires de la Gironde pour entraîner le département de Lot-et-Garonne dans la coalition projetée de quelques départements méridionaux ;

« Considérant que, si les représentants du peuple purgent les autorités constituées des fonctionnaires infidèles ou prévaricateurs qui abusent, contre les intérêts du peuple, de l'autorité que le peuple leur confie, ils doivent aussi s'empresser de rendre aux vœux du peuple des magistrats qui jouissent de leur entière confiance et qui ne doivent qu'à leur courage la disgrâce de leur destitution. »

Pour tous ces motifs, Colombet aîné est réintégré dans l'exercice de ses droits de citoyen (1).

Paganel, qui venait de concourir à l'épuration des autorités constituées d'Agen, Paganel, qui avait destitué l'accusateur public, Brostaret, et l'avait fait interner dans la maison de réclusion de la ville d'Auch, Paganel ne pouvait pas ignorer le rôle exact joué par le maire de Marmande dans cette même ville d'Agen deux mois auparavant. Cependant, quinze jours plus tard, l'arrêté de Paganel fut cassé par un autre arrêté contresigné de trois représentants du peuple. Voici la reproduction textuelle de ce dernier document :

A La Réole, département de la Gironde, le 12^e octobre 1793, l'an 2^m^e de la République française une et indivisible.

(1) Archives de Marmande, registre de délibérations municipales.

Les représentants du peuple députés par la Convention Nationale près le département de la Dordogne, de Lot-et-Garonne, de la Gironde et autres circonvoisins,

Considérant que le citoyen Colombet, maire de Marmande, a manifesté son attachement aux mesures fédéralistes et engagé d'autres communes à les adopter, notamment celle de Tonneins ; que par un jugement du tribunal criminel de Lot-et-Garonne, il a été condamné à la privation des droits de citoyen pendant deux ans ; que les députés à la Convention Nationale réunis à Agen n'ont pas jugé à propos de le relever de ce jugement ; qu'après avoir surpris la religion de l'un d'entre eux, et ayant été réintégré il a continué à servir la cause du modérantisme, à dominer la ville de Marmande et à tenir dans le silence par la crainte de son despotisme les sans-culottes de cette ville ; qu'il a même tenu des propos séditieux contre quelques représentants qui connoissent les intrigues ;

Arrêtent que ledit citoyen Colombet demeure suspendu de ses fonctions de maire de Marmande, à partir du jour de la signification du présent arrêté.

Nomment pour le remplacer le citoyen Pournicon père, lequel entrera en fonction le même jour (1).

Jacques-Blaise de Colombet était d'un caractère hautain et autoritaire ; il ne souffrait pas volontiers la contradiction. Son attitude à l'égard des bons catholiques fut des plus dures, et quoique par ses anciennes fonctions de conseiller à la Cour des Aides de Bordeaux il eût figuré jadis dans les rangs de la noblesse, il n'eut aucune pitié des nobles de Marmande dont plusieurs furent persécutés par ses ordres. Il est curieux de voir comment cet homme, qu'on regardait comme l'épouvantail des fanatiques et des aristocrates, comment cet homme, qui avait résisté aux fédéralistes d'Agen, est lui-même traité de fédéraliste, comment il est taxé de modérantisme et d'ennemi des sans-culottes de Marmande. De tous les reproches adressés à cet homme, deux seulement nous paraissent fondés. Colombet avait un caractère despotique ; il tint contre les représentants du peuple des propos que nous ne connaissons pas, mais dont nous devinons le sens. C'étaient sans doute quelques critiques

(1) Archives de Marmande, registre de délibérations municipales.

très vives et vraisemblablement très justes, telles que beaucoup en formulaient tout bas, sans oser les manifester tout haut.

L'amour-propre blessé des représentants du peuple, dont Colombet avait médité, et qui n'étaient autres probablement que Garrau, Ysabeau et Tallien, fut ainsi satisfait. En cette occasion, l'esprit de vengeance de ces envoyés de la Convention fut plus fort que le lien de camaraderie qui les unissait les uns aux autres ; pour frapper un ennemi ils ne craignirent pas de blâmer un ami. A ce trait on peut juger de la magnanimité de leurs caractères !

Il nous reste à dire comment, par un juste retour des choses d'ici-bas, Colombet fut arrêté avec une grande partie de sa famille et interné à Saint-Benoît avec quelques-unes de ses anciennes victimes.

Nous avons déjà dit avec quelle dureté Colombet aîné traita divers membres de la famille Moustier. Son attitude ne fut pas meilleure en face d'Anne de Bonnefoux. Cette femme ayant eu le malheur d'avoir quatre de ses frères en émigration, fut incarcérée à Marmande en vertu de la loi du 17 septembre 1793 (paragraphe 5 de l'article 2).

Vers cette époque, un envoyé des Représentants du peuple en séance à La Réole, vint à Marmande afin de mettre en liberté les artistes et les indigents qu'on avait mis sous les verrous. Il eut l'occasion de voir la détenue et observa qu'elle ne tombait point sous le coup de la loi attendu qu'elle avait quitté sa famille en épousant, le 14 janvier 1793, Pierre de Cazenove de Pradines qui n'avait aucun de ses proches parents en émigration.

Cette remarque allait être décisive lorsque Colombet objecta que le citoyen Cazenove n'était pas bon patriote, puisqu'il avait consenti à devenir le beau-frère de quatre émigrés (1).

(1) Rapport de Laujacq, pp. 11-12. — Anne de Bonnefoux, née à Sainte-Abondance, le 30 octobre 1763, était fille de Léon de Bonnefoux, officier invalide, et de Catherine Faget. Son mari, né à Fauguerolles le 24 novembre 1728, était fils de Jean-Louis de Cazenove de Pradines et de Marie-Angélique de Sainte-Guitte. L'enfant issu de ce mariage fut nommé Léon. Quand

Cette réplique empêcha pour le moment la mise en liberté de M^{me} de Cazenove de Pradines ; et cependant, à défaut d'une raison vraiment légale, la simple humanité commandait cet élargissement. M^{me} de Cazenove était mère depuis moins de deux mois et allaitait elle-même son enfant (1).

Colombet aîné, ayant eu un procès, fut condamné par le juge de paix Launet qui eut à décider de cette affaire. Colombet jura de se venger, il fit tant et si bien que son juge fut exclu de la société populaire. Au même moment (9 octobre 1793), Colombet fit rédiger par le Comité de surveillance une délibération contre Lucinet à qui l'on reprochait de trop visiter des familles suspectes et de ne pas assez fréquenter la société populaire. Colombet signa cette délibération (2).

Dans la même séance, le citoyen Morin fut représenté comme visiteur assidu d'une dame d'un royalisme exalté. C'est encore Colombet qui avait machiné cette accusation, car lui aussi faisait sa cour à cette personne dont il briguit la main. En dénonçant Morin, Colombet voulait donc se défaire d'un rival (3).

Colombet, sur une accusation mensongère formulée par deux citoyens, fit mettre en prison Antoine Maussacré qui commandait la garde nationale de Bouilhats. A cette nouvelle la compagnie des gardes nationaux de cette section vint protester contre la fausseté des accusations dont Maussacré était l'objet. Colombet ne voulut rien entendre disant que les deux témoins suffisaient, que Maussacré était perdu.

Incarcéré d'abord à Marmande, Colombet se trouvait en détention à La Réole le 19 mars 1794. Ce jour-là, Marguerite-Rosalie de Colombet, épouse de Martial de Loménie et fille

la liste que nous publions fut dressée, M^{me} de Cazenove n'était plus en réclusion. Son mari fut détenu du 12 mai à fin septembre 1794. Le Rapport de Laujacq (p. 12) porte fautivement comme date de l'arrestation 23 frimaire alors qu'il faut 23 floréal an II.

(1) Rapport de Laujacq, p. 32.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*, p. 73.

du prisonnier (1), écrivit à la municipalité de Marmande pour réclamer un certificat de civisme en faveur de son père.

La municipalité fit aussitôt la déclaration suivante :

« Sans entendre rien préjuger relativement aux motifs qui ont déterminé la détention du citoyen Blaize Colombet, le Conseil général de la commune atteste que le dit citoyen s'est toujours montré le zélé partisan et l'amy de la Révolution dans l'exercice des diverses fonctions publiques auxquelles la confiance du peuple l'a appelé depuis la Révolution, que dans la place de maire il a été l'effroy et la terreur de l'aristocratie, qu'il a étouffé les germes religieux en expulsant les prêtres fanatiques qui cherchaient de toutes les manières à soulever le peuple. »

Après la chute de Robespierre, Jacques-Blaise de Colombet fut des premiers à recouvrer la liberté (15 septembre 1794) (2). Nous aurons l'occasion de dire plus loin comment il eut la douleur d'entendre des voix autorisées lui reprocher publiquement ses fautes politiques. On s'inclina néanmoins devant son malheur, car pendant ses onze mois de captivité il avait expié suffisamment les erreurs de sa conduite passée.

L'ancien maire de Marmande mourut dans sa ville natale, à l'âge de 84 ans, le 12 avril 1817 (3).

Colombet-Pragnan, arrêté par même ordre.

François de Colombet, sieur de Pragnan, était frère de Jacques-Blaise dont nous venons de parler. Il naquit à Marmande le 5 janvier 1739 et, le 11 septembre 1776, il épousa dans la même ville Marie-Jeanne-Sophie Mimault de Lapeyrère, fille d'Antoine Mimault de Lapeyrère, procureur du roi

(1) De son mariage avec Marie-Anne Duluc, Colombet aîné eut deux enfants : Jean-François, qui vint au monde à Marmande, le 12 septembre 1771, et Marguerite-Rosalie qui épousa dans la même ville, le 7 février 1792, Martial de Loménie, président du tribunal du district de Marmande, fils de feu Joseph de Loménie et de Anne Dancy. Nous avons cru deviner que le gendre et la fille de l'ancienne maire de Marmande furent eux aussi quelques temps détenus.

(2) Nous avons la lettre par laquelle il accusa réception à l'agent national du district de l'arrêté qui le libérait.

(3) Etat-civil de Marmande.

pour la police, et d'Anne-Catherine Bazin. La belle-sœur de Colombet Pragnan, nommée Claire-Graveline Mimault, fut guillotinée à Bordeaux, le 13 mars 1794, victime de son dévouement à la cause catholique (1).

Colombet-Pragnan, qu'il ne faut pas confondre avec un de ses frères nommé François-Justin (2) était juge de paix de Marmande, lorsqu'il fut arrêté en même temps que son autre frère, le maire de Marmande. Trois griefs étaient imputés dans l'acte qui privait Colombet-Pragnan de ses fonctions et du même coup le mettait en détention (3).

On le disait reconnu notoirement incapable de remplir ses fonctions de juge de paix, convaincu d'avoir favorisé ceux de sa caste et coupable d'avoir prononcé une condamnation injuste contre un membre de la société populaire qui voulait dénoncer un abus.

La fortune de Colombet-Pragnan, ci-devant procureur de la commune et ci-devant juge de paix, s'élevait à 80,000 livres. La municipalité de Marmande assura constamment que ce détenu avait toujours paru être l'ami de la Révolution (4).

L'histoire n'a pas à enregistrer contre Colombet-Pragnan d'aussi graves plaintes que celles qui furent formulées contre son frère aîné. Cependant les deux hommes furent au pouvoir en même temps et, en même temps aussi, ils eurent à subir les amertumes de la vie de réclusion. Tous deux furent le même jour rendus à la liberté.

La famille Colombet a joui constamment au xix^e siècle d'une grande considération dans la ville de Marmande.

Bayle, ci-devant noble, aristocrate enragé.

Jacques Bayle, seigneur de Fompeyre et de Lamothe-Saint-

(1) Elle naquit à Marmande le 12 novembre 1758, et fut baptisée le jour même de sa naissance dans l'église paroissiale de cette ville par le curé de cette paroisse, M. Delbès. Elle avait une sœur du nom de Marthe-Julie qui épousa, par contrat du 24 mars 1776, Pierre-Philippe Souilhagon, seigneur de Bruet, fils de feu M^e Jean Souilhagon de Bruet, lieutenant-criminel du roi à Marmande, et de défunte Louise-Félicité Phillon.

(2) François-Justin naquit à Marmande, le 12 janvier 1740.

(3) Registre de délibérations de la commune de Marmande.

(4) *Ibidem* (8 pluviôse an II).

Mas (1), naquit à Marmande, le 28 mai 1739 (2). Son père, Antoine Bayle, avait commandé une compagnie du régiment de Champagne et par sa bravoure avait mérité avec la croix de chevalier de Saint Louis une pension sur le trésor royal. Sa mère se nommait Catherine de Fleuret, elle mourut à Marmande le 17 avril 1788 (3).

Désireux de marcher sur les traces de son père, Jacques Bayle servit comme officier dans un régiment d'infanterie, puis, s'étant retiré du service, il obtint le titre de lieutenant de roi à Marmande, charge militaire sans doute, mais néanmoins quelque peu honorifique, si la ville où s'exerçait ce commandement était, comme tout nous le fait croire, dépourvue de garnison.

Non content de son titre de lieutenant de roi, Jacques Bayle ambitionna de posséder une charge qui lui assurerait tous les privilèges de la noblesse que sa naissance ne lui avait point accordés, c'est pour cela qu'il fit l'acquisition d'une charge de capitaine de louveterie. Grâce à une fortune des plus considérables pour l'époque où il vivait, notre Marmandais put réaliser son rêve sans trop de sacrifice. Il ne prévoyait pas alors ce que devaient lui coûter ces charges brillantes.

La Révolution ne dut pas trop effrayer Jacques Bayle, si nous admettons que ce Marmandais accepta de faire partie de l'administration du département. Nous croyons cependant que l'administrateur départemental qui cessa en septembre 1792 de prendre part aux délibérations du Conseil du département, parce que la municipalité de Marmande l'avait dénoncé comme suspect, n'était qu'un homonyme de Bayle de Fonpeyre (4).

Ce qui est sûr, nous en avons pour garant le témoignage

(1) Archives de Lot-et-Garonne, registre du contrôle des actes de Marmande (6 juin 1778).

(2) Registres paroissiaux de Marmande à la mairie de cette ville.

(3) *Ibidem*.

(4) Archives de Lot-et-Garonne, L. 51.

de la municipalité de Marmande, c'est qu'à la date du 25 janvier 1794 Bayle de Fonpeyre était en réclusion dans sa propre demeure. On reconnaissait bien que ce détenu était « incapable de nuire à la chose publique », qu'il s'était tenu à l'écart « habitant un de ses biens de campagne depuis trois ans », mais on ajoutait que cet ancien capitaine de l'armée de l'ouest (1) et possesseur d'environ deux cent mille livres, était très fanatisé. C'était là le grand crime devant lequel toutes les excuses se trouvaient sans valeur. Nous devons conclure de cette accusation que Bayle de Fonpeyre était en même temps demeuré fidèle et à son Dieu et à son roi (2).

Au moment de la passagère accalmie qui vint rendre aux reclus l'espérance de jours meilleurs (19 mars 1794), Bayle, enfermé dans sa maison de Madeleine, obtint de la municipalité de Marmande (3) un certificat de civisme attestant que ce ci-devant noble avait fait des largesses considérables et multipliées au profit des braves défenseurs de la patrie.

Un mois environ après le 9 thermidor an II, Bayle était encore en réclusion ; une pièce de son dossier n'était pas en règle ; le tableau de la vie politique de ce détenu depuis 1789 manquait des précisions requises (4). On répara ces omissions et tout permet de penser que la municipalité renouvelée de Marmande ne fut pas aussi sévère que ses devancières dans ses appréciations sur la conduite politique de l'ancien lieutenant de l'armée de l'ouest, puisqu'un mois plus tard et deux mois environ après la chute de Robespierre, Bayle fut rendu à la pleine liberté (5).

(1) Veuf de Marie-Geneviève Joly de Laparade dont il eut André Bayle, magistrat et juge de paix de Marmande. Ce fils épousa, à l'âge de 51 ans, le 26 novembre 1811, Marie-Thérèse-Adèle Duplantier, fille d'un détenu Marmandais dont nous aurons à nous occuper bientôt.

(2) Mairie de Marmande, registre des délibérations de la commune (6 pluviôse an II).

(3) Archives de Marmande, registre des délibérations du Conseil général de la commune (29 ventôse an II).

(4) Archives de Lot-et-Garonne, registre du district de Marmande ; correspondance (13 fructidor an II).

(5) *Ibidem* (2 vendémiaire an III). Jacques Bayle mourut à Madeleine dans sa maison de campagne, le 5 nivôse an XII.

Duplantier, cy devant noble et écuyer et greffier en chef de la cy devant cour des Aides de Bordeaux, aristocrate forcené, n'ayant pas accepté la constitution et ne s'étant jamais présenté à la société populaire et ennemy de la Révolution.

Eugène-Jazon Duplantier, petit-fils de Pierre Duplantier, juge seigneurial d'Escassefort, naquit à Marmande, le 13 juillet 1745. Son père, Romain Duplantier, exerçait la profession d'avocat. Par sa mère, Marie Bazin, il était petit-fils de M^e Jean-Eustache Bazin, juge royal de Marmande.

Issu d'une famille bourgeoise, Eugène-Jazon devait, par ses talents et sa fortune, s'élever jusqu'à la noblesse en achetant à beaux deniers comptants la charge enviée de greffier à la Cour des Aides de Bordeaux. Dès ce moment, il prit les titres de noble et d'écuyer et voulut, par ses vertus, justifier qu'il avait l'intégrité du parfait magistrat et le loyalisme du vrai gentilhomme.

Ces grandes qualités lui valurent plus tard d'être traité par certains d'aristocrate forcené, tandis que d'autres assuraient qu'il n'appartenait pas à la noblesse. On le disait possesseur d'une fortune évaluée à 250,000 livres, très grand agriculteur, ayant acquitté très exactement sa contribution patriotique et ses impositions. Jusque-là c'était un homme modèle, quoique d'un caractère froid, mais où le tableau devenait moins brillant aux yeux des sans-culottes, c'est quand on nous le dépeint comme ne s'étant pas présenté à l'acceptation de la Constitution et ayant fait montre de peu de zèle pour le service de garde national. Comme à ces accusations on comprend mieux toute la portée de cette terrible devise des révolutionnaires : « La liberté ou la mort. »

L'austère magistrat n'aimait guère la sanglante liberté qu'on lui imposait ; pour le punir de sa tiédeur on le fit arrêter. Pour plusieurs, cette arrestation n'était qu'un prélude, ils espéraient bien que tous les détenus subiraient le juste châtiment infligé au dernier roi des français en portant leur tête sur l'échafaud. Cette sinistre prédiction fort heureusement ne se réalisa pas pour Duplantier. S'il fut quelque temps

prisonnier, l'ancien magistrat échappa néanmoins à la guillotine.

En vertu d'un ordre émané du Comité de surveillance de la ville et district de Marmande, Duplantier fut arrêté le 10 novembre 1793 par le brigadier de gendarmerie en résidence à Marmande, Calbet. Pour justifier de son mandat, l'envoyé du Comité de surveillance délivra à son prisonnier un double de la pièce dont il était porteur. Au bas du document original figuraient les signatures de Mouran; Salles, président; Gourd; Lespinasse, Baptiste; Saint-Aubin; Brousse; Peyronnet; Laporterie; Lespinasse aîné et Bêteille.

On dit que Duplantier se trouvait dans ses biens d'Escassefort lorsqu'il reçut l'ordre de partir pour le couvent de Saint-Benoît transformé depuis en maison d'arrêt du Comité de surveillance de Marmande.

Après dix mois de détention, Eugène-Jazon Duplantier fut remis en liberté le 12 septembre 1794, en vertu d'un ordre d'Ysabeau signé le 7 du même mois.

Il perdit sa femme, à Marmande, le 8 janvier 1821 et mourut lui-même dans cette ville, le 22 octobre 1823, ne laissant que des filles. L'une d'elles mariée, comme nous l'avons déjà dit, avec André Bayle, se remaria en secondes noces avec Jean-Baptiste-Joseph-Paulin-Glise de Larivière. Une autre fut mariée (29 mars 1816) avec Thomas-Joseph de Saint-Martin de Veyran, fils de François, chevalier de Saint-Louis, et de Catherine Moreau de Boissatran.

Maussacré du Roc, à cause qu'il est suspect et qu'il a été dénoncé comme tel, et qu'il ne s'est jamais présenté à la société des Amis de la liberté et de l'Egalité, et qu'il avoit forcé les habitants de campagne à signer pour l'armée du fédéralisme, et qu'il a occasionné une émeute lors du passage des volontaires de Nantes.

Pierre Maussacré, fils d'autre Pierre Maussacré et d'Anne Faugère, exerça à Marmande la profession d'avocat, puis devint suppléant au tribunal de cette ville (1). Le 25 janvier

(1) Les éléments de cette biographie nous ont été fournis par l'acte de dé-

1794 la municipalité de Marmande estimait à 70,000 livres la fortune de ce détenu qui avait, disait-elle, fait exactement son service de garde national et n'avait commis aucune faute dans la prétendue émeute qui s'était produite à l'occasion du passage d'un bataillon de Nantes. Tout s'était borné à une rixe survenue après dîner entre Maussacré du Roc et deux autres citoyens. Ces derniers avaient été les instigateurs de la querelle dans laquelle Maussacré n'avait joué qu'un rôle purement défensif. La municipalité rejetait finalement et en bloc tous les griefs formulés contre ce détenu.

Appelée de nouveau à s'expliquer le 19 mars de la même année au sujet de Maussacré du Roc, la même administration accorda un certificat de civisme très favorable à cet ancien magistrat. Cette fois l'émeute n'est pas niée, on précise qu'elle se produisit dans le canton de Légnac et que Maussacré fit preuve de fermeté dans la répression des suites de cette émeute.

Maussacré du Roc avait embrassé avec ardeur la Révolution, on l'avait trouvé digne jadis de recevoir entre ses mains le drapeau de la fédération. S'il n'avait été dévoué aux idées nouvelles on ne l'aurait pas choisi pour faire fonction de juré. Son zèle était si grand qu'il fit hausser les enchères des biens nationaux et devint même acquéreur de certains biens d'émigrés. Lié par sa vie politique au maire de Marmande, Jacques-Blaise de Colombet, il fut comme ce dernier mis en réclusion et, après avoir été l'ami fervent de la Révolution, il en subit les rigueurs.

Pierre Maussacré, célibataire, mourut à Marmande dans sa maison de Lestang, le 31 janvier 1821, à l'âge de 80 ans.

Ballias Galaud, cy devant noble, n'ayant pas accepté la Constitution, ne s'étant pas montré à la société populaire que depuis que le Comité est en activité.

Guillaume-Benoît Ballias de Galaut, né vers 1733, fut com-

cès de Pierre Maussacré, à Marmande, le 31 janvier 1821, par la déclaration de la municipalité de Marmande du 25 janvier 1794 (registres de délibérations de la commune de Marmande) et par le certificat de civisme du 29 ventôse an II. (*Ibidem.*)

missaire de la marine. Son père, Elie Ballias, écuyer, ancien capitoul de Toulouse, chevalier de l'ordre du roi, gentilhomme de la vénerie de Monsieur, frère du roi, et chargé du gouvernement et commandement général de la province de Guienne, mourut à Marmande, le 7 mai 1782 (1). Sa mère mourut aussi dans la même ville, à l'âge de 70 ans, le 28 avril 1783 ; elle se nommait Catherine de Galaut (2).

La famille Ballias était nombreuse. L'un des fils de l'ancien capitoul, Marc-Antoine Timothée Ballias de Saint-Pré étant mort intestat, à l'île Marie Galande, ses frères et sœurs signèrent une procuration, le 30 juin 1785, pour faire rechercher la succession du défunt (3). Les signataires de cet acte étaient : le futur détenu, puis Jean-Baptiste-Romain Ballias de Soubran qui fut commissaire des guerres dans la province de Guienne et s'unit en mariage, le 11 février 1789, avec sa nièce, Marthe-Catherine Ballias de Laubarède, seigneur de Montagu, conseiller honoraire du comte d'Artois, commissaire des guerres dans la province de Normandie, membre de l'Académie royale des sciences, belles-lettres et arts de Rouen, et de feu Catherine Coursan. En troisième lieu figurait Catherine Ballias, épouse de M^e Jean Ferran, lieutenant-criminel de Marmande. La liste se clôturait par le nom de Marie-Bénigne Ballias. A cette famille appartenait l'abbé Jean-Baptiste Ballias, prêtre du diocèse d'Agen pourvu de nombreux bénéfices. Il s'intitulait : chanoine de Saint-Caprais d'Agen, prieur du prieuré royal de Fontainegeard, vicaire-général de Fréjus, chapelain ordinaire de Monsieur, frère du roi.

De si belles charges et de telles dignités prouvaient que la famille Ballias avait nécessairement de fort bonnes relations avec la Cour de France.

Dans un certificat de résidence qui lui fut accordé à Marmande le 20 mai 1793, Benoît Ballias de Galaut est dit âgé de

(1) Il était né le 6 janvier 1705 (registres paroissiaux de Marmande, à la mairie de cette ville).

(2) *Ibidem*.

(3) Archives de Lot-et-Garonne, registre de contrôle des actes de Marmande.

49 ans, haut de cinq pieds huit pouces. Il avait les cheveux et sourcils clairs, les yeux gris, le nez moyen, la bouche également moyenne, le menton rond, le visage plein (1).

Le 25 janvier 1794 la municipalité de Marmande certifie que Ballias-Galaut avait toujours fréquenté la société populaire, puis en avait été exclu pour infraction à un article des règlements, enfin ayant assisté à l'acceptation de la Constitution, Ballias Galaut avait été admis de nouveau au sein de cette société. La municipalité estimait à 50,000 livres environ la fortune de ce détenu (2).

De cette déclaration il résulte qu'en soumettant Ballias Galaut à la réclusion, le Comité de surveillance de Marmande ne s'était nullement comporté d'après les règles de la plus élémentaire justice, puisqu'il fut avéré que les griefs formulés contre ce détenu étaient dépourvus de fondement. Le Comité avait cédé à la passion ou avait agi avec trop de précipitation.

Cassé le 20 novembre 1793 de son grade de capitaine de la garde nationale (3), Ballias-Galaut fut presque aussitôt mis en réclusion. Durant sa captivité il obtint deux certificats de civisme, l'un du 7 mars et l'autre du 18 mars 1794 (4). Il resta néanmoins encore six mois en détention et ce fut en vertu d'un arrêté d'Ysabeau qu'il fut, le 19 septembre, remis en liberté avec une de ses sœurs qui partageait depuis quelque temps sa captivité (5).

Guillaume-Benoît Ballias de Galaut, écuyer, ancien commissaire de la marine, pensionné de l'Etat, membre du Conseil municipal de Marmande, mourut dans cette ville, le 4 décembre 1815 (6).

Lagrange Marès, femme de Fontaine Marie, émigré, aristocrate enragée.

Jeanne-Marie de Grave, née vers 1767, était fille de M^e Tous-

(1) Registre de délibérations de la commune de Marmande.

(2) *Ibidem*.

(3) Archives de Lot-et-Garonne, L. 33.

(4) Registres de délibérations de la commune de Marmande.

(5) Archives de Lot-et-Garonne, registre de correspondance du district de Marmande.

(6) Etat-civil de Marmande.

saint de Grave et de Marie-Anne Lartigue. Elle se maria devant Espagnet, vicaire de Meilhan, le 30 janvier 1788, avec Jean-Baptiste-Blaise-Anaclet de Fontainemarie, fils aîné (1) de Jean-Baptiste de Fontainemarie et de Marie-Rose Dublan. Les futurs époux avaient passé leur contrat de mariage devant Castelz, notaire à Meilhan, le 26 janvier 1788 (2).

De cette union naquit (26 décembre 1788) un fils auquel on donna les prénoms de Pierre-Louis.

Jean-Baptiste-Blaise-Anaclet de Fontainemarie émigra en 1791 avec son frère Jean-Pierre-Auguste, sieur de Valaduc.

La loi du 8 avril 1792 ayant prescrit l'inventaire des biens des émigrés, cette opération s'accomplit pour les deux frères Fontainemarie le 6 juin 1792. Le commissaire chargé d'effectuer l'inventaire se nommait Joseph Baradat, il était assisté de Jean Peyronnet, greffier pris d'office ; deux membres de la municipalité de Marmande, Duportail, premier officier municipal et Beylard, deuxième notable, accompagnaient les hommes de lois chargés d'instrumenter (3).

Marie-Rose Dublan ayant voulu faire des réserves, on en spécifia quelques-unes dans l'inventaire, pour le surplus la requérante était laissée libre de se pourvoir suivant le droit.

La maison du quartier Labat où habitait la mère des émigrés fut estimée, avec son mobilier, à 10,000 livres. Trois métairies à Granon furent appréciées, la première 1,200 livres, la deuxième 1,172 livres et la troisième 857 livres.

Jeanne-Marie de Grave, se voyant séparée de son mari, partit pour Meilhan où elle rejoignit ses parents afin de vivre en leur compagnie. Elle ne devait pas y rester longtemps, car en sa qualité de femme d'émigré elle tomba sous le coup de la loi votée contre les suspects. Vers la fin de novembre 1793 elle fut reconduite à Marmande et enfermée dans l'une des maisons d'arrêt de cette ville. Quand la loi sur le divorce entra en vigueur elle fit prononcer la dissolution de son mariage afin

(1) Il était devenu l'aîné par la mort de l'un de ses frères.

(2) Archives de Lot-et-Garonne, Contrôle des actes de Meilhan.

(3) Archives de Madame O. Jarleton.

de soustraire à la rapacité de l'Etat la plus grande part de sa fortune (1). Enfin, par arrêté d'Ysabeau (21 septembre 1794) elle fut remise en liberté. La chute de Robespierre avait mis fin aux excès de la guillotine, les maisons d'arrêt laissaient partir leurs proies, les membres des comités de surveillance et tous les terroristes commençaient à redouter le juste châtiment que la justice populaire réclamait.

Pendant ce temps, quelques émigrés se prenaient à regretter leur départ, déjà en 1793 Valaduc-Fontainemarie avait produit passeports et certificats pour obtenir d'être radié des listes d'émigration. En 1787, sans doute pour ses études médicales, il avait résidé en Angleterre et en Espagne, mais ayant habité en France en novembre 1791, comme il était reparti pour l'étranger sans motifs suffisants, en fin de compte sa demande fut rejetée (2). En 1810 on le revit dans sa famille mais il ne tarda guère à quitter la France pour les Etats-Unis où l'on perd sa trace. Son frère aîné ne reparut jamais.

Ferran cy devant lieutenant-criminel, aristocrate enragé. n'ayant jamais fréquenté la société populaire et n'ayant pas accepté la Constitution.

Jean Ferran, né à Marmande le 19 avril 1720, était fils de Marc-Antoine Ferran et de Catherine Galaut. Sa famille appartenait à la bonne bourgeoisie de Marmande (3).

Par acte du 2 décembre 1773 devant Sarry et son confrère, notaires à Paris, M^e Guillaume Ballias de Laubarède ayant résigné sa charge de lieutenant-criminel en faveur de Jean Ferran, cette cession fut confirmée par le roi, le 26 janvier 1774 (4). Nous avons déjà dit que ce magistrat devint le gendre d'Elie Ballias, ancien capitoul de Toulouse.

Privé par la Révolution de sa charge de magistrat, Jean

(1) Etat-civil de Marmande, acte du 3 ventôse an II (21 février 1794).

(2) C'est du moins l'opinion que nous avons eu, car plusieurs fois ce pétitionnaire semble avoir eu gain de cause dans ses demandes.

(3) Registres paroissiaux de Marmande à la mairie de cette ville, actes des 19 avril 1720 et 25 avril 1740.

(4) Archives de Lot-et-Garonne, B. 140.

Ferran n'embrassa pas d'autre carrière, la vieillesse et 150,000 livres de fortune pouvaient légitimer sa retraite.

Les vieillards réservent plus volontiers leurs louanges pour le passé dont ils ont joui dans l'exubérance de la jeunesse. Pour Ferran, le passé c'était les honneurs avec tout leur cortège, le présent c'était, avec le poids des années, la retraite forcée, la déconsidération et la ruine de tout ce qui avait fait le bonheur de sa vie. Que ce vieux magistrat accoutumé à juger des hommes et des choses sans passion ait froidement refusé à la Révolution tous les subsides qu'il n'était pas rigoureusement obligé de fournir et qu'il se soit abstenu d'accepter la nouvelle Constitution qui ne devait avoir, d'ailleurs, qu'une existence très éphémère, tout cela était naturel ; et puisque ce vieillard était reconnu incapable de nuire au nouveau régime, à quoi bon le persécuter. Si le bon sens et la justice avaient guidé les maîtres du jour, Ferran serait resté bien tranquille dans sa demeure, mais il en fut autrement et le vieillard put craindre, en apprenant que d'autres aussi âgés montaient sur l'échafaud, d'être obligé lui-même d'y porter sa tête. Cette souffrance morale à laquelle on ne songe guère dut être de toutes les peines endurées par les détenus la plus vive et certainement l'ancien magistrat dut la subir aussi fortement que les plus jeunes (1).

Maurin Bachac, cy devant homme de loy, n'ayant pas accepté la Constitution, aristocrate enragé, n'ayant pas fait travailler ses vignes depuis deux ans, plein d'incivisme.

Voici encore un vieillard. Fils de M^e Jean Maurin, lieutenant-criminel de Marmande et de Marguerite Rouilhan, Mathias Maurin était né à Marmande le 24 février 1725 (2). Malgré son âge avancé et ses infirmités, Maurin Bachac continuait l'exercice de sa profession lorsqu'il fut envoyé par le Comité de surveillance de Marmande dans l'une des maisons d'arrêt de cette ville, à Saint-Benoît.

(1) Registres de délibérations de la commune de Marmande (6 pluviôse an II).

(2) Registres paroissiaux de Marmande.

La municipalité de Marmande (25 janvier 1794) reconnut que la négligence apportée par Maurin-Bachac dans la culture de vignes ne procédait pas d'un calcul politique, puisque cet usage existait avant la Révolution. Ce détenu est un homme modéré, mais à qui l'on peut reprocher d'avoir été absent lors de l'acceptation de la Constitution et de n'avoir rien fait pour la Révolution (1).

En résumé, dans les griefs du Comité de surveillance il y avait du vrai et du faux ; ici, comme en beaucoup d'autres cas, éclate la légèreté ou la haine des terroristes.

Mathias Maurin de Bachac jouissait de 40,000 livres de fortune (2).

Dans l'arrestation de ce détenu un fait d'arbitraire, qui ne fut pas unique, s'étant produit, nous croyons utile de le signaler. En vertu de l'ordre suivant, Maurin-Bachac fut contraint de payer des frais de gendarmerie qu'aucune loi ne mettait à sa charge (3).

« Nous, membres du Comité révolutionnaire de la commune du district de Marmande, mandons au sieur Maurin-Bachac, détenu dans la maison d'arrêt du Comité, de payer au citoyen de la gendarmerie nationale la somme de trente-deux livres, et ce pour traduction.

« Fait, en bureau de surveillance, ce 16 frimaire, l'an 2 de la République, une et indivisible (4).

« Signés : AYMAT; SALLES, président; GOURD;
LESPINASSE, Baptiste; LESPINASSE aîné;
PEYRONNET. »

Un tonnelier nommé Chabanne s'étant prétendu créancier de Maurin-Bachac pour une somme de 76 livres 16 sous, le

(1) Registres de délibérations de la commune de Marmande (6 pluviôse an II).

(2) *Ibidem*.

(3) *Rapport fait au Directoire du District de Marmande par le Directeur du Bureau de surveillance de ce district [Bernard Laujacq] sur l'exécution des lois des 21 germinal, 12 et 20 floréal, an III^{re}, 1 vol. de 74 pp. avec errata ; voir p. 36.*

(4) Le 6 décembre 1793.

Comité de surveillance s'arrogea, illégalement et de sa propre autorité, le droit de condamner ce détenu à faire le paiement de la dette réclamée (1). Maurin-Bachac ne fut même pas entendu avant le prononcé du jugement, (15 décembre 1793).

Colombet Laf Laurenque cy devant subdélégué, aristocrate enragé, n'ayant pas accepté la Constitution et laissant son bien en friche pour faire mourir de faim les patriotes.

Jacques de Colombet, fils de Joseph de Colombet et de N. Joyeux, avait ajouté à son nom celui d'une terre qu'il possédait dans la paroisse d'Escassefort. Né vers 1749, il épousa à Nicole, le 21 juin 1785, Marie Giraudeau, fille de Sébastien Giraudeau et de défunte Jeanne-Geneviève Sabal. Le père et la fille habitaient, nous ne savons à quel titre, au château de Bourbon (2).

Dans son acte de mariage, Colombet de Laf Laurenque est dit subdélégué de Marmande. On ne saurait mieux donner une idée de la situation d'un subdélégué qu'en comparant cette fonction à celle de nos actuels sous-préfets. Dans son arrondissement, le subdélégué était le représentant officiel de l'intendant, l'intermédiaire obligé entre cet intendant et ses administrés d'une région déterminée.

La fortune de Colombet de Laf Laurenque s'élevait à 60,000 livres environ. La Révolution avait dépouillé ce fonctionnaire d'une bonne situation. Pouvait-il être satisfait ? C'était d'ailleurs un homme très modéré, se tenant pour ainsi dire en dehors du commerce des hommes.

On lui faisait un crime de sa sauvagerie, on lui reprochait de n'avoir pas accepté la Constitution (3). Enfin le fameux cliché démagogique était exploité contre le trop négligent propriétaire. « Il laisse son bien en friche pour faire mourir de faim les patriotes. »

(à suivre).

J. DUBOIS.

(1) Rapport de Laujacq, ouvrage précité, p. 37.

(2) Registres paroissiaux de Nicole, à la mairie de cette commune.

(3) Voir registre des délibérations de la commune de Marmande (6 pluviôse an II).

UN AGENAIS PROFESSEUR DE NAPOLÉON

C'était un bien modeste fusilier, ce professeur, qui enseigna à Bonaparte enfant « *les premiers principes de l'écriture* » et dont M. Joseph Durieux nous retrace l'existence dans le *Carnet de Sabretache* du mois de février 1908. Tous les renseignements qui suivent sont extraits de cette publication.

Etienne-Bernard Bounetou (1) naquit à Lauzun le 11 août 1757. Son père Jean Bounetou fut dans la suite notaire à Miramont.

Engagé en 1775, au régiment de Vermandois, Bounetou est nommé caporal en 1779, sergent en 1780. Nous le retrouvons capitaine à la 3^e compagnie du bataillon de la Garde nationale de la Guadeloupe en 1793. Avec toute la garnison du fort Saint-Charles, il est fait prisonnier par les anglais le 20 avril 1794.

En 1795, il eut quelque temps le commandement de la place d'Hennebont. En 1797 il fut admis pour ses blessures à l'Hôtel des Invalides, puis par la protection du général Bonaparte nommé capitaine en second de la 31^e compagnie de vétérans stationnée à Bordeaux. Capitaine de 2^e classe dans la 7^e demi-brigade le 22 novembre 1800, proposé pour un commandement d'armes le 3 août 1804, il prit sa retraite après vingt-quatre ans de service en 1806. Il mourut à Bordeaux le 23 août 1819.

Bounetou n'était encore que simple fusilier lorsque le régi-

(1) M. l'abbé Dubois nous a affirmé que plusieurs Bounetou furent maîtres d'école, en divers lieux de l'Agenais. Nous avons rencontré nous même dans le contrôle des actes du bureau de Casseneuil en l'année 1751, un sieur Bounetou maître écrivain à Monclar.

ment de Vermandois alla tenir garnison en Corse. Il fut alors désigné pour donner des leçons d'écriture aux frères Bonaparte. Plus tard, lorsque son jeune élève Napoléon, devint le maître de la France, Bounetou pensa qu'il pourrait gagner quelque chose à rappeler ce souvenir.

En l'an VI, Bounetou qui attendait en vain, malgré l'appui de Boussion son compatriote, sa nomination au grade de capitaine, fit passer sa pétition au général Bonaparte qui la recommanda. Deux mois après Bounetou était capitaine.

En 1804, il s'adresse de nouveau à Bonaparte, auquel il adresse la supplique suivante :

« Bordeaux, le 25 floréal an XII — 15 mai 1804.

« Citoyen Général Premier Consul,

« Quand tous les Français s'empressent de vous exprimer le vœu qu'ils font de voir commencer dans votre famille une nouvelle dynastie, en vous investissant héréditairement de la magistrature suprême; quand de toutes parts on vous présente les tributs d'amour et de reconnaissance dus à vos vertus paternelles et à l'infatigable courage qui vous a fait triompher de tant d'obstacles pour nous rendre heureux, veuillez permettre, je vous prie, à un militaire qui s'honore de vos bontés de céder aux mouvements de son cœur et de vous offrir ses respectueux hommages.

« Citoyen Général j'étais fusilier au régiment de Vermandois en 1777, et me trouvant en garnison à Ajaccio j'eus l'honneur de vous y donner, et à l'un de vos frères, les premiers principes de l'écriture.

« Vous daignâtes vous rappeler cette circonstance en l'an 6 et je dus à votre recommandation d'être nommé à la place de capitaine des vétérans. Capitaine depuis douze ans et toujours fidèle à ce poste, j'y conserve le souvenir précieux de l'intérêt qu'il vous a plu de me témoigner et je ne cesse d'y faire des vœux sincères pour votre prospérité et votre conservation.

« Je regarderais, Citoyen Général, comme l'époque la plus fortunée de ma vie celle où m'employant d'une manière plus

active, telle que le commandement d'une place, vous me mettriez à même de vous convaincre que je vous suis dévoué sans réserve.

« Je suis, avec les sentiments les plus respectueux
« Votre très humble
« et très obéissant, fidèle et dévoué serviteur,

« B. BOUNETOU » (1).

Cette demande fut bien accueillie, et sur un ordre de Berthier, Bounetou fut proposé pour le commandement d'une place.

Quelques années plus tard, une nouvelle demande resta sans réponse. Bounetou devenait trop ambitieux.

« Bordeaux, rue Pradelle n^{os} 6 et 7, mars 1808.

« *A sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie.*

« Sire,

« En l'an 6, Votre Majesté, qui jamais n'a rien oublié, voulut bien se rappeler du caporal de Vermandois, Etienne-Bernard Bounetou, qui en 1777 *lui donna, à Ajaccio, les premiers principes de l'écriture.*

« Je dus à l'heureuse mémoire de Votre Majesté, autant qu'à la générosité de son cœur, le poste de capitaine de vétérans dans le département de la Gironde.

« En thermidor an 12, Votre Majesté daigna me faire inscrire sur l'état des officiers à proposer pour un commandement d'arme et de place; mais, en attendant l'effet de cette inscription, Votre Majesté qui aime à faire des heureux, me permettrait-elle de lui demander deux choses dont le succès me rendrait le plus fortuné de ses sujets ?

« Je désirerais posséder dans mon portefeuille un seul mot

(1) *Carnet de la Sabretache*, février 1908 p. 116 et 117.

de l'écriture de Votre Majesté formant le nom du plus vaillant des guerriers *tracé de cette auguste main dont j'ai dirigé les premiers mouvements*. S'il plaisait à Votre Majesté de faire tomber ces précieux caractères au bas d'une commission d'activité dans l'état-major général de l'armée de Portugal ou à celui de la Gironde, je serais en mesure de lui prouver qu'il n'existe pas une goutte de sang dans mes veines que je ne voulusse répandre pour son service.

« Mon second désir serait de voir briller sur ma poitrine l'effigie réservée du premier monarque de l'Europe, que je porte depuis longtemps dans mon cœur.

« Que Votre Majesté daigne accueillir avec bonté les vœux et les bénédictions d'un de ses plus anciens soldats, pour la conservation des jours si précieux à la nation et au bonheur des deux mondes.

« B. BOUNETOU » (1).

En bon gascon, Bounetou ne doutait rien. Ses titres aux faveurs demandées ne parurent pas suffisants et sa pétition ne reçut pas de réponse.

J.-R. MARBOUTIN.

(1) *Carnet de la Sabretache*, février 1908, p. 119.

LA ROUMIEU

PARTIE HISTORIQUE (*)

CHAPITRE V

La Roumieu au xvi^e siècle. Les Narbonne-Lara, marquis de Fimarcon.
(1518-1630)

Les nouveaux marquis de Fimarcon ne le cédaient en rien comme noblesse et ancienneté aux vicomtes de Lomagne. Descendants des anciens vicomtes de Narbonne, établis dans le Languedoc depuis le xi^e siècle, ils se subdivisaient déjà au commencement du xvi^e siècle en de nombreuses branches, les Narbonne-Pelet, les barons de Combas, les barons de Caunes établis à Beaucaire, ceux de Moreton en Dauphiné, de Salgas, de Birac et d'Aubiac, enfin les Narbonne-Lara, une des plus illustres familles d'Espagne, d'où sortait la branche des seconds barons de Talairan, souche des marquis de Fimarcon. Leurs armes étaient : *de gueules plein* (1).

Si comme nous l'avons écrit à la fin du chapitre précédent, Jacques I^{er}, dernier sire de Lomagne-Fimarcon, avait déjà donné de son vivant à sa fille unique Anne, mariée en 1499 avec Aymeri de Narbonne, sinon tout le marquisat de Fimarcon, du moins la plus grande partie de ses biens, c'est qu'il prévoyait que de nombreuses difficultés surgiraient à sa mort au sujet de sa succession, et que son frère puiné Odet, vicomte de Terride, ne manquerait pas de se prétendre substitué à cette succession, par suite d'absence de postérité mâle dans la bran-

(*) Voir *Revue de l'Agenais*, t. xxxv, p. 438.

(1) Voir Lachesnaye des Bois. Art. Narbonne. Cf. Dossiers généalogiques de M^{me} la comtesse de Raymond, aux archives départementales de Lot-et-Garonne.

che aînée. Aussi chercha-t-il à les éviter en substituant de son vivant son gendre à la plupart de ses droits. C'est ce qui nous explique pourquoi le 14 avril 1500, les consuls et habitants de La Roumieu prêtèrent serment de fidélité aux jeunes époux, en les reconnaissant comme leurs suzerains (1).

Ses craintes malheureusement ne tardèrent pas à se justifier. A peine était-il descendu dans la tombe qu'Aymeri de Narbonne eut deux procès à soutenir : l'un contre Odet, vicomte de Terride, relatif à la succession de Fimarcon, l'autre contre les habitants de La Roumieu qui lui contestèrent ses droits de suzeraineté sur cette ville. Aymeri les gagna tous les deux. L'inventaire par M^e Pelauque des archives du château de Lagarde nous apprend en effet qu'en mai 1523, le Roi octroya des lettres patentes pour contraindre les consuls de La Roumieu à montrer leurs titres et que l'année suivante, le 25 juillet, un apointement du sénéchal d'Agen réintégrait M. de Fimarcon dans l'entière justice de La Roumieu (2).

Depuis ce moment, Aymeri de Narbonne, baron de Talairan, jouit en paix de ses droits et possessions en La Roumieu. Bien plus il ne cessa d'accroître ces dernières. Le 3 février 1527, il achetait en effet près de la ville une prairie à Manaud Caussade et, le 28 mai 1528, une autre prairie à Bertrand du Cauzé (3).

En 1530, *Bernard de Narbonne* remplaça son père décédé, dans le marquisat de Fimarcon, et, dès le 25 octobre de cette année, il nommait un certain Doazan greffier de la baillie de La Roumieu ; deux mois après, le 25 décembre, il passait un accord avec les consuls et la jurade au sujet des fossés de cette ville. L'inventaire des archives du château de Lagarde, qui nous fournit ce renseignement, ne précise pas en quoi consistait cet accord. Quant aux archives municipales de La Roumieu qui devaient en garder l'original, nous avons déjà dit qu'elles fu-

(1) Inventaire des archives du château de Lagarde.

(2) Archives du château de Lagarde. Notes inédites fournies par M. l'abbé Mauquié.

(3) Idem.

rent brûlées presque entièrement par Mongommery et que le peu qui restait ne trouva pas grâce davantage devant le vandalisme des hommes de la Révolution.

Cependant les mœurs des grands seigneurs féodaux avaient bien changé depuis un siècle. La sécurité dont jouissaient nos provinces depuis la fin de la guerre de cent ans, les expéditions lointaines au-delà des monts, dirigées par Charles VIII, Louis XII et François I^{er} et auxquelles prit part toute la noblesse gasconne, les goûts de faste, de luxe, de dépenses folles qui en furent la conséquence, nécessitèrent chez la plupart d'entre eux des emprunts, des ventes, souvent même des aliénations forcées qui, au point de vue financier, n'améliorèrent pas leur situation.

Bernard de Narbonne fut de ce nombre. Le Fimarcon rapportait peu. Aussi prit-il le parti d'aliéner quelques-unes de ses seigneuries. C'est ainsi qu'il vendit, mais toujours avec faculté de rachat, la seigneurie de Belmont au chapitre obituaire d'Aurillac, qui, de son côté, le 29 juin 1539, lui promettait de la lui revendre, et que le 11 septembre de cette même année il lui vendit également La Roumieu (1).

Cette ville passa donc à ce moment entre les mains de ce chapitre, qui y exerça tous les droits de suzeraineté. Nous le voyons en effet transiger le 19 août 1556 avec M^{mes} Gabrielle Dupin, veuve du sieur Jules de Préchac ou Preissac, et de Gauth de Saint-Aignan, au sujet des droits de sépulture dans l'église paroissiale dudit lieu. Mais il semble que le seigneur de Narbonne ne tarda pas à revendiquer de nouveau ses droits et à chercher à rentrer en possession de la ville de La Roumieu. En 1567, en effet, il offrit aux chanoines d'Aurillac de leur racheter cette seigneurie. Ceux-ci firent la sourde oreille; et ils ne durent s'exécuter que sur un ordre formel du Parlement de Bordeaux qui ordonnait au sieur Voisins, huissier de cette ville, d'exercer une main mise sur la ville et seigneurie de

(1) Archives du château de Lagarde. Notes de l'abbé Mauquié.

La Roumieu, au profit et pour le compte du marquis de Fimarcon (1).

Deux ans avant, « environ la fin du mois de juin 1565 », un personnage étrange se présentait sous les murs de La Roumieu. C'était l'ambassadeur du Grand Turc qui, venant de Bayonne et se rendant à Bordeaux pour voir le roi de France, était passé par Condom avec l'intention de s'y reposer. « Mais « parce que le portier de cette ville lui fist quelque difficulté, « ne cognoissant pas sa personne, ne saichant sa charge, estant « indigne de ce, ne voulut entrer dans la ville, mais s'en alla « tout mal content à La Roumyeu », dont les portes lui furent toutes grandes ouvertes. Cependant les consuls de Condom, aussitôt avisés, « l'ayant fait suivre par un messenger exprès, « le prièrent qu'il s'en retournât en cette dite ville. » L'ambassadeur refusa. Ce ne fut que le lendemain que « les consuls « de Condom l'allèrent trouver eux-mêmes en ladite ville de « La Roumyeu, firent leurs excuses et le pacifièrent (2). »

Les mauvais jours étaient du reste revenus, et par suite des querelles religieuses la Gascogne était en feu. Dès 1562, la plupart des gentilshommes de ce pays, restés fidèles à la cause catholique, sentirent le besoin de s'unir pour la défense de leur foi et formèrent une ligue où entrèrent les seigneurs de Ter-ride et de Fimarcon, jusque-là ennemis jurés et qui se réconcilièrent. Ils ne purent empêcher toutefois que La Roumieu ne fut occupé dès le 31 juillet 1562 par la garnison protestante de Lectoure, ni sept ans plus tard par Mongommery, alors qu'il ravageait la Gascogne et ne laissait après lui que ruines et dévastations.

On connaît la marche en 1569 du farouche lieutenant de la reine de Navarre. Parti du Béarn vers la fin d'août, il envahit avec ses hordes sauvages la Bigorre, où il brûla la belle abbaye de L'Escale-Dieu; puis, franchissant la plaine de Tarbes, il s'abattit sur Aire et toute la vallée de l'Adour, se dirigea sur Nogaro où il était le 24 octobre, ravagea Eauze et ses envi-

(1) Archives du château de Lagarde. Notes de l'abbé Mauquié.

(2) *Revue d'Aquitaine*, t. XII. p. 85.

rons, incendia l'église de Monréal, brûla et démolit aux trois quarts le monastère de Vaupillon, non sans avoir violé et assassiné la plupart des religieuses filles nobles qui y étaient enfermées, et enfin arriva à Condom le dernier jour du mois. Il y demeura une première fois jusqu'au 4 novembre, et en repartit ce jour-là pour aller saccager la belle abbaye de Flaran, sous Valence, puis Demu, Vic-Fezensac, le couvent du Brouil, Barran et Ordan, n'osant pas s'attaquer à la ville d'Auch. Revenu à Condom, il reprit alors dans cette ville son œuvre de dévastation, démolit l'église paroissiale du Pradau, les églises conventuelles des Cordeliers, des Carmes, des Clarisses, et se porta lui-même devant les murs de La Roumieu, qu'il assiégea, dont il s'empara en peu de temps, et qu'il fit raser.

Alors, comme partout ailleurs, ses soldats se livrèrent au plus éhonté pillage. Ils saccagèrent les deux églises, la collégiale principalement, emportèrent quatorze châsses d'argent données au cardinal d'Aux par le pape Jean XXII, brisèrent les sculptures, les bas-reliefs, les tombeaux de la famille d'Aux et firent périr un certain nombre de prêtres dans les flammes (1).

Les archives du chapitre et de la jurade ne furent pas épargnées. Tous les titres devinrent la proie du feu. 1793 acheva l'œuvre de ces vandales. Ce ne fut que sous la Restauration que le marquis de Lally-Tollendal, qui avait donné sa fille au fils aîné de la maison d'Aux, fit rétablir les tombeaux dans l'état où on les voit aujourd'hui et qu'il surmonta de leurs écussons.

Nous avons dit précédemment comment, une fois l'orage passé, le chapitre collégial de La Roumieu procéda à une nouvelle organisation et fit éditer, en 1575, un règlement auquel les chanoines jurèrent de s'astreindre.

Les consuls, d'un autre côté, ne négligèrent rien pour relever de ses ruines la malheureuse cité. Le 14 novembre 1576, en effet, « discrets hommes M^{es} Jehan Maleville, Pierre Mous-

(1) Samazeuilh, *Histoire de l'Agenais et du Condomois*, t. II, p. 162.

« seron, François Corne, Jeanet Denux, consuls dudit lieu de
« La Roumieu, et un grand nombre de jurats, prennent pour
« procureur M^e Bernard de Vilhères, procureur en la Cour de
« Bordeaux pour, en leur nom, prendre et accepter tous
« exploits d'assignation, à la requête de M^e Bertrand du Bous-
« quet, pour se voir condamner, tant en la somme de 348 livres
« 15 sols tournois, ci-devant à eux prêtée *pour la réparation*
« *et fortification dudit lieu durant les troubles*, que pour la
« poursuite d'un procès qu'ils avaient en la Cour d'appel, à
« l'occasion des tailles du chapitre dudit lieu (1). »

Ce fut bien pis encore dans la suite, au moment de la Ligue, époque où la ville de La Roumieu eut à loger maintes fois de nombreuses troupes de passage. Les consuls ne savent trop comment faire pour parer à tous leurs engagements, payer leurs dettes, contenter leurs créanciers. Ils vendent ce qu'ils peuvent, des champs de terre, des prairies, des bois, le bois de La Nause notamment, le 5 mai 1590, et ce « pour remé-
« dier aux affaires pressées qui se sont passées cy-devant à
« l'occasion des troubles, ou armées passans et séjournant par
« ce pays. » Le bien est estimé 133 escuts sol, un tiers, revenant à 400 livres tournois et est offert à M^e Gérald Vigier, trésorier du marquis de Fimarcon (2).

Et trois ans après, le 10 février 1593, M^e Isaac Labat, avocat au siège de Condom et juge du marquisat de Fimarcon, assigne le sieur Sanson Corne, consul de La Roumieu pour 1591, et Bertrand Boubée également consul pour 1591 et 1592, « leur demandant de déclarer à qui ils ont payé la somme de
« 186 escuts, 40 sols, qui revenaient pour leur part de l'impo-
« sition de 6.000 escuts faite en 1591, pour l'entretien de
« l'armée conduite alors en ce pays pour le service du Roy
« par le sieur de Fabas sous l'autorité de Monseigneur de
« Matignon, mareschal de France, et les sommant, s'ils
« n'ont pas payé, de fère ledit paiement aux consuls de

(1) Notariat de La Roumieu. Maleville, not., reg. spécial, folio 50, verso.

(2) Idem, folio 54, verso.

« Condom pour les avances qu'ils ont faites au sieur de Fabas (1). »

De son côté également le marquis de Fimarcon ne négligeait point ses affaires. Bernard de Narbonne était mort en 1569. De son premier mariage avec Cécile de Mauléon, il laissait six enfants; de son second avec Françoise de Bruyères-Chalabre, il en laissait dix autres. Son fils aîné lui succéda et débuta par intenter aux habitants de La Roumieu un procès, toujours au sujet de ses droits de seigneurie sur cette ville. L'affaire traîna jusqu'en 1575, époque à laquelle le Parlement de Bordeaux rendit un arrêt en tous points favorable au marquis. Aussi voyons-nous cette année même, et ensuite le 17 mars 1577, les habitants de ladite ville « lui prêter le serment de fidélité pour raison de la justice » (2).

Jean de Narbonne, marquis de Fimarcon, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, prit une part active aux guerres religieuses et demeura toujours fidèle à son Roy et à la religion catholique. Fait en 1585 chevalier des Ordres du Roi, par suite des services rendus pendant les troubles, il consacra les dernières années de sa vie à surveiller ses domaines, accroître ses seigneuries et mettre en règle la gestion de sa fortune. Comme son père, il se maria deux fois, d'abord avec Paule de Narbonne, morte au Mas en 1575, dont il eut six enfants, puis avec Charlotte de Vernhes, dame de La Bastide en Bordelais, qui l'aida dans ses entreprises, mais dont il n'eut pas de postérité. En 1591, elle signe un contrat d'arrentement des droits seigneuriaux de La Roumieu en faveur de Jean Navar, et elle donne avec son mari, le 10 juin de cette année, à Jean Darqué tous les droits de ventes, rentes et autres sur cette même ville (3).

Jean de Narbonne mourut le 28 janvier 1593 au château de Lagarde. Son fils *Amalric*, qui lui succéda, acheta au chapitre de La Roumieu, le 27 novembre 1597, des terres que ce chapi-

(1) Etude Maleville, notaire à La Roumieu, reg. spécial, année 1590, folio 54, verso.

(2) Inventaire des archives du château de Lagarde.

(3) Idem.

tre possédait dans Lagarde, Marsolan, Blaziert, Gzaupouy, Rignac, Abrin, Castelnau et Le Sempuy, toutes, excepté cette dernière place, faisant partie du marquisat de Fimarcon. Il achetait également le 8 juin 1599, au sieur de Cadreil certains fiefs que ce dernier possédait à Saint-Martin-de-Gouayne et qu'il tenait dudit chapitre. Pour le payer, il ennoblissait à M. de Cadreil deux métairies dans Saint-Martin, aussi longtemps qu'elles resteraient dans sa famille (1).

Une importante réunion fut tenue à La Roumieu en 1594 par les consuls des vingt places qui constituaient le marquisat de Fimarcon, à l'effet de demander et d'obtenir un dégrèvement de surcharge d'impôts qu'ils prétendaient leur avoir été faite pour la reconstruction du phare de Cordouan. Cette affaire traîna en longueur, puisque les Etats de Fimarcon délibéraient encore sur le même sujet et au même lieu le 11 juillet 1599 (2).

Ces plaintes, du reste, au sujet de surcharges d'impôts n'étaient pas nouvelles. Elles firent l'objet d'un autre interminable procès, qui dura plus de cent ans, entre les consuls de Condom et les communautés du même marquisat de Fimarcon et qui se termina en faveur de ces dernières, les consuls de Condom se décidant à subir les nombreux arrêts du Parlement de Bordeaux contre eux, à la suite du service que leur avait rendu Paul Antoine de Cassagnet, marquis de Fimarcon, dont la famille, ainsi que nous le verrons bientôt, succéda à celle de Narbonne-Lara, et qui « délivra la ville de Condom des garnissaires du régiment de Navailles, dont les déprédations et les exigences avaient dépassé toute mesure (3) ».

Les querelles religieuses étaient apaisées ; la Ligue avait fait sa soumission au roi de Navarre devenu roi de France. Une ère de paix et de repos semblait devoir commencer, avec le XVII^e siècle, pour la France et en particulier pour la Gascogne.

(1) Notes manuscrites de M. l'abbé Mauquié.

(2) Inventaire des archives du château de Lagarde.

(3) Idem.

Et cependant les esprits n'étaient pas calmés. Faute de luttes à mains armées, les partis continuaient à se disputer à coups de procès. Tel fut le cas de La Roumieu, que sa situation toute particulière de ville ecclésiastique devait mettre, semble-t-il, à l'abri de ces pénibles incidents.

On sait que la reine Marguerite, la première femme d'Henri IV, avait reçu en apanage le comté d'Agenais, qui, une première fois, à la suite de ses désordres lui avaient été enlevé, mais que la bonté de son mari lui avait restitué, comme compensation du divorce qui avait été prononcé entre eux. Toujours à court d'argent, elle revendiqua, dès lors, la part de seigneurie sur le marquisat de Fimarcon qui avait autrefois appartenu aux rois de France, par suite de l'abandon qu'en 1219 Etienne, abbé de Saint-Victor de Marseille, avait fait à Alphonse de Poitiers, mais que ceux-ci avaient cédée et donnée en bonne forme aux sires de Fimarcon.

Poussé par elle, le chapitre collégial de La Roumieu, s'appuyant à son tour et bien à tort sur la bulle par laquelle Boniface VIII sécularisait le prieuré de N. D. de La Roumieu et en conférait tous les droits spirituels et temporels à leur église, revendiqua de son côté la même part de seigneurie sur la ville de La Roumieu.

Amalric de Narbonne se vit donc, au commencement du XVII^e siècle, forcé de soutenir deux procès devant le Parlement de Bordeaux; l'un dans lequel, prenant l'offensive, il demandait que ce droit de seigneurie sur La Roumieu lui fut maintenu; l'autre où il réclamait de fortes indemnités au chapitre collégial qui avait usurpé sur ses officiers le droit de justice.

Le 1^{er} septembre 1612, le Parlement lui donnait déjà raison sur ce second point. Mais l'influence de la reine Marguerite se faisant sentir, de nombreux incidents surgirent qu'il serait trop long de raconter ici, le Parlement cherchant autant que possible à prolonger l'affaire, au point que le marquis de Fimarcon dut déférer la cause au conseil du Roi. Mais il ne réussit pas davantage, ce dernier, par arrêt du 15 octobre 1614, renvoyant de nouveau l'affaire devant le Parlement de Bordeaux.

La mort de la Reine Marguerite, arrivée en 1615, hâta la solution. Privé de son plus ferme appui, le Chapitre fut condamné. Par arrêt du 19 août 1615, il dut avec les habitants de La Roumieu payer tous les dépens. Mais comme ceux-ci mirent du temps à s'exécuter, le marquis de Fimarcon fit opérer le 9 septembre suivant une saisie à leur préjudice. Bien plus, au commencement de 1616, il réunit ses troupes et vint « cerner la ville de La Roumieu (1) ».

Le Chapitre s'exécuta de meilleure grâce. Aussi, le 20 décembre 1616, obtenait-il main levée de la saisie de fruits que le vicomte de Narbonne avait fait opérer.

Ce ne fut toutefois que l'année suivante que cette longue affaire se termina par une transaction entre les parties. Le 11 août 1617, les consuls, principaux habitants et MM. le doyen et chanoines du Chapitre de La Roumieu, réunis en assemblée de jurade, décidaient « qu'il serait nommé un syndic chargé de procurer l'homologation de certains accords passés entre très haut et très puissant seigneur messire Amalric de Narbonne de Lomaigne, cappitaine de 50 hommes d'armes des ordonnances du Roi, seigneur, marquis de Fimarcon. » Leur choix se porta sur M^e Pierre Jehan Maleville, notaire et jurat de ladite ville, pour aller à Bordeaux trouver ledit seigneur marquis, « afin d'assoupir le procès et différends pendants entre les parties et poursuivre devant la cour du Parlement l'homologation des articles suivants, forts curieux du désaccord :

1^o Le seigneur de Fimarcon est maintenu dans ses droits de justice haute, moyenne et basse sur la ville de La Roumieu et sa juridiction, en la moitié de la directe et jouissance de tous droits et devoirs.

2^o Les habitants, tant ecclésiastiques qu'autres, seront tenus rendre à leur seigneur honneur et respect. En échange, ledit seigneur sera tenu de les protéger et défendre contre toute oppression de gens de guerre.

3^o Les élections consulaires seront faites selon la forme

(1) Notariat de La Roumieu. Lasplaces, not., reg. 1616, folio 116 et reg. 1618. fol. 374.

ancienne et les nouveaux consuls prêteront serment entre les mains dudit seigneur.

4° L'exercice de la justice appartiendra auxdits consuls qui la rendront sous le nom du seigneur.

Comme juges criminels les consuls prêteront chaque année serment entre les mains du seigneur.

6° Les habitans de la juridiction de La Roumieu pourront bâtir maison, pigeonnier, moulin à eau et à vent, clappier, pourvu que auxdits bâtimens il n'y ait ni marque seigneuriale, ni fortification offensive ni défensive. Le seigneur pourra chasser avec ses domestiques seulement dans les garennes de la juridiction.

7° Les habitans pourront chasser aux chasses d'arquebuse, arbalète, furet, métis, chiens courants, hormis aux bêtes dites *rousses*, dont le seigneur se réserve la chasse, comme aussi des garennes qu'il pourra faire en son bien propre.

8° Les habitans seront tenus, tous les dix ans, de faire des actes de reconnaissance de leur terre conjointement et par moitié, au profit du seigneur et du chapitre, à raison d'un denier de fief par cartelade et un denier d'esporte.

9° Le seigneur tient quitte les arréages que les habitans ou le chapitre peuvent lui devoir jusqu'en janvier dernier.

10° La communauté accorde que le bois Condau et la salle de Brussault avec leurs dépendances, appartenans aud. seigneur, seront tenus pour nobles comme précédemment.

11° Quant aux autres biens, consistant en diverses autres métairies, ledit seigneur paiera les impôts ordinaires et extraordinaires demandés par le Roy (1).

En résumé, Amalric de Narbonne demeurerait seigneur de La Roumieu et conservait le droit de justice dans cette ville. Mais ce droit restait indépendant de ceux qu'il possédait sur le reste du marquisat, de telle manière que les Fimarcon durent désormais ajouter à leur titre de marquis celui de seigneurs de La Roumieu.

Pour sceller la réconciliation, le 17 septembre 1620, « haut

(1) Notariat de La Roumieu. Lasplaces notaire., reg. pour 1617, fol. 250.

« et puissant seigneur messire Amalric de Narbonne et de
« Loumaigne, chevalier, seigneur marquis de Fimarcon, de La
« Roumieu, Astaffort, Auradé, Seiches et autres places, capi-
« taine de cinquante hommes d'armes des ordonnances du Roi,
« etc., promet aux consuls de La Roumieu d'entretenir les
« habitants et la communauté dans leurs privilèges et coutu-
« mes et dit que, pour leur en donner un témoignage, il con-
« sent à ce que les comptes des consuls pendant les dernières
« dix années soient rendus devant le sieur Dayraud, son juge,
« au lieu de les faire rendre, suivant l'arrêt de la Cour de
« Bordeaux du 12 avril 1619, devant le lieutenant général de
« la sénéchaussée de Gascogne (1) ».

En outre, Marguerite d'Ornezan, dame d'Auradé, épouse
dudit marquis par contrat du 29 octobre 1592, donne à l'église
Saint-Pierre de La Roumieu des ornements de velours que le
Chapitre accepte par délibération du 19 février 1623 (2).

Amalric de Narbonne testa le 28 juin 1621, après avoir
vendu sur la fin de l'an 1602 la baronnie de Talairan au vicomte
de Mirepoix. Il mourut à Toulouse, le 8 août 1622, d'une bles-
sure qu'il avait reçue au siège de Montauban. Il avait sept
enfants : 1° *Jacques*, baron de Fimarcon, tué à Bordeaux, le
13 juillet 1616, âgé de vingt-un ans ; 2° *François*, marquis de
Fimarcon, mort à Auradé, peu de jours avant son père, le
5 août 1622, des blessures qu'il avait reçues au siège de Clairac
au mois de mai précédent ; 3° *Hector*, tué au siège de Pamiers
au mois de mars 1628, à l'âge de vingt-quatre ans ; 6° *Jean-
Paul*, mort jeune ; 5° *Charles*, marquis de Fimarcon après
ses frères, qui, le 14 septembre 1627, procéda à un arpen-
tement des terres de la juridiction de La Roumieu « dont la
« contenance totale est de 5.999 cartelades, sans comprendre
« les biens nobles appartenant audit seigneur et les maisons
« du patronat et du chapitre (3) », et qui mourut d'une fièvre
continue, ne laissant aucun enfant de sa femme Gabrielle du

(1) Notariat de La Roumieu, Lasplaces, not., rég. 1620, fol. 69,

(2) Inventaire des Archives du château de Lagarde.

(3) Archives municipales de La Roumieu.

Châtelet ; 6° *Henri-Renée* ; 7° enfin, *Paule-Françoise*, marquise de Fimarcon, après la mort de ses frères, qui hérita de la fortune de toute sa maison et qui l'apporta, avec la ville de La Roumieu, à la maison de Cassagnet, par son mariage, du 15 mars 1623, avec Paul-Antoine de Cassagnet, seigneur de Tilladet et de Caussens.

CHAPITRE VI

La Roumieu aux xvii^e et xviii^e siècles. — Les Cassagnet de Tilladet (1630-1760). — Les d'Esclignac (1760-1789).

Les Cassagnet de Tilladet. — Alors que tant d'autres villes de la Gascogne, par leur position topographique le long des principales voies de communication, ou par leur importance stratégique, leur assiette et leurs défenses militaires, attiraient l'attention des troupes de passage et subissaient, depuis le commencement des troubles religieux jusqu'aux dernières heures de la Fronde, les pires infortunes, la petite ville de La Roumieu, par sa situation retirée dans un pays peu fréquenté, la protection que lui accordaient non seulement ses suzerains légitimes les marquis de Fimarcon, mais encore le Chapitre Collégial riche et puissant qui florissait dans ses murs, jouissait d'une prospérité relative et voyait marcher sans presque aucun arrêt les rouages les plus importants de sa vie municipale.

De temps immémorial, il y eut un régent à La Roumieu pour instruire la jeunesse. La disparition des livres de jurades ne nous permet pas de donner à son égard de bien longs renseignements. Dans les minutes notariales, qui seules pour nous les remplacent, nous voyons qu'il en existait depuis le milieu du xvi^e siècle, placés sous les ordres directs de la Communauté qui les payait et aussi sous l'autorité morale du doyen du Chapitre. Ce sont les consuls qui le choisissent, traitent avec lui, jugent de sa compétence et de son savoir. Mais les cha-

noines le surveillent et estiment si les enfants reçoivent convenablement l'instruction religieuse. Souvent même, c'est un des leurs, ou un prêtre prébendé, qui remplit les fonctions de régent.

Sans en donner la liste complète, nous trouvons que le régent de La Roumieu est en 1590 M^e Jehan Garnier ; en 1592, M^e Augier Delyra ; en 1595, M^e Jehan Rotondy ; en 1613 et 1616, Bernard Parra ; en 1617, M^e Théodore Mouyrour, etc. En 1618, noble Octavien d'Aux de Lescout, doyen du chapitre, s'engage « à entretenir ses deux plus petits frères et à les faire aller aux écoles dans la présente ville » ; de 1619 à 1630, c'est Jean-Fritz Lataste qui est régent de La Roumieu ; en 1635, Gratian Brussaut jusqu'en 1645 ; en 1658, Bernard Cous s'intitule « précepteur de la jeunesse de la présente ville » ; en 1705, Joseph Labat ; en 1728, Antoine Bouet, etc. (1).

En 1681, les consuls montrent quelque relâchement dans la surveillance de l'instruction primaire. Aussi, le 9 janvier de cette année, le syndic du Chapitre de la Collégiale, M^e Jean Lamolère, prêtre prébendé, vient-il les admonester, leur dire que « plusieurs fois il les a priés de vouloir bien continuer à « enseigner et instruire la jeunesse de la ville ; et à cet effet « de lui délivrer la régence de ladite école, moyennant la « somme de 60 livres par an, somme moindre que celle de « 80 livres qu'ils donnaient au sieur Navar, homme d'armes. » (2)

Ce fut bien pis, six ans plus tard, époque à laquelle l'existence même de la régence fut mise en cause à La Roumieu.

Le 6 janvier 1687, en effet, « dans la ville de La Roumieu, « au marquisat de Fimarcon, sénéchaussée de Condomois en « Gascogne, » comparurent devant notaire un grand nombre de notabilités de la ville et particulièrement M^e Jean Pugens, prêtre et ancien chanoine, Antoine Rivière, chanoine du même chapitre, Jean Lamoulère, chanoine théologal, Jean-Jacques Larrieu, curé d'Abrin, Jean-Jacques Navar, docteur

(1) Notariat de La Roumieu. Reg. divers.

(2) Idem, Dubois, not. Reg. 1680-1681, fol. 3 de la 2^e partie.

en théologie, Jean Malleville, bachelier en théologie, Pierre Bonnefont, prébendier dudit chapitre, Jean Laboubée, marchand et jurat, Bertrand Dubois aussi jurat, Sanson Barrès, maître chirurgien, Pierre Lacourrège, maître potier, etc., etc., « lesquels, ayant été informés que certains particu-
« liers, en petit nombre et mal intentionnés pour la commu-
« nauté et bien public, et dont la plupart sont des gens qui
« n'ont des enfans, ny en état d'en avoir, pour recevoir des
« instructions publiques qui se font dans l'école, et qui sont
« même pour la plupart comptables pour avoir géré le bien
« publics sans en avoir jamais rendu compte, ont prétendu s'estre
« assemblés dans la maison commune de ladite ville, le premier
« jour du mois de septembre de l'année dernière et y avoir
« délibéré contre l'utilité publique, même contre toute sorte
« de droit, de décision des saints et sacrés conciles, principa-
« lement de celui de Trente, des ordonnances de nos Roys et
« des arrêts de cours souveraines rendus en exécution desdites
« ordonnances, qu'on *révoquerait la régence de ladite ville,*
« *qui y a esté de tout tems et sans interruption,* à la grande
« utilité de la jeunesse, et conformément aux dites décisions.
« C'est pourquoy lesdits requérants, voulant pourvoir au bien
« public, soutenir les décrets des saints conciles et maintenir
« les ordonnances de nos Roys, s'opposent à cette prétendue
« et monopolée délibération, protestant contre lesdits particu-
« liers de nullité et cassation dudit acte qu'autres qu'il pour-
« raient faire en conséquence de ce..... (1).»

Les protestataires obtinrent gain de cause, et les régents de La Roumieu, pris de plus en plus parmi les prêtres et prébendiers du Chapitre, continuèrent jusqu'à la Révolution, sans incidents notables, leur œuvre si méritoire d'éducation religieuse et d'instruction primaire.

Jusqu'à la Révolution, la communauté de La Roumieu fut administrée par quatre consuls, qui se renouvelaient tous les ans. Leur nomination était faite par les marquis de Fimarcon,

(1) Notariat de La Roumieu. Pillet, not. de Gazeaupouy. Reg. pour 1687 à 1690, folio 4.

les Cassagnet d'abord, puis les d'Esclignac, sur une liste qui portait huit noms. Cette liste était formée, ordinairement au mois de septembre, par les consuls en fonction, de la manière suivante : chaque consul désignait, à son tour, deux habitants du lieu pour le remplacer ; et une fois les huit noms arrêtés, la communauté les approuvait (1).

Les consuls, au moment d'entrer en charge, prêtaient serment entre les mains du doyen de la paroisse. Leurs fonctions étaient gratuites et comportaient, comme dans toutes les autres villes de la région, l'administration municipale, la police, le logement des gens de guerre, la réparation des murs, tours, fossés, pont-levis et en général de tous les édifices publics, l'entretien des rues et des chemins aboutissant à la ville, la levée des tailles, la perception de tous les autres impôts, etc.

C'était les consuls qui donnaient en afferme la grande et petite boucherie. En 1666, la boucherie de La Roumieu était affermée 150 livres. Ils affermaient également le souchet ou auberge, pour le prix de 87 livres en 1621, de 40 livres tournois 20 sols en 1669 (2). Ils surveillaient régulièrement l'horloge, faisant venir d'Agen, en 1617, de concert avec le Chapitre, le sieur Jehan Baboix, « maître horreloger du pays du Maine », renommé par son habileté (3). Enfin, entre autres fonctions trop longues à énumérer ici, ils annonçaient, avec toute la publicité désirable, les diverses foires de la localité, afin d'y attirer le plus de monde possible et de contribuer « à la richesse et au développement de la fortune dudit lieu (4). »

La ville de La Roumieu n'eut pas à souffrir des guerres religieuses du règne de Louis XIII. C'est à peine si elle eut à s'apercevoir des déprédations et pillages des gens de guerre pendant les troubles de la Fronde. En 1652 cependant, après la levée du siège fameux de Miradoux par le Prince de Condé, elle ressentit le contre-coup de ces événements.

(1) Archives municipales de La Roumieu, jurade de 1781.

(2) Notar. de La Roumieu, Lasplace, 1621, fol. 5 et Malleville, 1669, fol. 2.

(3) Idem, Lasplace, 1617, fol. 259.

(4) Idem, Lasplaces, 1620.

Par ordre de M. le Prince, Chouppes avait disposé autour d'Astaffort sa petite armée de la manière suivante : au centre, dans la ville même d'Astaffort la moitié de l'infanterie ; à l'extrême droite, à La Roumieu, la cavalerie légère sous les ordres de Balthazar, avec mission d'éclairer le pays ; entre Astaffort et La Roumieu, au Pergain, quatre cents maîtres pris dans les gardes de Condé ; enfin, à gauche, du côté de Layrac, l'autre moitié de l'infanterie commandée par Chouppes, et tout à fait en arrière, à Laplume, la gendarmerie sous les ordres de Valençay. Pour un si faible contingent, ces fractions étaient beaucoup trop éloignées les unes des autres. Aussi ne fut-il pas difficile à d'Harcourt de passer au milieu des quartiers de M. le Prince et d'arriver sous les murs d'Astaffort, sans que nul n'ait pris l'alarme.

Pendant ce temps, Saint-Luc était chargé de poursuivre Balthazar cantonné à La Roumieu. Mais quand il se présenta sous les murs de cette ville, il n'y trouva plus personne, ce dernier l'ayant abandonnée « uniquement, écrit Chouppes dans ses Mémoires, parce que sa cavalerie s'y trouvait mal. »

Balthazar, dans son histoire de la guerre de Guienne, donne une autre raison :

« Quelques jours avant, écrit-il, Marchin l'alla voir (lui
« Balthazar) et lui dit qu'il était trop avancé et le pria de se
« retirer vers Laplume et de loger où il voudrait, ce qui causa
« une grande perte ; car le lendemain de son délogement, le
« comte d'Harcourt passa la rivière du Gers, sans que les six
« compagnies des gardes qui estoient logées au Pergain en
« eussent avis, ne faisant ny garde ny parti. Marchin, qui,
« sous prétexte de soulager les habitants de La Roumieu avait
« fait desloger Balthazar avec ses troupes, s'en repentit plus
« tard. » (1).

Battu sous les murs d'Astaffort (12 mars 1652), Condé n'eut que le temps de grouper ses forces, de passer la Garonne à

(1) Balthazar, *Histoire de la guerre de Guienne*. — Cf. *Etudes sur la Fronde en Agenais*, par M. le Dr Couyba. t. II, p. 157-150. — *Une fête et une émeute à Agen pendant la Fronde*, par Ph. Lauzun.

Boé et de se retirer à Agen où il arriva le 13 au matin. Le marquis de Fimarcon combattait dans les rangs de l'armée du Roi, et avait été chargé personnellement de rétablir les ponts sur la rivière du Gers. Ce fut lui qui, en sa qualité de seigneur d'Astaffort, pénétra le premier, après le départ de Condé, dans cette ville, n'eut pas de peine à soulever ses habitants en faveur du Roi et força la garnison à se rendre, laissant aux officiers la liberté de se retirer chez eux, sous promesse de ne plus servir contre le Roi (1).

Les cavaliers de Balthazar avaient à peine abandonné le territoire de La Roumieu que la peste y faisait son apparition. Il semble pourtant qu'en cette année 1653, où elle exerça ses ravages sur tant de villes circonvoisines, elle y ait fait peu de mal. En tout cas, les consuls comme le Chapitre, les membres de la famille d'Aux comme ceux de la famille du marquis de Fimarcon, rivalisèrent de zèle et de dévouement pour venir en aide aux malheureuses victimes de ce terrible fléau.

Tous se cotisèrent également, en l'année 1656, pour indemniser les six notables de La Roumieu qui s'étaient dévoués quatre ans avant « pour arrêter les pillages des soldats de Balthazar ». Il ressort en effet d'un acte notarié, en date du 7 mai de cette année, que M^e Jean Castaing, chanoine de La Roumieu, agissant au nom de MM. Jean Laboubée et Jean Pugens, chanoines, rappelle aux consuls qu'en « l'année 1652, « on aurait souffert, tant dans ladite ville que dans l'estandue « de la juridiction, divers logemens et diverses oppressions des « gens de guerre, quy après avoir fait de grands ravages, vou- « lurent nous contraindre de déserter ladite ville pour exposer « toutes les maisons au pillage, de sorte que pour s'affranchir de « ceste tiranie, six des habitans s'obligèrent envers le sieur de « Belmont pour 1,200 livres, valeur d'un cheval, qu'ils donnè- « rent en présent au sieur Baltasar qui commandait cette « brigade ». Il les somme donc, en présence des poursuites du « sieur de Belmont d'avoir à acquiter cette somme envers lui (2).

(1) *Etudes sur la Fronde*, t. II, p. 163.

(2) Dubois, notar. de La Roumieu. Reg. 1656, fol. 15, 2^e partie.

Le marquis de Fimarcon était alors, ainsi que nous l'avons dit à la fin du chapitre précédent, *Paul-Antoine de Cassagnet*, seigneur de Tilladet et de Caussens, gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi, gouverneur de Bapaume, dont il se démit avant 1651, et qui épousa, le 14 mars 1629, Paule-Françoise de Narbonne, septième enfant d'Amalric de Narbonne et de Marguerite d'Ornezan, héritière, à la mort de ses frères, de tous les biens de cette illustre famille, au nombre desquels se trouvait le marquisat de Fimarcon et par suite la ville de La Roumieu. Lieutenant général des armées du Roi, chevalier de ses ordres, nous venons de voir quelle part importante il prit avec ses fils dans les guerres de la Fronde en Gascogne, et de quelle estime il jouissait auprès de ses chefs et de la Cour. Il mourut le 23 mars 1664, laissant d'unanimes regrets. Nous n'en voulons pour preuve que la délibération du Chapitre de La Roumieu à la date du 24 mars de cette année, portant « que le chante-pleure sera sonné pendant quarante jours à cause de la mort de Monsieur de Fimarcon » (1).

De son second mariage avec l'héritière des Narbonne, ayant épousé en premières noces, le 21 juin 1607, Antoinette-Françoise d'Esparbès dont il n'eut pas de postérité, Paul-Antoine de Cassagnet laissait quatre enfants : 1^o Charles qui entra dans les ordres et mourut à Condom le 8 octobre 1687 ; 2^o Jean-Jacques qui suit ; 3^o François, brigadier des armées du Roi, tué à la bataille de Saint-Denis près de Mons, le 14 août 1678 ; 4^o Marie, qui épousa Charles du Bouzet, marquis de Marin.

Jean-Jacques devint marquis de Fimarcon et hérita de toute la fortune de cette maison. Il semble cependant qu'il en ait joui bien avant la mort de son père, puisqu'en 1656 déjà il procède à un dénombrement de toutes ses terres et est qualifié de marquis de Fimarcon, Auradé, Seyches, Astaffort,

(1) Inventaire du château de Lagarde. Les Cassagnet de Tilladet tiraient leur nom de la seigneurie de Tilladet, sise en Armagnac, diocèse d'Auch, juridiction de Gondrin sur l'Osse, un peu au sud du village de Mouchan. La salle de Tilladet, qui était dans la famille depuis la fin du XIII^e siècle, fut aliénée par Paul-Antoine de Cassagnet en 1637 à Monsieur de Miran. Les armes des Cassagnet-Tilladet étaient *d'azur à la bande d'or*.

La Roumieu, Saint-Martin de Goynes, Rignac, ces deux dernières terres portant le titre de baronnies (1).

Jean-Jacques, né en 1628, était colonel du régiment d'Anjou en 1652. Il épousa en premières noces, le 19 mars 1656, Angélique de Roquelaure, fille d'Antoine maréchal de France et de Suzanne Bassabat-Pardéac, qui testa en 1678. Devenu veuf, il se remaria le 8 février 1682 avec Denise Philiberte de Polastron, fille de Charles Oger de Polastron et de Claire de Géraud-Montesquiou. Elle mourut en 1715. De ces deux mariages il eut treize enfants, huit du premier lit et cinq du second.

A peine son père était-il mort, que Jean-Jacques de Cassagnet intentait un procès au Chapitre de La Roumieu. L'inventaire des titres du château de Lagarde ne nous dit pas quelle en fut la cause. Mais il ressort d'une série d'enquêtes et d'informations prescrites à cet égard, et qui toutes semblent donner raison au marquis de Fimarcon, qu'une partie de ses droits seigneuriaux était revendiquée par le chanoine de Lescout de Guilloutet, issue d'une branche cadette de la famille d'Aux, qui, d'accord au début avec le Chapitre, se vit bientôt abandonné et même combattu par lui.

En 1671, les Carmes de La Roumieu durent rembourser la somme de 2000 livres à messire Gaston de Secondat, seigneur de Roques, Roquefort, Brax, Colayrac et autres places, « lequel, « estant aux faulxbourgs de la ville de La Roumieu, agissait « au nom de son épouse, dame Gabrielle de Gardès, fille et « héritière de feu Monsieur de Gardès, en son vivant conseil- « ler du Roy en la Cour présidiale d'Agen, ce dernier étant « créancier de cette somme, et le seigneur de Roques désirant « la toucher. » (2)

Le 18 octobre 1685 est passée une transaction entre le marquis de Fimarcon et les habitants de La Roumieu, concernant la nomination des consuls (3).

(1) Archives Nationales, série Q, 256.

(2) Notariat de La Roumieu. Dubois not. Reg. 1670-1671, folio 65.

(3) Inventaire des archives du château de Lagarde.

Une lutte semble s'être engagée à ce moment-là entre les deux maisons qui exerçaient des droits sur La Roumieu, les Cassagnet, marquis de Fimarcon d'une part, et les d'Aux de Lescout d'autre part. Le 31 janvier 1697, en effet, sur l'instigation de Jean-Jacques de Cassagnet, le sénéchal de Condom « défend au chapitre de La Roumieu de sonner le *chantepleure* » pour Madame d'Aux. » Le Chapitre n'en tint aucun compte. Aussi, le 8 février suivant, un acte de sommation audit Chapitre est-il dressé à la requête du marquis, invoquant à l'appui un arrêt du Parlement de Toulouse en date du 7 décembre 1669, qui condamnait pour cette raison les syndics du Chapitre (1). C'est que toujours protégés par les membres de la famille d'Aux, de père en fils patrons du Chapitre, les chanoines de La Roumieu n'avaient rien à leur refuser. Le chef de cette famille était alors Simon-Pierre d'Aux, onzième patron du Chapitre, baptisé le 17 août 1666, marié une première fois avec Françoise de Labat, et une seconde fois, en 1714, avec Marguerite de Pins. Ce fut son fils Jean-Jacques d'Aux, seigneur de l'église de La Roumieu, de Lescout, et de nombreuses autres terres, qui céda à sa sœur la marquise d'Esparbès de Lussan, la seigneurie de Lescout, près de Jégun, qui avait été si longtemps possédée par la famille d'Aux, et qui passa, après de nombreuses péripéties et toujours par voie d'héritage, à messire Antoine-François de Thézan, époux de Marie-Françoise d'Aux. Elle est restée dans la famille de Thézan jusqu'à ces derniers temps (2).

Les d'Aux, du reste, ne possédaient plus au XVIII^e siècle que très peu de terres dans la juridiction de La Roumieu, leur titre de patron du Chapitre étant devenu purement honorifique. Nous n'en dirons pas autant des Cassagnet et des d'Escignac leurs successeurs, qui jusqu'en 89 continuèrent d'exercer sur la ville tous leurs droits seigneuriaux.

On le vit bien en 1700, année où Jacques de Cassagnet cita devant le sénéchal de Condom les Clarisses de La Roumieu,

(1) Inventaire des archives du château de Lagarde.

(2) Mémoire généalogique de la maison d'Aux, par Chérin.

qui en 1664 avaient acheté à messire Bernard d'Aux la métairie de Bidau. Or cette métairie était un bien noble ; et les religieuses, s'appuyant sur les prétentions de la famille d'Aux de repousser la suzeraineté des marquis de Fimarcon, refusaient de payer les lods et ventes et de rendre hommage au marquis de Cassagnet. Par arrêt du 19 novembre 1700, elles furent condamnées à s'exécuter et à reconnaître la suzeraineté du marquis de Fimarcon (1).

Jean-Jacques de Cassagnet mourut à Paris, le 28 janvier 1708. En 1690 il assistait, avec son fils, à la bataille de Staffarde. Il est cité comme tel dans ses Mémoires par Catinat lui-même, l'heureux vainqueur, ce jour-là, du duc de Savoie (2). Deux ans après, nous voyons le régiment de Fimarcon cité également à la bataille de Steinkerque (4 août 1692) où fut blessé et mourut, peu après, des suites de ses blessures, Paul Gaston, dit le marquis de Narbonne, brigadier des armées du Roi, fils aîné du marquis de Fimarcon. Trois ans après, ce même régiment était vendu 150.000 livres à Monsieur de Tilladet (3).

Ce fut donc le second fils de Jean-Jacques de Cassagnet, *Jacques*, qui, par la mort de son frère aîné, hérita en 1708 des titres et de la fortune de son père. Né le 15 mars 1659, capitaine de dragons au régiment de son frère, il en devint colonel à la mort de celui-ci, et obtint, en 1704, le grade de brigadier des armées du Roi, et, en 1718, celui de lieutenant général, commandant en Roussillon et Cerdagne. Il fut fait chevalier du Saint-Esprit, le 2 février 1724.

Marié le 12 mai 1705 à Madeleine de Baschi, fille de Louis, marquis d'Aubiais, baron du Cayla, et d'Anne Boisson, il en eut trois enfants, un fils et deux filles qui moururent jeunes et avant lui.

Le 1^{er} février 1710, Jacques de Cassagnet, en présence d'une menace d'hostilité, dut faire constater par M. de Caussade, avocat au Parlement de Toulouse, son droit de nommer les

(1) Inventaire des archives du château de Lagarde.

(2) Mémoires de Catinat, t. 1, p. 189 et suiv.

(3) Inventaire des archives du château de Lagarde.

consuls de La Roumieu. La cause fut portée devant le gouverneur de la province, et, le 20 octobre de cette même année, M. de Lamoignon, investi de cette dignité, rendait une ordonnance favorable au marquis ; la jurade se soumettait et délibérait, le 4 novembre, une signification portant que la « liste des « consuls serait présentée à M. de Fimarcon pour faire le choix (1) ».

Jacques de Cassagnet mourut à Lectoure, le 15 mars 1730, place St-Jean, paroisse du St-Esprit. Il fut inhumé solennellement à La Roumieu, deux jours après, dans l'église collégiale St-Pierre du chapitre. Dans l'acte de décès, signé de Cailhan, doyen du Chapitre, il est qualifié de « messire Jacques Cassagnet-Tilladet de Narbonne de Loumaigne, marquis de Fimarcon, chevalier des ordres du Roy et lieutenant général de ses armées, gouverneur de Mont-Louis, commandant du Roussillon, Cerdagne, Conflans et autres places », et il a comme assistants noble Jacques de Chic de Roquain, coseigneur de Laroque, et Jean Soulès, agent dudit seigneur de Fimarcon (2).

Le marquisat de Fimarcon passa à son demi-frère *Aymeri*, onzième enfant de Jean-Jacques et le troisième du second lit, lequel, marié à Elisabeth du Haillet, originaire de la Martinique, le garda du moins nominativement jusqu'à sa mort, arrivée, sans laisser de postérité, en 1760. Brigadier des armées du Roi en 1734, lieutenant général en 1748, la vie du dernier Cassagnet, marquis de Fimarcon, ne fut qu'une longue suite de procès contre ses créanciers, si bien que le 13 juin 1744 il leur abandonnait toutes ses terres. La liste de ceux-là en était longue. C'était entre autres le duc de Villeroy, Joseph Duvernay, secrétaire du Roi, Jean Paris de Montmartel, conseiller d'Etat et garde du Trésor, des bourgeois de Paris, des fournisseurs, etc., à qui sont dues 200.000 livres et plus. Dans l'état où il est réduit, il leur propose un arrangement. Les biens de la maison de Fimarcon sont, à cette époque :

(1) Inventaire du château de Lagarde.

(2) Etat civil de La Roumieu.

1. *La terre de La Hillière*, provenant du chef de sa mère et estimée 3.500 livres ;

2. *Le marquisat de Fimarcon et la ville de La Roumieu*, situés dans le ressort du Parlement de Paris, affermé 21.000 livres, mais grevés de substitution ;

3. *La terre de Caussens*, affermée 2.200 livres.

4. *Les terres d'Auradé et de Seiches*, affermées l'une 10,300 livres, l'autre 3,800. Total des biens du marquis, en revenus, 40,000 livres. Il abandonne tout, pourvu qu'en récompense des services qu'il a rendus au Roi il lui soit fait une modique pension. Les créanciers y consentent, fixent le chiffre de 4,000 livres de pension et décident que toutes les terres seront vendues. Mais, sur ces entrefaites, surviennent deux de ses beaux-frères, le marquis d'Esclignac, époux de Louise, demi-sœur d'Aymeri et cinquième enfant du premier lit, et le comte de Goas, époux de Jeanne-Marie sa sœur, cinquième enfant du second lit, qui, en vertu d'une substitution, revendiquent toute la fortune. L'affaire traîne en longueur, la misère d'Aymeri de Cassagnet augmente, et finalement il meurt en 1760, entièrement ruiné.

Les Preissac-d'Esclignac. — La mort d'Aymeri de Cassagnet hâta la solution du long procès engagé relatif à la possession du marquisat de Fimarcon. Après de nombreux incidents, ce fief et la ville de La Roumieu finirent par être attribués à la maison de Preissac-d'Esclignac. Ce fut *Jean-Henri*, fils de Jean-Aimeri de Preissac et de Louise de Cassagnet, qui, en vertu de la substitution précitée, fut investi, le premier, du titre de marquis de Fimarcon.

La nouvelle famille ne le cédait en rien, comme ancienneté et comme services rendus, aux familles précédentes qui avaient exercé sur La Roumieu leurs droits de suzeraineté. La maison de Preissac (1) tirait son origine des comtes de Fezensac, issus des ducs de Gascogne, et avait pour berceau la terre de Preissac,

(1) Les armes des Preissac sont : d'argent au lion de gueules, armé, lampassé, et couronné d'azur.

sise en comté de Fezensac, à laquelle fut jointe, depuis le XIII^e siècle, la terre d'Esclignac, entre Monfort et Fleurance.

Jean-Henri de Preissac de Marestang, marquis d'Esclignac et de Fimarcon, comte d'Astaffort, vicomte de Montferran, baron de Marestang, Auradé et du Blanquet, seigneur de Corneillan, Garac, Marac, Lartigue, et Seisses, co-seigneur de Cadeillan et de Bajonette, servit dès son plus jeune âge dans le régiment de Fimarcon-dragons, dont le marquis de Tilladet, un de ses oncles, était mestre de camp ; il fit les campagnes d'Espagne en qualité d'aide de camp du marquis et il devint lieutenant général, chevalier des ordres du Roi, gouverneur de Mont-Louis et commandant en chef la province de Roussillon. Aussi résida-t-il rarement dans ses terres de Gascogne et n'eut-il que peu de rapports directs avec la ville de La Roumieu.

Jean-Henri de Preissac mourut en 1771. Il avait épousé, par contrat du 25 novembre 1716, Madeleine Marguerite de Montréal, fille de Jean-Armand de Montréal, marquis de Moneins, sénéchal et grand bailli de Navarre, gouverneur du pays de Soule et château de Mauléon, et de Françoise de Gassion. Il en eut trois enfants : 1^o Charles qui lui succéda ; 2^o Françoise-Madeleine, mariée le 5 mars 1744 à Armand de Gontaut Biron, marquis de St-Blancard ; 3^o Jeanne-Henriette, religieuse au couvent de St-Sernin de Toulouse.

Charles de Preissac de Marestang devint donc marquis de Fimarcon à la mort de son père, et par suite seigneur de La Roumieu. Il est qualifié également à cette époque de marquis d'Esclignac, comte d'Astaffort, vicomte de Monferran, baron de Marestang, Auradé, du Blanquet, seigneur de Garac, Marac, Lartigue, etc. Il fut maréchal de camp des armées du Roi. Le 9 novembre 1762, il épousa Marie-Charlotte de Varagne de Gardouch, dont il eut trois enfants : 1^o Henri-Thomas-Charles, né le 14 septembre 1763 ; 2^o Charles-Elisabeth dit le comte de Fimarcon ; 3^o Charlotte-Madeleine-Adelaïde, morte jeune.

Lui-même du reste dut mourir assez jeune, puisque vingt ans après son mariage nous voyons son fils porter le titre de marquis de Fimarcon dans plusieurs actes passés avec les

consuls de la ville de La Roumieu, dont l'histoire du reste, en ces dernières années du XVIII^e siècle, est des plus ternes, se réduisant à l'enregistrement de quelques mesures d'utilité publique ou d'amélioration.

Nous citerons entre autres, en 1786, la requête que certains habitants de La Roumieu adressèrent à leur seigneur, « disant
« que le quartier, appelé du Puits, où ils ont fait leur
« demeure, est fermé par trois culs-de-sac qui terminent une
« rue étroite et tortueuse, et se plaignent que les amas succes-
« sifs de fumier et ordures accumulés devant les portes, par
« rapport au trop grand circuit qu'on aurait à faire pour les
« transporter hors de la ville, forment un obstacle à l'écoule-
« ment des eaux qui entretiennent une humidité malsaine et
« qui ne peut s'écouler par le voisinage des clochers, des murs
« et des tours, prodigieusement exhausés. Ils supplient, en
« conséquence, le marquis de Fimarcon de permettre d'ouvrir
« une porte au mur de la ville, du côté du midi, par laquelle
« ils pourraient se débarrasser librement des ordures dans les-
« quelles leurs maisons sont enfermées. »

Faisant aussitôt droit à leur requête, « *Henri-Thomas-Char-*
« *tes de Preissac*, marquis d'Esclignac et de Fimarcon, comte
« d'Astaffort, etc., seigneur de la ville de La Roumieu, mes-
« tre de camp de cavalerie, officier supérieur de gendarmerie,
« accorde, par lettres, datées du château seigneurial de Castil-
« lon-sur-Save, le 10 janvier 1786, la permission d'ouvrir la
« dite porte, à condition qu'elle sera bâtie et ceinturée en
« pierres de taille de la hauteur et largeur qui sera jugée
« nécessaire par les consuls, juges de police (1). » Ce qui fut
fait.

La même année, les consuls de La Roumieu, dont M^e Pugens, avocat, premier consul, et quelques-uns des principaux habitants du lieu, M^e Odon Palazo, chanoine, agissant au nom du Chapitre « qui est coseigneur, le marquis de Fimarcon étant sei-
« gneur », messire Henri de Cambon, Léonard du Bouzet, etc.,

(1) Archives municipales de La Roumieu, Cahier C des délibérations.

ayant constaté l'impossibilité où se trouvent les habitants de transporter leurs denrées par suite des mauvais chemins, impraticables pendant l'hiver et même en d'autres saisons, prient Mgr l'Intendant de leur faire obtenir « un embranchement « qui partirait de la porte de la ville appelée Rouède, et qui se « dirigerait sur le grand chemin qui va d'Agen à Condom, en « traversant les juridictions de Laroumieu, de Castelnau et « une partie de celle de Condom. » Les raisons invoquées sont que la communauté de La Roumieu est très peuplée et qu'en outre la ville possède un chapitre et un couvent de religieuses, qui rendent de très grands services (1).

Moins d'un an après, le 11 mars 1787, les consuls recevaient avis que monseigneur l'Intendant voulait bien acquiescer à leur demande, à la condition que la Communauté contribuerait par moitié à la dépense. « Malgré l'excessive misère dans laquelle « la juridiction de La Roumieu se trouve plongée faute d'un « débouché pour ses denrées, la Communauté accepte et s'engage à contribuer à la dépense par voie d'imposition pour la « part que Sa Grandeur jugera à propos », demandant cependant que cette part soit réduite au tiers. Elle compte du reste que les juridictions voisines de Castelnau et de Condom contribueront de leur côté à la confection de cette route. Ont signé : Donnodevie, premier consul ; Roux, second ; Cané, troisième ; Dubouch, quatrième ; Launet, juge de la Cour d'appaux ; Vincent Cabanes, syndic du Chapitre ; messires Henri de Cambon, Léonard du Bouzet, chevalier de Saint-Louis, François Descuraing, ancien gaade du corps, capitaine aux Invalides ; messire de Galard, chevalier de Saint-Louis ; Gavarret, avocat au Parlement ; Loze, chirurgien ; Jean de Chic de Rocquaing, Dubor, Bérault, Broconat, Denux, Desperès, Constantin, etc., tous jurats (2). C'est la route actuelle de Condom à La Roumieu.

Enfin deux ans après, le 29 mars 1789, les consuls de La Roumieu demandaient également l'embranchement de leur

(1) Archives municipales de La Roumieu. Cahier C des délibérations.

(2) Idem. Cahier D.

ville au lieu de Ligardes, où devait aboutir « la route de la Baise à Francescas » que le comte de Dijon, propriétaire du château de Lasserre, venait d'obtenir ; ce qui, du côté nord, dégageait encore très heureusement la ville de La Roumieu. (1).

Mais les mauvais jours étaient arrivés pour la vieille noblesse française. Henri-Charles de Preissac, dernier marquis de Fimarcon, dernier seigneur de La Roumieu, qualifié même sur la liste des suspects « de ci-devant duc d'Esclignac, « ci-devant colonel du régiment de Royal-Cavalerie et grand « d'Espagne de première classe », émigra avec presque tous les nobles de l'Armagnac et du Condomois. Ses biens furent aussitôt confisqués au profit de la nation.

Une ère nouvelle s'ouvrait pour l'histoire de La Roumieu. Nous l'étudierons au chapitre suivant.

J. BROCONAT.

(à suivre)

(1) Archives municipales de La Roumieu. Cahier E des délibérations.

BIBLIOGRAPHIE

Le Livre doré du présidial d'Agen publié par Francisque Habasque, président de Chambre honoraire à la Cour d'appel de Bordeaux, ancien avocat général près la Cour d'appel d'Agen. 1 vol. in-4° de 410 pp. ; éditeurs : Alphonse Picard et fils, 82, rue Bonaparte, Paris, et Ferran Frères, libraires à Agen. Prix 10 francs.

Le gros volume paru en 1907 sous le titre de *Livre doré du Présidial d'Agen* et dont nous allons donner le compte rendu un peu tardif, a composé en majeure partie le tome XLII des *Archives Historiques du département de la Gironde*. L'auteur de cette publication, M. Francisque Habasque, bien connu des érudits de l'Agenais, habite en ce moment Bordeaux, ainsi s'explique la publication dans un recueil girondin d'une œuvre plutôt intéressante pour le Lot-et-Garonne. Cependant, et M. Paul Courteault l'a bien fait ressortir déjà, le *Livre doré du présidial* n'est pas sans intérêt pour l'histoire de la Guienne en général et pour celle de Bordeaux en particulier. Son étude servira à éclairer en plus d'un point celle du Parlement de Bordeaux, elle précisera certains détails de la biographie du duc d'Epéron. La Société des Archives historiques de la Gironde n'a donc point dérogé à son programme en publiant dans sa collection si estimée une œuvre en apparence purement agenaise. En serait-il autrement d'ailleurs que nul ne s'en plaindrait dans l'Agenais.

On sait que les *Archives historiques du département de la Gironde* constituent un vaste recueil documentaire admettant avec une parcimonie un peu trop grande peut être, des notes très courtes ayant elles mêmes un caractère documentaire. Les travaux rédigés n'y figurent qu'à titre exceptionnel.

Conformément à la règle générale, le *Livre doré du Présidial d'Agen* s'offre à nous comme une collection de procès-verbaux rédigés durant deux siècles par des magistrats dont l'influence fut assez grande pour produire de notables contre coups sur les affaires de l'Agenais et de la Guienne.

Dans ces procès-verbaux, s'il y a beaucoup de variété, tout n'y offre pas la même importance ; faire des coupures, remplacer quelquefois

le texte original par une simple analyse ; remettre de l'ordre là où paraissait manifestement trop de négligence, pour ne pas dire du désordre ; en un mot harmoniser toutes les parties d'une œuvre complexe, tel semblait devoir être le programme de M. Habasque. Nous devons dire que ces exigences se sont imposées à l'érudit qui a su, au prix de beaucoup de peine, donner à l'œuvre dont il avait entrepris la publication un aspect très présentable.

Sans doute, tel qu'il nous est offert, le *Livre doré du Présidial d'Agen* n'a rien de ce charme magique dont la plume de M. Habasque sait orner les productions qui lui sont personnelles. S'attendre à retrouver dans une œuvre purement documentaire toutes les qualités de style d'un habile narrateur, vouloir y savourer de caustiques remarques, chercher à y découvrir de géniales observations, ce serait peine perdue d'abord, et ensuite véritable désillusion.

Le mérite principal de M. Habasque consiste surtout en ce qu'il a voulu sauver le vénérable manuscrit qui renferme dans ses pages poudreuses et trois fois séculaires les principaux éléments de l'histoire encore à écrire du Présidial d'Agen, ce tribunal d'appel qui a rendu tant d'arrêts civils et criminels aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Par les *Archives historiques du département de la Gironde* dont il fait partie, le vieux manuscrit agenais pourra être étudié dans tout le monde savant. Par son tirage à part, il devient accessible aux profanes dont un si grand nombre seraient heureux de lire nos vieilles chartes et nos vieux documents, s'ils en savaient déchiffrer les caractères hiéroglyphiques.

En lisant page par page et tout à loisir le *Livre doré du Présidial d'Agen*, bien des novices pourront se faire une idée exacte de quelles ressources les archives sont pour les érudits modernes ; ils verront quelle patience, quelle méthode, quelle minutie même, et par conséquent quel labeur, s'imposent à celui qui veut aujourd'hui reconstituer l'histoire du passé avec les fragments épars des manuscrits poudreux de nos dépôts publics ou privés.

Nous souhaitons que cette lecture austère tente beaucoup de personnes, car ce sera pour leur plus grand profit. Sans avoir la science consommée d'un paléographe sorti de l'école des Chartes, elles s'initieront, grâce à M. Habasque, aux mœurs de la société agenaise des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Disons d'un mot pour le caractériser que le *Livre doré* forme comme une chronique embrassant l'histoire agenaise des deux derniers siècles de l'ancien régime.

J. DUBOIS.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Le Congrès des Sociétés savantes, qui devait se tenir cette année à Rennes, comme toujours pendant la semaine de Pâques, a été avancé de huit jours par ordre du Ministre, et aura lieu pendant la Semaine Sainte. Les communications ont dû être envoyées au ministère de l'Instruction publique, direction de l'Enseignement supérieur, 5^m^e bureau, avant le 15 janvier. La liste des délégués de chaque Société savante devra l'être avant le 5 mars. La durée des billets à prix réduits courra du 21 mars au 7 avril pour l'aller et du 8 au 16 avril inclusivement pour le retour.

* * *

Cette année également, au mois de mai ou de juin, la date n'étant pas encore fixée, la Société française d'archéologie, toujours si magistralement dirigée par M. Eugène Lefèvre-Pontalis, tiendra son Congrès habituel en Avignon, le projet qu'elle avait formé de se grouper à Périgueux n'ayant pu se réaliser, par suite des difficultés presque insurmontables qui se présentaient pour visiter d'une façon convenable les monuments les plus intéressants, presque tous fort éloignés des voies ferrées. Cette décision est d'autant plus regrettable que le Périgord, si voisin de l'Agenais et malgré cela si peu connu, est une des provinces de France qui offre un intérêt archéologique des plus considérables.

* * *

Dans un autre ordre d'idées, les amateurs de fêtes félibréennes n'auront que l'embarras du choix.

Et tout d'abord, au printemps prochain, les 29, 30 et 31 mai, fêtes de la Pentecôte, le *Comité du Cinquantenaire de Mireio*, qui

s'est formé à Paris et auquel a adhéré la Société académique d'Agen, profitera de cette occasion pour élever, à Arles, sur la place du Forum, une statue au grand poète provençal, Frédéric Mistral. Cette statue sera exécutée d'après la maquette du sculpteur Théodore Rivières.

Plus tard, au mois d'août, l'*Escolo Gastou-Phebus*, si prospère sous l'habile direction du félibre majoral M. Adrien Planté, et qui est venue cette année 1908 à Condom tenir une brillante cour d'amour, dont les échos sont à peine affaiblis, se réunira à Salies-de-Béarn.

Enfin, l'*Escolo deras Pireneos* tiendra, vers la même époque, ses cinquèmes assises dans le Gers, à Lombez, la jolie et coquette ville où séjourna Pétrarque.

Nous ignorons ce que fera notre plus proche voisine l'*Escolo gascouno de Marguerito*, de Nérac.

* * *

La quarantième session de la Société des Agriculteurs de France s'ouvrira à Paris le 6 mars 1909. L'assemblée des délégués des sociétés, comices et syndicats sera tenue le 6 mars également. Enfin le concours d'animaux gras aura lieu du 8 au 16 mars 1909.

* * *

Le second volume des *Antiquités de la Gaule romaine*, par le commandant Espérandieu, vient de paraître sous les auspices du ministère de l'instruction publique et des beaux-arts. Il renferme, en reproductions phototypiques, les plus beaux spécimens de nos collections méridionales. Le musée d'Agen y est brillamment représenté. On y trouve aussi la reproduction et la description des plus curieux monuments gallo-romains du Lot-et-Garonne, de Bordeaux, de Toulouse et de toute la Gascogne.

* * *

Ont paru ces derniers mois :

L'Inventaire des Archives départementales de Lot-et-Garonne, postérieures à 1789, période révolutionnaire, série L, rédigé par M. René Bonnat, archiviste départemental, correspondant du ministère de l'instruction publique (tome premier, in-4° de 396 pages),

précédé d'une Introduction qui a été déjà publiée dans cette Revue (tome xxxv, année 1908, p. 364 et suiv.) ;

Un intéressant travail de M. le chanoine Durengues, *Monsieur Boileau de l'Archevêché*, in-8° de 334 pages, et une très substantielle étude de M. Granat, professeur d'histoire au lycée Bernard-Palissy d'Agen, le *Livre d'Or de la vigne dans l'Agenais et le Lot-et-Garonne, depuis 1709 jusqu'en 1907*, in-8° de 214 pages ; ces deux ouvrages, formant un tirage à part du tome xv, 2^e série, du *Recueil des travaux de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts d'Agen* (1908) ;

— L'*Histoire du Doyenné et de la paroisse de Moirax*, du xi^e au xx^e siècle, par M. le chanoine Dubourg, docteur en théologie, curé de Layrac, in-8° de 635 pages avec planches ;

Enfin, le *Livre doré du Présidial d'Agen*, extrait du tome XLII des Archives historiques de la Gironde, et qui, publié avec grand soin par M. Francisque Habasque, ancien magistrat, mérite par les renseignements de toutes sortes qu'il fournit sur l'ancienne magistrature agenaïse, de 1612 à 1789, une étude critique approfondie.

*
* *

Il y a trois mois à peine, dans la salle des Illustres de l'hôtel de ville d'Agen, M. Félix Rengade, avoué près le tribunal civil d'Agen, faisait, au cours d'une soirée organisée par le Comité départemental d'hygiène sociale, une conférence des plus intéressantes sur la *Dépopulation du département de Lot-et-Garonne*. Toutes les feuilles de la région l'ont louée comme elle le méritait. Si nous mentionnons à notre tour le succès très grand obtenu par le savant conférencier, c'est surtout pour lui exprimer notre désir de voir au plus tôt son œuvre publiée. *Verba volant, scripta manent*.

*
* *

A la dernière promotion, ont été nommés officiers de l'instruction publique :

MM. Debuc, chef de division à la préfecture d'Agen ; Berretté, maire de Fieux, président du conseil d'arrondissement de Nérac, économe des hospices d'Agen ; Bigou, notaire, conseiller d'arrondissement, à Villeneuve-sur-Lot ; Bonnat, archiviste départemental, à Agen ; docteur Fabre, à Astaffort ; Latouche, maire de Vianne,

conseiller général ; Dupin, maire de Port-Sainte-Marie, conseiller d'arrondissement ; Bastard, agent-voyer à Mézin ; Albert Pujol, homme de lettres à Marmande.



Nécrologie. — Le 14 novembre dernier, est morte à Louveciennes, en sa 68^e année, *M^{me} Arvède Barine*, de son vrai nom Madame Charles Vincent, née Louise-Cécile Bouffé, dont les études historiques sur *Bernardin de Saint-Pierre*, *Alfred de Musset*, *Portraits de femmes*, *Princesses et grandes dames*, *Bourgeois et gens de peu*, *François d'Assise*, *Louis XIV et la grande Mademoiselle*, *Madame, mère du régent*, cette dernière en cours de publication dans la *Revue des Deux-Mondes*, ont été très remarquées. Madame Arvède Barine était, par sa mère, d'une famille protestante, originaire de Tonneins. *La Revue de l'Agenais* vient de publier deux lettres d'elle, adressées à M. le docteur Couyba, où elle lui fait part, entre autres choses, du projet qu'elle avait de consacrer une étude spéciale aux mœurs de la petite bourgeoisie agenaïse au xvii^e siècle. La mort ne lui a malheureusement pas permis de le réaliser. Elle avait obtenu le prix d'éloquence en 1890, le prix Vitet en 1894, le prix Estrade-Delcros en 1901, et avait été nommée chevalier de la Légion d'honneur.

Le même jour également (14 novembre 1908), mourait à Paris M. Achille Luchaire, membre de l'Institut et professeur à la Faculté des Lettres de Paris. Sa longue résidence dans le Sud-Ouest et ses travaux sur notre région en avaient presque fait un compatriote. Il fut professeur au lycée de Pau, puis à celui de Bordeaux, et longtemps il professa à la Faculté des Lettres de cette dernière ville. Ses premières études sur les *Idiomes Pyrénéens*, et son *Recueil de textes des anciens dialectes gascons* furent très appréciés. Il publia ensuite de nombreuses études d'histoire locale, dont les principales furent : *Alain le Grand, sire d'Albret* et *l'Administration royale et la Féodalité du Midi*. Enfin il s'adonna tout particulièrement à l'histoire des premiers Capétiens, et pour ses *Etudes sur les actes de Louis VII* obtint le grand prix Gobert.

Enfin plus récemment encore, s'éteignait, le 14 janvier de cette année 1909, en son château de Rivières, près de Gaillac dans le

Tarn, M. le baron Edmond de Rivières. Archéologue distingué. M. de Rivières a publié de nombreux travaux historiques sur l'Albigéois, une savante étude de *Sainte Cécile*, les *Mémoires de Mathieu Blouin*, une foule de notices sur divers sujets archéologiques, et tout particulièrement une étude sur les *Inscriptions et Derises des Cadrans solaires*, dont il avait fait sa spécialité. M. le baron de Rivières avait suivi très assidûment le Congrès archéologique d'Agen de 1901, et il s'était souvent intéressé aux monuments de notre ville. Sa mort sera vivement ressentie non seulement par les habitués de sa belle et hospitalière demeure, mais aussi par les nombreuses Sociétés savantes du Midi et du Sud-Ouest de la France, dont il était membre, aux réunions desquelles sa parole toujours écoutée faisait loi, et où sa personne était universellement aimée.

P. L.

RECUEILS ET PÉRIODIQUES

REVUE HISTORIQUE. — *Janvier-Février 1909.* — G. Monod et Ch. Bermont : A nos lecteurs. — Ch. Bournissien : La vente des biens nationaux. L'application des lois. — Ed. Driault : Bonaparte et le recès germanique de 1803. — Ch.-V. Langlois : Doléances recueillies par les enquêteurs de Saint Louis et des derniers capétiens directs. — *Bulletin historique.* — Le congrès de l'histoire des religions à Oxford (sept. 1908), par G. Bonet-Maury. — France. Nécrologie. Achille Luchaire par Louis Halphon. — Époque contemporaine par Ed. Driault. — Allemagne, Moyen-âge : publications des années 1905 et 1906 par F. Vigener. — Histoire du Christianisme par Ch. Guignebert. — *Correspondance, comptes-rendus, etc.*

ANNALES DU MIDI. — *Janvier 1909.* — Fabre : Étude sur Peire Cardinal. Estève de Belimont. — J. Adher : Le diocèse de Rieux au XVIII^e siècle : Les dettes des communautés. — *Mélanges et documents.* I. G. Bertont : Sur une pièce française copiée dans un manuscrit provençal. — II. Calmette (J.) : Un concours professionnel à la Faculté de médecine de Montpellier au XVI^e siècle (*suite et fin*). — III. Œuvres inédites de François Maynard (*suite*). — *Revue des Périodiques, Nécrologies, Chronique, etc.*

REVUE DE GASCOGNE. — *Novembre 1908.* — Un état d'objets confisqués à Tarbes (1795). — J. Contrasty : Le clergé français réfugiés en Espagne (*suite*). — A. Degert : Le cartésianisme en Gascogne. — J. Lestrade : Chanoines et prédicateur d'Auch. — L. Médan : Une entreprise agricole en Béarn au XVIII^e siècle. — P. Coste : Ordination et première messe de Saint Vincent de Paul. — *Bibliographie et Notes diverses.* — *Décembre 1908.* — A. Sansot : *Civitas et Villa.* — J. Contrasty : Le clergé français réfugié en Espagne (*suite*). — A. Degert : Après la première Séparation. — F. Mar-
san : Un manifeste populaire contre la suppression des fêtes. — *Bibliographie, Notes diverses.*

Numéro 2

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

36^e Année. — Mars-Avril 1909



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1909

Toute reproduction même partielle des articles de la *Revue* est rigoureusement interdite

SOMMAIRE :

I. <i>Les églises de Laurenque</i> (commune de Gavaudun), par J.-R. Marboutin.....	97
II. <i>Le citoyen Delsoert bibliothécaire de l'Ecole centrale</i> (1768-1829), par R. Bonnat.....	111
III. <i>La fondation de l'Annonciade de Villeneuve-d'Agenais</i> , par le Dr Couyba.....	133
IV. <i>Les détenus de Marmande sous la Terreur</i> (suite), par J. Dubois.....	160
V. POÉSIE : <i>Toilette d'Acril</i> , par Alphonse Denizot.....	176
VI. BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE : <i>Un cadet de Gascogne au XVI^e siècle : Blaise de Monluc</i> , par P. Courteault (L. Bordes). — <i>Correspondance de Bossuet</i> , par Ch. Urbain et E. Levesque (J. Dubois). — <i>Napoléon à Bordeaux</i> , par Ernest Rousselot (J. Dubois)....	178-183
VII. <i>Chronique Régionale</i>	181
VIII. <i>Procès-Verbaux des séances de la Société des Lettres. Sciences et Arts d'Agen</i> , par Ph. Lauzun.....	189
GRAVURES : <i>L'église de Laurenque</i> .	

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser directement à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8	pages de texte réimprimées jusqu'à	50	exemplaires,	10 fr.
8	—	100	—	12 fr.
12	—	50	—	14 fr.
12	—	100	—	16 fr.
16	—	50	—	15 fr.
16	—	100	—	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



Cliché Moulènes

INTÉRIEUR

ÉGLISE DE LAURENQUE



Cliché Marbontin

PORTAIL

LES ÉGLISES DE LAURENQUE

.....

Le village de Laurenque, au-dessus du pittoresque site de Gavaudun, possédait jadis deux églises. L'une au nord, soit encore à la paroisse, l'autre, au midi, n'est plus qu'une ruine. La première était connue sous le nom de Sainte-Anne de Castelle ; la seconde était celle du prieuré de Saint-Sardos de Laurenque.

I. — SAINTE-ANNE DE CASTELLE.

Plusieurs auteurs agenais ont cru que l'église actuelle était celle du prieuré, tandis que l'église ruinée était celle du nom de Sainte-Anne de Castelle.

M. Durengues écrit dans le *Pouillé* : « L'église de ce nom, dite de Saint-Sardos et celle de la paroisse, savoir l'église de Sainte-Anne de Castille ne furent pas épargnées par les huguenots [huguenots de la Réforme]. Les temps étant devenus meilleurs, on ne restaura que la première qui a porté, depuis, le double titre de Saint-Sardos et Sainte-Anne de Laurenque (1). »

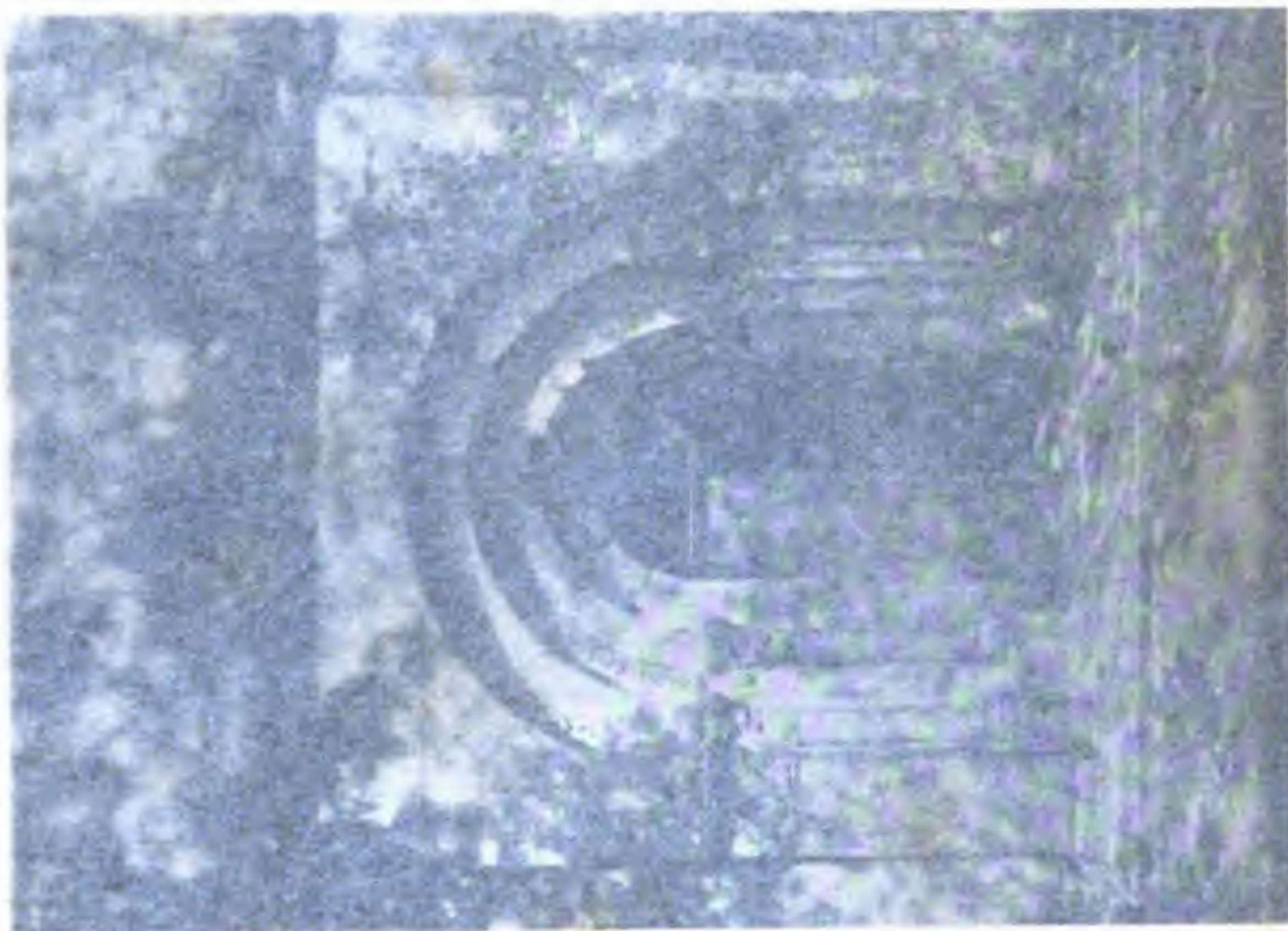
C'est également l'opinion de M. Ph. Lauzun dans sa très intéressante histoire du château de Gavaudun. « Après avoir traversé le village, dit-il, on se trouve en présence de l'ancienne chapelle conventuelle (2). »

C'est une erreur. L'ancienne chapelle conventuelle est l'église en ruine, l'église Sainte-Anne de Castelle est celle qui se trouve au nord du village.

La tradition populaire est très affirmative à ce sujet, et ici elle est parfaitement d'accord avec les documents.

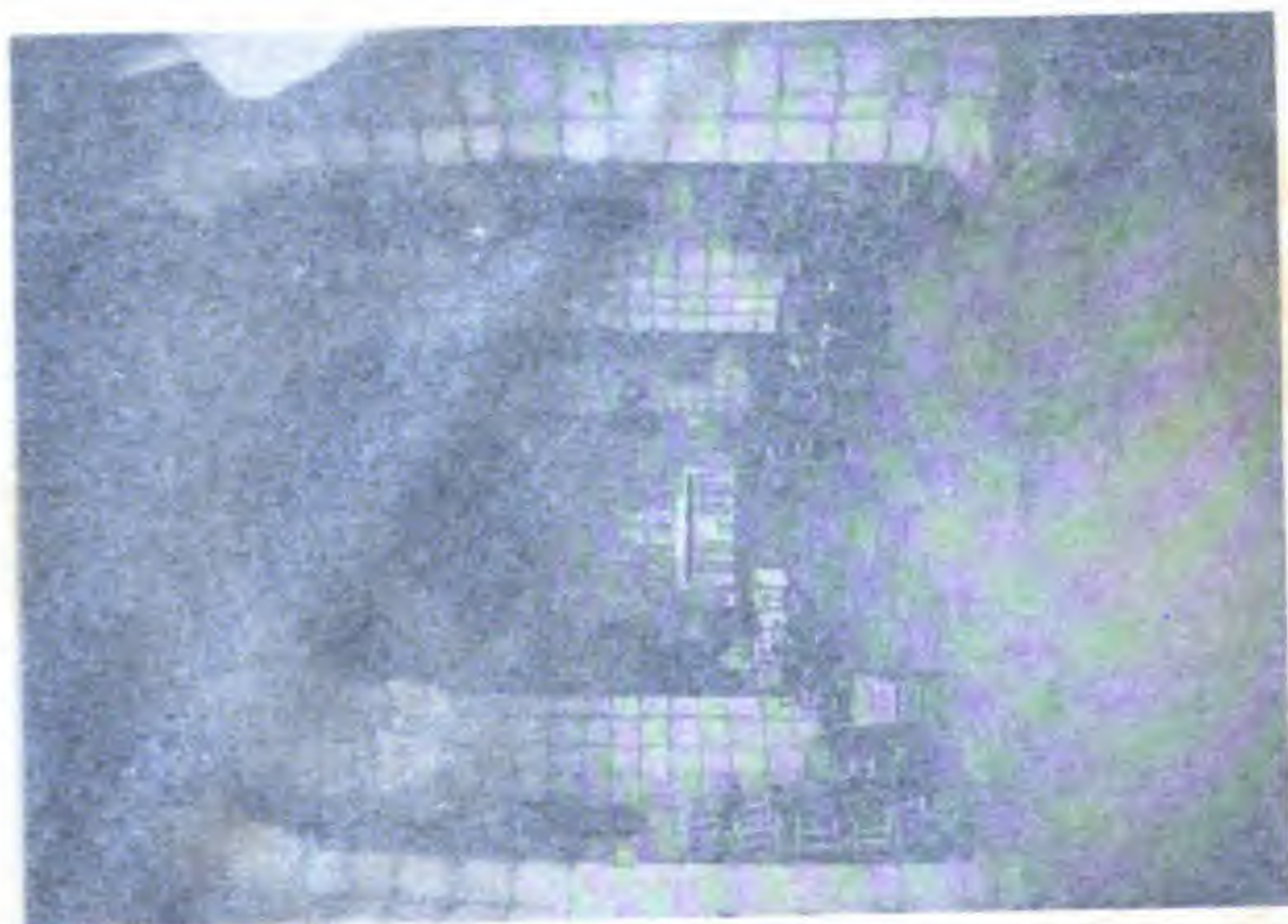
(1) *Pouillé historique du diocèse d'Agen*, par l'abbé Durengues, Agen, p. 402.

(2) *Le Château de Gavaudun*, par P. Lauzun. Agen 1899, Page 25.



Chiche Montages

Page 111



Chiche Montages

Page 112

Page 113

LES ÉGLISES DE LAURENQUE

(COMMUNE DE GAVAUDUN)

Le village de Laurenque, au-dessus du pittoresque site de Gavaudun, possédait jadis deux églises. L'une au nord, sert encore à la paroisse ; l'autre, au midi, n'est plus qu'une ruine. La première était connue sous le nom de Sainte-Anne de Castelle : la seconde était celle du prieuré de Saint-Sardos de Laurenque.

I. — SAINTE-ANNE DE CASTELLE.

Plusieurs auteurs agenais ont cru que l'église actuelle était celle du prieuré, tandis que l'église ruinée était celle de Sainte-Anne de Castelle.

M. Durengues écrit dans le *Pouillé* : « L'église du prieuré, dite de Saint-Sardos et celle de la paroisse Notre-Dame ou Sainte-Anne de Castille ne furent pas épargnées [par les troubles de la Réforme]. Les temps étant devenus meilleurs, on ne restaura que la première qui a porté, depuis, le double titre de Saint-Sardos et Sainte-Anne de Laurenque (1). »

C'est également l'opinion de M. Ph. Lauzun dans sa très intéressante histoire du château de Gavaudun. « Après avoir traversé le village, dit-il, on se trouve en présence de l'ancienne chapelle conventuelle (2). »

C'est une erreur. L'ancienne chapelle conventuelle est l'église en ruine, l'église Sainte-Anne de Castelle est celle qui se trouve au nord du village.

La tradition populaire est très affirmative à ce sujet, et ici elle est parfaitement d'accord avec les documents.

(1) *Pouillé historique du diocèse d'Agen*, par l'abbé Durengues, Agen, p. 402.

(2) *Le Château de Gavaudun*, par P. Lauzun. Agen 1899. Page 25.

Le premier document est le procès-verbal de la visite de Monseigneur Nicolas de Villars, évêque d'Agen, le 1^{er} juin 1601.

« Saint-Sardos et [] Laurenque, annexe, prieuré et rectorie ou vicairie perpétuelle.

« Dud. jour (1^{er} juin 1601) feus visité lesd. églises. Celle de Saint-Sardos a esté toute decouverte, sans aucun service, le prieuré est tout ruiné, le prieuré est à Messieurs du chapitre de Sarlat.....

« Celle de Laurenque est presque toute voultée, le service se fait rarement, l'église sans porte, le cimetière fermé, il y a un autel basti, deux chapelles qui ont la voulte presque toute ouverte. Il n'y a rien de ce qui serait nécessaire pour une paroisse (1). »

A ce moment on ignorait quel était le recteur. Cet état de désordre, fruit des guerres religieuses, dura longtemps. En 1616 le service ne se faisait plus, les paroissiens étaient obligés d'aller aux offices dans les lieux voisins. Quelques-uns, par ignorance ou curiosité, se laissaient « piper, selon l'expression d'un document de cette époque, de telle sorte qu'ils s'embarquent aux presches dont ils ne se peuvent pas après retirer. »

Jean de Lassalle, gouverneur du château de Gavaudun pour le comte et la comtesse de Saint-Pol, et plusieurs habitants de la paroisse adressent alors requêtes sur requêtes aux chanoines de Sarlat et à l'évêque d'Agen pour obtenir des prêtres et pour pourvoir aux réparations des églises. L'archiprêtre de Villeréal commis pour la visite écrit, dans son procès-verbal du 4 décembre 1616, « qu'il a visité les églises parrochiale et prieuré, lesquelles sont en sy piteux estat quelles ne sont point fermées, toutes decouvertes et qu'elles estoient par ce moyen inhabitables pour y célébrer le service divin et ny ayant que partie des murailles (2). » Il y avait 45 ans, nous disent ces documents, qu'aucun service n'avait été fait dans l'église du

(1) Archives départementales. Fonds de l'Evêché. C. 2. f. 383.

(2) Arch. départ. Fonds de l'Evêché. H. 282.

prieuré. Ce qui nous fait remonter à l'incendie du prieuré, survenu en 1569, comme nous le dirons plus loin.

Jusqu'au xvii^e siècle l'église paroissiale n'était que l'annexe du prieuré. Mais dès cet instant, ce dernier, n'étant pas relevé de ses ruines, les deux vocables furent attribués à l'église paroissiale actuelle. Mascaron, évêque d'Agen, écrit, en effet, lors de sa visite, le 16 avril 1682 : « Visite de l'église et paroisse de Sainte-Anne de Castelle autrement de Gavaudun et Saint-Sacerdos. »

L'évêque visite d'abord la chapelle de l'hôpital de Gavaudun aujourd'hui détruite. A quatre heures, il arrive à Sainte-Anne de Gavaudun. « Sainte Anne en est la patronne. L'église est champêtre, sur une éminence et il y a deux ou trois maisons à cent pas, une grande mesure, elle est longue de vingt cannes, large de cinq, haute de dix. Le couvert est bon, bien voûtée, non pavée, les grosses murailles sont bonnes, les fenêtres sont ouvertes, il y a une porte au bas fermant à clef, un clocher. Dans la nef du côté de l'épître, il y a une chapelle séparée par un arceau, ny voûtée, ny pavée, une fenêtre du côté de l'orient (1). »

L'autre chapelle était à moitié démolie, la voûte par terre, les murs en ruines. Elle fut réparée en 1730, par les soins du curé, M. Pierre Combes (2).

Dès cet instant, il n'est plus question, dans les documents que nous connaissons du moins, de l'église du prieuré. L'église Sainte-Anne est devenue définitivement le centre de la paroisse et du prieuré.

En 1738, Monseigneur de Chabannes la trouve grande, bien voûtée et bien pavée (3).

Monseigneur d'Usson de Bonnac écrit, en 1770 : « Sanc-

(1) Arch. départ. Fonds de l'Evêché. C. 20.

(2) Arch. départ. Fonds de l'Evêché. H. 282.

(3) Arch. départ. Fonds de l'Evêché. H. 282. A ce moment, les chapelles à peu près en état étaient dédiées, celle de gauche à N. D., l'autre à saint Pierre.

luaire en état, bien voûté, nef bien voûtée, mal carrelée. D'ailleurs en état, à l'exception des degrés pour y entrer (1). »

Enfin à la Révolution, au 20 fructidor an 4 (6 septembre 1796) nous trouvons : « Eglise de Laurenque, édifice et couvert en pierres en bon état, mais point de vitres, rendu au service du culte depuis six mois. Cette église est isolée, elle n'est susceptible d'être vendue ni louée (2). »

Cette église a été décrite deux fois.

M. l'abbé Barrère lui consacre trois ou quatre pages. Il la fait remonter au x^e siècle et la tient pour une des plus remarquables du diocèse (3). Ce qui l'occupe surtout, c'est le symbolisme des sculptures du portail qu'il recherche et rapporte avec complaisance. M. l'abbé Barrère suivait la mode de son temps qui vieillissait toujours nos monuments et faisait du symbolisme à outrance. M. Calvet, ancien président de la Société des lettres, sciences et arts d'Agen, subissait la même influence lorsqu'il attribuait au x^e siècle l'église de Saint-Pierre de Buzet (4).

M. Tholin n'eut pas de peine à réfuter l'opinion de l'abbé Barrère. Sa description un peu sommaire s'attache à la construction, plutôt qu'à la décoration. Pour lui, l'église de Laurenque a tous les caractères de la transition du x^e au xii^e siècle (5).

Le plan actuel de l'église de Laurenque représente une croix latine. Mais les chapelles formant croisillons sont de date bien postérieure. La nef a trois travées, dont les extrêmes sont voûtées en berceau plein cintre et celle du milieu recouverte d'une

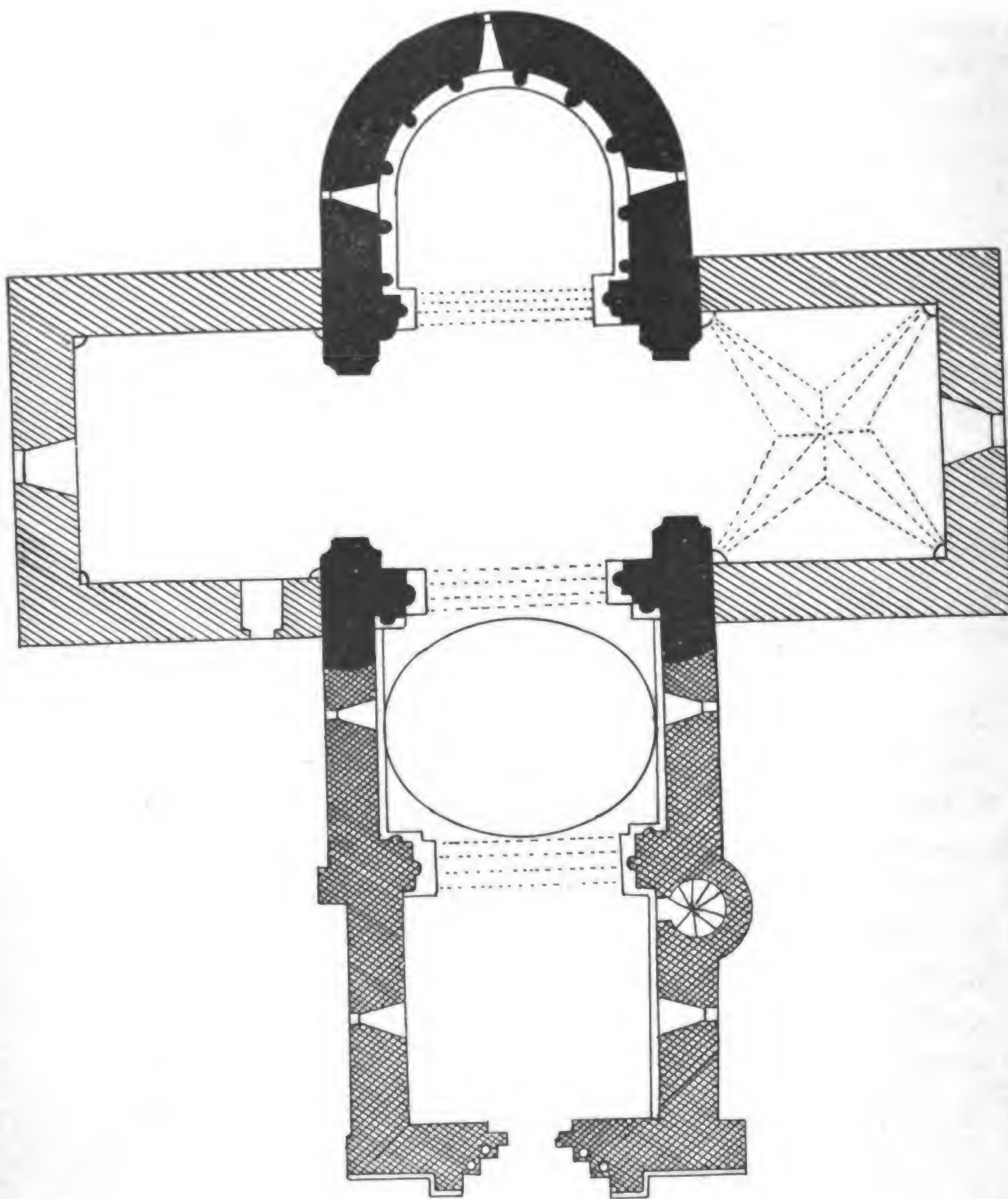
(1) Arch. départ. Fonds de l'Evêché. H. 282.

(2) Arch. départ. Fonds révolutionnaire. Q. Canton de Montagnac-sur-Lède.

(3) *Hist. relig. et monumentale du diocèse d'Agen*, t. I, p. 209. M. Barrère paraît avoir fait la distinction que je viens d'exposer et il donne cette église pour celle de Sainte-Anne de Castelle.

(4) Arch. de la commission diocésaine des monuments religieux, 1843, Evêché d'Agen.

(5) *Etudes sur l'architecture religieuse des monuments de l'Agenais*, par G. Tholin. Agen. Michel. 1874. Page 111.



Plan de l'Eglise de Launquenque

coupole éliptique sur pendentifs. L'abside est voûtée en cul de four.

Le plan primitif était un peu différent et se rattachait, à mon avis, à l'école périgourdine. Les églises de cette école « ont une nef unique, large et basse, divisée en travées carrées par de très robustes piliers engagés dans les murs latéraux (1). » Elles sont, en outre, entièrement couvertes de coupoles sur pendentifs (2).

Je crois, en effet, que l'intention de l'architecte de Laurenque était de recouvrir son église d'une série de coupoles et cette intention a reçu au moins un commencement d'exécution. La première travée avait certainement une coupole et si elle n'existe plus elle a laissé des témoins qui permettent mon hypothèse. Nous aurons à en reparler.

La nef est divisée par quatre énormes piliers cantonnés de colonnes. La travée du fond voûtée en berceau plein cintre est éclairée par deux fenêtres très ébrasées à l'intérieur et très étroites à l'extérieur, au cintre creusé dans une seule pierre. Elles sont percées à une assez grande hauteur. La porte de l'escalier conduisant au clocher s'ouvre dans cette travée.

Deux robustes arcs doubleaux à double rouleau retombant sur les demi-colonnes adossées aux piliers délimitent la travée du milieu. Les chapiteaux de ces colonnes sont ornés de dessins géométriques, de grosses feuilles ; les volutes sont peu saillantes. Ceux des colonnes du fond sont mieux traités. L'un d'eux surtout est si profondément fouillé que la sculpture représentant un gros oiseau et des serpents entrelacés semble se détacher de la corbeille. Les tailloirs de ces dernières sont ornés de damiers et de rinceaux, tandis que les autres sont simplement taillés en biseau. Les bases élevées sur un stylobate aux angles arrondis se composent de deux tores séparés par une gorge.

Ces robustes piliers reçoivent la retombée des doubleaux et des formerets qui encadrent les pendentifs appareillés en

(1) Manuel d'archéologie française, par C. Eulart, t. I, p. 286.

(2) *Ibid.*, p. 210.

segments de coupoles. Un bandeau chanfreiné au-dessus des pendentifs marque le commencement d'une coupole elliptique. Ce tracé est assez rare en Agenais. Sur les neuf ou dix coupoles que je connais, seules celles des absidioles de Monsempron affectent cette forme. Les autres sont rondes ou octogones, Layrac, Moirax, Clermont-Dessous, etc.

A quelques centimètres des piliers qui séparent la 2^{me} travée de la 1^{re}, il faut remarquer de chaque côté un décrochement d'appareil visible au-dedans et au-dehors et s'élevant jusqu'au couronnement du mur. Il y a là une reprise, puisque les assises des parements ne correspondent plus. La différence des sculptures de chaque côté de ce point est très caractéristique. Celles du fond de l'église et du portail sont d'un ciseau plus habile, qui sait fouiller profondément la pierre, et traiter les habits des personnages. Les tailloirs sont évidés en cavet et chargés de rinceaux. Il nous faut donc conclure que tout le fond de l'église est plus récent que le chœur et les clôtures de la première travée.

Cette dernière est recouverte d'un berceau plein cintre. Dans l'intention de l'architecte, cette travée devait avoir une coupole, qui a laissé des traces. On voit, en effet, sur l'imposte des piliers de l'arc triomphal et du côté de la nef les premiers voussoirs des arcs formerets destinés à asseoir cette coupole. Ces formerets correspondent à une retraite des piliers. Plus tard, lorsque la voûte en berceau fut bandée sur cette travée, le doubleau de l'arc triomphal étant trop bas, il fallut combler l'espace existant entre l'extrados de la voussure supérieure et la nouvelle voûte dont la hauteur était indiquée par le doubleau suivant. On le fit par une maçonnerie de remplissage exécutée sans soins (1).

Vers le xv^e siècle probablement, les murs de la première travée furent ouverts, par un large arceau en tiers point, orné de moulures prismatiques, donnant accès dans des chapelles

(1) Quand se fit cette réparation ? Peut-être au xvii^e siècle. Le procès-verbal de Nicolas de Villars nous fait entendre que la voûte n'était pas entière en 1601 : « Elle est presque toute voutée. »

carrées. L'une d'elles, celle de gauche, est couverte d'une voûte en étoile, dont les moulures se perdent dans les colonnes placées aux angles.

Celle de droite est voûtée d'un berceau fortement brisé, que M. Tholin croit être du ^{xiii}^e siècle au plus tard. C'est une erreur. Cette chapelle fut d'abord voûtée comme l'autre et on peut voir encore dans les angles les colonnes et la naissance des nervures. La voûte actuelle a été bâtie vers 1730.

En 1601 les deux chapelles sont en mauvais état, nous le savons par la visite de Nicolas de Villars qui nous montre « deux chapelles qui ont la voulte presque toute ouverte ». La ruine de celle de gauche s'accrut de telle sorte, que le service divin en était dérangé. Au ^{xviii}^e siècle, un curé de Laurenque voulut remédier à ce désordre. Voici la requête qu'il adresse à l'évêque d'Agen en août 1730 :

« Supplie humblement M. Pierre Combes, bachelier en théologie et prieur de la paroisse Saint-Sacerdos de Laurenque disant qu'il avait, par ses soins et par ses avances, fait relever les murs d'une chapelle détruite qui forme la croix de son église, du côté de l'Evangile, qui demeure imparfaite faute par les paroissiens de vouloir contribuer à la recouvrir et comme elle est à demi decouverte, la pluie tombe sur la chaire entièrement exposée aux injures de l'air et le vent donne sur l'autel jusques à éteindre les chandelles, de sorte que s'il vient un mauvais temps, il court le risque que le vent emporte l'hostie de dessus l'autel durant la messe et en donnant la communion et comme ledit curé voudrait prévenir les fâcheux accidents et pouvoir faire ses fonctions curiales sans risque de profanation et pouvoir prôner tous les dimanches, il aurait depuis près d'un an exorté ses paroissiens à racomoder cette chapelle de quoy ne faisant nul compte il auroit recours à votre autorité pour demander un commissaire afin que sur le verbal de visite l'église soit interdite jusques à ce qu'elle soit ac-comodée (1). »

Ce ne peut être qu'après cette date, que la voûte en berceau

(1) Arch. dép. Fonds de l'Evêché. H. 282.

dont l'axe est perpendiculaire à celui de la nef, fut bâtie. En 1738, le travail devait être terminé, puisque Monseigneur de Chabannes, parlant de cette chapelle, dit qu'il n'y manque qu'un tableau.

L'arc triomphal composé d'une double voussure, dont la première a les angles abattus en biseau et la seconde les angles arrondis en tore, retombe sur des colonnes adossées à des piliers à double retraite du côté de la nef. Le chapiteau de la colonne de droite est orné de grosses feuilles, les volutes sont remplacées par des têtes d'animaux. Le tore supérieur de la base est double, le tore inférieur est réuni au socle par des griffes en boule. Le chapiteau de droite représente Daniel dans la fosse aux lions. Le tore supérieur de la base est en forme de cable. Les tailloirs de ces chapiteaux sont simplement biseautés.

Le chœur et l'abside sont couverts d'une voûte en cul de four plein cintre. Un bandeau chanfreiné circule autour de cette abside, à hauteur des impostes de l'arc triomphal, il s'étend également sur les côtés de la première travée.

Neuf arcades extradossées soutenues par des colonnes élevées sur un stylobate aux angles arrondis en tore, décorent cette abside. Cette arcature encadre trois fenêtres très ébrasées à l'intérieur, très étroites à l'extérieur et dont le cintre est creusé dans une seule pierre, celle de gauche a été agrandie et refaite en arc brisé.

Les chœurs ornés d'arcatures ne sont pas rares. Cette décoration est d'ailleurs fort ancienne, on la retrouve à l'époque mérovingienne à la cathédrale de Vaison, au baptistère de Vénasque, au temple Saint-Jean de Poitiers, etc... Dans le Lot-et-Garonne un grand nombre d'églises en possèdent de semblables, on peut citer, au hasard, Saint-Caprais d'Agen, Mézin, Layrac, Saint-Pierre de Buzet, Saint-Savin, Mourens, Artigues d'Agen, Doulournac, Fraysses, etc. (1).

Le ciseau qui a sculpté les chapiteaux du chœur est peu ha-

(1) V. *Les Églises du canton de Prayssas*, par J.-R. Marboutin. Agen, Imp. Moderne 1907. Page 13.

bile. Il représente très grossièrement la figure humaine. Les habits sont raides, sans plis ou même à peine indiqués. Les entrelacs, les grosses feuilles sont mieux traités. Voici, en commençant par la droite, la description des chapiteaux :

1° Un nappé, tore supérieur de la base en tresse, tailloir en biseau :

2° Deux personnages accroupis sur les angles semblent soutenir le tailloir de leurs bras levés. A la base il faut remarquer deux griffes : l'une représente un pied, l'autre une pomme de pin :

3° Deux personnages ; celui de droite tient de la main gauche le bras droit de l'autre. Celui-ci tient un fruit de la main droite, une feuille de la gauche. Faut-il voir là Adam chassé du paradis terrestre ? Le tailloir est couvert de rinceaux sculptés en meplat. Entre les deux tores de la base un bandeau est chargé des mêmes ornements que le tailloir. Griffes en boule :

4° Grosses feuilles, tailloir à moitié couvert d'un damier ;

5° Deux oiseaux, l'un tient dans son bec un rameau, l'autre un fruit. La scotie de la base ornée de pointes de diamant, on voit la même décoration dans l'ancienne église paroissiale de Laussou :

6° Deux personnages dont l'un au corps horizontal tient un couteau dans chaque main ;

7° Deux rangs de feuilles ;

8° Curieuse représentation du péché originel. Au coin droit un serpent se dresse jusqu'à la tête d'un personnage qui se ferme l'oreille de la main gauche tandis que de l'autre il tend un fruit à un autre individu à demi renversé. Un troisième personnage placé à l'angle gauche, à demi renversé vers celui du milieu, le prend d'une main par le bras et tient à l'autre main un fruit rond. Il faut sans doute voir là Adam et Eve succombant à la tentation soufflée par le serpent et punis immédiatement par l'ange qui les chasse. La base est chargée de pointes de diamant ;

9° Grosses feuilles. Les deux tores de la base sont tordus en cable ;

10° Chapiteau simplement épannelé, l'astragale simule une corde.

Le portail s'ouvre à l'ouest sous une triple retraite. « Deux colonnes, nous dit M. Tholin, sont placées de chaque côté dans les pieds-droits. Quatre bandeaux composent les archivoltes plein cintre. Ils abritent dans leurs angles rentrants deux plate-bandes ornées l'une d'entrelacs et de rinceaux, l'autre de quadrupèdes et de poissons. Ce portail n'a pas de tympan. Il est placé dans un massif dont l'amortissement correspond à un cordon de trois rangs de billettes.

« L'ornementation de ce portail est curieuse. Deux lions, dont l'un lutte avec un serpent, se voient sur les impostes. La scène de la tentation du paradis terrestre est représentée sur un chapiteau. La détérioration des sculptures rend d'autres sujets indéterminables (1). »

M. l'abbé Barrère, en décrivant ce portail, s'est surtout occupé du symbolisme. Il a dessiné et reproduit deux chapiteaux, les poissons, les quadrupèdes et ce qu'il croit être la licorne. Mais ses dessins manquent de proportions et de précision (2).

Le prolongement du mur de façade produit sur les angles des contreforts peu saillants. On en trouve deux autres de même épaisseur sur le mur de clôture du nord. Au sud, la tour d'escalier fait seule saillie. Le bas de cette tourelle a été remanié, peut-être une porte extérieure s'ouvrait-elle sur l'escalier du clocher. L'étage supérieur du clocher a été refait ; il s'élève au-dessus de la travée du milieu.

L'abside n'a pas de contreforts. M. Tholin signale l'abside de Montagnac (xir^e siècle) et celle de Saint-Vite (xiii^e) comme dépourvues également de contreforts. Il y a quelques années on a cru nécessaire d'en élever deux de profil gothique.

Le couronnement de cette abside, est supporté par une suite de modillons ornés de dessins géométriques et de têtes grima-

(1) *Etudes sur l'arch. religieuse*, G. Tholin, p. 112.

(2) *Histoire religieuse et monumentale*, abbé Barrère, t. I, planche II, nos 6, 7, 8, 9, 10.

cantes. Entre ces modillons des trous ronds creusés dans une seule pierre font office de métopes. Nous retrouvons cette ornementation à Saint-Front, Monsempron, Cuzorn, Sauverre, La Sauvetat-de-Blanquefort, Blanquefort. C'est probablement une importation périgourdine.

En résumé, l'église de Laurenque, en son état actuel, a été bâtie en trois campagnes. A la première, appartiennent l'abside, le chœur et la première travée jusqu'après les piliers qui la séparent de la seconde. Là, en effet, il y a une suture bien visible. Les arrachements des formerets, la surélévation de la voûte visible à l'arc triomphal nous prouvent bien, en effet, que la première travée a été retouchée. Les sculptures du chœur et des premières colonnes de la nef ont une différence bien sensible avec celles du reste de l'église. Au chœur les tailloirs sont presque tous simplement taillés en biseau, deux seulement sont ornés de damier et un seul offre des rinceaux traités en gravure. Les habits sont grossièrement représentés et sans plis.

A partir des colonnes du fond de la nef, le parti-pris de couvrir les tailloirs d'ornements, damiers, rinceaux ou palmettes est évident. Les sculptures sont fouillées profondément et se détachent en lignes vigoureuses sur le fond de la corbeille, les scènes sont mouvementées, les habits au portail ont des plis bien drapés et finement dessinés. Le ciseau est habile.

Cependant l'espace de temps qui s'écoule entre la première et la deuxième campagne me paraît avoir été assez court. Et à mon avis, si le chœur et la première travée sont de la fin du ^x^e siècle, le reste de l'église, coupole, dernière travée du portail, sont de l'extrême fin de ce même siècle ou des premières années du ^{xii}^e.

Pendant la troisième campagne (probablement ^{xvi}^e siècle), on éleva les deux chapelles, qui formèrent les croisillons.

II. — L'ÉGLISE DU PRIEURÉ DE SAINT-SARDOS DE LAURENQUE.

L'église du prieuré était donc celle dont les pittoresques ruines se dressent à l'entrée du village de Laurenque.

Au ^{xiii}^e siècle, le pape Eugène III la cite, dans sa bulle de

1153, au nombre des possessions du monastère de Sarlat. « *Ecclesiam Sancti Sacerdotis de Aurenca cum appenditiis suis in ecclesiis Sancti Vincenti, Sancti Auiti, Sancti Petri de Auvet* (1). »

Cette église romane fut démolie sans doute avec le prieuré à la fin du xv^e siècle. « Le 9 mars 1466, Arnaud de Lustrac et Jeanne de Durfort, son épouse, seigneurs de Lustrac et Gavaudun, vu la démolition du monastère de Laurenque, la pauvreté du prieur, firent don à ce dernier de la moitié de la dîme du prieuré, sous certaines charges ; quatre obits solennels et huit messes basses (2). » M. Durengues ajoute que ce monastère semble n'avoir jamais été rebâti.

Il est certain, cependant, qu'il fut relevé de ses ruines à la fin du xv^e ou au commencement du xvi^e siècle. Autant que l'on en peut juger, nous retrouvons les caractères de l'architecture de cette époque, nervures anguleuses, contreforts emboîtant les angles, etc., toutes choses que nous retrouvons à Laplume, Bruch, Frégimont, Lusignan-Petit, Prayssas, qui sont de la première moitié du xvi^e siècle (3).

Le prieuré et son église étaient, au dire du chroniqueur Jean Tarde, beaux et bien bâtis. Les guerres de religion devaient leur porter un coup terrible.

« Le 23 novembre 1569, fust brulé le prioré de Laurinque, près Gavaudun, par un nommé Denis Saint-Selve, habitant dudit Gavaudun. C'estoit un prioré conventuel de l'ordre de Saint-Benoît, dépendant de l'esglise Cathédrale de Sarlat. Il estoit beau et bien basti. Lorsqu'il fut brulé, il estoit tenu en commende, et n'y avoit que un prebstre nommé Martin Rigal, qui le gardoit et y faisoit le service pour le prieur commendataire. Lequel Rigal fust attaché à un pied de lit par ledit Senselve et illec brulé tout vif, avec les meubles et les bastimens,

(1) *Gallia Christiana*, t. II, Instr. p. 495. Il s'agit de Saint-Vincent-de-Salles, St-Avit-sur-Lède, St-Pierre-de-Vert-de-Birou (Dordogne).

(2) *Pouillé historique*, p. 402.

(3) M. Lauzun date cette église du xiv^e siècle, il l'a vieillit trop. *Château de Gavaudun*, p. 25.

cruauté et barbarie qui fait voir quelle estoit l'âme de ces saintz réformateurs » (1).

Le prieuré ne se releva plus. Les bâtiments conventuels attenants à l'église sont en ruines comme elle. En 1601 Nicolas de Villars trouve cette église « toute descouverte, sans aucun service, le prieuré est tout ruiné (2). » En 1616, c'est toujours le même état lamentable. Depuis quarante-cinq ans, aucun service ne s'est fait dans cette église. Désormais elle est abandonnée, et le titre de prieuré, avec le vocable, passent à l'église paroissiale, qui porte encore le titre de Saint-Sardos et Sainte-Anne de Laurenque.

Cette église se composait d'une nef de trois travées, voûtées en grandes croisées d'ogives, dont les nervures ornées de deux cavets retombaient sur des culs de lampe. Trois de ces consoles existent encore et sont délicatement sculptées.

Sur l'une d'elles, qui se trouve dans l'angle, à droite en entrant, on voit trois moines debout, bien drapés dans leur robe, ceints de la corde monastique. A leurs pieds un quatrième est étendu. Est-ce la représentation de la Culpes ?

La console du milieu est un délicieux petit chef-d'œuvre, par la finesse du travail. Elle représente la naissance du Sauveur. Au centre, l'Enfant-Jésus est couché dans un berceau. La Vierge, à genoux, est à droite, Saint Joseph à gauche. Ce dernier, presque détaché de la corbeille, est amplement drapé dans un grand manteau. Derrière la Vierge, un troisième personnage se tient debout ; un berger sans doute. On aperçoit au-delà une cabanne coiffée d'un toit conique. Derrière le berceau se dessinent l'âne et le bœuf. Au-dessus volent deux anges dont l'un tient une banderolle dans ses mains. Cette sculpture a déjà beaucoup souffert des injures du temps.

Nous sommes ici dans la tradition iconographique, en honneur à la fin de la période gothique. La scène de la nativité a perdu le caractère symbolique du ^{xiii}^e siècle pour faire place

(1) *Les Chroniques de Jean Tarde* (1561-1636), in-4°. Paris, Picard 1887, p. 252.

(2) Arch. dép. Fonds de l'Evêché. C. 2. fol. 383.

au pittoresque, aux détails familiers (1). Le sculpteur s'est conformé aux idées de son temps, ce qu'il n'a pas fait pour l'autre console où nous voyons l'annonciation.

Ici, il a repris le vieux thème iconographique. L'ange est debout sur la gauche. Il tient à la main le bâton des messagers. La Vierge, également debout, est sur la droite. Entre eux se dresse le vase traditionnel d'où s'élance une fleur. C'est l'annonciation traitée comme au xiii^e siècle (2).

Le chœur se composait de cinq pans coupés. Il était couvert d'une voûte à six branches d'ogives retombant sur des culs-de-lampe ornés d'anges portant des banderoles. Trois grandes fenêtres éclairaient le sanctuaire.

Sur la gauche, une chapelle s'ouvre entre deux contreforts.

Sur la droite, il y avait trois chapelles voûtées d'un berceau brisé dont l'axe était perpendiculaire à celui de la nef. Est-ce un reste de la vieille église du xii^e siècle ?

Le clocher s'élevait sur la façade ouest. C'était une tour carrée à laquelle on accédait par un escalier à vis logé dans une tourelle placée entre le clocher et le contrefort de l'angle sud. Le rez-de-chaussée servait de porche.

A l'extérieur, huit gros contreforts à plusieurs ressauts avec larmiers gothiques soutenaient la nef et le chevet. Trois autres servaient de mur de séparation aux chapelles de droite.

Ces ruines, grandioses et pittoresques, sont envahies par la végétation, un gros figuier et deux ou trois arbres ont envahi la nef. Les hautes murailles s'effritent et finiront peu à peu de disparaître.

J.-R. MARBOUTIN.

(1) *L'art religieux de la fin du moyen-âge en France*, par E. Mâle. Paris, Colin, pp. 5 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 286.

LE CITOYEN DELSOERT

ci-devant Lalaurencie

BIBLIOTHÉCAIRE DE L'ÉCOLE CENTRALE

(1768-1829)

I

Lorsque l'Ecole centrale de Lot-et-Garonne fut amenée à se constituer en l'an IV, il n'y eut point, comme on pourrait le croire, pléthore de candidats. Aux neuf postes de professeurs créés par la loi du 3 brumaire — qui décrétait, pour l'enseignement des sciences, des lettres et des arts, l'organisation de ces établissements dans tous les départements de la République, — peu de personnalités se présentèrent, soit que l'institution nouvelle ne leur ait dit rien qui vaille, soit excès de modestie, soit tout autre motif (1). Pour les fonctions de bibliothécaire, qui n'étaient pas les moins importantes, le jury central d'instruction publique, chargé du choix des candidats, vit venir à soi un tout jeune homme, employé comme géographe dans les bureaux de l'ingénieur en chef Dergny. On l'appelait Louis-Alexandre Delsoert. Il avait des lettres et sa culture scientifique ne pouvait être mise en doute; les quelques leçons de dessin, de mathématiques et de langues anciennes qu'il avait données dans Agen attestaient qu'il

(1) Les professeurs prévus par la loi du 3 brumaire an IV étaient en effet au nombre de neuf, divisés en trois sections : 1° dessin ; histoire naturelle ; langues anciennes ; 2° mathématiques ; physique et chimie ; 3° grammaire générale ; belles-lettres ; histoire ; législation. Il pouvait y avoir encore un professeur de langues vivantes si l'administration centrale de département le jugeait convenable ; ce ne fut point le cas en Lot-et-Garonne. Le personnel était complété par un bibliothécaire. Sur l'Ecole centrale nous renvoyons les lecteurs à la monographie que nous consacrerons à cet établissement dans la *Revue de l'Agenais*. Les chaires d'histoire et de belles-lettres restèrent longtemps vacantes.

avait des clartés de tout. Il n'habitait le chef-lieu du Lot-et-Garonne que depuis deux ans, mais il y avait vécu les heures agitées de la Terreur sans que son civisme ait été suspecté. Au surplus, ses papiers et passeports étaient en règle : ils témoignaient de sa naissance en Belgique, à Sarbreck, dans le diocèse de Malines, et le faisaient fils légitime de feu Jean-Simon Delsoert et de Françoise-Thérèse Lainé. Venu en France dès le commencement de la première année républicaine, il s'était fixé dans Agen en l'an II. L'année suivante, le 25 brumaire, à la section de Saint-Hilaire, il avait contracté mariage avec une jeune parisienne venue dans la ville à la même époque, la citoyenne Pauline-Rosalie O'Reilly, née à Paris, paroisse St-Germain l'Auxerrois, le 9 août 1770, et fille de Bernard O'Reilly et de Catherine Fauriau (1). Moins de sept mois plus tard, le 20 prairial an III, il donnait à la République un jeune défenseur qui reçut le prénom de Prosper (2). De ces faits pouvaient témoigner, avec les registres d'état-civil d'Agen, de nombreux citoyens, les Gautier, Laval, Pierre Payen, chapelier, et Lavigne, maître des postes, chez lequel il logeait au faubourg Antoine (3).

Il n'avait point mêlé sa voix aux clameurs de l'ancienne société populaire d'Agen strictement régénérée (4) et cependant on le disait sans-culotte. Aussi bien, les membres du jury central d'instruction publique, les ci-devant de Saint-Amans et de Sevin, le général Duvigneau, chargés de n'admettre que des professeurs « d'une moralité reconnue et d'un républicanisme éprouvé », n'avaient guère le droit de se montrer difficiles. Ils devaient nécessairement reconnaître que le citoyen géographe était, au moins autant qu'eux-mêmes, partisan des idées nouvelles et que « les vertus morales et le patriotisme le plus éprouvé avaient toujours servi de base à sa conduite pure

(1) Extrait des registres de la section de Saint-Hilaire. Archives communales d'Agen. 946.

(2) *Idem.* Série E. Liasse 946, folio 22.

(3) Actuellement cours Voltaire. Archives communales d'Agen, 946, folio 22.

(4) Son nom ne figure pas dans les registres de la Société populaire d'Agen.

et sans reproche » (1). Rien ne s'y opposant, ils l'élirent donc bibliothécaire le 12 floréal an IV et leur choix fut confirmé par l'Administration centrale du département, le 1^{er} prairial, et par le Directoire exécutif (2).

Delsoert fut installé le 30 brumaire an V, le jour de l'inauguration de l'Ecole centrale (3), chichement établie dans le somptueux édifice que le ci-devant évêque d'Usson de Bonnac s'était fait construire par Leroy (4).

La cérémonie se fit en présence des autorités civiles et militaires, des instituteurs publics et privés accompagnés de leurs élèves, avec cette pompe toute spéciale que la Révolution sut donner à ses fêtes civiques. Tous les professeurs durent prêter serment de fidélité au nouveau régime. Quand vint le tour du bibliothécaire, il prononça avec le même accent de sincérité les mêmes paroles sacramentelles : « *Je déclare être sincèrement attaché à la République et vouer une haine éternelle à la Royauté* ». Les professionnels et amateurs de musique entamèrent la *Marseillaise* ; le public applaudit et les professeurs purent prendre possession de ce qui leur servait de chaire et Delsoert, des dépouilles littéraires des anciens couvents.

Et nul de ceux qui assistèrent à cette prestation de serment, soigneusement enregistrée avec la signature des intéressés, ne parut douter ni de la sincérité, ni de la personnalité du nouveau bibliothécaire. Heureusement pour lui ! Que n'eussent point dit, en effet, les gendarmes, les vétérans et les gardes, tous nationaux, qui avaient fait cortège aux autorités, si quelque sans-culotte avait arraché le masque dont Delsoert se couvrait ? Quelle colère et quel scandale ! A la place du citoyen, ils auraient vu apparaître un ci-devant noble ; au lieu du répu-

(1) Archives de Lot-et-Garonne. — Série L. Avis relatif au concours pour les professeurs à l'Ecole centrale.

(2) Id. L. 80, p. 54.

(3) L. 83, pp. 205-206 et L. 84, pp. 171-173.

(4) L'Ecole centrale s'y installa d'abord provisoirement. Ce n'est qu'à la fin de l'an VI que l'ancien palais épiscopal, bien national, fut officiellement affecté au nouvel établissement d'instruction publique.

blicain, un émigré; à la place du patriote, un des combattants de cette armée des Princes que la Raison et les Sociétés populaires leur avaient fait impitoyablement condamner. Certes, on n'était plus au temps de la Terreur et des Comités de surveillance, mais le prétendu Delsoert, trahi et démasqué, n'en risquait pas moins sa tête. Quel acte d'accusation terrible n'aurait-on pas manqué de dresser contre lui en utilisant cet arsenal formidable de lois contre l'émigration que la Révolution avait formé pour défendre son œuvre ?

Et son cas s'aggravait de fausses déclarations et d'usurpation d'un état-civil fictif. C'est qu'en effet le citoyen Delsoert n'était autre que le chevalier de Lalaurencie, seigneur de Leffort et de la Crignolée en Saintonge, du Breuil de la Réorte en Aunis. Il appartenait à une vieille famille extrêmement nombreuse, qui portait d'azur à l'aigle éployée d'argent, au vol abaissé, becquée et membrée d'or (1). Il était né, non pas en Belgique, en terre étrangère, mais à Saint-Jean-d'Angély, le 27 janvier 1768 (2). Il avait perdu son père, capitaine au régiment de Piémont-Infanterie, vers 1782, mais sa mère, Françoise-Alexandrine Layne-Duverger, vivait encore dans la Charente-Inférieure. Ses deux sœurs s'étaient mariées dans le pays : l'aînée, Marie-Alexandrine, avec François d'Escures, écuyer, ci-devant « directeur des domaines et bois, francs-fiefs et amortissements », de la généralité de la Rochelle ; la jeune, Marie-Louise, le 13 mai 1793, avec Pierre Germain Perraudau de Beaulief, avocat, encore un ci-devant, fils d'un subdélégué de l'intendant (3).

A la suite de quels événements le chevalier de Lalaurencie avait-il été amené à se cacher dans Agen sous le nom de Delsoert ? Pour en faire le récit fort curieux il faudrait avoir, avec la plume d'un Daudet, quelque narration contemporaine, qui donnerait un peu de vie aux documents rares et d'une

(1) Voir *La Morinerie : La Noblesse de Saintonge et d'Aunis convoquée pour les États-généraux de 1789*. Paris, Dumoulin, 1861, gr. in-8°, p. 187.

(2) Registres paroissiaux de St-Jean-d'Angély.

(3) *La Morinerie*, *op. cit.*, pp. 187, 205, 245.

sécheresse déconcertante recueillis çà et là, et c'est ce qui nous manque. Toutefois, quelque regrettable que soit cette lacune, les archives de la famille, obligeamment analysées, permettent, sinon de placer en pleine lumière, du moins d'éclairer quelque peu la figure mystérieuse du pseudo-Delsoert (1).

Le chevalier de Lalaurencie n'avait pas été élevé par une famille de soldats pour goûter un jour le calme captivant des bibliothèques, mais pour affronter les orages de l'Océan. On voulait en faire un marin comme son parent, M. de Lalaurencie, capitaine de vaisseau depuis le 13 mars 1779 (2), et l'on obtint pour lui du ministre M. de Castries, le 16 juin 1782, un brevet d'aspirant garde-marine au département de Rochefort, dans l'escadre commandée par Cherisey (3). Il avait alors 14 ans. Jusqu'à la Révolution il fit partie de cette marine militaire de Louis XVI dont Lacour-Gayet vient de conter l'histoire souvent glorieuse (4). Le jeune aspirant se prit pour elle d'une passion solide que le temps seul put affaiblir sans la faire jamais disparaître. Embarqué successivement en 1783 sur la *Barbue*, commandé par le chevalier de Maurville (5), en 1784 sur la corvette *Cérès*, qui venait de prendre part à de nombreux combats et que commandait alors le comte Charles d'Agoult (6), il passa en 1785 sur la goëlette *le Pivert* et sous les ordres du chevalier de Bruix. Il resta environ un an dans la station des îles françaises de l'Amérique sous le vent où nous le montre en 1785 une lettre datée du Cap et signée du chevalier de Puget-Bras, commandant la station (7). Ren-

(1) Notes communiquées par MM. de Lalaurencie que nous ne saurions trop remercier de leur amabilité.

(2) Lacour-Gayet. — *La marine militaire de la France, sous le règne de Louis XVI*. Paris, Champion 1905, grand in-1°, page 668.

(3) Papiers de famille. En 1777, Cherisey avait commandé le *Protée*; en 1779, le *Scipion*. Le 12 janvier 1782, il avait été promu chef d'escadre.

(4) Voir note 2.

(5) Le chevalier de Maurville fut nommé capitaine de vaisseau en 1786. (Lacour-Gayet, p. 670).

(6) Egalemeut capitaine de vaisseau en 1786.

(7) Garde-marine le 12 décembre 1755, lieutenant de vaisseau le 24 mars 1772, commandant du chébec le *Caméléon*. En 1777, il passait sur le *Séduisant*. En 1778, il fait partie, comme lieutenant de vaisseau, de l'escadre d'Estaing; en 1779, il est sur l'*Amphion*, fort de 50 canons. Capitaine de vaisseau depuis le 9 mai 1781. (Lacour-Gayet, *op. cit.*, *passim*.)

tré à Rochefort en 1786, croit-on, il vit sa situation régularisée par l'ordonnance royale du 1^{er} janvier qui, entre autres réformes, substituait aux gardes des élèves de la marine répartis en trois classes, aux appointements de 500, 400 et 300 livres. Le jeune Lalaurencie fut affecté à la première classe ; il avait dix-neuf ans. On l'attacha à la deuxième escadre (1). Deux certificats qui lui furent délivrés à Brest, le 9 juin 1789, par le lieutenant de vaisseau de Kerlerrec et, le 1^{er} août 1814, par le comte de Vaugiraud, gouverneur de La Martinique, nous fournissent quelques détails intéressants sur ses états de service (2). Ils le montrent embarqué le 16 février 1788 sur le *Barbeau*, le 4 mai, sur l'*Alouette*. A la fin d'octobre, on le retrouve sur la frégate la *Gracieuse*, en avril 1789 sur l'*Illustre*, que commandait le vicomte de Pontevès (3). Il est alors sous-lieutenant de vaisseau à 840 livres d'appointements et fait fonction d'aide-major. En février 1790, il revient sur la *Gracieuse* où il ne reste que peu de temps.

Débarqué en juin 1790, il assiste à l'éclosion du mouvement révolutionnaire. Les événements se précipitent avec une rapidité qui surprend le loyalisme de l'officier de Louis XVI et le trouble profondément. Les idées nouvelles l'effrayent. Il voit peu à peu ses amis et ses alliés disparaître du pays et gagner les principaux centres d'émigration. A son tour, le marin fait comme eux. Les Lalaurencie ont déjà quitté l'Aunis et la Saintonge en si grand nombre que le 1^{er} supplément à la liste des émigrés ne leur consacre pas moins d'une page (4). Pêle-mêle figurent sur ces listes de proscrits volontaires vingt Lalaurencie représentant toutes les branches de la famille. Le ci-devant évêque de Nantes, le baron Charles-Antoine de Lalaurencie-Chadurie et son fils, Charles-Nicolas, ancien officier de cavalerie, le vicomte de Lalaurencie-Charras, chevalier de

(1) Lacour-Gayet, *op. cit.* page 671. et papiers de famille.

(2) Papiers de famille.

(3) Le vicomte de Pontevès mourut le 23 juillet 1790 à la Martinique où il commandait l'*Illustre* et la station.

(4) Premier supplément à la liste des émigrés, dressé en exécution de l'article 29 du titre 2, 5^e section, de la loi du 25 juillet 1793. Lettre L. pp. 38 et 39.

Saint-Louis, colonel-major, le comte et le marquis de Lalaurencie-Charras, les Lalaurencie-La Roche, d'autres encore, presque tous officiers du roi, dont l'émigration fut constatée par des arrêtés du directoire de département de la Charente-Inférieure en 1792 et 1793 et dont les biens furent confisqués.

Tandis que certains, comme le baron de Chadurie et le commandeur du Temple d'Angers, qui devait finir à Quiberon en juin 1795, allaient retrouver à Munster, dans l'électorat de Trèves, les armées du ci-devant Monsieur et du comte d'Artois (1), l'ancien officier de la *Gracieuse*, s'enrôlait dans le bataillon de la marine qui se formait à Enghien, en Belgique, et ensuite à Malmédy, près d'Aix-La Chapelle (2). Il fit avec ce corps la campagne de 1792. On sait l'issue lamentable de l'expédition qui vint se briser contre les armées de la nation. Après la défaite de ses amis et la dispersion du bataillon de la marine, Lalaurencie erra longtemps (3), malade et proscrit, vivant au jour le jour en Allemagne et en Belgique, sans ressources d'aucune sorte, comme nombre de rebelles, et ne se sentant ni la force ni l'envie de rejoindre les débris épars de cette malheureuse armée des Princes dont il avait pu mesurer la faiblesse et la désorganisation. A l'intérieur comme à l'extérieur, partout le destin accablait les prétendus défenseurs de la royauté dont l'obstination à lutter contre la patrie et à s'unir à l'étranger menaçait amenait la proclamation de la République et allait motiver les pires excès révolutionnaires. L'ancien officier de marine comprit vite l'inutilité de la lutte. Proscrit, mis hors la loi, il quitte la Belgique pour la France, où son arrestation l'aurait infailliblement amené du tribunal révolutionnaire à l'échafaud.

Mais il n'est plus alors le ci-devant noble de Lalaurencie de Leffort. Pour se dérober aux poursuites, il a dû faire peau neuve, changer d'état-civil et c'est désormais le citoyen Delsoert qui paraît. A quoi répond ce prudent pseudonyme, *ce nom*

(1) Fontanier. *Pièces pour servir à l'histoire de Saintonge et d'Aunis*. Saintes 1863 ; pp. 59, 63 et 66.

(2) Papiers de famille.

(3) Papiers de famille.

idéal comme le dit le jugement du Tribunal civil d'Agen qui, plus tard, en 1810, lui rendra sa véritable personnalité? A-t-il emprunté l'acte de naissance de quelque belge de Sarbrek? L'a-t-il fabriqué de toutes pièces, comme le laisse croire, avec le jugement de 1810, le nom de sa mère supposée, Françoise-Thérèse Lainé, qui ressemble étrangement à celui de Françoise-Alexandrine Layne? Par quelles ruses réussit-il à déjouer la surveillance inquiète des sans-culottes et à passer à travers les mailles serrées des comités de sûreté générale et de salut public? On ne sait et c'est bien l'instant de déplore l'absence de quelque narration où serait contée son odyssée lamentable à travers les districts de la République. Comment l'officier de marine désemparé échoua-t-il dans Agen? C'est encore une question que les documents recueillis ne permettent point de solutionner. Tout ce que nous savons, c'est qu'il était dans la ville en l'an II et qu'au jour de son mariage, le 25 brumaire an III, il avait plus de six mois de résidence (1), ce qui ramène au moins en germinal ou ventôse an II, c'est-à-dire en pleine Terreur. Son émigration avait été constatée par un arrêté du 24 septembre 1793 (2). Les biens qu'il possédait dans la Charente-Inférieure, dans le district de Xantes, ci-devant Saintes, et à St-Jean-d'Angély, avaient été confisqués (3). Sa mère et l'une de ses sœurs avaient été emprisonnées à Brouage avec quelques parents et alliés (4), et sa cousine, la ci-devant marquise de Lalaurencie, victime des tribunaux révolutionnaires, venait de périr sur l'échafaud, à Paris, le 29 germinal an II (5). Il était terriblement dangereux pour lui de se cacher dans son pays d'origine. Certes, il n'eut

(1) Registres de l'état-civil d'Agen, section de Saint-Hilaire. Liasse 946 des Archives communales.

(2) 1^{er} supplément à la liste des émigrés. Lettre L., p. 39.

(3) D'après le dossier de l'indemnité payée aux émigrés (Archives de la Charente-Inférieure, série Q), il possédait avant la Révolution une maison à St-Jean d'Angély, un domaine à Corvert (même district), les métairies de la Crignollée et du fief du Breuil de La Reorte. Note communiquée par M. Pandin de La Lussaudière, archiviste départemental.

(4) La Morinerie, *op. cit.*, pp. 187 et 188.

(5) Wallon. — *Le Tribunal révolutionnaire de Paris*, t. III, p. 218.

point manqué d'y trouver des complicités et des complaisances, mais là, plus qu'ailleurs, il risquait d'être reconnu. Bordeaux et la Gironde, devenue le département du Bec d'Ambès, étaient l'objet de la surveillance étroite des délégués de la Convention. La ville d'Agen, au contraire, devait lui plaire, non pas pour les motifs qu'on fit plus tard valoir bien haut dans le but d'attirer des professeurs à l'Ecole centrale : douceur du climat, beauté des sites, aménité de la nature, salubrité de l'air, fertilité du terroir, etc..., mais pour le calme qui régnait dans ses murs et pour la tranquillité relative dont jouissaient les habitants qui, presque tous, subissaient, sans le désirer, le joug pesant de la Montagne. Peut-être même avait-il quelques intelligences dans la place. Il était le compatriote de Dergny qui le prit comme géographe. Nous l'avons vu, d'autre part, en 1785, aux îles françaises de l'Amérique sous le vent, où un agenais très influent, Florimond de Saint-Amans, avait fait un long séjour comme officier d'infanterie attaché au service de la marine (1). Le jeune de Lalaurencie fut-il amené, à la suite de je ne sais quelles recommandations, à se confier à ce ci-devant noble, destitué par Tallien, le 25 septembre 1793, de ses fonctions de président de l'Administration départementale ? (2) C'est possible, encore que ce fût là une imprudence, mais ce qui est certain, c'est que, s'il fit part à qui que ce soit de son origine et de son passé, le secret fut bien gardé. Et c'est ainsi qu'en l'an II, le proscrit, le combattant de l'armée des princes, donnant le change et payant d'audace, s'installa dans Agen chez un maître de poste de la République ! Il y vécut deux longues années, misérable, courant le cachet, cherchant des élèves à qui donner quelques leçons de mathématiques, de dessin et de langues anciennes (3) ou employé comme dessinateur dans les bureaux de l'ingénieur en chef Dergny, avec des hommes de talent, les Lomet, les Leroy et les Louis (4), sans qu'une imprudence le trahit, sans qu'une émotion vint le

(1) Saint-Amans a fait de son voyage un récit intéressant que M. Momméja, conservateur du Musée d'Agen, a publié en 1903 dans la *Revue de l'Agenais*.

(2) Bonnat : *Inventaire de la série L*, t. 1^{er}, p. 39.

(3) *Papiers de la famille Lalaurencie*.

(4) Bonnat : *op. cit.*, page 186.

dénoncer au récit des défaites continuelles de ses anciens compagnons d'armes et à la chute de ses espérances.

II

A l'Ecole centrale le citoyen Louis Delsoert trouva toute une véritable pléiade de professeurs de grand talent, partisans des idées nouvelles..... aussi éprouvés : le grammairien Godaillh, secrétaire général de Lot-et-Garonne sous le Consulat, député sous l'Empire, conseiller de préfecture pendant la Restauration ; le mathématicien Louis Puissant, qui devint en 1804 professeur à l'école militaire de Fontainebleau et, plus tard, membre de l'Académie des Sciences ; l'ancien oratorien janséniste Pérès, professeur de langues anciennes, dont l'Empire fit quelque temps un substitut de procureur général et qui finit en 1840, sous Louis-Philippe, bibliothécaire de la ville d'Agen où il avait été nommé sous Louis XVIII ; le dessinateur Parfait-Lumière, qui devait faire florès à l'Ecole centrale ; Caylar, que la citoyenne Delsoert ne pouvait souffrir, juriste grincheux, disciple de Cujas et de Bacchus ; Saint-Amans, qui venait de troquer ses fonctions au jury central pour celles de professeur d'histoire naturelle et qui s'accomoda fort bien de tous les régimes. D'autres vinrent plus tard les rejoindre : Lomet, que Napoléon créa baron et commandeur de la Légion d'honneur ; Jarente, qui ne fit que passer ; le grandiloquent Huart ; l'historien Laroche, qui ne s'occupa de son poste qu'en l'an VIII.

Tout ce monde vivait presque en commun ou plutôt campait dans le ci-devant palais épiscopal définitivement affecté à l'Ecole centrale par la loi du 19 fructidor an VI. C'était un splendide monument, élégant, svelte, sans lourdeur d'aucune sorte, comme on pouvait encore le constater avant l'incendie de 1904, d'une pureté et d'une finesse de lignes qui en faisaient un spécimen gracieux de l'architecture du XVIII^e siècle. Mais l'intérieur était resté inachevé, et l'administration centrale du département qui manquait de ressources, ne fit faire

à l'immeuble que les réparations indispensables. Il n'était pas alors question de palais scolaires et les professeurs, qui avaient droit au logement, s'installèrent tant bien que mal dans les appartements destinés à M. de Bonnac et aux ecclésiastiques de la famille épiscopale. Delsoert s'y établit avec la citoyenne O'Reilly et son fils Prosper.

C'était désormais pour eux, avec la fin de leur détresse matérielle, *l'aurea mediocritas*. Le bibliothécaire, comme un administrateur de département, touchait 2.000 livres ; il recevait en outre sa part de la rétribution annuelle fixée à 25 livres métalliques que devaient au moins les trois quarts des élèves (1). C'était pour l'époque un beau traitement dont l'ancien dessinateur se fût tenu pour satisfait s'il eût été payé régulièrement ; mais comme ses collègues et les autres fonctionnaires publics, il dut se contenter en l'an V de blé et d'assignats. Il vivait à une époque troublée où la République n'avait plus de crédit, malgré ou, plus exactement, à cause d'innombrables mesures fiscales ; où le papier monnaie était tellement démonétisé qu'en ventôse an IV vingt-quatre livres métalliques représentaient plus de cinq mille livres en assignats (2) ! Dans les caisses publiques le numéraire manquait au point que la Convention nationale décréta, le 18 thermidor an IV, que provisoirement la moitié du traitement des fonctionnaires publics serait payé en blé calculé à 10 francs le quintal. L'administration centrale du département ne se fit point faute d'utiliser les dispositions de la loi et Delsoert, comme les autres fonctionnaires et ses collègues Pérès, Godailh, Caylar et Saint-Amans, dut faire contre mauvaise fortune bon cœur. Il reçut une première fois, en l'an V, 750 livres d'assignats et 25 quintaux de froment (3). Plus tard, pour le mois de frimaire, deux ordonnances lui furent délivrées par le Département, la pre-

(1) Un quart des élèves pouvait en être dispensé pour cause d'indigence dûment constatée.

(2) Le 7 ventôse an IV, 24 livres métalliques valaient même jusqu'à 5.763 livres en assignats. Inventaire série L., tome 1, page 229.

(3) Archives de Lot-et-Garonne. L., 81, pp. 64-65. Arrêté de l'administration centrale du 28 vendémiaire an V.

mière de 8 quintaux 33 livres de blé à prendre chez le garde-magasin Fourès ; la seconde, de cinq livres métalliques qui représentaient en numéraire l'autre moitié de son traitement, plus de 83 livres en valeur nominale (1) ! C'était là, on peut le dire, un salaire de famine, mais les temps étaient rudes et le ci-devant géographe et répétiteur ne pouvait que s'estimer heureux pour peu qu'il se comparât.

Le nouveau bibliothécaire se mit résolument à l'œuvre. La loi du 20 pluviôse an IV (9 février 1796), lui traçait la tâche. Il s'agissait « de conserver tous les livres et manuscrits appartenant à la nation, qui dépérissaient de jour en jour depuis l'époque de leur confiscation », et d'en faire jouir, pour le plus grand profit de l'instruction, tous les citoyens et principalement les professeurs et les élèves de l'Ecole centrale. On connaît la provenance de ces collections et l'on sait que la Constituante, en décrétant la vente des biens du clergé et des émigrés, en avait distrait tous les livres, manuscrits, objets d'art, tapisseries, appareils scientifiques pour en former des bibliothèques-musées dans les chefs-lieux de district. Les nombreux couvents du district d'Agen, capucins, cordeliers, augustins, carmes déchaussés, grands carmes, jacobins de la ville, terciaires de Bon-Encontre, bénédictins de Layrac et de Moirax, jacobins et capucins de Port-Sainte-Marie n'avaient pas fourni moins de 7,802 volumes. Le chanoine Labrunie, dont M. O. Fallières a fait un portrait bien vivant, en avait dressé le catalogue en 1792 avec l'aide de son commis Serret (2). Et depuis cette époque, tous ces livres étaient restés dans la ci-devant chapelle de l'évêché devenue, à partir de l'an V, la bibliothèque de l'Ecole centrale (3). Ce sont ces volumes, pour

(1) *Idem.* L. 85. page 9. Arrêté du 1^{er} nivôse an V.

(2) Labrunie : *Abrégé chronologique des Antiquités d'Agen*, édité par O. Fallières. Agen, Ferran, 1892, grand in-8°. Introduction, page 8.

(3) La chapelle de l'Evêché était située près des communes dans ce qu'on appelait, avant la restauration du monument par M. l'architecte Payen, la *salle des Mosaiques*. Transformée aujourd'hui en plusieurs petites pièces qui servent de salles de commissions au Conseil général, elle servit autrefois de salle de délibérations, d'examen, etc. (Paillard, *Histoire de l'hôtel de la Préfecture d'Agen*, dans le Recueil des travaux de la Société académique d'Agen. 2^e série, tome 1, pp. 70 à 123).

la plupart ouvrages de théologie ou de sciences religieuses, que l'ancien officier de marine eut d'abord à récoler. Il les trouva presque tels que Labrunie les avait laissés, souvent dépareillés, installés sur des rayons provenant aussi des ci-devant couvents ou disséminés sur le sol, faute de place. Ils formèrent le premier noyau, et le plus important, de la bibliothèque de l'Ecole.

Mais les districts, supprimés par la constitution de l'an III, avaient cessé de fonctionner en l'an IV. Conformément à la loi, leurs bibliothèques avaient été affectées à l'Ecole centrale par l'Administration de département (1) et Delsoert eut à poursuivre leur versement au chef-lieu du Lot-et-Garonne. Ce ne fut pas une mince besogne ; elle ne s'effectua pas sans cris, protestations et tiraillements de toutes sortes. Les principales communes du département éprouvèrent toujours une répugnance très vive à se laisser déposséder au bénéfice d'Agen et Delsoert s'en aperçut dès ses premiers pas. Il ne s'agissait pas, cependant, d'accaparer en bloc, mais de faire un choix et d'emporter seulement les livres, gravures, cartes, dessins, instruments de physique et de mathématiques utiles à l'enseignement. Désigné à cet effet par l'Administration départementale le 23 nivôse an VI (2), le citoyen bibliothécaire, qui venait de reconnaître et de classer ses livres après Labrunie, dut en poste gagner en plein hiver, à travers des routes défoncées, les centres des anciens districts, où dans des réduits humides et froids gisaient pêle-mêle, en désordre et dilapidées (3), les dépouilles littéraires des ci-devant couvents et des émigrés. Le 12 ventôse suivant (2 mars 1798), il remettait un premier rapport et l'administration centrale l'invitait à poursuivre sa mission. Il fallut se remettre en route au printemps. Et désormais, en l'an VI et en l'an VII, ce furent des voyages incessants à travers les huit districts ruraux du Lot-et-Garonne. Le 11 prairial, il rendait compte de sa visite aux dépôts de

(1) Archives de Lot-et-Garonne. L. 77, pp. 229 et suivantes.

(2) L. 75, pp. 33-34.

(3) Le dépôt provenant d'Aiguillon ne fut pas épargné. On y vola en 1793.

Nérac, Casteljaloux, Marmande et Tonneins. A Casteljaloux, il avait trouvé un dépôt riche, mais dans le plus grand des désordres, sans inventaire ni catalogue ; les archives du ci-devant district n'avaient pas encore été centralisées ; les rats et les souris y dansaient. On y avait volé de nombreux ouvrages, des tableaux et des instruments de chimie, une machine électrique, un microscope qui provenaient de l'émigré Canterac. A Puch, où il se rendit deux fois en l'an VI et en l'an VII, il constata de semblables disparitions de livres et d'appareils scientifiques qui se trouvaient autrefois au château de Calonges, chez le ci-devant Lavauguyon. A Marmande, le dépôt littéraire était ouvert à tout venant : les portes et les fenêtres ne fermaient pas (1).

A Lauzun, mêmes dilapidations signalées dans un rapport du 29 messidor an VI. Delsoert y mit de côté 230 volumes pour l'Ecole centrale. Mais, quand il les réclama, ce fut une autre affaire ; on fit la sourde oreille et le Département dut parlementer et l'y renvoyer en l'an VII pour surveiller l'expédition et cataloguer les ouvrages laissés sous la surveillance de l'administration cantonale (2). La municipalité de Marmande éprouva le même serrement de cœur à se séparer d'une partie de son dépôt littéraire. Elle ne l'entretenait pas, elle en faisait fi, mais il suffisait qu'Agen y jetât les yeux pour qu'elle entendit le garder intact. Il fallut montrer les dents. Delsoert, sur l'ordre du Département du 4 brumaire an VII, dut y revenir et persuader la municipalité cantonale extraordinairement assemblée (3). A Valence, la résistance dura plus longtemps. Delsoert s'y rendit à plusieurs reprises en l'an VII et pour émouvoir le canton il fallut encore que le Département menaçât (4).

De l'an VI à l'an X, sous l'impulsion de Delsoert, les réintégrations se poursuivirent, mais elles ne donnèrent pas les

(1) L. 101, pp. 17-19 ; L. 97, pp. 87 et 88 ; L. 106, pp. 215-216 ; L. 103, p. 167.

(2) L. 101, pp. 17-19.

(3) L. 102, pp. 207-208. En cas de refus, il devait dresser procès-verbal sur lequel statuerait l'administration centrale. Les frais de transport seraient alors à la charge de l'administration cantonale de Marmande.

(4) L. 101, pp. 161-162 ; L. 104, pp. 78-79.

résultats espérés. Le catalogue de Labrunie accusait pour le seul district d'Agen, 7.802 volumes. Au commencement de l'an VII, un rapport sur l'Ecole centrale ne parlait plus que de 6.000 en chiffre rond. (1) Il paraît que certains bibliophiles agenais, partant de ce principe que les biens nationaux appartenaient à tout le monde, avaient profité indiscrètement de l'abandon où se trouvaient tous ces livres pour compléter leurs collections privées. C'est un sort commun à bien des bibliothèques d'être pillées ; l'Ecole centrale le subit. Même en l'an VI, on y volait encore. Le fait dénoncé par Delsoert amena, avec l'adoption de quelques mesures de sûreté, une enquête judiciaire et administrative conduite par le juge de paix et par Lamarque, membre de l'administration centrale du département (2).

En l'an X, lorsque les réintégrations furent effectuées, elle comptait plus de 9.000 volumes, avec un certain nombre de doubles. Un rapport très intéressant de Delsoert nous renseigne sur sa composition (3). Les ouvrages récents y manquaient généralement, mais elle n'en contenait pas moins des œuvres excellentes dans toutes les branches de la science. Outre les livres qui traitaient des sciences et « de la littérature d'agrément », on y trouvait tous les auteurs classiques, grecs, latins et français; des grammaires et des dictionnaires espagnols, allemands, anglais et italiens, ainsi qu'un « petit nombre d'excellents ouvrages tant en vers qu'en prose écrits dans ces deux derniers idiomes, presque tous les grands dictionnaires nationaux, comme ceux de *Bayle*, de *Moréri*, de *Trévoux*, le grand vocabulaire, les *Encyclopédies*, etc..., les mémoires des Sociétés savantes, telles que l'Académie des sciences, celle des Inscriptions et l'Institut national ; « quelques belles éditions anciennes qui sortaient des presses des *Etienne*, des *Plantin*, et des *Elzévir* », « quelques auteurs dits *variorum*, plusieurs *ad usum Delphini* », l'élégante et

(1) Archives départementales, série L, dossier de l'Ecole centrale.

(2) L. 90, pp. 112, 217-218. L'enquête resta sans résultats.

(3) Série L. Archives de Lot-et-Garonne, dossier de l'Ecole centrale.

fidèle collection des *Barbou* et d'autres justement appréciées des amateurs. Il est superflu d'ajouter qu'elle possédait une série complète d'ouvrages théologiques les mieux assortis, parmi lesquels les bibles polyglottes, les pères de l'Eglise, les Conciles, etc. Tel était, d'après Delsoert, le fonds de la bibliothèque de l'Ecole centrale en l'an X.

Mais à ces fonds provenant des anciennes communautés religieuses et de quelques émigrés étaient venus s'ajouter les acquisitions faites par le Conseil d'administration de l'Ecole et par le Département; mais les crédits disponibles étaient tellement réduits qu'elles n'eurent guère d'importance numérique. Delsoert n'en pouvait pas moins affirmer gravement, dans une sorte de prospectus, qu'on avait pris toutes mesures utiles pour maintenir la bibliothèque au niveau des connaissances contemporaines. Dès le 3 brumaire an V, l'Administration centrale, prêchant d'exemple, faisait don de trois volumes : le *Catéchisme français ou Principe de morale et de politique républicaines*, la *Grammaire française* de Lhomond et la *Grammaire élémentaire et mécanique à l'usage des enfants de 10 à 14 ans* ! En l'an VII, le 6 brumaire, sur la demande de Delsoert, elle complétait l'*Encyclopédie* du XVIII^e siècle, les cartes de Cassini : Saint-Domingue, les Etats-Unis et l'Amérique septentrionale. Enfin, chaque année, on se procurait les ouvrages nouveaux les plus essentiels pour l'enseignement et les meilleurs journaux littéraires et scientifiques : *Le Magasin Encyclopédique*, *La Décade philosophique*, *Le Mercure de France*, *La Bibliothèque Britannique*, le *Journal de la Littérature étrangère*, les *Annales des Arts et Manufactures*, le *Journal des Mines*, le *Bulletin de la société philomatique* (1),

En même temps que par des tournées et de nombreuses réintégrations, l'ancien combattant de l'armée des princes accroissait sensiblement la bibliothèque de l'Ecole centrale, il prenait, d'accord avec le Conseil d'administration de cet établissement, une série de mesures pour en assurer la conserva-

(1) L. 83, p. 113; 102, p. 222 et Notice sur la bibliothèque en l'an X, par Delsoert.

tion et en faciliter l'accès. Pour empêcher qu'on ne prît les livres, il faisait installer en l'an VII des panneaux en fer provenant du ci-devant collège, quelques grillages des fenêtres du temple décadaire et obtenait des caisses pour y enfermer les ouvrages rares et précieux (1). Enfin, grâce à lui, un règlement du 15 brumaire an VII, complété le 21 du même mois et affiché à la porte de la ci-devant chapelle (2), fixait les heures d'ouverture de la bibliothèque : du 10 brumaire au 1^{er} germinal, pendant l'hiver, de 2 à 4 heures de l'après-midi ; le reste de l'année scolaire, de 9 à 10 heures et demie le matin, et le soir, de 2 à 3 heures et demie. Il était défendu d'y allumer le moindre feu. Le prêt des livres était autorisé, mais seulement pour les professeurs, qui pouvaient emporter dans leurs appartements de 1 à 4 volumes. La durée du prêt était de 3 décades pour les in-folios, de deux pour les in-4^o et d'une décade pour les autres formats ; on pouvait cependant garder le double de temps les ouvrages en langues mortes. Les mêmes livres pouvaient être prêtés de nouveau à la même personne à moins qu'ils ne fussent déjà réclamés. Les professeurs devaient les restituer dès qu'ils s'absentaient et ne pouvaient les confier à des personnes étrangères à l'Ecole, mais le public était admis à les consulter, sauf les décadis, quintidis et jours de fêtes civiles.

Mais ces heures d'ouverture furent bien vite changées, car, dès le 20 brumaire an VII, le ministre de l'Intérieur chargeait le citoyen Delsoert de faire aux élèves de l'Ecole centrale un cours (3) de bibliographie et d'histoire littéraire. C'était une curieuse innovation. Des cours analogues se sont multipliés depuis quelque vingt ans dans nos facultés, mais en 1798 c'était un essai vraiment original qu'on tentait en province et qui fit, qu'on nous passe l'expression, « perdre quelque peu le nord » à l'ancien officier de marine. Pris au dépourvu par cet enseignement aussi nouveau pour le professeur que pour

(1) L. 102, p. 289.

(2) L. 101, pp. 199 à 205 et 243-244.

(3) L. 105, pp. 297-298.

l'élève, il obtint un sursis et, en quatre mois, prépara sa documentation. Ses leçons commencèrent le 1^{er} germinal an VII ; à partir de cette date, et pendant toute la durée du cours, la bibliothèque ne s'ouvrit plus qu'aux jours pairs, de 2 à 4 heures ; les jours impairs étaient consacrés à la bibliographie. En l'an XI, les heures d'ouverture étaient encore modifiées ; en hiver de 2 à 4 heures seulement ; en été de 2 à 3 h. 1/2, mais alors il y avait une autre séance les jours impairs, le matin de 9 h. 1/2 à 11 heures. Les jours pairs étaient réservés au cours d'histoire littéraire, cours essentiellement pratique, véritables leçons de choses au milieu des livres et des éditions rares de la bibliothèque. L'ancien officier de marine n'entendait faire rien de moins que « l'histoire philosophique de l'esprit humain ». Aux quelques amateurs et bibliophiles qui fréquentaient son dépôt, il développait l'origine, les progrès et l'enchaînement de nos connaissances depuis l'antiquité, indiquait les productions les plus marquantes dans les sciences et la littérature, « aussi bien qu'un aperçu du mérite de ceux qui les ont illustrées dans les différents siècles et les différentes nations. » Il faisait connaître les éditions les plus recherchées, les imprimeurs les plus célèbres, de même que les livres les plus précieux, soit par leur rareté, soit par leur exécution, soit même par les événements auxquels ils ont contribué, et spécialement ceux qui se trouvaient dans la bibliothèque. Il y joignait des notions succinctes « sur le matériel de l'écriture et de la typographie, comme la figure des caractères, la substance qui les reçoit, celle qui les trace, le format, la reliure, etc ». Le but qu'il poursuivait, c'était de « répandre les connaissances des sources de la solide instruction et guider les amateurs dans le choix des livres (1). »

Il en fut de ce cours comme des autres : il n'eut aucun succès. La bibliothèque était bien fréquentée (2), mais les auditeurs étaient peu préparés à bénéficier des leçons de Delsoert.

(1) Série L. Fonds de l'Ecole centrale. Notice de Delsoert.

(2) Un rapport de l'an VII sur l'Ecole centrale affirme que la bibliothèque était très fréquentée. Archives départementales, série L.

Pendant que ses collègues parlaient devant des banquettes vides ou à peu près, seul Parfait-Lumière faisait salle comble au point qu'il n'y avait pas assez de tabourets dans sa classe, comme dans les grands salons de Versailles au temps du grand Roi (1) !

Mettre en valeur la bibliothèque par un classement rationnel, par des accroissements et des réintégrations, par des règlements et par un cours de bibliographie, c'était certes une tâche relativement lourde pour le citoyen Delsoert, à qui incombait encore une partie de l'administration de l'Ecole centrale dont il était naturellement l'archiviste. Il gardait en cette qualité tous ces registres administratifs et comptables (2) que l'ignorance et l'insouciance des bureaux de la Préfecture firent disperser en 1845 (3). Secrétaire de l'établissement, il dressait les procès-verbaux des assemblées de professeurs qui se tenaient tous les mois et où l'on dissertait sur les intérêts matériels et moraux de l'Ecole et sur les progrès de l'enseignement.

Il était en outre le conservateur de cet embryon de musée, pédagogique plutôt qu'artistique, établi à l'Ecole centrale le 26 ventôse an VII (4) et ouvert au public les primidis et sextidis de chaque décade pour mettre sous les yeux des jeunes citoyens « des objets capables de former leur goût, d'exciter leur émulation et de réveiller dans leurs âmes la passion de la gloire et l'amour du Bien public. » On y voyait quelques tableaux, statues, plans et gravures provenant des édifices nationaux, des bustes de Lot-et-Garonnais, « qui par des travaux utiles, des écrits estimables ou des actes éclatants de courage et de vertu avaient acquis des droits à la reconnaissance publique et obtenu la célébrité. »

(1) A plusieurs reprises, Parfait-Lumière en réclama à l'Administration centrale.

(2) L. 94, pp. 92-3. Voir règlement de l'an VII.

(3) Voir dans la *Recue l'Agenais*, 1908, l'article que nous avons consacré à la série L. des archives départementales, sous le titre de : *Les sources de l'histoire révolutionnaire*.

(4) L. 106, pp. 260-262.

Ces bustes étaient portés dans les cérémonies publiques avec les images des grands hommes qui, chez les peuples anciens et modernes, s'étaient montrés les défenseurs de la liberté. Pour consacrer les services rendus à la patrie durant la Révolution par les citoyens du département, Delsoert avait fait disposer dans la salle deux tableaux d'honneur. Sur l'un devaient être gravés les noms et les faits d'armes des militaires Lot-et-Garonnais dignes de servir d'exemple à leurs jeunes concitoyens ; sur l'autre, les actes de vertu, de générosité, de dévouement civique et philanthropique « capables de pénétrer les âmes des affections douces, des sentiments de fraternité, qui doivent unir les habitants d'une république. »

D'ailleurs, le ci-devant chevalier de Lalaurencie s'occupait toujours très activement de l'Ecole centrale. Il la voulait forte, solide, et son organisation lui paraissait défectueuse. Il ne le cacha pas le 6 vendémiaire an VI, lors d'une assemblée extraordinaire où il prit la parole avec Parfait-Lumière devant les membres du Jury central, ses collègues, le Département et les délégués de la municipalité d'Agen. (1) Le 3 nivôse an VI, dans un rapport qui lui valut des félicitations du ministre de l'Intérieur Letourneux (2), il demandait instamment une surveillance spéciale sur le travail et la moralité des élèves pensionnés, main-levée, conformément à la loi, de la rétribution scolaire pour un quart des élèves et, comme l'administration n'avait pas encore distribué entièrement les 20 bourses de 300 livres dont elle pouvait disposer en faveur des élèves méritants, que le nombre des pensionnés fût réduit à 16. Quatre d'entre eux toucheraient alors 600 livres et serviraient d'aides aux professeurs avec le titre d'élèves-adjoints. L'un d'eux contribuerait à la surveillance de la bibliothèque. (3)

Aucune suite ne fut donnée à ces propositions. Delsoert fut plus heureux à la fin de l'an VI, quand il réussit à fonder avec

(1) L. 90 p. 27.

(2) Félicitations du 16 pluviôse an VI. (Papiers de famille.)

(3) Archives de Lot-et-Garonne, série L. Dossier de l'Ecole centrale.

cinq de ses collègues, Godaillh, Huart, Lomet, Parfait-Lumière et Puissant, le pensionnat de l'Ecole centrale qui s'ouvrit le 10 brumaire an VII. C'était à ses yeux le complément indispensable du nouveau établissement d'instruction. Installés sans confort dans les locaux disponibles de l'ancien palais épiscopal, les élèves y recevaient, pour le prix de 700 francs, outre la nourriture, naturellement « saine et abondante », tous les soins que pouvaient leur assurer la sollicitude et le voisinage de professeurs avec lesquels ils cohabitaient. On leur faisait répéter les cours officiels de grammaire, de littérature et de sciences. Parfait-Lumière continuait pour eux ses leçons intéressantes de dessin et de peinture ; il les initiait à l'art de lever les plans, de la « peinture à l'huile, en miniature, en camée, au pastel, à la gouache et à l'aquarelle » et comme les arts d'agrément tentaient particulièrement les élèves, on leur donnait en outre des leçons de musique vocale et instrumentale, de danse et d'escrime, de natation et de manœuvre militaire. En même temps, par des exercices rationnels de gymnastique dans le beau parc (1) de l'Ecole centrale, on s'efforçait de développer leurs forces physiques.

C'était un beau programme. Dans son genre, l'uniforme très seyant donné aux internes ne l'était pas moins, avec l'habit et la culotte bleu national, les passepoils blancs, le collet monté, les revers et parements écarlates, les boutons de cuivre doré et surtout le gilet *entre de biche* si fort à la mode (2)! Mais comme l'École centrale, le pensionnat ne fit que vivoter. Il se heurta aux mêmes préventions, aux mêmes difficultés, aux mêmes concurrences.

Delsoert n'en resta pas moins l'un des piliers les plus solides de l'établissement, et son zèle ne se démentit jamais. Lors de la dernière distribution des prix, le 11 fructidor an X (29 août 1802), il présentait au public qui se pressait dans la salle des séances de l'administration départementale un rapport

(1) Il comprenait alors le parc actuel de la Préfecture et le jardin du Grand Séminaire.

(2) Archives départementales, série L. Fonds de l'Ecole centrale.

très documenté sur les lauréats de l'école (1) dont le citoyen Pieyre, le nouveau préfet, venait de prononcer l'oraison funèbre en faisant part, au milieu de l'indifférence générale, des projets de création d'écoles secondaires et de lycées. (2) Delsoert essaya de réagir, bien qu'il la sut condamnée. Son discours, où il faisait l'éloge des lauréats et de l'enseignement, eut les honneurs de l'impression (3), mais s'il témoignait de la valeur intellectuelle du bibliothécaire, il accusait aussi la faiblesse croissante des principaux organes de l'école centrale. Les prix de physique et de chimie, de grammaire générale, d'histoire et de législation n'avaient pas été disputés, soit indifférence, soit paresse, soit timidité et malgré les efforts des professeurs. Or, quand il n'y a point d'émulation dans une école, elle est perdue.

Aussi bien, l'établissement portait en lui-même des germes de mort. Les élèves étaient peu préparés à bénéficier de l'enseignement supérieur qu'on y donnait. L'administration peu généreuse, ouvrait difficilement ses caisses et les ressources faisaient défaut. Certains professeurs s'absentaient fréquemment et la direction manquait. Des pensions rivales existaient dans la ville et le département, où les vieilles méthodes d'enseignement étaient en honneur, où régnaient l'ordre et la discipline. Les temps étaient rudes, troublés, et chacun se demandait de quoi serait fait le lendemain. L'École centrale de Lot-et-Garonne aurait disparu de sa belle mort si la loi du 11 floréal an X (1^{er} mai 1802) qui réorganisait l'instruction publique, ne l'avait elle-même condamnée. Son agonie fut prolongée par un arrêté des Consuls du 24 vendémiaire an XI (4) jusqu'au 1^{er} germinal (5), mais la rentrée de brumaire ne s'effectua pas.

RENÉ BONNAT.

(A suivre.)

(1) C'est là qu'avait lieu les distributions annuelles des prix, aujourd'hui rue des Colonels Lacuée ;

(2) Archives de Lot-et-Garonne, série L. Fonds de l'Ecole centrale.

(3) Archives départementales, L. Fonds de l'Ecole Centrale.

(4) Mars 1803.

(5) Archives de Lot-et-Garonne K, arrêtés du Préfet, tome 10, folio 90.

LA FONDATION DE L'ANNONCIADE

DE VILLENEUVE-D'AGENAI

La découverte des documents qui nous ont permis d'écrire l'histoire de cette fondation est due au hasard.

Un fontainier du service hydraulique de Villeneuve-sur-Lot les trouva gisants sur les bords de la rivière, au-dessous de la terrasse des Allées de Valmy, autrefois l'Esplanade, qui les surplombe, tout près du moulin de Gajac.

Ce fontainier les ramassa et les remit à M. Feilles, secrétaire de la Mairie, qui s'empressa de me les communiquer.

Qu'ils en reçoivent tous les deux mes remerciements. Soumis à l'examen des membres de la *Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen*, les pièces ont été par elle reconnues authentiques.

Quelques jours après, M. Th. Bassoul, aumônier de l'Annonciade, voulut bien s'y intéresser et, grâce à sa bienveillance, les dames de l'Annonciade découvrirent un volume in-4° de contrats (1) qu'elles ont bien voulu me confier. Que Madame la Mère Ancelle en soit remerciée à son tour comme il convient.

I

Le couvent de l'Annonciade de Villeneuve d'Agenais fut fondé, le 13 avril 1621, par dame Antoinette de Raffin, par

1) *Livre des contrats, titres, donations, délibérations et autres papiers pour le Couvent de l'Annonciade de Villeneuve, institué en ceste année 1624.*

contrat signé en son château de Puycalvary, juridiction de Tournon en Agenais (1).

Madame Antoinette de Raffin, dame des seigneuries de Ballon, Mondon, Combres, de Larrivier, Daverny et Latouche, des seigneuries de Meres, de Viliennes et de la terre et seigneurie quinte et prévôté royale de Azay-le-Rideau, Puycalvary, Anthé, Quissac et autres terres et seigneuries, Madame de Raffin était une très grande dame. Elle était fille de François Pothon de Raffin, sénéchal d'Agenais et de Gascogne, héritier de la charge de Anthoine Pothon de Raffin, son père. auquel François I^{er} avait donné, par lettres patentes de janvier 1534, le château d'Azay-le-Rideau (2) confisqué au financier Gilles Berthelot pour tripotages financiers.

La mère d'Antoinette de Raffin était Nicole Le Roy.

Antoinette de Raffin, au début de l'acte de fondation, se déclare « femme séparée de biens et communauté d'avec haut et puissant seigneur messire Guy de Luzignan de Saint-Gellès, chevalier des ordres du Roy, seigneur de Lanssac (3) et dhuement autorisée. »

(1) Le premier couvent de cet ordre fut fondé à Agen par le grand official Vincent Billhonis, doyen mitré et crossé du chapitre de Pujols. En janvier 1553, les religieuses de l'Ave Maria en prirent possession. Ce fut aussi le premier couvent de femmes installé dans l'enceinte de la ville d'Agen. (Voir Ph. Lauzun : *Les Couvents de la ville d'Agen avant 1789*, t. II., p. 29.)

Le couvent de Marmande fut fondé deux ans après celui de Villeneuve, par ordonnance donnée à Bordeaux, le 18 mars 1623, par Claude Gélas, évêque d'Agen, avec le concours d'Anne Massiot, épouse de Messire Jean Daffis, second président au Parlement de Bordeaux (voir J. Dubois : *Les détenus de Marmande sous la Terreur. Rev. de l'Agenais*, t. XXXV p. 25.)

Dans cet ancien monastère de Marmande sont établis, aujourd'hui, les *Religieuses de la Miséricorde*.

(2) Azay-le-Rideau, un des chefs-d'œuvre de la Renaissance, bâti dans une île de l'Indre, non loin des châteaux de Chenonceaux et Montbazon, sur la rive gauche de la Loire, et non loin des châteaux de Langeais et de Luynes sur la rive droite. Pour le sauver du marteau des enchères, l'Etat l'a acheté en 1905.

M. Joseph Beaune dans l'énumération des seigneuries d'Antoinette de Raffin, cite, en outre, les seigneuries de Moncey, Villemor et de La Touche en d'Avrigny. Celle-ci, dans l'acte qu'on lira plus loin, forme deux seigneuries, La Touche et Daberny. (*Deux Sénéchaux de l'Agenais in Revue de l'Agenais* 1906, p. 75).

(3) Lansac à 5 kilomètres N.-E. de Tournon-d'Agenais.

Guy de Lusignan de S^t-Gelais, apparenté aux Lusignan de Poitou, était fils de Louis de Lusignan de S^t-Gelais, seigneur de Lansac, et de Jeanne de La Roche-Audry, qu'il épousa en 1545 (1).

Les Lusignan de Poitou ont joué un rôle important dans l'État. Louis, le père de Guy, avait été envoyé par le Roi ambassadeur à Rome, et comme ambassadeur au Concile de Trente.

Guy, son fils, le mari d'Antoinette de Raflin, fut envoyé en Pologne comme ambassadeur et contribua par son zèle à faire donner la couronne de Pologne à Henri III qu'il accompagna à Varsovie. Il hérita de la charge de sénéchal à la mort de son beau-père.

Enfin, Artus de Lusignan de S^t-Gelais, fils de Guy et d'Antoinette, que nous retrouverons plus loin, épousa Françoise de Souvré.

Guy de Lusignan mourut avant le 5 mars 1627, date de la procuration qu'Antoinette donna à Mothereau, fermier de sa seigneurie de Mondon, son représentant auprès des religieuses de l'Annonciade. Elle s'y déclare veuve de Guy de Lusignan. Au moment de la procuration, elle habitait Azay-le-Rideau (2).

(1) Le *Registre Paroissial* de S^t-Livrade (an 1615) mentionne la naissance de Marguerite de Colombier, fille d'Anthoine de Colombier, écuyer, et de Louise de S^t-Gelès (S^t-Gelais) « et aujourd'hui 18^e d'octobre les cérémonies du S^t. « Sacrement de baptême ont esté faictes et ont assisté parrin : Monsieur Guy de « Lusignan, comte de S^t-Gelès et de S^t-Bris (?); marraine, damoysselle Marguerite « Hébrard, le tout faict dans l'esglise convantuelle et paroichielle de S^t-Libe- « rathe.

« Signé : ROCHE, recteur, F. A. S^t-BRIS, (?) ; A. COULOMBIÉ, père, « LASLANDES, oncle présent ; ROCHE, consul, présent ; « H. GUIRAL, présent » (Reg. par. 1615, 18 octobre).

La marraine était Marguerite Hébrard de Mazières et de Las Crozes. Laslandes était le sieur Hébrard de Las Landes, écuyer, oncle de Marguerite Hébrard et frère de François Hébrard de Mazières, sieur de Las Crozes, actuellement commune de Villeneuve, sur la limite de celle d'Hauteville. Antoine Coulombié avait son château au sud de S^t-Livrade, au lieu dit encore de Colombié. Le consul Roche était le frère du recteur de la paroisse. H. Guiral était son vicaire. Mais qu'étaient Louise de S^t-Gelais et celui qui signe F. A. de S^t-Bris ? (V. Reg. par. de S^t-Livrade, *passim*).

(2) Voir plus loin.

Antoinette de Raffin mourut avant le 10 février 1629, comme il résulte d'une procuration baillée au notaire Mortafon, relative aux Annonciades, par son fils Artus de Lusignan, et elle mourut probablement à Azay-le-Rideau, car dans une pièce qu'on lira plus loin, le marchand Saignes déclare avoir payé au nom de Madame de Lansac au sieur de St-Gilis, bourgeois et marchand d'Agen, deux cents livres pour paiement d'un bassin d'argent, lequel « a dit avoir envoyé (la quittance) à Azay, en Touraine, à la défunte Madame de Lansac » (1).

Ce même Artus de Lusignan, son fils, était mort au plus tard en 1644, comme il résulte des actes de procédure faits par Françoise de Souvré, sa femme, contre des tenanciers de la terre de Puycalvary, conservés aux Archives départementales de Lot-et-Garonne (2).

II

L'acte de fondation du monastère de l'Annonciade de Villeneuve de l'Agenais fut passé par M^e Mortafon, notaire royal de Tournon, dans le château de Puycalvary (3), le 13 avril 1621.

Le zèle de la donatrice avait été excité par le R. P. Villate, cordelier, délégué du R. P. Dupuy, provincial de l'Observance d'Aquitaine, qui lui rappelèrent qu'une autre dame de Lansac avait fondé le couvent de l'Annonciade de Bordeaux, il y avait de cela juste cent ans, le 9 juillet 1521 (4).

Cette dame, Jacquette Andron de Lansac, était la femme

(1) Voir plus loin.

(2) Archives départementales, B. 879, 918, etc. (Françoise de Souvré contre Jehan Guilhem et Pierre Lartigue, 1644. B. 879, etc.)

(3) Le château de Puycalvary, flanqué de tours et entouré d'un fossé, dresse sa masse au sommet d'un mamelon de 208 m. et est flanqué à l'est. par le pic conique de Béton qui en a 209.

(4) Rue Mingin, aujourd'hui, rue Magendie.

de messire Alexandre de Saint-Gelais, chevalier, ambassadeur du Roi François I^{er} (1).

L'intervention des Pères Cordeliers s'explique d'autant mieux qu'un Bref du pape Innocent VIII (Mars 1486), avait placé les religieuses de l'Ave Maria sous la direction du Provincial des Franciscains (2). Antoinette de Raffin ne resta pas insensible à ces considérations. A ces sollicitations s'ajoutaient celles des Annonciades d'Agen qui voulaient fonder une maison à Villeneuve d'Agenais « à quoy Jedit père Villatte l'auroit dévotieusement prié d'antandre. »

Madame de Lansac accepta.

Le frère Antoine Courtin, religieux du même ordre, fondé de procuration par les Annonciades d'Agen, se transporta au château de Puycalvary, pour entendre lecture de la donation et la signer « estipulant pour ladite mère ancelle », qui était alors M^{me} Ysabeau de Saintout.

Madame de Lansac donnait 5.000 livres payables comptant de ce jour à un an ou partie de icelles livres selon ce qu'elle pourrait obtenir de ses débiteurs et selon la commodité de ses affaires.

Elle hypothèque cette somme sur la métairie de La Tapie (3), comprise dans les dépendances du château de Puycalvary « et sur tous ses biens présents et avenir. »

A défaut de paiement, elle paierait l'intérêt des sommes dues à raison du denier 16 en argent (4) ou en blé, selon l'option des dames Religieuses. « Elles ne seront tenues à recevoir les intérêts des sommes dues, si elles préfèrent des revenus de bouriage (métairie) de La Tapie (5). »

Madame de Lansac serait en échange « tenue et reconnue « pour la vraye fondatrice, patronne et protectrice dudit « couvent pour jouyr effectivement pendant sa vye et après

(1) Elle épousa, en secondes noces, Jacques de Pons, baron de Mirambeau.

(2) V. *Histoire de la Réformation à Bordeaux*, par E. Gaullieur. t. I, p. 49.

(3) La métairie existe encore sous le même nom au nord du château de Puycalvary.

(4) Soit 6 24 0/0.

(5) « A moins qu'elles ne préfèrent les revenus du bouriage ».

« elle ses hoirs et successeurs des droicts, privilèges, franchises, libertés et prérogatives attribués par les saints décrets et constitutions canoniques aux vrayz fondateurs. »

Les dames religieuses s'engagèrent en outre à faire dire par un religieux franciscain à perpétuité une messe haute avec diacre et sous-diacre « chaque samedy de toutes les semènes « de l'an, scavoir un samedi de la Trinitté et un autre samedi « de Nostre Dame (1). »

Signèrent à la donation : Antoinette de Raffin, le frère Courtin, Antoine des Homps, seigneur dudit lieu (Des Homps) et de Trougniac, Jean Vignal le jeune, praticien, Lesplau et enfin le notaire Mortafon, rédacteur de l'acte.

Comme un bonheur n'arrive jamais seul, à peine M^{me} Antoinette de Raffin avait-elle signé le contrat de donation du 13 avril 1621 que, quelques jours après, demoiselle Dominique de Bernard (2), fille de feu sieur Guillaume de Bernard, comparut le 22 avril 1621 devant M^e Rangouze, gardes et tabellion royal de la ville de Villeneuve d'Agenais. Elle lui déclara que depuis un an elle avait résolu d'entrer dans l'ordre de la Vierge Marie et qu'elle avait obtenu l'acquiescement du R. P. Dupuy, provincial des Frères de l'Observance de la Province d'Aquitaine, et de la R. M. Ancelle du monastère d'Agen, après assemblée du chapitre, voulant « vouer sa virginité à Dieu ». Elle supplia la R. Mère Ancelle de donner pour cette fondation quatre des religieuses du couvent d'Agen avec trois mille livres en deniers ». Il fut « communiqué à « Messieurs de Lascazes et Daurée leur seindic et conseil la « réquisition d'icelle de Bernard et accordé à icelles lesdites « quatre religieuses avec la quantité de quatorze sacs de bled « fromant de rante fontière et directe avec leur suite tant avoine, « argent, voulailhe que manubre que ledict couvent de l'Ave « Maria a dans la juridiction de Peyne » selon l'acte retenu

(1) Ce qui veut dire : un samedi en l'honneur de la Trinité et le samedi suivant en l'honneur de N.-D. et ainsi de suite, d'après l'interprétation que m'a donnée de ce passage M. Th. Bassoul, aumônier actuel de l'Annonciade.

(2) Page 74, on l'appelle Dominique Dubernard qui est d'ailleurs son véritable nom. (Registre paroissial de Saint-Étienne de Villeneuve).

par P. Maury, notaire royal d'Agen. Pour contribuer à l'édification du monastère, Dominique donna par donation pure entre vifs la somme de six mille livres, « vallant vingt sous pièce » dont deux mille pour l'édification du chœur et les quatre mille livres restantes pour être employées en fonds et rentes foncières dont le revenu était destiné à « l'entretien et nourriture dudict couvent ». Demoiselle Dominique de Bernard s'était réservé de disposer à son gré de deux places de religieuses, l'une pour elle-même, l'autre pour l'une des quatre religieuses agenaises dont elle ferait la désignation selon l'octroi du Provincial et de la Mère Ancelle, réserve faite de l'approbation de Mgr l'Evêque et comte d'Agen. Six mois après, le monastère devait être commencé sous peine de résiliation du contrat. Le contrat devait être insinué dans les registres de la Cour ordinaire royale de Villeneuve. Elle nomma pour procureur M^e Jean Philibert et Guillaume Barailhé, procureurs en icelle Cour, le tout en présence des sieurs Durant Dulaurans et Pierre Villeneuve, bourgeois.

La donation fut enregistrée le 24 avril 1621 en l'audience de la Cour ordinaire de Villeneuve d'Agenais, es greffe de ladite Cour tenue par M^e Jehan de Garrigues, docteur ez droicts, lieutenant principal civil et criminel, assesseur et commissaire examinateur pour le Roy « sans y avoir rien adjousté, ni diminué » (1).

Le lendemain du contrat de damoiselle Dominique Dubernard, le 23 avril 1621, deux demoiselles, Marie de Laumond et Jeanne Du Marcq, comme fidéi-commissaires de M^{me} de Monferrand, se constituèrent par-devant M^e Pierre Brousse, garde-notes et tabellion royal héréditaire de Villeneuve d'Agenais. Elles déclarèrent que par son testament, haute et puissante dame, Marguerite de Monferrand, dame de Molinié

(1) La pièce d'enregistrement était scellée de cinq cachets en cire rouge sur soie verte. Le cachet porte sur le champ la Vierge Marie tenant un lys à la main et le présentant à une religieuse agenouillée. Entre elles, un lys planté en terre. En bordure et au-dessus des deux femmes, la colombe mystique descendant sur elles dans une gloire entre les deux mots de la légende : AVE MARIA. (*Livre des Contrats*, etc., pp. 7 à 12).

et autres lieux et places, avait donné aux susdites demoiselles la somme de 3,000 ll. dont la destination leur fut indiquée par déclaration verbale (1). Pour ne pas « manquer à l'effet et « exécution du commandement verbal » de Madame de Montferrand, elles donnèrent pour l'édification du nouveau couvent « la moytié de ladite somme de trois mil livres et moytié des « intérêts d'icelle totale somme, depuis les commandements « faicts à M^e Amauri Ducros, tuteur des hoirs de feu Guilhem « Dubernard, débiteur de ladite dame, le tout dheu par haut « et puissant seigneur messire François de Montferrand, sieur « et baron de Cancon et autres places, héritier de ladite dame « donnatresse » et chargèrent le syndic du couvent de recouvrer sur cette dame par voies de droit, la somme totale de 3,000 ll. « à la charge toutesfois que la dite somme receue par « ledit scyndic, la moytié d'icelle et non donnée, soit rendhue et « bailhée aux dites damoiselles de Laumond et du Marcq pour « estre employée suyvant la volonté de ladite feu dame et « la somme donnée, sçavoir la moytié à la construction de « l'infirmierie dudit couvent au bastiment de laquelle seront « mises les armories de ladite, ainsin qu'elles sont au grand « autel du couvent des Pères Cordeliers de la présente ville « et l'autre moytié employée en l'achapt de rente fontière constituée ou autre revenu perpétuel pcur la nourriture et entretien des religieuses dudit couvent. » Les religieuses seront tenues de faire dire à perpétuité deux messes hautes annuellement, l'une du Saint-Esprit aux fêtes de Pentecôte « priant « Dieu pour l'heur, salut et prospérité des successeurs de ladite « dame et d'icelles damoiselles, et l'autre des Trespasés, le « dernier de may annuellement qui est le jour que ladite dame « décéda et prier Dieu pour l'âme de ladite dame et successeurs « et damoiselles après leur décès ». Les demoiselles Laumond et Marcq choisirent pour faire enregistrer la donation, les

(1) Marguerite de Montferrand, dame de Moulinet, était la sœur de François II de Montferrand, seigneur de Cancon et de Casseneuil. Son testament est du dernier février 1607. François II, son frère, mourut à l'âge de 89 ans, le 20 juillet 1625. (Voir L. Massip, *Histoire de la ville et des seigneurs de Cancon*, pp. 172-173.)

procureurs en la Cour royale de Villeneuve-d'Agenais, M^e Hugues Rangouse (1) et Hermant Lavergne.

Au contrat assistaient M^e Jehan Tissièrre, notaire royal, et Anthoine Boissière, marchand, habitant de Villeneuve. Signé Cebrons, n. r.

La donation fut insinuée « et regestrée es livres et registres « de la Cour » le lendemain, 24 avril 1621 (2).

III

Deux ans se passèrent dans les préparatifs de la prise de possession du couvent de Villeneuve par les religieuses agenaises.

Enfin le 13 décembre 1623, le R. P. Grenier, provincial en la province d'Aquitaine, autorisa la Révérende mère ancelle Ysabeau de Saint-Tout (ou Seintout) accompagnée des Sœurs Françoise de Laurisesche (3), de sœur Marguerite Mauriac et de sœur Jeanne Picart, à aller s'établir dans le couvent de Villeneuve où elles arrivèrent le 22 mars 1624.

Les religieuses du couvent d'Agen ne voulurent pas laisser partir leurs filles sans autre mode de procès. Dès qu'elles furent informées des intentions de dame Antoinette de Raffin et que ses intentions leur furent confirmées, d'une part, avant même la passation du contrat avec cette haute et puissante dame; d'autre part, après la donation de demoiselle Dominique de Bernard, du 22 avril 1621, les dames religieuses d'Agen promirent par contrats des 11 mars 1621 et 24 novembre 1622 la somme de 4.800 livres, « compris en « icelles sommes la légitime valeur des rentes que lesdites

(1) Notaire royal.

(2) *Livre des Contracts*, etc., pp. 16 à 19. En résumé, Marguerite de Monferrand assignait ces 3.000 livres sur une dette de Guilhem Dubernard. Comme M. de Monferrand était l'héritier de sa sœur, Marguerite, et en cette qualité héritier de sa créance sur Dubernard, Monferrand devait payer les 3.000 livres.

(3) L'orthographe des noms de la mère ancelle et de la suivante est écrite de plusieurs manières. Nous adopterons les noms de Saintout et de Laurisesche.

« dames ont en la juridiction de Pene (1), » à la condition expresse que les quatre religieuses (les mêmes que ci-dessus), qui s'en iraient fonder le couvent de Villeneuve d'Agenais seraient prises dans le monastère d'Agen.

Aussi le 20 mars 1624, deux jours avant leur départ, les religieuses du couvent d'Agen proposèrent « attandeu qu'elles
« sont sur leur partement leur payer les quatre mil huict cens
« livres ou leur faire cession des debtes dhus audit Couvent de
« la présente ville (d'Agen)..... Pour ce est il que dans la ville
« et citté d'Agen, ce jourd'hui vingtiesme de mars mil et six
« cens vingt quatre, par devant M^e Pierre Maury, notaire royal,
« se constituèrent sœurs Nicolle de Vours, mère Ancelle,
« Magdeleine Dostabats, Mère Vissegerante, Jeanne de
« Nozères, Clémence de Nozères, Marthe de Railhassy, Mar-
« guerite Gailhard, Léonarde Corail, Tècle de Redon, Jeanne
« Danières, Catherine Du Vigier, Ysabeau de Cazenabe, Jeanne
« Bouard, Roze de Raymond, Marguerite de Gailhard, Nicolle
« Delas, Mathurine Villepreux, Marie de Carbounié, Suzanne
« Destiac, Marguerite Lescazes, Jeanne de Cazenabe, Claire
« de Nouailhan, Jeanne de Carbonie, Roze Dallot, professes
« assemblées à son de cloche, chappitre tenant », assistées de
sieur Jean Daurée, bourgeois, et de M^e Gérauld de Lescazes,
avocat en Parlement, leurs syndic et conseil, « ont fait ces-
« sion et transport en faveur de la dicte de Saincthou et
« aultres..... de tous les cens, rentes, oblies et aultres droicts
« et debvoirs seigneuriaux qu'elles ont en la juridiction de
« Pene consistant en doutze sacs et demi bled fromant, avoine,
« orge et poulailhe sans aulcune réservation pour la somme
« de doutze cens livres, plus la somme de quinze cens livres
« dhues aux dictes dames religieuses et scindic de la presante
« ville par Monsieur M^e Jean Duluc, docteur en médecine, et
« Madame Marguerite de Boissonnade damoiselle, veufve à
« feu sieur Pierre Doumain, bourgeois, le sieur de Sirac, Mar-
« guerite et Roze Doumain leurs femmes et Jeanne Doumain
« veufve au feu sieur de Calmeil, par deulx obligations du

(1) Penne d'Agenais.

« vingt quatriesme janvier mil six cens vingt et vingt sixième
« febvrier mil six cens vingt deulx retenues par moy notaire ;
« plus de la somme de trois cens livres dhues auxdites dames
« Religieuses par Francoise Daurée, damoiselle, veufve à feu
« Jean de Roques l'ayné et Monsieur Maistre Bernard Daurée
« prestre docteur en théologie, par obligation du neufviesme du
« presant mois retenue par moy notaire, revenant à trois mil
« livres de la premiere constitution et contenu au premier con-
« tract ; et pour les dix huict cent livres restantes lesdites
« dames Religieuses dudit Couvant de la présente ville assis-
« tées comme dessus ont promis payer six cens livres lors et
« quand une des religieuses novices qui sont de presant audit
« Couvant passera professe.... et pour les doutze cens livres
« restantes de l'antière somme de quatre mil huit cens livres...
« (on les prendra sur les sommes) dhues par noble Agésilas
« de Narbonne, seigneur de Birac et la damoiselle sa femme »,
sans que les religieuses de Villeneuve et leur syndic puissent
toucher du seigneur de Birac ni le capital, ni la rente et
intérêt pendant deux ans, à compter d'aujourd'huy; ou bien s'il
entre « une filhe religieuse » au couvent d'Agen, les dames
religieuses de Villeneuve ou leur syndic « prandront la pan-
« tion que la filhe qui entrera religieuse portera pour tous les
« dictez six cens escus (1), sans que lesdites dames Religieuses
« de la présente ville la puissent prendre. »

Au cas où l'une des religieuses de Villeneuve serait disposée
à s'en retourner au couvent Agen, les Religieuses de Villeneuve
seraient tenues de rendre « les livres terriers, lièves et autres
« titres que les dictes dames Religieuses de la presant ville
« bailhèrent aux dictes dames Religieuses de Villeneuve par
« inventaire et pourront lesdites dames religieuses de la
« presant ville (d'Agen), rachapter les dictes rantes de Pene
« quand bon leur semblera en payant aux dictes dames Reli-
« gieuses de Villeneuve, la somme de douze cents livres, pour
« laquelle somme elles leur ont esté bailhées par le presant

(1) C'est-à-dire 1.800 livres représentant les 600 livres promises ci-dessus et les 1.200 assignées sur M. de Narbonne.

« contract, et pourront lesdites dames Religieuses de Ville-
 « neuve ou leur scindic faire reporter et recognoistre leurs
 « emphytéotes et tenanciers dudit Pene à leur nom et les
 « poursuivre à ce faire par toutes voies de justice ; et au cas
 « que aulcune des aultres religieuses du nombre de quatre
 « seront aussy dispocées de s'en retourner au presant Cou-
 « vent sera diminuée et prescomptée la somme de doutze
 « cens livres pour chascune (1) sur les sommes ci dessus
 « cédées qui est pareille somme de doutze cent livres que
 « chascune porte audit couvent de Villeneuve et pour faire
 « les dictes recognoissances et levées des dictes rentes, les dictes
 « dames religieuses du presant couvent seront tenues fournir
 « des tiltres bons et valables iceulx délivrés... (2). »

« Faict en présence de Hugues Hébrard et Jean Despiet quy
 « ont signé à l'original avec lesdites sœur de Vaurs, mère
 « ancelle, sœur de Saintout, acceptante, Daurée, Lescazes
 « conseil et scindic et moy (3).

P. MAURY, notaire royal (4).

Le lendemain de la prise de possession du couvent de Villeneuve d'Agenais, le 23 mars 1624, les dames Religieuses, assistées d'Anthoine Lafaiage, bourgeois et marchand, leur

(1) Chacune des quatre religieuses du nouveau couvent de Villeneuve était donc dotée de 1.200 livres de capital ou pension, ce qui au total donne la somme de 4.800 livres.

(2) Suivent les formules ordinaires de garantie.

(3) *Livre des Contracts, titres, donations, déclarations et autres papiers pour le Couvent de l'Annonciade de Villeneuve, institué en ceste année 1624, (pp. 1 à 7.)*

(4) En résumé, pour le paiement des 4.800 livres, le couvent d'Agen donna :

1° 1.200 livres de rente qu'il possédait dans la juridiction de Penne, ci.....	1.200 ll.
2° 1.500 ll. de créances sur divers bourgeois d'Agen, ci..	1.500
3° 300 ll. dues par D ^{lle} Françoise Daurée et M. Bernard Daurée, prêtre, ci.....	300
4° Le couvent d'Agen paiera sur la dot de la première professe 600 ll., ci,	600
5° Le solde sera payé sur les sommes dues par noble Agésilas de Narbonne, seigneur de Birac, ci.....	1.200
Total égal.....	4 800

conseil, et de Guillaume Douzon, leur syndic, reçurent de l'*Ace Maria* d'Agen par les mains de frère Jehan Boyssière de l'ordre de Saint-François, un *Livre Terrier* en quatre-vingt-quatorze feuillets contenant les reconnaissances des rentes dues aux Religieuses d'Agen, que celles-ci délivrèrent aux Dames de Villeneuve, par contrat passé par Pierre Maury, notaire royal d'Agen (20 mars 1624) (1).

IV

Mais les affaires se gâtèrent entre la donatrice, M^{me} de Raffin, et « les dévôtes dames religieuses » de l'Annonciade — Madame de Lansac, Antoinette de Raffin, soit mauvaise volonté, soit plutôt embarras d'argent, ne remplissait pas les conditions de l'acte du 13 avril 1621, c'est-à-dire les promesses de se libérer dans l'année, en tout ou en partie, pourvu que ses débiteurs ou ses affaires le lui permissent. Les choses en vinrent à tel point que, en 1627, Guillaume Douzon, leur syndic (2), obtint du Présidial d'Agenais, une sentence de criée contre Antoinette de Raffin, après la saisie opérée par

(1) La première reconnaissance de rente, consignée dans la *Livre Terrier*, est datée du 12 avril 1519 et signée *Bordhuy*; la dernière, aux feuillets 104 et 105, datée du 2 janvier 1564, est signée A. Dubal, notaire royal. — Elles étaient recouvertes de parchemin.

Les Religieuses de Villeneuve reçurent en même temps un autre livre, recouvert de parchemin, contenant les reconnaissances des rentes de Penne. La première est datée du 2 février 1601 et signée Maunha (?) notaire royal, et la dernière est du 18 janvier 1606, signée Codoing. Le frère Boyssière avait reçu ce livre de M^e Raymond Alary, notaire de Penne lequel Alary l'avait lui-même retiré des mains de M^e Anthoine de Philippes, jadis fermier des rentes de l'*Ace Maria* d'Agen. (*Livre des Contracts*, etc., pp. 43-45.)

(2) Sire Douzon était un bourgeois de Villeneuve d'Agenais. Il est prénommé Guillaume dans la transaction et Jean dans sa requête au Présidial d'Agenais (Arch. dép. B. 777). Jean et Guillaume Douzon ne sont qu'un seul et même personnage et dans les *Registres paroissiaux* de St-Etienne de Villeneuve, il est prénommé sieur Jean Douzon, bourgeois. (Bapt. de Guillaume Daurière, 12 février 1608). Comme le filleul recevait toujours le prénom de son parrain, il n'est pas douteux que Douzon avait pour prénoms *Jean-Guillaume*. En 1614, on trouve Guillaume Douzon, *consul*. En 1625, le même Guillaume Douzon est encore consul de Villeneuve d'Agenais (V. Reg. par. et *Histoire, de Villeneuve-sur-Lot*, par Fernand Cassany de Mazet.)

les dames Religieuses du domaine de La Tapie et dépendances pour inexécution du contrat (1).

Au moment où la vente aux enchères des biens d'Antoinette de Raffin allait s'effectuer, une transaction intervint par devant M^e Arnaud de Jouy, tabellion royal héréditaire de Villeneuve d'Agenais, en date du 28 mai 1627.

« Entre dame Antoinette de Raffin-Poton, dame de Lansac et Puycalvary, etc., *vefve* de messire Guy de Luzignan de Saint-Gelais, seigneur de Lansac, ou François Mothereau marchand de Mondon, son procureur, d'une part ;

« Et dame Isabeau de Saintoux, mère ancelle dudict couvent, assistée de dames Françoise de Lauricesque, Marguerite de Mauriac, Jeanne de Picard, Marie de S^t-François et Marie de Péchaut, toutes religieuses, professes dudict couvent, assistées de M^e Jehan Darnaut (2), leur conseil, et Guillanne Dozon (Douzon) leur scindic d'autre part ; »

En vertu de cette transaction, le marchand Mothereau, fermier de Mondon et procureur de dame Antoinette de Raffin, paya comptant 2,500 ll. en pistoles d'or et promet de payer le restant des 5,000 livres en deux paiements égaux, le premier de ce jour, 28 mai, en un an, et le second dans un autre délai d'un an, soit mille deux cent cinquante livres à chaque paiement avec l'intérêt au denier seize.

Les 2,500 ll. versées provenaient de la vente de grains, vin et autres fruits recueillis à la seigneurie de Puycalvary (3).

Lorsque Madame de Lansac fonda de procuration le sieur

(1) Arch. dép. B 777.

(2) Jehan Darnald, conseiller et procureur du Roy en la Cour de la Sénéchaussée d'Agenais, l'auteur de la *Harangue solennelle*, etc., était de Villeneuve d'Agenais, comme en témoignent plusieurs mentions consignées dans les R. P. de S^t-Etienne de Villeneuve. Dans la transaction ci-après, on l'appelle Jean Darnalt, de son vrai nom.

(3) Suivent les ventes de 155 pipes de froment, 300 sacs d'avoine, fèves, bailloges, gesses, millet (maïs) et 50 barriques de vin, par François Mothereau et le notaire royal Mortafon aux marchands Pierre Saignes et Dulaurens, pour une somme totale de quatre mille trente cinq livres, suivant l'acte de vente passé à Villeneuve d'Agenais dans la boutique de M^e Dejouy, notaire royal, le 28 mai 1627.

Mothereau, elle habitait son château d'Azay-le-Rideau où fut rédigée la procuration par J. Thion, notaire royal, le 5 mai 1627.

Deux ans après, le 10 février 1629, fut passé dans le pré de Lamouroux (1), à Dausse, un acte portant cancellation du contrat de vente susdit pour y avoir été satisfait de part et d'autre.

Dans cet acte, il n'est plus question de M^{me} de Lansac, mais de son fils, Messire Artus de Lusignan de Saint-Gelais. Madame de Lansac était morte très probablement à Azay-le-Rideau car le marchand Saignes qui avait payé au sieur de Saint-Gilis, marchand et bourgeois d'Agen, deux cents livres pour renouvellement d'un bassin d'argent, commandé par Antoinette de Raffin, « a dit avoir envoyé (les quittances), à « Azay en Touraine à la deffuncte Madame de Lanssac. »

Enfin à toutes ces pièces est annexé, un « Mémoire à l'occasion de la fondation faicte par la dame de Puycalvary dans « le Couvent de la Nonciade à Villeneuve », par M. de Sadoux, conseiller au présidial de Montauban. Ce document ne porte pas de date (2).

(1) A cause de la peste.

(2) Madame de Lansac avait fait une autre fondation dont l'énoncé détaillé sur parchemin se trouvait mêlé aux papiers que je viens d'analyser.

Le libellé est ainsi conçu : partie en lettres ordinaires et partie en grosses capitales :

Fondation
Faite par Dame
ANTOINETTE
DE
RAFFIN POTON
DAME de LANSSAC
PUYCALVARI, etc.
En faveur des Religieux
de S^t-François autrement
Cordeliers de la Ville et
Cité d'Agen
Pour l'entretien aux études de
Téologie de deux religieux de
L'ordre de S^t-François de
La Province de Guyenne
Et prier Dieu pour la dite
Dame et ses parents
Requiescant in Pace amen

V

Avant le départ des Religieuses d'Agen pour Villeneuve d'Agenais, les dames de l'*Ave Maria*, procédèrent à l'achat des premiers bâtiments du nouveau couvent. Le 12 juin 1623, les « discrètes religieuses » de l'*Ave Maria* d'Agen, ayant pour procureur M^r Jehan Branchut, « naguère procureur du Roy en la présente ville », autorisées par R. P. frère Jacques Gaucher, cordelier, commissaire du frère Gillis Grenier, provincial des frères mineurs de la Province d'Aquitaine, par lettres patentes données à Bordeaux le 26^e d'octobre 1622, achterent à noble Grimond de Fauret, sieur de Barsalen (1), « une maison et grange et (jardin) avec toutes les choses « clouées... y estans, sans en rien réserver ny excepter, qui « sont sizes dans la dicte ville, paroisse Saint-Etienne, confrontant par le devant à une rue publique, par le derrier au « fleuve Lot, par un cousté à la maison de noble Bertrand « Delzons, sieur de Favols, par l'autre cousté à une maisonnette et jardin de Anthoine Baran, petites ruelhes d'un pan « et demy de large entre deux, plus ung jardin entouré de « muralhe qui est aussy siz et situé dans lad. pres^t ville de la « grandeur et contenance qu'est. — Iceluy jardin confronte « par le devant à lad. mesme rue et vis à vis la susdite « maison, par le derrier à autre rue publique, par ung cousté « maison et grange de Fortis Nicolas, bourgeois et marchand, « par autre cousté maison et jardin de maistre Jehan de « Laborderie preb^{re} et curé de Coullonges et leurs autres confrontations avec leurs entrées, yssues et pactus et dépenses quelconques, à la rante annuelle et perpétuelle dhue « et payable au seigneur ou seigneurs qu'il appartiendra, aussy « qui se trouveront chargés payer d'autres, toutes fois que dud. « vendeur ; comme n'entendant icelluy sieur vendeur se réserve « aulcune choses sur lesd. maisons, grange et jardin, et la

(1) p. 174.

« tailhe au Roy, nostre sire, franques et quittes touttefoys de
« tous arrérages de tailhe, rantes et autres ypoteques jusques
« au jour prés^t et leur a faict lad. vindition pour et moyennant
« la somme de deux mil deux cens livres tournoises. » — Le
procureur Branchut paya sur le champ deux cents livres tour-
noises en quarts d'escus et autre bonne monnoie, les deux mille
livres restantes devant être payées par les Religieuses dans
trois ans à commencer du 1^{er} de novembre prochain et
plus tôt si les dames Religieuses « se muhent » (emména-
gent) (1). En attendant elles paieront l'intérêt à raison du der-
nier quinze à partir du 1^{er} novembre (2). « Et pour assurance
« en faveur dudict S^r de Fauret, vendeur, en payement desd.
« deux mille livres a esté establee Dominique de Bernard,
« damoyselle, . . laquelle pour le désir et affection qu'elle a de
« se randre religieuse dans ledict couvent... entre pleiges (3)
« caution et principale débitrice pour lesd. dames Religieu-
« ses... en condition touteffois que icelles dames religieuses
« (s') establissent dans lad. maison dans led. jour premier
« novembre prochain », moyennant quoi le sieur de Fauret
« s'est desmis et desvestu desd. maison, grange et jardin et
« sesd. despendances et en a investu et saizies lesd. dames
« Religieuses comme de leur chose propre. »

Les témoins du contrat étaient M^e Arnaud Crozal, praticien
d'Agen et Pierre Papon, habi^t de Villeneuve. Jehan Branchut,
mandataire des dames Religieuses d'Agen, signa au con-
trat (4).

(1) En langue d'oc : *se muda*.

(2) 6 fr. 66.

(3) Pleige : ce mot était usité dans la procédure en Guyenne depuis l'occu-
pation anglaise et veut dire caution (*Pledge*). Il en était de même du mot
Auction qui signifie *Encaen*, *enchère*.

(4) La procuration fut donnée en assemblée capitulaire à Agen, le 5 juin
1623. Y assistaient sœur Ysabeau de Saint-Tout, mère ancelle, Marguerite de
Gailhard, mère vice gérante, Marguerite de Nozères, Marguerite du Jas, Mag-
deleine Descabats, Jehan de S^t-Martin, Clémence de Nozères, Marthre de
Ralhassy, Nicole de Vaures, Bernarde Coralhas, Tècle de Redon, Françoise
Laurischesches, Marguerite Mauriac, Jehanne Dauriere, Catherine de
Viguiet, Ysabeau de Cazenave, Jehanne de Bouard, Roze de Raymond, Mar-
guerite de Galhart, Jehanne de Pitart, Nicole Delas, Mathurine Villepreux,

Les premiers bâtiments du couvent étaient prêts pour recevoir la colonie Agenaise qui s'installa solennellement au milieu d'un grand concours de peuple, le 22 mars 1624, comme on l'a vu plus haut.

A partir de ce moment, les achats d'immeubles urbains pour développer et compléter le couvent se multiplièrent jusqu'en 1637, pendant une période organique de treize ans.

Les religieuses achetèrent le 14 mai 1624 à Mathieu Barran, brassier, un jardin sis rue de Ninon en bordure de la rue et confrontant « par un costé au vacquant de la Fontaine (1), « par l'autre costé à la maison desd. Dames et par le derrier « aux murs de lad. ville... » Barran se réserva d'enlever les matériaux d'un bâtiment qui se trouvait dans le jardin, « autre que les murailles », détail qui prouve que le jardin était entouré d'un mur, le tout pour le prix de 200 ll (2).

Le lendemain, 15, Barran acheta à Jehan Delclaux et revendit aussitôt aux religieuses le derrière d'une maison qui touchait à celle qu'il avait vendue pour le prix de 210 ll. et que la mère Isabeau de Saintout paya jusqu'à concurrence de 200 ll. au lieu et place de l'acheteur (3).

Quinze jours après (30 juin 1624), le curé de Collongues, M^e Jehan Laborderie, leur donna en toute propriété une ruelle qui séparait sa muraille de la muraille du couvent et les autorisait à bâtir sur la muraille à telle hauteur qu'il leur plairait (4).

Peu après (25 mai 1625), noble Bertrand Delzhoms, sieur de Favols, juridiction de Tombebouc, leur vendit une maison « confrontant par le devant avec rhue publique, par le derrier au fleuve de l'Olt, par un cousté à la maison et cou-

Marie de Narbonne, Suzanne de Senac, Marguerite de Lescazes, Marthe de Chemilhac, Jehanne de Cazenave, Claire de Nouaille, Jehanne de Redon, Jehanne de Carbonier, religieuses et professes, assistées de honorable homme sieur Jehan Dorée, bourgeois, et M^r Geraud de Lescazes, avocat en la Cour du Parlement, syndic et conseil.

(1) *La Fontaine de La Croix*.

(2) Le 24 avril 1629, les religieuses payèrent au sieur Jean de Cieutat, seigneur de Villebeau, la rente de 20 sols tournois pour la maison et 5 sols pour le jardin, fief de la mouvance du sieur de Cieutat.

(3) *Livre des contrats*, etc., pp. 29 à 32.

(4) *Ibid.*, pp. 50-51.

« vent des Dames, par l'autre cousté maison du sieur de
« Teyssonac... ensemble la directité de la rente de laquelle
« ladite maison estoit chargée envers le seigneur Baron de
« Pujols pour l'avoir acquise (lui, sieur de Teyssonac) par
« eschange dudict seigneur de Pujols, pour la somme de 450 ll.
« tournoises que les dictes dames ont payée illec réellement
« audict seigneur de Pujols en soixante pistolles d'or et de
« poids, et le restant en quarts d'escus et aultre bonne mon-
« noie ».

Cette même maison du sieur de Teyssonac, contiguë à la maison du sieur de Favols, leur était nécessaire. Désirant édifier leur église et monastère, les religieuses firent prier le seigneur de Teyssonac de leur vendre la maison et un emplacement vide y attenant, avec les dix-sept sols de rente directe et foncière et les lots, ventes et arrérages. Avec le consentement de sa femme, demoiselle comtesse de Chaunac, noble François de Gironde, sieur de Teyssonac, vendit le tout, sauf l'emplacement d'un « carrerot », pour la somme de 2,000 ll. mais à une double condition, d'abord qu'il serait réservé un tombeau et un banc dans la nouvelle Eglise auxdits sieur et dame de Teyssonac et à leurs successeurs à perpétuité et ce, devant le grand autel; ensuite que dans les quatre ans prochains les demoiselles Françoise et Marie de Gironde, leurs filles, seraient reçues dans leur couvent. Toutes lesquelles conditions, lesdites dames capitulairement assemblées, trouvèrent « d'es-
« tre grandement profitables et favorables audit monastère,
« considéré que la maison, qui leur est baillée, est bastie de
« très belle et bonnes murailles de thuyllles et leur peut servir
« d'Eglise » (1).

Les dames de l'Annonciade n'avaient pour leurs sonneries qu'une petite cloche. Le 24 octobre 1628, le recteur de Boudy et Taradel, juridiction de Monflanquin, noble Jean de Boissonnade, sieur de Sennezelles, fonda de procuration en sa maison du village de Tounis, son vicaire, Amans Cayrol, pour traiter avec les religieuses de l'échange de leurs cloches res-

(1) *Livre des Contracts*, p. 103-140.

pectives. Le marché fut conclu le 28 novembre de la même année. Les cloches du monastère pesaient trente livres et demie et celle de Boudy deux quintaux quatre vingt-onze livres. Les dames baillèrent pour l'excédent 158 livres tournoises, à raison de 12 sols la livre, que les contre-échangistes devaient consacrer à réparer l'église ruinée de Saint-Pierre de Taradel (1).

A la date du 4 novembre 1630, M^{me} de Saintout acheta : 1^o pour 450 ll. au bourgeois Nicolas Meja, marchand, une maison donnant sur la rue St-Etienne et par le derrière au jardin de M^e Anthoine Laborie, chanoine de Moissac, confrontant d'un côté à la maison de Jehan Delcazal et de l'autre à celle des hoirs du sieur Anthoine Barran ; 2^o à Jean Alibert, tailleur, une pièce de neuf cartonnats, Al Moula, paroisse de Bias, dans la juridiction de Pujols, pour 400 ll., et 3^o le même jour en échange d'une maison qui confrontait à la maison et grange des religieuses, M^{me} de Saintout revendit les deux achats ci-dessus à Pierre Rivière et à sa belle-sœur, Jehanne Monfourton. Ces derniers retournèrent cinquante livres à M^{me} Saintout (2).

Les religieuses demandèrent peu à près à la communauté de Villeneuve la cession d'un vacant situé derrière leur jardin.

Le consuls convoquèrent les jurats pour en délibérer, le 14 octobre 1632.

Je résume comme suit l'acte de jurade.

14 octobre 1632, acte de jurade :

Assemblés noble Jean de Galaup, sieur del Marès, M^e Jean Bissière, N. R., Pons de Neymet, bourgeois, Pierre Glady, François de Galaup et Michel Boyssière, aussi bourgeois, et les tous consuls de ladite ville, ensemble MM. noble Jacques Dal-

(1) Minutes du notaire Lamartigne, année 1628, communiquées par M. Delerm, maire de Casseneuil. Dans la délibération du 18 novembre, les paroisiens déclarent que « partie desdites paroisses sont pauvres et ruynées à cause des garnisons qui sont d'ordinaire audit Monflanquin que divers logements, impositions et emprunts qui se font dans la juridiction de Monflanquin. » Cette ville était alors occupée par les Huguenots.

(2) *Livre des contracts*, pp. 131-143.

cher, seigneur de Lagarde, messire Jean de Cieutat, chevalier de l'ordre du Roy, commissaire général de l'artillerie en Guyenne, sieur de Villebeau et du Roy, noble Pierre de Montalembert, seigneur de Rouetz, noble Jean-François de Coquart, écuyer, Raymond de Laborye, Vidau Coquart, M^e Jean Philibert, Pierre de Plaignes, M^e Guillaume de Monlau, François Paponné, Martial Bercegol, M^r Jean Delort, Jacques Guillemote, M^e Hugues Rangouze, M. Anthoine Marques, André Lecoq, M^r Pierre Daubert, M^r Raymond Crozat, Jehan Benech, Anthoine Nicoulau, Pierre Descalon, Jeân de Paponné, Jean Casse, les tous jurats de la présente ville et communauté.

Les dames Religieuses demandent la concession d'un vacant situé derrière leur jardin, la jurade s'y transporta et prit la résolution suivante :

« Attandeu que audit vacquant il y a ung chemin et passage
« pour les charrettes du long dudit vacquant despuis la porte
« Saint-Estienne jusques tout près la muraille desdites da-
« mes Religieuses, servant pour charger et descharger les
« bateaux qui abordent au port et havre dudit Saint-Estienne »,
la jurade exige que les dames Religieuses fassent faire un chemin de passage aisé avec une largeur suffisante pour la circulation des charrettes « lequel chemin se fera entre la muraille
« de la fontaine (1) dudit vacquant et partant de la porte Saint-
« Estienne, passant au-dessus de ladite fontaine montera sur
« la rhue où est le jardin de Jean Delcazal », avec lequel les
dites Dames conviendront de l'achat de son jardin et le lui paieront.

La communauté de Villeneuve leur abandonna le vacant aux conditions susdites. La jurade leur permit de bâtir sur la muraille de la ville du côté de la rivière, à la charge de faire un degré joignant leur muraille pour monter une sentinelle sur les murs de la ville « sans que lesdites dames Religieuses puissent nullement « altérer ni préjudicier en aulcune façon de
« présent ny à l'advenir, pour quelque raison ny prétexte
« que ce soit à la source et à la fontaine dudit (Villeneuve) ».

(1) *La Fontaine de la Croix*, pp. 233-335.

Quand elles entreprendront les travaux, elles seront tenues d'appeler les sieurs consuls pour marquer les lieux et les fondements, afin de ne pas couper la source de la fontaine.

SPIRE, *n. r. et Secrétaire de la ville.*

Les achats continuèrent. Avec l'aide de leur syndic, M^e Jehan Douzon conseiller au Présidial, les dames de l'Ave Maria achetèrent à M^e Jehan Labourdarye, recteur de Saint-Pierre-de-Collongues, « une sienne maison (qui), avec sa grange, « estable et jardin... confronte par le devant vers midi à la « ruhe allant du bout du Pont à Saint-Etienne, du derrière « vers Septentrion à autre ruhe et vacquant de ladite ville, « d'ung cousté vers le couchant maison des hoirs de feu « Bernade Pechguarye et de Gérauld Labourye son beaufils, « d'autre cousté vers le levant au jardin des dites dames reli- « gieuses, muraille mitoyenne entre d'eulx », pour la somme de 1.600 ll. qu'elles payèrent aussitôt « en pistolles, escuz au « soleilh, pièces de seitze et vingt sols et aultre bonne mon- « naie » (7 mai 1637) (1). Le 8 janvier 1635, elles achetèrent à à Couleau Delcazal, voiturier, un jardin avec mur fermant, sis sur la rue de Ninon ; à Géraud Laboury, charpentier, une petite maison avec jardin confrontant à celui des dames Religieuses, qu'il possédait par indivis avec Gaillard Lacroix auquel elles achetèrent l'indivision le 18 février suivant. Un mois après (5 février), le marchand Jehan Delcazal leur vendit pour 600 ll. une maison, confrontant à la rue Saint-Etienne, séparée du chanoine de Laborye par une ruelle, et d'un autre côté à la maison des hoirs de feu Jehan Rouenx.

Deux mois après, en avril et en mai, elles achevèrent de se débarrasser de leurs voisins en incorporant au couvent une petite maison de bois et un jardin du sieur de Prades, Pierre de Garrot, pour 165 ll. ; une grange, rue Saint-Etienne, de Blaise de Masse, bourgeois, héritier sous bénéfice d'inventaire de feu Pierre Masse, son père, pour la somme de 150 ll. rue de Ninon ; aux frères Pierre et Anthoine Baillourgues, bou-

(1) *Livre de Contracts*, etc., pp. 157 à 161.

chers, une maison située sur le derrière du couvent qu'elles payèrent 200 ll. ; enfin l'année d'après (7 septembre 1636) un brassier de Saint-Antoine de Ficalba, juridiction de Penne, leur céda une maisonnette de torchis, ruinée, « n'ayant que le toit et la place », rue Saint-Etienne, confrontant au midi avec l'eyrial desdites dames pour le prix de 80 livres.

La plupart de ces propriétés acquises étaient des fiefs de la mouvance de certaines seigneuries.

Le 28 janvier 1637, les dames de l'Ave Maria rachetèrent par contrat d'amortissement les rentes que plusieurs de leurs acquisitions devaient à Messire Jehan de Cieutat, seigneur de Villebeau et du Roy, commissaire général de l'artillerie de France en Guyenne, telles que la maison de M^e Jehan de Labourdarye, les maisons ou jardins de Gaillard Lacroix, de Pierre de Garrot, sieur de Prades, de Géraud Labourie, de Jehan et Coulau Delcazal, frères, toutes maisons qu'elles firent démolir et dont le sol fut incorporé à leur enclos. Le sieur de Cieutat les affranchit « pour temps à venir » de la directe et fief desdites maisons et en éteignit la rente en les déchargeant à jamais de tous droits de lods et ventes et autres devoirs seigneuriaux, les dames Religieuses ont « en conséquence baillé audit seigneur « 292 ll, pour la valeur du fonds desdites rentes, arrérages « et ventes, sans comprendre la rente de la pièce de terre « baillée (par échange) audit Rivière qui demeurera toujours « appartenante au sieur de Cieutat... (1). »

D'après Auguste Cassany de Mazet, le premier couvent fut établi « dans deux quartiers de Saint-Etienne et une rue qui « les séparait ». Le couvent aurait été agrandi par l'occupation d'une partie du petit château de la même rue et par l'adjonction du château de la Tour Basse, bastie sur les bords du Lot (2).

Nous ferons remarquer que le couvent n'était pas établi dans deux quartiers mais dans un seul, celui de Saint-Etienne ; que dans les contrats que nous avons résumés, il n'y est nulle

(1) *Livre des Contracts*, etc , p. 207.

(2) *Histoire de Villeneuve-sur-Lot*, Agen 1887.

part question du petit château et qu'il est impossible que la Tour Basse y fut annexée. La Tour Basse était sur la rive gauche la première tour de la muraille à l'E, au bout de la rue dite la rue Basse (aujourd'hui rue de l'Ecluse), au-dessus du ravin de Lies, aujourd'hui canalisé, tandis que du côté opposé, sur le Bastérou, à l'extrémité de la muraille à l'O, s'élevait la tour Puy-Merle.

La détermination géométrique de l'emplacement du couvent est impossible, mais son emplacement général est très approximativement possible à établir.

La ville malheureusement ne possède pas de vieux plan. J'ai cherché dans le cadastre ou terrier de 1647 et trouvé la simple mention, *Rue Ninon*, du monastère lui même. D'après les actes notariés que nous connaissons, le couvent occupait environ la moitié occidentale de la rue Ninon et s'étendait de celle-ci au Lot. Il avait pour annexes des maisons sises sur le côté S de la rue Ninon, maisons perçant sur le côté N. dans la rue Saint-Etienne. Ces annexes devaient être reliées ou par un pont jeté sur la rue Ninon, ou par un souterrain, la claustration des religieuses imposant cette nécessité.

La jurade, le 14 octobre 1632, leur céda le vacant qui est évidemment le quai d'Alsace-Lorraine aujourd'hui, à la condition de conserver et d'améliorer le chemin qui descendait au port et havre de Saint-Etienne. La jurade accordait aux dames religieuses de bâtir sur la muraille de la ville et exigeait la construction d'un escalier de service pour les sentinelles. En aucun cas, les dames ne devaient, sous aucun prétexte, couper la fontaine de la ville dite la fontaine de la Croix. Les Consuls devaient, au premier coup de pioche, s'y transporter pour piqueter les lieux (1).

VI

A cette situation immobilière urbaine s'ajoutaient des propriétés rurales qui arrondissaient singulièrement leur fortune.

(1) Voir ci-dessus l'acte de jurade du 14 octobre 1632.

M^e Jean Dubernard, avocat au Parlement et sieur de Grollet en reconnaissance de la réception de ses filles Marie et Antoinette, en qualité de professes, leur fit don d'une grande propriété dite *Alz Crouzetz*, dans la paroisse du Lédât, juridiction de Casseneuve, sise sur un plateau, s'avancant vers le sud, en forme de promontoire et dominant la Lède, rivière qui l'enveloppe de ses replis par un grand anneau serpentant à sa base et la contournant entre le Lédât à l'est et le moulin du Cendrous à l'ouest (23 janvier 1635). Dans les années qui suivirent elles arrondirent leur domaine par des achats successifs de morceaux et pièces situées au nord et au sud du côté des Albayrats, du moulin de Barraillé, des terres de M. de Boissonnade, président de la Cour Présidiale d'Agenais, dont le nom leur est resté ; du côté de la Rodière et du Carmé, de la Tuque de Périé avec un lopin de vigne au Pech Puzoc et un autre lopin de vigne contigu à la vigne de feu M^e Anthoine Barrailler, à Las Coustilles (1).

Quelques années après, la Mère ancelle M^{me} Marguerite de Mauriac, assistée de la vice-gérante et boursière Françoise de Gironde de Teyssonnac et de leur procureur syndic, Guilhem Boyssière, acheta à noble Henry Hébrard, sieur de Bonrepos et y demeurant, lieu où les dames passèrent contrat, la métairie de Rieu Metge, dans la paroisse de Saint-Sulpice Rive d'Olt, de la contenance de vingt-six carterées à la mesure de Villeneuve, pour la somme de dix mille livres dont elles devaient payer huit mille cinq cents livres à noble Marie Hébrard, sœur du sieur de Bonrepos, et veuve de noble Isaac de Burin, sieur de Beauregard (2), en vertu des droits qu'elle tenait de ses père et mère 28 (janvier 1653).

Elles se rendirent possesseurs de quelques autres pièces contiguës en les années 1654 et 1655.

(1) Contrats des 29 décembre 1638, 31 décembre 1639, 21 décembre 1640, 12 janvier et 10 août 1643, 5 mars 1644, 19 et 23 mars, 20 avril 1653 (pp. 219 à 222 et 296 à 300), 6 février, 21 juin et 15 juillet 1654, 11 février 1655 (pp. 317 et 320), 4 mai 1658 (p. 348).

(2) Voir *La Fronde en Agenais*, t. II, p. 262.

Le 18 mai 1657, Messire Arnaud de Cieutat, chevalier, seigneur baron de Pujols et Tombebouq, héritier bénéficiaire de son père, vendit au monastère la métairie Del Barry, paroisse de Grézac et Auradou, juridiction de Penne, et le pré de Beaujoly, d'une contenance de quarante sexterées, faisant rente aux seigneurs de Cessac et Rigoulières, mouvants en fief à chacun desdits seigneurs en ce qui les concernait, pour le prix et la somme de sept mille huit cents francs.

La métairie Del Barry était mouvante du fief de Cessac et le fermier Ferran reçut les arrérages des lods et ventes et des droits seigneuriaux des dames religieuses, par les mains de leur syndic Guillaume Boyssière, le 18 mars 1658 (1).

Noble Jean Hébrard, sieur de Lascroze, leur vendit pour 11,000 livres la métairie de Molinette, paroisse de Saint-Hilaire, juridiction de Penne, relevant en fief des seigneuries de Cessac, Teyssonnac et Roger. Le sieur de Lascroze consentit que les religieuses retinssent sur la somme à payer 2,250 ll. pour la constitution de la dot d'Izabeau Hébrard, fille du sieur de Lascroze et de feu demoiselle de Boutie (2).

Ces achats s'élevèrent en cette période de 1624 à 1660, à la somme d'environ 43,389 livres qui représentent une valeur en notre monnaie actuelle de 260,000 francs, soit en l'espace de trente-six ans une moyenne annuelle d'environ 7,000 ll.

Les ressources dont disposait le monastère pendant cette période furent les suivantes :

1° Donation du couvent d'Agen, y compris les rentes de Penne.....	4.800 livres
2° Donation Anthoinette de Raffin.....	5.000 »
3° Donation Dominique Dubernard.....	6.000 »
4° Donation de Madame de Monferrand....	1.500 »
5° Dot de trente-sept nouvelles professes à 2.000 ll. en moyenne l'une, non com- pris l'ameublement et la pension, soit.	74.000 »
	<hr/> 91.300 livres

(1) Page 340.

(2) Pages 353 à 355.

Somme qui équivalait à 550.000 francs environ de notre monnaie.

Les achats des dames Religieuses ne s'en tinrent pas là.

Dans le *cadastre et retailh de la ville et juridiction de Villeneuve-d'Agenais* (1), de l'an 1647, on trouve qu'elles achetèrent en 1622, des immeubles aux sœurs Hélinotte Alriq, en 1666, au recteur de Saint-Etienne, Guillaume Rouenx, le témoin du siège de Villeneuve pendant la Fronde (1652), à Huguet Dartenx (1677), à Jean Riboir, tisserand (1666), à Jean Roche, sergeur (1677), à Marie Bretonèsque, enfin aux hoirs du sieur de Cieutat (1694).

En résumé, le couvent de l'Annonciade possédait : 1° Les immeubles urbains susdits ; 2° La propriété des Crouzets, dans la paroisse du Lédats ; 3° La métairie de Rieu Metge, paroisse de Saint-Sulpice Rive d'Olt ; 4° La métairie Del Barry, paroisse de Grézac et Auradou ; 5° La métairie de Molinatte, paroisse de Saint-Hilaire-de-Roger. (2).

(à suivre)

D^r COUYBA.

(1) Mairie de Villeneuve-sur-Lot, cadastre de 1647.

(2) Au verso du dernier feuillet du *Livre des Contracts*, on lit : « Rentes appartenant aux Dames religieuses dans les paroisses Saint-Martin-de-Caille, Saint-Pierre-du-Port, Magnac et Saint-Sernin, juridiction de Penne.

« Premièrement à Boubiniou.....	froment	16	cartons	1	picotin.
« Fouleis.....	—	20	—	6	—
« La Courdounie....	froment	13	—	2	—
« Rouyre.....	—	12	—	»	—
		62	—	1	—

« Qui font mesure Penne quinze sacs, deux cartons, un picotin, mesure de Penne ».

Saint-Pierre du Port s'appelle aujourd'hui *Port-de-Penne*.

LES DÉTENUS DE MARMANDE SOUS LA TERREUR

(SUITE *)

Veuve Bonneval ayant trois enfants émigrés, aristo-fanatique.

Marie Groulié, fille de feu Pierre Groulié et de Jeanne Chaubinet, habitait dans la ville de Marmande lorsqu'elle donna sa main à Jean-Pierre de Bonnefoux, chevalier, seigneur de Bonneval, fils de Léon de Bonnefoux, seigneur de Lacroze et de Lalande et de feu Marie de Bouillaguet.

Les futurs époux signèrent leur contrat de mariage à S^{te}-Abondance, le 21 novembre 1756 devant Déjouy, notaire à Penne d'Agenais (1). Ils reçurent la bénédiction nuptiale le lendemain en présence d'un grand nombre de parents et d'amis (2).

Dans l'assistance on remarquait les oncles de l'époux : Jean-Pierre de Bonnefoux, chevalier, et François de Bonnefoux, sieur de Caminel ; ses cousins : Léon de Bonnefoux, ancien officier au régiment de Picardie, et Catherine Faget sa femme ; Jean de Lard, sieur de Rigoulières ; Alexis de Lard, sieur du Trescol ; les trois frères François, Joseph et Marc-Antoine de Bonnefoux ; Mathieu Gaubert et Marie de Bonnefoux, sa femme et Jean de Godailh sieur de Saint-Perdon.

L'épouse était accompagnée de son oncle, Antoine Chaubinet, et de sa tante, Jeanne Groulié, habitante de Minors. Sa mère, retenue sans doute par l'âge et les infirmités, était restée au lieu de sa résidence dans l'Entre-deux-Mers.

Marie Groulié mit au monde un grand nombre d'enfants.

(*) Voir *Revue de l'Agenais*, t. xxxv, p. 531.

(1) Archives de M. Georges de Bonnefoux.

(2) Mairie de Virazeil, registres paroissiaux de Sainte-Abondance.

Elle eut trois filles : Marie-Jeanne, dont nous aurons à nous occuper plus particulièrement comme ayant subi les rigueurs de la réclusion ; Louise, qui vint au monde dans la ville de Marmande (1), le 18 décembre 1763, réussit à obtenir un certificat de civisme à Penne, où elle faisait sa résidence durant la Terreur ; Marguerite, née avant 1769, épousa en 1788 M. Delage, avocat.

Quatre des fils de M^{me} de Bonnefoux vivaient encore au moment de la Révolution. L'un d'eux se trouvait alors en Espagne, c'était Georges, né à Marmande le 23 avril 1765. Ce jeune homme n'avait pas encore atteint sa 24^{me} année lorsqu'il sortit de France (février 1788). Quelques mois plus tard il entra au service de Ferdinand VII (4 mai 1788). Le 22 juillet 1797 ayant obtenu un congé de semestre, il vint en France se justifier du reproche d'émigration qu'il craignait d'avoir encouru (2).

Dans sa séance du 20 septembre 1797 la municipalité de Marmande ayant reconnu que Georges Bonnefoux ne figurait sur aucune liste d'émigrés, ce garde du corps du roi d'Espagne obtint en conséquence de rester dans le canton de Marmande jusqu'à l'expiration de son congé.

Le 12 août 1798, muni d'un passeport signé des administrateurs du département de Lot-et-Garonne, Georges de Bonnefoux quitta de nouveau la France pour se rendre à Madrid.

L'aîné des mâles, Jacques-Saturnin, naquit à Marmande le 28 novembre 1759, émigra en 1792, obtint par sa bravoure la croix de chevalier de Saint-Louis et revint en France. Sous la Restauration nous le trouvons domicilié à Penne d'Agenais (3).

Jean-Pierre de Bonnefoux, inscrit sous le nom de Jean-Mathieu dans son acte baptistaire, et plus connu sous le nom de sieur de Bonneval, naquit à Marmande, le 27 décembre 1761, il embrassa la carrière des armes et mérita la croix de chevalier de Saint-Louis (4). Entré dans la garde du corps de

(1) Mairie de Marmande, registres paroissiaux de cette ville.

(2) Archives de M. G. de Bonnefoux.

(3) *Ibidem*.

(4) Mairie de Marmande, registres paroissiaux de cette ville.

Louis XVI, il était de service à Versailles durant les journées des 5 et 6 octobre 1789. Il émigra le 13 février 1792, prit part à la campagne de 1792 dans l'armée des Princes, frères du roi de France, passa le 29 août 1793 dans l'armée commandée par Louis-Joseph de Bourbon, prince de Condé, y servit dans l'infanterie noble pendant les campagnes de 1793 et 1794, puis fut incorporé dans la cavalerie noble de la même armée dont il s'éloigna le 19 mars 1802 porteur d'un certificat du prince de Condé. Il mourut au château d'Escoute, paroisse d'Allemans, commune de Penne, le 7 octobre 1829 (1).

Jean-Pierre de Bonnefoux, sieur de Sainte-Croix, naquit à Marmande le 2 mai 1769 (2), émigra en 1792, rentra en France après la Révolution et obtint, le 17 décembre 1802, un arrêté du ministre de la Justice qui l'amnistiait du délit d'émigration et l'autorisait à rentrer dans la jouissance de ceux de ses biens qui n'avaient pas été vendus ou qui n'étaient pas exceptés par l'article 17 du sénatus-consulte du 6 floréal an X.

Arrêtée dans les premiers jours d'octobre 1793 avec la veuve Vissières sa fille, Marie Groulié obtint assez tard de reprendre sa liberté (4 octobre 1794) (3). Le 2 avril 1798, pour s'éviter à l'avenir de nouvelles tracasseries, elle signa avec la République un partage de présuccession par lequel les biens revenant à ses trois fils émigrés furent abandonnés à la Nation. La fortune totale de Marie Groulié fut estimée 35,753 francs 60 centimes (4).

Bonneval, fille, veuve Visières, ayant trois frères émigrés.

Marie-Jeanne de Bonnefoux, naquit à Marmande de Jean-Pierre de Bonnefoux et de Marie Groulié, le 29 septembre 1757 (5). Après la mort de son mari, elle se retira près de sa mère et fut comme celle-ci arrêtée dans les premiers jours d'octobre 1793. La mère et la fille furent emprisonnées à Saint-

(1) Mairie de Marmande, registres paroissiaux de cette ville.

(2) Archives de Lot-et-Garonne, Q.

(3) Archives de M. G. de Bonnefoux.

(4) Mairie de Marmande, registres paroissiaux de cette ville.

(5) Archives de M. G. de Bonnefoux.

Benoît. C'est à ce titre qu'elles signèrent, vers le mois d'avril 1794, la curieuse supplique qui va suivre :

« Aux citoyens administrateurs du district de Marmande.

« Citoyens,

« Les détenus de la maison d'arrêt de Saint-Benoît vous font part de leur surprise d'avoir vu le concierge de la dite maison faire exécuter une consigne verbale qui lui a été donnée pour empêcher que les domestiques n'entrent plus pour porter aux détenus leurs provisions.

« Citoyens, les détenus vous représentent que, s'étant toujours conformés aux règlements faits par les autorités constituées, ils osent espérer que vous voudrez bien leur faire accorder l'entrée libre de leurs domestiques et des personnes qui pourraient avoir affaire à eux, d'autant que plusieurs d'entre eux sont d'un âge avancé et d'autres accablés d'infirmités et hors d'état de pouvoir porter et rapporter les corbeilles dans lesquelles on leur porte leurs provisions et encore moins de faire leur lit.

« Daignez donc, citoyens, nous vous le demandons, prendre en considération leur juste réclamation et prescrire au concierge de ne recevoir aucune consigne que par écrit et signée des trois corps constitués.

« [Signés] : Bayle, Faget, Saint-Martin, Cazenove, Couston, H. Drouilhet, Moustier, Forcade. Daurout aîné, Faget, Bonnefoux, Roudier Forcade, Groulier Bonneval, Lamouroux veuve Bessière, Maurin-Bachacq, veuve Moustier, Dauber fille, Marie Joly-Sabla, veuve Mausacré, veuve Dupuy, Victoire Fontainemarie (1). »

Les signataires de cette supplique ne devaient pas ignorer l'antagonisme existant entre le Comité de surveillance de Marmande et l'administration du district, ils avaient donc intérêt

(1) Archives de Lot-et-Garonne, fonds du district de Marmande.

pour se mettre à l'abri de l'arbitraire des membres du Comité de surveillance de recourir au district et de réclamer l'intervention de cette administration en même temps que celle de la commune pour faire contrepoids au mauvais vouloir de leurs persécuteurs.

A cette première constatation vient s'en ajouter une deuxième. Les détenus, pour subsister, devaient recourir à leurs propres provisions, l'Etat ne nourrissait pas ses prisonniers.

Pour faire transporter leurs vivres les détenus employaient tout naturellement leurs domestiques. Ceux-ci obtenaient assez facilement la permission d'entrer à Saint-Benoît, mais, la persécution s'étant accrue, on voulut priver les reclus des adoucissements donnés à leur malheureux sort par l'emploi de leurs domestiques.

Les lits dont il est ici question n'appartenaient pas à l'Etat, les prisonniers avaient dû les fournir. L'un de ces reclus (Pauly), ayant refusé de fournir ce meuble si indispensable, on l'obligea à coucher sur une planche nue (1).

Qu'advint-il de cette supplique ? Nous ne saurions le dire.

Le 1^{er} avril 1794 le district de Marmande prit un arrêté concernant la nourriture des détenus. Ceux-ci furent mis en demeure de faire choix, dans le délai de trois jours, d'une ou plusieurs personnes munies d'un certificat de civisme qui seraient chargées de préparer aux détenus une nourriture uniforme d'après des prix agréés par eux. Les prisonniers favorisés de la fortune devaient payer pour les pauvres (2).

Les détenus devaient encore payer les appointements du concierge préposé à la garde de la maison d'arrêt et les journées des factionnaires mis en sentinelle à la porte de cette prison.

A dater du même jour les détenus de l'Annonciade furent réunis à ceux de Saint-Benoît, il n'y eut désormais qu'une seule maison d'arrêt. Cette unification diminua les frais généraux mis à la charge des reclus. Ce fut donc un soulagement pour ceux-ci.

(1) Rapport de Laujacq.

(2) Archives de Lot-et-Garonne, délibérations du district de Marmande.

Le mur de clôture de Saint-Benoît s'étant écroulé les détenus furent, durant quelque temps, privés d'y faire leur promenade habituelle. Cette vie sédentaire étant devenue fort nuisible aux prisonniers, le district rapporta son arrêté et les détenus eurent désormais (24 mai 1794) le droit de se promener dans ce jardin à condition de se tenir éloignés de quinze pas du mur où se trouvait la brèche.

Par la négligence des gardiens les lieux d'aisance furent engorgés et l'air de la maison de réclusion devint nauséabond. On les répara, mais aux frais des détenus. Ceux-ci durent encore payer les dépenses nécessitées par la reconstruction du mur de clôture.

Privés de liberté, ayant leurs biens sous séquestre, accablés de taxes plus ou moins arbitraires, incertains du lendemain, les pauvres détenus étaient la plupart victimes de délits qu'ils n'avaient point commis.

Que pouvaient bien contre la sûreté de l'Etat des femmes comme MM^{mes} de Bonnefoux et Vissières ? Après la chute de Robespierre, quand de Saint-Benoît les détenus commencèrent à sortir on ne songea pas à délivrer ces femmes qui n'avaient commis d'autre crime que celui d'être mères ou sœurs d'émigrés. M^{me} de Bonnefoux et sa fille aînée essayèrent de prouver qu'elles n'étaient pour rien dans l'émigration de quelques membres de leur famille. La municipalité de Marmande attesta bien la vérité des raisons alléguées par ces détenues, mais cela ne suffisait pas, d'autres avaient voix au chapitre.

La commune de Birac, dans le territoire de laquelle les recluses avaient des biens refusa d'admettre comme possible la mise en liberté des prisonnières. Elle alléguait que la loi édictée contre les mères et sœurs d'émigrés n'avait point encore été abrogée, reconnaissant néanmoins que les suspects n'étaient point dangereuses pour la chose publique (1).

Le Comité de surveillance de Marmande déclara sans atténuation que la mère et la fille tombant sous le coup de la loi du 17 septembre 1793, on ne pouvait les mettre en liberté (2).

(1) Archives de M. de Bonnefoux.

(2) *Ibidem*.

Les membres de ce Comité se nommaient alors : Benoît Mimaud, Mouran, Saint-Aubin, Beylard, jeune, Peyronnet, François Teyssier, Daney et Larrieu.

L'administration du district conclut au contraire que les détenues méritaient d'être remises en liberté comme n'étant dangereuses sous aucun rapport pour la chose publique (1).

Ysabeau se rangea aux conclusions du district et les prisonnières recouvrèrent leur liberté (4 octobre 1794), mais elles durent attendre un mois avant de rentrer en jouissance de leurs biens (2).

Mausacré aîné et sa femme, de Bouilhats, père et mère d'un fils qui a abandonné le drapeau tricolore pour aller servir sous le drapeau du pouilleux despote d'Espagne, dénoncé par le citoyen Lauras, commandant le 5^e bataillon de Lot-et-Garonne, suivant sa lettre datée des avant-postes de droite des sans-culottes, le 26 frimaire de l'an 2^e de la République française une et indivisible.

Fiacre-Antoine Maussacré naquit à Marmande le 30 août 1756 du légitime mariage de Joseph Maussacré et de Jeanne de Lard de Campagnol. Il avait deux frères dont l'un également détenu se nommait Ausone et l'autre Domitille. Celui-ci mourut célibataire à Marmande, âgé de 61 ans, le 8 décembre 1816. Nous parlerons d'Ausone un peu plus loin (3).

Nous ignorons le nom de la femme de Maussacré aîné, et le nom de leur fils ne nous est point connu, mais ce que nous avons déjà eu l'occasion de dire, c'est que l'emprisonnement de l'époux fut exécuté par ordre de Colombet aîné, malgré d'énergiques protestations venues de Bouilhats (4).

Se voyant accusé, Maussacré aîné demanda des juges (9 avril 1793). La municipalité de Marmande crut devoir faire

(1) Archives de M. de Bonnefoux.

(2) Archives de Lot-et-Garonne, L. 68 et 80. Les biens de M^{me} de Bonnefoux consistaient en deux métairies, l'une à Granon, l'autre dans Birac, à Groulié.

(3) Registres paroissiaux et Etat-civil de Marmande.

(4) Rapport de Laujacq.

droit à cette demande et l'accusé fut traduit en grande police de sûreté, mais telle n'était pas la loi du 11 août 1792, c'est ce que le district de Marmande fit observer (31 mai 1793) (1).

Nous croyons que Maussacré aîné portait aussi le nom de Maussacré Moca, en effet nous voyons un père d'émigré désigné ainsi dans une affaire de vins (21 août 1794). La veuve d'un certain Maussacré fut également détenue ; à ce titre il est question d'elle dans une délibération de la commune de Marmande (25 mars 1794).

Les membres du Comité de surveillance qui ont signé l'état des détenus que nous publions à cette heure n'avaient pas l'ironie facile, mais ils savaient employer l'insulte grossière ; le qualificatif ridicule dont ils ont fait usage envers le roi d'Espagne en est une preuve évidente.

En examinant de près les imputations lancées contre Maussacré aîné, on voit qu'elles se rapportent à deux époques. La première se produisit avant la chute de Colombet aîné, la seconde remonte au 16 décembre 1793.

Célestin Dussaut, pour dénonciation faite contre luy par les citoyens Bouic et Bley, chasseurs à cheval, qui allant joindre leurs corps, passant à Paris, firent rencontre dudit Dussaut qui les invita à aller se rafraîchir au Palais-Royal, où étant ces braves sans culottes soupçonnant que le dit Dussaut fut ligué avec les chevaliers du poignard du dix août et voulant connaître ses principes ils luy auroient dit : « Où allez-vous ? » Le citoyen Bley, camarade du citoyen Bouic, luy auroit répondu qu'ils alloient émigrer. Ledit Dussaut leur auroit répondu : « Vous faites bien ; j'ai toujours dit que ces f... patriotes se rebuteroient. Mais, si vous voulez, je vous ferai entrer dans la garde du Roy. »

Le citoyen Bley rapporte de plus que led. Dussaut leur remit une lettre pour remettre au nommé Dalesme, cousin dudit Dussaut et, s'étant séparés, ils firent l'ouverture de la dite let-

(1) Registres de délibérations du district de Marmande (arch. de Lot-et-Garonne).

tre. Le dit Dussaut disait à son dit cousin de leur faire connaître la route pour aller à Coblenz.

Fils de Philippe Dussaut, marchand, et de Marie Perrin, Célestin était par conséquent frère du détenu Etienne Dussaut dont nous avons déjà parlé.

Célestin Dussaut avait servi dans la garde du roi, c'est sans doute pour ce motif que les deux Marmandais, ses compatriotes, lui supposaient des sentiments royalistes. Ils ne se trompèrent pas, l'ancien garde du corps demeura fidèle à son roi, il s'en expliqua avec loyauté à ceux qui le questionnaient pour le perdre. Il fut aimable pour des sans-culottes qui lui rendirent le mal pour le bien.

Célestin Dussaut résida à Paris, du 2 février au 21 octobre 1792, et à Bordeaux, du 9 novembre 1792 au 31 mai 1793. Dans cette dernière ville il épousa, le 2 mai 1793, Sophie La Chauvetière et, pour signer son contrat de mariage, il n'eut besoin d'aucune autorisation, car il jouissait de la plénitude de ses droits civiques. Néanmoins, à raison sans doute de son absence, Célestin Dussaut figura bientôt sur une liste d'émigré. Lorsqu'il eut produit ses certificats de résidence, il obtint sans peine (21 août 1793) d'être radié de la liste où il figurait indûment (1).

La dénonciation faite contre Célestin Dussaut par Bley fils, chasseur à cheval, fut inscrite dans le registre intitulé *Mémorial*, elle ne dit pas que l'accusé fut un chevalier du poignard, ni un enrôleur pour les tyrans ; ces appréciations étaient l'œuvre du Comité de surveillance de Marmande qui ne craignait pas de les faire figurer dans une lettre qu'il écrivait contre C. Dussaut aux représentants du peuple, en séance à La Réole (27 octobre 1793) (2).

L'accusé, arrêté à Bordeaux, fut, par ordre d'Ysabeau, traduit à Casteljaloux, mais le Comité de Marmande le réclama et sans motif le fit incarcérer dans sa maison d'arrêt. Laujacq, dans son rapport, va jusqu'à prétendre que les dénonciations

(1) Archives de Lot-et-Garonne, délibérations du district de Marmande.

(2) Voir *Rapport de Laujacq*, p. 74.

contre C. Dussaut furent suggérées par le Comité de Marmande.

A son passage dans cette ville, Monestier fit remettre en liberté C. Dussaut. Ce ne fut pas pour longtemps. Le même représentant du peuple ayant signé un arrêté qui ne s'appliquait pas au cas de C. Dussaut, le Comité de Marmande, par ignorance ou par passion, en fit application à C. Dussaut qui dûnt rentrer à la maison d'arrêt où il tomba malade. Lorsqu'il fut question de transférer ce détenu de la prison à son domicile, le Comité s'y opposa de toutes ses forces et, sans l'intervention du district, le prisonnier serait sans doute mort dans la maison d'arrêt (28 mars et 26 juillet 1794) (1).

C. Dussaut obtint, le 19 septembre, de la commune de Marmande, un certificat de civisme qui le fit remettre en liberté.

C. Dussaut échappa à la guillotine, mais il devait finir tragiquement, l'affaire mérite d'être racontée. Le 4 avril 1814, une troupe anglaise étant entrée au matin dans la ville de Marmande, les soldats du 119^e régiment de ligne furent obligés de quitter la ville, mais le lendemain soir, étant entrés à Marmande, ils mirent à mort Célestin Dussaut et jettèrent son cadavre dans le ruisseau du Trec. A cette nouvelle, le commissaire de police Tropenat, avec cinq bâteliers, se mit à la recherche de Dussaut. Ce fut en vain, malgré trois heures d'actifs et pénibles sondages.

Au bout de dix jours, vers les trois heures du soir, un cadavre fut retrouvé dans ce même ruisseau au lieu de la Fillole. Comme bien on pense, après un aussi long séjour dans l'eau, la figure était méconnaissable, mais on reconnut C. Dussaut à ses habits, à ses bas et à ses souliers ; il avait encore une montre d'or dans son gousset, un anneau d'or au petit doigt de la main gauche, etc. (2). La tradition ajoute qu'une laveuse avait par hasard retiré le cadavre hors de l'eau par une basque de son habit.

(1) Archives de Lot-et-Garonne, registres de délibérations du district de Marmande (8 germinal, 2 messidor et 8 thermidor an II).

(2) Etat-civil de Marmande.

Biographies des détenus arrêtés dans les communes de Beaupuy, Lagupie, Saint-Sauveur, Lévignac, Seyches, Puymiclan, Sainte-Bazeille, Couthures, Cocumont, Marcellus, Meilhan, Samazan, Villeneuve-de-Puchagut.

Boisvert, ci-devant bourgeois, habitant de Beaupuy, pour avoir tenu des propos inciviques attestés par des membres du Comité, d'avoir fait tous ses efforts pour mettre obstacle à l'installation du curé constitutionnel de sa paroisse ; étant maire de Beaupuy a délivré un certificat de résidence au nommé Moustier, suivant une pétition qui avait été présentée par le vignerons dudit Moustier, signée de plusieurs particuliers qui attestoient que ledit Moustier avoit résidé pendant et aux environs de trois mois sur le territoire de ladite commune de Beaupuy, mais la loi lui prescrivait qu'il ne pouvait donner de certificat de résidence qu'au préalable le particulier qui le réclamait ne prouvât une résidence réelle et suivie de six mois, et par conséquent led. Boisvert a outrepassé la loi en donnant un certificat de résidence au dit Moustier, frère d'un émigré pour le soustraire aux rigueurs de la loi.

Pierre Boisvert, fils de François Boisvert, bourgeois de Marmande, et de Catherine Dupin, naquit à Beaupuy le 19 avril 1737. Il épousa, par contrat du 17 septembre 1772, Madeleine Brigitte Faurès, fille de feu Antoine Faurès et de Madeleine Martiale Bordes, habitante de Taillebourg (1). La famille Boisvert est fixée depuis le xv^e siècle dans la commune de Beaupuy, voisine de celle de Marmande. Propriétaire à Taillebourg depuis son mariage, Pierre Boisvert fut député en 1789, par les habitants de cette commune, à l'assemblée secondaire de

(1) Sous ce titre : « *Deux Livres de raison de l'Agenais* », Ph. Tamizey de Larroque a publié en 1893 le *Livre de raison* de la famille Boisvert.

la sénéchaussée de Nérac. En 1790, il prit part à l'assemblée primaire du canton de Marmande, dans laquelle il fut nommé électeur ; en cette qualité, il assista à toutes les assemblées électorales du département et du district. Dans la suite, il se trouva aux mêmes assemblées, une seule fois exceptée, et pour cause de maladie. Deux fois, il eut dans ces assemblées l'honneur de la présidence et plusieurs fois il y remplit les fonctions de scrutateur (1).

En février 1790, dès la création de la commune de Beaupuy, il fut investi de la charge de maire de cette municipalité. Sous son habile administration, le bon ordre ne cessa de régner dans la nouvelle commune, aussi, quand vint le moment de la réélection, Boisvert fut-il de nouveau choisi pour maire. Dans la suite, il ne perdit jamais l'estime et l'attachement de sa population. C'était par conséquent un homme très apprécié et très écouté dans son milieu.

En politique, Boisvert n'était pas hostile aux idées qui modifièrent la France durant la Révolution, il estima sans doute que la forme du gouvernement était une de ces contingences qui peuvent subir des fluctuations, aussi accepta-t-il sans arrière-pensée la forme républicaine.

En religion, Boisvert avait conservé dans toute son intégrité, la vérité traditionnellement acceptée dans sa famille, aussi fut-il du nombre de ces chrétiens qui surent connaître la voie véritable, répudier le schisme et garder l'obéissance due aux pasteurs fidèles.

Le curé de Beaupuy, comme son voisin, le vénéré M. Martin de Bonnefon, refusa de prêter serment à la constitution civile du clergé (3 février 1791). Ami du maire de Beaupuy, cet ecclésiastique put rester sans trouble dans sa paroisse jusqu'au 4 décembre 1791. Ce jour-là, dans une assemblée électorale, ayant été considéré comme déchu de ses fonctions, il fut remplacé par un ancien dominicain nommé Faure.

Le nouvel élu ne rallia pas à sa cause la municipalité de

(1) Ces détails et ceux qui vont suivre sont pour la plupart extraits des registres des délibérations de la commune de Beaupuy.

Beaupuy, celle-ci protesta contre l'élection qui venait d'avoir lieu la taxant d'illégale. N'ayant pas admis la valeur de cette opposition, le district de Marmande ordonna que l'installation de l'aure en qualité de curé de Beaupuy serait effectuée.

De droit le Maire devait présider à cette cérémonie. La décision de Boisvert fut bientôt prise, plutôt que de trahir sa conscience il confia à un autre le soin de présider l'installation (21 décembre). Trois jours après il donnait sa démission de maire, prétextant de son âge avancé et de la faiblesse de sa vue (24 décembre 1791).

Le prêtre intrus établi dans l'église de Beaupuy ne devait pas y être seul maître, Mouchet, resté fidèle au poste, voulut profiter de la liberté que lui reconnaissaient les lois en vigueur, la municipalité décida qu'il pourrait dire la messe tous les jours à onze heures du matin.

En France, où les esprits sont si vifs, des mesures d'accommodement dans le genre de celle qui fut adoptée par la municipalité de Beaupuy ne seront jamais de longue durée. Le schismatique l'aure ne pouvait souffrir la présence d'un prêtre demeuré fidèle, la brouille régna donc entre les deux ecclésiastiques et, par son intransigeance, au lieu de se faire des partisans, l'aure sembla avoir entrepris de s'aliéner tous les cœurs. Des incidents qu'il serait trop long de rapporter en fournirent la preuve.

Obligé de partir pour l'exil, Louis Mouchet laissa le champ libre à son adversaire, celui-ci persécuté à son tour par les révolutionnaires, donna sa démission de curé de Beaupuy, le 18 février 1794.

Mais revenons à Boisvert, celui-ci reprit l'écharpe de maire le 2 décembre 1792 et comme toujours il s'attacha à faire régner le bon ordre dans sa commune. Quand Antoine Moustier, n'ayant pu obtenir de Blaise Colombet le certificat de résidence qu'il réclamait, s'adressa au maire de Beaupuy, celui-ci, discrètement soutenu par le district de Marmande, n'hésita point à signer le certificat qu'on lui demandait. Dans cet acte il était dit qu'Antoine Moustier avait résidé dans son vignoble de Bergès, à Beaupuy, depuis la fin du mois d'octobre

1792 jusque vers le milieu du mois de janvier 1793, allant et venant de Marmande à Beaupuy.

Aux yeux du Comité de surveillance de Marmande l'acte de Boisvert était criminel et méritait une sanction. Pour procéder à une arrestation il fallait un dénonciateur, ce fut du sein du Comité que partit sa dénonciation ; il fallait un acte d'amener, ce fut le même Comité qui s'en chargea encore, en vertu de ses fonctions.

Nous n'avons pas vu la pièce qui ordonna l'incarcération du maire de Beaupuy, mais à s'en tenir au texte du *Rapport de Bernard Laujacq* (1), il est probable que Gourd ne fut pas étranger à la dénonciation qui fut au moins admise et contresignée par lui et deux de ses collègues, Aymat et Duzan.

L'incarcération de Boisvert eut lieu dans les derniers jours du mois de novembre de l'année 1793, elle dura environ neuf mois et ne prit fin qu'après la chute de Robespierre, en vertu d'un arrêté d'Ysabeau signé à Bordeaux le 5 septembre 1794.

Le geôlier de la maison d'arrêt ayant eu des prévenances pour Boisvert, le maire de Beaupuy et sa famille lui en manifestèrent leur reconnaissance par une petite rente qui lui fut payée chaque année jusqu'à la fin de ses jours.

Fidèle dans ses affections, la commune de Beaupuy fut heureuse d'être replacée sous la sage administration de son ancien maire. Pierre Boisvert reçut de nouveau l'écharpe qui semble devenue héréditaire dans sa famille.

Pierre Boisvert mourut, âgé de 72 ans, dans son habitation de Beaupuy, le 5 décembre 1808 (2), consolé des tristesses du passé par les gloires du présent et fortifié à son heure dernière par les secours de la religion à laquelle il fut constamment fidèle et pour laquelle il avait eu l'honneur de souffrir.

Mausacré Auzonne, cy-devant bourgeois, courrier des aristocrates, fanatique et fanatisant toute sa paroisse, s'étant éloigné de la société populaire et n'ayant pas accepté la Constitution.

(1) Pages 59, 61, 63.

(2) Etat-civil de Beaupuy.

Fils de Joseph Maussacré, bourgeois et jurat de Marmande, et de Jeanne de Lard de Campagnol, Auzonne naquit à Marmande, le 22 mai 1760, il épousa Elisabeth Soulencé, lui survécut et mourut à Beaupuy dans son domicile de Maillerode, le 28 avril 1832. Voisin et ami de Pierre Boisvert, Auzonne Maussacré ne fut pas mieux traité que le maire de Beaupuy dont il partageait les convictions religieuses. Honneur à ces hommes qui souffrirent pour la foi catholique !

Bourillon, frère d'un prêtre émigré, ayant mis les cultivateurs à contribution pour envoyer de l'argent à son frère actuellement en Espagne.

En 1792, nous trouvons à Seyches Pierre Bourillon, époux de Marguerite Soulard. Ce Pierre Bourillon est peut-être le détenu en question (1).

Le prêtre émigré se nommait Joseph Bourillon, il avait reçu la tonsure, le 24 septembre 1746 ; les ordres mineurs, le 23 septembre 1747 ; le sous-diaconat, le 30 mars 1748 ; le diaconat vers la fin de juin et la prêtrise le 21 septembre de la même année (2)

Après avoir été curé de Mazères durant plusieurs années, Bourillon obtint l'importante paroisse de Seyches (1766), dont il fut curé jusqu'à son départ pour l'exil. Ce bon prêtre mourut durant la Révolution (3) son mobilier fut vendu aux enchères au prix de 1,363 livres (24 mars 1795) (4).

Bonnard, pour avoir dit dans l'assemblée primaire du canton de Seiches qu'il falloit consentir à une partie de la Constitution et non à l'autre et a taché de dissoudre l'assemblée.

Jacques-Alexandre Bonnard naquit et fut baptisé à Marmande, le 17 septembre 1737, il était fils cadet de Firmin Bonnard, marchand, et de Marie Dupouy (5) son frère, âgé d'en-

(1) Etat-civil de Seyches.

(2) Note de M. l'abbé Léon Dubos, d'après A. 39 du fonds de l'Evêché d'Agen, aux archives de Lot-et-Garonne.

(3) *Le Diocèse de Lot-et-Garonne*, par Durengues.

(4) Archives de Lot-et-Garonne, registre du district de Marmande.

(5) Registres paroissiaux de Marmande.

viron trois ans, s'engagea plus tard dans la cléricature, fut prêtre, curé de Saint-Sernin (1) (1779) et de Portest (2) (1805) et chanoine honoraire d'Agen. Il mourut au Colombier dans la paroisse de Puymiclan à l'âge de 82 ans, le 19 septembre 1816 (3).

Avant sa mort, Firmin Bonnard possédait l'office de changeur en titre, il laissa cette charge à Jacques-Alexandre (4) son fils (1787). Quand la charge de receveur du district de Marmande fut créée, Bonnard en devint le premier titulaire. Le 23 octobre 1793, prétextant un affaiblissement de la vue, il donna sa démission de receveur du district. Les citoyens Martin, Lagaüzère, Morin, Sicard, Boucherie, Mellet, Bousquet, Vigouroux, Lafargue et Malardeau, membres de l'administration du district, acceptèrent cette démission et Bousquet, directeur du collège de Marmande, fut élu successeur de Bonnard (5), le 26 octobre 1793.

Quand Monestier (de la Lozère) passa à Marmande, Ramonde-Lagrèze, agent national compatriote et ami de Bonnard, ne manqua pas de plaider la cause du détenu auprès du représentant du peuple. Tour à tour le Comité de surveillance de Marmande, la commune de Puymiclan et le directoire du district jugèrent que Bonnard devait être remis en liberté (5 mars 1794) ; en conséquence ce détenu fut élargi et nommé le même jour notable de la municipalité de Marmande (6).

Jacques-Alexandre Bonnard mourut au Colombier le 22 novembre 1815 (7).

(à suivre).

J. DUBOIS.

(1) Arch. de Lot-et-Garonne ; registre du contrôle des actes de Marmande (3 mai 1779).

(2) Lettre de Jean Bonnard, curé de Portest, en notre collection.

(3) Etat-civil de Puymiclan.

(4) Archives de Lot-et-Garonne ; registre du contrôle des actes du bureau de Marmande (25 octobre 1787).

(5) Archives de Lot-et-Garonne, registre de délibérations du district de Marmande .Antoine Bousquet, surnommé Deschamps, époux de N. Sorbet, eut pour caution Cazenove de Pradines, son ami.

(6) Registre des délibérations de la commune de Marmande.

(7) Etat-civil de Puymiclan.

TOILETTE D'AVRIL

Le ciel est noir. La rafale
Court brutale
Sur la ville aux toits pointus ;
Dans les combles elle passe,
Lourde masse,
En poussant des cris aigus.

Elle siffle, hurle et jette
Sa tempête
A travers les escaliers,
Et l'on entend des voix geindre
Et se plaindre
Des caves jusqu'aux greniers.

Soudain, en larges ondées
Les nuées
Dévalent comme un torrent
Et cascades, cataractes,
Vont compactes
Partout bondissant, courant.

La tourmente enfin s'apaise
Et bien aise
On est de voir, tout vermeil,
Le ciel gris qui se nettoie
Et flamboie
Aux gais rayons du soleil.

Mais bientôt la giboulée,
Courroucée,
Rassemble ses bataillons
Et de nouveau roule et tombe,
Vaste trombe,
A l'assaut des hauts pignons.

— Qu'est-ce donc que ces bourrasques
Si fantasques
Qui se succèdent sans fin,

Ce ciel aux sombres averses
Que traverse
A peine un rayon mutin ?
— C'est, que tout là-haut s'apprête
La toilette
D'un nouveau-né, plein d'attrait,
Du jeune Avril, blanc de givre,
Qu'on délivre
Du linge qui l'enserrait.
Nourricier vaillant et brave,
Mars le lave
A grande eau matin et soir
Sous la douche ruisselante,
Opulente,
D'un colossal arrosoir.
Tantôt l'enfant se récrie,
Pleure, crie,
Et ses soupirs et sanglots
En tempêtes formidables,
Redoutables,
Se déchainent à longs flots ;
Tantôt, l'œil plein de mystère,
A la terre
Il sourit aimablement
Et fait voir sa mine rose
A la rose
Qui rougit pudiquement.
Rude enfant, d'humeur fougueuse,
Orageuse,
Il est vibrant, il frémit
Comme une harpe en délire
Qui soupire,
Rit, pleure, chante et gémit.
Mais, voici que la toilette
Est complète.
Mars alors fait ses adieux,
Puis d'un geste ouvre l'alcôve,
D'où se sauve
Aprilis tout radieux.

ALPHONSE DENIZOT.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Un cadet de Gascogne au XVI^{me} siècle : Blaise de Monluc, par P. Courteault, chargé de cours à la Faculté des Lettres de Bordeaux, lauréat de l'Académie Française. — Un vol. in-12. Librairie Alphonse Picard, Paris.

Dans cette Revue, M. Philippe Lauzun a rendu compte, il y a un an à peine, du travail considérable que M. Courteault, professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux, a consacré aux *Commentaires de Monluc*. Il a rendu pleine justice au grand mérite de ce livre, qui est écrit à l'usage des professionnels de l'érudition.

Aujourd'hui, M. Courteault publie pour le grand public, et plus spécialement pour le public agenais, une biographie de Monluc, qui est le résultat des longues recherches qu'il a dû faire pour établir la véracité des *Commentaires*. Il y a peu de vies, même au xvi^e siècle, plus pleines que celle de Blaise de Monluc. Depuis le jour où, tout « escarbillet », monté sur son cheval d'Espagne, et faisant sonner dans son gousset les quelques écus dont son père l'avait nanti, le jeune gentilhomme quittait le château de Saint-Puy, et demandait au vieux Bernard de Montaut le chemin de cette Italie où l'on se battait, jusqu'à l'époque où la sentinelle huguenote du siège de La Rochelle demandait ironiquement des nouvelles du « nas de Rabastens », près de soixante années s'écoulaient. Et pendant ces soixante ans, sans trêve, sans repos, Monluc se bat, à Cerisolles, à Sienne, à Thionville, à Targon, à Vergt, à Duras, à Penne, à Rabastens. Il n'est pas de ville, depuis Bordeaux jusqu'à Toulouse, depuis Périgueux jusqu'à Tarbes, qui ne l'ait vu passer dans ses courses incessantes. Et quand les blessures l'eurent réduit à l'inaction, pour se défendre devant son roi et devant la postérité contre

les envieux qui l'attaquaient, — et aussi pour le plaisir de narrer tant de belles batailles — le vieux guerrier dicta l'histoire de sa vie.

Les *Commentaires* en main, étape par étape, M. Courteault a parcouru tous les chemins que suivit Monluc. A Sienne, comme à Toulouse, comme à Bordeaux, il a fouillé longuement et patiemment dans les archives pour reconstituer, aussi véridique que les documents le permettent, cette vie d'aventures que le lutteur septuagénaire reconstituait d'après ses souvenirs. Il a dégagé, grâce à de savantes recherches, toute la vérité qu'il était possible de retrouver pour chacun des épisodes du livre.

Qu'on ne s'effraie pas : le livre n'a ni bibliographie, ni notes, ni appareil critique. « Il n'y a pas une ligne, dit M. Courteault, qui ne soit appuyée sur un document. » Mais il a eu soin de supprimer ce document. On sent qu'on marche sur un terrain ferme et sûr, mais les appuis qui le soutiennent n'offusquent pas la vue et ne cachent pas le paysage.

Un des charmes nouveaux du livre est de retrouver là un Monluc un peu différent de celui de la légende, plus compliqué, certes, mais aussi moins déconcertant. La postérité a procédé avec lui comme avec tant d'autres grands hommes que l'histoire a été obligée de retrouver. Simpliste, le public ne retient d'un homme que le caractère dominant ; tout le reste s'efface. Ce caractère lui-même est grossi, et parfois jusqu'à la monstruosité, lorsque les contrastes ou les adoucissements que la nature avait mis à côté de lui ont disparu dans l'oubli. Le Rabelais de la légende est l'éternel biberon, le joyeux curé de Meudon. Monluc n'est pour la plupart des hommes que le « Blazi lou sanguinous » de *Françouneto*, l'auteur des massacres de Fumel et de Penne. De telles conceptions sont fausses *a priori*. Le Rabelais de la légende et le livre de Rabelais forment un assemblage monstrueux échappant à toutes les lois du déterminisme historique. Monluc, tel qu'un zèle maladroit et mal informé nous le dépeint, un Monluc cruel au milieu d'un monde débonnaire, un Monluc grand tueur de douces brebis, n'a pas pu exister. Monluc ne fut pas autre que les capitaines de son temps : il ne fit pas la guerre avec des procédés différents ; il ne fut pas, et ne put pas être une exception. On n'échappe pas ainsi complètement à l'influence du milieu.

Pour comprendre les massacres de Fumel et de Penne — non pour les excuser — il faut se rappeler ce qui se passa lorsque l'armée des princes, battue à Moncontour, vint se reposer sur les

rives de la Garonne. On verra là que la guerre n'était pas différente, qu'elle fut faite par Monluc le Catholique ou Condé le protestant... et on verra aussi ce que Monluc fit pour ses Agenais dans des circonstances si critiques. L'armée très forte et comprenant un millier de soudards allemands, fut conduite « pour se rafraîchir » dans le riche pays qui s'étend depuis Bordeaux jusqu'à Toulouse. En même temps, elle devait se réunir à l'armée de Montgomerie qui arrivait après avoir fait bonne et sanglante besogne dans la vallée de la Baïse. Les allemands, mal payés, étaient assez mécontents ; pour parfaire leur paie, on abandonna le pays à leur merci. Ah ! ce fut un joyeux Noël pour les gens de Tonneins et d'Aiguillon ! Pendant tout l'hiver, froidement, méthodiquement, on ravagea, on brisa, on massacra. On n'avait pas pour excuse les colères provoquées par un long siège : l'armée prenait ses ébats dans un pays pacifique. Agen fut épargné. A la première nouvelle d'une pareille invasion, les Agenais avaient appelé Monluc à leur secours et il était arrivé. Il n'avait que peu de soldats : il ne pouvait livrer bataille. Mais il mit immédiatement la ville en état de se défendre et fit nourrir les paysans épouvantés qui fuyaient la campagne. Quand une bande d'ennemis en maraude s'approchait trop, il courait sus. Il fit si bien qu'à la fin de janvier, l'armée, changeant de résidence, et quittant les environs de Tonneins qui étaient ruinés pour les environs de Montauban qui ne l'étaient pas encore, jugea prudent de faire un détour afin d'éviter les Monlucois. Elle passa par Pont-du-Casse et Saint-Maurin pour aller rejoindre les bords de la Garonne à Valence. Monluc, depuis le château de Bajamont, eut la satisfaction de voir disparaître à l'horizon la terrible bande. Il avait épargné aux Agenais les tristes étrennes que leur réservaient les reîtres de Condé.

Le livre de M. Courteault est captivant comme un beau livre d'aventures : ici les aventures sont vraies ; elles sont d'hier et se sont passées autour de nous. Le style du récit est sobre, précis et entraînant. Ces qualités seules, outre les autres attraits, suffiraient pour faire aimer un tel ouvrage par les Agenais.

L. BORDES.

Correspondance de Bossuet, nouvelle édition augmentée de lettres inédites et publiée avec des notes et des appendices sous le patronage de l'Académie française, par Ch. Urbain et E. Levesque, tome 1^{er} (1651-1676), Paris, librairie Hachette et C^{ie}, 79, boulevard Saint-Germain, 79, 1909, 1 vol. in-8° de VII-520 pp.

Dans la collection si réputée : *Les grands écrivains de la France*, MM. Ch. Urbain et E. Levesque viennent de faire paraître le premier volume des lettres de Bossuet. A la nouvelle de cette publication tous les érudits, qui s'intéressent aux œuvres du grand orateur, ont dû se réjouir, car l'édition la plus complète des *Œuvres de Bossuet* (celle de Lachat, Paris, 1862-1866, 31 vol. in-8) ne renferme peut-être pas plus de la moitié des lettres de ce grand écrivain et toutes celles qu'il contient ne sont exemptes ni de lacunes ni d'incorrections.

Evidemment à l'heure actuelle il n'est guère permis aux chercheurs de compter sur de nombreuses découvertes, tant l'ardeur des érudits s'est dépensée pour mettre à jour les lettres inédites du grand évêque de Condom et de Meaux, mais il importait de réunir les nombreuses lettres éparses dans nombre de revues et de publications savantes, il était aussi très nécessaire d'éclairer par des notes sobres, précises et abondantes un texte devenu obscur pour nous. Pour suppléer à certaines lettres disparues ou mieux faire comprendre celles qui nous ont été conservées, MM. Urbain et Levesque avaient à leur disposition un certain nombre de lettres adressées à Bossuet par des correspondants de ce grand prélat, ils ont bien fait de les reproduire dans leur travail et nous sommes sûr que cette addition sera bien accueillie du public, car, avec les notes qui facilitent l'intelligence du texte, elles concourent également à mieux nous faire connaître la vie de ce grand écrivain.

Les trois quarts, au moins, de l'ancien diocèse de Condom, qui eut pour évêque Bossuet, se trouvent englobés dans le département de Lot-et-Garonne. A ce titre les Agenais doivent prendre en considération le tome 1^{er} de la *Correspondance de Bossuet*. Ce volume contient, en effet, une vingtaine de lettres environ écrites durant la période de 1669 à 1672, c'est-à-dire sous l'épiscopat de Bossuet à Condom. Au nombre de ces lettres il s'en rencontre une demeurée à peu près complètement inédite jusqu'à ce jour. En outre, un ap-

pendice consacré à cet évêché remplit 14 pages et ajoute quelques renseignements nouveaux à ce sujet déjà traité par un érudit de la Gascogne.

Comme l'humaine faiblesse même chez les savants érudits se trahit toujours par quelque endroit, nous avons, autant que nos forces le permettaient, suivi pas à pas les nouveaux éditeurs afin de les trouver en défaut sur quelques points. Nous devons avouer que s'il nous a été possible de faire une constatation d'erreur et de rencontrer une légère omission, c'est tout ce que nous avons pu découvrir de répréhensible dans tout le volume qui comprend, avons-nous dit, plus de 500 pages.

En 1873 et sous ce titre : *Bossuet, évêque de Condom*, M. l'abbé Barrère publia dans la *Revue de Gascogne* une lettre inédite de Bossuet, puis une autre lettre adressée au même évêque par le seigneur de Saint-Loup, M. de La Frérie. Selon leur habitude les nouveaux éditeurs ont reproduit, vérifié, corrigé et annoté ces deux textes, mais sur M. de La Frérie ils n'ont donné qu'une vague indication. En face du nom nouveau d'un gentilhomme ayant habité une région qui nous est suffisamment connue pour le xvii^e siècle, en présence d'un laconisme qui sort des bonnes habitudes de MM. Urbain et Levesque, nous avons pensé que M. l'abbé Barrère avait été victime d'une erreur, puis de déductions en déductions nous sommes arrivé sans trop de peine à reconnaître que le correspondant de Bossuet se nommait Charles de Frère, fils de Jean-Charles de Frère, seigneur de Glatens et d'Anne du Faur (1). Par son mariage avec Sérène fille de Jean Dupuy et de Henrie de La Touche, il devint co-seigneur de la baronnie de Montagnac-sur-Auvignon (2).

Jean-Charles de Frère et sa femme étaient huguenots, mais leur fille Marguerite se convertit au catholicisme malgré leurs supplications et, contre leur gré, donna sa main, le 20 juin 1676, à Jean-François d'Espalungues, écuyer, seigneur de Labrôsse près de Cléry, fils de feu noble François d'Espalungues, gentilhomme ordinaire du roi, et de dame Jeanne de Sarrebource (3).

On voit par ces renseignements que l'auteur des *Variations*, ami du ministre Ferry, avait au moins parmi ses diocésains de Con-

(1) Mgr de Carsalade du Pont a publié dans la *Revue de Gascogne* de 1879 une maintenance de noblesse en faveur de la famille de Frère.

(2) Sérène Dupuy fut baptisée à Montagnac, le 2 janvier 1628. (Arch. de l'hospice de Condom, II. 27.)

(3) Archives de M. de Garin.

dom un protestant qui lui était attaché par un commerce épistolaire. Pour aussi mince que soit cette constatation, MM. Urbain et Levesque n'auraient pas manqué de la faire avant nous s'ils avaient eu la bonne fortune de découvrir l'erreur de leur devancier et de rencontrer les documents qui nous sont tombés sous la main. S'ils n'ont pas eu cet avantage, ils conservent le mérite d'avoir mené à bien une partie de leur lourde tâche. Nous faisons des vœux sincères pour qu'ils poursuivent avec le même succès la continuation d'un travail si intéressant et si utile.

Napoléon à Bordeaux. -- Passages et séjours de l'empereur et de ses troupes dans la Gironde (1807-1809), par Ernest Rousselot, sous-archiviste de la ville de Bordeaux. — Bordeaux, Marcel-Monastre-Picamilh, libraire-éditeur, 45, rue Porte-Dijeaux, 1909 ; un vol. in-8° de 124 pages.

M. Rousselot vient de réunir, dans un élégant tirage à part, les quatre articles sur Napoléon à Bordeaux, qu'il avait fait paraître au cours de l'an dernier dans la revue nouvellement fondée par les érudits Bordelais. L'auteur n'a rien omis pour traiter avec conscience son sujet. Aussi les connaisseurs pourront l'assurer qu'il a réellement réussi dans son entreprise et le grand public, nous l'espérons, s'intéressera à une œuvre qui abonde en récits piquants et variés.

JEAN DUBOIS.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Conférence de la Croix-Rouge. — A la dernière assemblée générale annuelle du Comité départemental de la Société française de secours aux blessés, notre collègue, M. le docteur Louis de Gaulle-jac a fait une Conférence des plus remarquables sur l'état du service de santé pendant les guerres du premier Empire et particulièrement sur l'œuvre entreprise à ce sujet par le baron Larrey. Ce qui l'a amené à combattre l'esprit antimilitariste qui cherche à démoraliser depuis quelque temps notre admirable armée, et surtout à remercier l'aide nouvelle du chirurgien pendant la guerre, la femme, l'infirmière de la Croix-Rouge, dont le dévouement a été, est et sera toujours au-dessus de tout éloge.

Nous espérons pouvoir reproduire bientôt *in-extenso*, dans cette Revue, le texte de cette Conférence, qui a obtenu un légitime succès.



Banquet et concert de la Société archéologique du Gers. — Si nous parlons ici de cette charmante réunion, qui a eu lieu, à Auch, le 30 janvier dernier, c'est pour signaler le succès de la pièce gasconne *La Gran Mai*, qui avait déjà triomphé à Condom au mois d'août, lors des fêtes félibréennes de l'École de Gaston-Phebus.

« Jusqu'ici, en effet, a-t-il été très justement écrit à cet égard, « le théâtre Gascon à vrai dire n'existait pas. Les contes et les poésies populaires étaient les seuls monuments connus d'une littérature si curieuse et si originale. M. l'abbé Sarran, le félibre déjà « si populaire, a essayé de combler cette lacune en écrivant une « pièce où l'élément lyrique (la chanson de *Las Hialaires*) s'ajoute « à l'élément dramatique. Le très grand succès de sa tentative est « un encouragement. » Succès aussi pour les chansons patoises de M. l'abbé Tallez et les cantilènes si poétiques, si couleur locale, de nos laboureurs, recueillies et chantées par M. l'abbé Sarran.

* * *

Centenaire du maréchal Lannes. — De grandes fêtes militaires et patriotiques se préparent à Lectoure pour les derniers jours du mois de mai prochain, en l'honneur du maréchal Lannes, duc de Montebello, tué à Essling le 22 mai 1809. Sa ville natale tient à célébrer avec éclat le centenaire de sa mort. Lectoure est trop proche d'Agen pour que nous ne tenions pas à annoncer d'ores et déjà cette solennité, dont le programme n'est pas encore définitivement arrêté, mais d'où tout esprit politique sera banni. Tout ce que nous pouvons dire c'est que la présidence du Comité d'organisation est échue à M. le docteur de Sardac, dont le zèle, l'érudition et le dévouement, suffisamment connus et appréciés de tous, sont les plus sûrs garants de réussite et de succès.

* * *

BIBLIOGRAPHIE. — En tête de l'article bibliographique que M. l'abbé J. Dubois a consacré au *Livre doré du Présidial d'Agen* dans le dernier numéro de la *Revue de l'Agenais* (janvier-février 1909), il a été imprimé que le prix de ce volume était de 10 francs. C'est 15 francs qu'il faut lire, les souscripteurs ne l'ayant eu qu'au prix de 12 francs.

De son volume si substantiel, *Etude critique sur le texte et la valeur historique des Commentaires*, dont il a été rendu compte dans cette Revue (1), M. Paul Courteault, chargé du cours d'histoire municipale à la Faculté des lettres de Bordeaux, vient d'extraire la biographie même du célèbre maréchal, et l'a fait paraître sous le titre d'*Un Cadet de Gascogne au XVI^e siècle : Blaise de Monluc*. (A. Picard, in-12, 1909.)

En préparation également du même auteur : *Les Commentaires*, édition critique, dans la *Collection des textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*, qui s'imposait depuis l'édition d'Alph. de Ruble, souvent beaucoup trop défectueuse.

* * *

NÉCROLOGIE. — *Clément-Simon.* — Le monde savant, celui de l'histoire et des lettres, vient de faire une grande perte en la per-

(1) Tome xxxv mars avril 1908, pp. 85-92.

sonne de M. Clément-Simon, ancien magistrat, dont la vie, toute de labeur, a été si dignement remplie. De nombreux articles bio-bibliographiques ont paru sur son compte, notamment dans les *Revue*s et *Périodiques* de son pays natal, le Limousin, où depuis longtemps il s'était retiré, consacrant dans son château de Bach, près de Tulle, le reste de ses jours aux études d'histoire locale.

Le *Lemouzi*, de mars 1909, donne la liste des principaux ouvrages écrits sur cette province : *Recherches de l'histoire municipale et civile de Tulle à la fin du moyen-âge*, 2 vol. ; — *Histoire du Collège de Tulle* ; — *La Vicomté de Limoges* ; — *La Gaïeté de Baluze* ; — *Curiosités de la bibliographie limousine* ; — *Tulle et le Bas Limousin pendant les guerres de religion* ; — *Archives historiques de la Corrèze*, 2 vol. ; — *La Vie seigneuriale en Limousin sous Louis XIII* ; — *La rupture du traité de Brétigny et ses conséquences en Limousin* (xiv^e siècle), etc.

Mais ce qu'aucun journal n'a signalé, et ce que nous tenons à rappeler tout particulièrement ici, c'est la part prise par Clément-Simon durant le trop court séjour qu'il fit à Agen, de 1869 à 1870, comme avocat-général près la Cour d'appel aux travaux de la Société académique de cette ville, d'abord à titre de membre résidant, puis à celui de membre non résidant qu'il a conservé jusqu'à cette année 1909. Le premier, en effet, il a découvert, publié et annoté le texte complet du *testament de Blaise de Montluc*, ainsi que le *codicille* qui lui fait suite, et qui nous a permis de fixer sûrement le jour et le lieu du décès du célèbre maréchal (1). Cette œuvre capitale a paru dans le tome II, deuxième série, du *Recueil des Travaux de notre Société* (1872). L'auteur l'a fait précéder d'une substantielle étude sur la vie de Montluc, l'origine de sa famille, sa descendance, etc., fournissant ainsi sur son compte des renseignements nouveaux et entièrement inédits.

Parmi ses autres travaux intéressant le Sud-Ouest, citons encore : le *Journal de François de Syreuilh, chanoine de S. André de Bordeaux*. (Extrait des Archives historiques de la Gironde) ; — *Alain d'Albret et la succession de Bretagne*. (Extrait du compte-rendu du Congrès scientifique de Pau) ; — *Les victimes du Gers devant le tribunal révolutionnaire de Paris. Jean-Antoine de Rouilhan, baron de Montaut* (*Revue de Gascogne*, xxxi) ; — *Une grande dame au XVI^e siècle : La maréchale de Saint-André et ses filles*.

(1) *Le château d'Estillac*, par J. Tholin et Ph. Lauzun. Agen, 1898.

(Revue des Questions historiques), 1^{er} janvier 1896) : — *Les Coutumes de Montaut (Gers) en 1360 et 1471*. (Extrait du Bulletin historique 1905), etc.

Les divers postes qu'occupa successivement Clément-Simon depuis 1871, sa révocation survenue bientôt après, au moment des décrets, et sa retraite définitive dans son château de Bach en Corrèze, l'empêchèrent de se consacrer plus longtemps à l'histoire de notre province. Mais il n'en resta pas moins un travailleur des plus actifs, « étant devenu, écrit Lemouzi, le plus grand des historiens du Limousin depuis Baluze, qu'il dépasse par la solidité et l'ampleur « de son érudition, la richesse de sa documentation puisée dans les « incomparables archives formées par lui depuis longtemps, et « Dieu sait avec quel amour ! l'abondance, la précision, l'éclat et « l'élégance de son style... » Il venait de publier, peu de jours avant sa mort, *La Comtesse Léon de Valon*, livre de souvenirs qui touche à la grande histoire et qui par ses révélations diplomatiques fait actuellement sensation dans les cours étrangères et particulièrement à Berlin.

La mort de Clément-Simon sera vivement ressentie non seulement en Limousin mais dans toutes les villes où il a séjourné, principalement à Agen et à la Société académique de cette ville où il a laissé de si bons souvenirs et où il ne comptait que des amis.

Edmond Cabié. — Faisait également partie de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen, comme membre correspondant, M. E. Cabié, décédé dernièrement à Roquesérière (Haute-Garonne), à l'âge de 62 ans. Ancien élève de l'École des Chartes, M. E. Cabié était l'un des écrivains les plus consciencieux et les plus féconds de la région du Midi. Nous citerons parmi ses principaux ouvrages, nous intéressant plus particulièrement : *Le Cartulaire des Alaman*, seigneurs de nombreuses terres en Albigeois, en Languedoc, et de Lafox en Agenais. (Paris, Alph. Picard, 1883, in-8° de 235 p.) : — les *Coutumes de Lafox*, octroyées par Sicard Alaman en 1254. (Agen, Lamy, 1883. Extrait du Recueil de la Société, tome viii, 2^e série) : — l'*Ambassade en Espagne de Jean Ebrard, seigneur de S. Sulpice, de 1562 à 1566*. (Albi, 1903, in-8° de 472 p.) ; — enfin tout récemment, *Documents sur les guerres de religion dans le Sud-Ouest de la France et principalement dans le Quercy, d'après les papiers des seigneurs de S. Sulpice, de 1561 à 1590*. (Albi, 1906, gros recueil in-4° de 939 p.)

Ernest Roschach. — Le monde savant du Midi a fait une nouvelle perte, des plus sensibles, en la personne de M. Ernest Roschach, archiviste municipal pendant quarante ans, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse, correspondant de l'Institut, chevalier de la Légion d'honneur. Trop considérable est son bagage scientifique pour pouvoir être cité ici dans son entier. Rappelons seulement la part prépondérante prise par lui à la rédaction du *Catalogue du Musée de Toulouse* et à la fondation du *Musée Saint-Raymond* ; et surtout la publication de ce *Treizième volume de l'Histoire du Languedoc*, qui restera son œuvre maîtresse et demeurera une mine inépuisable offerte à tous les travailleurs.

Madame Gavini de Campile. — Morte à Paris le samedi 3 avril, à l'âge de 82 ans, Madame Gavini de Campile était la fille cadette du Comte de Raymond, maire d'Agen sous le gouvernement de Juillet, et la sœur de la Comtesse Marie de Raymond, qui avait donné aux archives du Lot-et-Garonne une partie de son importante bibliothèque, principalement tous ses dossiers, documents et livres généalogiques. Madame Gavini était restée usufruitière de l'autre partie, dont la propriété va revenir ainsi à cette même bibliothèque, et aussi de la somme de 40,000 francs, léguée à la ville d'Agen à la condition qu'une statue, dont elle prescrit la forme et l'ornementation, serait érigée à Blaise de Monluc sur la place de l'Hôtel de Ville. La municipalité d'Agen va donc être mise en demeure d'accepter ce legs avec ses conditions, ou d'y renoncer à tout jamais.

P. L.

PROCÈS-VERBAUX

Des Séances de la Société des Lettres, Sciences et Arts d'Agen

Séance du 7 janvier 1809. — Présidence de M. O. Fallières.

En prenant possession de son siège de président, M. O. Fallières remercie ses collègues de l'avoir encore une fois investi de ces fonctions. Comme par le passé, il s'efforcera de mériter l'honneur qui lui est fait, et il les assure de son zèle et de son entier dévouement.

M. le Secrétaire donne lecture d'une lettre du Comité du cinquantième de Mireio, annonçant qu'un groupe d'admirateurs de Mistral a décidé de fêter cet anniversaire par l'érection d'une statue du grand poète provençal dans la ville d'Arles sur la place du Forum, et invitant la Société académique d'Agen à faire partie du comité de patronage. Cette offre est acceptée avec d'autant plus de plaisir que la Société compte depuis longtemps Frédéric Mistral au nombre de ses membres correspondants et qu'elle a toujours professé tant pour l'homme que pour le poète la plus profonde estime comme la plus grande admiration.

M. le Trésorier rend ses comptes de gestion pour 1908. Ils sont approuvés à l'unanimité.

M. Lauzun dépose sur le bureau les statuts, définitivement arrêtés, de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, dont fait partie la Société.

M. l'abbé Dubois fournit d'intéressants détails sur la vie de François d'Hébrard, maréchal des logis de la compagnie de Guy de Lussignan de S. Gelais en 1580, d'après un acte du 18 mai 1623, passé devant le juge civil et criminel de Penne. Il ressort, en effet, de ce document qu'accablé de vieillesse, d'infirmités et de misères, ce personnage dut implorer la clémence du Roi, et, pour arriver à obtenir une modique pension, recourir au témoignage de ses contemporains et donner à sa requête la solennité d'un acte judiciaire. Pris, tant dans l'ordre de la noblesse que dans ceux du clergé et du tiers-état, tous attestent qu'il a toujours été bon catholique, que durant sa vie il a servi fidèlement son Roi, ayant pris part à la plupart des combats et sièges de l'époque, et que, blessé, en 1621, au siège de Montauban, il a été dépouillé depuis de toutes ses ressources et a vu ses biens saisis par ses créanciers. Il mérite à tous égards qu'on lui vienne en aide.

Claude Joly, évêque d'Agen de 1664 à 1678, fut enterré, selon ses prescriptions, dans le chœur de la cathédrale Saint-Etienne. En juillet 1809 on découvrit son tombeau au milieu des ruines de l'antique édifice. M. l'abbé Marboutin rappelle à ce sujet l'article du *Journal de Lot-et-Garonne*, du 14 juillet de cette année, qui donne un résumé de sa vie épiscopale et ajoute que : « La municipalité » agenaise, aussitôt prévenue, s'empessa de faire recueillir avec « soin les restes de ce vénérable prélat, ainsi que les attributs de » sa dignité épiscopale qui avaient été renfermés dans sa tombe. »

Il se demande ce qu'ils sont devenus et en quel endroit ils purent bien être déposés ?

Séance du 4 février 1909. — Présidence de M. O. Fallières

M. Chaux donne connaissance d'un curieux épisode de l'histoire révolutionnaire, une *Rébellion à Monreal* (Gers), en l'an 1790. Messire Charles-Etienne de Goyon de la Hérouze, que ses idées modérées et libérales avaient fait nommer maître au moment de 89, ayant oublié d'arborer la cocarde tricolore à son chapeau un jour de foire d'Eauze, se vit, pour ce fait, poursuivi à tel point par ses ennemis qu'il dût quitter Monréal et se rendit à Bordeaux où il s'affilia aux groupes patriotiques. Ce qui n'empêcha pas les officiers et soldats du bataillon patriotique de Monréal de déposer une plainte contre lui afin qu'il fut arrêté et condamné pour insultes qu'il aurait proférées contre ledit bataillon. Par arrêt du 28 novembre 89, la Cour du Parlement de Bordeaux donna pleinement raison à M. de Goyon. Ce fut la notification de cet arrêt aux habitants de Monréal par le sergent royal Diché, escorté de quatre exempts de la maréchaussée, qui mit le feu aux poudres et souleva contre eux toute la population. Les malheureux officiers ministériels ne durent leur salut qu'à une fuite précipitée, sans avoir pu remplir leur mission.

Continuant la série de ses études sur la lutte d'Erasmus et de Scaliger, M. Ferrère communique trois lettres de ce dernier aux étudiants du collège de Navarre, ainsi qu'à tous les collèges de Paris, où il proteste contre le mauvais accueil qu'ils ont fait à son discours en faveur de Cicéron. Terminé en 1529, ce Mémoire ne put être imprimé que deux ans après, en 1531, par le sieur Noël Bedat, et encore au prix de très nombreuses difficultés.

Le 30 janvier 1744, noble Jacques de Grenier, écuyer, sieur de Lapeyre, fait sommation aux deux meuniers du moulin à vent de La Paillerie, d'avoir à moudre une pleine barrique et quatre sacs de *tourron* pour alimenter le travail de la verrerie de Cabanes, juridiction de Monbahus, et « occuper ces Messieurs établis à ce sujet. » M. le docteur Couyba, qui communique ce document, fait remarquer que ce mot *Messieurs* s'applique à des verriers qui étaient gentilshommes, et il demande ce que pouvait être la matière désignée sous le de *tourron*.

M. le Dr Couyba présente ensuite une très jolie aiguière en grès émaillé, flambé, vert et rouge, se rapprochant assez du genre Pallissy, et qui pourrait bien dater du xvi^e siècle.

M. de Lagrange-Ferrègues donne enfin lecture d'une notice biographique fort curieuse sur un corsaire agenais. Pierre-Alexandre Marraud Dupon, de Castelmoron, dont les aventures maritimes, les captivités et les évasions, à la fin du xviii^e siècle et au commencement du xix^e, méritaient une mention spéciale. Il signale notamment l'acte de bravoure qu'il accomplit devant Santander le 22 germinal an XII, alors que, capitaine en second de la goëlette *La Représaille*, il attaqua vigoureusement une goëlette anglaise bien supérieure en force, la désempara et la contraignit à fuir. Retiré plus tard à Bordeaux, où il épousa une demoiselle Mayer, notre corsaire agenais vivait encore en 1817.

M. Arthur de Coste fait don à la Société d'un portrait de Cur-

rius, imprimeur agenais dans le premier quart du xix^e siècle, des presses duquel sont sorties de nombreuses brochures d'histoire locale.

Séance du 4 mars 1909. — Présidence de M. O. Fallières

M. Gaston Labadie-Lagrave, docteur en droit, rédacteur au *Figaro*, à la *Revue hebdomadaire*, etc., est élu membre résident. MM. A. de Coste, docteur d'Antin, Dagan, Castel, et Jacques Amblard sont nommés membres correspondants.

M. Lauzun donne lecture d'une lettre de M. Ch. de Batz-Trenquelléon, ancien rédacteur du journal bordelais *La Guienne*, par laquelle il offre à la Société son récent ouvrage sur *Le vrai baron de Batz ; rectifications historiques d'après des documents inédits*.

Au nom de la Société de gravure du Lot-et-Garonne, son président M. Malbec fait don à la Société d'un exemplaire de chacune des trois gravures tirées cette année : *Une tête de vieille femme*, de Crochepierre, par M. Barlangues, *Une rue de Monclar* et une *rue du Lot*, par M. Malbec.

M. l'abbé Dubourg résume le livre de raison de l'abbé Jean-Timothée Barriès. Il retrace d'abord sa biographie depuis 1754, année de sa naissance, jusqu'à la fermeture des églises sous la Terreur ; puis il cite de nombreux extraits de ses Mémoires, relatifs aux événements accomplis dans le diocèse d'Agen, entre les années 1800 et 1802, époque où il avait repris l'exercice de son ministère comme curé de Lagarrigue, notamment au coup d'Etat de Brumaire, au retour des prêtres déportés, à l'arrivée de Mgr Jacoupy, à l'organisation nouvelle du diocèse d'Agen, etc. ; et il signale le dernier acte de sa vie, en vertu duquel il lègue tous ses biens à la paroisse de Lagarrigue, à condition que le revenu en soit appliqué à doter deux filles indigentes.

M. Bastard, membre correspondant, envoie une note sur l'église de Saint-Martin d'Albret, près de Sos, récemment démolie, qui ne présentait aucun caractère archéologique digne d'être signalé, si ce n'est qu'elle avait été construite avec des matériaux gallo-romains et que sur son emplacement ont été découverts des sarcophages de forme trapezoïdale, que l'auteur fait remonter à l'époque carolingienne. Il se demande si l'église de Saint-Martin ne serait pas antérieure à l'ancienne église de Sos, qui datait du xi^e siècle, et si elle n'aurait pas été une commanderie de Templiers ?

Séance du 1^{er} avril 1909. — Présidence de M. O. Fallières

M. le Secrétaire donne lecture d'une circulaire de M. F. Habasque, délégué central de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, adressée aux délégués des Sociétés savantes fédérées, pour les tenir au courant de la marche de l'Union depuis sa constitution définitive au Congrès de Pau, et principalement pour les consulter sur la création d'un Bulletin périodique, nécessaire pour mettre en rapport constant entre elles les Sociétés unies, analyser les Revues particulières et faire connaître à chacune d'elles leurs différents travaux.

M. l'abbé Marboutin communique un acte d'Henri III, conférant

le 3 juillet 1589 à Honorat de Montpezat-Laugnac, l'un des quarante-cinq qui assassinèrent le duc de Guise, la jouissance des revenus de l'Evêché d'Agen, dont le titulaire Nicolas de Villars avait pris parti pour la Sainte-Union. « Il serait curieux, écrit M. Marboutin, de savoir si réellement Laugnac jouit, en vertu de cet acte dont la copie se trouve aux archives du château de Lafox, des revenus de l'Evêché d'Agen, qui seraient ainsi devenus le prix du sang, ou si cette donation resta lettre morte. »

M. l'abbé Dubois esquisse la biographie de Guillaume de Ranse, natif de Sauveterre, d'abord secrétaire des rois et reines de Navarre, puis contrôleur général de leurs domaines de Navarre et d'Albret, et qui joua un rôle important dans les luttes du XVI^e siècle. Cité par Monluc dans ses *Commentaires*, il se maria deux fois, acquit en 1553 la seigneurie de Plaisance, près de Sérignac, en Brulhois, qui appartenait à Jean de Cassaigne, eut à cet égard de nombreux procès à soutenir, devint aussi seigneur de Laperche, et fut tué le 5 janvier 1591 dans les rues d'Agen, lors de la prise de cette ville par Saint-Chamarand.

Marguerite de Cortète de Prades, fille cadette de Jean-Jacques et petite-fille du poète François de Cortète, mariée au sieur Armand de Fargues, et dont la date de la mort est ignorée, mourut certainement avant le 21 avril 1694, jour où l'administration des biens des deux conjoints décédés fut donnée à Philippe Daurée, sieur de Lamothe. Cette adjonction à la monographie du château de Prades par MM. J. Dubois et Ph. Lauzun est apportée par M. le docteur Couyba, d'après les minutes du notaire Clere, de Mancillac, juridiction de Lauzun.

M. Ph. Lauzun, continuant ses études sur les monuments disparus du vieil Agen, donne enfin lecture de son chapitre consacré à la *Place du Palais en 1811*, telle que la reproduit une gravure fort curieuse et fort exacte du sieur J. Philippe, qu'il fournit à l'appui. Il fait l'histoire, après les avoir décrits, du vieux palais de Monrevel, des hôtels d'Estrades, de Vaur, de Vergès, de Monluc, de Roques, de la maison Bergognié, sans oublier de signaler les transformations successives du théâtre, et de rappeler la physionomie fort originale du café de la Comédie et de ses principaux habitués d'alors.

P. L.

RECUEILS ET PÉRIODIQUES

REVUE HISTORIQUE. — Mars-Avril 1909. — Lieutenant-colonel Louis Hastinaun : Les officiers de l'armée royale à la veille de la Révolution. — Ed. Driault : Bonaparte et le recès de 1803 (*fin*). — François Ricci : Notes sur les tarifs de la loi salique. — Henri Hauser : Deux brefs inédits de Léon X à Ferdinand, au lendemain de Marignan. — *Bulletin historique* : France. Époque de la Révolution et de l'Empire, par Rod. Reuss. — Angleterre, par Ch. Bémont. — Italie. Moyen-âge, par René Poupardin. — Pologne. Publications des années 1903-1907. par J.-K. Kochanowsky. — *Comptes-rendus, Chronique et Bibliographie*.

POLYBIBLION. — Novembre 1908. — Maurice Lambert : Jurisprudence. — L. Maisonneuve : Philosophie. — E. Chailan : Sciences physiques et sciences mathématiques. — M^{me} la Comtesse de Courson : Ouvrages pour la Jeunesse. — *Comptes-rendus, bulletin, chronique*. — Décembre 1908. — Visonot : Récentes publications illustrées. — André Pératé : Beaux-arts. — *Comptes-rendus, chronique, etc.*

ANNALES DU MIDI. — Avril 1909. — H.-J. Chaytor : Poésies du troubadour Perdigon. — P. Boissonnade : La crise de l'industrie languedocienne. — *Mélanges et documents*. — I. R. Grand : Encore un document sur Bertrand de Griffeuille. — II. J.-B. Festa : Le manuscrit provençal de la bibliothèque Barberini. — III. A. Thomas : La première réunion des États du Languedoc sous Louis XI. — IV. Information contre un curé de Languedoc accusé de maléfice. — *Comptes-rendus, Recueils des périodiques méridionaux, Chronique, etc.*

REVUE DES PYRÉNÉES. — Quatrième trimestre 1908. — A. Jeanroy : La satire littéraire dans Carducci. — E. Cartailhac : Les plus anciens artistes de l'humanité, leurs œuvres dans nos cavernes. — M. de Lacroix : Pierre-Firmin de Lacroix, avocat au Parlement de Toulouse (*à suivre*). — Armand Praviel : A propos de Pierre Goudelin. — R. Rumeau : Le couvent des Capucins de Grenade. — *Bibliographie, Chronique du Midi*. — Premier trimestre 1909. — Nécrologie : M. Paul-Edouard Privat. — G. Desdevisse du Dezert : La peinture catalane primitive d'après quelques livres récents. — Cl. Perroud : Un nouveau fragment des Mémoires de Buzot. — Thora Fridriksson : L'Islande. — J. Lestrade : Saint-Etienne de Toulouse après l'incendie de 1609. — M. de Lacroix : Pierre-Firmin de Lacroix, avocat au Parlement de Toulouse (*suite et fin*). — Elisa Gay : Primavera. — Paul Dop : L'Œuvre scientifique du Dr Dominique Clos. — *Chronique du Midi*.

REVUE DE GASCOGNE. — Janvier 1909. — A. Degert : Lettres inédites du cardinal Maury. — Baron de Lary de Latour : A propos d'un bois. — J. Contrasty : Le Clergé français réfugié en Espagne (*suite*). — *Bibliographie*. — E. Saint-Raymond : *Textes additionnels des anciens forts de Béarn*, par J. Brissaud et P. Rogé. — A. D. : *Origine des Aquitains*, par J. Espagnolle. — L. Médan : *Episode de la guerre civile de Navarre*, par J. de Jaurgain. — A. D. : *De l'origine des ragots*, par A. Sansot. — *Notes diverses*. — Février 1909. — Joseph Bonnet : Papiers gascons à Saint-Petersbourg. — J. Duffour : Découvertes gallo-romaines à Touget. — P. Coste : Les prêtres de la Mission à Buglose. — J. Contrasty : Le Clergé français réfugié en Espagne (*suite*). — *Bibliographie*. — A. D. : Pierre-Alphonse. Discipline de Clergie, par J. Ducamin. — *Catalogo razonado de obras anonimas y pseudonimas de autores de la compania de Jesus*, par E. de Uriarte. — L. Médan : *La peste de 1630 à Cazères-sur-Garonne*. — *Une pharmacie à Cazères, au XVI^e siècle*, par l'abbé Espagnat. — *Notes diverses*.

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DU GERS. — Quatrième trimestre 1908. — Brégail : Une perquisition au château de Lectoure en l'an VIII. — Ph. Lauzun : Le tombeau du cardinal d'Albret à Rome. — Ludovic Mazeret : La peste en Gascogne. — Métivier : Fouilles pratiquées à l'hôpital d'Auch. — A. Lavergne et Mastron : Liste des chartes des coutumes du département du Gers (*suite*). — Lamazouade : La Sauvetat. Episodes d'histoire locale. — L'abbé Tournier : Histoire d'Antran. — Liste des objets mobiliers des églises du Gers, classés par la Commission des monuments historiques. *Bibliographie et notes diverses*. — *Chronique*.

Numéro 3

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

36^e Année. — Mai-Juin 1909



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

—
1909

Toute reproduction même partielle des articles de la *Revue* est rigoureusement interdite

SOMMAIRE :

I. <i>Souvenirs du vieil Agen : la place du Palais en 1841,</i> par Ph. Lauzun.....	193
II. <i>Le citoyen Delsoert bibliothécaire de l'Ecole centrale,</i> (suite et fin), par R. Bonnat.....	207
III. <i>Le trésor de Verteuil,</i> par Momméja.....	222
IV. <i>La fondation de l'Annonciade de Villeneuve-d'Agenais,</i> (suite et fin), par le Dr Couyba.....	228
V. <i>Un corsaire agenais, Pierre-Alexandre Marraud Du-</i> <i>pont, de Castelmoron,</i> par C. de Lagrange-Ferrègues.	248
VI. <i>Le château de Lauzun</i> (suite et fin), par Ph. Lauzun....	252
VII. <i>Jouan le jeune dit Marat,</i> par le Dr Couyba.....	275
VIII. <i>François d'Hebrard (1550-1631),</i> par J. Dubois	276
IX. BIBLIOGRAPHIE : <i>Livre d'or des élections consulaires et</i> <i>de l'Administration municipale d'Agen depuis l'an-</i> <i>née 1222 jusqu'à 1909,</i> par J. Serret, (Marboutin) ..	280
X. <i>Chronique Régionale</i> (Ph. Lauzun).....	281
XI. <i>Procès-verbaux des séances de la Société des Sciences,</i> <i>Lettres et Arts d'Agen</i> (Ph. Lauzun).....	287
GRAVURE : <i>La place du Palais en 1841.</i>	

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser directement à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

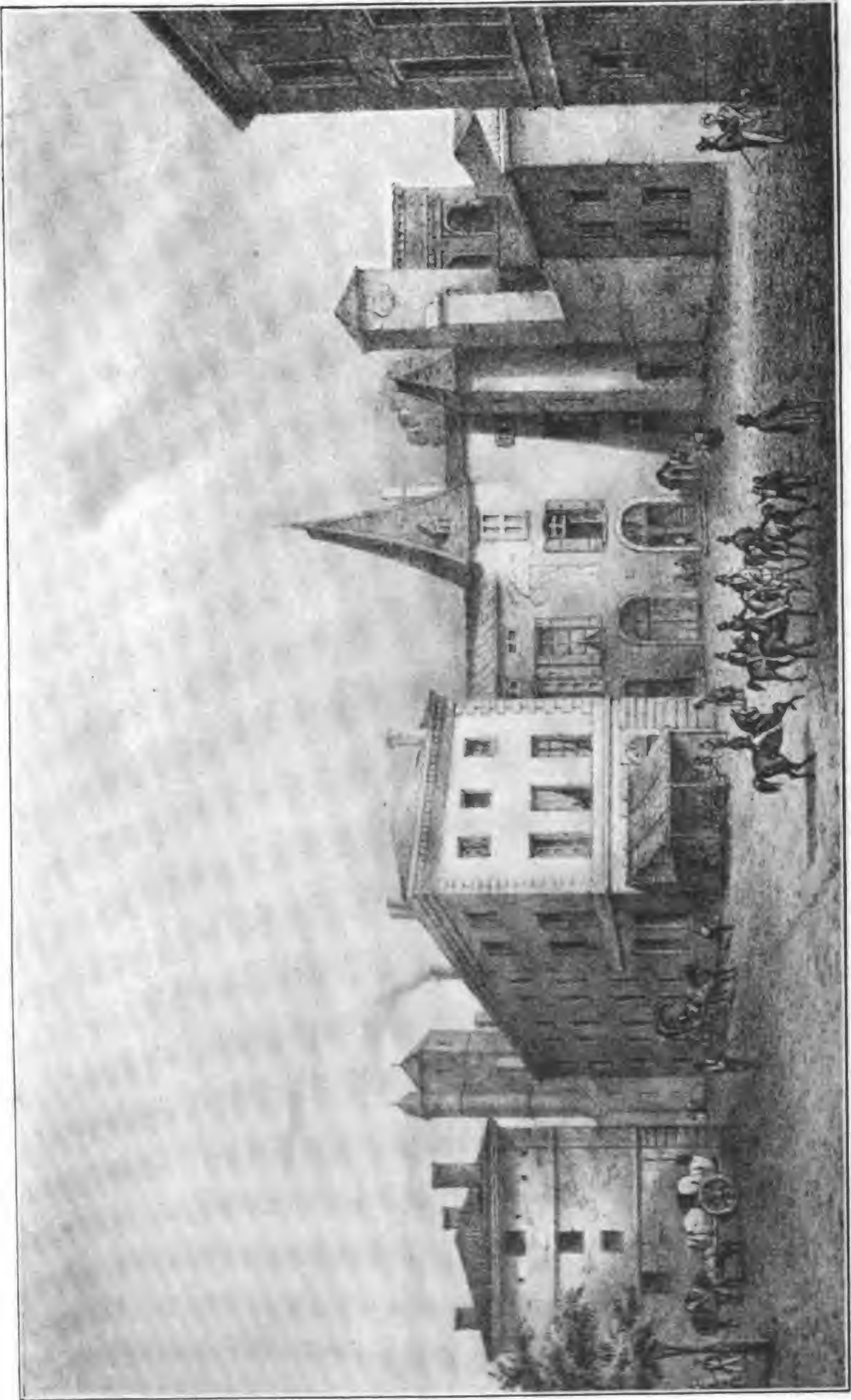
Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8	pages	de	texte	réimprimées	jusqu'à	50	exemplaires,	10 fr.
8	—	—	—	—	—	100	—	12 fr.
12	—	—	—	—	—	50	—	14 fr.
12	—	—	—	—	—	100	—	16 fr.
16	—	—	—	—	—	50	—	15 fr.
16	—	—	—	—	—	100	—	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



Cliché Ph. Lauzun

LA PLACE DU PALAIS

EN 1841



Palace of the National Assembly

LA VILLE DE PARIS

SOUVENIRS DU VIEIL AGEN

LA PLACE DU PALAIS EN 1841

Elle était fort pittoresque encore en 1841 la place du Palais, à Agen, ou, pour l'appeler de son vrai nom d'alors, la place Royale, autrefois place Monrevel, place de la Loi, place de l'Hotel-de-Ville, etc., avec ses monuments intacts depuis la lointaine époque où les avait élevés la fantaisie de leurs premiers propriétaires, le va et vient incessant des gens de loi qu'attirait le palais de Justice, les groupes de promeneurs qui ne cessaient de l'arpenter du matin au soir, les élégants cavaliers qui la traversaient, le caractère si varié, parfois si original, des habitués du café de la Comédie, la foule empressée, qui, les soirs de spectacle, s'engouffraient dans les couloirs trop étroits du théâtre, l'ébullition des esprits les jours d'élections ou simplement de cérémonies officielles, toutes choses qui lui donnaient une physionomie particulière digne d'être rappelée.

Telle nous la représente la vue ci-contre, prise, dessinée et lithographiée par le sieur J. Philippe en 1841 pour le compte de *La Guienne historique et monumentale*, où elle parut l'année suivante, à la page 106 de la deuxième partie du tome premier. Telle nous donnons aujourd'hui cette gravure, bien que non inédite, son exactitude, et aussi sa rareté, la faisant rentrer dans le cadre de ces études sur les monuments disparus du vieil Agen. La construction du théâtre Ducourneau, la transformation radicale des deux hôtels qui forment aujourd'hui le Musée municipal, les démolitions, les adjonctions de toutes sortes, des autres édifices encadrant la place du Palais, en ont modifié du tout au tout l'aspect primitif. Il nous a donc paru utile de chercher à reconstituer non seulement son ossature

archéologique, mais aussi son côté psychologique, en cette année 1841, date que nous impose notre gravure.

Véritable forum, comme il en existait dans toutes les villes du midi de la France et comme il s'en rencontre encore quelques-uns de plus en plus rares, à Auch par exemple, la place du Palais était depuis le moyen âge le centre intellectuel d'Agen. C'est là que se discutaient les affaires publiques, là que l'on allait aux nouvelles avant de vacquer à ses occupations journalières, là que l'on se réchauffait aux rayons du soleil d'hiver, et que les soirs d'été on se désaltérait à la terrasse du café de la Comédie. Tout autre endroit restait désert, car la mode n'était pas venue, du moins sur semaine, d'aller respirer l'air pur des bords de la Garonne ou des allées du Gravier, seule promenade existante en dehors de la ville entourée en partie de ses murs et de ses fossés, encore moins de sillonner les grandes routes boueuses ou poussiéreuses et généralement assez mal entretenues.

Tout, du reste, n'était-il pas fait pour grouper sur la place du Palais les bourgeois d'Agen ?

Voici d'abord le *Palais de Justice*, dressant solennelle et imposante, ainsi qu'il convient à toute construction de l'époque du Grand Roi, sa façade bien parementée de la fin du XVIII^e siècle. N'est-ce pas en effet en 1666 que l'intendant de Guienne, Claude Pellot, « affectionnant particulièrement Agen où il avait
« établi sa principale résidence, fit abattre, nous dit Labrunie,
« le vieux château de Monrevel et le fit rebâtir à neuf pour y
« placer plus commodément le Présidial, qui y tenait ses séances, dans l'état où nous le voyons aujourd'hui (1) ? » C'est qu'il était déjà bien vieux à cette date et qu'il menaçait ruines de toutes parts cet antique château de Monrevel, « situé au moyen âge,
« écrit notre plus ancien chroniqueur Darnalt, hors de la vieille
« enceinte de cette ville, sur le bord du fossé d'icelle, tenant
« du temps de quelque guerre des Anglais contraire party à

(1) Labrunie, *Abrégé chronologique des Antiquités d'Agen*, manuscrit original. Cf., voir p. 120 l'édition publiée par M. O. Fallières.

« celui de la ville, qui est pour ce jour d'huy le Palais Royal
« où le siège Présidial est et s'y exerce la justice (1). »

Le château de Monverel faisait en effet à cette époque l'office de poste avancé, de fort extérieur, en avant de la première enceinte de la ville, laquelle se déroulait de ce côté depuis la porte St-Anguille, au milieu de la rue Porteneuve, jusqu'au carrefour des rues Moncorny, Garonne et St-Antoine, suivant une ligne qui passait entre la rue des Juifs à l'intérieur et la rue de la Loi à l'extérieur et longeait les hôtels de Montluc, Vergès, de Vours, d'Estrades et le milieu du théâtre actuel (2). Pris par les Anglais en 1344 (3), il servit à maintenir longtemps la ville en l'obéissance du comte de Derby. Ce ne fut qu'à la fin du XVI^e siècle que la redoutable forteresse Agenaise, qui n'avait plus sa raison d'être, puisque, depuis trois siècles, l'enceinte fortifiée de la ville, considérablement agrandie, avait été portée beaucoup plus au loin, changea de destination et devint le siège du Présidial, « Mademoiselle de Cibaut, « nous apprend toujours Labrunie, veuve de M. de Vigier, « sieur de Pelleguignon, ayant fait vente, comme mère administreresse des biens de ses enfants, du château de Monverel au sieur Delpech, procureur du Roy, pour y placer le « Présidial. Cette vente, ajoute-t-il, fut conclue le 29 juillet « 1584, pour la somme de 400 écus » (4). Que d'audiences solennelles y furent tenues, de cérémonies imposantes célébrées (5), de harangues subtiles et disertes prononcées, à commencer par celle que débita M^e Jehan Darnalt, conseiller du roy et procureur de Sa Majesté en ladite sénéchaussée, « aux ouvertures des plaidoyries après la Saint-Luc, en « l'année 1605, où se void la conférence et comparaison de la « mer avec la profession et exercice de la justice. Ensemble « les Antiquitez de la ville d'Agen et pays d'Agenois, année « par année, depuis dix-sept cents ans en ça jusques à l'estat

(1) Darnalt, *Remonstrance sur les Antiquités d'Agen*, p. 116.

(2) Voir notre étude : *Les Enceintes successives de la ville d'Agen*, (1894).

(3) Archives municipales d'Agen, BB. 16.

(4) Labrunie, *Abrégé des Antiquités d'Agen*, p. 120.

(5) Voir *Annales de la ville d'Agen* par Proché, pp. 8, 82, 129, 166, 255, 300.

« *présent de ladite ville et pays* », et qu'il dédia à la reine Marguerite de Valois (1).

En cette année 1841, c'est M. Florian Bouet, député du deuxième collège électoral d'Agen et avocat général, qui, le 3 novembre, prononce la mercuriale d'usage; et c'est pour entendre sa parole claire et facile, son style sobre et élégant que se presse un auditoire d'élite dans la grande chambre de la Cour d'Appel, aujourd'hui la salle des Illustres, présidée par M. le premier président Tropamer, assisté des trois présidents de chambre, Lafontan, Bergognié et Chapelle, et des vingt-deux conseillers, parmi lesquels on remarque MM. Moullié et Desmolin le père, doyens d'âge, Phiquepal d'Arusmont, Lébé, Labastide-Cornier, Donnodelvie, Dufort, Carrié, Calmels de Puntis, Lafontan, Dayrie, Ladrix, Chaubard, Faucon, Théodore de Sevin, tous magistrats de père en fils, originaires de notre ville ou du département, et dont les noms constituent le livre d'or de la vieille magistrature agenaïse. Au parquet siègent : MM. Lébé, procureur général du roi, Labat, Laffite, Eugène Martinelly, tandis qu'à la barre se tiennent debout maîtres Chaudordy, Laroche, Cassaigneau, Lapoussée, Souèges, Delpech, Vacquery, tous avocats distingués, sans oublier M. Baze, qu'en cette année 1841 on retrouve partout.

Après le palais de Monrevel, *l'hôtel d'Estrades* est certainement le monument le plus important de la place. N'est-il pas, depuis plus de deux siècles, l'hôtel de ville, la maison commune par excellence, celle qui sauvegarde et symbolise les libertés conquises, où flotte le drapeau aux trois couleurs, et dont la vue gonfle d'orgueil les héros de la révolution de Juillet. Dans sa grande salle, trône depuis dix ans le comte de Raymond, maire d'Agen, esprit libéral et pondéré, homme du monde accompli, riche, très décoratif, en qui s'incarne l'esprit de 1830, et qui, malgré l'opposition incessante de son premier adjoint M. Baze, se maintient au pouvoir, soutenu par sa fidèle majorité les Gladi, les Menne, les Bouet, les Chaudordy, les

(1) Darnalt, *op. cit.*

Amblard, les Cassaigneau, sans oublier Rotch Barsalou, le Rotschild agenais, beau-frère du député influent Sylvain Dumon en passe de devenir ministre, et qui personnifie la finance avec laquelle tout bon gouvernement doit déjà compter.

Aussi est-ce par acclamation que le 4 février de cette année 1841, après quelques mois d'inter règne, le comte de Raymond est réinstallé dans ses fonctions de maire et qu'il arbore solennellement, le 24 mars, à l'une des fenêtres de la mairie le drapeau départemental commémoratif des funérailles de l'Empereur, attribué à la ville d'Agen, alors que Villeneuve, qui le demandait également, n'a reçu en partage qu'un simple trophée funéraire.

Quel autre édifice du reste était plus digne de l'abriter que ce vieil hôtel du maréchal d'Estrades, du héros de tant de batailles, du négociateur du glorieux traité de Nimègues, qui consentit, à seule fin de rendre service aux consuls de sa ville natale, à leur aliéner le 8 septembre 1658, pour la somme de 18000 livres (1), l'hôtel où il avait vu le jour et que son père François d'Estrades, sieur de Bonnel et de Ségougnac, gouverneur du comte de Moret, des ducs de Mercœur, de Beaufort, de Messieurs de Nemours et d'Aumale, gouverneur également de la ville et du duché de Vendôme, venait « *de bastir à neuf* » lorsqu'en 1628 il le loua à la municipalité pour le logement du duc d'Epéron (2).

Par cet acte, il nous est permis de dater sûrement cette construction, appelée depuis *Maison du Roi*, et qui s'est en grande partie conservée, jusqu'à nos jours, telle qu'elle était au XVIII^e siècle, c'est-à-dire avec ses murs en assises alternées de pierres et de briques, ses larges fenêtres à meneaux croisés, son bel escalier de pierre à paliers droits, son cadran solaire, sa jolie petite tourelle en encorbellement dans un angle rentrant de la cour intérieure, mais qui n'a jamais été qu'un motif d'ornementation. L'hôtel d'Estrades s'élevait entre deux cours, l'une qui donnait sur la rue des Juifs et qui a subsisté jusqu'à ces

(1) Archives municipales, CC. 235 ; DD. 26.

(2) Idem, DD. 1.

derniers temps ; l'autre sur la place de Monrevel et dont les murs suivaient le prolongement des rues Moncorny et de la Loi, ce qui restreignait fort la place. Cette cour fut détruite au commencement du siècle dernier, lorsqu'on voulut l'agrandir, que fut refaite la toiture de l'hôtel, notamment le beffroi en forme de pyramide qui surmonte la cage d'escalier, et qu'on modifia du tout au tout, pour la construction du théâtre, l'aile occidentale de l'hôtel, où nous avons vu, enfant, au rez-de-chaussée, la bibliothèque, et, au premier étage, les bureaux de la mairie et la justice de paix.

Ainsi donc que le reproduit notre gravure, se présentait en 1841 l'hôtel de ville d'Agen, encadré entre le théâtre à gauche et l'hôtel de Vours à droite. Chanté par Jasmin dans son premier poème *Lou Chalibari*, il demeura jusqu'en 1869 en cet état, année où, par suite du transfert du palais de justice à son nouveau local de la Plateforme, il vint occuper le vieux palais de Monrevel. Alors une partie, celle de droite comprenant l'escalier, fut cédée à la société formée pour la création d'un Musée. Celle de gauche au contraire fut complètement démolie pour donner jour à la rue qui relie la place à la rue des Juifs et isoler le théâtre. On peut donc dire qu'il ne reste plus rien aujourd'hui de ce qu'avait été l'hôtel d'Estrades et avec lui le vieil hôtel de la ville d'Agen.

Bien lamentable est l'état, en cette année 1841, du joli *hôtel de Vours*, à droite de l'hôtel d'Estrades, que ses derniers propriétaires, les Lescale de Vérone, descendants directs de l'illustre Scaliger, ont vendu, en 1765 déjà, « en la personne de
« Jules-César de Grossoles, agissant comme tuteur des enfants
« mineurs de feu Joseph-Jules-César de Lescale de Vérone et
« de dame Marie-Joseph de Montaut de Saint-Civier, son
« épouse, aux consuls d'alors pour la somme de 8.000 livres, à
« seule fin de servir de prison (1). » Là, en effet, depuis trois quarts de siècle sont enfermés les prisonniers ; et, pour ce, ont été transformées, détériorées, mutilées, les élégantes salles si

(1) Archives municipales, II. 13.

gentiment décorées par leur premier propriétaire Jacques de Vours, dont la famille joua un rôle important à Agen au XVI^e siècle, et dont le fils, Alain de Vours, consul, se rendit tout exprès à Paris, en 1586, pour remettre de la part du maréchal de Matignon la ville d'Agen en l'obéissance du Roi (1). Mais déjà l'hôtel ne lui appartenait plus ; son père l'avait vendu, un peu avant 1566, à sire Gérald Michel, dit Ferron, marchand, lequel Ferron le céda également peu après à la famille de Monméjean, qui l'occupa durant tout le XVII^e siècle et dont un des représentants, François de Monméjean, intenta même un procès aux consuls, en 1665, pour obtenir d'eux une indemnité à raison de la construction qu'ils avaient élevée sur le mur mitoyen de sa maison avec l'hôtel d'Estrades (2). Ce furent ses descendants qui la vendirent aux Lescale de Vérone.

Par suite de sa dernière transformation, l'hôtel de Vours devint donc une annexe de l'hôtel de ville, qui, peu à peu, avait accaparé toutes les maisons de ce côté nord de la place. Et cependant ne méritait-il pas de rester isolé ? N'est-il pas un charmant spécimen d'architecture civile de l'époque de la Renaissance ? Et tout en lui n'accuse-t-il pas l'élégance de cette époque ? Ses façades d'abord en belles pierres de taille ; ses fenêtres à meneaux croisés, ornées de si jolis pilastres et de si fins chapiteaux ; sa galerie supérieure donnant sur la cour, avec ses merlons historiés ; sa grande porte d'entrée sur la rue des Juifs, à plein cintre, aux claveaux ornés de rosaces à l'extérieur et d'entrelacs sur leurs intrados, d'une si grande pureté de style ; son bel escalier enfin, dont la vis se dresse en spirale avec ses repos décorés de balustrades et ses colonnettes tronquées, à rosaces et culs de lampe appliqués contre le mur, toutes choses qui par leur ornementation si variée en font l'œuvre maîtresse de l'édifice et l'une des curiosités les plus intéressantes du musée actuel (3).

(1) Archives municipales, CC, 318 et 319. Voir le pittoresque récit de ce voyage qu'en a fait M. G. Tholin dans la *Revue de l'Agenais*, 1876, t. III, p. 153.

(2) Archives municipales, CC. 17, Cadastre, CC. 306 et FF. 179.

(3) Voir : *Les anciens hôtels de ville et le local du Musée d'Agen*, par G. Tholin, 1876.

Vacant par le transfert des prisons au quartier de la Plateforme, l'hôtel de Vours fut donné, avons-nous déjà dit, avec une partie de l'hôtel d'Estrades, à la société constituée pour la formation du musée d'Agen. Il est devenu depuis le corps principal de ce musée. Mais n'est-ce pas un contre-sens archéologique que d'avoir cherché tout récemment à le réunir à l'hôtel d'Estrades, et, par une construction moderne des plus disparates, d'avoir fusionné en un seul et même monument ces deux édifices si peu contemporains, si différents de style et sous tous les rapports si dissemblables l'un de l'autre ?

Nous ne dirons rien ici de *l'hôtel Vergès*, troisième construction, qui, après les hôtels d'Estrades et de Vours, a été incorporée, d'abord à l'hôtel de ville comme annexe aux prisons, pour remplir l'office, jusque vers la fin du siècle dernier, de prison de femmes, puis de violon municipal, en ces derniers temps au musée municipal, auquel il sert de dégagement. Si l'on en croit l'inscription bien effacée qui se lit encore au dessus de la porte d'entrée, cet hôtel, sans caractère extérieur, daterait de l'année 1575. Il n'en est pas de même à l'intérieur, où sa cour rectangulaire, très sombre et très étroite, laisse voir d'assez jolies fenêtres à meneaux croisés, soutenues par des consoles robustes sans ornement, et une série d'arcades accusant bien le style du XVI^e siècle.

Très supérieur est l'hôtel voisin, actuellement à M. Recours et qui cette fois est bien *l'hôtel de Blaise de Monluc*, avec sa façade sud ornée de si jolies arcades de la fin du XIII^e siècle, et sa façade nord du XVI^e. Monluc l'acheta de Jean de Secondat, sieur de Roques, et de la reine Marie Stuart. Exempt de tailles, comme appartenant au maréchal, il ne figure pas au cadastre de 1566. C'est ce logis qu'habitait le maréchal, lorsqu'il venait à Agen, ainsi que l'a si bien démontré M. G. Tholin (1), et non l'hôtel de Vours, comme on s'est plu longtemps à le dire, et que le porte, à tort, le titre de notre gravure dans la

(1) *Les anciens hôtels de ville d'Agen*, p. 13.

Guienne historique et monumentale. L'hôtel de Monluc, l'un des plus curieux du vieil Agen, mériterait d'être décrit en détail. Mais cette étude dépasserait le cadre que nous nous sommes imposé. Il n'est pas visible du reste de la place du Palais, qui seule doit nous occuper en ce moment.

Cette construction carrée qui, sur la gauche de notre gravure et en face du théâtre, fait le coin de la rue Moncorny, est l'extrémité de l'aile de la maison Bergognié, l'une des plus vastes de la ville d'Agen. En 1635 cet immeuble appartenait à M. de Raigniac, ainsi que nous l'apprend Malebaysse dans le récit qu'il fait de la terrible émeute du 18 juin de cette année (1). En 1841, il est occupé par M. Bergognié, président de chambre à la Cour royale d'Agen, fils de Pierre Bergognié, longtemps également président de chambre à la même Cour, mort depuis cinq ans, le 19 juillet 1836, à l'âge de 83 ans, et l'une des figures les plus caractéristiques de l'ancienne magistrature Agenaise. Né à Layrac le 3 juillet 1754, Pierre Bergognié débuta comme conseiller présidial d'Agen et occupa successivement tous les grades attribués à ces fonctions, dans lesquelles il affectait de conserver la dignité, le décorum, souvent poussé jusqu'à l'extrême, des magistrats de l'ancien régime. Il joua à l'académie d'Agen, depuis sa reconstitution en l'an VI jusqu'en 1836, un rôle prépondérant, étant resté son président de 1816 à 1830 et charmant ses collègues par de piquants récits de voyage, des mémoires philosophiques, et principalement par de faciles et fort aimables poésies (2). Son fils marche sur ses traces et son salon est un des plus fréquentés de la ville d'Agen. N'est-il pas aidé dans ses réceptions par sa femme, une spirituelle parisienne, qui malheureusement, comme toute les parisiennes, n'aspire qu'à rentrer à Paris. Elle y réussit et dès l'année suivante, grâce à

(1) *Une émeute à Agen en 1635*, par Ad. Magen. (Recueil de la Société académique d'Agen, t. VIII, 1^{re} série, p. 219.

(2) Voir ce que nous avons dit du rôle judiciaire et littéraire de Pierre Bergognié dans notre *Histoire de la Société académique d'Agen*, notamment aux pages 41 et 42.

ses relations influentes, M. Bergognié est nommé à la cour royale de Paris. Sept ans, cette maison hospitalière restera vide, jusqu'au jour où, en 1850, M. Ernest Guizot y installera sa recette générale et où elle redeviendra, sous sa direction et celle de ses enfants, l'un des centres les plus recherchés et les plus élégants de la société d'Agen.

Tout autre était le vieil *hôtel de Roques*, face au palais de Justice, dont les sombres murailles avaient si longtemps attristé la physionomie de ce côté occidental de la place du Palais. Il n'existait plus depuis 1829. Mais sa démolition, commencée à cette date, était restée inachevée, interrompue par le forage d'un puits artésien, dont on avait établi l'atelier en cet endroit, qui avait atteint une profondeur de 121 mètres, mais ne donnait aucun résultat.

Cette démolition s'imposait depuis longtemps, nécessaire pour agrandir la place. Néanmoins cet hôtel avait eu son heure de célébrité. Il était le berceau agenais de la famille de Roques de Secondat, d'où était issu le grand Montesquieu. Dès 1566, il est désigné, dans le cadastre de cette année, comme appartenant « aux héritiers de feu Messire Pierre Secondat, au devant la
« place de Monrevel allant depuis le carrerot du petit Paradis,
« jusques à la maison de M. Bernard Nargassier où il y a un
« grand jardin et basse cour (1). » Il occupait donc tout l'espace compris entre la rue du Paradis, qui longeait la maison Bergognié et la maison Nargassier, la première à droite en entrant dans la rue de l'Ave Maria, sauf que devant la maison Bergognié se trouvait, à la suite de l'hôtel de Roques, la maison Cabasse. Très visible sur le plan Lomet, il affectait dans son ensemble une forme trapezoïdale, dont un des angles s'avancait très prononcé sur le milieu de la place du Palais.

Déjà au commencement du XVII^e siècle ses propriétaires, les sieurs de Roques, le louaient aux consuls pour y loger les gens de marque de passage à Agen (2). Louis XIII et la Reine vin-

(1) Archives municipales CC. 17.

(2) Idem, DD. 1 et FF. 71.

rent l'occuper le 10 août 1621 au lendemain du siège de Clairac (1). En 1670, il est loué 900 livres aux consuls, pour le logement de M. l'Intendant de Guienne (2). Et ce n'est pas sans difficultés, ni souvent même sans procès, que se règlent dans la suite les comptes des locataires et du propriétaire. Ses salles passaient pour les plus vastes de toutes celles des maisons d'Agen. Aussi est-ce à cette qualité qu'elles durent de pouvoir abriter les plus grands personnages.

Le 26 mai 1780, un violent incendie détruisit une grande partie de l'hôtel de Roques. Les Secondat, qui possédaient en ville d'autres beaux immeubles, notamment le grand hôtel de l'impasse Saint-Antoine, aujourd'hui démoli, et celui de la rue Pont-de-Garonne, actuellement l'hôtel Labat-Martinelli, ne le reconstruisirent pas. Il était donc dans le plus piteux état, lorsque, en 1814, le gouvernement décida de l'acheter « sur estimation et à dire d'expert » pour y transférer la cour criminelle, le tribunal de première instance et le tribunal de commerce (3). Mais M. de Secondat hésitait toujours à se dessaisir de cette vieille relique de famille. Ce ne fut qu'après sa mort, arrivée le 10 mars 1826, que ses héritiers consentirent à le vendre à la municipalité. Sur son emplacement s'éleva plus tard le café de la Comédie.

En l'année 1841, le *Café de la Comédie* n'occupe pas encore le côté ouest de la place du Palais. Il se trouve, comme l'indique notre gravure, à côté de l'hôtel d'Estrades, au rez-de-chaussée du théâtre, dont la salle de spectacle, construite en 1808 par ordre de l'Empereur sur la partie de la maison commune de la rue Moncorny, et inaugurée le 4 décembre 1809, jour anniversaire du couronnement de l'Empereur et de la bataille d'Austerlitz, mais très défectueuse, sera refaite presque en son entier deux ans après, en 1843, par ordre du comte de

(1) Labrunie, *Antiquités d'Agen*, p. 126.

(2) Archives municipales CC. 250.

(3) *Annales de la ville d'Agen*, par Proché, p. 113.

Raymond, toujours maire, sur les plans de l'architecte Bourrière (1).

Alors seront délogés, non sans de cuisants regrets, les fidèles de ce centre toujours animé de la vie oisive agenaise, et dont les exploits de toutes sortes sont restés longtemps légendaires. Pour n'en citer qu'un, n'est-ce pas trois ans avant, le 30 août 1838, que fut célébrée, dans la grande salle de « l'Académie du café de la Comédie, la distribution solennelle des « prix de l'Université des flaneurs de France ». Présidée par la gérante Madame Barthe, « cantinière du corps », dit le palmarès que nous avons sous les yeux, et à qui fut décerné le premier prix de cancons, cette cérémonie obtint le plus grand succès, la plupart des habitués ayant mérité des couronnes, « analogues à leurs dispositions naturelles ». Les plus souvent nommés sont : Auguste Mustapha, Émile Cassaigneau, Abdon Astié, Ruffe dit le prince de Bénévent, Pichon, Monnié, Cassius, Ladrix, Gaston Mouchet, Dupront, Henri Barsalou, Dépau, Fortuné Laffore, Miraben, Paquin, Illy, Hilarion Labadie dit la Douceur, Tonnelé, Moureau du Chicot, Jules Neychens, etc., sur le compte desquels foisonnent des anecdotes, trop longues ou trop scabreuses pour pouvoir être racontées ici, et dont les familles, d'une honorabilité parfaite, existent encore pour la plupart dans la ville d'Agen.

Très à l'étroit dans l'ancien théâtre, puisque la salle principale, précédée d'un auvent, n'était ajourée que par deux des portes de la façade, la troisième réservée à l'entrée des spectateurs, le Café de la Comédie se prolongeait à l'intérieur jusqu'à la salle de spectacle, divisé en deux salles, celle de devant publique, celle de derrière pour les habitués. Par tolérance municipale le foyer du premier étage lui était concédé les soirs où on ne jouait pas. Il détenait même celle du second étage, dite la salle des Grecs, où se jouaient les fortes parties. Mais l'exiguité des pièces, l'affluence toujours plus grande des con-

(1) *Annales de la ville d'Agen*. Voir ce que dit Proché des représentations, pièces patriotiques qui y furent jouées, bals donnés, etc., depuis 1789 jusqu'en 1818, pp. 49, 50, 114, 117, 163, 170, 224, 286, etc.

sommateurs, nécessitaient depuis longtemps un changement de local. Il eut lieu lorsqu'on répara le théâtre, Madame Barthe ayant alors abandonné ses hautes fonctions et cédé sa place aux époux Sémadin, qui obtinrent de la municipalité la location de l'emplacement, vide et déjà planté d'arbres, où s'élevait naguère l'hôtel de Roques. Ils firent bâtir à leurs frais le Café actuel, bien qu'immeuble et terrain soient toujours restés propriété communale. Alors s'ouvrit une ère nouvelle pour le Café de la Comédie de plus en plus à la mode. L'un des attraits les plus puissants n'était-il pas la présence, derrière le comptoir, de la belle Madame Sémadin, qui par ses charmes et sa coquetterie savait si bien attirer et retenir les clients ?

Mais le canon tonne ; les cloches sonnent à toutes volées ; la grosse voix du bourdon de la mairie fait entendre sa note grave ; les fenêtres s'ouvrent pour arborer le drapeau tricolore ; des groupes se forment de plus en plus nombreux sur la place, éclairée par un soleil radieux. C'est le premier mai, la fête du Roi ; et Agen, comme tous les ans, tient à la célébrer d'un cœur sincère et joyeux. Ce qu'on attend avec tant d'impatience c'est le départ pour la revue, que va passer au gravier le général de Galtz de Malvirade, des bataillons de la garde nationale. Et voici que tous, empressés au rendez-vous, bourgeois, commerçants, industriels, arrivent, graves et importants, le ventre sanglé dans leurs uniformes, soigneusement vérifiés par leurs dames et leurs demoiselles, et se forment compagnie par compagnie. Voici d'abord l'artillerie, compagnie unique, commandée par Edouard Faucon, capitaine ; Antonin Aunac et Prosper Noubel, lieutenants. Puis, le bataillon des grenadiers : 1^{re} Compagnie : Argenton, capitaine ; Cauboue-Marseille, Boé, lieutenants ; Grenier et Couleau Dulcide, sous-lieutenants. 2^{me} Compagnie : Labie, capitaine ; Vincent Amblard, Auguste Barsalou, lieutenants ; Nestler, sous-lieutenant. 3^{me} Compagnie : Ferret fils, capitaine ; Lapoussée, Goulard Adolphe, lieutenants ; Dalain et Boé Jasmin (Jasmin lui-même !), sous-lieutenants. A la suite, le bataillon des voltigeurs, 4^{me} Compagnie : Michel, capitaine ; Falque, Courbet troisième, lieutenants ; Andrieu, Boivin, sous-lieutenants. 5^{me} Compagnie : Franclet,

capitaine ; Maydieu aîné, Cauboue, lieutenants ; Noguès aîné, Chassenard, sous-lieutenants. 6^{me} Compagnie : Darodes, capitaine ; Bordes, Nestler jeune, lieutenants ; Macary, Loubatières, sous-lieutenants. Les pompiers enfin, commandés par leur capitaine Chéri Amblard ; Laurens, lieutenant ; Bourrières et Jonqua aîné, sous-lieutenants.

Dix heures sonnent ; c'est l'heure réglementaire. Alors débouche de la rue Cessac où il demeure le chef suprême, le commandant maintes et maintes fois réélu, l'idole de la population Agenaise, M. Baze enfin, *Moussu Bazo*, comme l'appelle son grand ami Jasmin. Il est revêtu de son bel uniforme, son shako surmonté du plumet blanc, presque aussi haut que lui, et tel qu'on le voit sur le curieux tableau de la pose de la première pierre du Pont-Canal, au musée d'Agen. Il s'avance vif, alerte, entouré de son état-major, composé de Jeanbois, adjudant major, Pons, chirurgien-major, Capdeville, lieutenant porte-drapeau, et Berny, adjudant sous-officier. Il met flamberge au vent, se place à la tête de ses hommes, et, après un rapide commandement, prend la tête de la colonne qui se dirige par la rue Saint-Antoine vers les allées du Gravier, tambours et clairons en tête, drapeau déployé et au pas accéléré.

C'est qu'elle a conscience de la noble et haute mission qui lui incombe la garde nationale d'Agen, qu'elle s'est toujours montrée à la hauteur des circonstances, que protectrice du Roi-Citoyen elle est imbue de ses droits civiques comme de ses devoirs militaires, et que si jamais l'armée d'Afrique venait à subir un revers inattendu, elle volerait à la Cannebière, franchirait les mers et irait porter sans hésitation à ses frères d'armes son concours volontaire, nécessaire et désintéressé.

PH. LAUZUN.

LE CITOYEN DELSOERT

ci-devant Lalaurencie

BIBLIOTHÉCAIRE DE L'ÉCOLE CENTRALE

(1768-1829)

III

Pendant toute la durée des cours, les talents du pseudo-Delsoert furent mis à contribution par l'Administration départementale. Il fut un des membres les plus assidus de la commission temporaire des poids et mesures (1) qui fit publier en l'an VII (1799) par Louis Puissant de curieuses tables de comparaison entre les mesures anciennes du Lot-et-Garonne et celles qui les remplaçaient dans le nouveau système métrique (2). On le retrouve en l'an IX membre encore plus actif du conseil chargé de faire la description statistique du département pour 1789 et 1801. Il y voisinait avec quelques-uns de ses collègues de l'Ecole Centrale, l'indispensable Saint-Amans, Vigué, Paulin Hébrard et quelques autres personnalités agennaises bien connues, Lacuée, Lafont du Cujula, Barsalou, Gounon, de la manufacture des toiles à voiles, Lamouroux et Lauzun, également industriels. Il s'agissait de « constater quel était l'état de l'agriculture, du commerce et des arts » en 1789, avant la Révolution, dans le Lot-et-Garonne, « de faire connaître les causes des variations et des changements surve-

(1) Etablie près l'Administration Centrale. Delsoert s'en occupait en même temps qu'il préparait son cours de bibliographie. L. 105, pp. 297-298.

(2) Agen, Noubel, an VII, in-8° de 116 pp. ; réimprimées en 1801 avec quelques modifications.

nus, d'indiquer les nouveaux genres d'industrie à créer soit pour développer le commerce, soit pour remplacer les branches perdues et de procéder à l'examen des produits de l'industrie qui pourraient être présentés par des artistes ou manufacturiers du département pour figurer à l'exposition de Paris » (1).

De l'an IX à l'an XIII (1801-1804) une vaste enquête fut organisée avec le concours de l'administration qui l'avait ordonnée (2). Si, au point de vue du développement industriel et commercial du Lot-et-Garonne, elle ne put donner les résultats heureux qu'en attendait le gouvernement, elle n'en signala pas moins toutes les sources de la richesse publique que l'Empire naissant devait protéger. Le travail énorme que fournirent les commissaires est aujourd'hui conservé aux archives départementales (3). Il abonde en renseignements curieux. Pendant que le préfet Pieyre étudiait l'histoire de ses administrés d'après Argenton, Labrunie, Villeneuve-Bargemont (4), etc. ; que Lafont du Cujula, député, puis secrétaire général, s'occupait de l'agriculture et Claude Lamouroux, du commerce et de l'industrie (5) ; que Saint-Amans exposait l'histoire naturelle appliquée au Lot-et-Garonne et donnait ainsi d'intéressantes préfaces à ses études sur la botanique et la flore agenaise, Delsoert occupait ses loisirs à la minéralogie, à la statistique des diverses industries de la pierre, des poteries et faïenceries, verreries, fers, fontes et cuivres. Le rapport très documenté qu'il rédigea, alors qu'il était redevenu M. de La-laurencie comme ci-devant, n'a pas été perdu comme l'affirme

(1) Annuaire ou calendrier du département de Lot-et-Garonne. 1802-1803.

(2) Une enquête semblable avait été ordonnée par le ministère de l'Intérieur dans tous les départements.

(3) Série M. 11. Statistique. Il forme une grosse liasse où figurent tous les mémoires des commissaires, même celui de Lamouroux sur l'Industrie que M. Philippe Lauzun croyait perdu. (*Statistique industrielle du département de Lot-et-Garonne*, p. 6.)

(4) Villeneuve-Bargemont lui communiqua des notes qu'il utilisa plus tard dans ses études sur Nérac.

(5) Annuaire ou description statistique du département de Lot-et-Garonne rédigée d'après les instructions de S. E. le Ministre de l'Intérieur. Agen, Noubel. 1806, in-8° de 320 pages. Les passages de ce volume où se trouvent utilisées les études de Delsoert ont été reproduits par M. Lauzun, *op. cit.*, pp. 69-75.

M. Philippe Lauzun (1). Utilisé avec tous les autres mémoires pour un travail de synthèse que Lafont de Cujula publia en 1806 (2), il figure encore dans nos collections départementales (3). On y trouve de curieux détails sur les carrières et les mines du département, sur la poterie de Réaup près de Mézin, sur les faïenceries de Saint-Loup, d'Auvillars et de Moncaut ; la verrerie de Nérac, les forges des bords du Lot et de la Lémance, les deux martinets à cuivre établis dans l'arrondissement de Villeneuve. Delsoert y a joint des renseignements abondants sur la fabrication, les salaires, la main-d'œuvre et les débouchés commerciaux qui font de sa notice trop courte une véritable page d'histoire économique.

IV

Ce travail, commencé par le citoyen Delsoert, fut achevé par M. de Lalaurencie. C'est que, depuis 1802, l'ancien émigré avait repris son nom patronymique. Bibliothécaire de l'Ecole Centrale, il avait toujours donné le change et joué son rôle de citoyen venu de Belgique. Il s'était bien gardé de suivre l'exemple de son collègue Pérès, qui se laissa destituer parce que, célébrant les ci-devant dimanches et jours fériés, il s'obstinait à méconnaître le décadi. Il assistait, au contraire, avec la ferveur voulue aux fêtes civiques que la Révolution multiplia : fêtes de la jeunesse, de la vieillesse, de l'agriculture, de la liberté, de la reconnaissance, des époux, etc. ; à la place que le protocole assignait aux professeurs de l'Ecole Centrale. Il était également présent aux cérémonies décadaires, célébrées d'ailleurs sans éclat. Le 11 thermidor an VII, il organisait la fête du 10 août, anniversaire des événements qui amenèrent le renversement de la monarchie et la conquête de la

(1) *Op. cit.*, p. 69, note 1.

(2) Voir page 208, note 5.

(3) Voir plus haut, p. 36, note 1.

liberté (1). Le premier vendémiaire an X, au temple de la concorde, ci-devant église collégiale Saint-Caprais, sous les voûtes antiques qui avaient résonné, durant des siècles, au chant des chanoines en prières, il discourait sur la proclamation de la République (2). Mais à mesure que les lois contre les émigrés perdaient de leur rigueur et que se relâchaient les mesures de police contre les proscrits, le faux Delsoert cessait peu à peu de dissimuler sa véritable personnalité et jugeait inutile de continuer la comédie. Le sénatus-consulte du 6 floréal an X (26 avril 1802), qui amnistiait le crime d'émigration, s'appliquait à son cas. Plus besoin dès lors d'accréditer la légende sur laquelle il avait vécu pendant neuf années et de garder son nom d'emprunt. Avec joie, il se hâta de se mettre en rapports, désormais ouverts, avec sa mère et ses sœurs qui, par un acte officiel du 20 floréal an X (10 mai 1802), reconnurent en la personne du bibliothécaire de l'Ecole Centrale, le chef authentique de la branche des Lalaurencie-Leffort (3). Il prêtait alors le serment prescrit par le sénatus-consulte, « d'être fidèle au gouvernement établi par la Constitution et de n'entretenir directement ou indirectement aucune liaison ni correspondance avec l'étranger », recevait son certificat d'amnistie et devenait le citoyen Delsoert-Lalaurencie, puis Lalaurencie-Delsoert, et enfin définitivement M. de Lalaurencie (4). Mais il se garda si bien de laisser transparaître le royaliste et l'ancien combattant de l'armée des princes que, le 11 fructidor an X, lors de la dernière distribution solennelle des prix de l'Ecole Centrale, il terminait son discours par le cri de « Vive la République », (5).

Plus heureux que ses collègues, la suppression de cet établissement ne lui causa qu'un mince préjudice. La bibliothèque avait été mise à la disposition de la ville d'Agen par un arrêté des Consuls du 8 pluviôse an XI, à charge pour elle de payer

(1) L. 109, p. 168.

(2) Série K. Arrêtés du Préfet, t. v, folios 126 et 127.

(3) Archives de la famille Lalaurencie.

(4) Jugement du Tribunal civil d'Agen du 26 février 1810.

(5) Série L. Dossier de l'Ecole Centrale.

un conservateur (1). Le conseil municipal acceptait le 24 ventôse (2) et décidait que la nouvelle bibliothèque communale s'ouvrirait trois fois par semaine, les dimanches, les mardis et jeudis du 1^{er} germinal au 1^{er} vendémiaire (mars-septembre), de 8 à midi et de 3 à 7 ; pendant les six autres mois, de 9 à midi et de 2 à 4 heures. Le bibliothécaire toucherait une indemnité de 1.000 francs, mais il pourrait cumuler deux emplois. Comme aucun local suffisant n'était disponible dans la maison commune, on décidait de laisser provisoirement tous les volumes dans la salle où ils se trouvaient, à l'ancien palais épiscopal, et d'y aménager un petit logement pour le bibliothécaire.

Restait à choisir ce fonctionnaire. Ce fut M. de Lalaurencie qui l'emporta au premier tour de scrutin par 7 voix sur 11 votants (3). Ses deux anciens collègues Vigué fils, professeur de grammaire depuis l'an VIII (4), et Tarry, médecin et successeur de Lomet à la chaire (5) de physique et de chimie expérimentales, en obtenaient chacun deux. Dès le lendemain, Lalaurencie acceptait ; les scellés étaient enlevés le 28 ventôse par les soins de Godailh devenu secrétaire général de la préfecture et le ci-devant Delsoert dressait un état des livres, gravures et tableaux affectés à la ville d'Agen, en présence de Godailh, du maire et d'Illy, délégué du conseil municipal (6).

Avec les mille francs que lui avait alloués la ville d'Agen, Lalaurencie n'avait pas de quoi vivre, mais la loi du 6 floréal, en rendant aux émigrés amnistiés leurs biens invendus, en lui permettant de revoir sa famille, avait dû lui procurer quelques ressources personnelles. D'ailleurs il ne resta pas longtemps dans cette situation plutôt précaire. Quand, en l'an XIII (1804-1805), on voulut à Agen fonder l'une de ces écoles secondaires communales prévues par la loi qui réorganisait l'instruction publique, tout le monde fut d'accord pour choisir comme

(1) Série L. Idem.

(2) 15 mars 1803.

(3) Série L. Dossier de l'Ecole Centrale.

(4) Série K. Arrêtés du Préfet, t. 1^{er}, folio 82.

(5) Série K. Idem. t. VII, folios 19 et 20.

(6) Idem, t. X, folio 90.

directeur M. de Lalaurencie, « dont la variété et l'étendue des connaissances embrassaient toutes les parties de l'enseignement (1). » C'était pour lui un supplément de traitement de 1200 francs, mais une tâche difficile. On espérait beaucoup du nouvel établissement qui devait enseigner le latin, le français, et les éléments de mathématiques et de physique. L'administration préfectorale, par la plume de son secrétaire général Lafont du Cujula, affirmait qu'il devait réussir. « Placé dans la ville la plus populeuse, au centre du département pour l'administration civile, de deux départements pour l'administration religieuse, de trois pour l'ordre judiciaire, sous les yeux du chef de l'administration et des premières autorités, près d'une société littéraire, ayant sous la main une bibliothèque considérable, il devait rappeler les beaux jours (2), trop éloignés, de l'ancien collège d'Agen.

Vains espoirs ! L'école secondaire communale, établie à l'ancienne maison du Refuge, aujourd'hui rue Joseph Barra, malgré les efforts de son directeur nommé par le ministre de l'Instruction publique le 11 avril 1805 (3), de Barthe et de Planté, professeurs de lettres, et de Falques, professeur de sciences, eut encore moins de succès que l'École Centrale (4) Celle-ci avait vécu six années, celle-là végéta lamentablement durant deux ans. Elle se heurta à la concurrence heureuse des écoles de Bartayrès, Delmas, Proché, Lanes, Peytra et Rouby que fréquentait, à plus bas prix, la jeunesse d'Agen, aux autres écoles soit communales, soit privées, dont le programme était identique et qui, disséminées dans le département, avec des maîtres rompus aux bonnes méthodes d'enseignement, voyaient accourir toute la jeunesse d'alentour. Il y en avait à Mézin, à Marmande, à Villeneuve, qui avaient le titre

(1) Lafont du Cujula, *op. cit.*, p. 289.

(2) Lafon du Cujula. *Idem.*

(3) Papiers de famille.

(4) Sur l'École secondaire communale d'Agen, voir la très intéressante notice que M. Bordes, ancien élève de l'École normale supérieure, professeur agrégé de lettres au lycée Bernard Palissy, a publié dans le palmarès de cet établissement en 1908.

Les professeurs touchaient 800 francs.

d'école secondaire communale (1), ou même de collège. A Layrac, c'était Ducomet avec plus de 80 élèves; à Aiguillon, l'ancien curé Jauffret; à Nérac, Pougès; à Fumel, Dubroca; à Clairac, Fabre, etc. (2). D'autre part, plus avare, que l'ancienne administration centrale de département, la municipalité, qui devait pourvoir aux besoins de son école, regrettait son argent, parlait d'économies et rechignait quand il fallait dépenser. Aussi le nouvel établissement, après quelques préparatifs et travaux sommaires, n'ouvrait-il ses portes en 1805 qu'à 4 pensionnaires à 600 francs, et à 20 externes qui en payaient 80. En 1806 Lalaurencie n'avait plus que 19 élèves, 13 externes et 6 pensionnaires. En présence de résultats aussi lamentables et du mauvais vouloir de la municipalité, Lalaurencie démissionna dès le commencement de l'année 1807; il accepta cependant de rester en fonctions jusqu'aux vacances qui amenèrent la dissolution définitive de l'École secondaire communale.

V

L'ancien émigré s'en consola en regagnant sa bibliothèque à l'ancien évêché et en poursuivant le cours de ses études à la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, où il avait été reçu à l'unanimité le 1^{er} pluviôse an IX avec son ancien chef et compatriote l'ingénieur Dergny. Il y fut très assidu et prit aux travaux de cette compagnie une part active, sinon brillante. Le 3 ventôse an XII, il y discourait sur une propriété du caoutchouc: l'élasticité. On en fit, le 10 nivôse an XIII, un secrétaire adjoint pour suppléer Godaillh, secrétaire perpétuel, retenu au Corps législatif à Paris. Le 15 janvier 1806 il lisait à ses collègues une notice analytique sur un manuscrit de la bibliothèque d'Agen qu'il attribuait à M. de Ruthières : *Histoire de l'anarchie de Pologne et du despotisme de la Russie*. La même année, à la séance publique du 10 juin, il exposait les

(1) Celle de Villeneuve portait même titre de collège. Elle avait 100 élèves. Lafont du Cujula, *op. cit.*, p. 290.

(2) Ducomet avait 84 élèves; Jauffret, 90.

motifs qui avaient empêché les cultivateurs de concourir pour le prix d'agriculture créé sous forme de primes d'encouragement à la plantation du mûrier. L'année suivante, le 4 février, il analysait un ouvrage de Ratier, professeur au collège de Nérac : *Introduction aux sciences mathématiques* (1).

Ses confrères le tenaient en si haute estime qu'ils songèrent à lui pour recueillir la succession de Godaillh, leur secrétaire perpétuel, et le mirent en balance avec Saint-Amans, qui avaient rendu pourtant d'innombrables services. Mais quand vint le jour de l'élection, le 10 janvier 1810, Lalaurencie ne pouvait plus être un concurrent sérieux : il venait d'être nommé inspecteur de l'académie de Cahors et devait naturellement quitter Agen pour gagner son nouveau poste. Saint-Amans, qui aurait dû recueillir l'unanimité des suffrages, ne fut élu cependant qu'à la pluralité des voix « et, nous apprend le procès-verbal, au troisième tour seulement du scrutin (2). »

Lalaurencie habitait toujours l'ancien palais épiscopal, affecté en l'an XII, après la disparition de l'Ecole Centrale, à la 11^{me} cohorte de la Légion d'honneur. C'est là qu'il vit venir, le 17 décembre 1807, Cambacérès, le prince archi-chancelier, et, le 30 juillet 1808, le maître de l'Europe et la gracieuse Joséphine qui venaient de Bayonne par Pau, Tarbes, Auch et Montauban. On a conté les incidents de ce voyage qui fut à la fois heureux et malheureux pour notre contrée ; heureux, parce que, durant les 16 heures qu'il a passé dans Agen, l'empereur prit une série de mesures favorables au Lot-et-Garonne : créations de routes et de ponts, constructions de cales, dessèchement de marais, subventions, affectations de monuments nationaux à des services publics, etc. ; malheureux aussi, parce qu'à Montauban, il décida la création du département de Tarn-et-Garonne avec cette ville comme chef-lieu et qu'il démembra le Lot-et-Ga-

(1) Voir les procès-verbaux de la Société d'agriculture, sciences, et arts d'Agen conservés aux archives de cette compagnie.

(2) Philippe Lauzun : *La Société académique d'Agen (1776-1900)*. Paris, Picard, 1900, in 8°, page 90. — Trois candidats furent présentés, Saint-Amans, Lalaurencie et Lacoste, ancien professeur d'histoire à l'Ecole Centrale.

ronne en lui enlevant d'un trait de plume les cantons de Valence d'Agen, d'Auvillars et de Montaigut (1).

Au voyage de l'empereur se rattache une tradition de famille qui ne manque point d'originalité. La voici, telle que la rapportent les Lalaurencie (2) :

« Il était dans les habitudes du souverain, quelle que fût l'importance du but de ses voyages, d'utiliser ses séjours de route à corriger, à mettre en place, à perfectionner les choses administratives. Napoléon se préoccupait alors de faire vivre partout les établissements universitaires, aussi était-il suivi de M. de Fontanes. Une des premières questions qu'il adressa au Préfet d'Agen fut celle-ci :

— « Avez-vous un collège convenable ? » Le Préfet répondit que la ville ne possédait pas d'établissement digne d'elle et que les locaux de l'ancien collège étaient occupés par les troupes de la garnison.

— Il faut changer cela, dit l'empereur. Trouvez-moi quelqu'un que je puisse charger de ce soin et mettre à la tête du nouvel établissement. — Grand était l'embarras des auditeurs, lorsque l'un d'eux déclara qu'il existait à Agen un homme instruit et enseignant les mathématiques et la géographie à la satisfaction des parents. La physionomie de l'empereur s'anima au mot « mathématiques. »

— Quel est cet homme, dit-il, montrez-le moi. — Et sur l'observation qu'on se trouvait à l'heure même de sa classe, Napoléon se fit conduire à l'humble école de Louis Delsoert. L'arrivée du souverain, si bruyante qu'elle fût, n'était pas pour troubler l'ancien officier de marine. Il supporta sans faiblir le regard inquisitorial de Napoléon, continua sur sa demande la démonstration commencée au tableau. L'empereur le suivit un instant et se leva, donnant l'ordre à quelqu'un de sa

(1) Le voyage de Napoléon a été souvent raconté. En 1808 le journal de Lot-et-Garonne y consacre un long article. Voir encore Proché, *Annales d'Agen*, édit. Magen, pp. 110-114 — et Paillard : *Histoire de l'hôtel de la préfecture d'Agen* dans le Recueil des Travaux de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen. 2^e série, t. 1^{er}, pp. 87 et suivantes.

(2) Notes communiquées par la famille Lalaurencie.

suite de lui amener à la préfecture le pauvre bibliothécaire. Louis-Jean s'y rendit, très éloigné de prévoir la suite heureuse de semblable entrevue. Cependant, et quelles que fussent les préoccupations que masquait son visage, il ne put s'empêcher de tressaillir lorsque M. de Fontanes, qu'il rencontra tout d'abord, lui dit ces singulières paroles :

— Ne craignez rien et soyez franc. Sa Majesté vous veut du bien.

Admis devant l'empereur, il eut à répondre à des questions simultanées et proférées avec une autorité inquiétante.

— D'où êtes-vous ? Qui êtes-vous ? Comment vous nommez-vous ? Dans quelle arme avez-vous servi ?

-- Mon nom est Delsoert.

— Je vous demande votre nom véritable.

— Delsoert, sire.

— On ne me trompe pas. Je vous ai vu professer ; vous êtes un émigré !

Lalaurencie, comprenant alors l'avertissement de M. de Fontanes, répondit avec calme :

— J'étais lieutenant de vaisseau. Je suis rentré en France sans moyens d'existence et je vis ici du produit de mon travail ; je me nomme Louis-Jean de Lalaurencie.

L'empereur échangea alors quelques paroles à voix basse avec son entourage et s'adressant à Louis-Jean :

— «C'est bien, dit-il, j'ai besoin de vous ; Fontanes, vous ferez rayer Monsieur de la liste des émigrés, je le nomme Directeur de l'école secondaire d'Agen..»

Hélas ! Pour si intéressantes qu'elles soient, les traditions sont souvent des légendes. Quand le couple impérial traversa le Lot-et-Garonne, il y avait beau temps que Delsoert ne professait plus et que l'école secondaire était morte. Depuis plus longtemps encore, il avait repris son nom de ci-devant et pour tout Agen depuis l'an XI, c'est-à-dire depuis plus de 5 ans, il avait cessé d'être le citoyen Delsoert pour redevenir M. de Lalaurencie. Mais, s'il est vrai que dans toute erreur il peut entrer une part de vérité, il est fort possible aussi qu'on ait appelé sur le conservateur de la bibliothèque, toujours instal-

lée dans le palais de la Légion d'honneur où l'empereur était descendu, l'attention du souverain qui cherchait à s'entourer de personnalités marquantes et à gagner les bonnes grâces des partisans de l'ancien régime. C'est peut-être à cette circonstance que M. de Lalaurencie dut d'être nommé le 15 décembre 1809 (1) inspecteur de l'Académie de Cahors créée le 17 mars 1808.

Avant de quitter Agen qui lui avait donné l'hospitalité aux plus mauvaises heures de sa vie, il acheva le transfèrement de la bibliothèque municipale. Le palais de la Légion d'honneur avait été cédé par décret du 22 janvier 1809 au département de Lot-et-Garonne pour y installer la préfecture moyennant une rente annuelle à la Légion d'honneur de 10.000 francs dont le département s'affranchit vite (2). Il fallait y faire place nette pour permettre l'installation des services administratifs. On déménagea donc les 9.300 volumes des fonds nationaux dans les bâtiments de l'hôtel de ville, abandonnés à la commune lors du passage de Napoléon (3). Les nouveaux locaux n'étaient pas encore ouverts au public quand Lalaurencie démissionna le 28 février 1810 (4).

Deux jours avant, il avait eu la joie de voir le tribunal civil d'Agen, passant l'éponge sur le passé, rectifier son état-civil et celui de sa famille et faire disparaître des actes officiels ce « nom idéal » de Delsoert qui avait dérouté autrefois les comités de surveillance révolutionnaire (5). Sa femme, la citoyenne O' Reilly, et son fils Prosper ne purent s'en réjouir avec lui. La première était morte à Paris le 23 avril 1809, le second, le 21 thermidor an VIII (6). Il partit donc seul ou presque seul à Cahors, avec son second fils

(1) Par arrêté de Fontanes, grand maître de l'Université. Papiers de famille.

(2) Paillard, *op. cit.*

(3) Sur l'emplacement de l'hôtel de ville s'élève aujourd'hui le théâtre Ducourneau, étriqué et si mal à l'aise qu'il semble vouloir entrer au musée. — Les opérations du transfèrement coûtèrent 286 fr. 25. (Note communiquée par M. Calvet, bibliothécaire).

(4) Cette démission fut acceptée le 13 mai 1810 par le conseil municipal qui, à la place de Delsoert, fit choix de Noël Proché, l'auteur des *Annales d'Agen*.

(5) Extrait du greffe du Tribunal civil d'Agen.

(6) Papiers de la famille Lalaurencie. Les deux sœurs, toujours installées dans la Charente-Inférieure, étaient veuves.

Victor qui lui était né au faubourg Porte-Neuve, à l'Ecole Centrale, le 28 nivôse an VI (17 janvier 1798) (1).

Le nouvel inspecteur ne perdit pas cependant tout contact avec le Lot-et-Garonne. Le département ressortissait à cette Académie dont l'existence fut éphémère, et M. de Lalaurencie dut y revenir au cours de ses tournées. Ses fonctions étaient sensiblement les mêmes que celles de nos inspecteurs d'aujourd'hui. S'il n'avait pas les mêmes droits de nomination, comme eux, il portait la simarre de soie violette (2); comme eux, sous la surveillance du recteur, il était chargé de la visite des écoles, des collèges, des institutions et des pensions dans son arrondissement. Il était de droit officier de l'Université et Fontanes fit de lui, le 13 juillet 1810, un docteur-ès-lettres (3). C'était là un titre purement honorifique, « *honoris causa* », dirions-nous aujourd'hui, dont le conseil impérial se montra prodigue aux débuts de l'Université.

A Cahors il fit preuve de ce zèle, de ce talent souple et varié et de cette courtoisie bienveillante qui lui avaient valu à Agen, tant de sympathies et l'amitié d'hommes de valeur, les Lomet et les Puissant. Et s'il est vrai qu'il ait voulu revenir à ses premières amours et qu'il est sollicité, mais en vain, du ministre Decrès, sa réintégration dans les cadres des officiers de marine (4), il ne paraît guère en avoir gardé rancune à l'Université. A le juger par ses actes, c'était un de ces hommes qui sont partout à leur place et qui ne sont inférieurs à aucune situation. Dès 1811, il rédigeait un mémoire sur l'organisation et l'enseignement des collèges qui lui valait les félicitations de M. de Fontanes, félicitations renouvelées le 30 avril 1812 pour un autre mémoire sur les classes normales (5).

(1) Archives communales d'Agen. Fonds révolutionnaire. Etat civil. La déclaration de naissance porte les signatures des témoins Lomet et Puissant.

(2) Le décret du 31 juillet 1809 fixait ainsi le costume des inspecteurs : simarre de soie violette, ceinture à gland de soie, chausse-violette herminée, un seul galon à la toque noire, cravate de baptiste, palmes en argent.

(3) Papiers de famille.

(4) Extrait du livre de famille des Lalaurencie.

(5) Lettre du recteur de l'Académie du 22 avril 1811 lui transmettant les félicitations du grand maître de l'Université, et lettre de Fontanes. (Papiers de famille).

Le 20 mai 1812, devenu premier inspecteur, il était nommé ministre public au conseil académique de Cahors (1). Composé de 10 membres que le grand maître de l'Université choisissait parmi les professeurs et les officiers d'Académie, le conseil, sous la présidence du recteur, s'occupait de l'état des écoles, des abus qui pouvaient s'introduire dans leur administration ou leur enseignement et des moyens d'y remédier, des affaires contentieuses, des délits imputés aux membres de l'Université et de l'examen des comptes des lycées et des collèges (2).

Lalaurencie s'acquitta de ses fonctions avec tant de tact que, lorsqu'il fut envoyé à Poitiers le 8 septembre 1812, le recteur déclarait qu'« en perdant dans sa personne un excellent inspecteur, l'Académie de Cahors perdait aussi un excellent fonctionnaire sous le rapport du ministère public » (3). Il était à Poitiers quand l'Empereur, battu à Leipzig et malgré les efforts colossaux de la campagne de 1814, dut abdiquer à Fontainebleau. C'est alors que, sentant Napoléon perdu, Lalaurencie, qui avait fait serment de fidélité à la République et à l'Empire, retrouva ses opinions royalistes d'antan, qu'il avait laissées sur les bords du Rhin, en 1792. L'ancien combattant de l'armée des princes revêcut en l'inspecteur de Poitiers qui prit fait et cause pour Louis XVIII. Il rappela ses titres d'ancien officier de la marine royale et le ci-devant comte de Provence l'en récompensa en lui envoyant le brevet de chevalier de Saint-Louis (4) qu'il reçut le 13 novembre 1814. Deux mois plus tard, le 11 janvier 1815, le nouveau ministre de la marine, le comte Beugnot, l'informait que, par décision du 31 décembre, il était porté dans les cadres de la flotte comme capitaine de frégate en non activité (5).

Mais Napoléon débarquait de l'île d'Elbe et se remettait à la

(1) Archives départementales du Lot. Fonds du rectorat de Cahors. Correspondance. Le recteur le proposa le 7 mars 1812 et Fontanes le nomma le 20 mai suivant.

(2) Papiers de famille.

(3) Archives du Lot. Fonds du rectorat. Lettre du recteur du 17 octobre 1812.

(4) Papiers de la famille Lalaurencie.

(5) Idem.

tête des armées françaises contre l'Europe coalisée. On pourrait croire que M. de Lalaurencie fit alors une nouvelle volte-face. Il n'en fut rien. Oubliant son grade de capitaine de frégate, dès le mois de mars 1815, il s'enrôla avec son fils Victor à peine âgé de 17 ans (1), dans la compagnie des gardes du roi. Après Waterloo, Louis XVIII, définitivement remplacé sur le trône par les armées étrangères, fit de l'inspecteur de Poitiers un recteur d'académie et l'envoya à Limoges, le 21 octobre 1815, remplacer M. d'Humières (2). Plus tard, une lettre du ministre de la marine du Bouchage (9 décembre), avisait M. de Lalaurencie qu'il était maintenu capitaine de frégate en non activité avec les deux tiers des appointements (3), soit 3.500 francs, qui vinrent s'ajouter aux 6.000 francs alloués aux recteurs. Le ci-devant Delsoert n'avait pas à se plaindre du rétablissement de la monarchie traditionnelle ! Toutefois, malgré les services rendus, les appuis dont il pouvait disposer, il ne put obtenir du ministre de la guerre une sous-lieutenance pour son fils Victor dans les légions départementales (4). Il en fut du fils comme du père ; celui-ci devait être marin, alors les événements en firent un recteur d'Académie ; celui-là voulait être soldat, il devint magistrat (5).

Lalaurencie resta neuf années dans la Haute-Vienne. En 1816, il était élu membre résident de la société royale d'agriculture, sciences et arts de Limoges, sœur aînée de celle d'Agen (6). En 1820, le capitaine de frégate disparaissait définitivement en lui avec une retraite de 432 francs prise sur la

(1) Idem.

(2) Arrêté, et lettre de Royer-Collard, président de la commission d'Instruction publique. (Papiers de la famille Lalaurencie.)

(3) idem.

(4) Requête de Lalaurencie du 7 novembre 1816 : il rappelle que son fils et lui se sont engagés volontairement en mars 1815 dans la compagnie des gardes du Roi. Apostillée par le Préfet de la Haute-Vienne, cette requête n'aboutit pas. (Archives de la famille.)

(5) Il fut quelque temps substitut. Il se maria avec M^{lle} Viault du Breuilhac dont il eut 4 fils. (La Morinerie), *op. cit.* p. 187.)

(6) 13 juin 1816, lettre de réception comme membre résidant. (Notes communiquées par la famille.)

caisse des invalides de la marine (1). Sur son rectorat et les dernières années de sa vie, peu de détails à fournir. Il n'avait que 56 ans quand il quitta Limoges et l'Université à la fin de 1823. Les mêmes sympathies qu'il avait su se ménager partout où sa destinée si diverse l'avait conduit l'accompagnèrent dans sa nouvelle résidence, et le maire de Limoges ne cachait point les regrets très vifs que causait son départ (2).

Il revint vivre ses derniers jours au milieu des siens, en Charente-Inférieure, près des terres dont la Révolution l'avait dépossédé et pour lesquelles il toucha, en 1826, 24.000 francs lors de la répartition de l'indemnité du milliard voté aux émigrés (3).

Le 28 novembre 1828 le ministre de l'Instruction publique, M. de Vatismesnil, rendait, presque in-extremis, un dernier hommage à l'ancien recteur en lui conférant l'honorariat (4). Neuf mois plus tard, le 19 juillet 1829, dans son manoir de Bussac près de Saintes, il achevait, à peine âgé de soixante et un ans une existence mouvementée qui n'avait pas été sans éclat. (5) Avec lui disparaissait un figure originale, un homme que les événements ne prirent jamais au dépourvu et qui sut briller partout, dans les grands comme dans les petits emplois. N'est-elle point typique l'existence de ce ci-devant officier de marine de Louis XVI, dont la Révolution fit quelque temps un révolté, qui joua les sans-culottes et les Comités et finit, par la grâce de Louis XVIII, recteur de l'Université, après avoir été dessinateur aux plus mauvaises heures de la République, bibliothécaire sous le Directoire et le Consulat, inspecteur d'académie sous Napoléon ?

RENÉ BONNAT.

(1) Lettre du baron Portalis ministre de la marine, du 18 mars 1820. (Idem).

(2) Lettre du maire de Limoges du 5 janvier 1824. (Idem).

(3) Décision du 31 août 1826 de la commission de liquidation notifiée par le Préfet. (Idem).

(4) Arrêté du 28 nov. 1828 transmis avec une lettre le 29 novembre. — 26 mars 1829, lettre de compliments adressée à Lalaurencie par son successeur à Limoges Pouillet de Lisle. (Notes de la famille.)

(5) Registre d'état civil de Bussac (Charente-Inférieure)

LE TRÉSOR DE VERTEUIL

« Je ne puis me lasser de publier ce qu'il y a de trésors qui gisent partout en attendant d'être conquis. Le laboureur qui creuse son sillon remue avec la motte un pot d'or. Il ne demandait que du salpêtre au terrain ; étonné, ravi, il trouve des rouleaux d'or dans ses mains nécessiteuses. » Ainsi s'exprime Méphistophélès au début du Second Faust, et ses paroles me sont revenues à la mémoire en lisant, dans le *Supplément du Journal de Lot-et-Garonne* du samedi 18 avril 1835, une intéressante communication d'un certain M. Rozan, pharmacien à Tonneins, sur un trésor récemment découvert à Verteuil. Je reproduirai cette communication en entier.

Tonneins, le 30 mars 1855.

Il y a peu de temps qu'un agriculteur de la commune de Verteuil, canton de Castelmoron, a trouvé dans un champ une cassette de cuivre que le soc avait déterré : l'oxidation avait dévoré ce petit meuble, et sa cassure mit à découvert un trésor. Dans la persuasion que le gouvernement avait pour sa part le tiers de sa trouvaille, le paysan s'empressa de le vendre au bijoutier le plus voisin, et ce que n'avait pu détruire quinze cents ans d'humidité ; un quart d'heure a suffi, grâce au creuset.

Nous ne sommes que trop souvent appelés à des regrets, mais la perte dont nous allons donner une idée, en cause un des plus poignants.

Deux paires de bracelets décaille fondue, noire ou d'une substance semblable, avec des agrafes d'or pur, d'une conservation telle que le bijou le plus récent n'offre pas plus d'élégance.— Plusieurs lames d'or larges de quinze lignes chacune, avec des rainures dans leur longueur, et ayant l'apparence d'un débris de couronne.

Une petite statuette d'or, sans doute une divinité. Quelques lingots d'or. Cinq colliers en pierres précieuses. Quarante médailles, or, argent et bronze.

Aussitôt que cette découverte fut connue du public, tous les habi-

tants accoururent pour admirer de si belles choses. Hélas ! peu d'instant après on trouvait un collier de moins ; de quarante médailles, il n'en restait que dix et les bijoux étaient jetés dans un bain de borax de salpêtre. Voici une note sur les dix médailles qu'on a conservées :

1^o IMP GORDIANVS FELIX AVG.

Gordien, fils de J. Balbus et de Metia Faustina, fut proclamé empereur l'an 238 de J.-C. ; il était âgé de treize ans et demi. Jamais Rome n'avait été si heureuse que sous le règne de ce prince. Philippe le fit assassiner l'an 244.

Revers. — Lætitia, ou la réjouissance, assise, tenant un rameau à la main droite : P. III. COS. II. PP.

2^o IMP. GORDIANVS..... AVG.

Revers. — Fruste. Nous n'avons pas osé lui enlever la patine, parce que nous n'avons ces pièces qu'en dépôt.

3^o IMP. GORDIANVS PIVS FELIX AVG.

Revers. — Divinité assise, tenant de la main droite une haste pure. Le corps est habillé, la tête est diadémée.

4^o IMP. CAES. M. ANT. GORDIANVS AVG.

couronne laurée, tandis que dans les trois médailles précédentes, c'est la couronne de fer.

Revers. — P. M. TRP. II, COS. PP. Guerrier debout, tenant une couronne de la main droite, et prêt à la poser sur un autel. De la tête pend le Flammeum.

5^o IMP. M. JVL. PHILIPPVS. AVG.

Revers. — DAL. FVNDA. Une déesse debout, tenant une couronne de la main droite ; à sa gauche une espèce de harpe.

6^o DIV. R. MARINIANA AVG.

Tête diadémée voilée.

Revers. — CONSECRATIO. SC. Un paon faisant la roue. Cette seconde femme de Valérien mourut-elle en 1007 (*sic*) captive des Perses comme son époux, où vint-elle mourir dans la Novempopulanie ?...

7^o IMP. C. M. TRAIANVS DECIVS AVG.

Dèce naquit l'an 201 de J.-C. Il mourut l'an 251 noyé dans un marais pendant le fort d'une bataille, après un règne de trois ans. Dèce s'appelait Cneius et non Caius.

Revers. — Un homme à cheval, ADVENTUS AVG.

8° IMP. M. JVL. PHILIPPUS AVG.

Revers. — ADVENTVS AVG. L'empereur Philippe est à cheval, tenant un javelot de la main gauche, et haranguant de la main droite. Son entrée dans Rome est exprimée par ce symbole, après qu'il eût traité de la paix avec Sapor, roi de Perse ; il mourut assassiné, l'an 249.

9° IMP. C. M. QVIN VOLUSIAN AVG.

Elu César, l'an 251 de J.-C. ; élu empereur avec son père, l'an 252 ; tué en 254.

Revers. — CONCORDIA AUG. Une déesse tient une couronne de la main droite, et une corne d'abondance de la main gauche.

10° IMP. C. O. LIC VALERIANVS AUG.

Sapor fit prisonnier Valerianus, l'an 260, et le traita avec une barbarie inouïe.

Revers. — CONSERVATOR. Guerrier tenant de la main gauche un haste pure, de la main droite un objet fruste.

11° Médaille G. B., en si mauvais état qu'elle n'est pas déchiffrable.

Telle est la nomenclature du reste de la cassette de Verteuil, qu'on a trouvée à côté d'une longue barre de fer qui lui servait de jalon. Au moment où je termine cet article, je trouve deux Tétricus, petit bronze, que j'avais mis de côté ; je n'ose pas en parler, on pourrait les croire apocryphes.

Le laboureur de Verteuil connut la grande joie de soulever de l'or avec le soc de sa charrue, d'extraire « le jaune, brillant et précieux métal » de la terre nourrice à laquelle il ne demandait, comme Timon d'Athènes, que d'humbles racines. Affolé de cupidité et craignant de se voir disputer par l'Etat une faible partie de sa trouvaille, il la porta à un orfèvre qui ne lui donna certainement pas la moitié de la valeur réelle de sa trouvaille, et, comme tous les avarés, le pauvre homme ne se douta pas jusqu'à quel point sa stupide cupidité et sa coupable intention étaient punies. Certes, il dut tirer une assez belle somme de ses lingots, de ses médailles et de ses bijoux ; mais l'orfèvre, et il ne faut pas lui en vouloir, lui paya cela au juste poids de l'or ; et de combien en de tels objets le travail ne l'emportait-il pas sur la matière ? J'espère que quelqu'un se sera trouvé, dans la suite, pour faire comprendre l'étendue de

son crime à ce vandale, qui se sera torturé lui-même jusqu'à la fin, en supputant le gain prodigieux que sa sottise lui a fait perdre.

Car, même en dehors du lingot, même en dehors des pièces d'or qui le composaient, ce trésor avait certainement une incalculable valeur.

Quel archéologue ne soupirerait-il pas de regret en songeant à ce bracelet d'écaille monté en or. L'écaille fut connue des Romains comme matière précieuse. Pline, Virgile, Martial parlent plusieurs fois de bijoux et de meubles de luxe fabriqués avec cette belle matière, que les Boule devaient remettre en honneur sous Louis XIV, mais rien n'est resté, et cela se comprend assez, des œuvres dans lesquelles l'antiquité l'avait combinée avec l'orfèvrerie. L'or et l'argent ont assez rarement résisté aux agents destructeurs pour qu'on sente le prix qu'acquerraient les bijoux d'ivoire ou d'écaille qui auraient pendant dix-huit siècles conservé leur aspect primitif. Or les bracelets de Verteuil étaient sûrement de l'une ou de l'autre de ces deux matières ; nous pouvons pleinement nous en rapporter au témoignage de l'auteur de la note ci-dessus ; un pharmacien ne pouvait guère s'y tromper.

Sans y trop songer, j'ai écrit que ces bijoux avaient pendant dix-huit siècles bravé toutes les causes de destruction avant de tomber entre les mains du vandale de Verteuil ; les monnaies trouvées avec eux vont nous permettre de préciser la date de leur enfouissement et nous contraindre à la réduire un peu. Etablissons pour cela la série des années pendant lesquelles ont régné les empereurs qui ont fait frapper ces monnaies.

Gordien,	fut empereur	de	238	à	244.
Philippe,	—	de	244	à	249.
Dèce,	—	de	249	à	251.
Volusien	apparut et disparut	en			254.
Valérien,	réigna	—	de	254	à 260.
Tétricus,	—	—	de	268	à 273.

C'est donc dans le courant de l'année 273, ou peu de temps après, que le Trésor de Verteuil fut confié à la terre. Deux

années au moins devaient s'écouler avant la grande invasion de 276-277 dont les progrès sont jalonnés par une série de cachettes numismatiques de Langres et d'Arlon, à Autun, Narbonne, Aiguillon, Bordeaux... Il est vrai que nous ne connaissons pas toutes les monnaies de la cachette de Verteuil, et que celles dont le correspondant du *Journal de Lot-et-Garonne* déplorait la perte nous eussent reporté peut-être jusqu'à la date fatale pour la Gaule ; il est vrai, d'autre part, que l'année 273 fut la dernière du règne de Tétricus, celle où le César Gaulois dut s'effacer devant Aurélien.

Il semble, d'autre part, que l'enfouisseur était plutôt un partisan du vainqueur de Zénobie, du chef véritable de l'Empire que du paisible usurpateur Gaulois, que du César bordelais.

En effet, sauf les deux petits bronzes de Tétricus, toutes les monnaies de Verteuil portent des noms d'empereurs romains. Aucuns de ceux qu'on a nommé les Trente Tyrans, n'y figure, pas même ceux dont la monnaie se trouve en grande abondance dans les trésors cachés en Gaule à cette époque, Postume, Victorinus, Laelianus, Marius, etc. Or, Mommsen a constaté, d'après les pièces trouvées dans les dépôts de ce temps que les monnaies des césars gaulois n'avaient pas cours en Italie, et, réciproquement, que celles des véritables chefs de l'Empire n'étaient que rarement reçues dans les Gaules (1). Serions-nous en présence du pécule d'un italien, fonctionnaire ou soldat, égaré, Dieu sait dans quel but, dans le royaume ébranlé de Tétricus ?

En tout cas, — le fait a été assez rarement constaté pour que nous le notions tout particulièrement — il avait pris des mesures très judicieuses pour retrouver aisément sa cachette : la barre de feu, qu'il avait enfoncée à côté, devait lui servir de jalon indestructible. Quels événements tragiques l'empêchèrent-ils de la redemander à la terre de Verteuil ? On peut y rêver à loisir, car rien ne viendra jeter quelques lueurs sur cette sombre énigme. Elle serait bien triste, si nous pouvions la

(1) Mommsen. *Histoire de la monnaie romaine*, t. II, p. 124. Cité par V. Duruy. *Histoire des Romains*, t. VI, (Edition Hachette, 1883), p. 433, note 8.

connaître, l'histoire de ceux dont nous ne retrouvons les trésors que par ce qu'ils n'ont pu les retirer eux-mêmes des lieux secrets auxquels ils les avaient confiés.

Une dernière remarque sur la crainte du paysan de se voir obligé de donner à l'Etat une partie du trésor qu'il avait découvert : Nul préjugé n'est plus enraciné que celui-ci dans notre région ; nos campagnards se croient encore, en ce point, sous le coup de très anciennes lois dont un écho subsiste dans ce passage du *Chevreana* (1) que je donnerai pour finir :

« Timur Lenck (Tamerlan), étant en Syrie avec son armée victorieuse, un pauvre homme ayant trouvé par hasard, au milieu de son champ qu'il labourait, un vaisseau plein de monnaies d'or, fut obligé de le porter à ce conquérant, parce que les trésors cachés étant découverts, appartenaient de droit au seigneur du lieu. Timur Lenck ayant fait vider ce vaisseau s'enquit de ceux qui étaient auprès de lui si, dans cette monnaie, ils remarquaient l'effigie de quelques-uns de ces ancêtres. On lui répondit que toutes ces pièces étaient romaines, et il les fit rendre à ce laboureur en leur disant : « Gardons-nous bien d'ôter à ce pauvre ce qui semble lui avoir été envoyé de Dieu ! »

J. MOMMÉJA.

(1) Edit. d'Amsterdam, 1791, lib. I, p. 175.

LA FONDATION DE L'ANNONCIADE DE VILLENEUVE D'AGENAIS

VII

La dot habituellement exigée était, comme on l'a vu de 2,000 livres. Le couvent réclamait, en outre, 300 livres pour l'ameublement et 100 livres pour la pension annuelle, en attendant la prise d'habit.

En cas de mort de la novice, avant sa profession, le couvent restituait la dot, l'ameublement et la pension.

Nous avons retrouvé dans le contrat de noviciat de demoiselle Marguerite de Bourgon (1^{er} juin 1635), l'énumération détaillée des objets composant le trousseau et que nous copions textuellement :

« Ensuit la teneur dudit rolle des meubles, abits et autres
« choses nécessaires à la réception de ladite religieuse future ;
« — un breviaire en deux parties, un diurne (diurnal) et ser-
« vis du conseil ; — vingt quatre cierges cire blanche pour
« l'autel ; — trois d'une livre, ung pour la fille et les autres
« pour le père et la mère, — aux fins d'offrir à la messe.
« Plus deux habits de serge grise ou il fault huit aulnes
« d'étoffe, plus cinq aulnes Carize (cadis) blanc pour une
« cothe d'hiver et cinq aulnes ? blanc pour ung cotillon
« d'esté. Plus six aulnes toile d'aulande (Hollande) et douze
« de Labal (Laval) fine ; une aultre d'escarlade pour faire des
« scapulaires, une couverte blanche, ung matelas, une courte-
« pointe ramplie de laine, ung coyssin, rempli de plumes,
« neuf aultres touelle de maison pour faire une garniture de
« lit ; — Plus doutze chemises, plus six linceuils et les meu-
« bles qui seront nécessaires l'ors de la profession ; — Une
« vie de Saints ; — vingt quatre cierges de cire blanche et

« trois d'une livre ; — Quatre aulnes serge grise pour ung
« habit, cinq aulnes Carize blanc pour ung manteau ; quatre
« aulnes d'estame pour faire des linceuils ; demy aulne d'es-
« carlate, trois nappes, trois douzaines de serviettes, une
« desquelles soient belles pour mettre à l'autel ; plus deux
« plats, deux assiettes, deux ecuelles, une aiguière, ung beni-
« tier, le tout d'estaing, ung petit chandellier de fonte, deux
« cheses de paille de Bordeaux, finalement le coffre, bahut
« de la fille et ce qu'elle a dedans, lequel rolle a esté signé de
« ladite dame de Centout, dudit sieur de Bourgon et des tes-
« moins nommés audit contrat.

« BISSIÈRE, notaire royal (1). »

La plupart des novices qui entraient au monastère de l'*Ave Maria*, appartenaient à la meilleure noblesse de notre pays et en particulier aux maisons nobles de Villeneuve d'Agenais.

A ce contingent s'ajoutaient les filles de la noblesse de robe et de la bourgeoisie, vivant noblement.

Dans l'intérêt de l'histoire du pays et des familles nobles du temps, nous ferons connaître ci-après les réceptions qui se firent au couvent depuis la première novice, demoiselle Dominique Dubernard.

Les mères Ancelles dont nous avons relevé les noms dans le *Livre des contrats*, furent :

1624-1635. Ysabeau de Saintout, qui avait été mère ancelle à Agen, en 1620 et qui le fut à Villeneuve d'Agenais ;

1637. Marguerite de Mauriac ;

1641-1643. Marie de Saint-François ;

1644. Marguerite de Mauriac ;

1647. Marie de Saint-François ;

1653. Marguerite de Mauriac ;

1653-1656. Françoise de Gironde de Teyssonac ;

1658. Marguerite de Mauriac ;

1657. Ysabeau de La Bastide ;

(1) p. 194.

1669. Jeanne de Cieutat ;
Vice-gérantes :
1624. Sœur Françoise de Laurissesche ;
1619. Marguerite de Mauriac ;
1530-1636. Sœur Françoise de Laurissesche ;
1637. Marie de Saint-François ;
1641-1644. Marie de Jésus ;
1645. Françoise de Laurissesche ;
1646. id.
1649. Marie de Mauriac ;
1655. id.
1658. Ysabeau de Labastide. (1)

Les novices, et plus tard professes, dont les contrats de réception figurent au *Livre des Contracts* furent les suivantes :

Demoiselle Dominique Dubernard dont l'admission fut autorisée en 1621 par le R. P. Dupuy, Provincial de l'Observance d'Aquitaine, avant même la prise de possession des Religieuses de l'Annonciade ; demoiselle Jeanne Dubon, de la présente ville, fille d'Isaac Dubon et de feu demoiselle Marthe Douzon (8 avril 1624) (2) ;

Demoiselle Marie Peychaud, veuve de M^e Daniel de Meynieu, vivant procureur du Roi en la ville et prévôté royale de Bourg, et fille de M^e Jehan Peychaud, bourgeois, et d'Anne Rubanier (12 mai 1625) (3) ;

(1) Les Syndics et les Conseils des dames religieuses, furent : 1621, Jehan Darnalt, sieur de Péchou, ou du Rog ; Guillaume Douzon, bourgeois, puis Conseiller en l'Election d'Agenais (1630) ;— 1632, Jean Baratet, juge de Tombebouc ;— 1633, Jean Douzon, conseiller au Présidial ;— 1639, Jean de Garrigues, juge royal de Villeneuve ; — A l'Assemblée capitulaire du 31 janvier 1637, où furent nommés le Conseil et le Syndic du Couvent, MM. Jehan de Garrigues, juge de Villeneuve, et Jehan de Baratet, juge de Tombebouc, on trouve deux noms nouveaux de religieuses, Marie de Jésus et Marie de l'Annonciade.

(2) Présents : Jean Douzon, son oncle et Jean Ruelle, bourgeois d'Aiguillon, son beau-frère.

(3) Procuration donnée par M^e Jehan Peychaud à sa femme Anne Rubanier, par contrat du 5 mai chez M^e Hélié de Laborde, notaire royal de Bourg. Présents : Benoist de Lafargue, chirurgien de Bourg, et M^e Arnould Gris, sergent royal, de la paroisse de Tauriac en Bourges.

Demoiselles Françoise et Marie de Gironde de Teyssonnac, filles de François de Gironde, seigneur de Teyssonnac, Tayrac et autres lieux, et de demoiselle Comtesse de Chaunac, son épouse (11 août 1625) (1) ;

Demoiselle Anne de Faisan, fille de feu M^e Jacques, avocat au Parlement de Bordeaux, et de feu demoiselle Marguerite de Thibault (12 avril 1626) (2) ;

Dame Marie Sarto, fille de feu sieur Arnault Sarto, bourgeois de Bordeaux, et de feu Judith de Lalanne (23 août 1627) (3) ;

Demoiselle Marie de Coulombié, fille de feu noble de Coulombié et de Marguerite d'Hébrard, sa veuve (7 septembre 1628) (4) ;

Demoiselle Marie de Cieutat, fille de messire M^e Guillaume Dalesme, conseiller du Roy en sa cour du Parlement de Bordeaux, garde des sceaux en icelle, seigneur et baron de S^t-Pierre et de dame Marie de Cieutat, son épouse (21 septembre 1629) (5) ;

Demoiselle Jeanne Nicouleau, fille de Jean Nicouleau, bour-

(1) Les 2.000 livres de dot sont hypothéquées sur divers débiteurs : Marguerite de Boissonnade, veuve de feu Pierre Domain, M^r Jehan Dulac, docteur en médecine et Marguerite Domain, sa femme ; Jean-Jacques de Seiches, sieur de Peyrac, et Rose Domain, sa femme ; Jeanne Domain, demoiselle, et Jean-Jacques de Calmeil, les tous habitants d'Agen, etc.

Demoiselle Marie de Gironde décéda avant ses vœux. On restitua 800 livres au père, il leur abandonna la rente et ses droits à lots et ventes sur la maison acquise par les religieuses de S^t Nicolas Méja (pp. 176-178).

(2) Son frère germain, avocat au Parlement de Bordeaux, lui servait de tuteur.

(3) Elle était assistée de son beau-frère Jehan Nicouleau, marié à demoiselle Jehanne Sarto. Marie Sarto donne 5.000 livres au couvent et après sa profession 300 livres au couvent de l'Observance de Saint-François de la présente ville pour la réparation de leur église. Le frère de Jehan Nicoulau, Fortis Nicoulau, bourgeois de Villeneuve, entra « pleige et caution » pour son fils, pour la somme des 5.000 livres. Le novice donna par testament 300 livres à Marie Nicoulau, sa nièce et filleule et 5 sols à son frère, M^r Pierre Sarto, avocat au Parlement et à Peyronne Sarto.

(4) Feu noble Anthoine Coulombié était de Sainte-Livrade. Marie avait pour frères François de Coulombié, sieur de Lascombes, et Herman de Coulombié, sieur de Las Landes.

(5) Marie de Cieutat-Dalesme.

geois et citoyen de la ville de Bordeaux et de Jehanne Sarto (9 juillet 1630) (1) ;

Demoiselle Marie de Guardès, fille de feu Bernard de Guardès, bourgeois et marchand de la ville d'Agen et de Bernarde Marcou, sa mère (14 août 1632) (2) ;

Noble Ysabeau Descayrac, fille de feu noble Anthoine et de noble Suzanne de Giscard, seigneur de La Bernède et de La Bastide, en la juridiction de Monflanquin (5 nov 1632) (3) ;

Demoiselle Jeannette Trastour, fille d'Honorat de Trastour, docteur en médecine, et de Marguerite Malatige (17 octobre 1633) (4) ;

Demoiselle Marguerite de Bourgon, fille de messire M^e Jehan de Bourgon, avocat au Parlement de Bordeaux, et de demoiselle Marguerite de Beaumont, sa femme (1^{er} juin 1635) ;

Demoiselle Marguerite Douzon, fille de messire M^e Guillaume Douzon, conseiller du Roy en l'élection d'Agenais, et de Demoiselle Arnaulde Dubernard (9 septembre 1635) (5) ;

Demoiselle Jeanne de Baratet, fille de messire M^e Jehan de Baratet, juge ordinaire de Tombebouc, et de demoiselle Sérène, Philibert, sa femme (21 décembre 1635) ;

Demoiselle Suzanne de Cieutat, fille de noble Pierre de Cieutat, conseiller du Roi en ses conseils et son avocat général en la souveraine Cour des Aydes de Guyenne, seigneur de Brauval, et de demoiselle Marguerite de Roussanes, son épouse (27 mars 1636) (6) ;

(1) Jean Nicouleau, premier consul de la Bourse Commune de Bordeaux, demeurant paroisse Saint-Michel.

(2) Elle avait une sœur Catherine Guardès, veuve de Bernard Gautié, marchand d'Agen ; un oncle, le notaire Pierre Maury ; un petit frère écolier, appelé Pierre.

(3) Elle avait un frère, noble Anthoine Descayrac, seigneur de La Bastide et de Laroque. Ce dernier avait épousé une fille du noble Pierre de Lamothe, seigneur de Bathens, en la juridiction de Castelnau de Vaux, au diocèse de Cahors.

(4) Famille Villeneuvevoise.

(5) Elle avait un frère, sieur Jehan Douzon, et un oncle, Henri Douzon, prêtre.

(6) Au contrat assistaient messire Jehan de Cieutat, chevalier de l'Ordre du Roy, lieutenant général de l'artillerie de France, au département de Guyenne, seigneur de Villebeau et du Roy son oncle. Jehanne de Cieutat n'entra en religion que le 15 mai 1654. Son père était mort ; feu sa mère, remariée à mes-

Demoiselles Marie et Anthoinette Dubernard, filles de M^e Jean Dubernard, avocat au Parlement, sieur de Grellet (22 janvier 1638) (1) ;

Demoiselle Marie Barrelier, fille de M^e Anthoine Barrelier, avocat au Parlement et de Mademoiselle de Cambes, sa femme (4 février 1638) ;

Demoiselle Marguerite Grillière, belle-fille de Guillaume Gardie, homme d'armes, fille de Grillière et d'Ysabeau Bénéch (20 avril 1641) ;

Demoiselle Suzanne de Durfort, fille de noble Hermand de Durfort, seigneur baron de Puybeton, en Périgord, et de feu demoiselle Marie de Sainte-Marthe (18 mars 1643) (2) ;

Demoiselle Anthoinette de Jayan, fille de M^e François de Jayan, conseiller du Roy en l'élection d'Agenois, et de feu Magdeleine Maydieu (24 décembre 1643) ;

Demoiselle Cécile de Roche, fille de messire M^e Jean Roche Pontous, juge criminel de Sainte-Livrade, et de Marguerite de Raymond (25 août 1644) (3) ;

Demoiselle Ramonde Boudet, fille du sieur Guillaume, marchand et bourgeois, et de Marie Philibert (5 novembre 1644) (4) ;

Demoiselle Françoise Douzon, fille de messire M^e Guillaume, conseiller du Roy en l'élection de l'Agenais, et de demoiselle Arnaude Dubernard (8 août 1635) (5) ;

sire Pierre de Beynac, seigneur de Lamothe et de Castets. Elle était assistée de M^e Gratien de Roussanes, conseiller au Président, son oncle, et sieur Arnaud de Cieutat, son cousin germain.

(1) Le sieur Jean Dubernard donna au monastère sa propriété des Crouzets. (Paroisse du Lédar).

(2) Les 3,000 livres qu'elle apporta au couvent lui avait été données par son cousin, messire Gabriel de Gaulerac, vicomte de Pecalvel, Tegra et autres lieux. Cette somme avait été délivrée par ledit vicomte à Jacques-Achille de Fresanger, sieur de Mouguerat, paroisse de Vaussanes ? juridiction de Beaumont, en Périgord, par procuration à lui donnée par messire de Gaulerac.

(3) Marguerite de Raymond appartenait à la famille des Raymond de Suquet et des Tuileries. Au contrat assistaient M^e Jean de Raymond, avocat au Parlement, M^e Pierre de Trastour, curé de Montauriol, M^e Jean Masse, prêtre.

(4) Au contrat assistaient M^r M^e Jean Lacueye, conseiller du Roy en la Cour Présidiale et sieur Jean Lacueye, bourgeois.

(5) Présent : M^e Henri Douzon, prêtre, oncle de la novice.

Demoiselle Catherine Costas, veuve de feu Anthoine Jaubert, fille de François Costas, bourgeois de Sainte-Livrade, et de Marguerite Laborye (30 mai 1846) (1);

Demoiselle Marie Delmas, fille de Guillaume, bourgeois, et de Marie Danglade (10 juin 1646) ;

Demoiselle Marie de Mua, fille de Jean Mua, conseiller du Roy, lieutenant général et juge criminel de la ville de Tarbes, sénéchaussée de Bigorre, et de demoiselle Charlotte de Pujos (24 août 1649) (2) ;

Demoiselle Comtesse de Gironde, fille de noble Marc de Gironde, seigneur de Picquet et de Maison-Neuve, et de dame Catherine de Beaumont, son époux (23 juillet 1650) (3) (contrat de professe, le 8 mars 1654).

Suzanne (ou Marie) de Lafabrie, fille de noble La Fabrie, sieur de La Sylvestrie, et de feu Jacquette de Gironde (7 mars 1654) (4) ;

Noble Marie de Chaunac, demoiselle, fille de messire Anthoine de Chaunac, chevalier, seigneur de Monlauzier et autres places, au pays d'Auvergne, et de feu Olympe de Lusignan (2 décembre 1654) (5) ;

Demoiselle Claire de Beynac; fille de Pierre, chevalier, seigneur de Castel et de Lamothe, conseiller et maître d'hôtel

(1) Bernard Casse, avocat en parlement, Pierre Costas, recteur de Saint-Jean de Ladignac, paroisse de Penne. Jean Costas, oncle.

(2) Le procureur de Jean de Mua était Jehan de Peyrafitte, docteur en droit, avocat en la Cour du Parlement de Toulouse.

Par procuration du 3 septembre 1650, le sieur Mua, sieur d'Arsezac, fils de Jean de Mua, fut chargé par son père de payer la dot de 2.000 livres.

Au contrat était présent un autre frère, Jean-François de Mua, conseiller au Parlement de Toulouse, baron de Barbazan.

(3) Présents : Noble François de Gironde, sieur de Teyssonnac et dame Comtesse de Chaunac, grand'père et grand'mère. La novice avait pour père François de Gironde. Sa mère, Catherine de Beaumont, hypothèque pour garantie la dot, le moulin de Picquet sur le Drot (8 mars 1654). A ce dernier contrat assistaient : Jean Masse, doyen de Pujols, recteur de Noailiac, archiprêtre de Villeneuve ; noble Michel de Beaumont, sieur de Falsegorre ; sœur Suzanne de Gironde, de Boiton-Picquet, Maisonneuve, Lafontasse, Gabel. (pp. 283-284).

(4) Présents : Noble Louis de Gironde, sieur de Teysonnac et de Lacomte ; François de Gironde, sieur de Piles, oncles maternels ; feu Jacquette de Gironde était la mère de la novice.

(5) Présent : Noble François Descourailles, sieur de Saint Gruère.

du Roy, gentilhomme ordinaire, de la chambre de S. M., et de feu demoiselle Madeleine de Landaz (30 juin 1655) (1) ;

Demoiselle Françoise de Pontajon, fille de feu noble Jean de Pontajon, S^r de Cadrès, et de feu demoiselle Marie-Anthoinette de Bouttie, assistée de son beau-père. Jean Hébrard, écuyer, S^r de Las Crozes (9 mars 1656) (2) ;

Demoiselle Jehanne Dulaurens, fille de Jean, marchand de Bordeaux, et de feu Bertrand Roux (14 août 1656) (3) ;

Demoiselle Jehanne Damblard, fille de M^e Marc, procureur au Présidial, et de demoiselle Anne Touton (16 juin 1658) ;

Demoiselle Ysabeau Hébrard de Las Crozes, fille de noble Jean Hébrard, et de feu demoiselle Anthoinette de Boutie (19 avril 1659) (4).

(1) Le sieur Pierre de Beynac avait épousé Marguerite de Roussannes, veuve de Pierre de Cieutat ; puis, en secondes noces, demoiselle Madeleine de Landaz. La novice donne à sa sœur Germaine, Suzanne de Beynac, 5,000 livres ; à sa sœur consanguine, Marguerite de Beynac, 1,500 autres livres.

Témoins : Jean-François de Beynac, sieur de Navarre ; noble François de Beynac, sieur de Vignes ? (Minutes de Tancoigne, not. roy. de Villeneuve, étude de M^r Ducasse, pp. 294-296).

(2) Elle était assistée de son beau-père, noble Jean Hébrard, écuyer, sieur de Las Crozes. Elle fit son testament le 31 octobre 1657, avant de prendre l'habit. Elle donna 2,000 ll. à son frère utérin Jean Hébrard, fils de noble Jean Hébrard, et de feu Marie-Anthoinette de Boutie, remariée à feu noble Jean de Pontajon ; à son autre frère utérin, noble François Hébrard, l'usufruit de ses biens. Elle institua un troisième frère utérin, Léon Hébrard, son légataire universel. Son père, Jean de Pontajon, sieur de Trémons et de Cadrès, avait été capitaine dans le régiment de Tonneins.

Présent : Noble Anthoine de Nargassier, sieur de Laigue, capitaine au régiment du comte d'Estrade, infanterie.

(3) Les dames Religieuses étaient assistées de leur confesseur, le R. P. Olive Dubois.

Présent : M^r Jean Douzon, conseiller au Présidial, et noble Henri Hébrard, sieur de Bonrepos.

Le 18, Dulaurens versa un acompte de 200 livres en présence de Guillaume Debèze, marchand de Bordeaux.

(4) Isabeau avait reçu un legs de 500 livres de sa sœur utérine demoiselle de Pontajon (voir ci-dessus).

DOCUMENTS

I

*Acte de fondation du Monastère de l'Annonciade de Villeneuve
d'Agenois (13 avril 1621)*

Au nom de Dieu et de la Très Sainte Trénité scaichant tous présents et advenir que cejourd'hui trexième d'avril mil six ans vingt un avant midi dans le chateau de Puicalvary, jurdion de Tournon en Agenois, regnant Louis, par la grâce de Dieu roy de France et de Navare, par devant moy notaire royal soubz signe et presans les tesmoins bas nommes a este personnelemant constituee haute et puissante dame Anthoinette de Raffin Pouton femme séparée de biens et communauté d'avec haut et puissant Seigneur Messire Guy de Luzignan de Saint Gelle, chevalier des hordres du Roy, seigneur de Lanssac (1) et dhuemant autorizée, dame des Seigneuries de Ballon (2), Mondon, Combres, des baronies Daverny et la Touche, de la seigneurie de Meurs, de Billiennes (3) et de la tere et seigneurie quinte (4) et prévoté royale d'Azay le Rideau, Puycalvary, Ante, Quissat (5) et autre lieux et seigneurie, laquelle a dict et déclare que lui ayant esté proposé cy devant par le père Villatte, de la part du révérent père Dupuy, provincial de l'Observance de la Province d'Aquitène antienne : que joygnant a l'honneur de Dieu la considération et louable imitation d'une autre dame de Lanssac qui

(1) Lanssac à 5 kil N E de Tournon d'Agenais, commune de Thézac, et à 11 k. à vol d'oiseau de Puycalvary.

(2) Ballon, au N E d'Azay (Indre-et-Loire), à 8 k. S de Tours à vol d'oiseau.

(3) Villaines, au S E d'Azay le Rideau.

(4) Le quint était le droit pour le Seigneur de toucher en matière du lods, la cinquième partie des fiefs vendus, mais d'après une convention expresse. Les lods étaient généralement la 12^e partie du prix des ventes (*V. Traité des retraits* etc. Paris 1779. r. 40). J. Brissaud, *Manuel d'histoire de droit français*. I. pp. 678, 720, 1567, 1631.

(5) Azay-le-Rideau (Indre-et-Loire) Puycalvary et Anthé, canton de Tournon d'Agenais. — Quissac, canton de Montaigut, commune de Valeilles (T.-et-G.).

jadis fut fondatrice du Couvent de La Nonciade, à Bourdeaux (1), il estoit en son pouvoir d'estre aussy fondatrice du Couvent que les dames religieuses du même ordre résident dans la ville d'Agen, désirent faire bastir et installer dans la ville de Villeneuve, près sa maison de Puicalvary sy sa dévotion y vouloit contribuer quelque chose du bien que Dieu luy avoit donné, a quoy ledit père Villatte l'auroit dévotieusement prié d'antandre. Et à cette cause, ladite dame de Lanssac, sçaichant et considérant que tout ce que les hommes peuvent avoir au monde lorsqu'ils en partent, ils nan peuvent emporter autre bien que celui qu'ils avaient fait pour l'honneur et gloire de Dieu au fruit et grace duquel ils participent. Mue de zelle et d'affection légitime, se recognoissant indigne de ceste inspiration et faveur céleste quy ne pouvait procéder que de la bonté divine en son endroit elle auront acordé l'effaict de ladite proposition et l'assetation d'icelle sous les charge et condissions qui seront sy desoubz couchées et partant la dicte dame de Lanssac, de sa peure, franche et livérale volonté se requérant, estipillant et acceptant, fraire Anthoine Courtin, religieux du même ordre faisant pour lesdites dames religieuses et conformément à la résolution quelles en ont prinze naguere, c'estant et en fins capitulairement assemblées de l'autorité et lissance de leurs supérieurs a dict et promet audit fraire Courtin fournir et mettre ez mains de [un blanc] leur reverante Mère (2) [un blanc] dans un an à compter du jour et dacte du présent contrat, la somme de cinq mille livres ou partye d'icelle sy elle la peut retirer de ceux qui luy doivent de l'argent et s'y les comoditté de ses affaires le puisse permettre et au cas qu'elle vint à décéder plutot que d'y avoir satisfaict ladite dame a mis, affecte et asigne la dicte somme de cinq mille livres sur son bouriage de La Tapye, deppendant de sa dicte maison de Puicalvary et d'abondant seur tous et chescun de ses biens présans et advenir. A promis aussy ladicte dame de Lanssac que sy dans le su-dict temps d'un an elle ne satisfaict au payement de ladicte somme ou de partie d'icelle, elle payera l'intérailz à rayson du denier seze en argent, ou bled à l'option desdites dames religieuses, néamoins si elle défailloit ne seront teneues lesdites dames religieuses, sinon a leur option, prandre les dicts intéraistz anuels échus

(1) Voir plus haut.

(2) La Mère Ancelle du Couvent d'Agen était Isabeau de Saintout (1620-1623). (V. Ph. Lauzun, *Les Couvents d'Agen*, t. 1 et p. 42). Cette mère Ancelle vint à Villeneuve, le 22 mars 1624, et prit possession du Couvent trois jours après, le 25 mars (V. Ph. Lauzun, p. 51-52.)

des mains des successeurs de ladite dame de Lanssac, sy mieux ils (elles) aient jouir les fruicts du bouriage a elles assigné et hypothèque, lequel la dicte dame de Lanssac veut et entend que ses dicts successeurs demeurent en parailh pouvoir qu'elle de retirer ledict hypothèque en payant ladicte somme de cinq mil livres ou ce qui sera restant d'icelle — En considération et recog^{ne} d'un pieux et bon zelle et bienfaict de la dicte dame a este convenu est accorde par ledict fraire Courtin faisant comme dict est pour les dictes dames et de l'autorité de leurs dicts supérieurs suivant les offres cy devant faicts et cy dessoubz récités à ladicte dame, quelle est des a présent et sera toujours cy-après a l'advenir teneue et recogneue pour la vraye fondatrice, patronne et protectrice dudict Couvent pour jouyr effectivement pendant sa vye et après elle ses hoirs et successeurs des droicts, privilèges, franchises, libertes et prérogatives attribuées par les saints décrets et constitutions canoniques aux vrayz fondateurs des Eglizes, chapelles et autres lieux et maisons religieuses et en outre lesdites religieuses, quy seuseront à l'advenir en leurs lieu et place dans ledict Couvent seront teneues et obligées à perpétuité et a jamais faire dire et célébrer audict Couvent par un religieux de leur ordre une messe a^uthe (haute) avec diacre et sous-diacre chaque samedy ce toutes les semaines de l'an savoir un samedy de la Trinitte et un autre samedy de Notre Dame, ensemble offrir à Dieu leurs prières et osons au S^t Sacrifice desd. messes pour le repos et saeult de son âme et de sesdicts prédécesseurs et successeurs de ladicte dame et le tout moyennant l'approvation et autorization otantique du Provincial et General dudict ordre, en tel cas requis, nécessaire et acoutumé ; Et à l'antretenement de tout se dessus ladicte dame de Lanssac oblige et ypotèque tous et chascuns de ses biens meubles et immeubles présans et advenir que soumet aux rigueurs et compulsions des courts dudict royaume de France où la cognoissance en appartiendra et a renonce à toutes les renonciations de faict et de droict et à toutes autres clauses a ce dessus contraires et ainsin l'a promis et juré a la foy et serement qu'elle a à Dieu ; et à moy notaire royal soubzigne requis instrumentant que luy ay consédé. — En presence de Noble Anthoine Deshomps, Seigneur dudict lieu et de Trougnia et Jehan Prigal, le junne, praticien de la Jurisd. dudict Tournnon et par. de Trougnia, Jurid. de Lauzerte en Quercy, habitants, et de moy.

Ainsin signé à la cède :

De Raffin Pothon, A. Courtin, stipullant pour la susdicte Mère

Ancelle — A. Caspellan — Deshoms prés^t. de Rigal présan et moy
Mortafon not. royal (1).

II

Du XXIII^e Mars 1627

Entre Jean Douzon, bourgeois au nom et comme syndic des Dames religieuses du Couvant de Nostre Dame de La Nonciade de Villeneuve demandeur en criées et l'interposition du décret à icelles d'une part,

Et Anthoinette de Raffin pouton (2) dame de Puyalbère et autres places, exécutée et défenderesse d'autre.

Veu le procès contrat et fondation du Couvant de La Nonciade de Villeneuve portant obligation en faveur des Dames religieuses dudit Couvant faicte par ladite dame de Puyalbère et la somme de cinq mille livres du tretzième avril mil six cens vingt et un, procès-verbalh et sommation, saysie et criées de deux métairies appartenant à ladite dame faicte à la requête dudit Douzon, audit nom dacté au comancement du vingt cinquième may mil six cens vingt et six, exploit dassignation donné à ladite dame exécutée à la requête dudit Douzon audit nom pour voir interposer le décret auxdites criées du vingt uniesme jung audit acte et certification desdites criées et en droit du huitiesme julhet audit an, autre appointement à contredire et en droit du vingt neuviesme du susdit mois et an, conclusions dudit Douzon audit nom et autres productions de icelluy remises pour invantaire dans un sac, ladite dame exécutée n'ayant rien produict ny contredict de sa part, dhuemant sommée de faire par deux diverses requestes du doutziesme et setziesme mars mil six cens vingt et sept.

Disons lesdites criées estre bien et dhuemant faictes et atandu qu'il n'y a opposans aux fins d'annuller ou distraire, ordonnons que procès verbaux d'afficher seront mis tant à la porte du Palais de la présente Cour que des Esglizes parroischelles où lesditz biens saysis sont situés pour, au quarantiesme jour après, estre procédé à l'interposition et

(1) J'ai collationné ce texte sur celui que possède le Couvent de Villeneuve dans le *Licre des Contracts...* (p. 12 à 15). Vidimé sur la minute de Mortafon par Rangouze, notaire royal de Villeneuve d'Agenois.

(2) Dans toutes les pièces authentiques *Pothon* ou *Pouton* est toujours écrit avec un p minuscule.

décret ainsin qu'apartiendra, pendant lequel temps tous opposans et encherisseurs seront receus, despans réservés en fin de cause.

BOISSONNADE, F. BERTRAND, DE PLEZIER,
ROUSSANES, NARGASSIER (1).

III

VILLE-NEUFVE
EN AGENOIS
LA DAME DE LANSSAC
ET DE PUYCALVARI ETC
FONDATRICE DU
COUVENT NOSTRE
DAME DE L'ANONCI
ADE DE VILLENEUFVE
EN AGENOIS
ET
LES DÉVOTES DAMES
RELIGIEUSES DUDIT
COUVENT
1627 — 28 MAY

Transaction entre dame Antoinete de Raffin poton, [dame de Lansac et de Puycalvari etc, vefve de messire Guy de Luzignan de Saint Gelais, seigneur de Lansac etc., ou François Mothereau marchand de Mondon, son procureur d'une part ;

Et dame Isabeau de Saintoux, mère ancelle dudit couvent, assistée de dames Françoise de Lauricesque, Marguerite de Mauriac, Jeanne de Picard, Marie de Saint-François et Marie de Péchaut, toutes religieuses professes dudit couvent, assystées de M^e Jehan Darnaut leur conseil, et Guillaume Dayon leur scindic (2) d'autre.

Par laquelle les dites dames se demettent de la saisie faite à leur requête de certains domaines qu'elles s'en aloient faire decreter faute par ladite d'avoir payé le contenu sur les fondations par elle faites audit couvent, en date du 13 avril 1621, retenue par Mortafon, notaire de Tournon, par laquelle ladite dame avoit donné la somme de 5,000

(1) Arch. départ., p. 777.

(2) C'est Douzon qu'il faut lire comme on l'a vu plus haut.

ll. et pour l'assurance de laquelle avoit affecté le bouriage de la Tapie, et par icelle fondation auroit fondé une messe en haut avec diacre et soubz diacre dans ledit couvent a perpétuité laquelle lesdites religieuses étoient obligées de faire célébrer toutes les semaines audit couvent, à ladite dame payant ou son dit procureur, la somme de 3,500 ll. qu'il paya comptant, et promit payer le restant en deux payemens esgaulx.

Et quand aux droits privilèges et franchises qui sont attribués à ladite dame par ladite fondation ils demorent en leur force et vigueur, et lesdites dames seront tenues de faire célébrer ladite messe avec diacre et soubz diacre à perpétuité audit couvent suivant ladite fondation, laquelle susdite somme de 2,500 ll. lesdites dames religieuses ont déclaré avoir employé à l'utilité et profit dudit couvent ainsi que feront le reste de la somme de 2,500 ll. pour parfaire l'entier payement de 5,000 ll. à cause de quoy les séquestres qui avoient esté commis en conséquence de ladite saisie demeurent déchargés.

DE JOUY, notaire.

La procuration faite par ladite dame audit Mothereau est à suite.

IV

1627, 5 May. Teneur de la procuration faite par dame Antoinette de Raffin poton, dame de Lanssac et de Puycalvari, vefve de messire Guy de Saint-Gelais à François Mothereau.

Ensuict la teneur de la procuration faicte audict Mothereau. Sachent tous présants et advenir que le cinquième jour de may mil six cent vingt et sept en la cour du Roy, notre sire à Chinon en droict par devant nous notaire en icelle fut présente en sa personne establee et demeurée soubz mise quand à la haulte et puissante dame Antoinette de Raffin Pouton, vefve de déffunt hault et puissant seigneur messire Guy de Lusignan de Saint-Gelles, vivant chevalier des ordres du Roy, seigneur de Lansac, dame marquise de Balon, de l'ecalvary et aultres places, estant de présent en son chasteau de Azay le Rideau, laquelle a faict, créé, ordonné et établi et par ses présentes faict, crée, ordonne et établit son procureur especial et irrévocable maistre François Mothereau, marchand, demeurant à Mondon, paroisse de Nœus en Jou ? Pays Fazin ? auquel elle a donné et donne plain pouvoir et mandement especial de playder, opposer, appeler, eslire domicile suivant l'ordonnance mesme et transiger, pacifier et accorder de tous

procès et différends mees et à mouvoir tant en demandant que en deffendant par devant tous juges entre les dames religieuses de Nostre Dame de Lanontiad de Villeneuve d'Agenais et ladite dame constituante ; la demoiselle de Cathus (1) pour raison des demandes et actions qu'elle a et prétend contre ladite dame constituante, ensemble de transiger des différends qui sont entre icelle dame constituante et les nommées Françoise Planque, Françoise Delprat, la vefve (un blanc) Rambault, la veuve Vigouroux, le nommé François Hébrard dict Sainte Foy, tant pour les procès que ladite dame a avec eux et tant pour les rantes que les susdicts doivent à ma dicte dame constituante et companser lesdites rantes à ce que ladite dame leur pourra devoir, vendre les fructs et reveueus quy se trouveront audit lieu de Puycalvari et au cours du pays pour les deniers en provenant estre employés au payement desdites sommes de deniers quy se trouveront estre d'heus, par ladite dame ainsin que ledit procureur verra bon estre, dont il sera tenu en rendre compte et bailher ladite terre de Puycalvari à billet de ferme pour tel temps que ledit procureur verra bon estre à tel gens et pour telle somme qu'il jugera raisonnable et généralement de fère gerer, procurer et négossier pour ladite dame constituante tout ce que sondit procureur trouvera et jugera bon estre en cette affaire, jacoist que le mandement plus especial en fust requis, promettant par la foy et sermant de son corps sur ce bailhé en notre main soubz l'obligation et ypothèque de tous et chescuns ses biens présents et advenir, avoir pour agréable, ferme et estable tout ce quy sera par sondit procureur faict et négossier dont nous l'avons jugé valen.

Par le jugement de ladite court a faict seller ses présentes à la requeste des seaulx y établis et dont l'on use aux contracts royaux dudit Chinon.

Faict et passé au château dudit Azay après midy en présance de vénérable et discrète personne messire Rieu Souleau presbtre et chapelain de l'esglise parrochelle dudit Azay et messire Jehan Charpentier, bailly et juge ordinaire dudit Azay, tesmoins ainsin signés : de Raffin pouton, J. Charpentier et J. Thion, notaire royal.

Signé : THION, notaire royal.

Collationné et extraict sur l'expédition en forme devers moy revisé et après rettiré par ledit Mothereau.

DE JOUY, notaire royal.

(1) Catus, maison noble à peu de distance de Penne d'Agenais. C'est dans ce château de Catus que Simon de Montfort avait établi son quartier général pendant le siège de juin-septembre 1212.

V

Personnellement constitués sieur François Mothereau, marchand et fermier de Mondon et Nouel Mortafon, notaire royal de Tournon, faisant pour Madame de Lanssac, ont faict vante par lesdictes présentes à Pierre Saignes et Pierre Dulaurens marchands de la préste ville et de Beauville hab^{ts} prés^{ts} scavoir est de la quantité de cent cinquante cinq pippes froment et trois cents sacs avoine, febves, bailloge, geysses et milhet (maïs) et le tout mezuré audict Villeneuve et tous lesquels grains lesdicts Mothereau et Mortafon seront teneus bailher et deslivrer audict Saignes et Dulaurens dans ung mois prochain qu'ils seront teneus venir recevoir et prandre dans les greniers du chasteau de Puy^{ri} et la présente vante ont faite pour et moyennant le prix et somme de vingt et vne livres tournoi pour chaque pippe froment et trante deux sous le sac des autres grains et de plus leur font vante de cinquante barriques bois vin pur et marchand, bon à vandre et prins ledict vin dans la cave (1) dudict Puy^{ri} à six livres la barrique, le tout montant à la susdicte raison à la somme de quatre mille trente cinq livres de laquelle somme lesdits Saignes et Dulaurens en ont presantement payé aux dames religieuses dudict Villeneuve la somme de deux mille cinq cents livres et le restant de la dicte somme ils ont promis paier dans ledict terme de un mois prochain en mains dudict Mortafon pour estre employées au payement des debtes plus pressees de la maison et desquels ledit Mothereau luy en bailhera le nom. A ce dessus fere lesdites parties ont obligé et compellé et renoncé et juré et ce à Villeneuve d'Agenois après midy le vingt huit^{me} du moys de May mil six cent vingt sept. Prés^{ts} M^{tre} Bertrand Saignes p^{re} et recteur de Valelhes et M^{tre} Jehan de Lafon, not. royal de Combebonnet soubssignés. Ainsin signés a l'original des presantes : Mothereau, Mortafon pour ma dite dame, Saignes dévibteur et achapteur, Dulaurens dévibteur et achapteur — Saignes susdit, Delons susdit et moy.

DEJOUY, not. Roy^l.

Et advenant le lendemain vingt neufvième dudit mois et ce dans la maison noble de Cathus lez la ville de Penne d'Agenois avant midy ledit sieur Mothereau a resceu desdicts Saignes et Dulau-

(1) Les caves du château sont très spacieuses avec arceaux, piliers et voûtes de pierre

rens et par les mains de M^e Bertrand de Saignes pb^{re} et recteur de Valelles, juridiction de Tournon, la somme de quatre cent cinquante cinq livres tournoises en doubles pistoles d'or et quarts d'escu et aultre bonne monoiye comtée et nombrée et laquelle somme a esté employée au paiement de partie de la somme dhue à la Dam^{lle} du susdit lieu de Cathus par Madame de Lanssac et dont ladite dam^{lle} en a faict quittance tellement que de ladite somme de quatre cens cinquante une livres ledit sieur Mothereau en a quitté lesdits Saignes et Dulaurens soubz mesmes obligàon et seremant que dessus — Signés a l'original des présantes : Mothereau-Lafon notaire royal et moy,

DE JOUR, notaire royal.

Collationné pour lesdits sieurs Mothereau et Mortafon.

VI

Le dixiesme febvrier mil six cens vingt neuf estant au grand pré de Lamouroux (1) près l'esglise de Dausse, juridiction de Penne d'Agenois après-midi régnant (*sic*) par devant (*sic*) que, dessus et présants les témoins bas nommés ont esté présants et constitués en leurs personnes led. Mortafon faisant pour messire Artur de Luzignian de Saint Gelay, seigneur de Lansac d'une part et Maître Bertrand Saignes prêtre et recteur de la paroisse de Valelles, faisant pour le susdit Pierre Saignes, son frère, et Pierre Dulaurens d'illec absants ausquels s'est soubmiz fère tenir et ratifier les présantes à peine de tous despans domaiges et intérests sy besoin est d'autre (part), lesquelles parties de leur bon gré, etc. ont dit et desclaré avoir de part et d'autre effectué en tout le contenu dudit contrat au précédant fulhet escript scavoir : ledit Mortafon pour avoir délivré auxdits sieurs Saignes et Dulaurens les susdits grains et vin et lesd. sieurs Saignes et Dulaurens pour avoir aussy payé, oultre les sommes payées pour les susdits contrat et quittance, savoir à Pierre Girles, marchand d'Agen la somme de huit cent livres, plus deux cens livres au sieur de Saint-Gilis pour le renouvellement d'un bassin d'argent, plus soixante livres à Gravauld, couvreur, et la somme de quatre vingt quatre livres à

(1) Le Pré de Lamouroux est situé au-dessous du Pech du même nom, à 5 ou 600 mètres de Dausse, tout près de Puycalvary. Le notaire s'était installé dans le pré pour fuir le contact des pestiférés. La peste ravageait cette année-là le pays d'Agenais (1629).

Bloin, marchant de mules, y ayant soixante deux livres quy est en plus des quatre mil trente cinq livres pour laquelle ils estaient obligés à cause des grains que ledit Mortafon leur avait vendu au dessus de ceuls quy sont contenus audit contrat, les quittances desquelles susdites sommes payées en escus pour ledit bassin ledit Saignes a dit avoir envoyées à Azay-en-Tourenne à la *deffunte* dame de Lansac tellemant que moyennant ce consentoit que ledit contract soit et demeure pour cancellé; Et à ces fins ont obligé et renoncé et juré en présence de nous, notaires royaux, soubssignés. Ainsin signés à l'original : Saignes faisant pour ledit susnommé, Martafon pour mond Seigneur, de Mathieu, notaire royal, et moy.

DE JOUY, notaire royal.

Collationné.

VII

Mémoire fait par M. de Sadour, cons^{re} au Présidial de Montauban touchant la fondation des Dames Religieuses de Lanonciade de Villeneuve (1).

Mémoire à l'occasion de la fondation faite par la dame de Puicalvari dans le Couvent de Lanonciade à Villeneuve.

Par acte du 13 avril 1621 retenue par Mortafon, notaire, Dame Antoinette de Rafin poton, seigneuresse de Puicalvari, donne aus dames religieuses de Lanonciade establies dans la ville d'Agen la somme de cinq mille livres pour bastir un Couvent dans la ville de Villeneuve et y venir résider, dans le voisinage de son chasteau du Puicalvari, et pour la recette de cette somme, ladite dame affecta par espres la metairie appelée La Tapie de la dépendance de son dit chasteau de Puicalvari, et lesdites dames religieuses par le mesme acte acceptant ladite donation recognoissent la Dame pour le présent et l'advenir pour la vraye fondatrice, patronne et protectrice de ce Couvent, et pour jouir effectivement pendant sa vie et après icelle ses héritiers et successeurs des droits, franchises, libertés, prérogatives establies et accordés par les saints droits et constitutions canoniques aux vrais fondateurs, lesquelles religieuses seront tenues et obligées à perpétuité et à jamais faire dire et célébrer à leur Couvent par les

(1) Au dos du Mémoire.

religieux de leur ordre avec diacre et sous diacre chaque samedi de toutes les semaines de l'an à scavoir, etc. pour le repos et salut de son son âme, de ses prédécesseurs et successeurs. Ceste somme a esté payée comme paroist de deux quittances retenues par de Joui, notaire.

De cet acte il en résulte trois obligations scavoir une de la part de ladite dame de Raffin consistant dans le payement de ladite somme de 5000 ll. Ceste obligation est remplie comme paroist de ces deux quittances alléguées.

Les deux obligations des religieuses consistant dans la célébration exacte du service divin auquel elles se sont engagées par ledit acte de fondation, en sorte que si elles ne l'ont pas fait, les successeurs de la fondatrice peuvent demander que l'intérêt de la somme de cinq mille livres qui a coureu pendant le temps de la cessation de ce service soit mis en augmentation de service, et ceste augmentation doit estre réglée par l'evesque à qui ceste déclaration par le droit canonique est attribuée.

La seconde obligation de ces religieuses est d'entretenir en bon estat ledit couvent afin que le service prescrit par la fondation ne tombe pas et à cest effect la dame a droit et ses successeurs ont droit d'entrer et visiter ledit couvent à Villeneuve toutes les fois que ces successeurs trouveront à propos avec cette discrétion de ne pas en abuser et que ceste visite establee dans la pensée d'esviter la destruction du couvent ne fust un trouble de la solitude et retraite des religieuses.

Le second droit consiste à observer que les messes establies par la fondation et la manière de les célébrer soit exécutée conformément à la fondation.

Le troisième droit est d'avoir un banc ou prie-Dieu pour entendre les messes quand on les y célébrera.

Ce droit est accordé à la dame de Raffin et à ses hoirs et successeurs, c'est-à-dire non seulement à ses héritiers immédiats, mais encore à ses successeurs, c'est-à-dire qui ont succédé au principal manoir de la fondatrice, lequel dans l'acte est le chateau de Puicalvari ; en effet, la fondatrice quand elle donna lesdites cinq mille livres pour establir et bastir le couvent pour les religieuses à Villeneuve, elle ajouta dans le voisinage de Puicalvari et de plus elle affecta la metairie nommée la Tapie, dépendant de Puicalvari pour la surette de ceste somme, avec la clause qu'à deffaut du payement de ceste somme, les religieuses pourront jouir de ladite métairie de La Tapie.

Doncques les possesseurs du chateau doivent jouir de l'effet et des droits acquis par la fondation, d'autant plus qu'on succède au droit de patronage c'est-à-dire de fondation par l'acquisition du principal manoir du fondateur, parce que c'est un droit accessoire, *qui transit cum globa* ; l'église a accordé ce droit à la piété et au zelle des fondateurs, afin que le zelle des chrestiens ne se rallentit pas, qu'il augmentast, cette petite recognoissance estoit nécessaire dans les derniers siècles ou la pureté de la religion a esté un peu trouble par les persécutions que l'Eglise a souffert.

D^r L. COUYBA.

UN CORSAIRE AGENAIS

Pierre-Alexandre Marraud Dupon, de Castelmoron

Pierre-Alexandre Marraud Dupon, né à Castelmoron le 8 novembre 1775, était le sixième fils de sieur Pierre Marraud Dupon, négociant, et d'Elisabeth Joyeux, son épouse.

Il appartenait à une famille de minotiers de Castelmoron qui aurait été riche si onze enfants n'étaient venus, non prétendre à la succession de leurs auteurs, mais écorner leur fortune.

Le commerce de son père n'étant pas assez important pour occuper six enfants et des aptitudes spéciales, peut-être, le poussant ailleurs, il prit la mer.

Nous savons très peu sur ses premières armes ; les titres de famille et sa correspondance nous apprennent cependant, qu'embarqué sur le corsaire *l'Aventure* dès Prairial an 4, il était prisonnier dès le 8 juin 1797 et de retour à Bordeaux dès le 22 du même mois.

Ce fut, croyons-nous, sa première croisière.

De nouveau embarqué comme lieutenant sur le corsaire *la Dorade*, il vit une seule fois son navire pris par les Anglais le 15 décembre 1797. Incarcéré à bord du Portland-prison, en rade de Porstmouth, il s'évada le 28 février 1798 et passa sous un costume d'emprunt à Rotterdam, d'abord, puis à Paris où il séjourna du 26 mars au 2 avril.

Ici nous perdons ses traces, mais nous le retrouvons encore prisonnier à bord du Portland dès le 5 septembre du même an, pour longtemps cette fois.

Sa captivité longue et particulièrement pénible ne fut adoucie que par les lettres de sa famille qui s'employa de son mieux, par sa fortune et ses relations, afin d'obtenir son élargissement. Privé de nourriture saine et de soins, il tomba malade et fut évacué sur l'hôpital de Porchester vers mai 1799.

Les sommes assez importantes qu'on lui faisait parvenir, étaient insuffisantes pour lui procurer un demi bien-être; il s'en plaignait souvent dans ses lettres dont partie était écrite avec du lait, sorte d'encre sympathique de l'époque qu'il suffisait de mettre en contact avec la poudre de charbon pour rendre les traits lisibles.

Son frère répondait d'une façon aussi mystérieuse avec du jus d'oignon.

Si un nouvel envoi de fonds plus important, généreusement réparti, réveilla la cupidité de ses gardiens, il eut aussi pour effet principal d'endormir leur vigilance : il s'évada le 30 janvier 1800 et gagna Londres.

Au nombre des personnages influents qui furent sollicités par son frère aîné, Pierre Marraud, et qui réellement s'occupèrent du jeune prisonnier, mais sans succès, il faut citer : James Cotis, commissaire britannique à Paris ; Niou, commissaire du gouvernement français en Angleterre; Robert Ainslie, chevalier, baronnet, ancien ambassadeur anglais à Constantinople, résidant à Londres, enfin le ministre des relations extérieures de France.

Malgré le soin jaloux dont l'Angleterre entourait ses prisonniers, surtout ceux de la trempe de Marraud, une poignée d'or fit ce que les ambassadeurs n'avaient pu faire.

De juin 1800 à octobre 1802, Marraud vécut à Bordeaux de ses faibles ressources, sollicitant un peu partout, mais en vain, le commandement d'un corsaire.

Le 19 nivôse an 11 il débarqua à St-Domingue, nous ne savons en quelle qualité ; le 14 août suivant, il était à Lichfield, sous caution, enfin, dès messidor an 12, nous le retrouvons à Bordeaux venant de Paris.

Il prit quelques jours de repos, parmi les siens, à Castelmoron, puis reprit la mer en qualité de capitaine en second à bord du corsaire *la Représaille*. Certes, notre Marraud aimait son dur métier de marin, mais, si dur qu'il fut, il voyait en lui le moyen de faire fortune. L'état de corsaire était chanceux, dangereux même, métier ingrat entre tous, mais d'un seul coup de sabre d'abordage on obtenait parfois du laurier et de l'or.

Le rapport qu'on va lire marque bien le courage et l'audace dont fit preuve notre agenais le 22 germinal an 13 devant Santander.

Du 26 germinal an 13. Rapport fait au ministre de la marine par le commissaire des relations commerciales de S^t-Ander.

« La goëlette *la Représaille* de Bordeaux, de 14 canons de 3 livres de balles, armateur Daniel Lacombe, à qui vous avez permis d'armer en course sous pavillon espagnol, était depuis quelques jours à la tête de cette rade, attendant le moment favorable pour sortir et éviter l'ennemi dont la présence était journellement signalée.

« Une flotille de chasse-marées et autres baleaux chargés soit pour le Ferrol, soit pour la France, étaient également retenus.

« Monsieur André Digard, de Bayonne, commandant le corsaire *la Représaille*, fatigué d'être retenu dans le port et des bravades journalières de la goëlette de S. M. Britannique, prit le parti de mettre à la voile le vendredy 22 germinal à 5 heures du soir, par un très beau tems, après avoir consulté ses officiers et fait assembler son équipage, il fut résolu de faire route pour aller au point de croisière, mais de combattre l'ennemi dans le cas qu'il vint à attaquer.

« *La Représaille* gouvernant au N. N. O., les vents dépendant de la partie du N. E., n'était pas encore à une demi lieu du port, lorsque la goëlette anglaise ayant arboré son pavillon et sa flamme lui appuya chasse en forçant de voiles.

« Le capitaine Digard, s'apercevant de la supériorité de la marche de son ennemi, vira de bord et vint à sa rencontre. Le combat s'engagea de suite, vers les six heures et à portée de fusil, il dura une heure sans interruption, après quoi l'ennemi cessa son feu et s'éloigna pour se réparer.

« Le capitaine Digard blessé à mort, un volontaire tué, cinq matelots mis hors de combat et *la Représaille* étant entièrement désarmée de toutes ses voiles et des manœuvres de devant, Monsieur Marraul, 2^e capitaine, fit cesser également le feu pour se réparer.

A sept heures et demie, *la Représaille* vint du loff sur l'en-

nemi qui de son côté laissa arriver sur elle. Le combat recommença à portée de pistolet et dura jusques à neuf heures que la goëlette de S. M. B. ayant perdu son beaupré et ses embarcations et extrêmement maltraitée par la mousquetterie de *la Représaille* abandonna le champ de bataille après avoir toujours évité l'abordage, profitant de la grande supériorité du calibre de son artillerie et ayant d'ailleurs peu souffert dans sa voilure. *La Représaille* ayant dans ce moment douze hommes hors de combat, quatre boulets de seize à la flotaison, fesant beaucoup d'eau et étant de nouveau désemparée de toutes ses voiles de devant, ne put poursuivre l'ennemi et profiter de ses avantages, les vents étant calmes, elle rentra à la rame dans ce port vers les quatre heures du matin.

« Ainsi, la goëlette *la Représaille*, combattant sous pavillon espagnol, a battu et mis en fuite une goëlette de S. M. B. bien supérieure en force : l'ennemi ne paraît plus et le port étant débloqué, toute la flotille de chasse-marées a mis à la voile.

« Ce combat s'est passé à la vue des habitants de Santander qui également se sont fait un devoir d'assister le lendemain aux obsèques du capitaine Digard universellement regretté. »

De son côté, M. Daniel Lacombe, armateur de *la Représaille*, écrivait le 4 Floréal an 13, à Pierre Marraud Dupon, son frère aîné :

« Votre frère a mérité à juste titre le commandement du *Corsaire* et c'est avec plaisir que j'ai confirmé les dispositions prises à cet égard pour mes amis de Santander. Il sortira au premier jour et introduira ses prises aux Canaries où il se rendra ensuite pour réarmer. Il ne reviendra dans nos mers qu'au mois de septembre ou octobre. »

Alexandre Marraud rentra à Bordeaux vers Messidor du même an. Nous ne savons ce qu'il fit jusqu'au mois de février 1811, époque à laquelle il contracta mariage, à Bordeaux, avec M^{lle} Mathilde Meyer, fille unique de M. Daniel Meyer.

Il vivait encore en mars 1817.

G. DE LAGRANGE-FERRÈGUES.

LE CHATEAU DE LAUZUN

Arrondissement de Marmande, Lot-et-Garonne

(SUITE *)

Le dernier duc de Lauzun

Il semble que le dernier duc de Lauzun, Armand-Louis de Gontaut, ait cherché toute sa vie à copier son illustre prédécesseur, Antoine Nompar de Caumont, premier duc de Lauzun. Même vanité, même orgueil, même suffisance, même absence de scrupules, et avec cela même bravoure, même élégance, même esprit, même idée fixe d'être l'homme le plus remarqué de son temps. Il est, comme lui, le type incarné du Cadet de Gascogne, mais avec cette différence que l'un opérait à la Cour du Grand Roi où le décorum était encore de rigueur, tandis que le second bénéficiait, pour la réussite de ses intrigues amoureuses, de toute l'indulgence d'un siècle où le libertinage était devenu la règle absolue de la Ville et de la Cour.

Lesquels faut-il croire, des très nombreux auteurs qui ont écrit sur son compte ? Ceux qui le représentent comme un Lovelace, un don Juan, froid, égoïste, sans cœur, un bellâtre sans intelligence, n'employant ses jeunes années qu'à compromettre toutes les femmes, étalant plus tard dans l'exercice de ses fonctions diplomatiques et militaires « son incapacité, sa bassesse d'âme, sa médiocrité », et terminant sa vie par la trahison de tout ce qu'il avait servi et aimé (1) ? Ou bien, au

(*) Voir *Recue de l'Agenais*, t. XXXV, p. 5.

(1) Les détracteurs du dernier duc de Lauzun sont légion, surtout dans ces derniers temps. Ne citons que M. le comte de Lort de Sérignan dans *Un duc et pair au service de la Révolution*. Paris, Perrin, 1906, et les articles critiques auxquels cet ouvrage a donné lieu, notamment celui paru dans la *Recue des Etudes historiques* (mars-avril 1908), sous la signature de M. André Auzoux.

contraire, ceux qui, cherchant à atténuer ses fautes et à réhabiliter sa mémoire, en font le gentilhomme le plus honnête, « bon, généreux, l'esprit le plus fin, ami sûr et fidèle, brave « jusqu'à la folie, le cœur le plus chaud, l'âme la plus élevée « et la plus chevaleresque, l'amant le plus tendre et le plus « passionné (1) », soutenant avec Talleyrand « qu'il avait « tous les genres d'éclat, qu'il était beau, brave, généreux, spirituel (2) », ou encore avec le comte de Fersen, que « c'était « l'âme la plus noble et la plus élevée que je connaisse (3)? »

Nous estimons qu'en l'étudiant de près il est facile de se prononcer; de reconnaître qu'il était doué de toutes les qualités de sa race, bravoure, esprit, générosité, de lui pardonner ses défauts de vanité, d'orgueil et de libertinage romanesque, en tenant compte du siècle où il a vécu et du relâchement général des mœurs de son époque; mais de se montrer inflexible pour lui reprocher sa conduite politique des derniers jours et sa trahison à l'égard de ses anciens amis.

Ses Mémoires, qui firent tant de bruit à l'époque où ils parurent (4), sont-ils apocryphes comme d'abord on l'a dit, ou bien authentiques, ainsi que de plus en plus on se plaît à le reconnaître? La question est encore controversée. Lorsque, en 1811, on apprit que le duc de Lauzun avait laissé des Mémoires, qu'ils allaient être imprimés et que leur publication causerait les plus grands scandales, la police impériale saisit le manuscrit. La reine Hortense en obtint la communication, les lut et les fit aussitôt copier clandestinement. Après quoi le manuscrit original fut rendu et brûlé, affirme M. G. Maugras, à qui nous empruntons ces détails (5), sous les yeux mêmes de l'Empereur. C'est cette copie, qui, dix ans plus tard, fut

(1) Voir principalement : *La Fin d'une société, le duc de Lauzun et la Cour intime de Louis XV et le duc de Lauzun et la Cour de Marie Antoinette*, par Gaston Maugras. (Paris, Plon, 2 vol. 1893 et 1895).

(2) Discours de M. le prince de Talleyrand, prononcé à la Chambre des pairs le 13 novembre 1821.

(3) *Correspondance du comte de Fersen*. (Paris, Didot, 1878, 2 vol.)

(4) La première édition date de 1822, à Paris, chez Barrois l'aîné, libraire, rue de Seine. In-8° de 399 pages. Depuis, ils ont été maintes et maintes fois réimprimés.

(5) *Le duc de Lauzun*, *op. cit.* Préface.

imprimée par Barrois et provoqua tant de controverses. Trois ans avant, dans le *Moniteur* du 27 mars 1818, le prince de Talleyrand, consulté déjà sur l'authenticité de ces Mémoires, écrivait : «... Tous ceux qui ont connu le duc de Lauzun savent
« que pour donner du charme à ses récits, il n'avait besoin
« que des agréments naturels de son esprit, qu'il était éminemment un homme de bon ton et de bon goût et que jamais
« personne ne fut plus incapable que lui de nuire volontairement à qui que ce fut. C'est cependant à cet homme-là
« qu'on ose attribuer les satires les plus odieuses contre des
« femmes françaises et étrangères, et les calomnies les plus
« grossières contre une personne auguste, qui, dans le rang
« suprême, avait montré autant de bonté qu'elle fit éclater de
« grandeur d'âme dans l'excès de l'infortune... Je crois devoir
« à la mémoire de l'homme, dont je fus l'ami, de déclarer
« qu'il n'a point fait, qu'il était incapable de faire, et qu'il
« aurait eu horreur d'écrire les Mémoires qu'on a osé mettre
« sous son nom. »

Mais la parole de Talleyrand, de l'homme qui a trahi tous les gouvernements qu'il a servis, est plus que toute autre sujette à caution.

Nous en dirons autant de celle de M^{me} de Genlis, qui n'est pas d'un grand poids, lorsqu'elle affirme « qu'elle avait vu et
« lu les Mémoires de Lauzun et qu'ils n'avaient aucun rapport avec le libelle infâme fait dans l'intention de décrier
« la noblesse et l'ancienne Cour (1). » Tant de femmes, citées dans ces Mémoires, vivaient encore au moment où ils parurent et quelques-unes placées très haut, qu'il n'est pas étonnant que de tous côtés s'élevèrent dans la société d'alors les protestations les plus indignées.

De nos jours, tous les auteurs, tous les critiques qui ont eu à les analyser, affirment leur authenticité. Dans ses si intéressantes études sur les *femmes de Versailles*, Imbert de Saint-Amand écrit : « Les mémoires du duc de Lauzun existent bel et bien. Malgré le démenti de l'ancien évêque

(1) *Mémoires de Madame de Genlis.*

« d'Autun, leur authenticité est maintenant incontestée ;
« mais je n'en dirai pas autant des détails qu'ils contien-
« nent (1). »

Au cours de chacune de leur introduction, les divers éditeurs de ces Mémoires, Barrois (1822), Lacour (1858), Barrière (1862), Georges d'Heilly (1881), enfin ces derniers temps MM. Maurice Vitrac et Arnould Galopin, dans l'édition Fayard, ornée de très jolies gravures, soutiennent naturellement, avec force raisonnements très plausibles, qu'ils ont été écrits véritablement par le duc de Biron, mais que, rédigés pour l'amusement de sa dernière grande passion, la marquise de Coigny, ils n'étaient pas destinés à la publicité et constituaient pour elle seule une sorte de confession. M. Gaston Maugras enfin, dans sa remarquable étude sur le duc de Lauzun, fournit les preuves les plus convaincantes de leur authenticité, en réfutant victorieusement, nous paraît-il, toutes les raisons données pour les faire croire apocryphes, et en affirmant que, « sur
« tous les points, et ils sont fort nombreux, où nos documents
« particuliers nous ont permis de contrôler ces Mémoires,
« nous n'avons jamais trouvé la moindre inexactitude ; grands
« incidents, menus faits, dates, tout est d'une précision, d'une
« vérité absolue. Qui donc aurait pu connaître la vie de Lau-
« zun d'une façon aussi précise et la pénétrer jusque dans ses
« détails les plus minutieux. A chaque instant, on trouve dans
« les Mémoires un fait jeté au hasard de la plume et auquel
« l'auteur attache si peu d'importance qu'il ne l'explique
« même pas ; toujours nous avons retrouvé dans nos docu-
« ments la confirmation du fait et son explication. C'est là, à
« nos yeux, la preuve la plus évidente que Lauzun est bien
« l'auteur du manuscrit ; car lui seul pouvait l'écrire (2). »

Nous n'entrerons pas dans tous les détails de la vie intime d'Armand-Louis de Gontaud ; nous ne donnerons pas la liste complète de ses victimes, *mille e tre* comme don Juan ; nous renvoyons nos lecteurs qui voudraient les connaître à ces

(1) *Les beaux jours de Marie-Antoinette*, p. 181.

(2) *Le duc de Lauzun*, op. cit. t. 1, Préface.

fameux Mémoires où leurs noms s'évalent au grand jour. Nous nous contenterons de rappeler les principaux événements de son existence si diverse, élégante et oisive à ses débuts, militaire ensuite, politique dans les derniers temps, et dont chacune de ces phases présente un véritable intérêt.

Armand-Louis de Gontaud naquit le 13 avril 1747. Cet événement fut salué avec bonheur par toute la famille, qui craignait de voir s'éteindre le nom de Biron ; car des cinq premiers enfants mâles du maréchal Charles Armand, aucun, on le sait, n'avait laissé de postérité. Malheureusement, cette joie fut de courte durée. Trois jours après, sa mère, Eustachie Crozat du Chatel, mourait d'une fièvre purpurale, n'ayant pas encore atteint sa vingtième année.

Ce n'était pas son père, Charles-Antoine de Gontaut, qui pouvait se charger de cet enfant. Aussi fut-il confié par lui à un certain Roch, valet de chambre de sa mère, « qui savait « passablement lire et écrire, et qu'on avait décoré de ce titre « de valet de chambre pour lui donner de la considéra- « tion. (1) » L'enfant grandit ; sans être beau, il était intelligent, spirituel, calin ; aussi fut-il vite adopté par Mme de Pompadour, dans le boudoir de laquelle son père le menait quelquefois et qui s'amusait à le prendre plus tard comme secrétaire et souvent même comme lecteur. Toutes les grandes dames du XVIII^e siècle avaient déjà à cette époque leur Chérubin. Aussi Lauzun a-t-il raison d'écrire que « ce fut à « la Cour et pour ainsi dire sur les genoux de la maîtresse du « Roi que se passèrent ses premières années (2). » A douze ans il entra dans le régiment des Gardes françaises, dont son oncle était colonel, et sept ans après, le 4 février 1766, il épousait une charmante jeune fille, M^{lle} de Boufflers, dont la mère, de réputation fort compromise, avait épousé en secondes noces le maréchal de Luxembourg, et, sous ce nouveau titre, avait le salon le plus élégant et le plus recherché de tout Paris. Le Roi, la Reine, toute la famille royale signèrent

(1) *Mémoire du duc de Lauzun*, éd. Barrois, p. 3.

(2) *Idem*, p. 3.

le contrat au château de Versailles, le 26 janvier. La fiancée apportait en dot 150.000 livres de rente, 45.000 livres de diamants, et, ce qui valait mieux, une éducation parfaite, tout un ensemble de grâces et de vertus, un cœur d'or, que son volage époux ne comprit jamais. A peine marié, il laissa, en effet, sa femme vivre à Chanteloup, chez ses parents les Choiseul, et il reprit de plus belle sa vie d'amourettes et de dissipation.

Il n'en était plus à compter déjà ses succès galants. Tour à tour furent inscrites sur sa liste, la duchesse de Gramont, la jeune et jolie comtesse de Stainville, la trop facile M^{me} d'Esparbès, qui le congédia peu à près, lorsqu'il eût cessé de lui plaire, en lui disant : « Que vous importe si le goût que j'ai
« eu pour vous est passé, que j'en ai pris un autre ou que je
« reste sans amant ? Vous avez beaucoup d'avantages pour
« plaire aux femmes ; profitez-en et soyez convaincu que la
« perte d'une peut être réparée par une autre. C'est le moyen
« d'être heureux et aimable... Les avis que je vous donne
« doivent vous prouver que l'intérêt et l'amitié survivent aux
« sentiments que j'avais pour vous (1). » D'abord décontenancé, Lauzun s'appropriâ bien vite la philosophie de l'indulgente marquise, et il s'empressa de mettre à profit cette leçon, qui pour lui ne fut pas perdue.

La mort de sa protégée Madame de Pompadour (1764) ne diminua en rien l'influence toujours croissante du jeune comte de Biron auprès du Roi. Ce dernier s'était pris, en effet, d'une vive affection pour lui et il le lui prouva, en lui conférant à cette époque le titre de duc. Seulement, comme son père était déjà duc de Gontaut, son oncle duc de Biron, le Roi le titra *duc de Lauzun par brevet d'honneur*. Armand-Louis releva donc, pour la seconde fois, ce titre; et, bien qu'il ne jouit encore d'aucun droit sur la terre et le château de Lauzun, il quitta son nom de Biron, qu'il devait plus tard reprendre, pour s'appeler désormais duc de Lauzun, nom sous lequel il est plus généralement connu dans l'histoire et que nous lui avons donné depuis sa naissance.

(1) *Mémoires du duc de Lauzun*, éd. Barrois, p. 24.

C'est l'époque également où il contracta une étroite amitié avec le jeune duc d'Orléans, plus tard Philippe-Egalité, liaison qui devait, ainsi que l'a si justement écrit le duc de Lévis, « le conduire aux abîmes ».

Ses amours avec Madame de Cambis d'abord, puis avec une Anglaise fort célèbre, lady Sarah Bunbury, pour laquelle il fit des folies, la suivant plusieurs mois en Angleterre, occupèrent tout son temps de 1764 à 1768. Cette année, cependant, comprenant enfin l'inanité de sa vie galante, il résolut, comme ses ancêtres, de mériter un plus glorieux renom dans la carrière des armes.

La république de Gênes venait de vendre la Corse à la France. Les Corses, par la voix de Paoli, protestèrent et organisèrent aussitôt la résistance. Un corps d'armée fut levé sous les ordres de M. de Chauvelin, pour prendre possession effective de notre nouvelle acquisition. C'était une belle occasion pour Lauzun de se distinguer ailleurs que dans les boudoirs des comtesses et des marquises. Il partit donc en qualité d'aide de camp du général en chef, suivi de MM. de Laval, de Coigny, d'Arcambal, de Custine, et d'un grand nombre de jeunes gens des meilleures familles françaises. Il se fit d'abord remarquer par son endurance à la fatigue, sa perspicacité, son flair, son audace à vaincre tous les obstacles. Dans l'affaire du Borgo (fin octobre 1768), désastreuse pour les armées françaises, il déploya la plus incontestable valeur. « MM. de Lauzun et de Laval, écrivit le comte de Coigny au ministre, ont fait des prodiges ; grands amateurs de coups de fusil, ils ont pu pleinement satisfaire leur goûts. » Bien plus, il se chargea, à la tête d'une petite troupe de volontaires, d'aller dégager le général en chef, M. de Chauvelin, oublié dans la retraite et coupé du gros de ses troupes, pour lui indiquer un passage par lequel il put s'échapper. Il réussit après mille dangers et mérita de ce fait d'être proposé pour la croix de St-Louis. Lauzun rentra avec le corps d'expédition à Bastia, où il passa tout l'hiver de 1769, mais non sans courir là aussi d'inévitables aventures amoureuses, notamment avec une certaine Madame Chardon, sorte de cantinière intrépide, qui char-

gea à ses côtés dans l'affaire de Barbaggio, criant à haute voix au jeune duc qui voulait l'en empêcher : « Croyez-vous donc « qu'une femme ne doive risquer sa vie qu'en couches ; et ne « peut-il lui être permis une fois de suivre son amant (1) ? »

La défaite définitive de Paoli au printemps de cette même année motiva le départ pour Versailles du duc de Lauzun, chargé par le nouveau général en chef, M. de Vaux, d'apporter au Roi cette heureuse nouvelle. Il s'embarqua le 24 juin et arriva à Versailles cinq jours après, le 29 juin 1769, à moitié mort de fatigue, mais ne voulant pas qu'aucun autre put le devancer dans cette agréable mission.

L'accueil qu'il reçut fut des plus flatteurs ; le Roi le combla de bontés, lui remit lui-même la croix de St-Louis, et lui promit officiellement la survivance du régiment des gardes françaises, dont son oncle, le maréchal de Biron, était si fier d'être colonel.

Mais tout était bien changé à la Cour, depuis le départ du jeune duc pour la Corse. La Du Barry, qu'il avait autrefois connue, trônait à la place de la Pompadour, et elle accueillit le brillant officier comme un de ses anciens et deses meilleurs amis. Sa protection momentanée ne lui fut pas cependant d'une bien grande utilité ; car, peu après le mariage du Dauphin avec Marie-Antoinette d'Autriche, le duc de Choiseul tombait, entraînant dans sa disgrâce, non seulement toute sa maison, mais encore tous ses amis (juin 1770). Lauzun fut de ce nombre. Il prit franchement fait et cause pour son oncle et se rendit à Chanteloup, se mettant entièrement à sa disposition.

Il y passa près de deux ans, en compagnie de sa femme, des Gramont, et de tous les nombreux fidèles du duc, organisant des fêtes, des soupers, des chasses, non sans venir assez souvent à Paris, où il fréquentait de plus en plus chez les Guéménée et particulièrement chez le duc d'Orléans. C'est l'époque où, déçu dans son espoir de se faire aimer de la comtesse

(1) *Mémoires du duc de Lauzun*, p. 92, éd. Barrois.

Dillon, Lauzun prit le parti de s'expatrier, et, pour ne pas être témoin du bonheur de son ami le prince de Guéménée, plus heureux que lui, de s'enfuir en Angleterre (1773).

Sa vie à Londres fut toute de plaisir. Pour chercher à oublier, il se lance dans le jeu, la débauche, les dépenses folles, monte une écurie de courses à Newmarket, séduit femmes sur femmes et finalement s'éprend de la belle princesse Czartoriska, l'une des plus grandes passions de sa vie. Il la suit à Spa durant tout l'été de 1773, l'accompagne à Paris au mois d'octobre, tente, dans un moment de romanesque folie, de s'empoisonner avec elle, et lorsque, forcée de quitter la France et de réintégrer en Pologne le domicile conjugal, elle lui fait ses derniers adieux, Lauzun lui promet qu'avant peu il la rejoindra dans son pays. En attendant, il se rend à Mouzon où tient garnison le régiment dont il vient d'acheter le brevet de colonel, y connaît la mort de Louis XV, et, bien décidé à ne pas revenir à la Cour et à s'isoler totalement, il apprend sérieusement son métier, se fait aimer de ses soldats, songe à mettre un peu d'ordre dans sa fortune fortement ébréchée, consent à fréquenter quelquefois à Frascati chez le cardinal de Montmorency, ou à Saverne chez le cardinal de Rohan, et ébauche déjà le projet de devenir diplomate, ne fut-ce que pour se rapprocher de la belle princesse polonaise.

Lorsque sa passion était en jeu, Lauzun ne connaissait pas d'obstacles. Malgré sa répugnance à se rapprocher de la nouvelle Cour, il demande une audience au ministre des affaires étrangères. M. de Vergennes, lui expose un projet d'alliance entre la France et la Russie qu'il vient d'élaborer, le séduit par les avantages qu'il fait miroiter à ses yeux, et finit par se faire envoyer à Varsovie en mission secrète. C'était tout ce qu'il demandait. Pouvoir revoir au grand jour celle dont il était follement épris, qu'il était allé déjà surprendre à deux reprises, une première fois franchissant de nuit les murs du parc de son château et pénétrant dans sa chambre par une échelle, la seconde fois forcé d'assister à ses couches et enfermé près de trente-six heures dans une armoire à robes qui se trouvait

derrière son lit (1). Lauzun demeura tout l'hiver de 1775, soit à la Cour de Dresde, soit à Berlin où Frédéric le reçut, soit enfin à Varsovie où il eut ses grandes entrées auprès du Roi, et partout il fut comblé de distinctions. Mais il était dans sa destinée de n'avoir que des liaisons passagères. Cette fois ce fut la princesse Czartoriska qui rompit la première, et, après les scènes les plus émouvantes, se dégagea de son amour pour s'embarquer avec le général Branicki. La douleur du duc fut sincère, mais de courte durée ; et il revint à la Cour de Versailles, décidé plus que jamais à chercher dans le plaisir un oubli à ses chagrins.

Là encore il trouva de grands changements. La jeune et élégante Reine s'épanouissait dans une atmosphère de fêtes et de plaisirs, et Lauzun n'eut plus qu'un désir, celui de devenir son favori.

Elle avait, en cette année 1775, pour intimes la princesse de Guéménée et la comtesse de Dillon, qui toutes deux étaient des amies du duc. « Ces dames, écrit-il, lui avaient quelquefois
« parlé de moi et lui avaient inspiré la curiosité de me connaître davantage. Elle me reçut avec bonté ; j'eus souvent
« occasion de la rencontrer chez M^{me} de Guéménée où elle
« me traitait avec distinction ; je montais exactement à
« cheval avec elle, et, en moins de deux mois, je devins une
« espèce de favori » (2). Et plus loin. « Une course de chevaux français où mon cheval, monté par un enfant, gagna,
« acheva de me mettre à la mode (3). » Lauzun en profita pour mener une rapide liaison avec une anglaise de marque, lady Barrimore, qui du reste le trompait ouvertement avec le comte d'Artois ; ce qui ne l'empêchait pas d'être fort assidu auprès de Marie-Antoinette.

Ici se place, dans ses Mémoires, une page que, pour son honneur, nous ne voudrions jamais avoir été écrite, que tous

(1) *Mémoires du duc de Lauzun*, éd. Barrois, p. 191.

(2) *Idem*, p. 212.

(3) Cette course, l'une des premières qui ait eu lieu en France, fut courue le 6 octobre 1775, dans la plaine des Sablons, devant toute la Cour et une foule énorme.

les éditeurs, sauf le premier, Barrois, ont reproduite, et où Lauzun donne à entendre que, s'il l'avait voulu, il aurait pu abuser d'un moment de faiblesse et d'abandon de sa souveraine. Vantardise de gascon, si ce n'est pis encore, qui jettera toujours sur son honnêteté une tâche indélébile. Que cette scène soit vraie ou fausse, toujours est-il qu'il perd tout-à-coup, à partir de ce moment, la faveur dont il jouit. Détesté des Polignac, dont la coterie prend tous les jours plus d'empire sur l'esprit de la Reine, il ne trouve bientôt plus auprès d'elle que froideur de plus en plus marquée. Il se voit enlever aussitôt par le duc du Chatelet la survivance du commandement des gardes françaises, qui lui avait été formellement promise à la mort de son oncle. Couvert de plus de deux millions de dettes que ne veulent payer ni sa femme, dont il vit toujours séparé, ni sa famille, ni ses meilleurs amis, il se voit contraint, pour éviter une catastrophe imminente, de céder à son ami le prince de Guéménée tout ce qu'il possède, moyennant une rente de 80.000 livres (1778) ; et, dépité, jaloux, aigri, il se jette dans l'opposition et devient un assidu du Palais-Royal.

La situation de Lauzun est donc à ce moment des plus précaires. Pour en sortir, il demande à l'impératrice Catherine l'autorisation de servir sous ses ordres dans la guerre qu'elle va entreprendre contre la Turquie, lorsque éclate soudainement la guerre d'Amérique. Toute la fine fleur de la noblesse française s'engage aussitôt pour aller défendre l'indépendance « des Insurgens » et lutter une fois encore contre l'ennemie héréditaire, l'Angleterre. Lauzun suit le courant, accepte le commandement en second de la flotte qui doit aller aux Indes Anglaises provoquer une révolution, lève et équipe un corps de deux mille hommes, s'embarque et met le cap sur le Sénégal, dont il s'empare presque sans coup férir, (novembre 1778).

Fier de ce premier succès, il revient en toute hâte l'annoncer à Versailles. Mais contre son attente, il ne trouve que froideur du ministre, accueil glacial du Roi, risées de toute la Cour. Seule, le défend la jeune marquise de Coigny qu'il

connaît à peine. Lauzun s'éprend aussitôt d'elle et lui voue une affection qui ne cessera qu'avec sa vie.

Il ne lui restait plus qu'à partir pour l'Amérique. Il obtient de M. de Sartine d'être nommé colonel inspecteur d'un corps de 800 hommes d'infanterie et de 400 de cavalerie, sous la dénomination, d'abord de volontaires étrangers, plus tard de hussards de Lauzun ; et c'est à sa tête qu'à côté de Fersen, de Noailles, de Dillon, de Ségur, de Custine, de Montesquieu, du marquis de Montmorency-Laval, etc., il franchit l'Atlantique et débarque à Rhodes-Island, sous le commandement en chef du comte de Rochambeau.

Lauzun demeura deux ans en Amérique et prit part à toutes les affaires où furent engagées les troupes françaises. Au siège de York-town, il se couvrit de gloire ; il chargea, à la tête de ses hussards et à trois reprises différentes, les dragons anglais du colonel Tarleton et il les culbuta complètement. La ville capitula peu après ; et ce fut le duc de Lauzun que chargea M. de Rochambeau d'apporter encore à Versailles ces heureuses nouvelles.

Félicité cette fois par toute la Cour, Lauzun crut un instant que sa faveur allait renaître. Mais il ne put trouver grâce ni devant la Reine, ni devant le ministre de la guerre, M. de Ségur, qui lui ordonna peu après de rejoindre son corps en Amérique. Lauzun obéit, débarque à Philadelphie après un combat naval, et se trouve bientôt chargé du commandement en chef de la petite armée française, par suite du rappel subit de M. de Rochambeau (décembre 1782). Mais à peine était-il arrivé, qu'il apprend la fameuse faillite du prince de Guéménée auquel il avait cédé toute sa fortune. De ce fait, il était totalement ruiné. Revenir en France, moins pour s'occuper de ses affaires que pour consoler son ami, tel est désormais son plus ardent désir. Aussi bien le traité de paix était-il signé, le 20 janvier 1783, entre la France et l'Angleterre, reconnaissant l'indépendance de l'Amérique. L'ordre du départ était donné et Lauzun rentrait définitivement en France, dans le courant de l'été de cette année, à la tête de la petite mais glorieuse armée.

De 1783 à 1788, Lauzun reste aux pieds de sa grande et fidèle amie la marquise de Coigny. C'est elle qui peu à peu le détache de la Cour, de ses anciennes relations, de sa famille, pour l'amener à sa suite au Palais-Royal. C'est elle, qui rêvant toujours de réformes, d'améliorations sociales, modifie lentement ses idées, lui inculque son libéralisme, et l'entraîne dans son orbite politique. « Esprit, beauté, grâce, elle possède au « suprême degré tout ce qui peut séduire, et elle tient sous « son charme tous ceux qui l'approchent. « Je suis la Reine de « Versailles, disait Marie Antoinette, mais M^{me} de Coigny est la « Reine de Paris » (1). La politique, du reste, envahit tout ; la situation se trouble chaque jour davantage ; la crise financière devient plus aigue, et la malheureuse affaire du collier jette sur l'infortunée Reine un discrédit dont, aux yeux de ses ennemis, elle ne se relèvera jamais.

Sur ces entrefaites meurt, le 29 octobre 1788, le vieux maréchal de Biron, Louis-Antoine. Ses obsèques, avons-nous dit, furent des plus solennelles.

Par testament olographe du 3 janvier 1788, il instituait pour son héritier son frère Charles-Antoine. Mais celui-ci, âgé de 80 ans, ne se soucia guère d'accepter une aussi lourde charge, et, comme nous l'avons écrit précédemment, refusa de changer son titre de duc de Gontaut contre celui de duc de Biron. Le duché-pairie de Biron et, croyons-nous aussi, le domaine de Lauzun échurent donc à son fils Armand-Louis, qui, par une singulière anomalie, au moment où il devenait propriétaire de cette dernière terre, en quittait le nom sous lequel il avait été si célèbre, pour reprendre à nouveau celui de Biron, titre que nous lui donnerons désormais.

En changeant de nom, le personnage n'est plus le même. Depuis cinq ans qu'il subit l'influence de Madame de Coigny, ses idées, son esprit, son caractère, sa conduite se sont modifiés du tout au tout. Il a quitté son masque de séducteur, d'homme à bonnes fortunes, pour devenir un homme politique, un diplo-

(1) *Le duc de Lauzun et la Cour de Marie-Antoinette*, par Gaston Maugras, p. 309.

mate, un militaire. Il encombre les différents ministères de mémoires sur toutes les questions à l'ordre du jour (1). Et s'il court encore quelque aventure amoureuse, presque toutes sans conséquences, sauf cependant avec la belle Aimée de Fleury, cousine de Madame de Coigny, qu'André Chénier devait immortaliser sous les traits de la *Jeune Captive*, c'est à seule fin de ne pas en perdre l'habitude. Il se lie intimement avec Mirabeau qu'il avait déjà connu en Corse, organise avec lui, le prince d'Aremberg et le comte de La Mark, le club constitutionnel qui se tient chez Adrien Duport, conseiller au Parlement, et dont font partie le duc d'Orléans, MM. de Fitz-James, de Clermont, de Semonville, de Lusignan, de Dampierre, Ducrest, Saisseval, Laclos, etc.; et, quand la Révolution éclate, il se trouve tout préparé pour jouer un rôle aux Etats-Généraux.

Nommé député du Quercy pour l'ordre de la noblesse, il est l'un des premiers à abandonner, dans la nuit célèbre du 4 août, ses privilèges. Au lendemain des malheureuses journées d'octobre, auxquelles il est accusé, bien à tort, d'avoir pris part, il n'a pas de peine de se disculper à la tribune de l'Assemblée dans un discours clair et précis, qui provoque d'unanimes applaudissements. Enfin, en décembre de cette même année, il est nommé gouverneur de l'île de Corse, mais il refuse ce poste, l'assemblée ayant décidé qu'aucun de ses membres ne pouvait accepter un emploi du gouvernement. Biron a raconté lui-même, dans ses nombreuses lettres, le rôle qu'il joua à l'Assemblée Constituante. Nous n'y reviendrons pas (2). Tout ce que nous avons à dire, c'est qu'il se brouilla définitivement avec le parti de la Cour et toute sa famille; qu'il embrassa ouvertement la cause du duc d'Orléans; et que, compromis de tous côtés, criblé de dettes, poursuivi souvent pour des billets faux, signés de son nom par toute une bande d'usuriers, resté

(1) Il existe, nous apprend M. G. Maugras, aux Archives nationales, sous le cote T. 1527, un volumineux dossier du duc de Biron sur différents sujets d'ordre militaire ou économique.

(2) *Lettres du duc de Biron sur les Etats Généraux de 1789*, publiées par Maistre de Roger de la Lande, Paris, Bachelin-Deflorenne, 1865.

seul à Paris, sans Madame de Coigny qui, après avoir failli être écharpée aux Tuileries par la populace en délire à l'annonce de la fuite du roi, avait émigré à Londres, d'où elle lui écrivait des lettres charmantes, dictées par le sentiment le plus pur et l'amour le plus platonique (1), Biron comprit que sa dernière ressource était de reprendre sa place aux armées. Il profita de la présence de son ami Narbonne au ministère de la guerre, pour se faire envoyer par lui à l'armée du Nord, d'abord à Valenciennes, sous les ordres de M. de Rochambeau, puis en mission avec Talleyrand, à Londres. Là il est arrêté pour dettes contractées autrefois envers un marchand de chevaux, mais il recouvre peu après sa liberté par suite de la caution fournie généreusement par M. de Courchamp, et il revient finalement à Valenciennes, d'où il entretient avec Dumouriez, nommé ministre des affaires étrangères, qu'il avait également connu autrefois en Corse, la correspondance la plus active, et, disons-le aussi, la plus compromettante (2). Dumouriez lui offre à ce moment le commandement suprême de l'armée du Nord. Biron refuse (6 avril 1792), trouvant le poste trop lourd pour ses épaules ; mais il servira partout en second, sauf sous M. de Crillon. La déroute du corps du comte Dillon, l'indiscipline des soldats, la marche de Biron sur Mons pour rallier les fuyards, la panique de ses hussards lui enlèvent peu à peu ses dernières illusions. Le 20 juillet il quitte l'armée du Nord, est nommé général en chef de l'armée du Rhin, et s'installe aussitôt à Strasbourg. Il y apprend la fatale journée du 10 août et l'emprisonnement de la famille royale. Un moment il hésite à briser son épée. Il met cependant au-dessus de tout l'idée de patrie, et il se décide à rester, en présence des menaces de l'étranger. Il aide Custine dans sa marche sur Spire, Worms, Mayence et Francfort, mérite les honneurs de l'Assemblée pour la discipline avec laquelle il accepte d'obéir à un de ses

(1) Voir les quelques fragments de cette correspondance dans l'ouvrage de M. G. Maugras : *Le duc de Lauzun*, t. II, page 403 et suivantes.

(2) Voir la *Correspondance intime du duc de Lauzun*, publiée par M. le comte de Lort de Serignan. Paris, Perrin, 1906.

subordonnés, et de ce fait est nommé commandant en chef de l'armée des Alpes. Après un court séjour à Paris, où il assiste au procès de l'infortuné Louis XVI et au vote abject de son ami Philippe-Egalité, il se hâte d'aller prendre possession de son commandement, emmenant avec lui son jeune fils, le duc de Montpensier. Il y était à peine depuis deux mois, ayant mis ce peu de temps à profit pour réorganiser l'armée, refouler l'ennemi et dégager entièrement le comté de Nice, qu'il apprend la trahison de Dumouriez et sa fuite à l'étranger avec le duc de Chartres. La Convention rendit aussitôt un décret ordonnant que tous les membres de la famille royale, tant Bourbons qu'Orléans, seraient immédiatement arrêtés pour servir d'otages à la République. Pendant que le duc d'Orléans était envoyé avec toute sa famille prisonnier à Marseille, Biron recevait l'ordre d'arrêter son fils, le jeune duc de Montpensier, son protégé. Il le fit, sous les yeux des commissaires du gouvernement, mais la mort dans l'âme, cherchant par tous les moyens possibles à faciliter son évasion. Le prince refusa et fut envoyé à Marseille pour rejoindre sa famille.

Son intimité avec le duc d'Orléans devait rendre Biron suspect, l'empêcher en tous cas de rester à la tête du corps d'armée des Alpes. Aussi le Comité de salut public lui enlevait-il bien vite son commandement, mais pour lui donner cependant celui de l'armée des Cotes, chargé de réprimer l'insurrection de la Vendée. Disons-le bien vite à sa honte, Biron eût le triste courage d'accepter. Sur le Rhin, au pied des Alpes, il avait à combattre l'étranger ; là était son excuse. Mais en Bretagne, en Vendée, c'était son propre parti, ses anciens frères d'armes d'Amérique, ses amis de jeunesse, ses parents mêmes ! Et cependant il n'hésita pas. Jamais l'histoire ne lui pardonnera cette défaillance, Et puisque, n'ayant pas émigré, il tenait tant à faire parade de ses talents militaires, ce n'est pas à la tête des Bleus, dont il n'eût jamais la confiance, mais bien dans les rangs des Vendéens qu'il devait les exercer, lui, Biron, duc de Lauzun, pair de France, à côté des Larochejaquelein, des Charrette et des d'Elbée !

Le châtiment du reste ne se fit pas longtemps attendre.

Ce fut sans le moindre enthousiasme que le malheureux général se rendit, par Toulouse, Agen et Bordeaux à son nouveau poste. Il arrive à Niort le 25 mai, alourdi, fatigué, entièrement désabusé, comprenant enfin la situation fautive dans laquelle il s'était mis. Cependant, il inspecte les Cotes, cherche à imposer quelque discipline à ses troupes débandées, se préoccupe de leur bien-être, mais il n'ose engager aucune affaire. Il n'en fallait pas davantage, pour que, entouré d'espions et de mouchards, il ne fût accusé d'abord de faiblesse, puis d'entente avec l'ennemi, finalement de trahison. Dénoncé par le fameux Rossignol, l'un des vainqueurs de la Bastille, et comme tel commandant alors d'une division de gendarmerie nationale à pied, qui devait lui succéder plus tard, il se justifie dans une très belle lettre adressée au ministre de la guerre et demande son remplacement. Mais les dénonciations pleuvent de toutes parts contre lui. « Il est noble, donc il « n'agit pas en vrai sans-culotte. » Le Comité de salut public leur donne raison, et, le 16 juillet, il mande à sa barre le général Biron pour rendre compte de sa conduite.

C'était la mort. Biron ne se fit aucune illusion. Il eut pu facilement s'échapper ; il préféra en finir, et, pour la forme, écrivit un mémoire où il réclamait des juges. Vaine prétention ; il ne trouva que des accusateurs. Enfermé cinq mois à Sainte-Pélagie, il fut décrété d'accusation, le 25 décembre, sur la demande même de Robespierre. Le 29 il comparait devant le tribunal révolutionnaire, et, sur la requête de Fouquier-Tinville, était immédiatement condamné à mort. Armand-Louis de Gontaut, duc de Biron, fut guillotiné le 31 décembre 1793.

Deux légendes sont restées attachées à ses derniers moments. L'une veut que, lorsque l'exécuteur des hautes œuvres vint le chercher dans sa prison, il le trouva mangeant des huîtres et buvant du vin blanc. « Citoyen, lui dit le duc, « permets que j'achève, je ne te ferai pas longtemps attendre. » Puis se tournant vers lui : « Prends ce verre de vin, ajouta-t-il, tu dois en avoir besoin au métier que tu fais. »

L'autre assure que, montant avec calme et sérénité les mar-

ches de l'échafaud, il s'arrêta un instant et prononça ces paroles : « Je reconnais mes fautes; j'ai été infidèle à mon Dieu, à mon ordre, à mon Roi ; je meurs plein de foi et de repentir. »

Six mois après, le 24 juin 1794, montait à son tour sur la fatale charrette la duchesse de Biron, la douce et charmante Aurélie de Boufflers, sous la seule inculpation d'avoir entretenu des relations avec les ennemis de la République, ou plutôt d'avoir été la femme du général, et, pourtant... combien peu ! Celle dont M^{me} Necker, dans ses Mémoires, faisait ainsi l'éloge : « Madame de Lauzun rougit dès qu'on la regarde et rougit encore de s'être aperçue qu'on la regarde », mourut comme toutes ses amies avec le plus grand courage. Elle précédait sous le couteau le vieux maréchal de Mouchy, qui, sortant du couvent des Anglaises où il était enfermé avec elle, avait répondu à l'un des prévenus qui lui avait crié « Courage, monsieur le Maréchal ! » — « A quinze ans, je montais à l'assaut pour mon Roi ; à près de quatre-vingts ans, je monterai bien à l'échafaud pour mon Dieu (1). »

Armand-Louis, duc de Biron, ne laissant ni enfants, ni frère, ni sœurs, sa succession revenait à son père, Charles-Antoine, duc de Gontaut, qui fut bien forcé, cette fois, de devenir, quoique âgé de 85 ans, duc de Biron et propriétaire non seulement de la terre de Biron, mais aussi de celle de Lauzun. Mais depuis longtemps déjà le titre de duc était aboli et prohibé en France, et ce n'était guère le moment où il put songer à s'en prévaloir.

Qu'était devenu Charles-Antoine pendant cette pénible et douloureuse époque ? Où s'était-il réfugié ? Et comment, plus heureux que son fils, avait-il pu échapper à la haine et aux lâches dénonciations des sans-culottes ? C'est ce que nous n'avons pu découvrir. Toujours est-il qu'il n'émigra pas et que, de ce fait, les domaines de Biron et de Lauzun ne furent ni confisqués, ni vendus comme biens nationaux. Charles-

(1) *Histoire du Tribunal révolutionnaire* par H. Vallon.

Antoine de Gontaud les garda donc en toute propriété jusqu'en l'an VII, année où, le 4 brumaire (25 octobre 1798), il mourut à Paris, complètement aveugle et âgé de quatre-vingt-dix ans.

Depuis longtemps déjà, Charles-Antoine ne s'occupait plus de ses propriétés : « Livrée aux hommes d'affaires, dit un « Mémoire de cette époque, plus occupés de leurs propres « intérêts que de ceux du citoyen Biron, la terre de Lauzun « était dans le plus pitoyable état. La Révolution avait détruit, à force ouverte, les murailles, les fortifications, et la « *presque totalité du château*. Toutes les fortifications, payées « si cher par la maison de Biron, n'étaient plus qu'un monceau de ruines. Ce fut une déprédation générale. C'était à « qui s'emparerait des démolitions du château, si bien, qu'il « est facile de reconnaître dans toute la ville les bâtisses « construites de ces usurpations (1). »

A Lauzun, en effet, comme partout ailleurs, la Révolution avait commis les mêmes excès. Notre but étant uniquement l'histoire du château et de ses seigneurs et non celle de la ville, nous ne relaterons pas ici les nombreux incidents qui s'y produisirent. Contentons-nous, pour mémoire, de signaler seulement les faits suivants :

Le 12 mars 1791, la municipalité prend possession des murs et fortifications de la ville et bientôt après des remparts du château, qu'elle démolit. En 1792, l'abbé Lacoste, prêtre non assermenté, voulant dire la messe dans la chapelle du château, défense lui ait faite d'annoncer la cérémonie à son de cloche. Le 3 septembre de la même année, sur les instance de la Société populaire d'Agen, le Conseil du département prend un arrêté pour faire vérifier par des hommes compétents les canons qui se trouvent encore au château de Lauzun, avant de les enlever, ainsi que ceux des châteaux de Duras et de Cahuzac. Le 19 pluviôse an II (7 février 1794), les conventionnels Garreau, Tallien, Ysabeau autorisent les administrateurs du

(1) Archives du château de Lauzun.

département à faire transporter sur le champ dans les fonderies nationales de Montauban ces mêmes pièces d'artillerie qui avaient été amenées à Agen, et tout particulièrement celles provenant du château de Lauzun. Enfin, le 4 pluviôse an VI (23 janvier 1798), un arrêté de l'administration centrale du département ordonne qu'on remette « au citoyen Hugonel, « représentant le citoyen Biron, vingt-quatre balles de tapisseries, déposées à l'Ecole centrale, ci-devant évêché, et provenant du château de Lauzun (1). »

La succession de Charles-Antoine de Gontaut, dernier duc de Biron, fut des plus embrouillées. Il était mort criblé de dettes ; aussi ses héritiers naturels ne l'acceptèrent-ils que sous bénéfice d'inventaire (2). Bien plus, quelques-uns d'entre eux étant encore émigrés, le gouvernement, en s'emparant de la portion qui devait leur revenir, vint encore compliquer les difficultés. Cet état de choses dura sept ans. Bref, après de longs et pénibles inventaires des biens du défunt, dont les états existent aux archives du château, et de nombreuses hésitations de la part de ses héritiers, ceux-ci finirent par s'entendre et se décidèrent à vendre en bloc tous les biens de leur oncle. Le 14 mai 1805, ils chargeaient M. Michel-Joseph Xhrouet, propriétaire du journal le *Publiciste* à Paris, de procéder à cette vente.

Elle n'eut lieu définitivement que deux ans après, le 27 août 1807.

L'acte, fort curieux, mentionne les noms des héritiers et des créanciers. Dans le nombre, se trouvent : Madame de Gramont, héritière pour un douzième, Marie-Thérèse de Gri-moard de Beauvoir du Roure, veuve de François La Rivière de la Tourette, Louis J.-B.-Antoine de Colbert de Seignelay, Louise Le Tellier de Montmirail, épouse autorisée de

(1) Archives départementales de Lot-et-Garonne, série L. Reg. 29, p. 47 ; reg. 62 ; reg. 93, p. 236, etc. Voir aussi les registres municipaux de la ville de Lauzun.

(2) L'état estimatif des dettes, à la date du 24 brumaire an XII, accuse le chiffre de 1.188.526 francs.

Pierre de Montesquieu, Antoine et Jean-Louis d'Usson de Bonnac, ce dernier ci-devant évêque d'Agen, ainsi que de nombreux bourgeois et fournisseurs, tous créanciers pour de fortes sommes.

L'acquéreur principal, celui qui déjà à la fin de l'an XII avait fait une première soumission, était M. Joseph-Nicolas Becquey-Beaupré, avocat à la Cour de cassation et au Conseil des prises, demeurant à Paris, 14, rue du Coq-Héron. Il acheta : en premier lieu « le *château de Lauzun, démoli presque en*
« *son entier*, une grande écurie, une recette au-dessus, une
« grange, appelée le manège, un parc à bœufs, deux cours,
« les remparts et tours dudit château, une maison appelée du
« fermier, un jardin et verger, une autre petite maison appe-
« lée la beurrerie, avec jardin attenant, pâtus, vivier, abreu-
« voir, etc., le tout contenant ensemble 793 ares ; puis « la
« métairie du parc, celle du Drot, le domaine de Pélissier, le
« vignoble de la Tourasse, la forêt de Roquepichère, celle de
« Montignac, les domaines de la Lande, de Montaut » ; enfin,
« tous les meubles meublants désignés dans un état estimatif » ;
le tout, « moyennant la somme de 109,000 fr., dont 85,000
« pour les terres et domaine de Lauzun, 22,000 pour celui de
« Montaut et 2,000 pour la mobilier (1) ». D'autres contrats
furent encore passés par le même acquéreur, notamment le
25 mai 1808 et le 10 octobre 1810, actes par lesquels il s'en-
gageait à acquitter toutes les dettes comprises dans l'état du
26 floréal an XII, à la suite desquels, héritiers et créanciers,
« se déclarent désintéressés par acte du 10 août 1811, approu-
« vant tous les règlements de MM. Xhrouet et Becquey-Beau-
« pré et reconnaissant qu'ils n'ont absolument rien à réclamer
« à la succession de M. Gontaut (2) ».

Devenu possesseur du château de Lauzun, M. Becquey-Beaupré le garda vingt-deux ans, jusqu'en 1829, année de sa

(1) Archives du château de Lauzun. Ce mobilier comprenait : 22 tapisseries estimées 960 fr. ; 1 tapis de Turquie, 240 fr. ; 2 lits garnis en velours, 440 francs ; 6 fauteuils, 120 fr. ; 1 billard, 140 fr. ; 1 lustre, 14 fr. ; 6 banquettes, 36 francs ; coffres et armoires, 30 fr. ; 1 secrétaire, 20 fr., etc.

(2) Archives du château.

mort. Mais ce ne fut pas sans avoir, au début, de nombreuses difficultés avec la municipalité de Lauzun, ni, non plus, sans avoir malheureusement continué l'œuvre de destruction de la Révolution. C'est lui, en effet, qui fit démolir presque tout le vieux château, le donjon du ^{xiii}^e siècle, les terrasses, ce qui restait des remparts au midi et à l'est, en un mot, qui lui enleva tout son caractère défensif d'autrefois.

Ces mutilations sont en effet attestées, en plus de la tradition, par le Mémoire cité précédemment et écrit à propos des reproches que lui adresse la municipalité d'avoir employé les pierres des démolitions de la porte Saint-Colomb à son usage particulier. C'est, répond-il, l'homme d'affaires, chargé de la succession Biron, et non lui, qui avait passé un contrat avec les démolisseurs du château, par lequel une partie des pierres provenant des démolitions des fortifications devait lui être attribuée, en échange d'une certaine quantité de chaux commune ; mais ces pierres, bien qu'il en ait le droit, n'ont jamais été employées par lui, attendu « qu'il en a plus qu'il ne saurait « en employer, en faisant démolir une tour, une terrasse et « une partie du vieux château. L'abondance des matériaux est « telle, ajoute-t-il, qu'on a dû en enterrer beaucoup (1) ».

M. de Becquey-Beaupré, qui, depuis la Restauration, avait ajouté la particule à son nom, mourut à Louveciennes, le 7 septembre 1829. Il laissait une veuve et trois enfants : deux fils, Louis-Joseph-Aimé, officier de cavalerie, et Félix-Alfred, commis dans l'administration de la Marine, et une fille Letitia, mariée à Jean-Auguste-Léopold Dietrich, baron de Wistleben, d'origine saxonne, officier dans l'armée prussienne. En vertu de son contrat de mariage et des reprises qu'elle eut à exercer sur la succession de son mari, Madame de Becquey-Beaupré resta propriétaire du château de Lauzun. Ce fut elle qui, après l'avoir gardé encore huit ans, le vendit, le 23 octobre 1837, à M Auguste Charrié, longtemps maire de Lauzun et conseiller général du canton.

Depuis trois quarts de siècle, le château de Lauzun appar-

(1) Archives du château.

tient à la famille Charrié, qui, consciente du beau monument qu'elle détient, consacre tous ses soins à son entretien et à sa restauration. C'est ainsi que la partie restante du xv^e siècle a été relevée par elle et réparée dans le style le plus pur de cette époque ; les croisées à meneaux ont vu renaître leurs corniches et leurs fines et délicates moulures prismatiques ; le dôme, reliant les deux corps de logis, a été achevé dans son caractère primitif ; l'aile Renaissance enfin, la plus précieuse de toutes et qui par miracle n'avait pas été endommagée, est l'objet d'une sollicitude constante, principalement la porte monumentale et les deux superbes cheminées.

En terminant cette étude, nous ne saurions donc trop féliciter la famille Charrié du zèle intelligent que, depuis le premier jour de son acquisition, elle a déployé pour conserver à notre région du Sud-Ouest ce remarquable spécimen d'architecture ; heureux de rappeler en même temps combien par sa charité, sa générosité, son dévouement à la cause publique, ses vertus chrétiennes en un mot, elle a su conquérir l'estime et l'affection, non seulement de ceux qui l'approchaient, mais encore du pays tout entier.

C'est surtout en la personne de son dernier représentant que s'incarnaient ces nobles sentiments, de M. Martial Charrié, longtemps lui aussi maire de Lauzun, notre ami regretté, avec lequel nous devions écrire ensemble cette étude, et qu'une mort soudaine est venu frapper, au moment où nous commençons à nous mettre à l'œuvre.

Aussi, est-ce du fond du cœur que nous nous permettons d'adresser à sa mère, Madame Henri Charrié, nos plus sincères remerciements, pour nous avoir chargé à nouveau et permis d'accomplir seul cette tâche difficile, ouvrant à cet effet toutes grandes pour nous les portes de son hospitalière demeure et de ses précieuses archives, et nous éclairant de ses lumières, de sa mémoire, de ses conseils. Nous la prions, ainsi que ses petits-enfants, M. Jean Charrié, M. le baron et M^{me} la baronne de Ligondès, de vouloir bien agréer une fois de plus ici l'expression de notre respectueuse et vive gratitude.

PH. LAUZUN.

Jouan le jeune dit Marat

Je viens de découvrir dans le Livre des Actes des Pénitents Blancs de la chapelle Saint Jean-Baptiste de Sainte-Livrade (1) l'admission parmi les confrères de cette congrégation du farouche terroriste *Pierre Jouan*, dit le *Jeune*, le 17 septembre 1790.

Instituteur à Clairac et à Nicole, « il vint plus tard, dit Jules « Andrieu, établir une école libre à Tonneins où il affecta d'abord une « religiosité outrée et où il fut nommé en 1789, maître d'écriture et « lieutenant de la Garde Nationale. »

Dans une brochure de Pierre Jouan, intitulée *Fruit de mes Lectures* (1787), il énumère ses titres : *Mathématicien juré*, *Maître de pension* à Tonneins, en l'Agenais, (2).

M. René Bonnat, qui a longuement parlé de ses faits et gestes (3), ne s'attendait guère à voir Le *Marat* Tonneinquois *pénitent blanc* à Sainte-Livrade, deux ans à peine, avant sa profession de Sans-Culotte de l'An II !

« Tout arrive en France, Monsieur le Cardinal, disait La Roche-
« foucauld à Mazarin en 1650, réunis tous les deux dans le même
« carosse, quelques jours après l'entrée du Roi à Bordeaux ! »

Voici le texte de la réception :

Le 17 septembre 1790 a été reçu à la manière acoutumée M. Pierre Jouan, maître de pension de la ville de Tonneins par moy.

ROCHEFORT, Maître de Chapelle ; JOUAN, DUGUA, LESPINASSE,
COSTES, CONSTANTIN, BROSSARD, (4).

Pour copie conforme :

D^r L. COUYBA.

(1) I. H. S. — C'est le livre (des actes) regardant (les Pénitents) blancs de la chapelle Saint Louis (établis) dans la ville de Sainte Livrade d'Agenais 1626.

(2) J. Andrieu. — *Bibliographie générale de l'Agenais*. — Article Jouan, p. 385.

(3) R. Bonnat. — *Mémoires de Pierre Verdolin*. — Agen, 1907.

(4) *Livre des actes*, etc., p. 329, verso.

FRANÇOIS D'HÉBRARD

(1550-1631)

En 1906, sous ce titre : *Rôle d'une compagnie d'hommes d'armes et d'archers en Agenais (1580)*, avec la collaboration de M. le Comte de Dienne, nous avons publié dans la *Revue de l'Agenais* la liste des hommes formant la compagnie de Guy de Lusignan de Saint-Gelais, seigneur de Lansac (1). Le maréchal des logis de cette petite troupe se nommait François d'Hébrard, seigneur de Mazières, fils d'Antoine, seigneur du Rocal, et de Françoise de Bonnal. Nous avons pu donner sur ce personnage quelques détails qui n'étaient pas sans intérêt mais laissaient trop dans l'ombre les états de service de ce brave officier. Heureusement la Providence nous est venue en aide et nous sommes aujourd'hui en mesure de combler une lacune regrettable.

L'acte, qui vient projeter sur la carrière militaire de François d'Hébrard une lumineuse clarté, a été passé le 18 mai 1623 devant le juge civil et criminel de Penne, Arnaud Maudenne, bachelier ez droits, sieur d'Escoute (2).

Il ne faut pas oublier qu'avant le règne de Louis XIV les états de service des officiers et soldats n'étaient pas encore catalogués, aussi quand un ancien militaire voulait faire la preuve de ses exploits en vue de solliciter du roi quelque modique pension, il devait lui-même recourir au témoignage de ses contemporains et donner à sa requête la solennité d'un acte judiciaire.

Accablé de vieillesse, d'infirmités et de misère, François d'Hébrard se tourna dans sa détresse vers la royauté qu'il

(1) Ce travail, augmenté d'une table, a été tiré à part à 100 exemplaires.

(2) Grâce à la complaisance de M. Etienne Mazet, nous avons pu consulter les archives de la famille d'Hébrard du Rocal dont il est le propriétaire et c'est dans ce fonds que nous avons trouvé l'acte du 18 mai 1623.

avait si longtemps servie, mais soit par impossibilité physique, ou par légitime fierté, il ne comparut pas en personne devant le juge et les témoins chargés d'entendre sa déclaration et d'en affirmer l'exactitude.

Au jour fixé et dans la ville de Penne, au logis du juge comparurent le procureur de François d'Hébrard, M^e Pierre Laignerie, et douze témoins. Ceux-ci comptaient parmi eux deux prêtres, l'ancien curé de Saint-Martin-des-Cailles (1), Antoine Simard, âgé de 90 ans et Gratien Turcault, curé actuel de Dausse, âgé de 65 ans. Il y avait aussi quelques-uns des anciens compagnons d'armes de François d'Hébrard. C'étaient : Messire Charles de Montalembert, seigneur de Roger et gouverneur de Penne, âgé de 63 ans (2) ; messire Bertrand de Lard, chevalier, seigneur de Rigoulières, âgé de 63 ans ; noble Laurent Hector, sieur de Sudre, âgé de 80 ans, et M^e Simon Raffin, jurat de Penne, âgé de 90 ans.

Dans maintes circonstances de la vie, chez nos aïeux, quatre attestations de gentilshommes notoires suffisaient pour établir la noblesse d'un homme peu connu. Cet usage qui était général quelques années avant la Révolution, devait exister déjà au commencement du xvii^e siècle et c'est pour ce motif, sans doute, qu'aux témoignages des trois gentilshommes déjà cités vint s'adjoindre celui de noble Elie de Robert, sieur d'Estradie, âgé de 68 ans.

La jurade de Penne fournit en tout six témoins. Après Simon Raffin, dont nous avons parlé, il faut citer : Micheau Campmas, âgé de 63 ans ; Antoine Gravier, âgé de 68 ans ; Jean Allary, âgé de 45 ans, et Raymond Alary, âgé de 42 ans, ce dernier exerçant les fonctions de consul.

Ainsi les trois ordres, clergé, noblesse et tiers état fournirent chacun des représentants pour déposer, sous la foi du

(1) Le château du Rocal est situé dans la paroisse actuelle de Saint-Martin-des-Cailles et dans la commune de Penne d'Agenais. Très anciennement, Saint-Martin-des-Cailles a eu pour annexe Sainte-Foy-des-Cailles dont le territoire contenait le château du Rocal.

(2) Charles de Montalembert était fils de ce Christophe, gouverneur de Penne, dont il est fait mention par M. Tholin en termes peu flatteurs dans l'un de ses articles sur les guerres de religion en Agenais.

serment, devant le juge de Penne, sur la carrière militaire de François d'Hébrard et sur la situation actuelle de ce vieux soldat.

Le procureur déclara que le seigneur du Rocal, dont il était le mandataire, avait 72 ans passés ; nous devons en conclure que ce brave gentilhomme était né en 1550. Après les terribles guerres de religion qui avaient ensanglanté la France, il importait beaucoup de faire connaître à quel culte appartenait François d'Hébrard. Ce gentilhomme, né dans la foi catholique, avait été élevé dans la religion de ses pères et y était toujours demeuré fidèle. Vers l'âge de 15 ans, il entra au service du roi et prit rang parmi les officiers, tour à tour dans des compagnies d'ordonnances, de cheveu-légers, d'infanterie et d'artillerie. Il prit part à plusieurs batailles et se trouva aux sièges de plusieurs places. En 1569 il concourut à secourir Poitiers, participa au siège de Châtelleraut, fut présent à la bataille de Moncontour, prit part au siège de Saint-Jean-d'Angély puis à celui de La Rochelle. Au siège de Clairac, en 1574, il commandait en chef une compagnie de gens de pied. Quand l'armée du maréchal de Matignon se porta au secours de Brouage, notre gentilhomme agenais servait comme guydon en la compagnie de Bajardan. Avec l'armée de Mayenne il prit part aux sièges de Sainte-Bazille, de Monségur, de Castillon, etc.

Après avoir servi comme enseigne dans la compagnie des gendarmes de Saint-Chamaran il passa avec le même grade dans l'armée du roi et se trouva à la défaite des reîtres.

Devenu lieutenant de la compagnie des gendarmes du seigneur de Lansac, il put, après l'abjuration d'Henri IV, jouir des douceurs de la paix, mais sous Louis XIII, oubliant son âge avancé, il reprit du service.

S'étant porté au secours de Caumont, il mit en batterie trois pièces d'artillerie qui rendirent un signalé service. Cette manœuvre habile ne passa point inaperçue. Aux sièges de Nérac, Clairac et Montauban, François d'Hébrard se distingua continuellement par sa bravoure. Au siège de cette dernière place, devant Ville-Bourbon, le samedi 6 novembre

1621, pendant qu'il se trouvait à sa batterie, il reçut à la cheville du pied droit un coup de mousquet qui le mit hors de combat. De toutes les blessures dont il avait été frappé au cours de sa longue carrière, c'était la plus terrible. Obligé de s'aliter, le seigneur du Rocal souffrit beaucoup et, malgré de grosses dépenses, il n'arriva point à se guérir complètement. Il devait demeurer infirme jusqu'à la fin de ses jours et se vit contraint désormais d'avoir recours à des béquilles pour marcher. C'était un invalide dans toute la force du terme.

Pour comble d'infortune, le vieux brave se voyait, au moment où il en avait le plus besoin, dépouillé de toutes ressources. Au cours de sa vie il avait employé sans compter au service du roi les 4,000 livres de revenu de ses terres, il avait contracté des dettes et ses créanciers avaient obtenu la saisie de ses biens.

Telle était la pure vérité. Les témoins le reconnurent unanimement ainsi que le juge et le procureur du roi de Lafore, âgés l'un de 60 ans et l'autre de 63 ans.

François d'Hébrard fut conseiller et maître d'hôtel de la reine Marguerite (1). Le 1^{er} mars 1585 il avait été nommé maître de camp de six compagnies d'hommes de pied de 200 hommes chacune et fut chargé de mettre garnison dans tous les châteaux, villes et forts occupés par les hérétiques (2). De son mariage avec Antoinette de Prayssas, demoiselle de Mazières, il eut plusieurs enfants dont l'un nommé François. Celui-ci fut capitaine d'une compagnie d'hommes d'armes, servit sous les ordres de son père et fut tué au service du roi (3).

François d'Hébrard, le blessé de Montauban, mourut vers 1631.

JEAN DUBOIS.

(1) Archives de la famille d'Hébrard du Rocal.

(2) *Généalogie de la Maison d'Hébrard*, par Jules de Bourrousse de Lafore, t. II, p. 128.

(3) *Ibidem*.

BIBLIOGRAPHIE

Livre d'Or des élections consulaires et de l'Administration municipale d'Agen depuis l'année 1222 jusqu'à 1909, par M. Jules Serret.
— Nouvelle édition. — Agen. Imprimerie Moderne, 1909.

La contribution de M. Jules Serret, le doyen de la Société académique d'Agen, à l'histoire locale est fort importante. Depuis 1864 où parurent ses *Etudes biographiques sur le Poète Théophile de Viau*, sa plume féconde a produit nombre de brochures de lecture agréable et curieuse. *Notice sur les hivers rigoureux dans l'Agenais, les débordements de la Garonne, le pont de Villeneuve-sur-Lot, les grands moulins de la Baïse*, etc.

Aujourd'hui il nous donne une nouvelle édition d'un travail paru en 1886 sous un titre différent : *Les Sénéchaux, préfets et magistrats municipaux d'Agen depuis les temps anciens jusqu'à nos jours*. En 1887 l'Académie de Toulouse couronna cet ouvrage.

Malgré cela, l'auteur constatant des lacunes dans son travail, a voulu consciencieusement le reprendre et le mettre au jour des découvertes et des travaux que les érudits Agenais ont multipliés depuis plusieurs années.

Il ne faut pas se le dissimuler, la chose était difficile. Si pour certaines périodes de notre histoire il est aisé de dresser les listes consulaires agenaïses, notamment pour les XVII^e et XVIII^e siècles, grâce aux documents de la mairie et au *Journal des Malebaysse* publié jadis dans cette Revue, pour d'autres périodes, au contraire, comme le moyen-âge, la tâche est fort ardue.

Monsieur Jules Serret n'a pas reculé devant les difficultés. Mettant à profit les publications de ses collègues de la société académique d'Agen, dépouillant la collection si importante de la *Revue de l'Agenais*, consultant les archives municipales, il a pu dresser une liste des consuls à partir de l'an 1222. Il serait peut-être facile de relever quelques erreurs ou quelques confusions, mais il ne faut pas s'en étonner, la nature de ce travail les rendaient inévitables. Il n'en est pas moins vrai que cette liste des consuls agenaïses est une des meilleures que nous connaissions, à cette heure.

Nous ne pouvons pas en dire autant de la série des Sénéchaux. Ici nous constatons des lacunes, qu'il eut été facile de combler en consultant l'*Aide-Mémoire pour servir à l'histoire de l'Agenais* publié par M. Tholin en 1899. Certains pourront peut-être contester quelques chiffres des dépenses effectuées pour les grands travaux d'embellissement d'Agen.

Ce sont là, de petites taches qui font mieux ressortir les belles qualités de l'ouvrage. Monsieur Jules Serret a élevé un monument qui transmettra aux générations futures, le nom de ces vaillants, véritables gloires locales qui ont ainsi, gouverné, défendu et embelli la cité agenaïse.

J.-R. MARBOUTIN.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Le Congrès d'Hygiène sociale. — Trop importantes ont été les questions proposées par le Congrès d'hygiène sociale d'Agen, des 25, 26 et 27 juin derniers, trop sérieuses les discussions engagées, pour que nous ne tenions pas à les consigner ici, et, bien que leur programme ne rentre qu'imparfaitement dans le cadre habituel de ses études, à proclamer dans cette Revue Agenaise le succès considérable et si justement mérité qu'il a obtenu.

La ville d'Agen ne pouvait, en effet, plus longtemps se tenir en dehors du mouvement général qui entraîne toutes les cités à chercher à améliorer, sinon la position sociale, du moins l'hygiène de la population ouvrière et agricole : et c'est dans ce but unique de philanthropie et de charité, en dehors de tout esprit politique, philosophique ou religieux, que s'est formé dans son sein, il y a bientôt deux ans, un Comité, pris indistinctement dans toutes les classes de la société, qui s'est mis immédiatement à l'œuvre et a eu la bonne fortune d'obtenir du Comité central de Paris que ses assises annuelles se tiendraient cette année dans le chef-lieu du Lot-et-Garonne.

La présence de personnalités éminentes, telles que celles de MM. Léon Bourgeois, Jules Siegfried, Léopold Mabillean, Edouard Fuster, etc., ne pouvait manquer d'accroître son importance et d'en rehausser l'éclat. Aussi n'étonnerons-nous personne en disant que, grâce aux efforts du Comité local et tout particulièrement de son président M. Henri Brocq, ce Congrès a admirablement réussi.

Comme toujours, la Municipalité agenaise avait mis, de très bonne grâce, l'Hôtel de Ville à la disposition des organisateurs ; et c'est dans la grande salle des Illustres, et aussi dans celle du nouveau théâtre, que se sont tenues les séances et les conférences annoncées.

Le programme, très chargé, a été suivi en tous points.

Dès la séance d'ouverture, et après les discours d'usage où M. le Maire souhaite la bienvenue aux congressistes, où M. Brocq, président du Comité local, rappelle les débuts de l'Association, les difficultés premières, les efforts communs, les résultats obtenus, où M. Eugène Montet, secrétaire-général du Comité central, mon-

tre, dans un exposé des plus lumineux, ce que l'Alliance veut faire par ces manifestations régionales, « se rapprocher des œuvres, leur « apporter des indications scientifiques, y puiser le résultat des « expériences locales, prendre contact avec les chefs de l'hygiène « sociale, les rapprocher, faire naître entre eux des rapports « étroits, en échange d'idées qui leur permettra de voir plus clair « dans leur mission sociale... », le Congrès se met immédiatement à l'œuvre et, présidé par M. Jules Siegfried, député du Havre, vice-président de l'Alliance, remplaçant M. Cheysson, membre de l'Institut, retenu chez lui par la maladie, il aborde les différentes questions proposées.

C'est, en première ligne, celle des *Habitations à bon marché*, qui semble avoir capté tout particulièrement l'attention du Comité agenais, et sur laquelle M. Brocq fournit de très intéressants renseignements, citant, comme exemple rare, celui de la Caisse d'épargne d'Agen, qui, pour cette œuvre utile et nécessaire entre toutes, a promis son concours à la Société en formation, s'engageant, dans le cas où cette dernière ne se constituerait pas, à prendre elle-même en mains la réalisation de ce projet.

Puis est venue la question, toujours si obsédante, de la contagion de la tuberculose dans « les taudis » des grandes villes, que M. Jules Siegfried a magistralement traitée, passant en revue les travaux entrepris en Angleterre, en Amérique, en Belgique pour chercher à enrayer le mal, donnant des aperçus nouveaux sur « les Cités-Jardins » du Royaume-Uni, et « les Jardins-ouvriers » de l'Amérique, et préconisant la fondation à cet égard de Sociétés de crédit immobilier. Il ne doute pas que la constitution d'une Société agenaïse d'habitations à bon marché ne soit la conséquence immédiate du Congrès d'aujourd'hui et son plus heureux effet.

Dans les séances du vendredi soir et du samedi matin, présidées par MM. Siegfried et Mirman, directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publique à Paris, tenues dans la salle des Illustres et suivies par un public de plus en plus nombreux où les dames se faisaient remarquer par leur assiduité, ont été traitées les questions relatives à l'*Éducation populaire et à l'hygiène sociale*. Ont pris successivement la parole, MM. le docteur Weil-Mantou sur l'*Enseignement de l'hygiène à l'École primaire, envisagée surtout au point de vue de la lutte contre la tuberculose* ; — de M. Edouard Fuster sur l'*Hygiène à l'école et le rôle réel de l'instituteur* ; — de M. le docteur Cabannes sur l'*Hygiène oculaire à l'école* ; — de M. Paul Ra-

zous sur *l'Enseignement de l'hygiène à l'atelier* ; — de M. Georges Risler sur *l'Antialcoolisme à la campagne* ; — de M. Raoul de Clermont sur les *Conseils départementaux d'hygiène* ; — de M. le docteur Guinier sur *l'Hygiène sociale dans un village viticole du Midi* ; — enfin de M. Georges Grau sur *l'Hygiène rurale dans le département de l'Aube*.

Le Congrès a abordé ensuite la question de *l'Hygiène dans les petites villes et dans les campagnes, hygiène ménagère, hygiène des tout petits enfants*, etc. M. Bellocq, adjoint au maire de Bordeaux, rappelle ce qu'a fait à cet égard la ville dont il est ici le représentant, et quels succès elle a déjà obtenus. M. le docteur Martin aborde le problème des *Eaux potables et de leur protection*, discuté ensuite par M. le professeur Courmont, M. Viseur, sénateur du Pas-de-Calais, et M. de Montricher. M. Paul Juillerat, chef du bureau administratif des services d'hygiène de la ville de Paris, parle du *logement dans les petites villes et dans les campagnes* et demande la création de bureaux d'hygiène dont l'action s'étende sur plusieurs communes et qui fonctionneraient dans les conditions fixées par la loi du 15 février 1902 pour les bureaux des grandes villes, proposition qu'appuient par des considérants divers MM. les docteurs Gautrez et Drouineau et enfin M. Charles Cazalet, dont la volubilité, très applaudie du reste, s'exerce sur *l'hygiène corporelle* et l'œuvre si à la mode des *bains-douches à bon marché*.

Comme sanction à toutes ces propositions, le Congrès émet de nombreux vœux, principalement : 1° que la loi de 1902 soit modifiée en ce qui concerne la création dans chaque département d'un agent spécial chargé d'obliger les particuliers à exécuter les prescriptions des lois sur l'hygiène ; 2° que dans toute agglomération urbaine il soit créé un bureau de santé ; 3° que l'Etat subventionne plus particulièrement les communes ayant fait preuve d'initiative pour l'application des lois sur l'hygiène.

Dans la séance du samedi soir, M. Léon Bourgeois, qui préside, résume les multiples questions traitées. Il insiste notamment sur celle de désinfection et de protection contre les maladies contagieuses ; il envisage dans un avenir plus ou moins prochain l'édiction obligatoire de déclarer la tuberculose ; il groupe tous les vœux présentés à ce sujet, et il propose que ce soient les sociétés de secours mutuels, la Croix-Rouge et autres associations similaires, qui entreprennent dans les villes et les campagnes l'œuvre de l'éducation de l'hygiène et des pratiques de la désinfection. Il donne

ensuite la parole à M. le docteur Calmette sur les *Postes sanitaires ou les délégués sanitaires ruraux*, à M. Edouard Fuster sur les *Postes ruraux d'hygiène en Allemagne*, à M. le docteur Cruveilhier sur la *Protection des campagnes contre la Tuberculose*, enfin à M^{me} Boulier, qui ne craint pas d'aborder la tribune et de défendre l'idée que les sages-femmes sont tout indiquées pour collaborer avec le médecin à cette œuvre d'assainissement et soient désignées, — plutôt que l'instituteur que propose bien à tort M. Mirman, — pour pénétrer dans toutes les maisons et donner d'utiles et de pratiques conseils.

La lecture et le développement de nombreuses monographies locales, intéressant particulièrement le Lot-et-Garonne, occupent la fin de cette séance très chargée. Parmi les plus remarquées, nous citerons le travail de M. le docteur Labat sur la *Commune de Laplume au point de vue de l'hygiène sociale*, dont la verve, la bonne humeur, l'aimable diction soulèvent d'unanimes applaudissements ; — la *Commune de Colayrac* au même point de vue par M. le docteur Marquez ; — la *Commune de Pujols*, par M. le docteur Mouly ; — les *Eaux potables de la ville de Fumel*, par M. le pharmacien Boudet ; — l'*Etude statistique*, très approfondie et avec tableaux à l'appui, sur la *Mortalité dans la ville d'Agen*, par M. le docteur Lassignardie ; — la même *Etude sur la mortalité dans le Lot-et-Garonne* par M. l'agent-voyer principal Cammas ; — la *Dépopulation dans le Lot-et-Garonne, causes et remèdes* par M. Rengade, qui en avait déjà fait cet hiver, à Agen, un sujet de conférence ; — enfin le *Projet de loi Beauquier et la ville d'Agen*, rapport par M. l'architecte Courau.

Et comme si les travaux du jour ne suffisaient pas, deux conférences ont été tenues : le premier soir, vendredi, à l'Hôtel de Ville, par M. le docteur Mosny sur *l'Enseignement de l'hygiène dans l'école*, et par M. Edouard Fuster sur *l'hygiène sociale et les tout-petits*, remplaçant ainsi M. Cheysson qui devait parler sur *l'Enseignement ménager* ; le lendemain soir, au théâtre, par M. Léopold Mabillean, président de la Fédération nationale de la Mutualité française et vice-président de l'Alliance, sur la *Mutualité et l'Hygiène sociale* ; puis par M. Augustin Rey, membre du Conseil supérieur des habitations à bon marché, sur la *Ville moderne*, avec de nombreuses projections sur l'œuvre des municipalités américaines, anglaises et allemandes.

La séance de clôture a été tenue le dimanche matin, 27, au théâ-

tre, toujours sous la présidence de M. Léon Bourgeois. M. Brocq remercie l'assistance d'élite qui s'y presse de son assiduité à toutes les réunions ; il n'oublie pas ses collaborateurs du Congrès, et il salue M. Bourgeois qui, par sa présence, lui a apporté un si grand lustre. M. Mirman, délégué du Ministère, essaie de montrer combien le gouvernement s'intéresse à ces questions. M. Fuster, dans un rapport, aussi élégant de forme que concis dans le fond, résume les travaux du Congrès. M. Bourgeois, enfin, retrace une fois de plus de main de maître le but de l'Alliance, celui de la réunion d'Agen, les résultats obtenus, les nouveaux efforts à faire, et dans cette langue claire, concise, si pure de forme, dont lui seul a le secret, il fait, aux applaudissements de tous, l'éloge des nombreux congressistes qui l'ont aidé dans la tâche entreprise et su si bien contribuer à son éclatant succès.

Plus nourris encore ont été ces vivats, lorsque, à l'issue du banquet qui avait groupé 250 convives à l'hôtel Bonneville, et après les toasts de MM. le préfet Grégoire, H. Brocq, Belhomme, sénateur du Lot-et-Garonne, Viscur, Cazalet, Belloc, adjoint au maire de Toulouse et Mirman, M. Léon Bourgeois a tenu une dernière fois l'auditoire sous le charme incomparable de sa merveilleuse parole, et avec cette finesse, cette virtuosité qui le caractérise, a adressé un dernier merci à tous ceux qui sont venus à Agen se dévouer à l'œuvre grandiose de l'hygiène sociale, laquelle, semblable à cette *Vénus du Mas* qu'il vient de voir pour la première fois au Musée d'Agen, peut présenter, en la détaillant de trop près, certains défauts ou quelques regrettables lacunes, mais qui dans son ensemble, repose si doucement les yeux, rassérène l'esprit, et par sa grâce, son élégance et sa beauté, suscite l'enthousiasme et provoque une respectueuse admiration.

Nécrologie. — *Alcide Ducos du Hauron.* -- A Paris vient de mourir, à l'âge de 79 ans, Alcide Ducos du Hauron, qui longtemps habita Agen, s'y fit remarquer par des productions littéraires d'un réel mérite, et demeura toujours très attaché à notre ville. Aussi ses dernières volontés comportent-elles que son corps sera inhumé dans le cimetière de Gaillard.

Né à Coutras le 29 juin 1830, Alcide Ducos vint se fixer de bonne heure comme avocat à Agen. Il fut reçu en 1857 membre résident de la Société des Sciences, Lettres et Arts, après qu'il lui eut envoyé sa première pièce de poésie, *le Prieur Oberland*, légende parue dans le tome VIII, 1^{re} série, de son Recueil.

Son poëme, *les Noces de Poutamouphis*, où les Agenais crurent voir le récit d'un amour contrarié, obtint, en 1861, un véritable succès. Nos compatriotes s'intéressaient encore à cette époque aux productions poétiques. Puis vinrent successivement : *La Danse macabre au XIX^e siècle* (Agen, Pr. Noubel, 1864); — *la Grange du Diable* (Agen, Bonnet, 1865), légende poétique avec deux dessins de l'auteur ; — *Bernard Palissy* (*Abeille Agenaise* du 30 novembre 1862) ; — *les restes de S. Augustin rapportés à Hippone* (*Gla-neur catholique* 1864) ; — *l'Oiseau blanc* (*Revue d'Aquitaine* 1864) ; — *Fontausil* (*Revue de l'Agenais*, 1874), etc.

Très assidu aux séances de la Société académique d'Agen, A. Ducos en fut nommé président en 1873 ; et, peu après, il y lut un Mémoire où il exposait les découvertes de son frère Louis, physicien distingué, sur la photographie des couleurs. Les premiers essais ayant été couronnés d'un plein succès et la réputation de son frère grandissant tous les jours, A. Ducos crut devoir consigner définitivement dans un Mémoire l'histoire de l'invention. Il le publia en 1879, sous le titre de *l'Héliochromie ou photographie des couleurs*.

En 1868, Alcide Ducos du Hauron entra dans la magistrature. Nommé juge à Lectoure, il revint dès l'année suivante en cette qualité à Agen, où il demeura jusqu'en 1881. C'est alors qu'il quitta définitivement notre ville pour aller occuper à Alger le siège de conseiller à la Cour d'appel. Il avait pris sa retraite à Paris, où il était allé rejoindre son frère, toujours absorbé par les perfectionnements de son invention, et qui l'a précédé de quelques années dans la tombe.

A. Ducos du Hauron laisse le souvenir d'un magistrat éclairé, d'un esprit libéral, d'un poète aimable et fort original, d'un excellent confrère. Aussi sa mort a-t-elle été vivement ressentie par tous ceux, — de moins en moins nombreux, — qui avaient pu apprécier autrefois, à Agen, ses nombreuses qualités.

PH. L.

PROCÈS-VERBAUX

Des Séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen

Séance du 6 mai 1909. — Présidence de M. O. Fallières.

M. Jules Serret, membre résidant, offre à ses collègues son nouveau volume : *Le Livre d'or des Elections consulaires et de l'Administration municipale d'Agen depuis l'année 1222 jusqu'à 1909*. Il en sera rendu compte dans la *Revue de l'Agenais*.

La Société donne sa pleine et entière adhésion au vœu émis par les Sociétés académiques de Tarbes et de Pau, à la suite de l'incendie terrible qui vient de consumer une grande partie des Archives départementales des Basses-Pyrénées, pour demander à toutes les Sociétés historiques et archéologiques de France de vouloir bien se solidariser avec elles en vue d'obtenir des pouvoirs publics qu'ils prennent en considération les intérêts de notre histoire nationale et de ceux qui veulent par leurs travaux en faire connaître les gloires, ordonnent des mesures urgentes et efficaces pour mettre les riches dépôts de nos Archives à l'abri des chances d'incendie et en assurent ainsi la conservation.

M. le comte de Dienne apprend comment, d'après le Père Hilarion de Coste, un de nos compatriotes Antoine de Raffin, dit Poton, seigneur de Puycalvary, Beaucaire, Azay-le-Rideau, etc., et sénéchal d'Agenais, fut envoyé en 1519 à Rome par le roi François I^{er}, pour le représenter à la cérémonie de Canonisation de S. François de Paule, fondateur de l'ordre des Minimes, et comment, à la louange dudit Père, il s'acquitta avec honneur de cette tâche. M. de Dienne donne en outre de nombreux détails sur Poton de Raffin, sa famille, ses alliances dans l'Agenais, ses entrées successives dans la ville d'Agen, enfin sur le rôle important qu'il joua dans le pays pendant toute la première moitié du xvi^e siècle.

Le chef d'escadre Jean de Barrailh demande, le 15 février 1746, d'après M. le docteur Couyba, au baron de Montastruc, comte de Flamarens, l'anoblissement de sa maison de Savignac, et il charge de cette mission, son neveu Jean de Barrailh, lieutenant au régiment de Penthievre. Le comte de Flamarens y consent par estime et considération pour le distingué marin. Le 7 mars de la même année, Jean de Barrailh rend hommage audit seigneur dans son château de Montastruc en Agenais.

M. l'abbé Dubois donne enfin lecture d'une supplique des gentilshommes de Guienne et Gascogne au Roi en 1558, par laquelle ils le prient de surseoir aux impositions nouvelles qui leur sont demandées, d'avoir égard à la modicité de leurs revenus, de les maintenir toujours en leur état de noblesse, l'assurant en échange de leur dévouement absolu et de leur obéissance en fait de guerre et d'impôt du sang.

Séance du 3 juin 1909. — Présidence de M. O. Fallières.

M. le Secrétaire annonce la mort de M. Alcide Ducos du Hauron, membre de la Société depuis 1857 et son président pendant l'année 1873. Il rappelle la part très grande qu'il prit à ses travaux durant tout le temps qu'il demeura à Agen ; il énumère ses principales productions poétiques en tête desquelles il convient de mettre *les Voces de Poutamouphis*, poème paru en 1861 ; et il n'a garde d'oublier sa collaboration assidue aux belles découvertes de son frère Louis sur l'*Héliochromie* ou la *Photographie des couleurs*.

M. le docteur Couyba a trouvé, dans le Livre des actes des Pénitents Blancs de la chapelle Saint-Louis de Sainte-Livrade, l'acte d'admission, parmi les membres de cette pieuse confrérie, à la date du 17 septembre 1790, de Pierre Jouan, maître de pension à Tonneins, le même qui, deux ans plus tard, devint le farouche sans-culotte que l'on sait et terrorisa si despotiquement cette ville.

La maison dite de la Reine Marguerite, ancienne maison Benjamin Martinelli, rue des Colonels-Lacué, était, il n'y a pas encore cinquante ans, une des plus pittoresques de la ville d'Agen. Démolie en 1857 pour faire place au lycée impérial, son souvenir en a été conservé par deux charmantes aquarelles du professeur de dessin Mainville. M. Ph. Lauzun en communique les photographies ; il décrit minutieusement cet élégant édifice, tel qu'il l'a vu autrefois, et il apprend comment, d'après le cadastre de 1566, il fut bâti vers le milieu du xvi^e siècle par le conseiller Jehan Claret, comment ses héritiers le vendirent peu après à Maître Anthoine Tholon, juge-mage au même Présidial, et pour quelles raisons il n'a jamais appartenu, ainsi que le veut la légende, à la famille de Cambefort. Or les registres municipaux nous disent que dans les différents séjours qu'elle fit à Agen, la Reine Marguerite logea, en 1578 et 1579, rue Sainte-Anguille, dans la maison de Nort, sise au coin de cette rue et de la petite rue de la Grille ; puis en 1585, année fameuse où, pour avoir démoli une partie de la ville, elle fut chassée d'Agen, dans la maison de la veuve de Pierre Cambefort, qui était rue Porte-Neuve et devint, au siècle suivant, le couvent de la Visitation, naguère encore le Petit-Séminaire. Si donc la Reine Marguerite a demeuré dans la jolie maison d'Antoine Tholon, ce ne peut être que pendant l'hiver de 1584, seule année où l'on ignore en quel logis elle résida.

M. l'abbé Marboutin fait part de la découverte qu'il vient de faire au château de Naudou, chez M. de Caussé, d'une table d'autel fort ancienne, puisqu'il croit devoir la faire remonter aux vii^e ou viii^e siècles. Elle provient d'un champ voisin, dit de Mercadé, sur la rive droite de la Séoune, et présente sur sa face supérieure un creux encadré d'une moulure fort simple, et sur sa face antérieure une croix de consécration, avec cette inscription, incomplète, que M. Marboutin croit devoir lire ainsi : ...*Decembris anno nono regno Domini nostri...* De nombreux débris gallo-romains, fragments de marbre, cubes de mosaïques, poteries sigillées, monnaies, etc., ainsi du reste que des chapiteaux et autres fragments du xiv^e siècle, trouvés également en ce lieu, attestent son ancienneté, déjà signalée par Saint-Amans. Il serait bon que des fouilles, sérieuses et bien dirigées, y fussent continuées.

PH. L.

La Commission de rédaction et de gérance, O. Fallières, Ph. Lauzun, O. Granat.

RECUEILS ET PÉRIODIQUES

REVUE HISTORIQUE. — *Mai-juin 1909.* — V. Ermoni : La crise Arienne. — Lieutenant-colonel Louis Hartmann : Les officiers de l'armée royale à la veille de la Révolution (*fin*). — Bernard Monod : La question des investitures à l'entrevue de Châlons (1107). — *Bulletin historique* : Histoire de France. Époque moderne par H. Hauser. — Histoire grecque. Publications étrangères. 1901-1908, par Gustave Glotz. — Histoire d'Angleterre, par Charles Bémont (*suite*). — Histoire de Pologne. Publications des années 1903-1907, par J.-K. Kochanowsky (*fin*). — *Comptes-rendus, Chronique et Bibliographie.*

POLYBIBLION. — *Janvier 1909.* — Visonot : Dernières publications illustrées. — Ch. Arnaud : Romans, contes et nouvelles. — J. Rambaud : Économie politique et sociale. — André Pératé : Beaux-arts. — O. M. B. : Ouvrages sur la musique. — *Comptes-rendus, Bulletin, Chronique.* — *Février 1909.* — F. Chaot : Ouvrages d'enseignement chrétien et de piété. — G. d'Azambuja : Poésie-théâtre. — Le comte de Sérignan : Histoire, arts et sciences militaires. — O. M. B. : Ouvrages sur la musique (*fin*). — *Comptes-rendus, Bulletin, etc.* — *Mars 1909.* — L. Mangelot : Publications récentes sur l'Écriture sainte et la littérature orientale. — H. Froidevaux : Géographie-Voyages. — *Comptes-rendus, Bulletin, etc.* — *Avril 1909.* — Ch. Arnaud : Romans, contes et nouvelles. — Le docteur L. de Sainte-Marie : Sciences biologiques. — *Comptes-rendus, etc.*

REVUE DE BORDEAUX. — *Janvier-février 1909.* — J. A. Brutails : L'art bordelais du XVIII^e siècle à propos d'un livre récent. — Pierre Meller : L'état civil des familles bordelaises avant la Révolution, d'après les registres paroissiaux. — M. Labuchelle : Bordeaux il y a deux cents ans. La misère à Bordeaux de 1709 à 1713. — *Mélanges* : Une inscription du collège de Guyenne, par M. G. Bouchou. — Les apprentis bordelais au XVIII^e siècle par M. Jean Dubois. — Mesures contre les incendies dans les Landes sous l'ancien régime, par M. J.-A. B. — A propos du tombeau de la maréchale Moreau à la Charreuse, par M. Paul Caraman. *Questions et réponses, chronique, bibliographie.* — *Mars-avril 1909.* — H. Barckhausen : A propos du *Contr'un*. — Joseph Benzacar : Enquête sur la Banque royale de Law dans l'élection de Bordeaux. — Pierre Meller : L'état civil des familles bordelaises avant la Révolution, d'après les registres paroissiaux. (*Suite et fin*). — M. Labuchelle : Bordeaux il y a deux cents ans. La misère à Bordeaux de 1709 à 1713 (*suite*). — *Mélanges.* — Les *Provinciales* au Parlement de Bordeaux, par M. Paul Courteault. — Les coiffures au théâtre, par M. G. D. D. — Martinaument, par M. J.-A. B. — *Liste des monuments et des objets mobiliers du département de la Gironde, classés du 3 novembre 1908 à ce jour.* — *Questions et réponses, etc.*

REVUE DES PYRÉNÉES. — *Deuxième trimestre 1909.* — D. Morney : Un voyage aux Pyrénées en 1765. — Fr. de Gélis : Autour de Palaprat. — E. Lamouzelles : Le budget d'une abbaye au dix-huitième siècle (abbaye de Saint-Antonin). — L. Delaruelle : Blaise de Monluc, depuis de récentes publications. — E. Ducassé : réflexions. — E. Renaud : Dans la forêt des Bois-Sauvages, au lac de la Maix. — G. Vicaire : Renouveau. — M. L. Jammes : Les bases zoologiques de la morphologie humaine. *Chronique du Midi.* —

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DU GERS. — *1^{er} trimestre 1909.* — Marius Fontan : La Saint-Jean et la Noël, en Gascogne et dans les Pyrénées. — Henri Carrère : Inventaire d'une pharmacie en 1662. — L. Mazéret : La peste en Gascogne (*suite*). — J. de Mastrou : Règlement de dîmes à Saint-Arilles (Gers), en 1562. — A. Branet : aspect du vieil Auch. Le lit du Gers. — Brégail : Une insurrection dans l'Armagnac en 1796. — L'abbé Lamazouade : Fêtes civiques à Castelnau-Barbarens, pendant la Révolution. — G. Brégail : A propos du divorce du maréchal Lannes. — L'abbé Tournier : Histoire d'Antras (*suite*). *Bibliographie.*

REVUE DE GASCOGNE. — *Mars 1909.* — L. Médan : La Gascogne qui meurt. — J. Lestrade : L'œuvre historique du chanoine Abadie. — P. Miremont : Fête pour la naissance du roi de Rome. — J. Contrasty : Le Clergé Français réfugié en Espagne (*suite*). — A. Detroyat : Pour l'histoire des presses Bayonnaises. — A. Sansot : A propos du *Castrum Fidentiacum*. — J. Bonnet : Lettre inédite du cardinal de Polignac. — *Bibliographie.* P. Rogé : *La coutume de Marcq en Comminges*, publié par J. Lestrade. — A. D. : *Un aventurier Gascon. Le vrai baron de Bats*, par Ch. de Batz-Trenquelléon. — *Une victime de la Révolution, sœur Marguerite Rusan*, par Pierre Coste. — *Notes diverses.* — *Avril 1909.* — A. Clergeac : La maison de Faudoas, d'après un ouvrage récent. — Ch. Samazan : Papiers gascons à Saint Pétersbourg. — V. Foix : Bessaut, commanderie. — *Bibliographie.* — R. Hourcade : *Autour d'un foyer Basque*, par P. Lhande, S. J. — L. Médan : *Esquisse toponymique, sur la vallée de Cauterets*, par A. Meillon. — A. D. : Monographie locale de Pessan, par l'abbé Paul Gabent. — Le château et la ville de Lourde, par Jean Bourdette. — *Notes diverses.* A. D. : Le commandeur de Polastron empoisonné.

Numéro 4

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

36^e Année. — Juillet-Août 1909



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

—
1909

Toute reproduction même partielle des articles de la *Revue* est rigoureusement interdite

SOMMAIRE :

I.	<i>L'autel du Paravis</i> , par J.-R. Marboutin.....	289
II.	<i>Une rébellion à Montréal du Gers</i> , par C. Chaux..	301
III.	<i>Emigration des Rouergats en Agenais à la fin du xve et au commencement du xvi^e siècle</i> , par L. Massip...	308
IV.	<i>L'abbé Jean-Timothée Barrier de Cauparre et ses mémoires</i> , par P. Dubourg.....	325
V.	<i>Le service de santé pendant les guerres du 1^{er} Empire, par le Dr J. de Gaulejac</i>	335
VI.	<i>Anthoine de Raffin Pothon, senéchal d'Agenais, à la canonisation de saint François de Paule</i> , par le comte de Dienne.....	352
VII.	<i>Le chef d'escadre Jean du Bartailh et l'anoblissement de sa maison de Savignac</i> , par le Dr L. Couyba.....	359
VIII.	<i>Les détenus de Marmande sous la Terreur</i> , par J. Dubois	367
IX.	BIBLIOGRAPHIE : Correspondance de Bossuet publiée par Ch. Urbain et E. Levesque; <i>Etat-civil des familles bordelaise avant la Révolution, mariages</i> , par Pierre Muller; <i>Documents bordelais</i> publiés par P. Muller (J. Dubois)	378
X.	<i>Chronique Régionale</i> (Ph. Lauzun).....	381
XI.	<i>Procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen</i> (Ph. Lauzun)...	283
GRAVURE : L'autel du Paravis.		

**La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les
articles de la REVUE.**

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service
des abonnements, s'adresser directement à M. LE DIRECTEUR, 43, rue
Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la
Revue de l'Agenais, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco*
deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture
Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*,
imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la
Revue, couverture imprimée comprise :

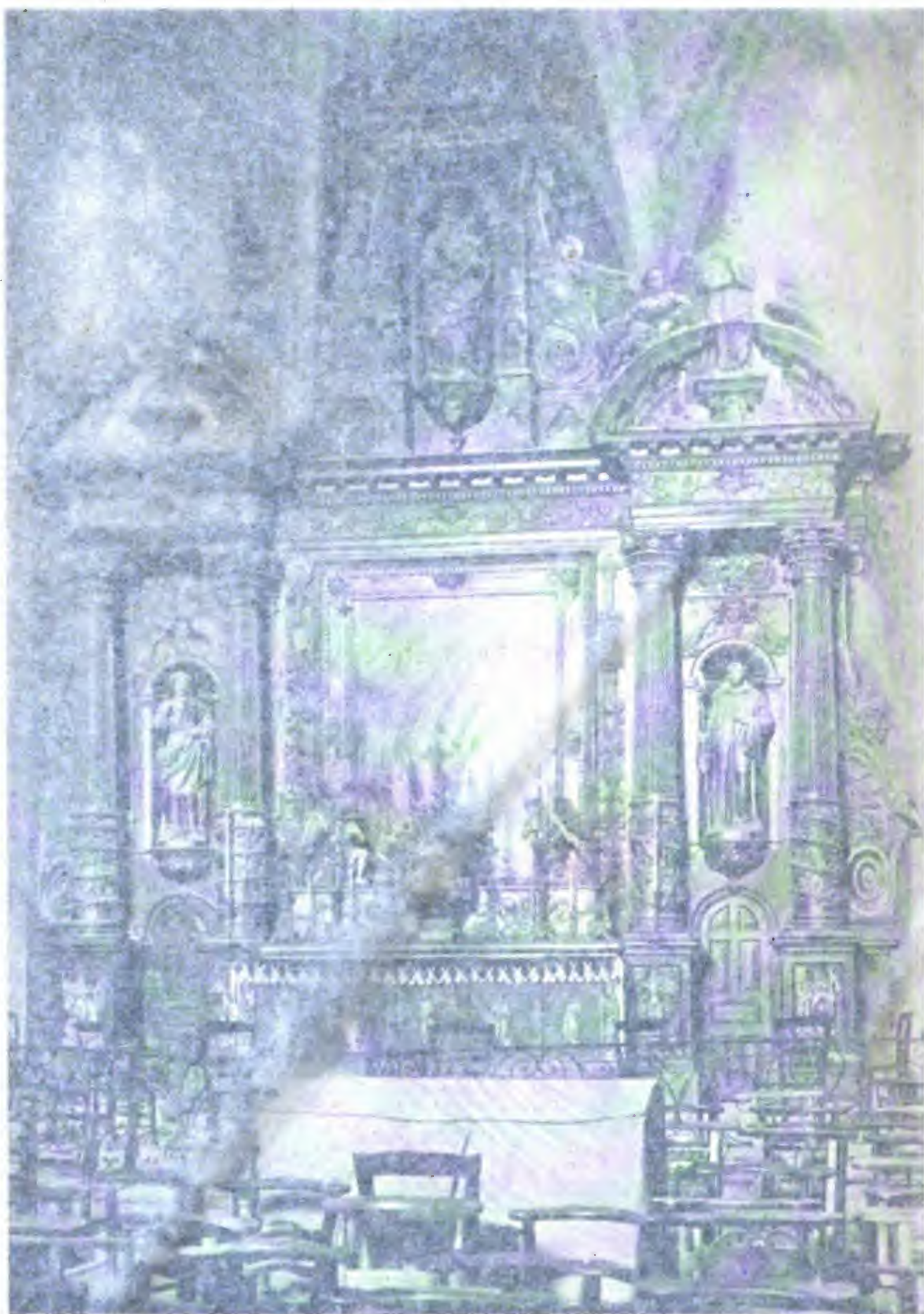
8	pages de texte réimprimées jusqu'à	50	exemplaires,	10 fr.
8	—	100	—	12 fr.
12	—	50	—	14 fr.
12	—	100	—	16 fr.
16	—	50	—	15 fr.
16	—	100	—	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



Cliché Marboutin

L'AUTEL DU PARAVIS



Ch. Marbottin

L'AUTEL DU PARADIS

L'AUTEL DU PARAVIS

(Eglise de Lamontjoie)

L'église de Lamontjoie possède deux œuvres d'art remarquables, une chasse en émail champlevé et un rétable monumental. Je ne m'occuperai ici que de ce dernier.

« Cet ouvrage, lisons-nous dans la *Notice sur la commune de Lamontjoie*, par M. Crozet, en bois doré, du ^{xvii}^e siècle, décoré de colonnes de style antique et de statues de piété, a été tiré du monastère des religieuses de Paravis ; par ses proportions et sa forme, il n'est malheureusement pas en harmonie avec le style architectural de l'église (1). »

Par son ordonnance générale, ce rétable rappelle celui de Fongrave et comme lui il a été commandé par des religieuses de l'ordre de Fontevrault. S'il n'a pas cette richesse d'ornementation, guirlandes de fleurs et de fruits, cornes d'abondance, pots à feu et à fleurs, qui fait de celui de Fongrave un monument hors de pair, il est certainement du fait de sa sobriété moins lourd d'aspect et plus élégant, et mérite de retenir l'attention.

Le prieuré de Paravis fut fondé en 1130 par l'évêque d'Agén Raimond Bernard, grâce aux libéralités d'Amalvin de Paradis et de son épouse Onors. Son domaine devint fort important à la suite de nombreuses donations qui lui furent faites au ^{xii}^e et au ^{xiii}^e siècle.

Les guerres anglaises ruinèrent les édifices claustraux et les désordres de ce temps troublé amenèrent la décadence de

(1) *Recueil de la Soc. des lettres, sciences et arts d'Agén*, 1^{re} série, t. ix, p. 337.

la vie religieuse. En 1522, la réforme de l'ordre de Fontevrault fut imposée au Paravis (1), et peu à peu, sous la sage et ferme direction des prieures, telles que Marguerite de Caumont-Lauzun, Fébronie Souchet, Hélène Aube, Anne Bernard, Marie de Capdequi, le couvent se releva de ses ruines et la ferveur religieuse reprit plus intense.

En 1569, les troupes de Mongommery qui ravageaient la Gascogne, s'emparèrent du monastère, le pillèrent et y mirent le feu. Les religieuses avaient pu se sauver ; elles se réfugièrent au couvent de l'Ave Maria de la ville d'Agen (2). L'année suivante, lorsqu'elles rentrèrent au Paravis, elles le trouvèrent en piteux état.

Elles se mirent courageusement à l'œuvre et en 1604, sous le priorat de Marie de Monluc, le cloître très élégant et les bâtiments qui l'entourent, étaient terminés. Le gros œuvre achevé, il fallut songer à l'embellissement de l'église.

En 1607, la prieure Hélène de Galard Terraube succéda à Marie de Monluc. Elle commanda un grand autel pour le chœur de l'église et le cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux, vint le consacrer en 1609 (3).

Mais il ne s'agit là, sans doute, que d'une table de pierre, supportée par un massif de maçonnerie et surmontée peut-être, selon l'habitude, d'un petit bas-relief ou d'un tableau. Bientôt, la mode vint des rétables immenses, occupant tout le fond de l'abside et écrasant de leur masse l'autel, sans lequel, cependant, ils n'avaient pas de raison d'être. L'accessoire dépassa en importance le principal.

En 1629, les religieuses du Paravis suivirent la mode. La prieure, noble dame Françoise de Roquepine, signait, au mois d'avril de cette année, le bail à besogne de ce rétable.

Entrée en religion vers la fin du xvi^e siècle, cette prieure appartenait à la famille du Bouzet, une des plus nobles de la Gascogne. Elle était fille de Bernard de Roquepine et de

(1) Archiv. de Maine-et-Loire. Fonds de Fontevrault. Prieuré du Paravis, Cauparrie.

(2) *Les Couvents de la ville d'Agen*, par Ph. Lauzun, t. II, pp. 47-48.

(3) Arch. dép. de Lot-et-Garonne. Inventaire des archives du Paravis.

Anne de Biran. Son père avait joué un très grand rôle dans les guerres de religion et la ville de Condom, qu'il avait gouvernée et défendue, lui fit de magnifiques funérailles en 1599 (1).

Françoise de Roquepine, à son entrée au couvent, y trouva, parmi les religieuses, sa tante Rose de Roquepine et à sa mort, vers 1657, elle y laissa une de ses parentes du même nom qui fut prieure en 1660. Elle même fut appelée par ses compagnes à la charge prieurale à trois reprises, de 1619 à 1621, de 1625 à 1631 et de 1641 à 1643.

C'est pendant son second priorat que dans le parloir du Paravis, et par devant Sirvent, notaire royal, elle passait, avec Innocent Cochoy, menuisier, natif de Paris, et Gaspart Dousset, sculpteur, natif de Verdun en Lorraine, le contrat suivant :

Articles accordés entre Madame la prieure du Paravis, Innocent Cochoy, menuisier et Gaspart Dousset, sculpteur.

Premièrement se soubmet led. Cochoy envers lad. dame de faire le rétable du Grand autel de l'esglise dud. Paravis en menuiserie suivant le dessein quy en a esté tiré par lesd. Cochoy et Dousset sur une feuille de papier qui est demeuré devers iceux Cochoy et Dousset, signé led. dessein de lad. Dame et de moy, notaire royal, prenant led. rétable depuis l'une des murailles de lad. esglise jusques à l'autre et depuis le bas jusques à la voute excepté l'autel quy sera de pierre que lad. Dame sera tenue de faire faire.

Outre ce quy est contenu aud. dessein led. Cochoy sera tenu de faire le soubassement dudit rétable quy est marqué de massonnerie, en menuiserie garny de tous les cadres nécessaires pour l'ornement d'icelluy.

Plus sera tenu led. Cochoy de faire les gradins de dessus l'autel avec des coulissiors pour les pouvoirs faire peindre à trois faces.

Plus fera aussi led. Cochoy le marchepied de devant l'autel en menuiserie et de la fasson qui sera advisé par lad. Dame.

Fera les portes de la sacristie d'assemblage et a parquets sur

(1) Noulens. *Maisons historiques de la Gascogne*, t. I, p. 163.

les retours des costés des grandes colonnes et en haut il y fera deux grandes pyramides.

Sera obligé led. menuisier de faire faire toute la tournerie nécessaire tant pour les colonnes que pour tout l'enrichissement dud. retable.

Sera aussy tenu d'apprester tout le bois que led. Dousset sculpteur doit mettre en ouvrage, tant pour les figures que pour le reste de l'enrichissement dud. retable et au mesme temps quil y en aura besoing.

Faut que led. menuisier observe lordonnance generalement en toute la menuiserie dud. rétable a peyne de tous dépens, dommages et interets ainsi quil sera jugé par des maîtres dudit art.

Led. menuisier sera tenu de rendre toute lad. besoigne faicte et parfaite et mise en son lieu, en luy baillant par lad. dame des hommes pour l'ayder a la pose et lorsqu'il en aura besoing pour remuer et porter les pièces quil et celui qui travaillera avec luy ne pourroint le faire.

Sera aussi tenu led. Cochoy d'affuster tous les outils nécessaires pour faire led. retable qui luy seront baillés par lad. dame avec le bois pour les garnir aussy bien que pour tout led. retable.

Sera obligé de travailler continuellement audit retable, sans quil puisse se divertir a d'autres besoignes jusques à la fin dud. ouvrage, pour lequel luy sera payé par lad. dame la somme de deux cens livres comme elle promet, parachevee que soit lad. besoigne, sera nourry et entretenu de bouche led. Cochoy avec le menuisier qui travaillera avec luy aux despens de lad. Dame et couvent.

Leur sera aussi baillé par lad. dame un liet, une chambre et lieu pour travailler et leur linge sera blanchi aux despens dud. couvent.

Et led. Dousset, sculpteur, promet et sera tenu de faire aud. retable scavoir aux trois vases qui sont au-dessus du couronnement du milieu les fleurons nécessaires pour les garnir.

Plus le dessous de la corniche dud. couronnement sera garny par luy de roses et de fleurons au milieu quoyquil ne paroisse pas aud. dessein.

Au milieu dud. couronnement y fera Dieu le Père sortant de dedans des nuages avec des chérubins.

A la corniche qui sera au dessous de Dieu le Pere fera la

mesme garniture de roses et de fleurons au-dessous comme à celle d'en haut quy ne se void point aussy aud. dessein.

A la frise de la mesme corniche y fera un cherubin au milieu avec des roses ainsi quil est crayonné.

Dedans la niche dud. couronnemen y fera une image de Nostre Dame en ronde bosse avec le petit Jésus, comme il est portrait.

Des deux costés de la niche y a deux pilastres et deux colonnes ou il fera des chapiteaux corinthiens et à la tierse partie y fera des feuillages.

Aux costés du mesme couronnemen et desd. colonnes y fera deux grandes consoles persées a jour comme elles sont crayonnées.

Sous les pieds de l'image de Nostre Dame et au dessous de la niche y fera un gros cherubin avec une grande rose de chaque costé.

Au milieu des deux couronnemens des retours au lieu des deux vases quy y sont crayonnés il y fera deux grandes figures en ronde bosse telles que plaira a lad. dame.

Au dessus des corniches desd. deux couronnemens il y fera quatre grands anges couchés seavoir deux sur chaque couronnemen.

Au-dessous desd. corniches il y fera des roses et fleurons comme a celle d'en haut, quy ne sont pas marquees au dessein.

Encore au-dessous desd. corniches il y fera quatre consoles pour porter lesd. corniches des retours avec une pointe de diamant ainsy quil se void au dessein.

Sur les retours des bouts il y fera aussy deux grandes figures en ronde bosse telles que Madame la prieure voudra, encore quelles ne soient pas marquées sur le dessein.

A la grande corniche dud. retable et au-dessous, il y fera des roses et des fleurons comme aux autres, qui ne sont pas marquées sur le dessein.

A la frise de lad. grande corniche led. Dousset y fera trois chérubins avec de gros bouillons de feuilles d'ung bout à l'autre.

Aux quatre pilastres et quatre colonnes quy portent lad. corniche, il y fera des chapiteaux corinthiens et remplira de feuillages la tierse partie du tout.

Dans les niches qui sont entre lesd. colonnes, il y fera deux grandes figures en ronde bosse, au-dessus desd. niches il y fera un gros bouillon de feuilles comme il est crayonné au dessein.

Au-dessous des niches, il y a un cul de lampe qu'il enrichira de feuillage comme il est marqué sur le dessein.

Aux quatre pieds destal desd. grandes colonnes, il y fera quatre grands chérubins à quatre aîsles et aux deux retours des costés d'en bas deux autres cherubins comme ils sont crayonnés sur le dessein.

Aux costés desd. grandes colonnes il y fera aussy deux grandes consoles quy porteront sous l'architrave de la grande corniche et se poseront sur le retour du piedestal en bas comme elles sont marquées sur led. dessein.

Aux costés des portes de la sacristie et sur le soubassement dud. retable il y fera les quatre vertus en demy taille.

Aux colonnes quy porteront la corniche de l'autel il y fera des chapiteaux ioniques et a la tierce partie y fera des feuillages.

A la frise de lad. corniche y fera trois chérubins, dedans le grand cadre du tableau et sur la platebande il y fera huit chérubins avec une pente de fruits tout à l'entour.

Et pour tout le susd. travail fait qu'il soit entierement, lad. Dame sera tenue bailler et payer aud. Doussel autre somme de deux cens livres et en outre lad. Dame sera tenue de nourrir et entretenir tant de bouche que le faire tenir blanc et net et luy fournir liect et logemen.

Sera tenue lad. Dame de fournir tout le bois necessaire et lorsqu'il luy faudra quelque homme pour couper et esboucher le plus gros bois, lad. Dame sera tenue de luy fournir led. homme, quelle payera et nourrira.

Et led. Doussel sera tenu de bien faire toute lad. besoigne et garder les proportions en toutes les figures suivant qu'ung maitre de son art est tenu de faire en telles matières.

Ce jourdhuy dix huitiesme du mois d'avril mil six cens vingt neuf avant midy, regnant Louis, par la Grace de Dieu Roy de France et de Navarre, dans le couvent et monastère du Paravis au devant la grande grille du Parloir, juridiction de Feauguerolles au duché d'Albret pardevant moy, notaire royal soubsigné, présens les tesmoins bas nommés ont esté présens et constitués en leurs personnes noble Dame sœur Françoise de Roquepine, prieure dud. presen couvent d'une part et Innocen Cochoy maitre menuisier, natif de la ville de Paris et Gaspard Doussel, maitre sculpteur, natif de la ville de Verdun en Lorraine d'autre part, entre lesquelles partyes a esté fait et accordé les articles cy-dessus exprimés les-

quels, chacun pour leur regard promettent d'observer et entretenir de point en point selon leur forme et teneur et ny contrevenir en aucune manière le tout a peyne de tous despens, dommages et interests soubs hypothèque et obligation scavoir lad. Dame du bien temporel dud. couvent et lesd. Cochoy et Dousset leurs biens propres meubles et immeubles présens et à venir et ainsi lont promis ez présences de M. Gailhard Harambure, praticien et Jean Sirvent escollier du Port habitants quy ont signé avecq led. Dousset et led. Cochoy a dit ne scavoir.

Signés : DE ROQUEPINE, prieure du Paradis ;
HARAMBURE , GASPARD DOUSSAICT ,
SIRVENT, not. r. » (1).

Ce contrat fut fidèlement exécuté. Notre monument se compose, en effet, de deux édicules en saillie, reliés par une frise, au-dessus de laquelle un édicule plus petit sert de couronnement.

Deux piédestaux élevés, avec base et corniche, soutiennent les grandes colonnes de chaque côté. Leur dé est orné d'un petit bas-relief représentant une vertu cardinale. Du côté de l'épître, c'est la Prudence, les cheveux au vent, tenant à la main droite un serpent qui s'enroule autour de son bras, par allusion au texte de saint Mathieu « *Estote prudentes sicut serpentes* » et à la gauche un miroir pour se bien connaître. Nous trouvons ensuite la Force, la tête casquée, le corps revêtu de l'armure des vaillants et entourant de ses bras une colonne, pour montrer qu'elle est un appui solide.

Du côté de l'évangile, c'est d'abord la Tempérance ayant à la main droite un vase dont elle verse le contenu dans un autre qu'elle tient à la main gauche. « Elle mêle les deux liquides qu'ils renferment afin d'amortir par l'eau l'ardeur du vin, ou de corriger par l'un ce que l'autre a de trop généreux » (2).

(1) Etude de M. Saint-Martin, notaire au Port-Sainte-Marie, Minutes de Sirvent. M. Saint-Martin m'a ouvert d'une façon si large et si aimable les riches archives de son étude, que je tiens à lui adresser ici publiquement l'expression de mes remerciements les meilleurs.

(2) Barbier de Montault. *Traité d'iconographie chrétienne*. Paris-Vivès 1890, t. 1, p. 216.

C'est ensuite la Justice avec le sceptre à droite et les balances à gauche.

Le fût des colonnes est couvert pour une tierce partie, de rameaux de vignes en spirale, et de cannelures pour le reste. Les chapiteaux d'ordre Corinthien soutiennent l'entablement, dont la frise est ornée d'une tête d'ange et de grosses fleurs. Sur les corniches que portent huit modillons feuillagés repose un fronton courbe, interrompu au milieu, pour laisser la place à deux statues de saints, dont l'une, celle de droite, représente un religieux en habit de chœur tenant un cœur enflammé à la main droite et celle de gauche un prêtre en surplis aux larges manches et à collet montant, les bras croisés sur la poitrine. De chaque côté, des anges aux ailes déployées sont couchés sur les rampants.

Entre les deux colonnes s'ouvrent des niches à coquille, occupées par deux statues. Celle de droite représente saint Jean l'Évangéliste bénissant de la main droite un calice qu'il tient à la main gauche et d'où s'élance un petit dragon, celle de gauche saint Benoît en habit de son ordre et appuyé sur la crosse abbatiale.

Le petit édicule du couronnement se compose de deux colonnes supportant un fronton courbe, dont le tympan représente le Père Éternel. La niche à coquille, qui s'ouvre entre les colonnes, abrite la statue de la Sainte Vierge tenant l'Enfant-Jésus sur son bras gauche.

Au centre de ce monument, qui semble lui servir d'encadrement, un tableau représente le Christ en croix ayant à sa droite sa mère debout et à sa gauche saint Jean. Marie-Madeleine, à genoux, embrasse le pied de la Croix. Cette peinture de facture agréable contraste heureusement avec beaucoup de tableaux religieux barbouillés à cette époque pour nos églises de campagne. Celui-ci fut peint en 1635 par un certain Ant. Barthélemy.

Ce rétable terminé et mis en place, fut doré en 1647, par les soins de la prieure noble Dame Philippe Dolivier, qui traita à cet effet avec Pierre Launet, maître doreur d'Agen. Voici le contrat passé à ce moment :

« Aujourdhuy huitiesme du mois de juin mil six cens quarante sept, après midi, régnant Louis, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, dans la chambre du parloir du couvent et monastère du Paravis en la Juridiction de Feugarolles au duché d'Albret par devant moy not. royal soubssigné, presens les tesmoins bas nommés, a esté présent et constitué en sa personne sieur Pierre Launet (1), mestre doreur, habitant en la ville d'Agen lequel a dit et déclaré que dès le mois de février dernier il se soubmit ainsi qu'il se soubmet maintenant envers noble Dame sœur Philippe Dolivier, prieure aud. present couvent à ce présente et acceptante, assistée de Réverend Père en Dieu, frère François Berthelot, religieux de l'ordre de Fontevraud et confesseur et sindic aud. présent couvent, scavoir est de plastrer au fin enduit et en la meilleure façon que se pourra, la voute de l'église dudit couvent, depuis la premiere arcade qui est sur le grand autel jusques et comprins toute la seconde arcade qui est proche le petit autel, et icelle depuis le haut jusques au bas, et de plus azurer toute lad. voute entre lesdites deux arcades de bon et fin émail à la détrempe et icelluy si bien appliquer qu'il n'y ait aucun deffaut. Et lesd. deux arcades il marbrera ou jaspera, mesmes la seconde, quest lune d'icelles proche le petit autel depuis le haut jusques au bas. Lad. voute étant azurée la garnira destoiles rapportées et dorées de fin or et icelles attachera si bien quelles ne puissent thumber et den y employer le nombre necessaire, quit ny ait quun pan de distance de l'une à l'autre au plus. Et le dessoubz des cadres ded. arquades led. Launet garnira de roses rapportées, dorées et bien attachées. Et d'autant qu'il faut fermer dun rang de tables le jour qui est entre le corps d'en haut du restable dud. grand autel et l'arcade qui est sur iceluy, lad. Dame sera obligée de les fournir avec lautre bois et clous necessaires seulement et ledit Launet fera faire le travail et en paiera la façon et sera tenu de les azurer du costé de l'autel le garnir destoiles dorées de mesme que celles de la voute et y faire un soleil et une lune dor. Encore sera tenu led. Launet de faire corriger et raccomoder par un sculteur les plus grands defauts des figures qui sont au restable dud. grand autel ensemble l'ornement de lierre et laurier des grandes colonnes et appres de bien et parfaitement dorer de fin or et estofer de bonnes et fines

(1) Dans un article de M. Tholin, *Notes sur les peintres et les sculpteurs agénais du milieu du XVI^e à la fin du XVIII^e*, *Revue de l'Agenais*, t. xiii, p. 257, nous trouvons un Launet, sculpteur en 1656.

couleurs tant tout led. restable dud. grand autel avec les figures et autres ornements dicelluy que le restable du petit autel ensemble les gradins diceux et fere tout led. travail selon que la perfection de l'art le requiert fera faire a ses despens un tableau en peinture a huile ou basse taille au cadre qui est au milieu du coronement du restable dud. petit autel ou sera représenté une figure de Saint Joseph avec le petit Jesus, davantage se soubmet led. Launet de réparer et dorer de fin or les deffauts qui se trouvent au tabernacle dudit grand autel, fournira led. mestre pour cest effet tout lor et autres matériaux nécessaires et rendre le tout parachever à la Toussaint prochain, sans quil se puisse divertir a autre travail que les susd. ne soient faits et parfaits et pour le tout lad. Dame prieure sera tenue paier aud. Launet la somme de trois mil livres sur laquelle somme led. Launet confesse avoir reçue par avances, des le unsiesme mars dernier la somme de cinq cens cinquante livres et de plus la somme de septante une livres quatre solz que fut paie par lad. Dame à la descharge dud. Launet sur le susd. travail a Arnaud Doste, mestre platreur et presentement et reallement a ledit Launet receu de lad. Dame la somme de six cens livres en escus dor Louis, demi louis, piastres et autre monnoie de poix et de cours et le restant de lad. somme sera paie en faisant lesd. travail et aproportion diceux et sans que lad. Dame soit tenue de fournir rien que le bois et autres choses nécessaires pour faire les chafaudages pour led. travail, lequel estant fait tout ledit bois demeurera a lad. Dame, toutefois se pourra led. Launet servir de la chambre que luy a esté baillée au logis neuf appelé de l'habit dans le present couvent avec les deux lits qui sont dans icelle. Tout ce dessus a esté stipulé et accepté par les parties que ont promis l'entière exécution a peyue de tous despans.....

Présents : M. Mathieu Regest, prêtre, Gailhard Harambure, bourgeois, du Port-Sainte-Marie, et Pierre Bardin, recouvreur. Lad. Dame prieure, s^r syndie, Launet et tesmoins ont signé sauf Bardin qui a dit ne scavoir. S^r Philippe Dolivier, prieure du Paradis, F. Berthelot, syndie, Launet pour avoir resseu douse cens vint une livre quatorze sols. De Regest, prestre, Harambure, Sirvent, notaire royal.

Le 4 avril 1648, Launet donne quittance à sœur Catherine de Calvimont, prieure, de la somme de 1.778 livres dues pour

fin de paiement de la somme de 3,000 livres promises pour raison du travail mentionné au précédent contrat. Lad. dame se contente du travail (1).

Ainsi placé, doré et mis en valeur, notre rétable orna la grande église du Paravis jusqu'à la Révolution, qui porta un coup mortel à ce beau couvent.

Au mois d'août 1790, après les décrets contre les religieux et religieuses, un membre du directoire du district vint faire l'inventaire des meubles et effets du monastère. L'année suivante le démembrement et l'aliénation du domaine commença. En 1792, les religieuses sont chassées de leur maison et dispersées, et au mois de novembre qui suivit, le mobilier fut vendu à l'encan.

C'est le 19 fructidor an III (3 septembre 1795) que fut vendu l'autel qui nous intéresse et les autres plus petits qui garnissaient l'église. Un nommé Fontanié, de la commune de Feugarolles, en fut preneur pour 5,700 livres. Voici d'ailleurs un extrait du procès-verbal de cette vente :

A Fontanié de la présente commune, le petit hotel doré à couronne de marbre et deux grands chandeliers dorés, 4,520 livres (2).

Au même le grand hotel doré pour 5,700 livres.

A Dubedat jeune, de la commune de Touars, un bénitier en marbre, 205 livres.

A Despoux, de la commune du Port-Sainte-Marie, le petit hotel de la sacristie avec son marchepied pour 165 livres.

Au cit. Maissonnié, de la commune de Vianne, la boiserie de l'autour (*sic*) de l'église pour 185 livres.

A Pouyleau, de la commune, les volets et reste de la boiserie de la chapelle du débordement pour 245 livres.

A Maissonnié, de la commune de Vianne, les deux petits hotels du cœur (*sic*), pour 1,050 livres.

Au même et à Bibés, du Port-Sainte-Marie, les quatre portes

(1) Etude de M. Saint-Martin, notaire à Port-Sainte-Marie, Minutes de Sirvent.

(2) Cet autel est, je crois, conservé dans l'église de Ligardes (Gers) où je l'ai étudié et photographié. Au centre du rétable se trouve une chasse qui renfermait jadis le corps d'une Sainte Innocence ou Innocente, ainsi que l'indique une inscription placée au sommet du monument.

paintrées (*sic*) en brun formant les deux tambours du cœur, 405 livres.

A Dubrouil, de la commune d'Aiguillon, la grande boiserie du cœur avec les stalles des religieuses pour 4,500 livres.

A Joffre du Port-Sainte-Marie, des débris des petits hôtels, pour 26 livres (1).

Le citoyen Fontanié dut être embarrassé de son achat. Que faire de ce monumental rétable ? Il finit cependant par trouver un acquéreur. Ce fut M. Druilhet, curé constitutionnel de Lamontjoie, maintenu à l'organisation du diocèse dans cette paroisse. C'est ce que nous apprend une note de M. Bouchol, curé de Lamontjoie en 1844.

« L'autel appartenait au couvent du Paravis près du Port-
« Sainte-Marie. Il fut acheté lors de la Révolution par
« M. Drouilhet, curé de Lamontjoie. Cet autel magnifique
« d'ordre Corinthien quoique endommagé par la vétusté et
« les inconvénients du déplacement est encore une pièce vrai-
« ment curieuse par la profusion des ornements et la richesse
« des statues, il est doré en entier. Il atteint la voûte qui n'a
« pas moins de dix mètres de haut et remplit toute la largeur
« du sanctuaire qui en compte neuf. Le tableau qui repré-
« sente un christ, une Madeleine embrassant le pied de la
« croix, la Sainte Vierge et saint Jean à ses côtés, a été peint
« par Ant. Barthélemy en 1635 » (2).

Il convient de remarquer en finissant que le rétable de Lamontjoie et celui de Fongrave sont parmi les plus beaux que possède notre pays, et que nous devons ces deux œuvres d'art aux Religieuses de Fontevrault.

J.-R. MARBOUTIN.

(1) Arch. de Lot-et-Garonne. Série Q, canton de Bruch.

(2) Arch. de la Commission diocésaine des monuments religieux. Evêché d'Agen.

UNE RÉBELLION A MONTRÉAL DU GERS

Le 16 mars 1790, après midi, à l'appel du tocsin sonnant à toute volée, les officiers municipaux de la ville de Montréal, entourés de tous les habitants armés de fusils, sabres, fourches, etc., etc., se rendaient précipitamment à la porte de la ville ouvrant sur la route de Mézin.

En même temps une compagnie de cinquante hommes, des grenadiers du régiment patriotique, se dirigeait par des sentiers détournés au bas du coteau que domine la ville, afin de barrer la route de Mézin et couper la retraite à une petite troupe de sept cavaliers qui gravissait le raidillon pour entrer en ville.

A la vue de cette foule en fureur proférant des menaces de mort contre les arrivants, ceux-ci s'arrêtèrent ; ils savaient que quelques semaines auparavant le sieur Pierre Lebé, premier huissier royal audiencier en la cour du grand sénéchal de Condom, avait dû s'enfuir, sans remplir sa mission, pour n'être pas massacré par les habitants de Montréal et ils se demandaient non sans inquiétude ce qui allait advenir.

Laissant la multitude auprès de la porte de la ville, les officiers municipaux, escortés de quelques hommes armés, s'avancèrent en criant « qui vive ? », on répondit « maréchaussée de France, avancez à l'ordre ».

Le sieur de Lafage, exempt de maréchaussée, dit qu'il avait été requis, ainsi que le sieur Larrat, brigadier à Mézin, et quatre autres cavaliers tous de la maréchaussée, d'accompagner le sieur Diché, sergent royal, reçu au sénéchal et siège d'Agen, pour le protéger et au besoin lui prêter main forte dans l'accomplissement de sa mission.

De son côté, le sieur Diché expliqua qu'il était chargé de notifier à la municipalité et aux habitants de Montréal un ar-

rèt rendu par la souveraine cour de parlement de Bordeaux au profit de messire Charles-Etienne de Goyon de la Hérouze.

A ces mots les officiers municipaux s'écrièrent d'une voix unanime qu'ils ne voulaient point recevoir cette signification, qu'ils ne connaissaient ni ne voulaient connaître la souveraine cour de parlement de Bordeaux ; ils ajoutèrent que les habitants ne les laisseraient pas entrer dans la ville et que, s'ils ne voulaient pas subir de mauvais traitements, ils n'avaient qu'à déguerpir au plus vite.

Pour donner plus de force encore à leurs paroles, ils montrèrent aux cavaliers de la maréchaussée qu'ils étaient cernés d'un côté par les habitants et de l'autre par une compagnie des grenadiers et que dans ces conditions ils n'avaient qu'à céder.

Comprenant que toute résistance était impossible devant cette foule surexcitée, capable de se porter aux pires excès, la petite troupe se disposait à tourner bride, lorsque le chef de la municipalité l'arrêta.

• Une idée lumineuse lui avait traversé l'esprit ; craignant des représailles de la part de l'autorité, il crut habile de mettre la municipalité et la ville à l'abri de toute critique par le moyen suivant :

Il exigea tout d'abord que le sieur Diché fît une déclaration écrite de sa main par laquelle il s'engagerait à ne plus se charger d'une commission de ce genre à l'encontre des habitants et de la ville de Montréal ; et il en exigea une autre du sieur de Lafage, chef de la troupe, par laquelle il reconnaissait que les habitants de Montréal s'étaient très bien comportés à leur égard et que même l'accueil le plus amical et le plus favorable leur avait été fait.

C'était assez naïf, comme on le voit.

Quoiqu'il en soit, le sieur Diché et le sieur de Lafage s'empressèrent de souscrire à tout ce qu'on leur demandait, puis la petite troupe s'éloigna en toute hâte pour se mettre le plus tôt possible hors d'atteinte.

Dès qu'ils eurent quitté le territoire de la juridiction de Montréal, le sergent royal et les gens de la maréchaussée ré-

digèrent un procès-verbal de ce qui venait de se passer et le firent parvenir aux autorités chargées d'y donner la suite que de pareils faits comportaient.

Voici la cause de ces événements presque invraisemblables.

Messire Charles-Etienne de Goyon de la Hérouze, ancien officier au régiment d'Auvergne-Infanterie, avait rempli les fonctions de maire de Montréal pendant les années qui précédèrent la Révolution de 1789.

Sa modération et sa bienveillance dans l'exercice de ses fonctions lui avaient concilié l'estime et la sympathie de ses administrés, mais aux approches de la Révolution quelques mesures impopulaires prises par le gouvernement et qu'on lui imputa, parce qu'il avait été obligé de les faire exécuter, commencèrent à indisposer la population.

Les ennemis du maire en profitèrent pour surexciter le peuple ; un incident occasionné par la conscription des milices, toujours impopulaire, mit le feu aux poudres.

Un jeune homme qui s'était enfui la veille de subir le sort, fut recherché, arrêté et emprisonné à la requête du commissaire des milices.

Les esprits se montèrent, on s'attroupa et finalement les portes de la prison de Montréal furent forcées et le prisonnier délivré.

Le commissaire des milices, ne pouvant laisser passer des faits aussi graves, fit rechercher les meneurs et ceux qui avaient été signalés comme ayant pris une part active à l'envahissement de la prison.

Ils furent arrêtés et maintenus, assez longtemps, sous les verrous.

Les habitants, poussés par les agitateurs, avaient demandé à M. de Goyon en sa qualité de maire, de faire élargir les prisonniers, ce qui n'était pas en son pouvoir ; devant son refus ses ennemis firent une campagne contre lui et démontrèrent que lui seul avait qualité pour libérer les prisonniers et que s'il ne les rendait pas à la liberté c'était par mauvaise volonté.

Quelque temps après, l'assemblée populaire décida d'a-

adopter la cocarde nationale qu'on était obligé d'arborer sous peine d'être considéré comme ennemi du peuple et de la liberté.

Sur ces entrefaites, M. de Goyon, allant à la foire d'Eauze sans avoir mis sa cocarde, fut aperçu par quelques habitants de Montréal qui lui en firent l'observation ; il répondit qu'il l'avait perdue en route ; on n'en crut rien et des paroles vives furent échangées.

On prétendit qu'il s'était moqué de la cocarde et de ceux qui l'arboraient, qu'il avait insulté le bataillon patriotique de la ville et qu'il s'était emporté en menaces contre ses interlocuteurs.

Tous ces propos, colportés et grossis, portèrent la fureur des habitants de Montréal à son paroxysme ; M. de Goyon n'osait plus sortir car on l'avait menacé de mort s'il paraissait dans la ville ; enfin on ne parlait de rien moins que de le faire brûler dans sa maison située à quelques centaines de mètres de Montréal.

Les esprits étaient tellement surchauffés que l'on pouvait tout craindre ; dans ces circonstances les parents et amis de M. de Goyon l'engagèrent à s'éloigner, espérant que son absence ramènerait le calme.

Il partit donc pour Bordeaux où il s'empessa de s'affilier aux groupes patriotiques afin qu'on ne pût le suspecter et se fit incorporer dans la garde nationale régiment de Saint-Cristoly, compagnie de Pichon.

Cet éloignement, loin de le faire oublier, surexcita l'audace de ses ennemis qui en profitèrent pour faire déposer une plainte écrite contre lui par les officiers et soldats du bataillon patriotique de Montréal.

Par cette plainte, le bataillon demandait aux officiers municipaux « qu'on ouvrit une information pour faire constater les insultes atroces et diffamantes prodiguées contre lui par le sieur de Goyon ».

Cette information établit que le 6 août 1789, jour de foire d'Eauze, le sieur de Goyon avait méprisé la cocarde, qu'il avait dit qu'il la mettrait à la queue de son cheval, qu'il avait

menacé les patriotes de leur « mettre les boyaux au soleil », etc., etc.

A la suite de cette enquête les officiers municipaux se constituèrent en tribunal et le sieur Carrière, procureur du roi, conclut à ce que le sieur de Goyon fut remis à un tribunal pour être interrogé sur les faits révélés par l'information ainsi que sur ce qu'il aurait fait ou voulu faire.

Les officiers municipaux décidèrent qu'avant toutes choses le sieur de Goyon serait arrêté et que l'on demanderait à l'Assemblée nationale de désigner un tribunal chargé de le juger et qu'en attendant la municipalité de Montréal le jugerait « provisoirement », sauf à être jugé définitivement par le tribunal qui serait ultérieurement désigné.

A partir de ce moment, M. de Goyon, jugé provisoirement par la municipalité de Montréal, était activement recherché pour être emprisonné en attendant d'être jugé définitivement.

C'est alors qu'il fit appel de cette décision devant la souveraine cour de parlement de Bordeaux.

La cour, par arrêt du 28 novembre 1789, accueillit l'appel de M. de Goyon et ordonna à l'appelant et à la municipalité de Montréal de comparaître devant elle et en attendant elle fit inhibition et défense tant aux consuls de Montréal qu'à tous autres d'attenter à la liberté du sieur de Goyon à peine d'être poursuivis extraordinairement.

Cet arrêt de la cour mettait en échec la décision de la municipalité de Montréal et les ennemis de M. de Goyon voyaient celui-ci leur échapper ; on fit alors des réunions nombreuses pour surexciter les passions populaires et l'on décida de massacrer les huissiers qui se présenteraient pour signifier cet arrêt qu'on ne voulait pas connaître.

Tandis que les habitants de Montréal repoussaient les huissiers et la maréchaussée porteurs d'ordre de justice, leurs émissaires cherchaient à diffamer le sieur de Goyon ; des libelles imprimés étaient distribués dans les villes du voisinage et à la garde patriotique de Bordeaux à laquelle on réclamait M. de Goyon comme prisonnier d'état.

Le corps où servait M. de Goyon ayant examiné l'affaire, reconnut son innocence et le prit sous sa protection.

Les envoyés de Montréal furent obligés de se retirer, mais ils revinrent bientôt munis de lettres pour la municipalité de Bordeaux afin de réclamer M. de Goyon en vertu d'un prétendu ordre du président du comité des recherches.

La municipalité de Bordeaux essaya de faire exécuter cet ordre et M. de Goyon ne dut qu'à la fuite de n'être pas arrêté.

Pendant ce temps la municipalité de Montréal envoyait mémoires sur mémoires à l'Assemblée nationale pour justifier sa conduite et demander qu'un tribunal autre que la souveraine cour de parlement de Bordeaux fût désigné pour connaître du crime de lèse nation qu'elle prétendait avoir été commis par M. de Goyon ; ce qu'elle appelait crime de lèse nation était le mépris affiché par l'accusé pour la cocarde qu'il avait refusé d'arborer.

De son côté, M. de Goyon ne restait pas inactif, il envoyait lui aussi des mémoires à l'Assemblée nationale pour expliquer son cas.

Mais cette Assemblée et la Législative qui la remplaça avaient à s'occuper de choses plus importantes, aussi aucune solution ne fut donnée à cette affaire.

Pendant ce temps les événements révolutionnaires marchaient rapidement, partout on dressait les listes de suspects ; M. de Goyon était tout désigné pour y figurer au premier rang. Il fut donc obligé, pour sauver sa tête, d'émigrer en Allemagne avec l'un de ses frères Jean-Pierre de Goyon, qui, moins heureux que lui, ne devait pas revoir son pays et décéda à Mannheim le 3 janvier 1796.

Après la tourmente, M. de Goyon rentra en France mais, comme bien on pense, ne revint pas habiter Montréal où d'ailleurs il ne possédait plus rien, ses propriétés ayant été confisquées comme biens d'émigré.

En 1815, il habitait commune de Mézin ainsi qu'il résulte d'un acte de mariage du 19 avril de ladite année dans lequel il

figure comme témoin de son neveu Paul-Jean-Marie, fils de son frère susnommé, mort pendant l'émigration.

Il abandonna ensuite cette résidence pour se fixer à Fourcès (Gers), où il mourut le 14 avril 1832, à l'âge de 89 ans. (Renseignement fourni par M. Gardères, arch. à Condom.)

Voici les noms des officiers et soldats du bataillon patriotique de Montréal signataires de la plainte contre le sieur de Goyon :

Lassuderie, commandant ; Galard, lieutenant-colonel ; Coucy, major ; Lasserre Colomé, capitaine des grenadiers ; Laubadère, fils aîné, capitaine des chasseurs ; Ducosso de Laubadère père, capitaine ; de Lasserre aîné, capitaine ; Bouillon Dangalin, capitaine ; de Verduzan, capitaine ; Peyrecave, capitaine ; le chevalier de Carère, capitaine ; les lieutenants Bentejac Destremau, Feratet aîné, Ducosso Laubadère fils cadet, Dubartas, Fourtet, Fontan et Beziat ; les sergents Lacombe et Fontan ; les enseignes Thieux et Voinat, le caporal Cassaigneau, les soldats Tardit, Rivière, Dubouch, Brulé, Soucaret Guérin, Thieux, Daignestous, Lespiau, Ninous, Cassaigneau, Labatut, Castet, Brugnens et Rivière.

C. CHAUX.

ÉMIGRATION DES ROUERGATS EN AGENAIS

A la fin du XV^e et au commencement du XVI^e siècle

Dans les trop rares minutes qui nous sont parvenues des plus anciens notaires d'Aubin (Aveyron) — roussies, moisies, déchirées et peu lisibles — que je dépouille à grand peine pour une *monographie* de cette ville, patrie de mes ancêtres, j'ai découvert — aussi étrange que cela puisse paraître au premier abord — plusieurs actes qui, sans avoir une valeur historique très réelle, me semblent dignes, néanmoins, de figurer dans un recueil destiné, comme la *Revue de l'Agenais*, à fournir des documents précis à nos historiens futurs (1). En effet, en outre de renseignements originaux, absolument authentiques, sur les hommes, les mœurs, les lieux et les choses de notre province à l'époque de la Renaissance — si intéressante à tant de points de vue et déjà si éloignée de nous, — ils nous apportent la certitude qu'à la fin du xv^e siècle et au commencement du xvi^e, un petit courant d'émigration s'était établi du Rouergue vers l'Agenais alors dépeuplé par les guerres civiles et étrangères, la peste buboni-

(1) Parmi ces minutes, rédigées en un latin barbare ou en langue romane d'abord, puis en un français fantaisiste, écrites d'une main plus ou moins experte, avec des plumes souvent mal taillées, avec des encres parfois incolores, sur du papier généralement solide mais aujourd'hui taché d'humidité, piqué des vers, rongé des rats, on trouve de tout : Les notes ordinaires et les plus extraordinaires, les plus imprévues et les plus abracadabrantes. Car les notaires d'alors étaient, en même temps, greffiers, secrétaires des jurades, des confréries, des corporations et d'un peu tout le monde, teneurs de livres des marchands, fondés de procuration des banquiers, agents d'affaires, régents scolaires, parfois prêtres chapelains ou obituaires. Sur leurs registres, les documents civils, politiques, économiques, moraux, religieux, historiques, topographiques, etc., les plus précieux et que l'on chercherait souvent en vain partout ailleurs, voisinent avec des prières, des sentences, des formules contre les sorciers, des remèdes contre la peste, contre les vers, etc.

que (*morbo bossa* ou *bossia*) et autres maladies épidémiques, ou peut-être par des causes spéciales qui semblent se renouveler de nos jours, au milieu de la plus grande prospérité... En même temps, d'autres courants, beaucoup plus importants, venaient, comme toujours, du Périgord, du Quercy, du Limousin ; et aussi de l'Anjou, du Poitou et de la Saintonge. Les témoins de ceux-ci sont les *Gavacheries* dont M. Ph. Queyrou nous entretenait dans les numéros de juillet à octobre 1907 de la *Revue* (1).

Quand j'étudiais l'histoire de Cancon, certains documents m'avaient fait soupçonner déjà cette émigration, au début des temps modernes, du trop plein de la population rouergate vers les riches plaines du Lot, de la Lède, du Dropt, du Tolzal et de la Garonne ; mais j'étais loin de m'attendre à rencontrer la confirmation de mes conjectures dans les minutes des tabellions de ma ville natale. Il est vrai qu'il a fallu pour cela un concours de circonstances peu ordinaires que je vais faire connaître tout d'abord.

Aubin, ville ouvrière de 10,000 habitants, était il n'y a pas encore longtemps la capitale incontestée du Bassin Houiller de l'Aveyron, le plus important du Midi de la France ; depuis cinquante ans environ, elle partage cet avantage avec Decazeville (11,000 habitants), fondée vers 1830 en plein « Pays Noir », au centre même des houillères.

A l'origine poste détaché et colonie romaine, puis refuge et forteresse féodale, Aubin, vers le milieu du xv^e siècle, faisait partie du Comté de Rodez et appartenait à une vingtaine de seigneurs copartageants, parcelliers ou *parçonniers*, sous la haute juridiction du comte. C'était alors une localité de

(1) En Aveyron, particulièrement sur les frontières de la Lozère, on appelle les habitants de ce dernier département : *les Garaches*. Probablement à cause de la similitude qui existe entre ce mot et *Garaur* ou *Jaraur* qui est l'ancien nom des Lozériens, régulièrement dérivé de celui que leur donnait César : *Gabales*. En espagnol, *garacho* veut dire *canaille*. Aux xvi^e et xvii^e siècles, les soldats espagnols, bien entretenus, employèrent cette expression pour désigner les soldats français, tout dépenaillés, et la vulgarisèrent.

près de 2,000 âmes déjà, très industrielle. Située aux confins de l'Auvergne, du Quercy et du Rouergue, en pays agréable, pittoresque et assez fertile, il s'y faisait un commerce actif de produits agricoles les plus variés et, aussi, un grand trafic de « *charbon de terre* » — qu'on commençait à extraire de son sol, — d'alun, de sel ammoniac et de soufre que des Liégeois et des Flamands retiraient en abondance des cendres et scories de ses « *Montagnes brûlantes* » — houillères embrasées depuis plus de deux mille ans. Tout cela pour le plus grand profit d'une population laborieuse, de quelques gros trafiquants et surtout des nombreux coseigneurs, nobles ou roturiers, ecclésiastiques ou laïques, qui, non contents d'y percevoir d'assez gros revenus féodaux, ne dédaignaient pas — les uns et les autres — de s'y livrer au commerce, à l'industrie et aux opérations de banque, d'une façon plus ou moins directe. Le plus riche et le plus distingué d'entr'eux, d'une intelligence, d'une habileté supérieure, avait comptoir à Aubin, et à Toulouse où il séjournait communément et dont il fut fait un moment capitoul. C'était noble seigneur Hugues de Buisson ou Bouyssou, changeur (*nobilis vir dominus Huc Boysso, campsor*, comme l'appelaient les notaires, le capitoulat conférant la noblesse), coseigneur parçonnier d'Aubin, seigneur de Mirabel, Roussennac et autres lieux. Il habitait rue Malcousinat, 11, près des Changes, à Toulouse, un beau et remarquable hôtel, qu'il faisait agrandir, surmonté d'une haute tour octogonale, à l'italienne, précédé d'une cour extérieure et suivi d'un jardin privé entouré de cloîtres (1). Né à Aubin de parents roturiers issus d'une famille de riches marchands, il avait étudié d'abord le droit, avec succès paraît-il : puis, il s'était lancé dans le négoce, les affaires et la banque.

En 1461, il commerçait en association avec ses deux fils. Le puîné de ceux-ci résidait constamment à Aubin où, en plus des opérations de change, il trafiquait de la location des

(1) Cet hôtel existe encore, mais fortement remanié et transformé. Une plaque en émail bleu rappelant son origine et le capitoulat d'Hugues Bouyssou a été apposée dernièrement sur la tour de ce superbe édifice.

rentes et revenus seigneuriaux et des bénéfices ecclésiastiques ; l'aîné secondait son père dans la capitale du Languedoc. Cette même année, le sénéchal royal de Toulouse était noble Hugues de Massip, seigneur de Bournazel, près d'Aubin. Les changeurs et le sénéchal étaient amis d'enfance et voisins de terres en Rouergue, aussi vivaient-ils sur le pied de la plus grande intimité.

En 1462, Massip fut envoyé en mission par le roi Louis XI, qui l'avait en grande estime, près la cour de Rome, « au sujet de la négociation conduite à cette époque par Jean Jouffroy, évêque puis cardinal d'Arras, touchant l'abolition de la Pragmatique Sanction. Il s'en acquitta avec distinction. L'histoire nous a conservé la harangue qu'il fit au Pape Pie II dans cette occasion » (*Hist. de Louis XI*, par Duclos, t. I^{er}, p. 129). En outre, il se créa dans la ville éternelle de puissantes relations qu'il mit à la disposition de ses amis, les Buisson. Ceux-ci, avec leur sens pratique, ne tardèrent pas à en tirer profit, et, à côté de leur banque, ils créèrent une merveilleuse agence pour la nomination rapide et assurée en Cour de Rome des prêtres et des religieux qui briguaient quelque fonction ecclésiastique et tenaient à être agréés de suite.

Dorénavant, celui qui, parmi ces derniers —après avoir été désigné par ses supérieurs ou élu par ses égaux, selon les règles alors établies, bien entendu — était riche, ou sans fortune mais avait de quoi répondre ou de qui tenir, et désirait obtenir promptement et sûrement son bénéfice de recteur, de prieur, d'abbé, d'évêque même (1), se présentait chez les Bouyssou, préalablement avertis, accompagné de témoins et de répondants. Là, en présence d'un notaire qu'on faisait appeler, le postulant formulait sa demande et s'obligeait à payer « la forte somme », augmentée d'une bonne commission pour les changeurs. Aussitôt, ceux-ci mettaient en action leurs

(1) Révérend père en Dieu Monseigneur Guy de Castelnau, parvint à l'évêché de Périgueux par leur entremise. Cette nomination lui coûta 8,538 liv. tourn., c'est-à-dire environ quatre cent mille francs de notre monnaie. (*Reconnaissance du 7 juillet 1511*, Minutes de Pierre Solhome, not.)

courriers, leurs agents, leur influence en haut lieu, leurs relations avec les banques italiennes, et deux mois ne s'étaient pas écoulés que la nomination convoitée était arrivée... quand rien n'avait retardé le messenger ou que les routiers qui désolaient encore la France, les brigands qui infestaient la frontière, une bande de *condottieri*, un parti ennemi, durant les guerres d'Italie, ne l'avaient pas interceptée et supprimée. Dans ce cas, tout était à recommencer sur de nouveaux frais pour le commettant, ou pour les changeurs, selon les temps et les circonstances. Les communications maritimes, rendues très difficiles par les courses des pirates barbaresques qui écumaient alors la Méditerranée, n'étaient pas employées. Les courriers des Bouyssou remontaient par l'Aubrac ou l'Auvergne jusqu'à Lyon ; de là ils se rendaient en Italie et à Rome par le col de Suse, Turin et Gênes.

L'agence fonctionna concurremment à Toulouse et à Aubin, jusqu'à la mort d'Hugues Buisson, le père, qui survint en 1474, et même jusqu'à la fin du xv^e siècle. Puis, Jean, le cadet des deux frères, s'en occupa seul à Aubin (où il s'était fixé tout à fait) jusqu'à l'abolition de la Pragmatique Sanction, en 1516 (1). Nous ignorons les reconnaissances ou obligations (*debitum*, au singulier) de ce genre qui furent passées à Toulouse, et nous ne connaissons qu'une faible partie des autres ;

(1) L'ainé, *Hugues*, resta banquier à Toulouse. Il s'y maria à une opulente héritière, noble Jeanne Bataille, dont il eut plusieurs enfants. L'ainé de ceux-ci, *Jean*, embrassa la carrière des armes où il ne tarda pas à se distinguer. Capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances, il fut fait chevalier de l'Ordre du Roi, après la bataille de Cerizoles où il se signala avec son frère puîné qui fut tué à ses côtés. Il épousa vers 1525, noble Charlotte de Massip, fille et unique héritière de Gaspard, seigneur de Bournazel, et petite-fille d'Hugues, l'ancien sénéchal et ambassadeur à Rome, dont les hautes relations avaient commencé la fortune de sa famille. Après la mort de son oncle Jean, d'Aubin, qui lui laissa une grosse fortune, il se fixa en Rouergue et fit édifier, par un élève du Primatice, dès 1545, en haut du vaste étang de Bournazel, à la place du vieux château qui tombait en ruines, celui qui subsiste encore et qui est considéré, à juste titre, comme *un des plus beaux monuments de la province*. Il fut le chef d'une illustre famille seigneuriale, la plus riche du Rouergue au moment de la Révolution. (Voir *Doc. hist. et gén. sur les familles du Rouergue*, par H. de Barrau, p. 301, tome II).

car, des cinq ou six notaires qui exerçaient alors à Aubin, deux d'entr'eux seulement nous ont transmis quelques-unes de leurs minutes ; et encore, de ces deux, celui qui paraît avoir été appelé le plus souvent ne nous a laissé que des registres incomplets. Or, dans le bien petit nombre de celles qui nous sont parvenues, il est très souvent question de postes ou de bénéfices *situés dans le diocèse d'Agen*. Il est par conséquent facile de préjuger de la teneur des autres et de l'importance de l'exode des Rouergats en Agenais qui dut se produire en ces circonstances quand nous aurons dit que les élus en allant exercer leur ministère au loin ne manquaient pas d'amener avec eux un ou plusieurs domestiques, choisis parmi leurs concitoyens. Après, ceux-ci — ou ceux-là encore — faisaient venir plusieurs de leurs parents, bon nombre de leurs amis, qu'ils casaient autour d'eux. Parmi ces derniers, les uns acquéraient des biens dans leur nouveau pays, d'autres s'y mariaient, y exerçaient un métier, une profession. Tout ceci est démontré par des actes notariés : ventes, ratifications, accords, partages, dans lesquels les émigrés, ayant renoncé à tout espoir de retour, règlent leur situation, se débarrassent de leurs biens paternels, abandonnent ou cèdent leurs droits de succession, de communauté, etc., etc.

Voici les noms des principaux de ces émigrés et, à la suite de chacun d'eux le ou les documents les concernant que j'ai pu découvrir — en entier, en abrégé ou en glose selon leur état de conservation ou leur valeur — précédés ou suivis de quelques renseignements nécessaires.

I

NOBLE FRÈRE **Bernard GROS** (1), CHEVALIER DE L'ORDRE DE SAINT-JEAN DE JÉRUSALEM, COMMANDEUR DU TEMPLE-DU-BREUIL; NOBLE **Antoine de RAYSSAC**, SIEUR DE CADRÈS; FRÈRE **Hugues SOTARUSQUE**, VICAIRE DU TEMPLE-DU-BREUIL; SIEUR **Géraud MONJOURS**, RECTEUR DE SAINT-AIGNAN, ETC.

Le premier est une ancienne connaissance des vieux lecteurs de la *Revue*. En 1893, dans le numéro de mai et juin, sous le titre : « *Le Livre de Raison de Bernard Gros, commandeur du Temple-du-Breuil* », le savant et regretté M. Tholin a étudié trois curieux registres de notes, écrites en grande partie de la main de ce *précepteur* de l'Ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem, qu'il avait découverts dans le fonds du Grand Prieuré de Toulouse.

« La biographie de Bernard Gros, y dit-il, ne peut être reconstituée qu'en partie au moyen de ces documents. Le Commandeur, qui savait bien le français, avait aussi une connaissance suffisante de la langue vulgaire parlée en Guienne, dans laquelle il écrivait de préférence. A défaut de précision sur son nom, qui est commun et de tous les pays, on pourrait conclure qu'il était originaire du Midi.... »

« L'intelligence de Bernard Gros et ses services ont été certainement appréciés par les maîtres de l'Ordre, car il fut Commandeur non seulement du Temple-du-Breuil et de ses membres Saint-Sulpice-de-Rivelède, Saint-Jean-de-l'Herm, etc, mais aussi et *simultanément* de Sallebruneau, Roquebrune et

(1) Les notaires donnaient la particule et anoblissaient avec une facilité déplorable et sans se rendre compte. Il n'y a pas lieu de s'y arrêter. C'était souvent une simple flatterie à l'adresse de leurs amis ou de clients, riches, haut placés ou influents.

Castelnaud en Bazadais, du Bastit en Quercy, de Bonnefare et de Saint-Avit-de-Fumadière, en Périgord.... »

Et à la fin : « En somme, à en juger par les témoignages qu'il nous a laissés sous une forme parfois naïve, Bernard Gros était un chevalier brave, comme on en comptait alors beaucoup, mais aussi quelque chose de plus : un honnête homme que révoltait les injustices ; un administrateur diligent ; un agronome au-dessus de la routine. Assez instruit pour faire un inventaire des archives de sa Commanderie, il se montre curieux en médecine et en pharmacie et se prétend inventeur d'engins de guerre. *Son nom paraît mériter à tous égards d'être tiré de l'oubli.* »

Bernard Gros était d'une très bonne famille du Rouergue sans doute du comté de Rodez, peut-être des environs d'Aubin.

« En novembre 1457, il est fait mention, dans un acte, de Castelle Gros (*Castella Grossa*), épouse d'Antoine de Séveyrac, riche marchand d'Aubin » (*Guillaume Devol, notaire*).

« Le 28 avril 1516, Alric Bonhoure, marchand d'Aubin, et Catherine Gros, mariés, consentent un surcens, sur leurs biens, à noble Jean Bouyssou, seigneur de Malaval » (*Jean Coudere, notaire*).

« En 1534, vivait *dominus Guilhelmus Grossi* (de Gros), chanoine de la cathédrale de Rodez, possesseur de fiefs dans la juridiction de Firmy, voisine de celle d'Aubin, ou y ayant des intérêts » (*Antonius Scalerii*, de l'Echelle ou Escalier, notaire ; rien de commun avec les Scaliger d'Agen).

Toujours est-il qu'Isabelle Gros, sœur de Bernard, fut mariée à noble Antoine de Rayssac, seigneur de Cadrès, dans la juridiction d'Aubin.

Avant ce mariage, semble-t-il, Bernard venait parfois à Aubin, allait loger au prieuré (*caminata*), chez le prieur noble Adhémar Bouyssou, cousin des changeurs et son ami à lui, et y séjournait quelque temps.

« Le 12 octobre 1465, le capitaine de la place de Capdenac, un certain Miqualet, emprunta cent écus d'or à noble Alric Bouyssou (frère du prieur) et lui donna pour caution, à défaut de certains revenus qu'il ne pouvait récupérer, noble

frère Bernard de Gros, chevalier de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem et le prieur lui-même, noble Adhémar Bouyssou » (1). (*Ant. Solhome, not.*) .

« Le 4 novembre 1471, il traita avec *dominus* Pierre Espinasse, prêtre de Viviez, pour la confection d'un missel en parchemin. Celui-ci se chargeait « de l'écrire et de le faire, du volume et de la forme *du missel du prieur d'Aubin*, contenant tous les offices, pour le prix de dix livres tournois et la fourniture du parchemin nécessaire. » (*Antoine Solhome, notaire.*)

C'est, sans doute, durant un de ses séjours à Aubin, ses loisirs y étant nombreux, à deux pas des « Montagnes Brûlantes » et des souffrières de Cransac, au contact de maîtres aluniers tels que le Brugeois Cornélius Linnée et le Liégeois Raulet-Lebrun, qu'il conçut et composa un feu grégeois « auquel rien ne devait résister », et qu'il inventa la machine avec laquelle il se faisait fort de lancer une masse « grosse comme un demi-baril » de ce feu sur les galères ennemies, à une portée d'arbalète.

Son beau-frère, noble Antoine de Rayssac, et sa sœur Isabelle, s'étant fixés à Saint-Agnan, en Agenais, dans le voisinage de Villeneuve, en 1475, il obtint d'être nommé Commandeur du Temple-du-Breuil, non loin de là, par l'entremise des frères Bouyssou. Le *debitum* qui en ferait foi ne nous est pas parvenu, mais d'autres actes prouvent qu'il a existé. Il est probable qu'il finit ses jours dans cette résidence. En 1493, il y avait pour vicaire (*vicarius*), frère *Hugues Solarusque*, fils d'un pareur de draps (*pannilonsor*) d'Aubin, témoin dans un acte de mariage, retenu par Ant. Solhome, notaire, le 14 mai de cette année.

Fils de Barthélémy, noble *Antoine de Rayssac*, était d'une famille originaire de Rayssac, près Pachins en Rouergue,

(1) Le capitaine Miqualet était un ancien chef de routiers auquel le roi Louis XI avait probablement confié la garde de la place de Capdenac, après la remise qui lui en avait été faite à Figeac, vers la fin de juin 1463, par le comte Jean V d'Armagnac.

L'hospitalier a signé à la minute : *Ita est. Frayre* BERNAT GROS, ✚.

émigrée de Peyrusse à Aubin au xiv^e siècle. Vers 1450, pour désintéresser ses créanciers, il vendit la plus grande partie de ses biens, ne gardant dans la juridiction d'Aubin que le *Re-paire* et domaine de Cadrès, paroisse de Firmy, dont il était seigneur *directe*, « où se trouvaient, en outre du château : maison d'habitation bâtie en pierre, couverte en tuiles, boutique, pressoir, grange et étables en colombages, couverts en paille de seigle choisie (*cloech*), jardins d'agrément et potagers (*ortz*, *casalias*), pâtis, chènevière, linière (*linayrial*), vignes, prés, pâturages, châtaigneraies, chênaies, pommarède, nogarède, terres cultivées et incultes, etc., une « *condamina* » (propriété réservée) et un étang ». Puis, il était allé guerroyer contre l'Anglais en Basse Guyenne. Un acte de M^{re} Jean *del Salheng*, notaire, (bail à ferme du domaine de Cadrès consenti le 22 décembre 1465 à Guillaume Doumergue, « *pagès* », paysan tenancier, du mas de « *La Balsaguia* ») nous apprend qu'il avait élu domicile dans la paroisse de « *Sant-Agna* » au diocèse d'Agen ; un autre du même notaire, nous apprend qu'il avait fait nommer recteur de sa paroisse — on sait comment — son compatriote et ami, *Gérald Monjous*, prêtre, fils d'un meunier d'Aubin, qui lui-même avait amené pour le servir, Jean La Vernhe et Galiane Durand, mariés, du mas de La Vernhe, paroisse de Cransac.

En souvenir de son pays natal, Antoine de Rayssac donna le nom de *Cadrès* au château qu'il habitait en Agenais, qu'il avait fait bâtir peut-être et où il a fait souche (1). Il y mourut vers 1483. Peu après, sa veuve, noble Isabelle de Gros (*sic*), qu'il avait épousée sur le tard, de concert avec son frère le Commandeur Bernard Gros, tuteur de son fils, noble Astorg de Rayssac, vendit tout ce qui leur restait en Rouergue à noble seigneur Jean d'Adhémar, chevalier, seigneur de Firmy et, dorénavant, de *Cadrès*, au diocèse de Rodez :

(1) Cette antique demeure, entièrement remaniée de nos jours, par son propriétaire actuel, M. Léopold Mouysset (de Cadrès, ajoute-t-on) est agréablement située sur un haut mamelon d'où l'on découvre de plusieurs côtés un magnifique horizon et d'admirables campagnes. De loin elle produit un fort bel effet ; de près, elle a de l'allure, mais peu de valeur artistique, quoiqu'elle ait coûté beaucoup d'argent.

Ratificatio Dm. de Firminio.

Item anno (1486) et regnante quibus supra et die tertia mensis marcii. Noverint... constitutus, personaliter, *nobilis frater Bernardus Grossi (sic)*, miles ordinis Sancti Johannis Jerolomitani, Preceptor Templi de Brollo, dioc. Agen., curator et gubernator; ut ibid. dictum fuit, nobilis Astorgii de Raysaco, filii nobilis Anthonii de Rayssaco, quondam domini de Cadressio, par. de Firminio, et bonorum suorum, certificatus ut dixit de quibusc. venditionem facta nobili domino Johanni Adhemarii, militi, domino de Firminio, de dicto Rippayrio de Cadressio et de omnibus aliis rebus content. et specificat. in instrumento dicte venditionis, recepto per discretum virum magistrum Hugonem de Solo, notarium publicum loci de Firminio, anno et die in cod. content. Et etiam de ratificatione eid. domino de Firminio facta de dicta venditione per nobiliam Ysabelh Grossa, uxorem relictam dicti nobilis Anthonii de Rayssaco, ac matrem prefati nobilis Astorgii de Rayssaco. Igitur dictus frater Bernardus Grossi, nomin. curatorio et gubernatorio predict., non inductus, sed gratus, pro se et nomin. quo supra dictam venditionem factam dicto domino de Firminio de dicto Rippayrio de Cadressio et de omnibus rebus specificat. in dicto instrumento venditionis per dictum Desolo, et Ratificationem eid. domino de Firminio factam de dicta venditione per nobilem Astorgium de Rayssaco per nobiliam Ysabelh Grossa, ejus matrem, dicto nobili domino Johanni Adhemarii, militi, domino de Firminio, ibid. presenti, et pro se et suis hered. stipul. et recept. ratificavit, emologavit, approbavit, laudavit et confirmavit, omni juri suo renunciando, et in dictum dominum de Firminio transportando et transfereundo et eundem in possessionem confirmando per trad. note present. instrum. Etc. Actum apud Caransiacum, in prato prioratus de loci de Caransiaco, presentibus ibid. nobili Petro Adhemarii de Caransiaco, domino Raymondo Richard, presbytero, Bertrando Rogeti, mansi de Buona Superiori, et me, Ant. Solhome, not.

II

NOBLE **Georges d'ARVIEU**, COSEIGNEUR DE BOUDY ;
HONORABLE SIEUR **Martial TREUIL** ou *Dutreuil*,
RECTEUR DE CANCON ; MAITRE **Pierre RÉGIS**, NOTAIRE
DE CANCON ; LE BATARD **Guillaume de LESTANC** ;
Raymond ROUGET, SERGENT D'ARMES ; **Pierre**
SALVANH, SERGENT D'ARMES ; **Rigald SALVANG**,
TAILLEUR DE PIERRE, ETC.

On sait que le dernier épisode de la lutte de nos rois contre les d'Armagnac, dans le Midi de la France, s'est déroulé à Cancon. Le triste privilège d'assister à la dernière convulsion de la féodalité expirante, dans notre région, — triste et redoutable puisque cette petite ville faillit sombrer dans la catastrophe — lui était dû ; car elle avait particulièrement souffert de ce dur régime. Située sur un point culminant du Haut Agenais, à cheval sur les deux vallées du Tolzat et du Clusélou, en face de la frontière du Périgord qu'elle surveillait d'une altitude de 200 mètres sur toute sa largeur, entourée de lices, de retranchements et surtout de hautes tours et murailles, cette forte place fut de tous temps disputée avant l'invention de l'artillerie. Quoique revendiquée plusieurs fois, durant le xv^e siècle, par les d'Armagnac, depuis que Jean III, en 1386, et Jean IV, vers 1428, s'en étaient emparés sur les Anglais, en 1484 elle appartenait légitimement à la veuve et aux enfants de noble Jean de Verdun. Néanmoins, cette année-là, sur une décision des Etats de Tours, favorable aux d'Armagnac, treize ans après le massacre de Jean V au sac de Lectoure et l'emprisonnement de son frère Charles, le bâtard Jean d'Armagnac s'en rendit maître de vive force pour le compte de celui-ci, et s'y installa avec une troupe d'aventuriers et de peu scrupuleux compagnons — que nous appellerions aujourd'hui : brigands — recrutés un peu partout, surtout en Espagne, en Béarn, et en Rouergue où Jean avait

son apanage (1). De ce dernier pays, il avait amené, en particulier, le bâtard Guillaume de Lestanc, Raymond Rougel, Pierre et Rigald Salvanh, auxquels il donna des terres dans la seigneurie. Ceux-ci trouvèrent à Cancon un certain nombre de leurs compatriotes établis là depuis quelque temps, entr'autres Georges d'Arvieu, coseigneur de Boudy, le recteur Martial Dutreuil, curé de la paroisse, le notaire Pierre Régis (2), qui y étaient allés on ne pourrait trop dire comment s'ils n'y avaient pas été appelés, de leur lointain pays, par le Recteur dont la nomination ne devait pas être étrangère aux influences irrésistibles des Bouyssou. Je n'ai pas à rappeler les vicissitudes qui les y attendaient les uns et les autres ; on les trouvera narrées tout au long dans mon *Histoire de Cancon et de ses seigneurs* ; ici, je dois seulement signaler les documents qui m'ont démontré leur origine rouergate.

Le recteur *Martial Treuil* ou *Dutreuil* était sans doute de Rodez. Il avait amené ou fait venir à Cancon plusieurs membres de sa famille dont les descendants, autrefois nombreux, ont fini par disparaître de la contrée, et Maître Pierre Régis son parent par alliance. Après la destruction de la ville et du château, on le retrouve recteur de Saint-Paul-le-Vieux, dans la juridiction. En 1500, il fut le principal collaborateur de Jean III de Verdun pour l'élaboration et la rédaction du contrat synallamatique qui devait lier à nouveau les tenanciers de Cancon à leur seigneur, en échange de franchises plus étendues, jusqu'à la Révolution...

« En 1477, vivait noble François Brenguier de Bertholène, seigneur du dit lieu et coseigneur du Treuil (*de Trolhio*) en Rouergue » (*Archives de l'Aveyron*, E. 772).

(1) Ce bâtard d'Armagnac était *probablement* Jean, seigneur de Camboulas et de Ségur, en Rouergue, fils incestueux de Jean V et de sa sœur Isabelle, né entre 1450 et 1460. M. Samaran, l'auteur érudit de « *La Maison d'Armagnac au xv^e siècle* » n'a pas pu me fixer à ce sujet... C'était peut-être Petit-Jean d'Armagnac, fils de Charles ?...

(2) Un bien plus grand nombre de Rouergats s'étaient déjà fixés à Saint-Pastour, au Temple-du-Breuil, à Saint-Agnan, à Monflanquin, à Monsempron et aux environs.

« Dans une transaction en date du 16 mars 1479, retenue par M^e Ant. Solhome, notaire, rappel est fait de *pactes de mariage* entre prudent homme Antoine Régis, fils de Pierre, marchand d'Aubin, et noble Hélène, fille de noble Jean « *Detrolho, sive Deltrueilh* », habitant de Rodez, auxquels assistait le dit noble François Brenguier de Bertholène ci-dessus, coseigneur du Treuil et autres lieux. »

« Le 13 janvier 1493 (vieux st.) le même Anthoine Régis, consul d'Aubin cette année-là, veuf de sa première femme sans doute, épouse noble « Marote (Adhémarote) Bouyssoune », fille de noble Fourtou Bouyssou, coseigneur parcérier d'Aubin et cousin des changeurs Hugues et Jean Bouyssou, par contrat de ce jour. Noble Fourtou et noble Raymond, père et frère de la mariée la dotent largement : Ils lui donnent 350 livres tournois de « *Verqueyria* » quatre robes nuptiales, deux houpelandes (*ampelandas*) et deux gonelles, une en drap de Rouen et l'autre en drap de Bourges ou de Migny, etc. Huit Bouyssou ont signé au contrat, dont : le prieur d'Aubin et son coadjuteur, et les deux changeurs » (*Ant. Solhome, not.*). — Cet acte est un des plus remarquables qu'il m'a été donné de compulser, comme aspect et comme forme.

M^e Pierre Régis, clerc, notaire royal de Cancon, était un frère puîné d'Antoine, mentionné dans l'acte ci-dessus, fils de Pierre Régis, marchand d'Aubin, et de Bérengère Séguy (*Brenquiera Seguina*). Il dut aller à Cancon vers 1480. Il y exerça les fonctions de notaire jusqu'à l'assaut de la ville durant lequel il paraît avoir péri.

Noble Georges d'Arvieu, tout dévoué aux d'Armagnac, était du Rouergue. Voilà tout ce que j'en sais. Vraisemblablement, c'était un bâtard d'un des fils de Philippe de Landorre, seigneur d'Arvieu après son frère aîné, Bernard, époux celui-ci d'une sœur du comte Jean IV. En 1467, il était coseigneur de Boudy, par indivis (*pro indivisio*) avec le comte Jean V qui avait alors pour capitaine à Cancon noble Arnaud de Pechpeyroux. La descendance qu'il y laissa finit en que-

nouille à la fin du xvr^e siècle (voir *Histoire de Cancon*, pages 119 et 120).

Guillaume de Lestanc était aussi un bâtard, mais de moins haut vol. — « C'était grande pitié que le péché de luxure qui régnait moult fort, et par especial ès princes et gens mariés... » à cette époque, a écrit un chroniqueur du temps. Les bâtards étaient nombreux dans toutes les classes et dans tous les corps de la société ; ils étaient souvent tolérés dans la famille, appelés à hériter et même à succéder en l'absence de descendant légitime. — Celui-ci était le frère ou le neveu, illégitime, de noble frère Jean de L'Albrespi de Lestanc (fils d'un coseigneur d'Aubin) alors prieur de Monsempron et dont il sera parlé plus loin. Il n'a laissé d'autre trace de son passage à Milhac — où Armagnac lui avait donné des terres — que son nom figurant dans une transaction du 9 octobre 1490, rapportée par M. O. Bouyssy dans son *Histoire de Castillonnès*, pages 113 et 114... A moins qu'il n'ait été le chef de la famille Destang jadis établie à Daudou près Milhac : ce que je crois.

Raymond Rouget (*en Ramon Roget*) fut d'abord l'archer (*archerius*) de la Communauté d'Aubin dans les compagnies de *Francs Taupins* de Louis XI : « Le 16 novembre 1472, les consuls d'Aubin reconnaissent devoir, au compte de la Communauté, à S^r Raymond Rouget, habitant le mas de la Raygasse, archer, la somme de quatre livres et quatre doubles, monnaie courante, pour reste de sa solde dans la dernière prise d'armes qu'il fit en Bretagne (*in patria Britannie*) ; mais celui-ci devra rendre les brigandines, la salade, l'arbalète et l'épée, et la valeur du drap blanquet et de « *lalcoto* », pour son habillement, qui lui ont été fournis » (*Jean del Salhenq, not.*)

« Le 19 du mois de mars de la même année (*vieux st.*), les mêmes consuls, stipulant pour le compte de la Communauté, reconnaissent devoir encore au même archer, la somme de huit livres tournois pour reste de sa solde dans la guerre ou

expédition de Catalogne (*guerre sive viatgii de Cataluonhe*) ordonnée de nouveau par Notre Seigneur le Roi » (*Idem*).

Puis, il suivit le bâtard d'Armagnac à Cancon et il s'y établit, sans doute, car des quatre moulins à vent, aujourd'hui à demi ruinés, qui limitaient autrefois si pittoresquement l'horizon de notre ville du côté de Cailladelle, l'un, le premier, portait le nom de Rouget et appartenait, en effet, à une famille de ce nom, aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles.

Pierre et Rigald Salvanh vinrent à Cancon avec Jean d'Armagnac et s'y fixèrent de suite. Sans esprit de retour, puisque le 8 mai 1486, ils vendirent à Pierre Lafon, clerc, du mas Acquier, *sive de Labadoca*, paroisse d'Aubin, leur maison paternelle, sise à Rulhe même, — où le Commandeur Bernard Gros avait un obligé dans le recteur, — *contigue au cimetière et au presbytère de ce lieu*, pour le prix de vingt écus et deux livres tournois, chaque écu valant vingt-sept sols et demi tournois. A la passation de l'acte, Pierre, l'aîné des deux frères, fut délégué par l'autre, avec pleins pouvoirs et la procuration suivante qui est bien le titre m'ayant le plus surpris de tous ceux que j'ai rencontrés dans les registres des anciens notaires d'Aubin :

Pro Peyre et Rigald Salvanh.

Cunctus evidenter manifestum sit, Me, Petrum Regis, clericum, auctoritate Regia, notarium publicum, habitatorem loci de Cancone, Agenen. dioc., in notam supercisse quoddam procurationis instrum. in quo intercenta continetur Cy : Anno incarnationis, etc... Je vais traduire le reste textuellement : L'an de l'incarnation de Notre Seigneur mille quatre cent quatre vingt *cinq*, le troisième jour du mois de novembre (1), régnant N. S. le roi Charles, s'est personnellement constitué Rigald Salvanh, lapicide (*Rigaldus Salvanh lapicida*) habitant du dit lieu de Cancon, lequel de son bon gré et spontanément,

(1) La vente est du 8 mai 1486, six mois après. Les communications étaient alors difficiles, les chemins peu sûrs. Rulhe, située à deux lieues d'Aubin, appartenait à l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem.

a créé et ordonné son procureur, spécialement et généralement, dans toutes ses affaires, litiges et procès devant toutes les cours, etc., savoir : Pierre Salvanh, son frère, habitant de la sus dite juridiction de Cancon, qui accepte, etc... spécialement à l'effet de vendre une certaine maison... et un jardin, contigus, qu'il possède par indivis avec le dit Pierre Salvanh, son frère, sis au lieu de Rulhe diocèse de Rodez, confrontant avec la chemin descendant d'Alteserre et allant au mas de la Rivière, etc... Etaient là, présents : Prudents hommes Jean et Jean Pergolz, père et fils, et Raymond Rouget, sergent d'armes (*serviens armorum*), habitants de Cancon, et Bernard « de Noguieris », béarnais (*bearnezio*) habitant du diocèse de Lescar, témoins, et moi, Pierre Régis, notaire sus dit, qui ai écrit et signé de ma main la présente expédition pour lui donner plus de force et de valeur (*Minutes de M^e Antoine Solhome, 8 mai 1486*).

Les Salvanh étaient maçons de père en fils, et même le plus célèbre des architectes et constructeurs de la belle cathédrale de Rodez a été un des leurs, semble-t-il. Quoique l'aîné de ceux qui nous occupent se soit qualifié de sergent d'armes dans l'acte de vente de leur maison de Rulhe, ils étaient maçons tous les deux, et il est à peu près certain qu'ils exerçaient ce métier dans leur nouvelle résidence l'un et l'autre ; mais, de temps en temps, Pierre posait la truelle pour prendre la pique ou la hallebarde, à côté de son compatriote Raymond Rouget ; peut-être même furent-ils employés à la reconstruction des remparts et des édifices de notre ville et du château, vers 1500, s'ils n'avaient pas succombé en les défendant quelques années avant, comme la plupart de leurs compagnons. Toujours est-il qu'une famille, de ce nom de *Salvanh*, *Salbanh* ou *Salbaing* (1) a résidé longtemps à Cancon et s'y est divisée en plusieurs branches qui l'une après l'autre ont quitté le pays ; la dernière habite aujourd'hui Sainte-Livrade.

LUCIEN MASSIP.

(A suivre.)

(1) *Salvanh* a fait *Salvaing* à Espalion (*Archives dép. de l'Aveyron, E., n° 1791*).

L'abbé Jean-Thimothée Barrier de Cauparre

Ancien curé de Lamarque, canton du Mas-d'Agenais

*Et ses MÉMOIRES relatifs aux événements accomplis à
l'époque du Concordat de 1801 dans le diocèse d'Agen⁽¹⁾*

L'abbé Barrier, ancien curé de Lamarque, retiré dans ses propriétés de Cauparre, juridiction d'Aiguillon, après la période de la Terreur, a consigné dans un cahier in-folio, contenant 93 pages, dont quelques-unes sont entièrement blanches, les divers actes concernant l'administration et la culture de ses terres et de ses vignes ; et à partir de 1800 il relate les principaux événements politiques et religieux qui pouvaient l'intéresser et qui vont de l'année 1800 jusqu'à l'année 1813. J'ai extrait de ce cahier les observations et les réflexions de cet ecclésiastique au sujet des événements accomplis dans le diocèse d'Agen dans l'année qui précéda et celle qui suivit la conclusion du Concordat, et l'arrivée de Mgr Jacoupy, nommé par le premier consul évêque d'Agen. Mais avant de donner la parole à mon chroniqueur, je crois utile de vous faire connaître son passé.

L'abbé Jean-Thimothée Barrier naquit à Damazan le 22 août 1754. Il était fils de Simon Barrier, seigneur de Cauparre, originaire de la Juridiction d'Aiguillon, lequel avait été nommé en 1736 conseiller du Roi et juge civil et criminel de Damazan, grâce à la protection du duc d'Aiguillon. La mère de l'abbé Barrier était demoiselle Anne de Mothes de Lompian, de famille noble, habitant la ville de Damazan, mais pos-

(1) Ce Registre de raison m'a été communiqué par M. Léon Cloupeau de Sainte-Bazeille, qui est un petit-neveu, par sa mère, de l'abbé Barrier de Cauparre.

sédant une maison de campagne avec chapelle domestique, dans la paroisse de Saint-Pé ou Saint-Pierre, en la juridiction de Buzet.

L'abbé Barrier, étant cadet de famille, embrassa la carrière ecclésiastique, et comme il appartenait par sa naissance au diocèse de Condom, il dut aller faire ses études cléricales chez les Oratoriens qui dirigeaient le séminaire de cette ville. On sait que ces religieux donnèrent dans les exagérations du Jansénisme et du Gallicanisme, aussi l'abbé Barrier ne puisa point dans cette école cette fermeté de principes, qui aurait pu le garantir contre des concessions coupables. Les Oratoriens de Condom prêtèrent serment à la Constitution civile du clergé, tous, à l'exception du P. Lamothe, supérieur, et du Préfet. Ces leçons et ces exemples furent contagieux pour leur ancien élève.

En sortant du séminaire, l'abbé Barrier fut nommé vicaire de Puch de Gontaud, et il y exerça le saint ministère de 1780 à 1789. A cette dernière date, il devint pro-curé de Sainte-Gemme, canton de Bouglon.

Deux ans après, tous les ecclésiastiques pourvus d'une cure furent sommés de prêter serment à la Constitution civile et schismatique du clergé. L'abbé Barrier, imitant les funestes exemples de ses anciens directeurs, prêta le serment. Dans cette voie il ne sut s'arrêter. Au mois de septembre 1791, après que M. André Constant, évêque constitutionnel, eût pris possession du diocèse de Lot-et-Garonne, le collège électoral de Casteljaloux, convoqué pour élire les curés destinés à remplacer les prêtres fidèles par suite du refus du serment à la Constitution civile du clergé, et qui avaient été déclarés déchus et déposés de leurs fonctions, l'abbé Barrier fut élu curé de Guérin, dans le canton de Bouglon. Il occupa ce poste jusqu'au IX Thermidor. Le culte devenant impossible, il demanda au Directoire de Casteljaloux, le XI Brumaire an III, un certificat de civisme et il se présenta devant la Municipalité d'Aiguillon et il déclara élire son domicile dans cette commune, vu qu'il avait ses propriétés de famille dans le domaine de Cauparre situé dans cette juridiction et en la paroisse de Lagarrigue.

Lorsque les églises furent rouvertes, même avant la conclusion du Concordat, l'abbé Barrier reprit l'exercice de son ministère ecclésiastique dans la paroisse de Lagarrigue, tout en résidant dans sa maison et dans ses domaines de Cauparre. Telle était sa situation civile et ecclésiastique, aux premiers jours de l'année 1800. Nous allons céder la parole à notre chroniqueur.

En tête de la page 48 de son Cahier est cette rubrique : *Nouvelles Politiques*, et dans les marges se trouvent des notes que nous mettons en caractères italiques dans le texte.

En mars et avril. — Les Préfets ont été nommés et envoyés dans chacun des départements. Celui d'Agen est arrivé le 15 avril. L'administration départementale lui a aussitôt cédé la place.

A la fin d'avril injonction à tous, du Ministre de l'Intérieur, Julien Bonaparte, et à tous les Préfets de ne faire ni arrêté, ni proclamation, de se borner à faire exécuter les lois.

Le 18 Brumaire an 7. — Le 18 Brumaire an 7, qui répond à la mi-octobre 1799, Bonaparte a mis dehors, avec la force armée, le Directoire et les deux Conseils. Il s'est mis à leur place, en se faisant créer consul avec Siéyès et un autre membre du Directoire.

Constitution nouvelle en 1800. Municipalités. — Un mois après environ, nous avons appris une nouvelle Constitution, tout à fait monarchique. Dans le courant du mois de mai nous avons vu les Municipalités recrées et rétablies sur l'ancien pied. Dans toutes les communes, un maire pris dans la haute classe, et un adjoint, pris parmi les patriotes.

A la page suivante, il est parlé de la bataille de Marengo et des combats sur le Rhin, nous passons.

Cloches suspendues. — Depuis Pâques, c'est-à-dire depuis le 20 avril, nous avons repris dans tous les environs d'Aiguillon l'usage d'une cloche. On avait reçu de Paris des avis qui disaient que le Gouvernement ne devait pas du tout s'en formaliser. Vers la mi-juillet il a paru un arrêté du Préfet, qui, faisant revivre les anciennes lois révolutionnaires, nous a forcés à suspendre.

Soumission ordonnée à tous les ecclésiastiques. — Le 27 juillet, affiché un arrêté du Préfet, qui enjoint en conséquence des lettres du Ministre de l'Intérieur à tous les ministres du Culte qui vou-

dront reprendre ou continuer leur fonction, de promettre d'être fidèles à la Constitution.

Page 51 : *Changement dans les charges municipales.* — En août, nous avons vu nos municipaux réfractaires décorés d'une écharpe rouge avec frange ; les maires nommés par le 1^{er} consul, décorés d'une épée en sothoir.

Retour des prêtres déportés (1800). — Dans le courant de septembre, nous avons vu le retour de presque tous les prêtres, déportés pour n'avoir pas voulu prêter le serment. Plusieurs ont repris leurs fonctions, après avoir fait la soumission [promesse] à la Municipalité d'être fidèles à la Constitution. Démarche qui leur a fait le plus grand tort. Voilà donc trois partis bien prononcés. Tout permis aux grands.

Rentrée des Emigrés. — Le 29 vendémiaire, Bonaparte a rendu un arrêté qui raye de dessus la liste des Emigrés tous les prêtres sortis par la force des lois révolutionnaires, ou par crainte, et tous les Emigrés, exceptés ceux qui ont porté les armes contre leur patrie et ceux qui ont été employés comme agents par des puissances en guerre contre nous. Il leur a été permis [ordonné] de rentrer en France dans un terme prochain, en par eux faisant entre les mains du préfet la déclaration d'être soumis à la Constitution.

Election du Pape Pie VII. — Le 14 mars 1800, le Cardinal Grégoire Barnabé Chiaramonte, né à Césène, patrie de Pie VI, a réuni les suffrages et a été proclamé Pape.

Prophétie de Jean Alia, chanoine de Sainte-Genetière, mort à Paris en 1696. — Cette prophétie, qui nous a été envoyée par l'auteur des *Annales de la Religion* le 15 octobre 1800, circulait à Reims depuis plus de trois ans. Elle fut trouvée dans les papiers dudit chanoine, et elle vient directement d'une de ses parentes :

Horresco referens mala, quæ ego hodie vidi.

Aquila vorax Duci francorum jungetur, ut Eva Humano generi, sic illa Gallis et viro ruinæ erit, qua agente funditus subvertetur thronus.

Tunc inter Gallos commotio talis, qualis numquam fuit ab origine.

Maclabitur Princeps, non longo post-tempore maclabitur impia conjux.

Surget gens Gallorum ; surgent aliæ.

Europam operiet confusio, legis divinæ contemptores, omnis potestatis destructores fient Galli.

Funditus subvertetur altare, vix tota in Gallia erit Pastor, nomen ovis mors erit.

Gallos Deus in furore suo fame, bello et peste puniet. Hæc autem mala ante finem futuri seculi evenient.

Tunc surget vir Magnus. Gens Gallorum fiet nova.

Fiet unum ovile, fiet unus Pastor.

Beatus qui finem hujus seculi videbit.

Beatior qui, initium alterius.

Après avoir mentionné une conspiration contre Bonaparte, notre chroniqueur, à la page 53, reprend les nouvelles ecclésiastiques.

Fin du Concile national, 16 août 1801. — Les évêques du Concile ayant reçu du gouvernement l'avis que le concordat passé entre le pape et le gouvernement français par le cardinal Grimaldi (?) d'une part, et Louis Bonaparte d'autre part, envoyé à Rome le 13 juillet pour être ratifié par Sa Sainteté, venait d'arriver, muni de ladite ratification, et que les contestations, en fait d'affaires religieuses, étaient heureusement terminées, — se sont hâtés de mettre fin au Concile et la dernière séance s'est tenue le 16 août (1801).

Au 20 septembre, on ne connaissait pas encore les articles de ce concordat et les évêques insermentés n'étaient pas plus dans le secret.

Lettre de Mgr Bonnac à l'abbé de Rangouze. — M. Bonnac, évêque d'Agen, en avait écrit à M. Rangouze, vicaire-général. « Il est cruel de ne scavoir rien que par dit-on, entre lesquels quel- qu'un me fait trembler. Dans un mois ou deux (la lettre est du 25 août), je vous écrirai pour vous faire part [du parti que les circonstances m'auront forcé de prendre], de ce à quoi les circonstances m'auront forcé à me déterminer. »

Septembre, démissions. — Les premiers jours de septembre nous avons appris les démissions des anciens évêques entrés les mains de l'archevêque de Corinthe, Mgr Spina. Le pape les avait invités par un bref, et les premiers jours d'octobre ont eu lieu celles des évêques constitutionnels.

Paix générale. — Le 12 novembre, nous est parvenue par des courriers extraordinaires du 1^{er} consul la proclamation de la paix générale.

Page 54 : *An 1802*. — Invitation à la réunion. — Au commencement de février, le cardinal Caprara, légat, a écrit au chef des prêtres réfractaires et les invite à se réunir aux constitutionnels.

Le 18, a été présenté au Corps législatif la convention entre le Pape et le Gouvernement français du 15 août dernier et sans discussion elle a passé en loi. Grande joie dans toute la France.

Le jour de Pâques, Bonaparte et le gouvernement se sont rendus à l'église cathédrale et on a chanté un *Te Dèum* et célébré les offices divins avec la plus grande solennité.

Organisation nouvelle du clergé. — Dans la nouvelle organisation du clergé de France, il doit y avoir 50 évêques et 10 archevêques. Le traitement des premiers est fixé à 10.000 francs, celui des seconds à 15.000 fr.

Refus de démissions. — Treize évêques anciens ont refusé leur démission et, par un sénatus-consulte du 4 floréal an X, ils ont été exceptés de l'amnistie accordée par une loi à tous les émigrés.

Retour des prêtres espagnols. — Au 15 juin tous les prêtres, très peu exceptés, étaient rentrés en France. A cette époque, pas un d'eux n'avait témoigné le moindre désir de communiquer avec les prêtres constitutionnels.

Rétractation, lettre de Fouché. — Le ministre de la police générale Fouché a écrit au préfet de Lot-et-Garonne une lettre du 18 prairial dont la teneur suit :

LIBERTÉ — ÉGALITÉ

« Vous veillerez attentivement à ce qu'on n'exige des prêtres
« aucune déclaration contraire aux principes de liberté de l'église
« gallicane et au serment qui lie les citoyens à l'Etat.

« Vous devez, citoyen préfet, porter une égale attention à ce
« qu'aucun des partis qui ont divisé l'église, n'exige aucune espèce
« de rétractation. Je vous ai déjà fait connaître les volontés du
« gouvernement à cet égard. On ne peut, sans les méconnaître,
« demander aux prêtres ni serment, ni formule autre que la déclara-
« tion, autre que celle qu'ils adhèrent au concordat et qu'ils sont
« dans la communion des évêques nommés par le premier consul.

« L'organisation des cultes est dans l'Eglise ce que le 18 bru-
« maire a été dans l'Etat. Ce n'est le triomphe d'aucun parti, mais
« la réunion de tous dans l'esprit de la République et dans l'Eglise.
« Si les divisions terminées dans l'Etat pouvaient se prolonger
« dans l'Eglise, elles ne pourraient plus être excitées que par les

« écrits et les correspondances de quelques évêques qui n'ont pas
« donné leur démission.....

« J'ai entre les mains plusieurs de ces écrits et correspondances
« qui sembleraient appartenir aux fervens du fanatisme, si les
« auteurs n'étaient pas connus pour n'avoir aucune opinion ni au-
« cune vertu religieuse.

« Il est important que vous ne laissiez à aucun prêtre la facilité
« d'exercer son culte dans une maison particulière, à moins qu'ils
« n'y soient autorisés par le gouvernement. Et ceux-là seuls pour-
« ront l'exercer dans les églises qui en ont obtenu la permission de
« leur évêque.

« Enfin, citoyen Préfet, vous ne devez jamais perdre de vue que
« c'est la liberté entière que vous protégez en concourant à l'exé-
« cution des lois organiques du Concordat. La majorité de la na-
« tion n'a pas le droit d'imposer son culte à la minorité. Le domaine
« des consciences n'est au pouvoir d'aucune puissance humaine.

« Signé : FOUCHÉ. »

Exercice public du culte suspendu. — Le dimanche après la Saint-Jean s'est trouvé l'octave de la Fête-Dieu. Des prêtres inconstitutionnels faisant la procession de Notre-Dame de Bon-Rancontre, refusèrent de faire une station à une des églises où on avait coutume de la faire. Une vraie lutte survint entre les deux partis ; il y a eu des coups donnés ; la police eut besoin d'interposer son autorité. Le préfet crut devoir de suite écrire à toutes les municipalités d'avoir à différer l'usage des cloches et l'exercice public du culte catholique jusqu'à l'installation du nouvel évêque, dont on n'avait, au 7 juillet, aucune nouvelle.

Lettre du cardinal Caprara du 10 juin 1802 adressée aux évêques et archevêques. — Les prêtres constitutionnels feront la déclaration suivante : « J'adhère au Concordat et suis dans la communion de mon Evêque ou Archevêque, nommé par le 1^{er} consul et institué par le Pape. »

Arrivée de l'Evêque d'Agen. — L'Evêque d'Agen (Jacoupi), avant la Révolution vicaire de Ribeirac, paroisse du diocèse de Périgueux, fils, dit-on, d'un maréchal-ferrant, et élevé à l'Episcopat par la protection d'un général portant le nom de Jacoupin, est arrivé à Agen, en poste et dans un beau carrosse, le 3 octobre 1802. Il a d'abord montré qu'il penchait en faveur du parti des Inscrits. Ceux-ci ont été bien reçus. Les autres ont entendu de sa bou-

che qu'ils avaient encouru des censures, etc... Le mot a déplu. On s'est retiré de mauvaise humeur, bien décidé à ne point l'admettre.

L'Evêque, qui, a-t-il dit, avait des instructions secrètes de la part du Préfet, s'est vu dans un grand embarras. Les pourparlers par intermédiaire ont duré depuis le lundi jusqu'au vendredi, jour auquel on est convenu de part et d'autre, d'un rapprochement et d'une réunion sans qu'il eût été aucunement question ni de censures ni de rétractation.

Le samedi, Mgr l'Evêque a été déjeuner chez M. Ladavière, avec les plus forts du parti opposé, et toutes les autorités constituées (1).

Le dimanche, les prêtres ont fermé leurs oratoires et tous les fidèles se sont rendus à la cathédrale.

Réunion le dimanche avant la Toussaint. — On a suivi l'exemple d'Agen dans toutes les communes du diocèse ; tous les fidèles indistinctement se sont rendus à l'église après l'installation de Monseigneur l'Evêque, c'est-à-dire le dimanche avant la Toussaint.

Dès ce moment on a repris partout la sonnerie des cloches et l'exercice public du culte catholique.

Page 58 : *Organisation du diocèse.* — Enfin, dit notre chroniqueur, nous a été envoyée l'*Organisation du diocèse d'Agen*, datée du 8 octobre ou 15 vendémiaire an XI. Tous les prêtres choisis pour les cures de première et de seconde classes ont reçu une lettre de Mgr l'Evêque en invitation de se rendre à Agen avec les prêtres destinés pour les succursales du premier arrondissement, pour y prêter, en présence du Préfet et d'un Délégué de l'Evêque, le serment prescrit par le Concordat et y recevoir leur titre. Les prêtres destinés pour occuper les succursales des autres arrondissements ont reçu en même temps leurs lettres d'invitation à se rendre par devant les Sous-Préfets des arrondissements respectifs, le 26 octobre, jour de plusieurs martyrs d'Agen, et y prêter aussi leur serment. Il y a eu bien des mécontents et parmi les prêtres et parmi les citoyens. Beaucoup de prêtres se sont rendus dans leurs paroisses respectives et on leur a dit : il n'y a pour vous ni serment, ni traitement : surtout presque tous les Constitutionnels ont éprouvé ce désagrément.

(1) L'abbé Ladavière, ancien curé de Saint-Caprais, avait prêté serment à la Constitution civile du clergé. Il s'était remis en fonction et était regardé comme le chef des prêtres dits Constitutionnels ou assermentés. •

Page 63 du *Mémoire*. — Beaucoup de ces derniers se sont trouvés sans place. On a nommé à toutes les cures et succursales tous les moines, chanoines, prébendés, inconstitutionnels qui ont voulu servir, après avoir choisi.

L'Ordonnance de Mgr l'Evêque, entre autres articles, porte que tous les prêtres qui ne sont pas placés, verront finir leur pouvoir au bout du mois de la publication de ladite Ordonnance, et auront besoin, à cette même époque, de l'agrément de Mgr l'Evêque pour célébrer la sainte messe.

Tous les prêtres Constitutionnels qui se sont trouvés sans place ou mal placés à leur gré, ont été fortement travaillés pour faire une rétractation. Presque tous l'ont signée, même ceux qui, avant le combat, avaient paru inébranlables. Mgr l'Evêque ne s'est pas montré. On a fait agir les curés de cantons bien choisis, et ceux-ci, sans donner d'autre raison que celle-ci, qu'il fallait qu'un ecclésiastique fût *de toute nécessité obéissant et soumis* à son Evêque et fit comme les autres, faisaient agir toutes les dévotes riches et toutes les femmes fortes.

Elles m'ont entrepris comme les autres, et après quelque assaut, dont je me suis tiré en fuyant, j'ai fait enfin, pour arrêter toute poursuite ultérieure, la réponse suivante : « Je regarde l'affaire, « dont il fut question hier, si je l'ai bien comprise, comme une « affaire de Religion de la plus haute importance. Il m'est impossi- « ble de croire que Mgr l'Evêque revienne sur ses pas, mais en « tout état de cause, je suis décidé et très fort décidé de n'en « traiter qu'avec lui, ou avec un homme commis par lui. Voilà la « réponse que vous aurez à faire à qui de droit ».

Nonobstant ce que dessus, j'ai été obligé d'écrire à M..... et à Mgr l'Evêque, qui pour toute réponse, le 17 février, m'a envoyé le titre de la succursale de Lamarque (canton du Mas) (1). Plusieurs de mes confrères avaient été aussi forts. »

Ici finissent dans le livre de Raison de l'abbé Barrier, les renseignements concernant l'administration ecclésiastique.

Nous savons par ailleurs qu'il alla prendre possession de cette paroisse, où il exerça le saint ministère jusqu'au 20 mars

(1) Voici comment il fut nommé curé de Lamarque. Par l'ordonnance épiscopale du 15 vendémiaire an XI, cette paroisse fut attribuée à l'abbé Canihac jeune. Celui-ci ayant refusé, Mgr Jacoupi se hâta de nommer l'abbé Barrier à cette paroisse, devenue ainsi vacante.

1830. A cette époque étant septuagénaire, il se retira dans ses propriétés de Cauparre, paroisse de Lagarrigue, près d'Aiguillon, où il est décédé le 24 août 1839, à l'âge de 85 ans. Son dernier geste révèle une âme bonne et profondément charitable. Par son testament il légua à la commune de Lagarrigue tous ses biens pour que le revenu fût appliqué à doter deux filles indigentes. Si ses dernières volontés furent annulées par une décision du Gouvernement, l'inspiration fut des plus louables et cet acte de grande charité est comme un riche manteau qui rachète et couvre les faiblesses de la première partie de la vie sacerdotale de l'abbé Barrier de Cauparre.

P. DUBOURG.

LE SERVICE DE SANTÉ

PENDANT LES GUERRES DU PREMIER EMPIRE

*Conférence faite par le Dr Louis de Gaulejac
à l'Assemblée générale de la Croix-Rouge, à Agen, en 1909*

Il est un usage commun à tous les peuples civilisés, respecté en tous lieux, à toute époque de l'histoire. Cet usage, c'est celui des pèlerinages, temps consacré à une sorte de retraite, où l'esprit dégagé des soucis journaliers, s'échappant dans une envolée vers l'idéal, s'applique à scruter des problèmes d'un ordre supérieur.

Les pèlerinages peuvent avoir des buts différents : les uns, les plus nombreux, ont uniquement en vue les questions religieuses ; d'autres, qui émeuvent tout autant notre esprit, sont les pèlerinages patriotiques ; pèlerinages vers un champ de bataille, vers un monument rappelant les vies héroïquement sacrifiées pour la patrie. Notre réunion de la Croix-Rouge rentre dans cette catégorie des pèlerinages patriotiques.

Faisant trêve à vos occupations quotidiennes, vous vous êtes réunis dans cette enceinte, que j'appellerai le cœur de la cité agenaïse, car c'est d'ici que partent, chaque matin, ces saintes filles de la charité pour aller, par la ville, soulager des misères toujours renaissantes ; vous vous êtes réunis pour vous entretenir des choses de la patrie, de ses joies, de ses désirs, de ses souffrances.

Ensemble nous allons faire notre pèlerinage patriotique annuel ; votre conducteur sera peut-être d'ordre très inférieur, mais qu'importe, le but que nous poursuivons est si lumineux que nous finirons toujours par arriver au terme du voyage.

Un homme ne nous paraît vraiment intelligent, c'est-à-dire apte à donner une solution rapide, logique, élégante aux questions les plus diverses et les plus complexes que s'il jouit d'une

bonne mémoire. Nous n'inventons rien, les idées qui nous paraissent les plus neuves, les plus originales, ne sont qu'une résultante, un rapport nouveau des matériaux déjà enregistrés par notre mémoire. Plus notre mémoire aura accumulé de faits précis, meilleures seront les solutions des problèmes que nous aurons à résoudre.

Votre Société a compris cette vérité, et, pour augmenter sa puissance d'action, elle a désiré que, chaque année, un conférencier vienne étudier devant elle la façon dont, à diverses époques de notre histoire, on a essayé de réaliser le but qu'elle poursuit : le soin des blessés militaires. L'an dernier, avec toute l'autorité d'un témoin, le commandant Popie nous a dit le rôle de la Croix-Rouge en Extrême-Orient ; il y a quelques mois, M. de Valence nous a retracé l'action bienfaisante de notre Société au Maroc.

Je me propose, aujourd'hui, de vous présenter une étude rapide de ce que fut le service de santé, pendant la période la plus glorieuse de notre histoire : les guerres du premier Empire.

En 1793, le gouvernement révolutionnaire, assimilant à des congrégations laïques des groupements scientifiques tels que l'académie et les écoles de chirurgie, les avait brutalement dissous. C'est à cette époque que disparut l'école de chirurgie de notre ville, collège qui tenait ses réunions et donnait son enseignement à de nombreux disciples dans la vieille tour des fortifications, dite de Saint-Côme, bâtie à peu près sur l'emplacement de la gare actuelle.

L'enseignement médical et chirurgical cessa brusquement ; le recrutement des chirurgiens de l'armée devint rapidement insuffisant et Napoléon ne trouva pas les majors et aides-majors qui lui étaient nécessaires. Très rapidement l'on incorpora les anciens élèves des écoles de chirurgie et les officiers de santé capables de faire campagne, un grand nombre de séminaristes et quelques prêtres. La bonne volonté ne manquait pas mais l'instruction chirurgicale laissait fort à désirer ; aussi voyons-nous les grands chefs des services de santé pro-

fiter de quelques heures de répit au soir d'un engagement ou d'une petite bataille, pour donner, en utilisant les cadavres des soldats, des leçons d'anatomie et d'opérations chirurgicales.

De nombreux régiments ne comptaient qu'un aide-major âgé parfois de moins de vingt ans.

Ce fut Larrey, chirurgien-major, puis inspecteur général du service de santé, qui établit le premier plan d'organisation du service, plan que Napoléon adopta.

Larrey fut tout d'abord frappé de l'inconvénient grave qu'occupait la place assignée au service de santé dans la marche de l'armée. Réléguées aux dernières places du convoi, les ambulances n'arrivaient souvent sur les lieux du combat que 24 ou même 36 heures après la fin de la bataille ; à cette heure tardive tous les blessés atteints d'hémorragies graves avaient déjà succombé. Sous l'influence de Larrey, des ambulances volantes furent organisées et rattachées à chaque armée au moment de l'entrée en campagne ; la direction de ces ambulances faisait partie de l'état-major général de l'armée. Elles étaient composées de chirurgiens-majors, d'aides-majors, de sous-aides et d'infirmiers au nombre d'une centaine par division. Ces ambulances possédaient une vingtaine de voitures légères aptes à passer par tous les chemins ; prévenus par leur chef de l'imminence d'une bataille, les ambulanciers préparaient en grand nombre les pansements utiles et venaient prendre leur place de combat en arrière de l'artillerie.

Dès que l'action était engagée les chirurgiens secouraient les blessés et les opéraient sur le lieu même du combat. Ces opérations étaient bien différentes de celles que nous pratiquons aujourd'hui ; l'anesthésie était inconnue, le matériel chirurgical réduit à quelques instruments apportés dans les fontes de la selle et, malgré ces difficultés de tout ordre, les chirurgiens opéraient sans relâche. L'expérience leur avait vite appris que toute blessure grave des membres ne pouvait se traiter que par l'amputation ou par la désarticulation du membre atteint. Et ces opérations devaient être faites avec une virtuosité et une rapidité sans pareilles, une amputation du-

rait à peine deux ou trois minutes ; à Wagram, Larrey en pratiqua 200 dans une journée.

La lecture des rares mémoires consacrés au service de santé du premier Empire nous laisse persuadés que le soin des blessés sur le champ de bataille, pendant et après le combat, était suffisamment assuré par des chirurgiens devenus rapidement opérateurs habiles, grâce aux nombreuses occasions que leur donnait l'empereur d'exercer leurs talents.

Larrey raconte qu'à la bataille de Wagram il fit 18 désarticulations de l'épaule ; une entre autre au général d'Arbouville à qui un boulet avait cassé l'humérus, la clavicule, l'omoplate, trois côtes et ouvert les vaisseaux du bras. Sur ces 18 opérés, 16 guériront ; la désarticulation de l'épaule est cependant une opération d'une extrême gravité, et si rare, que je crois qu'il n'existe actuellement aucun chirurgien français ayant pratiqué, dans toute sa vie, les dix-huit désarticulations faites par Larrey dans la seule journée de Wagram.

Les chirurgiens, instruits par leur expérience journalière, reconnurent bien vite combien étaient illusoires et dangereux les pansements préconisés par la vieille pharmacopée et abandonnèrent les baumes, cérats, emplâtres que jusqu'alors on répandait avec abondance sur toutes les plaies. Ils se contentèrent de les laver avec de l'eau pure ou additionnée d'alcool, et de les recouvrir avec des linges fenêtrés et de la charpie. Parfois ces substances faisaient défaut, l'ingéniosité des chirurgiens les remplaçait par du papier, de la paille, de la mousse, des feuilles. On était bien loin, vous le voyez, de nos pansements actuels, si soigneusement purifiés et stérilisés ; on ne connaissait pas l'ouate qui ne fut employée par Guérin que vers 1865, à la veille des premiers pansements antiseptiques. Malgré cet arsenal chirurgical si précaire, les médecins de l'armée de Napoléon obtenaient de fort beaux succès, résultats qui aujourd'hui encore feraient honneur aux plus habiles de nos chirurgiens.

Après le passage de la Bérézina, un vieillard de 75 ans, le général Zaouchef reçoit un boulet qui lui broie le genou, on le transporte auprès du chirurgien Larrey, qui décide de lui

couper la cuisse immédiatement. Il fait un froid terrible ; le général est couché sur le sol glacé ; ses aides de camp prennent un manteau pour abriter de la neige qui tombe à gros flocons le chirurgien et le siège de la blessure, Larrey opère et termine l'amputation en moins de trois minutes. Le général Zaouchef guérit et ne mourut que 15 ans plus tard vice-roi de Pologne, à l'âge de 87 ans.

Hector de Repsonen, aide de camp du général Cros, est renversé par un boulet, le coude broyé ; son père, officier général, le trouve à demi mort et le chargeant sur ses épaules, le porte à l'ambulance ; en route, un deuxième et malencontreux boulet, enlève la jambe du blessé ; Larrey fait les deux amputations nécessaires et dans ses mémoires exprime sa joie en retrouvant, deux ans plus tard, en France, son blessé parfaitement guéri.

A la bataille d'Eylau, le capitaine Morlot, du 6^e cuirassiers, reçoit une blessure qui nécessite l'amputation du bras ; l'opération terminée, le blessé s'endort dans la neige et guérit sans incident. Après cette bataille, l'on dut transporter les blessés à plus de 55 lieues à travers la boue et la neige, les neuf dixièmes des blessés survécurent à leurs blessures. Les ambulances avaient dû s'établir dans des granges à demi démolies et où il faisait si froid, que pendant les opérations les aides laissaient tomber les instruments.

Il est probable que dans la prochaine grande guerre, les chirurgiens mieux instruits et mieux outillés voudront que les blessés profitent des grands progrès de la chirurgie et feront beaucoup moins d'amputations que les majors de Napoléon. La chirurgie des blessures de guerre s'efforcera d'être conservatrice. Nous essayerons de sauver les membres atteints de fractures ouvertes, membres qui autrefois étaient impitoyablement sacrifiés. Cette façon de procéder sera peut-être possible, si le nombre des blessés n'est pas trop considérable ; mais après une grande bataille, amenant dans nos ambulances les blessés par milliers, il est à craindre que, pour faciliter les soins et permettre l'évacuation, nous serons obligés d'amputer comme autrefois, car il est autrement facile de soigner et

d'évacuer un amputé qu'un blessé atteint de fracture ouverte, lésion qui demande des soins assidus et des appareils d'une extrême complication.

L'évacuation des blessés est, en effet, le problème le plus difficile à résoudre pour le service de santé ; aujourd'hui, il serait très simplifié grâce aux canaux et aux voies ferrées ; mais, sous le premier Empire, l'évacuation fut effectuée d'une façon déplorable. Pouvait-il en être autrement dans une armée allant toujours de l'avant, séparée par des milliers de lieues de la mère-patrie, et laissant derrière elle des populations, sinon hostiles, du moins peu bienveillantes pour l'envahisseur ?

Après la bataille les médecins de l'Empereur, pour assurer l'évacuation des blessés, se servaient des voitures d'ambulance ; mais ce moyen était précaire, dix voitures seulement assuraient le service de toute une division dans des batailles où les blessés se comptaient par dizaines de mille. Aussi, s'ingéniait-on pour trouver des moyens de transport : à Saint-Jean d'Acre l'on utilisa des chameaux portant chacun deux paniers ; à Eylau, on se servit de brouettes employées par les paysans pour le transport des légumes ; en Suisse, les bateaux et les traîneaux rendirent de grands services ; les caissons d'artillerie revenant vers l'arrière chercher des munitions, étaient aussi utilisés.

A la bataille de Leipsik, le général Lowless, commandant les troupes écossaises, reçoit un biscayen qui lui broie les os de la jambe ; Larrey coupe le membre atteint et dit au général de remonter sur son cheval et de rentrer en France ; le général suit ce conseil, remonte immédiatement à cheval et, portant son moignon suspendu à l'épaule par une bretelle, reprend la route de France. Trois semaines plus tard, il arrivait à Tours, n'ayant jamais défait son pansement pendant cette chevauchée formidable. Il guérit parfaitement.

Mais les soldats qui n'avaient pas le bon cheval du général, furent évacués sur les villes et les villages voisins des champs de bataille ; on réquisitionnait les châteaux, les églises, les couvents pour les transformer en hôpitaux de campagne. Ces

hôpitaux, désignés très hâtivement, manquaient le plus souvent du strict nécessaire et les aides-majors étaient plus occupés à réunir la nourriture indispensable aux blessés qu'à les soigner.

Napoléon estimait que les soldats devaient vivre sur le pays; principe facile à appliquer pour un soldat vainqueur et valide, mais bien insuffisant pour assurer les multiples ressources nécessitées par un hôpital de campagne. Notre Société, qui est chargée de l'organisation d'une infirmerie de gare, sait mieux que tout autre combien le stock des approvisionnements est important. Briot, médecin-major, a publié, en 1817, un mémoire où il dévoile cette impéritie du commandement et dépeint les souffrances terribles endurées par nos soldats. Dans l'île de Lobau les blessés furent nourris de bouillon de cheval et, comme le sel faisait défaut, on se servit de poudre à canon. En Allemagne, on trouvait facilement de la farine, des légumes et de la bière, mais en Russie et en Espagne, à ces heures cruelles où la victoire abandonna nos drapeaux, les soldats blessés moururent littéralement de faim... Ce manque d'organisation générale était encore aggravé par le manque d'autorité du service de santé : aucun médecin-major ne pouvait engager une dépense sans l'ordre exprès de l'administration. Cet antagonisme entre le service de santé et les officiers d'administration dura jusqu'en 1880. En 1870, il existait encore, et notre sympathique secrétaire général m'a raconté le fait suivant : Après la bataille de Gravelotte, un médecin avait emprunté au dépôt de pansements les objets nécessaires pour panser le colonel Milion, et cela, sans remplir les formalités d'usage. L'officier d'administration, furieux de cet empiètement sur ses prérogatives, voulait faire enlever le pansement du colonel, qui, rapidement, trouva la seule réponse à faire, en tirant son revolver, menaçant de brûler la cervelle du premier qui l'approcherait. Le colonel garda son pansement, guérit et depuis devint général.

Les malades évacués sur les hôpitaux, mal nourris, mal pansés, furent bientôt la proie du typhus et surtout d'une horrible maladie, la pourriture ou gangrène d'hôpital. J'épar-

gnerai, Mesdames, à votre sensibilité, la description de cette effroyable maladie qui n'a disparu que depuis la pratique de l'antisepsie. Ses ravages furent affreux ; elle fit des milliers de victimes tout le long des lignes d'évacuation. Effroyablement contagieuse elle n'épargnait personne, dans les hôpitaux de Brün, où furent soignés les blessés d'Austerlitz, la gangrène tua en quelques mois 40 médecins.

Une semblable épidémie n'est plus à craindre pour la prochaine grande guerre, car la pourriture d'hôpital doit céder aux méthodes antiseptiques et à l'isolement rapide des blessés atteints ; la génération médicale à laquelle j'appartiens ignore cette maladie que nous n'avons jamais vue.

Les services d'évacuation étaient aussi menacés par un autre péril : l'hostilité des populations. En Allemagne, ce péril fut insignifiant, mais en Russie et en Espagne, les blessés étaient immolés par la populace. Après la bataille de Baylen, une escorte conduisait des blessés prisonniers vers les pontons de Cadix ; à la traversée de chaque village espagnol, l'émeute grondait, l'escorte ouvrait ses rangs et, sur la route, trois mille blessés périrent ainsi lâchement assassinés.

Et malgré ces spectacles effroyables de l'évacuation des blessés, les soldats de l'Empereur suivaient, joyeux, sa marche triomphale à travers l'Europe ; toujours prêts à de nouveaux sacrifices, ils ne mesuraient pas la gravité des coups qu'ils pouvaient recevoir ; enthousiastes, ils ne sentaient ni la faim, ni la fatigue, car la victoire est le meilleur médecin d'une armée en campagne. Quand l'armée partit de France pour la campagne d'Austerlitz, en quinze jours, elle vit capituler Ulm et entra à Vienne. Le temps était épouvantable, une pluie glaciale et continuelle obligea les troupes à garder des vêtements mouillés ; mais l'on marchait de victoires en victoires et Larrey déclare que le nombre des malades ne cessa de décroître.

Larrey, énumérant les préparatifs faits par les ambulances à la veille de la bataille d'Austerlitz, arrête son compte-rendu et raconte avec émotion ce qui se passa dans la nuit qui précéda la victoire. Les troupes reposaient, l'Empereur parcourait

les bivouacs, accompagné d'un officier d'ordonnance. Tout à coup il est reconnu, aussitôt les soldats se réveillent, tressent et allument des torches de paille aux cris mille fois répétés de « vive l'Empereur ! » Et, marchant au milieu de cette illumination triomphale, l'Empereur passa la plus grandiose et la plus enivrante des revues, car le général put non-seulement voir la belle ordonnance de ses compagnies, mais il sentit plus que jamais battre le cœur de ses soldats débordant d'amour et d'enthousiasme. Avec des troupes à l'âme aussi bien trempée, le plus illustre des généraux pouvait se permettre toutes les ambitions et assurer à la France une gloire immortelle.

Notre assemblée, Messieurs, est avant tout une réunion patriotique, rien de ce qui touche à la patrie ne doit lui rester étranger, et si nous venons d'admirer les remarquables exemples d'endurance et d'héroïsme donnés par nos aïeux, au cours de l'épopée impériale, il est de notre devoir d'étudier les manifestations modernes de l'opinion qui semblent vouloir battre en brèche et détruire l'idée même de patrie.

Ces manifestations, malheureusement plus fréquentes dans notre pays que partout ailleurs, peuvent être groupées sous le nom d'antimilitarisme ; car, c'est contre le paiement de l'impôt du sang, le seul que nous soyons heureux et fier d'acquitter, que s'élèvent de multiples et honteuses protestations. Des journaux spéciaux peuvent vivre, en développant uniquement les théories antimilitaristes et la grande presse, oubliant l'usage du manteau de Noé, leur donne chaque jour une retentissante publicité.

L'antimilitarisme est, tout d'abord, un travers propre de l'esprit humain incomplètement formé par l'enseignement primaire. Par primaire, j'entends ce citoyen français assez instruit qui, ayant appris l'histoire ou plutôt la suite chronologique des faits marquants, n'a point su en découvrir le côté philosophique.

L'esprit du primaire, uniquement frappé par les malheurs qu'entraîne la guerre, n'a point su voir que ces efforts sanglants étaient nécessaires pour assurer la lente formation de sa patrie, pour transformer un assemblage amorphe de peu-

plades demi sauvages, en un être civilisé et bien vivant. L'histoire ne lui a point appris que l'invasion menaçait constamment sa patrie ; vivant enfin, pendant une longue période de paix, le primaire n'a point souffert le joug de l'envahisseur. Et c'est pour ces trois raisons que le primaire a pu devenir antimilitariste.

Autrefois, lorsque l'on fondait la cloche d'une église, les habitants de la paroisse passaient auprès du creuset en fusion et dans la coulée d'or de l'airain sacré, très pieusement. Jetaient des fragments de métaux divers ; et c'étaient le pauvre pôt d'étain du paysan, l'aiguière d'argent du châtelain, le plat de cuivre du bourgeois, le denier de la veuve, les écus du riche financier, qui, tour à tour, fondaient indissolublement unis par la flamme toujours plus ardente. Chacun de ces dons ajoutait à la cloche une qualité nouvelle, bientôt elle sortait de son moule de terre sonore et vibrante ; grâce au feu, c'était enfin un être vivant, sachant traduire et la joie et la douleur, triomphant les jours de victoire, sonnant le glas des jours de défaite.

N'est-ce point là, Mesdames, une réelle image de la patrie, un peu de terre plus ou moins fertile sera le creuset et sur cette terre, pendant des siècles et des siècles, des hommes vivront leur vie, tissée de joie et de douleur, jetant dans ce même creuset, les uns leur travail manuel, d'autres leur intelligence, d'autres leur or, d'autres enfin leur sang ; don particulièrement précieux, car pour amalgamer tous ces actes, tous ces désirs, toutes ces aspirations, pour créer un être bien vivant, sonore et vibrant comme une cloche, il est nécessaire que beaucoup de sang soit versé.

Quand une cloche est bonne, quelle que soit la main qui la frappe, elle vibre tout entière ; quand une patrie est bien vivante, quelle que soit la main qui la frappe, elle vibre aussi tout entière. Ne venons-nous pas d'en voir un merveilleux et consolant exemple pendant ces jours de novembre où l'empereur allemand frappa grossièrement l'airain de notre cloche, peut-être pour savoir s'il vibrerait toujours.... Et ce ne furent pas les grotesques sonorités des clochettes de la folie qui ré-

pondirent à ce heurt insolite ; la patrie vibra tout entière, d'une façon si claire et si grave, que bien vite l'allemand remit au fourreau son glaive aiguisé.

Mais notre patrie est donc menacée.....

Ouvrons l'histoire avec plus de réflexion que ne le fit le primaire, ne nous attardons pas aux détails pittoresques qui détournent l'attention, et que voyons-nous?.... Obéissant à une loi naturelle, tout aussi impérieuse que celle qui oblige les fleuves à descendre de la montagne vers la mer, les grandes cités civilisées et civilisatrices ont été, pendant tous les siècles, envahies par les barbares. Et par barbares, nous devons entendre ces peuples, vivant sous un climat rude, sur un sol que le soleil oublie de féconder et, malgré leur pauvreté, peuple à natalité relativement forte. Ces peuples souffrent, ils savent qu'au-delà de leurs forêts s'étendent de riches plaines où la vie est plus facile, où le soleil est plus chaud, les femmes plus belles. Les tribus s'organisent, la horde se forme et c'est la ruée formidable vers les peuples plus riches et plus heureux. Vous avez toutes entendu, Mesdames, ces poèmes si musicaux qui s'appellent le Sphinx et la Marche à l'Etoile : vous y voyez l'Egypte, ce joyau des terres fertiles, la première nation qui a joui des bienfaits de la civilisation ; vous la voyez successivement envahie par tous les peuples de l'univers, tout dernièrement encore par les Anglais. L'histoire de l'Egypte, mais c'est l'histoire de l'Italie, de la France, de la Grèce, de l'Arménie, de la Pologne.

La Pologne ? où pourrions-nous trouver un exemple plus impressionnant des malheurs qui attendent un peuple vaincu ? Nous connaissons tous ces luttes effroyables où tout un peuple se souleva contre l'envahisseur. Tour à tour, les Russes, la Prusse, l'Autriche s'emparent d'un lambeau de ce malheureux pays ; les efforts des Polonais furent héroïques, mais leur patrie dut mourir. En 1830, le maréchal russe Sébastiani, après avoir égorgé toute la population mâle de Varsovie, put envoyer à son maître cette sinistre dépêche : « L'ordre règne à Varsovie ». Terrible parole que je voudrais voir écrite et commentée chaque année, dans toutes les écoles de France.

Lorsque Dieu dit à la femme : Tu enfanteras dans la douleur, Dieu créa l'amour maternel, car si l'amour maternel est France ; aussi le sentiment patriotique est d'autant plus exalté la plus parfaite image de l'infinie tendresse, c'est qu'il est à sa base une indicible douleur. Et tous les sentiments qui se partagent le cœur de l'homme obéissent à la même loi de souffrance dans une nation que l'envahisseur lui fait plus durement sentir sa domination.

Il y a quelques années, une grande dame polonaise entra dans la maison d'un pauvre paysan, et là, accroché aux murs de la chaumière, elle aperçut trois portraits, ceux du pape Léon XIII, de Kosciusko et de Bismarck. Comment, s'écria-t-elle, oses-tu placer le portrait de Bismarck, notre plus cruel ennemi, entre ceux de notre saint père le pape et de notre héros national ? Et, gravement, le paysan lui répondit : J'ai placé là et j'honore le portrait de Bismarck, car c'est lui qui m'a fait comprendre que j'avais une patrie ! C'est en souffrant de tout son être, que ce pauvre paysan avait eu la notion de patrie et de liberté. Transportons-nous par la pensée dans une de ces chaumières polonaises, les fils de la maison rentrent de l'école, ils ont été cruellement battus de verges parce qu'ils continuaient à parler polonais ; l'un d'eux même a été condamné à plusieurs mois de prison ; la maison se démolit, le père n'a pas le droit de la réparer ou de la reconstruire, car seul l'allemand vainqueur peut construire un nouvel édifice. La terre qu'il cultive, le polonais ne la possèdera bientôt plus : le parlement prussien vient de voter une loi autorisant l'expropriation en masse de toutes les propriétés polonaises. Ces malheureux vaincus n'auront plus ni maison ni terre, ce ne seront plus que tristes chemineaux, allant de ville en ville mendier un peu de pain et acceptant pour prix de leur travail des salaires de famine.

Antimilitaristes de France, êtes-vous prêts à souffrir les mêmes maux ? continuerez-vous, après avoir médité ces tristes exemples, à nier l'utilité de la patrie, lien puissant qui unit tous les courages pour lutter contre l'envahisseur ? Non, Mesdames de la Croix-Rouge, vous éloignerez de nous ces mal-

heurs ; chacune, dans votre sphère, vous irez au peuple ; vous lui direz les malheurs qui l'attendent s'il se laisse aller à une coupable désespérance. Vous lui direz combien est trompeuse cette inscription : *Gloria victis*, qu'un sentimentalisme outré a laissé graver sur quelques monuments publics. Vous combattrez cet enseignement pernicieux, car la vérité n'est pas là. Le *Væ victis* ! Malheur aux vaincus ! de notre ancêtre le chef gaulois Brennus est une parole cruelle, mais c'est la seule vraie.

Le bonnet de Gessler, simplement posé au sommet d'une perche sur la place publique d'Althorf, fit plus pour l'affranchissement de la Suisse que tous nos *Gloria victis*, monument indigne d'un grand peuple qui ne veut point mourir.

A côté de ces formes de l'enseignement antimilitariste, qui s'adresse surtout aux classes les moins instruites de la nation, il en existe malheureusement d'autres, enseignements plus dangereux, car, s'adressant aux classes dirigeantes, c'est le cerveau, l'âme, l'intelligence même de la France que tentent de modifier d'habiles opérateurs.... Ces hommes, produits néfastes d'une civilisation trop raffinée, apparaissent au milieu de nous, comme dans la végétation luxuriante des tropiques naissent d'étranges fleurs, aussi belles à voir que dangereuses à respirer.

Rhéteurs habiles, ils connaissent la savante ordonnance des idées exprimées dans une langue souple et colorée. Historiens malfaisants, ils passent les meilleures des pensées qui font la noblesse de l'homme, au crible d'une critique implacable et malhonnête ; entraînés par l'unique désir de développer un scepticisme dissolvant, ils dissèquent si minutieusement toutes les fibres de notre sensibilité que bientôt nos nerfs ne sont plus que cordes effilochées incapables de vibrer.

C'est Anatole France dans la *Vie de Jeanne d'Arc*, et surtout dans l'*Ile des Pingoins*, transformant cet effort séculaire fait par nos aïeux pour former notre France, en une sorte d'« Aventure de Cartouche ou de Mandrin ». C'est Mirbeau, introduisant de vive force le *Foyer* sur la scène de la Comédie Française, et, de cette tribune où les paroles portent aux con-

fins du monde civilisé, abattant avec une sorte de rage maldive, tout ce que l'idéal humain a forgé de plus parfait ; faisant du héros de sa pièce une sorte de monstre moral présentant toutes les tares, voulant, en un mot, faire du musée Dupuy-trin un musée national.

Et derrière ces chefs d'école, la cohorte des disciples s'avance en rangs serrés, envahissant même les cours de la Sorbonne, cette acropole de la science française. La prospérité de cette école de scepticisme désespérant est un grand péril pour l'avenir et la vie même de notre pays.

Quel remède apporter à ce mal tous les jours grandissant ?

Je crois que ce serait en vain qu'un nouveau Saint Paul se dresserait sur les marches de l'Agora pour haranguer le peuple. La mentalité du peuple de France n'est plus celle du peuple d'Athènes ; le seul remède efficace sera, j'en demande pardon aux mères qui m'écoutent, une grande guerre qui assurera d'autant plus le relèvement national que le fer ennemi aura pénétré et blessé plus cruellement.

Aussitôt que l'ennemi menacera nos frontières, à l'heure où sera violé le sol de la patrie, un souffle d'enthousiasme héroïque soufflera sur notre pays et nous verrons, j'en ai la ferme espérance, tout le peuple de la douce mais fière France se ruer vers les frontières. Que pèseront alors les doctrines antimilitaristes ? Peu de chose, ce ne seront plus que scories sans valeur rejetées par le métal en fusion de la cloche toujours vivante, image de la patrie.

Aussi, Mesdames de la Croix-Rouge, vous qui grâce au bénéfice d'une instruction supérieure, avez su comprendre les leçons de l'histoire, vous devez sans cesse vous préparer au rôle qui vous incombera un jour.

Au moment de la mobilisation, à cette heure où vos maris, vos fils, vos frères abandonneront votre logis pour courir à la frontière, vous aussi vous devrez remplir les fonctions que la patrie vous a confiées. Rôle complexe, difficile, demandant des études préparatoires.

Là-bas, vers les marches de l'Est, au-delà des grandes plaines de la Champagne, l'état-major de la guerre a groupé des

forces considérables, c'est le matin d'une grande bataille ; l'aube vient à peine de paraître, une clarté laiteuse rend encore imprécis les paysages embrouillardés. Un silence impressionnant règne sur les campagnes, mais bientôt de sourdes rumeurs se propagent augmentant l'angoisse mystérieuse de la grande scène qui se prépare. La tactique moderne a ses exigences : pas un appel de clairon ne strie l'air de ses notes vibrantes ; pas un roulement de tambour ne vient, remontant les courages, signaler la présence des forces cachées.....

L'heure a sonné, l'élan est donné, la formidable machine entre en mouvement, le soleil monte vers l'horizon, le contour des objets se précise, et, lentement, de toutes parts, se profilent les masses sombres de l'armée ; bataillons, escadrons, batteries convergent vers le but assigné.

Ah ! femmes de France, abandonnez vos logis, accourez près des portes de la ville, sur les bords abrupts des chemins encaissés et là, bien en vue, de toutes vos forces, à plein gosier, acclamez le soldat qui passe. Que la dernière vision de ces héros qui vont à la bataille soit celle de vos purs visages, ô jeunes filles que l'émotion pâlit ; que vos regards rencontrent leurs regards, communiez dans une même pensée d'enthousiasme ; il n'est point de plus précieux viatique pour ceux qui, cherchant la gloire, vont peut-être à la mort.

La bataille vient d'avoir lieu... lentement, douloureusement, les longues théories de blessés s'acheminent vers les ambulances pour vous demander aide et réconfort. Savamment instruites pendant les loisirs de la paix, vous leur donnerez les soins utiles. Le chirurgien opère... dociles et attentives, vous remplirez avec intelligence le rôle d'aides, si important dans les opérations aseptiques modernes. Le malade est rapporté vers sa couche sans force, sans volonté ; et c'est alors que votre responsabilité augmente encore puisque nous remettons sa vie entre vos mains. Ces blessés, vous les entourerez d'une pitié douce et souriante : Etre souriante, n'est-ce point là, Mesdames, la première de vos qualités ? Si le rire est le propre de l'homme, le sourire est sans conteste l'apanage de la femme. Le sourire, frémissement du visage presque insaisissable,

geste subtil et expressif de tous les sentiments féminins ; sourire de tendresse, sourire de pitié, sourire de défi, sourire d'amour, sourire douloureux, sourire joyeux ; tour à tour ils viennent, Mesdames, donner à votre physionomie son charme si troublant, sorte de brève ivresse pour la froide raison de l'homme, voile d'un tissu léger qui nous cache la triste réalité des choses d'ici-bas. Par la vertu de votre sourire, la douleur n'est plus qu'un vain mot, la mort devient facile.

Comme l'étincelle jaillit du tison enflammé, le sourire est un reflet de votre intelligence et de votre cœur, étincelle brillante qui nous éblouit, nous émeut, mais ne fait que passer.

C'est en vain que le photographe, stupide ouvrier d'art, vous demande de le fixer sur ses papiers chimiques, le sourire est chose vivante de trop précieuse et trop noble origine pour se laisser surprendre.

Peindre un sourire, ou plutôt essayer d'en donner l'image, un seul homme y a réussi et pour avoir créé cette œuvre magique, depuis plus de trois siècles, Léonard de Vinci est le premier des peintres. Car la Joconde sourit et grâce à ce sourire la Joconde vit toujours.

Ne faisait-elle pas partie de la Croix-Rouge, cette héroïne de *Cyrano*, Roxane, qui si bien connaissait la puissance d'un sourire ?

Roxane est arrivée dans le camp des Français assiégés par les Espagnols, de Guiche lui demande :

— *Comment avez-vous fait pour traverser leurs lignes ?*

— *J'ai simplement passé dans mon carrosse au trot.*

Si quelque hidalgo montrait sa mine allière,

Je mettais mon plus beau sourire à la portière

Et ces Messieurs étant, n'en déplaise aux Français,

Les plus galantes gens du monde... je passais.

Vous me pardonnerez, Mesdames, cette longue digression sur le sourire, sujet qui paraît étranger à nos travaux ; mais la théorie militaire, pour inspirer confiance aux soldats, leur enseigne l'usage et la qualité de leurs armes. Mesdames de la Croix-Rouge, vous devez aussi connaître l'usage et la qualité

de vos armes. Appelées à vivre au milieu de blessés plus ou moins désespérés, vous permettrez à un médecin de vous dire que vous serez nos meilleures collaboratrices, si vous savez faire régner dans nos salles d'hôpitaux la confiance et la gaieté.

Quelquefois aussi, vous songerez, Mesdames, qu'il est en France des millions de mères pour qui toutes les lumières du ciel ne sont point éteintes. A ces heures où nul espoir n'est permis, où la mort seule terminera de cruelles souffrances, ces mères de France vous chargent d'une mission que vous devez accepter quelles que soient vos opinions philosophiques : elles veulent que leur fils meurent en chrétiens. Avec un tact infini, vous saurez accomplir votre devoir.

Et plus tard, alors que la paix sera signée, vous irez à travers les campagnes de France, vous retrouverez avec joie ces vaillants laboureurs que votre habileté arracha à la mort : vous visiterez les logis de ceux qui tombèrent pour la patrie ; là vous trouverez une femme, une mère éplorée et vous laisserez parler votre cœur !

Pour ces œuvres de miséricorde, vous serez bénies entre toutes les femmes, car aussi bien que les soldats héroïques, vous aurez rendu la France plus grande, plus belle, plus aimée.

ANTHOINE DE RAFFIN POTHON

Sénéchal d'Agenais, à la canonisation de S. François de Paule

Au lendemain des magnifiques fêtes données dans la Ville Éternelle pour la béatification de Jeanne d'Arc, c'est presque de l'actualité que d'attirer l'attention sur des cérémonies du même genre, alors même que près de quatre siècles nous en séparent. Néanmoins la description qu'on pourrait en faire serait inopportune dans un milieu de travailleurs dont le but principal est d'étudier l'histoire de leur province, si précisément il ne s'agissait de montrer à ses compatriotes le rôle qu'a joué, à cette époque, à la Cour de Rome et, comme un des trois ambassadeurs du roi François I^{er}, Antoine de Raffin dit Pothon, seigneur de Puycalvary et sénéchal d'Agenais.

Le serviteur de Dieu auquel il s'agissait de donner les honneurs de l'inscription au calendrier des saints n'était autre que François de Paule, le fondateur de l'Ordre des Minimes. On se souvenait encore à la Cour de France que « le bonhomme », comme l'appelaient les courtisans de Louis XI, avait jadis quitté sa patrie, la Calabre, pour venir à l'appel du vieux roi malade et que ce dernier implorait, à genoux, ses prières, afin d'obtenir la prolongation d'une vie qui n'avait pas été sans reproches. Il avait amené avec lui quelques-uns de ses religieux auxquels il prescrivait, avec la vie des anciens ermites, un carême perpétuel, et à cause du surnom, un peu dédaigneux, qu'on lui attribuait, les premiers Minimes, établis dans notre patrie, furent connus sous le nom de *bonshommes*. Les *bonshommes* eurent, par la suite, assez d'influence pour intéresser à la cause, toute italienne, de leur fondateur, deux reines de France, et, par elles, le roi François I^{er}. — Voici, en effet, ce que nous lisons (p. 243), dans un volume

in-4°, imprimé à Paris, chez Cramoisy, en 1655, et intitulé *Le Portrait en petit de saint François de Paule, instituteur et fondateur de l'Ordre des Minimes ou l'histoire abrégée de sa vie, de sa mort et de ses miracles, etc., etc..., par le P. Hilarion de Coste, religieux de l'Ordre :*

« Le roi François I^{er} envoya trois ambassadeurs, à
« Rome, Denis Briçonnet, évêque de Saint-Malo (1), Lucas
« doyen de Sainte-Croix d'Orléans et Antoine Rafin, dit Po-
« thon, *qui estoit seneschal d'Agenois*, et capitaine des gar-
« des du corps, pour demander, avec instance, au nom de
« S. M. très chrestienne, la canonisation du bienheureux
« François de Paule au pape Léon X, qui, inclinant aux jus-
« tes désirs de ce grand monarque, de la reine Claude son
« épouse, de Louyse de Savoye, duchesse d'Angoulême,
« d'Anjou et de Valois, sa mère, etc..... le déclara et rangea
« au catalogue des saints le premier jour de may 1519. »

Notre regretté confrère, M. Joseph Beaune, a donné de nombreux détails sur Antoine de Raffin dit Pothon, le seul de ces trois ambassadeurs, personnages distingués du commencement du xvi^e siècle, qui nous intéresse (2). Il a toutefois omis cette importante ambassade et cette omission lui aurait valu d'amers reproches de la part du P. Hilarion de Coste, car ce bon religieux considérerait le sénéchal d'Agenais comme le plus marquant parmi les représentants de notre pays, envoyés à la cour de Léon X.

Il exprime naïvement cette admiration dans une note de son livre sous la page que nous venons de transcrire (3), note que l'on nous permettra de reproduire ici :

(1) Le P. Hilarion de Coste semble avoir confondu le Cardinal Guillaume (et non Denis) Briçonnet, évêque de Saint-Malo, qui joua un rôle important sous les règnes de Louis XI, Charles VIII et Louis XII et qui engagea Charles VIII à faire la conquête de l'Italie avec autre Guillaume Briçonnet, fils que le précédent avait eu avant d'entrer dans les ordres, et qui fut évêque de Lodève et de Meaux. Tous les dictionnaires biographiques disent, en effet, que le Cardinal Briçonnet mourut en 1514. Il ne pouvait donc assister, en 1519, à la canonisation de S. François de Paule. Son fils, l'évêque de Meaux, ne mourut qu'en 1534.

(2) *Revue de l'Agenais*, sept.-octobre 1905.

(3) Note 1 de la page 243.

« Il faut n'estre pas du monde pour ignorer qui a esté An-
« toine Raffin dit Pothon, seigneur de Pécalvary, de Beaucaire,
« et d'Azay-le-Rideau, seneschal d'Agenois et capitaine de
« cent archers de la garde du Roy, gouverneur de Cherbourg
« en Normandie, de Marmande en Gascogne et de la Sau-
« vetat sur la rivière du Drot, auprès de Bergerac, qui fut
« gouverneur, sur ses vieux ans, du roi François II qui fut roi
« d'Ecosse et dauphin de Viennois, comme j'ay remarqué
« dans la page 75 de *l'Histoire des Daufins* et 305 de celle des
« *Gouverneurs des Daufins*. C'est l'ayeul maternel de feu
« M. Henry Louis Chasteigner de Laroche-pozay, évesque de
« Poitiers, et d'Artus de Lezignen, marquis de Balon, en
« Maine, et seigneur de Lansac, mari de Madame Françoisse
« de Souvré, marquise de Lansac, gouvernante de notre roy
« Louis XIV et de Monsieur le duc d'Anjou, dame fort pieuse
« et vertueuse, mais, parceque sa modestie est aussi réservée
« en la louange des vivants que la vérité est libérale en celle
« des morts, je ne veux pas la louer, mais je diray seulement
« qu'elle a fait paraître en toute occasion, sa dévotion envers
« saint François de Paule. »

Comme on peut être du monde au xx^e siècle et ignorer l'existence d'Antoine de Raffin-Pothon, nous rappelons, d'après M. J. Beaune, qu'il appartenait à une famille originaire du Rouergue dont une branche s'établit en Agenais, au commencement du xv^e siècle. C'est à la suite d'une alliance avec Catherine de Cuzorn qu'elle se fixa au château de Perricard. Le cinquième fils de cette dernière, Armand de Raffin, se maria, le 9 juin 1477, avec Florette de Latour, fille de noble Jacques seigneur de Rayniès et de Puycalvary et d'Antoinette de Grimoard. Florette avait une sœur Jeanne qui, le même jour, épousait le neveu d'Armand, auquel avait été attribué Perricard. Jacques de la Tour, n'ayant pas d'héritier mâle, laissa à sa fille aînée la belle terre de Puycalvary et c'est ainsi que le fils de Florette né, comme on le voit, dans le dernier quart du xv^e siècle, Antoine dit Pothon, le futur sénéchal d'Agenais, devint, par sa mère, seigneur de Puycalvary. La date du contrat de mariage de 1477 nous fixe approximativement sur

l'âge de l'ambassadeur de François I^{er}, lequel devait avoir environ quarante ans, quand il se rendit à la cour de Léon X.

Il était alors, dit le P. Hilarion de Coste, sénéchal d'Agenais. Cette affirmation du savant religieux semble contredite par un passage du livre de raison de Daurée d'Agen publié par M. Georges Tholin (1) et que voici : *an 1520*. « En ladite
« année et le treiziesme de décembre, Anthoine Raffin dict
« Pothon, sieur de Puycalvary, fist son entrée dans Agen
« comme seneschal, auquel feust faict grand honneur par
« messieurs de la ville et de la cour du seneschal et bazochiens
« estant vestus de blanc et ledict jour pleust fort à ladicte
« entrée. »

Si la date de l'entrée dans Agen suivait de peu la nomination au sénéchalat, il aurait été impossible que l'ambassadeur de François I^{er} ait put être qualifié à Rome, le 1^{er} mai 1519, de sénéchal d'Agenais n'ayant occupé cette fonction que plus d'un an après.

M. J. Beaune, dans sa généalogie manuscrite des Raffin, dit bien qu'en 1518 le sénéchal était Artus de Cossé de Gonor, mais il n'indique ni l'époque où ce dernier sortit de charge ni celle où Anthoine Raffin fut nommé. MM. Philippe Tamizey de Larroque et Dubois ont relevé dans la *Revue de Gascogne* et dans la *Revue d'Agenais* ce qui intéressait notre région dans les volumes parus du *Catalogue des actés de François I^{er}* (2). Mais dans ces extraits contenant souvent le nom d'Anthoine Pothon de Raffin, on ne trouve pas la nomination de cet heureux favori du Roi qui devait plus tard, en 1534, recevoir de la magnificence du prince cette belle terre d'Azay le Rideau, en Touraine, confisquée sur Gilles Berthelot (3). Il ya donc lieu de se demander si la nomination a précédé de plus d'un an l'entrée solennelle à Agen, ou si le P. Hilarion de Coste n'a pas fait une erreur qu'explique le long sénéchalat d'Anthoine Pothon (4).

(1) *Le livre de Raison des Daurée d'Agen (1491-1671)*, par G. Tholin, p. 98.

(2) *Revue de Gascogne*, t. xxxiii et suiv., *Revue de l'Agenais* (juillet-août 1906).

(3) Manuscrit Jos. Beaune.

(4) Voir *Aide-Mémoire pour servir à l'« Histoire de l'Agenais »*, par M. de

Antoine se maria deux fois. De sa première femme, Jeanne de Lalande, fille de Gaston, seigneur de Tastes, et de Marie d'Escodéca de Boisse, il eut François de Raffin, capitaine des gardes du Roi, chambellan et gouverneur des enfants de France qui, en 1553, le remplaça au sénéchalat. La seconde femme d'Antoine de Raffin-Pothon, Philippe de Bayssey, était veuve, depuis 1513, de Jean du Puy, seigneur de Coul-dray, chambellan de Louis XII, grand maître et réformateur des eaux et forêts de France. C'est peu avant le voyage de Rome qu'elle l'épousa et il n'en eut pas d'enfants. Quant à François, le second sénéchal du nom de Raffin (1), il s'était marié avec Nicole Le Roy de Chavigny, fille de Guyon, vice-amiral de France. De ce mariage ne semble être née qu'une fille, Antoinette de Raffin-Pothon, qui épousa Guy de Lusignan de St-Gelais, chevalier des ordres du Roi, capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, seigneur de Lansac, Pressy-sur-Oise, Cornefons, La Mothe St-Heraye, etc., premier baron d'Angoumois, gouverneur pour le roi de la ville et château de Blaye et de Brouage. Il succéda à son beau-père comme sénéchal d'Agenais, mais ne remplit pas longtemps cette fonction qui fut dévolue la même année à François de Durfort de Bajamont. — Nous avons publié dernièrement, avec M. l'abbé Dubois, *le rôle de la compagnie d'hommes d'armes et d'archers qu'il commandait en 1580* (2).

On a vu que François Pothon de Raffin avait épousé Nicole Le Roy de Chavigny. La sœur de cette dernière devint la femme de François du Plessis de Richelieu, arrière grand-père du cardinal qui se trouva ainsi cousin assez peu éloigné de Madame de Lusignan de Lansac, dame de Puycalvary. C'est là un détail qui a échappé au P. Hilarion de Coste, lorsqu'il a plus haut magnifié la famille. Ceux que nous venons de donner ont eu pour but d'éclaircir sa note.

Bellecombe, édité par M. Tholin, donnant comme *très probable* le sénéchalat d'Artus de Cossé en 1519 et ne faisant remonter le sénéchalat d'Antoine de Raffin qu'en 1520.

(1) Voir sur ce second sénéchal de Raffin l'étude de M. J. Beaune (*Revue de l'Agenais*).

(2) *Revue de l'Agenais* et tirage à part. (Agen, Impr. Moderne 1906).

Dans sa généalogie manuscrite de la maison de Raffin, M. Beaune ne donne à François de Raffin que deux sœurs : Jeanne qu'il croit être désignée sous le nom d'Antoinette dans la généalogie de Châteigner, insérée au *Dictionnaire des familles nobles de Poitou*. Cette Jeanne, femme de Georges du Puy, chevalier seigneur du Coudray-Bellefaye, etc., eut une fille Claude du Puy, qui épousa le 15 janvier 1567 Louis de Chasteigner, chevalier des Ordres du Roi, conseiller en ses Conseils d'Etat et privé, capitaine de 50 hommes d'armes de ses ordonnances, lieutenant général de la Haute et Basse Marche. — La seconde sœur de François aurait été religieuse annonciade à Bourges.

Quant à Artus de Lusignan de Lansac, il n'était pas le petit-fils mais l'arrière petit-fils d'Antoine de Raffin Pothon.

Le terme d'aïeul est donc employé d'une façon générale par le P. Hilarion pour désigner ici un bisaïeul. Artus était fils de Guy de Lusignan et d'Antoinette de Raffin, petit-fils de François de Raffin, fils lui-même d'Antoine.

M. l'abbé Dubois qui doit, en s'aidant du manuscrit de M. Beaune qu'il complètera, nous donner une généalogie de la maison de Raffin, expliquera avec beaucoup plus de détails ces relations généalogiques.

Après les notes destinées à faire connaître l'illustration de la maison et des alliances d'Antoine de Raffin, le P. Hilarion parle des présents que les ambassadeurs apportèrent à Rome. « Les trois ambassadeurs, dit-il, M. de Saint-Malo, M. le « doyen d'Orléans et M. de Pécalvary portèrent les offrandes « à la messe de canonisation de Saint François de Paule, sca- « voir M. de Saint-Malo deux cierges et deux tourterelles « vives, encloses dans un petit panier doré, M. le doyen « d'Orléans deux pains, l'un doré et l'autre argenté avec deux « colombes blanches aussi en vie et enfermées dans un petit « panier argenté, M. de Pécalvary deux barillets pleins de « vin, l'un doré et l'autre argenté, avec un petit panier peint « de diverses couleurs et plein aussi de petits oiseaux vifs « de diverses espèces. »

Peut-être ces sortes d'offrandes étaient-elles d'usage dans

une cérémonie semblable, car le P. Hilarion, après en avoir fait l'énumération, renvoie immédiatement aux chapitres 25 et 26 du traité de la canonisation des saints par le R. P. François-Victor, religieux minime et petit-neveu de saint François de Paule.

Nous nous souvenons avoir vu, il y a bien des années, un lâcher de petits oiseaux dans la cathédrale Saint-Sauveur d'Aix-en-Provence au milieu de la messe de minuit, pendant la solennité de la Noël. Leur gazouillement, sous les hautes voûtes du temple, faisait un effet étrange mais charmant, complétant celui produit par les notes de l'orgue, rappelant les chants des bergers de Bethléem. — Il en fut ainsi lors de la canonisation de saint François de Paule. Lorsque nous vîmes pour la première fois, à Brioude, chez notre savant ami, M. Paul Le Blanc, un portrait du bienheureux, peint en camaïeu et qu'une inscription du ^{xvii}^e siècle disait être la reproduction d'un autre contemporain de ce personnage, M. Le Blanc nous dit que ce portrait était dans sa famille depuis une époque fort ancienne et que la tradition voulait qu'un des siens, ayant accompagné, à Rome, le sénéchal d'Agenais, ait ouvert la cage d'où « les oyseaulx vifs de diverses espèces » auraient pris leur vol.

C^{te} DE DIENNE.

LE CHEF D'ESCADRE JEAN DE BARRAILH

ET L'ANOBLISSMENT DE SA MAISON DE SAVIGNAC

(7 Mars 1746)

Messire Jean de Barrailh, commandeur de l'ordre militaire de S^t Louis, chef d'escadre des armées royales de Sa Majesté, commandant la marine au département et port de Rochefort (1), possédait dans la seigneurie de Montastruc, paroisse de Savignac, trois métairies, la métairie de Savignac, celle de Glory et celle de Ringuet qui relevaient directement quant aux rentes et autres droits et devoirs seigneuriaux de la baronnie de Montastruc. Il demanda au seigneur, messire Joseph-Clément-Marie de Grossoles, comte de Flamarens, seigneur d'Aurenque, Peyrecave, S^t-Blancard et autres lieux, colonel d'infanterie, chevalier de l'ordre de S^t Louis, de vouloir bien anoblir la maison de Savignac et «ses préclautures», enfin d'en amortir la rente sous l'hommage et tels devoirs qu'un vassal doit à son seigneur, le droit de justice restant réservé au comte de Flamarens.

A cet effet, le chef d'escadre de Barrailh, établi en la maison du Roy à Rochefort, fonda de procuration son neveu, Jean de Barrailh, lieutenant au régiment de Penthievre-Infanterie (15 février 1746) (2).

Le comte de Flamarens consentit à cet anoblissement, il anoblit à perpétuité de rente seigneuriale pour Jean de

(1) M. J. Dubois a déclaré à la *Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen*, que dans un document qu'il possède, Messire Jean de Barrailh était qualifié d'*Amiral des Escadres du Levant*.

(2) Jean de Barrailh, neveu de l'amiral, avait pour père Anthoine de Barrailh sieur de Palènes, près le Temple de Breuil, et pour mère, demoiselle Marie Lambert (Reg. par. du Temple, an. 1708-1709 et ailleurs). Jean de Barrailh était au Temple de Breuil le 1^{er} février 1746 (Voir plus loin).

Barrailh et ses successeurs la maison de Savignac avec dix-huit cartonnats formant les préclotures de ladite maison, disposés en carré long et compris au milieu des fonds ruraux ou roturiers du chef d'escadre. Il aura droit et pouvoir de se dire et qualifier seigneur de la maison noble de Savignac « avec droit de girouette, viviers, estangs, fue (fuie) (1), pigeonnier, clavier et garennes, à la charge et condition de luy rendre la foy et l'hommage à présent et à chaque mutation de seigneur et de vassal soubz le devoir seulement d'une paire de gants blancs ».

Les métairies de Savignac, Glory et Ringuet restaient ce qu'elles étaient, c'est-à-dire roturières (2).

Par estime et considération pour Jean de Barrailh, le comte de Flamarens fit l'anoblissement en toute gratuité et le déchargea de la rente qu'il payait à la baronnie de Montastruc, dont étaient chargés les dix-huit cartonnats anoblis.

En conséquence de ces conventions, le procureur constitué, Jean de Barrailh, son neveu, mit genoux en terre devant le seigneur baron de Montastruc, tête nue, sans épée ni éperon, lui portant foi et hommage, lui remettant une paire de gants blancs et lui promettant de lui être et demeurer bon et fidèle vassal.

Le baron de Montastruc le releva et l'embrassa comme bon et fidèle vassal, promettant de lui être bon et féal seigneur.

Ceci se passait au château de Montastruc le 7 mars 1746

D^r COUYBA,

(1) La *fuie* était un petit colombier monté sur un pilier. Le colombier était une tour ronde ou carrée isolée. La fuie n'avait qu'une seule ouverture pour les pigeons. Les gentilshommes avaient seuls droit au colombier. Celui-ci était l'indice du fief ou de la haute justice seigneuriale.

(2) Ces trois métairies s'étendent du N. au S., sur une longueur de plus d'un kilomètre, dans l'ordre suivant Ringuet, Savignac, Glory, à environ une lieue de Monclar d'Agenais.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

15 février 1746.

Par devant les notaires royaux de la ville de Rochefort (1), sous-signés, feut présent messire Jean de Barrailh, commandeur de l'ordre royal de Saint Louis, chef d'escadre des armées navales de Sa Majesté et commandant la marine au département et port de Rochefort, demeurant en cette ville, lequel a fait et constitué son procureur général et spécial, l'une qualité ne dérogeant à l'autre, sieur Jean de Barrailh son neveu, lieutenant dans le régiment de Penthievre-Infanterie (2), pour et au nom dudit seigneur constituant se transporter au château de Montastruc en Agenois vers et auprès du haut et puissant seigneur messire Joseph-Clément-Marie de Grossolles, chevalier, seigneur comte de Flamarens, seigneur de Montastruc, Aurenque, Peirecave, St.-Blancard et autres lieux, colonel d'infanterie, chevalier de l'ordre militaire et royal de St. Louis, pour avoir l'honneur de lui exposer et représenter qu'il possède dans sa terre et seigneurie de Montastruc une maison appelée de Savignac, avec trois métairies qui en dépendent, appelées de Savignac, Glory et Ringuet, le tout rural et sujet à la directité et rentes, autres droits et devoirs seigneuriaux deus à ladite seigneurie de Montastruc, qu'il souhaiteroit que ledit seigneur vouleut par une grâce particulière et une marque de distinction, luy amortir la rente due et établie tant sur ladite maison de Savignac que sur les préclatures d'icelle et luy en faire un anoblissement à titre de maison noble de Savignac, sous la foy et hommage et sous tel devoir qu'il voudra imposer, que tout vassal est obligé de rendre à son seigneur avec tels droits honorifiques qu'il voudra joindre à cet anoblissement, à la charge et condition que le droit de justice demeurera expressément réservé audit seigneur comte de Flamarens, de même que les droits et devoirs seigneuriaux établis sur les autres

(1) Timbre de la généralité de La Rochelle. En marge : Ne Variatur (sic) BARRAILH

(2) Au baptême de noble Charles de Lard, fils de noble Jean, écuyer, sieur de Bordenave, et de dame Jeanne d'Albert de Laval de Parasol (1^{er} février 1746) figurait comme parrain, au lieu et place de Charles de Lard, sieur de Bordenave, lieutenant d'infanterie, messire Jean de Barrailh, lieutenant au régiment de Penthievre. (Reg. par. du Temple-de-Breuil, reg. 1732-1749).

fons, qui demeureront dans leur force et valeur, faire faire le piquetement du fond qui sera anobly, en marquer et régler les contenances et limites, remercier très humblement ledit seigneur de tout ce qu'il aura la bonté de faire à cet égard, luy rendre la foy et hommage en la manière qu'il conviendra avec luy sous le devoir stipulé dans l'acte d'anoblissement, s'obliger de rendre foy et hommage audit seigneur et ses successeurs à l'avenir, à chaque mutation de seigneur et de vassal, et faire la prestation du devoir attaché audit hommage, fournir son dénombrement dans les quarante jours pour être blâmé (1) comme de droit et rendre audit seigneur tout d'roit et honneur deus à sa qualité de seigneur et à son rang, et généralement faire tout ce qui sera requis et nécessaire sans préjudice de la reconnoissance féodale des autres fonds et de la rente y jointe, promettant d'avoir le tout pour agréable, ferme et stable et ne le révoquer ains l'approuver et du tout relever le procureur indemne sans obligation de tous ses biens présents et avenir. Fait et passé audit Rochefort, maison du Roy, demeure dudit seigneur constituant, le 15 février 1746.

BARRAILH.

Scellé, SIMON, TAYEAU, notaires royaux.

Controlé à Rochefort, le 15 février 1746, reçu douze sols.

MELDIS ?

Requête Barrailh

Nous Jacques Massias, conseiller du Roy, président, lieutenant général, commissaire enquêteur et examinateur au siège royal de Rochefort, certifions à tous qu'il appartiendra, que M^{es} Simon et Tayeau qui ont reçu et signé la procuration cy-dessus et des autres parts sont notaires royaux en cette ville et que foy est ajoutée aux actes qu'ils passent journellement. En foy de quoi nous avons signé ces présentes pour valloir et servir ce que de raison.

Fait à Rochefort en Nôtre Hôtel, le 15 février 1746 (2),

MASSIAS

Scellé à Rochefart, le 15 février 1746, reçu 15 sols.

MELDIS.

(1) En droit féodal, on disait qu'un dénombrement était *blâmé* lorsqu'une quelconque ou plusieurs parties composantes du fief étaient omises dans le dénombrement.

(2) 1746, Répert. Lamartigne (intercalé p. 200-201).

*Hommage rendu par Messire Jean de Barrailh
au seigneur de Montastruc*

Le septième jour du mois de mars mil sept cent quarante-six, dans le chasteau de Montastruc en Agenois, après midi, par devant moy, notaire royal soubsigné, présans les témoins bas-nommés, feust présent M^r Jean de Barrailh, lieutenant dans le régiment de Pentièvre-Infanterie, demeurant ordinairement au Temple-de-Breuil audit Agennois, procédant en vertu de la procuration de messire Jean de Barrailh, son oncle, commandeur de l'ordre royal (de) Saint Louis, chef d'escadre des armées navales de Sa Majesté et commandant la marine au département et port de Rochefort y demeurant, passée dans la maison du Roy devant M^{es} Simon et Tayeau notaires audit Rochefort, le 15 février dernier, scellée et contrôlée audit lieu de Rochefort, légalisée par M. Massias, conseiller du Roy, lieutenant général au siège royal de Rochefort, représentée en original, contre-signée par ledit sieur procureur constitué *ne varietur* et remize devers moy, notaire, pour estre annexée à ses présentes, lequel dit sieur procureur constitué adressant ses paroles à haut et puissant seigneur messire Joseph-Clémans-Marie de Grossolles, chevalier, seigneur comte de Flamarens, seigneur de Monstastruc, Aurenque, Peyrecave, St-Blancard et autres lieux, colonel d'infanterie, chevalier de l'ordre militaire et royal de S^t Louis, habitant au présent chasteau, a eu l'honneur de lui exposer et représanter que ledit Jean de Barrailh, son oncle, constituant, possède dans la présente tère et seigneurie de Montastruc une maison appelée de Savignac avec trois métairies qui en dépendent appelées de Savignac, Glory et Ringuet, le tout rural et sujet à la directité et rentes, autres droits et devoirs seigneuriaux deus à ladite seigneurie de Montastruc, qu'il souhaiterait que ledit seigneur comte de Flamarens vouleut par une grâce particulière et une marque de distinction luy amortir la rente deue et establie tant sur ladite maison de Savignac que sur les préclatures d'ycelle et luy en faire un anoblissement à titre de maison noble de Savignac soubz la foy et hommage et soubz tel devoir qu'il voudra imposer que tout vassal est obligé de rendre à son seigneur, avec tels droits onorifiques qu'il voudra joindre audit anoblissement à la charge et condition que le droit de justice demeurera expressément réservé audit seigneur comte de Flamarens, de même que les droits et devoirs seigneuriaux establis sur les autres fons quy demeureront dans leur force et valleur, ayant pouvoir de faire le piquetement du fonds quy sera anobli soubz l'offre

de rendre la foy et l'hommage en la manière qu'il conviendra soubz les devoirs quy sera réglé, s'obligeant de rendre semblable foy et homage audit seigneur et ses successeurs, à l'advenir à chaque mutation de seigneur et de vassal et faire la prestation du devoir attaché audit homage, fournir son dénombrement dans les quarante jours pour estre blâmé comme de droit et rendre audit seigneur tout droit et honneur deus à sa qualité de seigneur de son rend (rang) sans préjudice de la reconnaissance féodale des autres fons et de la rente y jointe, priant le seigneur comte de Flamarens de luy octroyer la grâce requise, de laquelle procuration lecture ayant esté faite, ensemble du contenu sy-dessus conforme à ladite procuration, ledit seigneur comte de Flamarens voulant honorablement traiter ledit sieur de Barrailh constituant et luy donner des remarques d'estime, de considération et de distinction, adhérant à la prière sy-dessus faite, contenue aussy dans ladite procuration, a de son bon gré et libérale volonté pour luy et ses successeurs à l'advenir et à perpétuité anobly comme il anoblit par ses présantes de rente seigneuriale en faveur dudit sieur de Barrailh constituant et ses successeurs tant en ligne directe et collatérale masculine et féminine et tous autres qui de luy auront droit et cause à perpétuité la susdite maison de Savignac située dans la présente juridiction ou autre quy pourra estre édifiée au lieu et place d'icelle dans le territoire sy-après désigné, comme aussy anoblit comme il anoblit de rente par ses présantes dix-huit cartonnats de fonds formant les préclotures de ladite maison de Savignac, faisant ensemble un carré long, confrontant du levant à un petit chemin de service entre les possessions anoblies et les autres fons ruraux, le premier piquet pour former les limites ayant esté planté dans l'angle du Nort, au levant, sur un petit tap élevé d'ou l'on tire une ligne droite le long dudit petit chemin de service jusques audit grand chemin qui va de Monclard à Tombebœuf où sur le bord dudit chemin le second piquet a esté planté; du Midi au dit grand chemin qui va de Monclard à Tombebœuf jusques et au dessous de la maison de Savignac où le troisième piquet a esté planté; du couchant à la terre restante en rotture dudit sieur de Barrailh constituant, d'ou il a esté tiré une autre ligne au-dessous de la maison entre icelle et un ruisseau au bout de laquelle il a esté planté un quatrième piquet vizant depuis le grand chemin à la fue (1) dudit seigneur de Flamarens qui est au présent

(1) Le seigneur de Montastruc avait une métairie au Nord du Ringuet qu'on appelle encore la *Métairie de Madame*

lieu et du Nord aux fonds ruraux restant audit sieur constituant, le long desquels a esté tiré une autre ligne droite pour aboutir au premier piquet planté dans le lieu désigné où aboutit aussy un petit chemin de service qui desant de la maison de Savignac (1) lequel fonds ainsin désigné et piquetté renferme les dix-huit cartonnats de terre faisant ensemble deux sexterées et un quart de sexterée, la sexterée composée de huit cartonnats, le cartonnat de soixante-douze escats et l'escat de douze pieds et demy de Roy, mesure d'Agen, lequel fonds ainsin désigné le seigneur comte de Flamarens a anobli de rente avec avec droit et pouvoir de se dire et qualifier seigneur de la Maison Noble de Savignac, avec droit de girouette, viviers, estang, fue, pigeonier, clapier et garennes à la charge et condition de luy rendre la foy et homage à présent et à chaque mutation de seigneur et de vassal soubz le devoir seulement d'une père de gans blancs et de fournir un dénombrement dans les quarante jours après l'homage pour estre blâmé ainsi que de droit sauf de cette foix que ledit sieur de Barrailh demeurera déchargé du dénombrement, se réservant ledit seigneur tout droit de haute, moyenne et basse justice sur la maison et fons anoblis et le droit de lotz et ventes ou de retrait en cas d'aliénation et tous ses autres droits et devoirs seigneuriaux sur lesdits trois domaines de Savignac, Glory et Ringuet ainsin et de la manière qu'il est porté par ses titres et dont il se réserve la recognoissance féodalle et pour donner audit sieur de Barrailh de marques plus particulière d'estime et de considération ledit seigneur comte de Flamarens a fait le présent anoblissement gratuitement dans lequel terrain sy dessus soubcrit et limitté demeure compris un vaquant qui peut estre de deux cartonnats ou environ, faisant partie desdits dix-huit cartonnats limittés et confrontés, consentant ledit seigneur que la rente établie sur la terre dudit sieur de Barrailh soit diminuée et retranchée tant en grains que argent de tout le terrain anobly quy se trouvera au dessus du vaquant cédé, lequel ne paiera pas de rente non plus que le terrain sy dessus limité et confronté.

Tout quoy a esté ainsin accepté par ledit sieur procureur constitué dont il a très humblement remercié ledit seigneur comte de Flamarens et en conséquence de ladite acceptation, prenant dans le même instant la qualité de vassal homager et de seigneur de la Maison Noble de Savignac en vertu de la procuration sy dessus et de la con-

(1) Il n'est pas difficile de suivre ce piquettement sur la carte cantonale du canton de Monclar (aujourd'hui le Mont-Clar !)

cession faite par ledit seigneur, désirant rendre son homage et priant le seigneur de l'accepter, a mis les genoux en terre, nue teste et sans épée, ni éperon, a dit en cette posture au seigneur qu'il lui porte et fait la foy et homage qu'il est tenu de faire à cause du fief mouvant de luy herigié (érigé) par le présent acte, le requérant qu'il luy plaise le recevoir, lui offrant pour marque de devoir y attaché une paire de gans blancs avec promesse de lui estre et demeurer bon et fidèle vassal, et de le servir suivant l'exigence du cas. Ce que le seigneur comte de Flamarens a accepté, l'a relevé, l'a embrassé comme bon et fidèle vassal, promettant de son costé de luy estre bon et féal seigneur et de le protéger suivant l'exigence du cas.

De tout quoy ce requérant lesdites parties et soubz obligation de leurs biens, acte a esté octroyé et le conteneu aux présentes pour l'amortissement de la rente évalué à cent cinquante livres.

Fait et passé en présence de M^r. Armand Joseph Laborde capitaine dans le régiment Royal Vaisseaux, habitant ordinairement de la juridiction de Castillonnès et de M^{re} M^c François Descures avocat en parlement, consèiller du Roy et juge royal de Gontaud y demeurant, quy ont signé avec ledit comte de Flamarens et ledit sieur de Barrailh.

Le Comte de FLAMARENS,
De BARRAILH, apsitant (assistant) procureur
constitué.
LABORDE, DESCURES
LAMARTIGNE, notaire royal (1).

Contrôlé à Casseneuve le 6 mars 1746 à fol. 46 R^o (recto) art. 5.
Reçu deux livres huit sols compris les 47 sols.

TOURET.

(1) Lamartigne — 1746 — pp. 201-206

LES DÉTENUS DE MARMANDE SOUS LA TERREUR

(SUITE *)

La femme dudit Bonnard, aristocrate enragée, sœur d'émigré.

Rose de Fontainemarie, fille de Jean-Baptiste de Fontainemarie et de Marie-Rose Dublan, naquit vers 1760 (1). Elle épousa, vers 1784 (2), Jacques-Alexandre Bonnard. Au mois d'octobre 1793 elle fut mise en réclusion comme sœur d'émigré. Le 6 mars de l'année suivante, Monestier (de La Lozère) reconnut illégal l'acte d'arrestation de M^{me} Bonnard, parce que cette femme, en vertu de son mariage, était devenue étrangère à la famille de Fontainemarie.

M^{me} Bonnard mourut à Marmande, le 13 juillet 1812.

Rapin, de Sainte-Bazille, ci-devant gendarme : A raison de son incivisme et pour avoir été chassé d'un corps de cavalerie où il étoit entré. Il y a d'ailleurs des renseignements pris contre luy à la commune de Sainte-Bazille au bas d'une pétition, qu'il avoit présentée, portant sept articles, dont le sixième porte qu'il s'est refusé en plaine assemblée à accepter l'acte constitutionnel, lors de l'assemblée primaire, et une lettre du Comité de surveillance d'Agen adressée à celui de Marmande, en date du 11^e frimaire dernier, portant que led. Rapin a échappé au sabre des patriotes de son corps et n'a échappé à la mort que par la fuite la plus précipitée, n'a osé se présenter

(*) Voir *Recue de l'Agenais*, t. xxxv, p. 531.

(1) D'après son acte de décès.

(2) Archives de Lot-et-Garonne ; contrôle des actes du bureau de Marmande (10 avril 1784).

à Agen et a resté caché dans l'ombre du crime (expression de lad. lettre).

Bertrand Rapin, sieur de Lanauze, dit Rapin aîné, était frère de Rapin jeune, receveur de l'enregistrement à Bazas. Nous croyons que l'aîné et le cadet étaient fils de Louis Rapin et de Marie Espagnet.

En 1789, M. Rapin, gendarme réformé avec pension, fut nommé colonel de la garde nationale de Sainte-Bazeille, ayant fait un voyage à Riom (Puy-de-Dôme), Bertrand Rapin, à son retour (25 octobre 1792), dans le but de dissiper tous les soupçons qu'avait pu faire naître son absence momentanée, produisit un certificat du 24 septembre 1792 (1).

Un an plus tard, Rapin Lanauze fut désarmé comme suspect (23 octobre 1793).

Quand, sur l'ordre de Paganel, l'agent national du district de Marmande réclama des renseignements à la municipalité de Sainte-Bazeille sur la conduite de Rapin aîné (25 janvier 1794), le Conseil général de cette commune maintint tous les détails de sa première dénonciation.

Le 6 juin 1794, Rapin aîné, détenu et riche, dut contribuer pour 200 livres à la restauration du temple de la Raison de Sainte-Bazeille.

Un arrêté d'Ysabeau, signé le 15 septembre 1794, remit en liberté Bertrand Rapin qu'il ne faut pas confondre avec Bertrand-Godefroy Rapin, fils de feu Joseph Rapin et d'Anne Fourtin, né vers 1758, et marié le 10 novembre 1793 avec Marie Navar (2).

Rapin, enregistreur ou receveur des droits d'enregistrement du district de Bazas, comme n'ayant pas obtenu de certificat de civisme et comme ayant été dénoncé par le Comité de surveillance de Bazas.

Séverin Rapin, célibataire, était possesseur d'une assez

(1) Pour cette biographie nous avons emprunté beaucoup de renseignements à l'*Histoire de Sainte-Bazeille*, par l'abbé Alis, pp. 331, 350, 362, 372, 377.

(2) Etat-civil de Sainte-Bazeille.

belle fortune, on le désignait sous le nom de Rapin jeune pour le distinguer de Bertrand Rapin qui devait être son frère et dont nous avons déjà parlé (1). Nous pensons que Séverin Rapin était fils de Louis Rapin, bourgeois de Sainte-Bazeille, et de Marie Espagnet (2).

Le 6 juin 1794, l'église de Sainte-Bazeille, devenue temple de la Raison, fut restaurée à l'aide d'un impôt de 6,200 livres supporté par les riches, les aristocrates, les fanatiques, les égoïstes, les indifférents, les modérés, Séverin Rapin qualifié riche, y contribua pour 150 livres. Il faut croire qu'à cette date il n'était plus en réclusion, car on n'aurait pas manqué de lui donner l'épithète de détenu, s'il eût été encore à la maison d'arrêt de Marmande.

Séverin Rapin obtint un certificat de civisme le 9 juillet 1794 et fut en même temps admis à la société populaire régénérée de Sainte-Bazeille.

Rousset, de Sainte-Bazeille, cy devant juge du tribunal de Marmande, pour n'avoir pas voulu accepter la Constitution que ses concitoyens de Sainte-Bazeille l'invitèrent à accepter. Il répondit qu'il étoit habitant de Marmande, et qu'il l'accepteroit à Marmande, ce qu'il n'a pas fait ; modéré.

Antoine Rousset (3), maire de Sainte-Bazeille, fut élu administrateur du district de Marmande, le 21 juin 1790. Par arrêté de Paganel donné à Montauban, le 30 novembre 1793, Rousset fut destitué de ses fonctions de juge du tribunal de Marmande

(1) *Histoire de Sainte-Bazeille*, par l'abbé Alis, voir pp. 362 et 372 les divers passages qui nous ont permis d'écrire la biographie de Séverin Rapin, receveur de l'enregistrement à Bazas.

(2) Louis Rapin, fils de feu Nicolas Rapin, ancien capitaine au régiment de Quercy et de Jeanne Labarthède, épousa le 6 juillet 1768, dans l'église de Sainte-Bazeille, Marie Espagnet, fille de Dominique Espagnet, bourgeois et lieutenant du premier chirurgien du roi en la sénéchaussée de Castelmoron d'Albret et de feu Marguerite Beaudichon. (*Registres paroissiaux de Sainte-Bazeille.*)

(3) Antoine Rousset était vraisemblablement fils d'André Rousset, consul de Sainte-Bazeille en 1781, mort le 2 novembre 1783, et de Marthe Jollis. (*Registre par. de Sainte-Bazeille.*)

et remplacé par Bergey (1). Cette destitution équivalait à une mise en arrestation, aussi l'ancien maire de Sainte-Bazeille ne tarda guère à être incarcéré.

Le 25 janvier 1794 il réclama un certificat de civisme, mais la municipalité de Sainte-Bazeille ne voulut pas faire droit à cette demande, soutenant que les griefs allégués contre le détenu étaient fondés, que d'ailleurs Rousset avait toujours fréquenté les aristocrates qui furent chassés du club et qu'il avait eu justement la réputation de suspect. Deux mois plus tard les appréciations de la municipalité de Sainte-Bazeille ayant changé, le Conseil général de cette commune certifia que Rousset avait rempli avec assiduité et exactitude les diverses fonctions qu'il avait eu à occuper depuis 1788 jusqu'à son élection de juge au tribunal de Marmande (28 mars 1794) (2).

Quelques jours auparavant (18 mars), le détenu avait obtenu de la municipalité de Marmande un certificat de civisme attestant sa générosité et la charge que lui occasionnait sa nombreuse famille (3).

Antoine Rousset fut remis en liberté après la chute de Robespierre. Il devint juge de paix et de son mariage avec Anne Rapin il eut plusieurs enfants (4).

Labarthe Tastes, cy devant marquis, aristocrate, fanatique.

Joseph Thomas, marquis de Tastes, était l'aîné d'une famille de six enfants. Après la mort de son père Joseph Célestin de Tastes, et du vivant de sa mère, Marie-Antoinette de Salles (5), il épousa dans l'église cathédrale de Bazas, le 8 février 1774, Marie-Angélique de Brustis, fille d'un ancien jurat de cette ville nommé Jacques de Brustis (6).

(1) Registre de délibérations de la commune de Marmande (16 frimaire an II.)

(2) *Histoire de Sainte-Bazeille* par l'abbé Alis, p. 362.

(3) Registres de délibérations de la commune de Marmande (28 ventôse an II).

(4) Etat-civil de Sainte-Bazeille.

(5) Arch. de Lot-et-Garonne, contrôle des actes de Marmande, 6 nov. 1777.

(6) Arch. de la Gironde, E. suppl. 1674.

Dans l'acte de mariage, le marquis de Tastes est dit seigneur de Labarthe, de la Tour, du Vigneau, du Mirail et autres lieux, gentilhomme de la cour du comte de Provence. Son frère cadet Joseph-Janvier (1749-1826) avait servi en qualité de page la reine, Marie Leccinska. En 1777, son autre frère, Antoine-Maurice, officier d'artillerie, se trouvait en garnison à Strasbourg.

La marquise de Tastes étant morte à Bazas, le 16 octobre 1787, son mari se retira au Mirail dans la paroisse de Sainte-Bazeille. Après la destitution de la municipalité modérée de sa commune le marquis de Tastes fut désarmé comme suspect et mis en détention à Marmande (23 octobre 1793).

Quand Paganel ordonna une enquête sur les motifs qui avaient provoqué l'arrestation des détenus la municipalité de Sainte-Bazeille répondit que le ci-devant marquis de Tastes avait toujours, depuis la Révolution, manifesté les principes d'un aristocrate et d'un fanatique, s'était constamment tenu à l'écart des assemblées primaires donnant des preuves d'incivisme et ouvrant sa maison aux prêtres réfractaires qui purent y dire la messe jusqu'à leur départ pour l'Espagne en présence des infâmes fanatisés et des nombreux aristocrates qu'on y attirait (1).

Sous la pression de Monestier les sentiments des tyranneaux de Sainte-Bazeille ayant quelque peu changé, le marquis de Tastes obtint de sa municipalité un certificat de civisme (2). Pour colorer ce changement d'attitude il fut bien spécifié que cette mesure de clémence était motivée par les générosités et les sacrifices accomplis par le détenu en faveur de la République (28 mars 1794).

Le 18 septembre 1794, considérant les sacrifices pécuniaires faits pour les pauvres, pour la défense de la patrie et pour les subsistances par Tastes aîné, Ysabeau ordonna que ce détenu serait remis en liberté et rentrerait en jouissance de ses biens (3).

(1) *Histoire de Sainte-Bazeille*, par l'abbé Alis, p. 363.

(2) *Ibidem*, p. 367.

(3) *Ibidem*, p. 377.

Joseph-Janvier de Tastes, demeuré en liberté durant ce temps, à Paris ou à Bordeaux, put rentrer enfin sans courir le risque de subir le sort qui avait été infligé à son frère. C'est ce qu'il fit, désireux de faire rayer son nom des listes d'émigration où il figurait indûment (1).

Fourcade, de Coutures, arrêté par les membres de la commune pour avoir prononcé le nom de gueux contre la Révolution et que sous peu de jours les patriotes seroient mis à la raison et de plus que les volontaires qui étoient destinés au service de la République n'étoient qu'un tas de mauvais sujets et sans pain.

Le 24 fructidor an II (10 septembre 1794), le district de Marmande adressait la lettre suivante à la municipalité de Coutures (2) :

« Citoyens,

« Je vous adresse la pétition présentée par Bernard Fourcade, plébéien, afin que vous y donniez votre avis dans le plus court délai. »

A travers ces lignes on devine sans peine que ce Bernard Fourcade, plébéien, est le détenu qui soupire après sa mise en liberté et pour l'obtenir envoie une pétition à la municipalité de sa commune par l'entremise de l'administration du district.

La veuve Marcellus cy-devant comtesse, son fils, sa bru et deux de ses filles pour dénonciation faite par une lettre du Comité de surveillance de La Réole, portant qu'ils étoient cy-devant nobles aristocrates avérés, que depuis le commencement de la Révolution son château a servy de repaire aux aristocrates de tous crins et encore à tous les curés des environs de La Réole et qu'ils les ont détournés de prêter le serment.

Suzanne-Thérèse-Angélique de Piis naquit à Bordeaux vers

(1) Archives de Lot-et-Garonne (registres du district de Marmande, 17 germinal an III), L. 73

(2) Archives de Lot-et-Garonne, registre de correspondance du district de Marmande.

1740 (1). Son père, Antoine de Piis, conseiller à la grand chambre du Parlement, était seigneur de Puybarban, Bassanne et co-seigneur de Lamothe de Serres ; sa mère se nommait Elisabeth-Angélique de Pichard.

A vingt ans (3 décembre 1760), Suzanne-Thérèse-Angélique de Piis contractait mariage dans l'église de Saint-Michel de Puybarban avec Jean-Jacques de Lavayssière, écuyer, seigneur de Beauséjour (2).

Cette union fut de courte durée : Jean-Jacques de Lavayssière mourut au début de l'année 1764 et fut enseveli le 11 janvier dans la paroisse Saint-Michel de La Réole (3).

Après deux ans de veuvage, la dame de Beauséjour, cédant aux instances d'un riche gentilhomme, contracta une deuxième union encore plus brillante que la première (12 mars 1766). Elle donna sa main au comte de Marcellus, André-Joseph de Martin, baron de Maransin, seigneur de Tartifume et autres places, fils de Bernard de Martin, chevalier, seigneur de Haut-Tirac, et de défunte Jeanne de Fouques (4).

La famille de Piis, une des plus anciennes de la province de Guienne, était honorablement connue en Bordelais et en Bazadais, tandis que la famille de Martin se glorifiait d'avoir produit Laubardemont.

Depuis 1753, André-Joseph de Martin avait hérité de la grosse fortune du comte de Marcellus son oncle (5). D'après les calculs de l'enregistrement, la terre de Marcellus valait 170,000 livres, la maison noble de Martin, située à Meilhan, et jadis nommée de Grignols, était estimée 40,000 livres. Avec la maison noble de Terrefort et d'autres biens l'avoir du comte de Marcellus dépassait 250,000 livres ; en y ajoutant les biens de M^{me} de Marcellus et les héritages en espérance, la fortune des nouveaux époux devenait énorme pour l'époque.

Mais ce qui valait mieux que tous ces biens matériels, c'était

(1) D'après son acte de condamnation à mort (Archives de la Gironde).

(2) Archives de la Gironde. E. supplément 1858.

(3) *Ibidem*, E. Suppl^t 2879.

(4) Archives de la Gironde, E. Supplément 3002.

(5) Contrôle des actes du bureau de Meilhan, aux archives de Lot-et-Garonne.

la valeur morale des nouveaux époux. Doués tous deux d'un grand esprit de foi, ils avaient, avec une sérieuse culture intellectuelle, la distinction des manières et la fermeté du caractère.

La jeune comtesse avait déjà l'expérience de la vie et le comte de Marcellus, malgré son jeune âge, donnait les plus sérieuses promesses, tant il unissait au culte de l'honneur le désir sincère de travailler au bien des classes populaires.

Avec de telles dispositions et de pareils avantages un brillant avenir s'ouvrait largement en face des nouveaux époux. Qui aurait dit alors qu'avant 25 ans le comte de Marcellus périrait misérablement en duel pour une soi-disant affaire d'honneur dans laquelle on ne pourrait lui faire aucun autre reproche que celui d'avoir répondu à une sotte et insolente provocation ?

Qui se serait douté, en 1766, qu'avant 30 ans la chrétienne modèle, l'épouse irréprochable et la mère exemplaire dont M^{me} de Marcellus fournissait tous les traits, serait emprisonnée avec sa famille et perdrait la vie sur l'échafaud ?

Au reste, malgré tous les avantages de la fortune, de l'esprit et du cœur, le sacrifice qui s'impose parfois même dès le début à certaines existences devait frapper sans retard le comte et la comtesse de Marcellus ; à mesure que Dieu allait leur accorder des enfants il devait se hâter de les leur reprendre. A force de soin ils purent, il est vrai, conserver un fils et deux filles, mais que d'alarmes ils durent essuyer avant d'être complètement rassurés sur la conservation de ces frêles existences !

Aussi nous comprendrons sans peine pourquoi M^{me} de Marcellus ne voulut pas éloigner d'elle son fils et ses filles, pourquoi, à l'aide d'un précepteur habile elle s'attacha à façonner elle-même les âmes de ses enfants.

Marie-Louis-Auguste de Martin, né à Marcellus, le 2 février 1776 (1), fut, vers l'âge de sept ans, confié à Luc-Marcoul Burdeau, un maître expérimenté qui, pendant plus de dix ans,

(1) Date fournie par l'acte de mariage du comte de Marcellus (*Archives du château de Marcellus*).

s'occupa sans relâche à son éducation et à son instruction avec un zèle infatigable et une tendresse maternelle.

M^{me} de Marcellus fut tellement satisfaite des soins dévoués donnés à son fils qu'elle voulut en témoigner au maître toute sa reconnaissance en accordant à ce digne précepteur une pension viagère de 1,200 livres (12 janvier 1791) (1).

L'aînée des filles, Pélagie-Louise-Clotilde, naquit à Beauséjour vers 1771, à l'âge de 15 ans elle fut mariée à un gentilhomme de Villeneuve-sur-Lot, Jean-François-Marie de Scorailles. La bénédiction nuptiale fut donnée aux futurs époux dans l'église de Marcellus par Fieuzal, curé de cette paroisse, le 15 novembre 1786 (2). En 1791 M. de Scorailles ayant émigré, sa femme revint à Marcellus auprès de sa mère.

Philippe-Suzanne-Aglæe naquit à Beauséjour à l'époque où son père mourait tragiquement à Bordeaux. En 1794 elle avait près de 15 ans (3).

En pleine Terreur (9 septembre 1793) M. de Marcellus, âgé de 17 ans et 7 mois, s'unit en mariage avec Marie-Madeleine-Sophie de Piis, née, le 15 janvier 1777, du légitime mariage de Charles-Antoine de Piis, ancien grand sénéchal du Bazadais, et de Marie-Louise-Victoire-Bayonne de Caupenne d'Amou (4).

Deux mois ne s'étaient pas encore écoulés depuis le jour de son mariage lorsque le comte de Marcellus fut arrêté avec sa femme, sa mère et ses sœurs sur une dénonciation lancée par le Comité de surveillance de La Réole. Le 27 octobre 1793 tous ces suspects étaient enfermés dans la maison d'arrêt de Marmande (5).

Monestier (de la Lozère) ayant séjourné vingt-cinq jours à

(1) Archives du château de Marcellus.

(2) Date et détails mentionnés dans l'acte de divorce de M^{me} de Scorailles (Etat-civil de Marmande).

(3) Acte de condamnation d'Aglæe (Archives de la Gironde). --- Charles-Antoine de Piis siégea à la Constituante, fut détenu et guillotiné. Voyant qu'il n'avait rien à gagner de ses juges iniques, il ne cacha point sa foi politique et religieuse. Il faut lire dans l'*Histoire de la Terreur à Bordeaux*, par A. Vivie, le mémorable interrogatoire de ce martyr de la Terreur.

(4) Archives du château de Marcellus.

(5) Etat-civil de Marmande.

Marmande (13 février-10 mars 1794) son attention se porta tout naturellement sur les détenus enfermés dans la maison d'arrêt de cette ville. On ne peut douter que les divorces obtenus à cette époque par des femmes d'émigrés n'aient été conseillés par ce représentant du peuple.

M^{me} de Scorailles, malgré de bien naturelles répugnances, consentit elle aussi à suivre un conseil qui devait se rendre à la liberté avec sa famille et sauvegarder les biens de ses deux enfants. Son divorce (1) fut prononcé le 5 mars 1794 ; peu de jours après (8 mars) elle fut libérée avec sa mère, son frère, sa sœur et sa belle-sœur (2).

Monestier (de la Lozère) ayant pris, le 11 avril 1794, un arrêté contre les nobles (3), on appliqua à la famille de Marcellus l'article 3 ainsi conçu : « Les Comités de surveillance ou les municipalités feront mettre en arrestation tous les ci-devant nobles, tant ceux qui, précédemment détenus, auroient obtenu leur mise en liberté, que ceux qui n'ont pas encore été reclus. Cette disposition sera de suite exécutée et les autorités sus-nommées qui négligeroient de l'exécuter sont déclarées suspectes, elles en rendront un compte prompt au représentant du peuple. »

Le paragraphe 4 de l'article 6 du même arrêté permettait, il est vrai, de laisser en liberté certains nobles.

(1) Etat-civil de Marmande (15 ventôse an II).

(2) Voir le « *Mémoire inédit de l'abbé Burdeau en faveur de la Comtesse de Marcellus (juillet 1794)* » publié par Ph. Tamizey de Larroque dans l'*Annuaire du Conseil Héraldique de France*, année 1894, pp. 14 à 25. Sur la foi d'une assertion d'A. Vivie, Ph. Tamizey de Larroque a répété que Burdeau était prêtre. Dans un acte officiel du 12 janvier 1791, que nous avons eu sous les yeux et que nous avons déjà cité, Burdeau n'ayant pas été qualifié du titre de prêtre, jusqu'à preuve du contraire nous tiendrons pour vrai qu'il était laïque.

En quittant la maison d'arrêt, les membres de la famille de Marcellus réclamèrent un certificat de résidence afin d'avoir à l'avenir une preuve officielle de leur détention. Neuf citoyens de Marmande signèrent ce certificat sous la foi du serment, c'étaient : Guillaume Lébriac, Vital Poumicon, Jean Monpouillan, Joseph Goux, Nicolas Tauzin, François Légliise fils ; Jean Lamartinerie, Georges Balutet et Jérôme Lisaute. Ce certificat encore existant dans les registres des délibérations de la commune de Marmande donne le signalement de la Comtesse de Marcellus et des siens.

(3) Voir *Revue de l'Agenais* de 1908, pp. 269, 270.

« Sont exceptés de la disposition de l'article 3, disait Monestier, ceux qui, depuis le 1^{er} may 1789 jusqu'à aujourd'huy, ont constamment resté attachés à la cause de la Révolution et en offriront les preuves dans un tableau de leur vie politique entre ces deux époques, lequel sera certifié par le Conseil général de la commune, par le Comité de surveillance et la société populaire, s'il y en a, et enfin par le Conseil du District ; faute du concours de ces attestations ils seront reclus. »

Pour se conformer à ce paragraphe 4 et en obtenir le bénéfice, la famille de Marcellus se mit en mesure de fournir le tableau de sa vie politique. Le 24 avril 1794 et jours suivants elle fit la remise de cette pièce aux autorités constituées qui l'acceptèrent sans faire la moindre objection. Une circonstance particulière l'ayant nécessité, la famille de Marcellus fournit encore une pièce identique le 18 juin 1794 et ce tableau fut encore admis sans conteste (1).

Cependant entre ces deux dates (24 avril et 18 juin), un fait grave s'était produit : la Comtesse de Marcellus et les siens avaient dû rentrer en réclusion pour obéir à l'arrêté de Monestier qui semblait les atteindre. Enfermés à Saint-Benoît ils attendaient la libération que Monestier s'apprêtait effectivement à signer, lorsqu'il fut soudain privé de ses pouvoirs (2).

J. DUBOIS.

(A suivre.)

(1) *Mémoire de Burdeau.*

(2) Arrêté d'Ysabeau en faveur de la famille de Marcellus, publié par l'abbé O'Reilly dans son *Histoire de Bordeaux.*

BIBLIOGRAPHIE

Correspondance de Bossuet, nouvelle édition augmentée de lettres inédites publiées avec des notes et des appendices, sous le patronage de l'Académie française, par Ch. Urbain et E. Levesque, tome deuxième (1677-1683), Paris, librairie Hachette et C^{ie}, 79, boulevard Saint-Germain, 1909, 1 vol. in-8° de 526 pp.

Les éditeurs de la *Correspondance de Bossuet* s'acquittent rapidement de la noble tâche qu'ils ont assumée. Le public lettré leur saura gré de cette promptitude, qui ne nuit en rien à la bonne exécution de l'œuvre entreprise. En jetant un regard sur la table alphabétique qui se trouve placée à la fin du volume, on constate que l'édition des *Œuvres de Bossuet* par Lachat (Paris, Vivès, 1862-1866, 31 vol. in-8), édition jusqu'ici la plus complète et la plus répandue, ne contient pour la période de 1677 à 1683 qu'un total de 74 lettres écrites par Bossuet, tandis que, pour le même laps de temps, Ch. Urbain et E. Levesque nous en offrent 143, c'est-à-dire près du double, exactement 69 de plus.

L'une de ces 69 lettres mérite tout spécialement d'attirer l'attention des lecteurs de la *Revue de l'Agenais*, car elle fut écrite à un ministre protestant originaire de l'Agenais, Jean Claude, né en 1619, à La Sauvetat-de-Caumont, aujourd'hui La Sauvetat-du-Dropt. Cette lettre datée de Saint-Germain, le 27 mai 1679, a été écrite en entier de la main de Bossuet dont elle porte la signature autographe, elle est conservée à la bibliothèque de l'Université de Leyde. Elle fut imprimée avec quelques inexactitudes dans la *France protestante*, des frères Haag, deuxième édition publiée sous la direction de M. H. Bordier, t. IV (Paris, 1884, in-8), p. 453.

Bossuet et Claude avaient eu, le 1^{er} mars 1678, une conversation, en présence de M^{lle} de Duras, qui, à la suite, abjura le protestantisme. La franchise dont le ministre protestant avait fait preuve dans cet entretien avait impressionné si favorablement l'ancien évêque de Condom, que celui-ci en félicita Claude en lui annonçant par sa lettre l'envoi d'un exemplaire de la troisième édition de son *Exposition de la doctrine de l'Eglise catholique*.

Au nombre des lettres adressées à Bossuet il s'en trouve une qui fut écrite de Port-Sainte-Marie, le 13 juin 1683, par un habitant

de cette ville, le prieur Imbert. Après d'actives recherches, MM. Ch. Urbain et E. Levesque ont découvert que le signataire de cette lettre se nommait Michel Imbert, prieur d'Eyrans en Blayais. Une note de la *Revue de Gascogne* ayant attiré notre attention sur ce prieur, nous avons fait d'abord sans succès des recherches dans l'étude pourtant si riche en vieilles minutes de M. Saint-Martin, notaire à Port-Sainte-Marie. Au moment où paraissait la lettre du prieur d'Eyrans nous avons pu enfin découvrir plusieurs documents qui compléteront fort bien les notes relatives à ce correspondant de Bossuet.

Fils de Caprais d'Imbert et de Marie de Maurès, Michel naquit, vers 1630, dans la ville d'Agen ou dans celle de Port-Sainte-Marie (1).

Marie de Maurès, femme de Jean-François Le Bigot, seigneur de Saint-Quentin, Plassac et autres lieux, et tante maternelle de Michel d'Imbert étant morte sans postérité, la mère de Michel hérita de sa sœur pour un cinquième. Sa part s'éleva à la somme de 20,000 livres payable à Paris. Justement Michel d'Imbert se trouvait dans cette ville, ce fut donc à lui que tout naturellement la femme de Caprais d'Imbert donna procuration pour recevoir la part de succession qui venait de lui échoir (2). De la lettre écrite à Bossuet par le prieur d'Eyrans, il résulte que cet ecclésiastique se trouva durant plusieurs années à Paris, ayant dans la haute société de cette ville de très honorables relations. Ce qui signala Michel d'Imbert à l'attention des protestants ce fut son attitude au sujet du culte de l'adoration de la Croix et le procès qui lui fut fait à ce propos. Bossuet ne voulut pas intervenir dans cette affaire, estimant que si Michel d'Imbert était poursuivi ce n'était pas uniquement pour une question de doctrine, mais bien pour avoir maladroitement tenu devant les fidèles des propos hasardés.

Dans ce deuxième volume il est facile de remarquer que l'annotation, sans rien perdre de sa précision, a pris encore plus d'ampleur et d'abondance que dans le volume qui précède.

Enfin nous n'étonnerons personne en disant que l'impression de l'ouvrage est de tous points impeccable.



Etat-Civil des familles Bordelaises avant la Révolution, maria-

(1) La sœur de Michel, Marguerite d'Imbert, fut baptisée dans l'église de Saint-Etienne d'Agen, le 26 janvier 1625. Leur frère, Amanieu d'Imbert, fut aussi baptisé dans la même église, le 27 décembre 1641. (*Arch.d'Agen, GG.1*)

(2) Etude Saint-Martin, minute Sirvent, Port-Sainte-Marie.

ges, par Pierre Meller, vice-président de la Société des Archives historiques de la Gironde, 1 vol. in-8 de 360 pp., Bordeaux 1909.

Les 52 premières pages de ce travail sont d'une lecture instructive et facile, elles constituent une sorte d'aperçu général destiné à faire ressortir les grandes lignes qu'un lecteur peu attentif ne saurait pas découvrir dans la deuxième partie qui est purement documentaire.

Si la première partie peut à bon droit figurer parmi nos meilleurs morceaux d'histoire locale, les 265 pages qui forment la deuxième partie constituent un répertoire de la plus grande utilité pour tous les érudits obligés de faire des recherches sur les familles marquantes qui habitèrent Bordeaux aux xvii^e et xviii^e siècles.

Grâce à une table des noms de famille qui ne comprend pas moins de 40 pages, il est facile de retrouver instantanément et sans effort n'importe lequel des milliers de noms contenus dans l'ouvrage.

Cette œuvre, dont nous ne connaissons point d'analogue, est une heureuse innovation, un merveilleux ouvrage de patience destiné à demeurer continuellement sur la table de travail des érudits. Que de recherches seront simplifiées, que de temps qui aurait été perdu et qui sera désormais plus utilement employé grâce à ce précieux auxiliaire !

* * *

Documents bordelais publiés par Pierre Meller, vice-président de la Société des Archives historiques de la Gironde, 1 vol. in-4^o de 37 pages. Bordeaux, 1909.

Le séjour de Louis XIV à Bordeaux (août-octobre 1659), une vente aux enchères du mobilier de François de Pichon (1707), un inventaire de la vaisselle d'argent du marquis de la Tresne (1711), une quittance de la pension de Jean-Baptiste de la Tresne, élève du collège Louis-le-Grand (1711), l'acte de naissance d'Alexis de Lamothé, auteur des *Coutumes de Bordeaux* (15 juillet 1728), enfin l'acte de décès de François-Elie de Voyer de Paulmy d'Argenton, archevêque de Bordeaux (15 juillet 1728), tels sont les titres des divers documents ou groupe de documents qui composent cette brochure, extraite du tome XLIII des Archives historiques de la Gironde.

JEAN DUBOIS.

CHRONIQUE RÉGIONALE

A la promotion de juillet dernier, *M. Ferrère* a été nommé officier de l'Instruction publique. Ce n'est pas seulement le consciencieux professeur de troisième au lycée Bernard Palissy que la *Revue de l'Agenais* tient à féliciter, mais c'est surtout le membre érudit de la Société académique d'Agen, dont les travaux sur la littérature française au xvi^e siècle et particulièrement la controverse si curieuse entre Erasme et Scaliger, sont universellement appréciés. Qu'il veuille bien, au nom de ses collègues, tous ses amis, agréer ici, en cette occasion, l'expression de leur vive sympathie.

*
* *

Dans le dernier numéro de la *Revue de Gascogne* (juillet-août 1909), M. l'abbé J. Dubois rectifie un passage que M. l'abbé Paul Gabent consacre, dans sa *Monographie de l'abbaye de Pessan*, au prieuré de Dolmayrac, dépendant de cette abbaye, et qu'il place, à tort, en Auvergne, dans le diocèse de Clermont. Or, une bulle du pape Urbain II, donnée à Crémone le 13 des Kalendes de mai 1096, apprend à quel diocèse appartenait ce prieuré de Dolmayrac. Elle confirme l'abbaye d'Aurillac, qui était en contestation avec celle de Pessan, dans la possession des biens qui en dépendaient, au nombre desquels elle cite « *les prieurés de Polignac et de Dolmayrac, en Agenais* ». Le diocèse d'Agen renfermait, on le sait, deux paroisses du nom de Dolmayrac : l'une, près de Sainte-Livrade, sur le territoire de laquelle il n'y eut jamais de prieuré ; l'autre, près d'Agen, sur la rive gauche de la Garonne, qui fut au contraire le siège d'un prieuré, dont Bertrand de Goth, archevêque de Bordeaux, eut à s'occuper, notamment le 23 juin 1304.

De ces textes, que semble avoir ignorés M. l'abbé Paul Gabent, M. l'abbé J. Dubois conclut que le prieuré du nom de Dolmayrac, dépendant de l'abbaye d'Aurillac et précédemment de celle de Pessan, n'était pas situé dans le diocèse de Clermont en Auvergne, mais bien dans le diocèse d'Agen.

* * *

Etait de passage ces jours-ci à Agen et dans le Lot-et-Garonne, M. Mansard de Sagonne, inspecteur de la Commission des Monuments historiques pour le classement des objets mobiliers artistiques, appartenant à l'Etat, aux départements, aux communes, et aux anciennes fabriques. De tous les érudits de la région, qui tiennent à conserver ces précieuses reliques, il a reçu l'accueil le plus empressé. Au moment, en effet, où la propriété de ces objets, détenus provisoirement par l'Etat, va passer, en vertu de la loi de la Séparation, dans les mains des communes et des maires, n'est-ce pas faire œuvre utile et patriotique, ainsi que nous l'avons écrit maintes fois, que de chercher à les sauvegarder plus que jamais, en les faisant classer, à les rendre ainsi inaliénables, afin d'empêcher, par la demande expresse de leur maintien aux endroits où ils se trouvent, qu'ils ne prennent le chemin de l'étranger et ne soient à tout jamais perdus pour notre région ?

* * *

Nécrologie. — Nous apprenons le décès, à Bordeaux, de *M. le docteur Jean Barraud*, âgé à peine de trente ans. Travailleur infatigable, adonné surtout aux études historiques, le docteur Barraud avait commencé un grand ouvrage sur *l'Histoire de la Médecine à Bordeaux*, qu'il laisse inachevée. Mais l'œuvre qu'il a eu la consolation de voir grandir et prospérer, et à laquelle il s'était voué tout entier, c'est la *Revue historique de Bordeaux*, dont il était secrétaire général et qu'il avait fondée, il y a deux ans, au lendemain du Congrès des Sociétés savantes du S.-O. qu'il avait si bien organisé et qui, grâce à lui, avait obtenu le plus légitime succès. Les collaborateurs de la *Revue de l'Agenais*, qui le connurent alors et apprécièrent ses brillantes qualités, garderont de lui un inoubliable souvenir. Ils envoient à sa famille l'expression de leurs regrets les plus attristés.

PH. L.

PROCÈS-VERBAUX

Des Séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen

Séance du 1^{er} juillet 1909. — Présidence de M. O. Fallières.

M. le Secrétaire présente à la Société le premier numéro du *Bulletin de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest*, revue bibliographique d'histoire régionale, paraissant tous les trois mois, donnant la liste de toutes les publications des Sociétés fédérées, revues locales ou articles intéressant l'histoire régionale parus dans d'autres Revues, et appelée à rendre de réels services aux travailleurs.

M. Lauzun offre à ses collègues sa *Monographie du château de Lauzun en Agenais*.

Par ces temps de volapuk et d'esperanto, il n'était pas banal de rechercher si l'utopie d'une langue universelle n'avait pas déjà germé autrefois dans les esprits. Il n'a pas été difficile à M. Ferrère, professeur au Lycée et membre résidant, si compétent du reste en la matière, de découvrir que le rêve des humanistes du xvi^e siècle avait été d'implanter le latin comme seule langue capable d'arriver à un tel résultat. N'avait-il pas pour lui son passé de plus de seize siècles, son influence indiscutable sur les idées et les mœurs, ses écoles qui avaient fleuri si merveilleuses avant l'invasion des barbares et dont le souvenir n'avait jamais disparu. La Renaissance fut le triomphe de l'Humanisme. Vivre selon le Christ et parler d'après Cicéron, tel est l'idéal du xvi^e siècle. Le latin fut donc un moment sur le point de devenir la langue universelle, autour de laquelle se groupaient en faisceau serré les écoles, les universités, les humanistes, les orateurs sacrés. Ce fut cependant la langue nationale, le français, qui l'emporta, malgré le peu d'espoir qu'en avaient au début Montaigne, Ronsard et toute la pléiade. Et cette victoire elle la dut, moins aux efforts généreux de ces écrivains et à leur lutte de tous les jours, qu'à la protection des Rois de France qui, comprenant pour le bon fonctionnement des roua-

ges de leur politique et de leur administration la nécessité d'avoir à eux une langue particulière et nationale, ne cessèrent de la protéger. Et c'est ainsi que, pour la plus grande gloire de la France, la voie resta ouverte à toutes les initiatives, à toutes les marques originales.

L'usufruit dont était grevé le legs de la Comtesse Marie de Raymond aux Archives départementales de la plus riche partie de sa bibliothèque s'étant éteint par suite de la mort de sa sœur M^{me} Gavini, M. Bonnat signale à la Société l'importance des ouvrages et des éditions de luxe qui viennent par suite de rentrer à la Bibliothèque départementale. Il indique en même temps la nature des livres qui lui ont été attribués pour ces mêmes Archives dans la bibliothèque du Grand Séminaire ; — et il apprend le versement qui vient de lui être fait de tous les papiers relatifs au Coup d'Etat de 1851 et aux fameuses Commissions mixtes, instituées à ce moment.

M. Lauzun donne enfin lecture de quelques nouvelles lettres de Bory de Saint-Vincent, qui lui ont été communiquées malheureusement depuis qu'il a publié sa *Correspondance*, et qui toutes, relatives à la guerre d'Espagne de 1810 à 1813, et plus particulièrement aux opérations du maréchal Soult dans le Sud-Ouest de la France, depuis le passage de la Bidassoa jusqu'à la bataille de Toulouse, offrent un intérêt capital, tant par les détails entièrement inédits qu'elles fournissent que par la façon, toujours si originale et si pleine d'humour, dont les faits sont présentés.

PH. L.

RECUEILS ET PÉRIODIQUES

REVUE HISTORIQUE. — *Juillet-Août 1909.* — E. de Genouillac : Une cité du Bas-Euphrate au quatrième millénaire. — Fr.-Ch. Roux : La Russie et l'Alliance Anglo-Française, après la guerre de Crimée. — H. Monod : La version du duc d'Anjou sur la Saint-Barthélemy. — Frédéric Barbey : Les Mémoires de Faucher-Borel. — *Bulletin historique* : Histoire de France. — Moyen-âge par L. Halphen et Ph. Lauer. — Antiquités latines. Publications étrangères par Ch. Lécivain. — Histoire de Suisse. Publications des années 1905-1908, par V. Van Berchem. — Histoire d'Allemagne. Moyen-âge. Publications des années 1905-1906, par F. Vignier. — *Correspondance* : A propos des tarifs de la loi Salique par Théodore Reinach. — *Compte-rendus, chronique et bibliographie.*

POLYBIBLION. — *Mai 1909.* — E. Maisonneuve : Philosophie. — E. Chailan : Sciences physiques et chimiques. Sciences mathématiques. — L. Robert : Hagiographie et bibliographie ecclésiastique. — *Comptes-rendus, bulletin, chronique.* — *Juin 1909.* — Maurice Lambert : Jurisprudence. — Madame la Comtesse de Courson : Ouvrages pour la Jeunesse. *Comptes-rendus, bulletin, etc.*

ANNALES DU MIDI. — *Juillet 1909.* — Mullet et Nux : Itinéraire du Prince noir à travers les pays de l'Aude en 1355. — Chaytor : Poésies du troubadour Perdigon (*suite et fin*). — *Mélanges et documents* : I. Chevalier : Œuvres inédites de François Maynard (*suite et fin*). — II. Festa : Le manuscrit provençal de la bibliothèque Barberini (*suite et fin*). — *Comptes-rendus critiques. Revue des périodiques, Chronique, etc.*

REVUE DES PYRÉNÉES. — *Troisième trimestre 1909.* — J. Gros : Les débuts d'un préfet du consulat ; J. E. Richard de la Haute-Garonne. — Fr. de Gélis : Autour de Palaprat (*suite*). — J. Adher : Un épisode de la révocation de l'édit de Nantes, dans la région toulousaine. — Baron Desazars : Le capitoul Godefroy. — Ducos de Bouillas : La forêt d'Iraty. — L. Jammes : Les étapes de la forme humaine. — *Chronique du Midi.*

REVUE DE GASCogne. — *Mai 1909.* — L. Médan : Un nouveau dieu dans l'Olympe Pyrénéen. — E. Catex : Troubles à Eauze en 1791. — V. Fock : La commanderie de Bessaut. — J. Contrasty : Le Clergé Français réfugié en Espagne (*suite*). — *Bibliographie. Notes diverses.* — *Juin 1909.* — P. Rambaud : La répartition de la taille au xvii^e siècle, dans une commune rurale. — C. Laffargue : Cahier des doléances du Tiers-Etat de la sénéchaussée d'Armagnac et de l'Isle-Jourdain. — V. Foix : La commanderie de Bessaut (*suite*). — J. B. Daranatz : Quatre Elizachar du ix^e siècle. — J. Contrasty : Le Clergé Français réfugié en Espagne (*suite*). — *Bibliographie. Notes diverses.*

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DU GERS. — *Deuxième trimestre 1909.* — L. Mazzeret : La Peste en Gascogne. — Note. Anoblissement par le Comte d'Armagnac. — L'abbé Marboutin : Paul-Emile Soubiran, poète. — G. Brégail : Les dons patriotiques dans le Gers en 1793. — N. Cadéot : Cavalcade des clercs des procureurs d'Auch en 1771. — A. Dandouau : Un gascon à Madagascar. Jean Laborde. — L'abbé Lamazouade : La Sorcellerie à Corneillan, Lauraet, Mirande et Plaisance. — B. Pagel : Entrée à Lectoure de l'évêque Hugues d'Espagne (1430). — L'abbé Laglaize : La Franc-Maçonnerie au xviii^e siècle à Fleurance. — L'abbé Tournier, ancien curé d'Antras : Histoire d'Antras (*suite*). — Lavergne et Mastron : Liste des chartes de coutumes du Gers. — Achille Luchaire. — *Bibliographie. Procès-verbaux des séances de la Société.*

Numéro 5

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

36^e Année. — Septembre-Octobre 1909



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

1909

Toute reproduction même partielle des articles de la *Revue* est rigoureusement interdite

SOMMAIRE :

I. <i>Souvenir du vieil Agen, la maison de la Reine Marguerite</i> , par Ph. Lauzun.....	385
II. <i>Emigration des Rouergats en Agenais à la fin du xv^e et au commencement du xvi^e siècle</i> , par L. Massip...	395
III. <i>Plumes et coquillages héraldiques</i> , par J. Momméja....	414
IV. <i>Vues sur le budget d'un propriétaire de l'Agenais au commencement du xviii^e siècle</i> , par Joseph de Vivie-Régie.....	422
V. <i>La verrerie de Cabanes en Agenais (1744)</i> , par le Dr J. Couyba.....	433
VI. <i>La Roumieu</i> , partie historique (suite et fin), par J. Broconnat.....	436
VII. <i>Les détenus de Marmande sous la Terreur</i> (suite et fin), par J. Dubois.....	453
VIII. <i>Chronique Régionale</i> (Ph. Lauzun).....	478

GRAVURES

La maison dite de la Reine Marguerite, à Agen.
Les armoiries de la ville de Penne.

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser directement à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

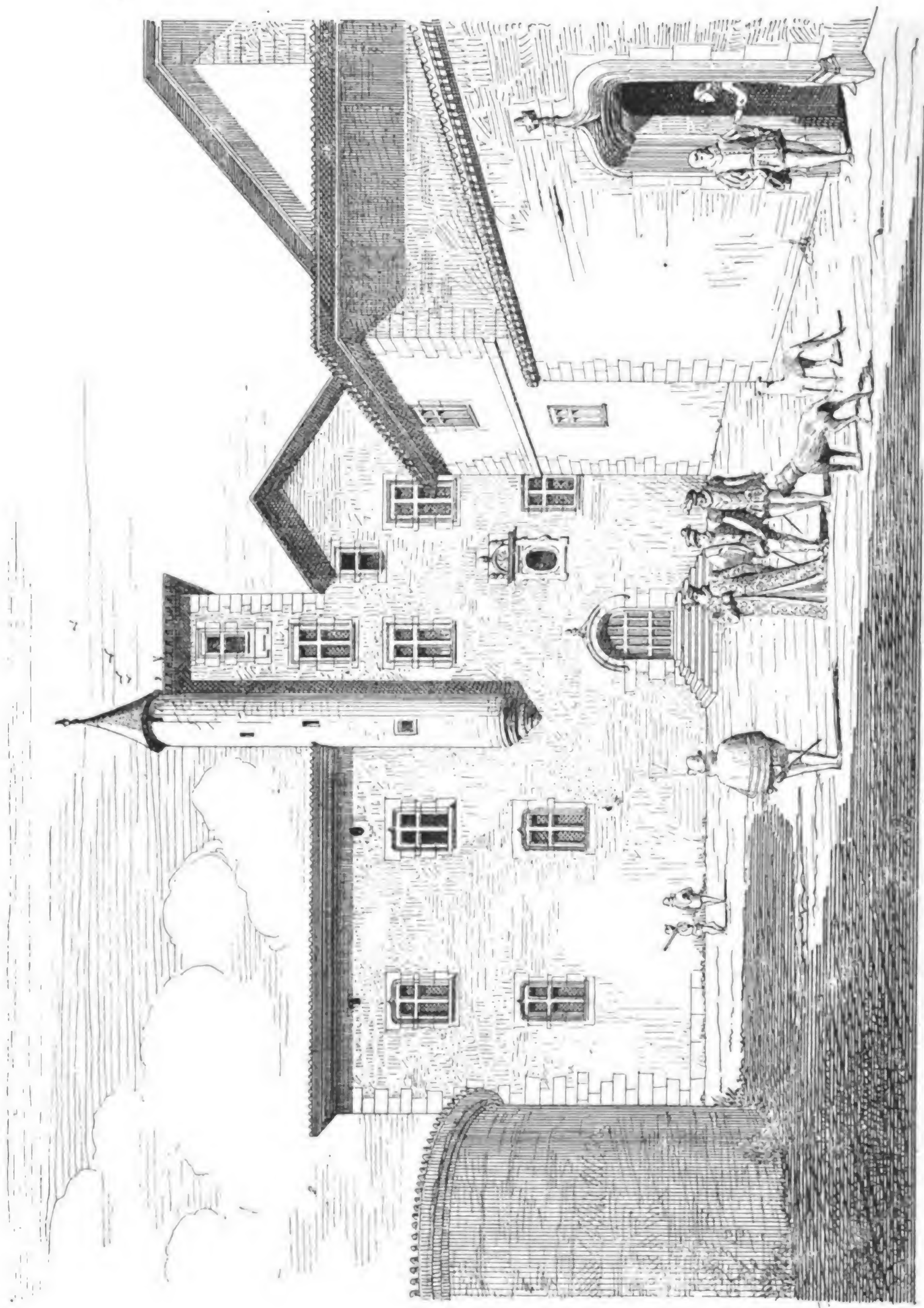
Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8	pages	de	texte	réimprimées	jusqu'à	50	exemplaires,	10 fr.
8	—	—	—	—	—	100	—	12 fr.
12	—	—	—	—	—	50	—	14 fr.
12	—	—	—	—	—	100	—	16 fr.
16	—	—	—	—	—	50	—	15 fr.
16	—	—	—	—	—	100	—	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



LA MAISON DITE DE LA REINE MARGUERITE

SOUVENIR

LA MAISON

Cette maison, dans la ville d'Agou, rue de l'Union, sous les Lauroes, la rue caduque et en se déplaçant en un instant de M. Louis, dans la rue de l'Avant, construite dans

l'enceinte jusqu'à la fin de l'année scolaire, qui de ten- sud de la cour des sabs à ce moment seurs, ce qui forme maison voisine ne

Lorsque à son re- maison Martinelli, propriétaire M. la- donnée, M. Martinelli l'heureuse idée d'en- deux aquarelles. L'une, la façade principale ; et prise à l'ouest, du côté, actuellement l'une des sa-

1911.
1910
1911
1912



SOUVENIRS DU VIEIL AGEN

LA MAISON DE LA REINE MARGUERITE

Cette maison, une des plus jolies et des plus pittoresques de la ville d'Agen, était située rue de l'Ave Maria, plus tard rue de l'Union sous la Révolution, aujourd'hui rue des Colonels-Lacuée. La quatrième à droite, en partant de la place du Palais et en se dirigeant vers le sud, elle occupait un vaste emplacement entre cour et jardin, limité au nord par la maison de M. Louis Bruguière, à l'ouest par les jardins des maisons de la rue du Paradis, au midi par le collège, à l'est par la rue de l'Ave Maria.

Construite dans le style de la Renaissance, telle elle est demeurée jusqu'en 1857, année où, achetée par la ville, elle fut démolie pour l'agrandissement du collège et sa transformation en lycée impérial. Il nous souvient d'y avoir fait, à la fin de l'année scolaire 1856, une partie de notre septième, cette classe, qui de temps immémorial occupait l'extrémité de l'aile sud de la cour des platanes attenante à la chapelle, ayant subi à ce moment les premiers coups de pioche des démolisseurs, ce qui força professeurs et élèves à émigrer dans la maison voisine nouvellement acquise et encore intacte.

Lorsque à son tour, dans l'hiver de l'année suivante 1857, la maison Martinelli (on l'appelait ainsi du nom de son dernier propriétaire M. Benjamin Martinelli), fut définitivement condamnée, M. Mainville, professeur de dessin à Agen, conçut l'heureuse idée d'en conserver le souvenir. Il en fit sur place deux aquarelles. L'une, prise de la rue des Colonels, représente la façade principale ; elle est devenue notre propriété. L'autre, prise à l'ouest, du côté opposé, dans la cour intérieure, orne actuellement l'une des salles du Musée d'Agen. Séduit à son

tour par la silhouette gracieuse de ce logis, notre ami regretté Pierre Benouville, architecte de la Commission des monuments historiques, voulut bien, sur notre demande et pour en corriger quelques légers défauts, faire de notre aquarelle un dessin à la plume. C'est ce dessin que nous donnons aujourd'hui en tête de notre étude. Il n'a jamais paru dans la *Revue de l'Agenais*; et, par sa finesse, son élégance et son exactitude, il mérite à tous égards de prendre place dans cet album des monuments disparus du vieil Agen.

Grâce à ces documents graphiques, à nos souvenirs d'enfant, et aussi à ceux dont Madame de Boëry, née Martinelli, a bien voulu nous faire bénéficier, il nous est facile de reconstituer dans ses grandes lignes cet immeuble et de le présenter à nos lecteurs tel qu'il existait au moment de sa démolition.

L'entrée principale de la maison, dite de la Reine Marguerite, donnait sur la rue de l'Ave Maria, presque en face de la rue Saint-Amans, autrefois rue des Peyres. On pénétrait dans une grande cour rectangulaire fermée à gauche par le mur de séparation du collège, à droite par un bâtiment servant de décharges, dont la partie monumentale était surmontée d'une accolade terminée par un fleuron.

Au fond de la cour, un perron de six larges marches, coupées à angles droits, menait à une jolie porte cintrée, couronnée d'une archivolte, dont le sommet à arc légèrement brisé était également décoré d'un petit fleuron. Un peu au-dessus, à droite, le mur de façade était percé d'un très élégant oculus ovale. Le cadre de pierre qui l'entourait, carré, était surmonté d'un entablement portant une coquille, laquelle était accostée et surmontée de trois petits pinacles terminés par une boule. Cet oculus existe encore. Lors des démolitions, l'entrepreneur le transporta chez lui. Il se trouve actuellement dans le jardin de la maison habitée par M. Gros, rue Diderot, à Malconte. Sa place ne serait-elle pas au Musée d'Agen ?

La façade principale, ainsi qu'on peut le voir sur notre gravure, se composait, vers le milieu d'une tour carrée, aux angles

de laquelle se détachaient deux tourelles rondes en encorbellement, à gauche d'un corps de logis à deux étages, et à droite d'un autre corps de logis plus étroit qui se terminait en pignon aigu.

La tour faisait partie intégrante du mur de façade, sans avancement aucun, et servait de cage à l'escalier de pierre, à paliers droits, qui menait aux étages supérieurs.

Tout au fond du couloir, une porte communiquait avec la cour intérieure. A gauche, toujours au rez-de-chaussée, une autre porte, plus large, surmontée d'un écusson armorié, donnait accès à un corridor perpendiculaire qui longeait toute la façade, était ajouré par les deux fenêtres à meneaux croisés que l'on voit sur la gravure, et desservait l'unique grande salle, plus tard divisée en deux, qui constituait le salon d'honneur, ajouré par deux fenêtres également à meneaux croisés, et qui donnait sur la cour intérieure.

A droite de la cage d'escalier se trouvait une pièce plus étroite, éclairée par la seule fenêtre que l'on voit à côté de l'oculus, et qui se reliait au corps de logis en équerre et en avancement, formant l'aile droite de la première cour.

Le premier étage, auquel on accédait par une épaisse porte de fer, dressée sur le dernier palier de l'escalier, présentait les mêmes dispositions. Il contenait les chambres à coucher, toutes vastes et bien aérées. Au-dessus se trouvait un immense grenier. La tour seule était surmontée d'un troisième étage, d'où la vue s'étendait fort belle sur la ville d'Agen.

Vue de la cour intérieure, la maison présentait un aspect tout différent. A la façade principale, d'où se détachait dans l'angle gauche de la tour carrée une seconde tourelle ronde en porte à faux, semblable à celle de l'angle opposé, venaient se raccorder, à angle droit, deux corps de logis assez étroits. L'un, celui de droite, renfermait une seconde tour carrée, plus basse, mais toujours sans avancement, au rez-de-chaussée de laquelle étaient les cuisines. L'autre, à gauche, se terminait par une troisième petite tourelle ronde toujours en encorbellement comme les deux précédentes ; ce qui constituait un ensemble fort pittoresque, du plus gracieux effet.

Dé temps immémorial, cette maison de la rue de l'Ave Maria passait à Agen pour avoir abrité la reine de Navarre, Marguerite de Valois. Cette princesse l'a-t-elle réellement habitée lors des nombreux séjours qu'elle fit dans notre ville ? Et à qui appartenait-elle à cette époque ? Tels sont les points, jusqu'ici douteux, que nous allons chercher à élucider.

Le cadastre, ou plutôt le rôle des tailles pour la ville et juridiction d'Agen de l'année 1566, est encore, de tous ceux qui furent dressés à cette époque (1), celui qui, malgré de regrettables moisissures, nous fournit les renseignements les plus détaillés sur les maisons d'Agen, leurs dépendances, leurs propriétaires. C'est donc celui que nous allons tout d'abord consulter.

La ville d'Agen était divisée, on le sait, au xvi^e siècle, en huit gaches ou quartiers ; les gaches de Bezat, Floyrac, La Clausule, Molynié, Saint-Gilis, Saint-Etienne, Moncorny et Saint-Hilaire. La rue de l'Ave Maria, qui seule doit nous occuper en ce moment, était renfermée dans la gache de Bezat, dont le centre était la place Monrevel. De quelles maisons était-elle composée ?

Voici ce que nous répond le cadastre, en partant de la place Monrevel pour nous diriger vers le sud, sur le côté droit :

En premier lieu, après la maison de Pierre de Secondat « au devant la place de Monrevel » qui est l'hôtel de Roques, dont nous avons longuement parlé au chapitre précédent, nous lisons : « M^e Bernard Nargassier, procureur, pour une maison, jardin et establerye au devant d'icelle, joignant la maison dudit Secondat » (2). Cette maison Nargassier est occupée actuellement par M. Paul Amblard. Elle faisait le coin de la rue et de la place, avant la construction toute moderne de l'ancien hôtel des Postes.

Puis venait le logis de « Maistre Loys Danglade, procureur, « pour une maison et jardin en la rue de l'Ave Maria, com-
« prinse celle qu'il a faict nouvellement edifier tout joignant

(1) Archives municipales d'Agen. Série CC, 4, 16, 18, 19, 20.

(2) Idem, CC. 17, pp. 53 à 58.

« ensemble et confrontant à la maison dudit Nargassier et
« que souloit estre à feu Claret, conseiller ». C'est l'hôtel
actuellement occupé par la Banque de France, ancienne maison
Dayrie, et aussi, croyons-nous, la maison voisine de M. Louis
Bruguière, qui est celle désignée ici « comme ayant été nou-
« vellement édifiée, tout joignant ensemble », ainsi du reste-
que le porte encore et que le prouve la curieuse petite inscrip-
tion au-dessus de la porte d'entrée :

SPES MEA
I DEVS D
1565.

Vient enfin la troisième maison, ainsi désignée : « Les hoirs
« de feu M^e Anthoine Tholon, sieur de Guyral, en son vivant
« juge et magistrat criminel en la sénéchaussée d'Agenais,
« pour une *maison neuve* et jardin, qu'il a acquise des hoirs
« de feu M^e Jehan Claret, en son vivant conseiller en ladite
« sénéchaussée, comprenant le jardin que ledit Claret avait
« acquis de feu M^e Guillaume Gilis » (1). Cette « maison neuve »
en 1566 est à n'en pas douter la maison qui nous occupe en ce
moment. Elle avait été construite par le conseiller Jehan
Claret vers le milieu du xvi^e siècle, ainsi d'ailleurs que le com-
porte son style, et elle fut vendue, peu après, par ses héri-
tiers à M^e Anthoine Tholon qui, on le sait, joua un rôle
important à Agen, lors de la prise de cette ville par les hugue-
nots en décembre 1561 et avril 1562, qui rédigea le procès-
verbal, bien connu, des pillages commis alors dans les églises de
la ville, et qui fut l'un des juges des assassins du baron de
Fumel (2). La maison, dite de la reine Marguerite, appartenait
donc, dans la seconde moitié du xvi^e siècle, d'abord à M^e Jean
Claret, puis à M^e Anthoine Tholon et à ses héritiers. Dans
aucun cadastre il n'est dit qu'elle ait appartenu alors à la
famille de Cambefort.

(1) Archives municipales d'Agen, CC., p. 55.

(2) Voir Revue de l'Agenais, t. ix (1882), pp. 54-55. *Documents pour servir à l'histoire des guerres de religion dans l'Agenais*. Cf. *La ville d'Agen pendant les guerres de religion*, par M. G. Tholin.

A la suite venaient des jardins et terrains vagues, non désignés dans le cadastre de 1566, sur lesquels fut construite plus tard une maison qui appartenait en 1632 à Pierre du Lion de Belcastel, docteur en théologie et prêtre de l'Oratoire, et qui fut donnée par lui, en cette même année, avec toutes ses dépendances aux pieuses filles de Sainte-Thérèse, installées depuis quatre ans à Agen près de la Grande Boucherie, mais dont le local était insuffisant. Là en effet s'élevèrent le vaste couvent des Carmélites et, sur le bord de la rue, l'élégante chapelle encore debout (1).

L'autre côté de la rue de l'Ave Maria était occupé, toujours en partant de la place Monrevel, par la maison d'Adam Carrié, « faisant canton à la rue du bourg Sainte-Marie », aujourd'hui rue Cessac, par la maison de Jehan Lapoque, par celle « des hoirs de feu M^e Guillaume Scaron, avocat, et damoiselles Batz de la Salle, etc. » (2), enfin par le vaste couvent de l'Annonciade ou de l'Ave Maria, qui, fondé en 1533 par Vincent Billhonis, occupait tout l'emplacement compris entre la rue de ce nom, la rue du Cat ou Mirabeau, la rue Porte-Neuve, et dont le centre forme aujourd'hui la rue de l'Angle-Droit (3).

Marguerite de Valois, reine de Navarre, vint plusieurs fois à Agen, durant son séjour en Gascogne, de 1578 à 1585.

Elle y demeura d'abord du dimanche 12 octobre au mercredi 15 octobre 1578. Elle accompagnait sa mère Catherine de Médicis qui la ramenait à son mari Henri de Bourbon. Elle fit son entrée par la porte du Pin et alla loger « dans la maison de Pierre de Nort, seigneur de Naux » (4). « Cette maison, « écrit Saint-Amans dans une note spéciale que nous avons « publiée (5), était située rue Sainte-Anguille ; elle est possé-

(1) Voir notre étude sur *les Couvents d'Agen avant 1789*, t. II, chap. v, p. 139 et suiv., *Les Carmélites*.

(2) Archives municipales, CC. 17, p. 57-58.

(3) *Les Couvents d'Agen avant 1789*, t. II, chap. II, *Les Annonciades*.

(4) Archives municipales, BB. 33, folio 30 et CC. 314.

(5) *Un ballet agenais au commencement du XVII^e siècle*, Agen, 1879, p. 51.— Cf. *Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne*, pp. 42-45.

« dée de nos jours par M. Guénin, négociant. On y voit des
« anciens planchers en lambris dont les poutres étaient dorées.
« C'est ce qui m'a été assuré par M. Darribeau La Cassaigne
« qui se rappelait de les avoir vus. » Située au coin de la rue
Porte-Neuve et de la petite rue de la Grille, là où se tient ac-
tuellement le Cercle des Amis Réunis, la maison de Nort se
trouvait tout près de l'Evêché, où était descendue la Reine
Mère avec tout son train. On comprend que Marguerite, qui
tenait à être aussi rapprochée que possible de sa mère, l'ait
choisie comme résidence en cette année 1578.

La Reine de Navarre retourna à Agen au mois de mars de
l'année suivante, toujours pour accompagner sa mère, qui, les
conférences de Nérac terminées, avait hâte de regagner Paris.
Elle y résida du mercredi soir 11 mars au mardi suivant 17.
Bien que nul document ne nous dise cette fois où elle descen-
dit, il est plus que probable qu'elle dut revenir à la maison de
Nort, rue Sainte-Anguille, sa mère étant descendue de nou-
veau à l'Evêché. Forcée par un gros rhume de rester à Agen
plus de temps qu'elle ne l'eut voulu, Catherine engagea sa fille
à retourner à Nérac pour rejoindre son mari. Mais elle n'eut
d'aise que lorsqu'elle fut parvenue à décider le jeune couple
royal à l'accompagner jusqu'en Languedoc, province qu'elle
voulait pacifier avant de rentrer dans la capitale. Marguerite
revint donc rejoindre sa mère à Agen d'abord le vendredi
27 mars, puis définitivement le jeudi 2 avril, pour en repartir
le lendemain avec elle et son mari, dans la direction de Tou-
louse (1).

Près de cinq ans se passèrent, sans que la reine de Navarre
revint dans nos murs. Quand elle y retourna, la situation était
bien changée. Chassée de la Cour par son frère Henri III en
août 1583, repoussée par son mari le roi de Navarre, elle n'eut,
à ce moment, d'autre ressource que celle de se réfugier à Agen
qui était son apanage. Elle y arriva donc le mercredi soir,
7 décembre 1583, et elle y demeura jusqu'au 13 avril de l'année

(1) Voir notre *Itinéraire raisonné*, pp. 84 à 90.

suivante, date mémorable pour elle, où après de pénibles négociations, son mari consentit à la recevoir à Nérac. Nous ignorons l'endroit où elle habita à ce moment.

En août de cette année 1584, Marguerite éprouva le besoin d'aller en pèlerinage au nouveau sanctuaire, déjà vénéré, de Notre-Dame de Bonne Encontre. Elle quita Nérac le dimanche 12 août, dîna au château de Castelvieil et coucha au Port-Sainte-Marie. Le lendemain 13, elle dînait à Brax et couchait à Agen où elle demeurait toute la journée du 14. Le mercredi 15 août, elle accomplissait son vœu « à *Notre-Dame de Bonne Fortune* », comme l'écrivent ses livres de comptes ; et le jeudi 16, après avoir couché de nouveau à Agen, elle rentrait à Nérac (1). Là encore nous ignorons son domicile à Agen.

Enfin, pour la dernière fois, la reine de Navarre vint habiter, ou plutôt occupa Agen *manu militari*, non plus en visiteuse, mais en souveraine outragée, en vraie ligueuse, du 15 mars au 25 septembre de l'année suivante 1585. Cette fois, les documents sont formellement précis. Toutes les dépositions dans « *l'Information faicte en la ville d'Agen par M^e Jacques Bonnaud... le 29 novembre 1586, sur les pertes et dommages soufferts en ladite ville par les consuls, manans et habitants d'icelle, à l'occasion des troupes des gens de guerre que la Royne de Navarre y a ci-devant mises et de la peste qui a aussi travaillé lesdits habitans durant ledit temps,* » portent, en effet, que la reine de Navarre fit son entrée par la porte Saint-Antoine et « *qu'elle alla descendre et se loger en la maison de feu Pierre Cambefort, bourgeois dudict Agen* (2). »

Où se trouvait cette maison de Pierre Cambefort ?

Longtemps on a cru, et nous-même avons partagé cette erreur, que ce logis n'était autre que l'élégante maison de la rue de l'Ave Maria. Or, nous venons de voir, dans le cadastre de 1566, qu'elle n'avait jamais appartenu à la famille de Cam-

(1) *Itinéraire raisonné*, pp. 296-299.

(2) Archives municipales CC.73. Voir aussi dans notre *Itinéraire raisonné* les longs détails que nous avons donnés sur cet épisode de notre histoire locale.

befort. En revanche, ce même cadastre nous apprend formellement quelle était et où se trouvait cette maison de Pierre de Cambefort. A la page 510, en effet, au chapitre de la gache de Saint-Etienne, nous lisons : « Sieur Pierre Cambefort, mar-
« chant, pour une grande maison, basse-court, grand jardin,
« granges, estables et four, sortant au carrerot qui est derrière
« le cimetière de la chapelle. » Or, le cimetière de la chapelle de Notre-Dame-du-Bourg occupait tout l'emplacement compris entre cette chapelle et le susdit carrerot, actuellement rue Saint-François ou Ledru-Rollin. La maison de Pierre Cambefort était donc celle qui faisait suite à cette rue, qui se trouvait au coin de la rue Porte-Neuve, c'est-à-dire, plus tard le couvent de la Visitation, aujourd'hui le Petit-Séminaire, dont la tour élégante, dite la Mirande, a été conservée. Nous en avons pour autre preuve certaine l'acte authentique, en vertu duquel Isabeau de Cambefort, veuve de noble Thomas de Redon, sieur des Fosses, fille de Julien de Cambefort, sieur de Selves, plusieurs fois consul d'Agen, qui lui-même était fils de Pierre de Cambefort et de Marie de Volpelyère (1), cède, en 1642, la maison de ses pères pour la fondation du couvent de la Visitation (2).

Ce fut donc, à n'en pas douter, dans la maison de Marie de Volpelyère, veuve de Pierre de Cambefort, c'est-à-dire dans le logis qui devint plus tard le couvent de la Visitation et après lui le Petit-Séminaire, que descendit et logea la reine Marguerite, du mois d'avril au mois de septembre 1585, époque lamentable où elle ruina et démolit tout un quartier de la ville d'Agen.

La légende qui veut que la reine Marguerite ait logé dans la pittoresque maison de la rue de l'Ave Maria ne tient, on le voit, guère debout, puisqu'en 1578 et 1579 elle logea chez les

(1) Dossiers généalogiques de M^{me} la comtesse de Raymond, aux Archives départementales de Lot-et-Garonne. Voir n° 4, la généalogie très complète et inédite de la famille de Cambefort, une des plus riches au xvi^e siècle de la ville d'Agen.

(2) Voir nos *Couvents d'Agen avant 1789*, t. II, chap. VIII, pp. 239 et suivantes.

de Nort, et en 1585 chez la veuve de Pierre Cambefort. Reste, il est vrai, l'année 1584, où nous ignorons son domicile. Faut-il croire qu'elle choisit à ce moment la maison des hoirs d'Anthoine Tholon ? Nous nous garderions bien de venir réfuter encore cette hypothèse et de ne point nous rattacher à ce dernier fil de la tradition.

Les légendes ne font-elles pas revivre les vieux monuments ? Ne les entourent-elles pas d'une douce et charmante auréole de poésie et de mystère ? Et ne font-elles pas oublier un instant les tristes et souvent pénibles réalités de l'histoire ?

Ph. LAUZUN.

ÉMIGRATION DES ROUERGATS EN AGENAIS

A la fin du XV^e et au commencement du XVI^e siècle

III

NOBLE FRÈRE **Jean de L'ALBRESPI**, PRIEUR ET SEIGNEUR DE MONSEMPRON ; NOBLE FRÈRE **Pierre de L'ALBRESPI**, PRIEUR D'EYMET, RECTEUR DE MONTIGNAC-LE-VIEUX ; NOBLE **Adhémar de L'ALBRESPI**, RECTEUR DE MONTIGNAC-LE-VIEUX ; NOBLE ET RÉVÉREND PÈRE ET SEIGNEUR **Jacques de VENVAYS**, ABBÉ DE GONDON ; **Antoine** ET **Bernard SAULODES**.

En 1476, depuis quelque temps déjà, noble frère Jean de L'Albrespi était prieur et seigneur de Monsempron (*Ant. Solhome, notaire*), riche prieuré appartenant alors à la célèbre abbaye bénédictine de Saint-Géraud d'Aurillac, en Auvergne, dont Jean avait été moine, puis cellérier. Il était le troisième fils de noble Pierre de L'Albrespi (seigneur de Lestanc, coseigneur parconnier d'Aubin et un des principaux changeurs ou trafiquants de cette ville) et le neveu du changeur Hugues Bouyssou, le père. On comprendra dès lors pourquoi il avait été si bien loti.

« Le 16 janvier 1486, noble Pierre de L'Albrespi, seigneur « *del Stanc* », habitant d'Aubin fonde une chapellenie dans l'église d'Aubin et dans la chapelle de Sainte-Catherine qu'il vient de faire construire à côté de celle de *son cousin*, noble Adhémar Bouyssou, prieur d'Aubin. Il veut qu'une messe soit dite tous les jours dans cette chapelle, à perpétuité, pour le repos de son âme et de celle des siens, par les prêtres de l'Université de l'église et paroisse d'Aubin... Il leur sera compté pour cela faire, une somme de quatre cents écus (valant chacun vingt-sept sols, six deniers tournois), et donné un missel

en parchemin valant quinze écus, un calice avec sa patelle, en argent, du poids de neuf onces, une chape processionnelle et une autre chape pour dire la messe, et tous les ornements et ustensiles nécessaires. *Son fils, noble frère Jean de L'Albrespi*, prieur et seigneur de Monsempron, en Agenais, sera, jusqu'à sa mort, le chapelain en titre de la chapelle nouvellement fondée. Après l'extinction de sa maison, si elle a lieu — ce qu'à Dieu ne plaise ! — les consuls d'Aubin et le questeur de l'OEuvre des Ames du Purgatoire en seront les patrons » (*Antoine Solhome, notaire*) (1).

Jean de L'Albrespy habitait à Monsempron où il avait amené pour le servir, Bernard Laborie et Fine Cayroune sa femme, du mas Fabrenc, près Aubin, et le frère de cette dernière Amans Cayrou, « *affanayre* » (journalier) — que n'avaient pas tardé à suivre Pierre Valette, tisserand, et Jean Caussade, « *bastier* » (bourrelier), d'Aubin, leur parent. — Mais il se rendait souvent dans sa ville natale, y traitait même quelques affaires et parfois secondait son père dans ses opérations de change (2). J'ai retrouvé plusieurs titres qui en font foi et les suivants :

« Le 8 mai 1484, noble Pierre de L'Albrespi, etc., assisté de son fils noble frère Jean de l'Albrespi, etc., stipulant ensemble, reçoivent de noble Jean de Belfort, damoiseau, seigneur de Belfort et de Pagas, en gage : six tasses d'argent ayant chacune un soleil au milieu du fond et les bords dorés ; un petit vase plat, en argent, avec le pied et les bords dorés, marqué également d'un soleil ; six cuillères en argent ; une chaîne en or ; vingt pièces de monnaies vieilles dont trois morques et « une double de la *Banda* » ; ils lui délivrent en échange une reconnaissance de 160 écus d'or de la couronne.

(1) Les deux cousins firent construire à cette époque, à leurs frais, toute la partie de l'église d'Aubin qui est à droite en entrant. L'Université des Prêtres d'Aubin se composait alors de vingt-quatre membres résidants *tous nés* dans la paroisse.

(2) Un contemporain, Claude de Seyssel, n'a-t-il pas écrit : « Toutes gens, excepté les nobles, desquels je n'excepte pas tous, se meslent de marchandises. »

payables chez Spinelli, changeur en Banque de Montpellier (*Spinelli, campsor in banca Montispesullani*).» (*Ant. Solhome, notaire.*)

« Le 8 juillet 1492, noble messire Jacques de Venvays, autrement de Monteils (*sive de Montelhs*), recteur de Saint-Pastour et de Campagnac, au diocèse d'Agen, agissant, et noble frère Jean *del Albrespi*, prieur et seigneur de Monsempron, au même diocèse, répondant, reconnaissent devoir aux nobles Hugues et Jean de Buisson (*Boysonnis*), frères, seigneurs de Mirabel et de Malaval en Rouergue, absents, mais moi, Antoine Solhome notaire d'Aubin, soussigné, stipulant pour eux, la somme de *cent ducats d'or*, en bon or et de bon poids, en raison d'une lettre d'avis remise en banque de Médicis de Lyon et d'autres démarches faites pour l'expédition de certaines bulles en Cour de Rome (*a curia romana*) en faveur dudit sieur Jacques de Venvays touchant la résignation à lui faite de *l'abbaye de Gondon*, au diocèse d'Agen, etc. »

Après le décès de son père, survenu en mars 1486, Jean de L'Albrespi, désireux d'aider à la prospérité de ses frères en étendant leur trafic, appela auprès de lui le cadet, noble Pierre de L'Albrespi, seigneur de Lestanc par indivis avec l'aîné Hugues(1). Celui-ci, très actif, fort remuant, s'établit à Monsempron et y créa une agence d'affaires, un comptoir, sans toutefois perdre de vue les intérêts qu'il avait à Aubin : il allait et venait entre les deux villes. Dans le nombre des actes le concernant, j'en vois trois seulement prouvant sa résidence à Monsempron et susceptibles d'intéresser au moins les familles « *de Gardia* », Vinhard et Galès, si elles existent encore, à défaut d'autres.

« Lausime consentie le 11 janvier 1492 (*v. st.*) par le Prieur, coseigneur d'Aubin, à noble Pierre de L'Albrespi, *originnaire (oriundo)* de la dite seigneurie, mais habitant présentement à

(1) Le père, avant de mourir, avait, à l'instar des Bouyssou, ses parents, associé ses deux fils aînés, Hugues et Pierre, en biens, en intérêts, en affaires. Voir le mot *Affrayramentum* dans Du Cange (*Glossar. mediæ et infimæ latin.*) Ce genre d'association se pratiquait aussi bien entre époux qu'entre frères, au moins à Aubin ; c'était la communauté de biens.

Monsempron, diocèse et sénéchaussée d'Agen, où il est fait mention d'une dame Hélipde Vinhard, du dit lieu de Monsempron, veuve de feu Antoine Calmont, du *castrum* d'Aubin, mariée en secondes nocces à Raymond Galès, habitant de la paroisse de Fumel, des dits diocèse et sénéchaussée d'Agen. (Ant. Solhome, not.)

« Donation et cession du même noble Pierre de L'Albrespi, en date du 28 janvier 1492, à Marguerite « *Castanhieyra* », fille pauvre, de tous les biens acquis, à Aubin, d'Hélipde Vinhard, du lieu de Monsempron, par acte retenu par M^{re} Jean « *de Gardia* » notaire audit Monsempron — pour qu'elle en fasse à sa volonté, et ceci pour l'amour de Dieu, à titre de don pieux (*amore Dei et intuitu pietatis*). En renvoi il est dit que Pierre habite depuis longtemps à Monsempron. » (Ant. Solhome, notaire.)

« Le 20 janvier 1489 (*v. st.*) noble Hugues de L'Albrespi, habitant d'Aubin, et noble Pierre, habitant à Monsempron, seigneurs de Lestanc et des Herms, s'étaient associés à Pierre Lacalm, fils de Hugues, « *cotalh* » ou mulétier trafiquant d'Aubin, et avaient formé une compagnie commerciale (*societatem sive companhia*) au capital de *cent livres tournois et trois mulets*, fournis par les deux premiers. En cas de désaccord, par la suite, ceux-ci devaient reprendre le capital et les mulets : tandis que le bénéfice serait partagé entre les trois associés, distraction faite de la perte subie sur la valeur des dits mulets et de leurs harnais. La dissolution de la société eut lieu à l'amiable, le 8 février 1492 (*v. st.*). » (Ant. Solhome, notaire.)

Il attira des Aubinois à Monsempron et aux environs, à diverses reprises, en les y employant aux travaux agricoles, comme nous le faisons aujourd'hui des Vendéens, ou en leur vendant des terres et des maisons. De tous les actes qu'il passa devant notaire, en ces circonstances, deux m'ont paru dignes d'être rapportés ; le second surtout, que je citerai en entier, à cause des quelques indications très particulières qu'il donne sur la localité de Monsempron, difficiles à trouver ailleurs : L'Albrespi, seigneurs de Lestanc et des Herms, traitent et font prix avec Pierre Mourgues et Hugues Rouget, vignerons

d'Aubin. Ceux-ci, moyennant un salaire de 4 livres 5 sols tournois et trente cruches de vin, tous deux ensemble, s'engagent (*ambidos ensems, se offerion*) à aller à Monsempron, ou aux environs émonder, lier, bêcher, proviner (*aprobaynar*) et épamprer (*amergolhar*) les vignes que les dits nobles de L'Albrespi y possèdent. » (*Ant. Solhome, notaire.*)

Venditio... Vente à Antoine et Bernard Saulode (8 nov. 1488).

« Anno domini millesimo m^o c^o lxxxviii^o et die octava mensis novembris, Noverint..., constitus personaliter nobilis Petrus *del Albrespi*, dominus *del Stanc*, castri de Albinio, Ruthen. dioc., non inductus, sed gratus, pro se et suis hered., vendidit, cessit Antonio et Bernardo *Saulode*, fratribus, filiis Johannis *Saulode*, castri de Albinio, pro presenti habitantibus loci de *Monsenpronh*, dioc. Agenen., ibidem presentibus et pro se et eorum hered. stipulan. et recepien., mediocriter et equis partibus, quoddam *bocgue* sive *casal* (1), sit. in dicto loco de *Monsenpronh*, in Carreyria Recta dicti loci, prout confront. cum *bocgue* sive *casal* discreti viri magistri Petri Meysoneri, notarii, pariete mediocri in medio, et cum hospitio Clamentis *Panolieyra*, sartoris, dupla (ruelle) in medio, et cum carreyria publica qua itur de ecclesia dicti loci versus portale dicti loci nuncupato de *Monsegur*, et cum hospitio Johannis *Cussac* ab alia parte... Item, *plus*, sibi vendidit quoddam aliud *bocgue* sive *casal*, cum certe quantitate terre dicto *bocgue* sive casali contig., sit. retro aliud *bocgue* sive *casal* superius confront., prout confront. cum iture quo itur à loco de *Monsenpronh* versus *lo teron* (fontaine publique) dicti loci, et cum ortalibus cujusd. nuncupati *lo Rossel de Monsenpronh*, *ygua* (ravin avec source, l'*aygua* ou la *ygua*) in medio, et cum ortalibus *dels Bessombas*, *ygua* in medio, et cum ortalibus *bajule* (sage-femme ou matrone) antique, uxore relicte cujusd. nuncupati *Cochi*, et cum iture quo itur a portali dicti loci, nuncupati de *Monsegur*, ver-

(1) Consulter l'indispensable *Glossaire de Du Cange aux mots* : 1. *Bogua*, 3. *Bugia* et *Bughe*.

sus mansum (village ou ferme de *Tarayre* et ad fontem *Drachonesqua*, etc... Et certificavit que omnia predicta tenentur a domino priore dicti loci de *Monsenpronh* sub censu et accapit. debit. antiquis et consuetud. una cum vend., laud., et cum tali jurisdictione et senhoria quali in instrumentis antiquis continetur. Et hoc precio... quadraginta scutorum... valens. quolz (chaque) scuto viginti septem solidi et sex denarios turonenses, etc., etc. »

« *Foro pactes entre los dos dichs frayres compradors que se venian a divisio de so dessus, que lo dich Bernat deu devisi et que lo dich Antoni deu causi.* »

« Actum apud castrum de Albinio, in hospicio dicti venditoris, presentibus idem discreto viro domino Johanne Gardas, rectore de Anglaribus, Guillelmo Lostendie, juniore, Jacobo Marty, Petro Durando, habit. castri et parr. de Albinio, et me, Ant. Solhome, not. »

Jean de L'Albrespi mourut en avril ou mai 1493 (1), laissant tous ses biens à ses deux frères aînés. Le nouvel abbé de Gondon n'avait pas encore fini d'acquitter le *debitum* qu'il avait contracté chez les Bouyssou ; ceux-ci en exigèrent immédiatement le solde ; mais les Albrespi intervinrent et répondirent pour lui :

« Le 10 juin, nobles Hugues et Pierre de L'Albrespi, frères, seigneurs de l'Estanc et des Herms, habitants du château-fort d'Aubin, reconnaissent devoir aux nobles Hugues et Jean de Buisson, seigneurs de Mirabel et de Malaval, frères, une somme de 57 livres 10 sols tournois, reliquat de plus forte dette, qu'ils s'engagent à payer, aux dits de Buisson, pour Révérend père seigneur Jacques de Venvays, ou de Monteils, abbé de Gondon, diocèse d'Agen, et seigneur de Monteils, leur frère

(1) En 1485 il avait été un moment le chapelain confesseur du comte Charles d'Armagnac et de Catherine de Foix, sa femme, durant leur séjour à Tournon. M. Ch. Samaran le cite sous le nom de *Jean d'Arbespin*, *prieur de Saint-Prouain*, parmi les gentilshommes de la suite de la comtesse allant délivrer son mari prisonnier d'Alain d'Albret, au mois de décembre de cette même année (*La Maison d'Armagnac au XV^e siècle*, p. 274). Charles et Jean s'étaient connus à Aubin vers 1445 ou 1450.

ou allié (1), si celui-ci n'acquitte pas lui-même cette dette avant la fête de Sainte Madeleine venant. Fait à Aubin, devant l'écurie (*sic*) de Jean Saint-Marcel, hôtelier (chez lequel était logé le dit abbé et sa suite) en présence de noble Raymond de Buisson, de J. Laborie, mercier, de Déodat Richard et de J. Saint-Marcel, » (*Ant. Solhome, notaire.*)

Noble religieux frère *Pierre de L'Albrespi*, neveu du précédent et moine de la même abbaye d'Aurillac, troisième fils de Hugues et de noble Léonie de Veyrac, semble bien avoir succédé à son oncle au prieuré de Monsempron, toutefois ce n'est pas certain ; mais le 30 avril 1509 il était assurément prieur d'Eymet, sur les confins de l'Agenais, et de Marciel, au diocèse de Cahors ; puis, en 1514, il obtint la rectorie de Montignac-le-Vieux, au diocèse d'Agen, toujours par l'entremise des Bouyssou.

Peu de temps après cette dernière nomination, à l'approche de l'abolition de la Pragmatique Sanction, il céda Marciel et Montignac à son neveu Adhémar, encore mineur, et ne garda que le prieuré d'Eymet.

« Le 7 septembre 1514, noble religieux frère Pierre de L'Albrespi, *prieur d'Eymet*, traite avec Jean Fabre, charpentier, pour le renouvellement du plancher des deux étages supérieurs de la *Torre del Stanc* » — qui se voit encore dans les gorges pittoresques du Ruouviou, près Aubin. (*Pierre Solhome, notaire.*)

En 1516, au moment de la signature du nouveau Concordat, « noble messire *Adhémar de L'Albrespi*, clerc, prieur *sive* rec-

(1) Une aussi étroite parenté avec les Albrespi est inexplicable, à moins que Jacques fut un bâtard de cette famille que le voisinage de l'autre, Guillaume de Lestanc, le compagnon du capitaine de Cancon, avait attiré par ici... Si je pouvais espérer que son nom a été mal orthographié, on pourrait croire que c'était un beau-frère de Hugues de L'Albrespi, l'aîné de la famille, époux de noble Léonie de Veyrac. Mais, non, ce n'est pas Veyrac qu'il y a dans l'obligation ; il y a : « *Pro et nomine Reverendi patris domini Jacobi de VENVAYS, sive de Montelhs, abbati de Gondonhio, dioc. agenens. et domini de Montelhs, ejus fratris (sic),* » très lisiblement.

teur de l'église paroissiale Saint-Barthélémy de Marciel, au diocèse de Cahors, et recteur de l'église paroissiale Notre-gnation de son oncle, noble, honorable et religieux homme gnation de son oncle noble, honorable et religieux homme frère Pierre de L'Albrespi, prieur d'Eymet (*Aymet*), habitait dans sa famille à Aubin. Cette année même, les paroissiens de Montignac (1), élevant des contestations sur son jeune âge, sur son défaut de titres canoniques, et accusant de négligence dans l'exercice de ses fonctions, ou d'autres irrégularités, le prêtre desservant auquel il avait « *affermé* » la rectorie, lui intentèrent un procès. Pour le suppléer dans cette affaire, le 17 décembre 1516, il constitua ses procureurs : Noble et religieux frère Jean d'Albin, recteur de Cransac, noble Jean de L'Albrespi, coseigneur d'Aubin, son père, sieur Blaise Albertie, sieur Jean Rèche de La Fromentalie. » (*Jean Couderc, notaire.*)

J'ignore qui eut gain de cause. Dans les minutes du notaire Hugues Delalande, à la date du 11 mai 1546, j'ai lu que nobles Balthasar del Albrespi, seigneur de Lestanc, et *Adhémar del Albrespi*, son frère, — sans autre qualificatif — approuvent une lausime consentie par noble Barthélémy del Albrespi, prieur de Foissac, leur procureur.

IV

NOBLE FRÈRE **Pierre de RAFFIN**, CHEV. DE L'ORDRE DE S^t-JEAN-DE-JÉRUSALEM, COMMANDEUR DE DOMINPECH; NOBLE S^r **Jean de BERTRAND**, RECTEUR DE CAMBES; LES TROIS FRÈRES **FOURÈS**, ETC.

De 1493 à 1499, il y eut une recrudescence de demandes. Parmi les signataires ou payants de *debita* consentis aux Bouyssou, pour l'obtention d'un bénéfice, à leur profit ou à

(1) Dans le texte il y a tantôt *Montinhac*, tantôt *Montanhac-lo-Vielh* (peut-être : *la Villa*).

celui d'un membre de leur famille ou d'un ami, j'ai remarqué les noms de : Nobles Déodat de Baras, Commandeur de Marcolès, en Auvergne, et Antoine, son frère, abbé de Villelongue ; Vénérable seigneur Jean de Chaumont, archidiacre de Lectoure ; Rév. Père monseigneur Pierre d'Abzac, archevêque de Narbonne et noble Jean d'Abzac, seigneur de La Douze, en Périgord, son frère ; noble *Hugues de Goulard*, seigneur de Brassac, ou Brax, en Agenais ; noble Simon « *Barteri* » maître des Eaux et Forêts de Lucques ; honorable Bernard de Rossi (1), marchand de Florence ; noble « *Not* » de Fénélon et sieur Mathelin de Fénélon, son frère, prieur de N.-D. de Loupiac, en Quercy ; noble Bernard de Rodez, seigneur de Montalègre ; noble seigneur Jean de Pélegrin, recteur de Gourdon, diocèse de Cahors, etc. ; et ceux de noble *Nicolas de Bertrand*, seigneur de Gironde, acquittant le *debitum* de son frère *Jean*, recteur de Cambes, au diocèse d'Agen, et de noble *Pierre de Raffin*, coseigneur d'Auzitz et d'Aubin, s'engageant pour noble frère Pierre, son fils, Précepteur de Dominipech, même diocèse. (*Antoine Solhome, not.*)

Ce dernier avait un parent, autre Pierre de Raffin, qui avait été nommé prieur de l'église Saint-Grégoire de Carcassonne, fort probablement avec l'aide des Bouyssou. Pierre de Raffin, grand prieur de Toulouse en 1475, était de la même famille.

Dans la même série de minutes j'ai relevé un titre très curieux où il est dit que :

« Le 4 novembre 1496, jour de Saint-Amans, discret homme, maître Jean Dupuy, procureur fondé de procuration de Révérend père en J.-Ch. dom. Bertrand de Lustrac, abbé de Clairac et de Saint-Maurin (2), vint à Aubin, reprocher de la part du dit abbé, à noble Jean de Buisson, seigneur de Malaval, changeur, de ne lui avoir pas encore transmis les bulles qu'il avait promis d'obtenir de la curie romaine en faveur du seigneur abbé contre le religieux François Vassal, malgré

(1) Il obtint pour son fils Jean, la transmission du prieuré de Saint-Pierre de Cornon, au diocèse de Maguelonne, bien qu'italien.

(2) Bertrand de Lustrac était évêque de Lectoure en 1509.

l'engagement formel qu'il en avait pris au mois de septembre précédent. A quoi de Buisson répondit qu'il avait fidèlement envoyé le mémoire concernant cette affaire vers Rome, et que si les dites bulles n'étaient pas encore arrivées il n'y avait à cela rien d'étonnant : l'insécurité des chemins et les troubles occasionnés par la guerre et les troupes armées étaient tels en Lombardie et en Italie, qu'il était impossible aux courriers de circuler comme en temps ordinaire : mais que dès leur arrivée il s'empresserait de les envoyer au seigneur abbé ou à son procureur susdit. » (*Ant. Solhome, not.*)

Ce document, rongé par les rats, est en mauvais état ; néanmoins je le crois assez important pour le reproduire ici dans ses parties saines :

« *REQUISITIO magistri Johannis de Podio, procuratoris domini abbatis de Clayraco.* »

« Anno domini M^o cccc Lxxxx sexto et die beati Amancii, intitulata quarta mensis novembris. Apud castrum de Albinio, in domo habitationis nobilis viri Johannis Boyssonis, camporis, domini de Malaval, dioc. et senesc. Ruthenensis. Coram me, notario et testibus infrascriptis, venit et comparuit discretus vir magister Johannes de Podio, ut procurator se asserens Reverendi in Xro patris Domini Bertrandi de Lustraco, abbatis de Clayraco et sancti Maurini ; quidquid procurator, ibidem requisivit dictum nobilem Johannem Boyssonis, ibidem presentem. que sibi traderet et deliberaret quasd. bullas in caus. appell. juxta tenorem memorialem que sibi tradidit ipsem procur. anno presenti in mense septembris proxime de curso, quas bullas eidem promiserat obtinere a curia romana in favorem dicti domini abbatis adversus et contra religiosum virum Franciscum Vassal ; quicquid Boyssonis eidem respondit que ipsem bene miserat dicta memoralia versus Romam, tamen dicte bulle non dum venerant et hoc pretextu et ob caus. de bello et gentium armorum que sunt in Lombardia et in Italia talem que los corriers (*sic*)... transire eundo et redendo Romam prout consueverint facere... temporibus. Sed inconti-

nenti que dicte bulle venerint, ipse... mittet dicto domino abbati seu predicto procuratori... »

On peut encore lire sur les débris laissés par la dent des rats, avec beaucoup de patience : « Maître Jean Dupuy exige que ces objection sont consignées et retenues par M^{re} Antoine Solhome, notaire de l'Ordinaire d'Aubin, et qu'une expédition lui en soit délivrée. En présence de noble Pierre de Buisson, seigneur de Poutz, ... d'honorable homme... de la ville de Figeac... et du notaire soussigné ».

Il fallait vraiment que la réputation des Bouyssou fut bien établie pour attirer ainsi, à cette époque de communications presque impossibles, tant de hauts personnages, des quatre points cardinaux, dans une petite ville perdue du Rouergue ; il fallait surtout que leur pouvoir et leur probité fussent bien reconnus pour que de vénérables et circonspects dignitaires de l'Eglise osassent leur confier les plus délicates missions.

« Le 11 juin 1499, les trois frères Antoine, Philippe (*Phalip*) et Blaise Fourès, du mas de Sauguière, juridict. d'Aubin, allant résider à Paulhac, au diocèse d'Agen, quittent et cèdent tous leurs droits, présents et futurs, sur la succession de leurs parents et autres qui pourraient leur advenir, à Jean Fourès, leur frère aîné, acceptant, pour le prix de trente livres tournois : dix pour chacun, etc. » (*Ant. Solhome, not.*)

V

RÉV. SEIGNEUR EN J.-CH. **Guillaume de BALAGUIER**;
ABBÉ DE PÉRIGNAC ET D'EYSES; NOBLE FRÈRE **Hugues d'ALBIN**, CHEVALIER, COMMANDEUR DE DOMINIPECH;
Michel ESTIBAL, ETC.

De 1499 à 1514, il ne reste que les registres des années 1507, 1509 et 1512. Dans ce dernier figure, parmi plusieurs *debita*, la quittance suivante :

« Le 20 juin, noble Jean de Buisson, seigneur de Malaval,

pour lui et pour son frère Hugues, et en tant que procureurs (correspondants) « *de Bernat de Rossi et des heretz de Léonard Bartholini, merchans florentis, tenen banc à Lyon et Génovy* (Gênes) règlent et donnent quittance à Révérend seigneur en J.-Ch. Guillaume de Balaguier, abbé de Peyrinhac et d'Aysses, au diocèse d'Agen, seigneur du dit Peyrinhac et del Borc, de tout ce qui leur est dû pour démarches, expéditions et dépenses faites en Cour de Rome pour le compte du dit abbé. » (*Pierre Solhome, notaire*; Antoine ne fonctionne plus ou à peu près.)

Le père de Guillaume avait eu recours aux mêmes banquiers 24 ans auparavant :

« Le 15 août 1488, noble Gaspard de Balaguier, seigneur de Montsalès, diocèse de Cahors, sénéchaussée de Rouergue, reconnaît devoir aux nobles Hugues et Jean de Buisson, du château-fort d'Aubin, la somme de 32 ducats d'or que ceux-ci ont dépensé ou fait payer pour son compte, en Cour de Rome, par la Banque Médicis. » (*Ant. Solhome, notaire.*)

R. P. Guillaume de Balaguier était d'une famille d'origine chevaleresque et de haut baronnage qui avait pris son nom d'un château situé près des bords du Lot, sur les confins du Rouergue et du Quercy. A Pérignac il fut l'ami intime du baron Guy de Montpezat, ancien sénéchal d'Agenais de 1493 à 1498, et devint son principal conseiller. Il mourut vers 1530 et eut pour successeur son neveu, Jean de Balaguier, qui finit évêque de Cahors en 1560. La maison del Balaguier s'éteignit peu après et ses vastes domaines passèrent par femmes dans celle des Crussol duc d'Uzès. (Voir *Hist. de Montpezat*, pages 107 à 110.)

Noble frère *Hugues d'Albin*, chevalier, Commandeur de Dominipech, était un bâtard de noble Bérenger d'Albin, seigneur du Puech, coseigneur parçonnier d'Aubin, que celui-ci avait eu à un âge avancé. Pierre et Guillaume, fils et petit-fils légitimes de Bérenger, étant morts sans enfants, le frère puîné de Pierre, vénérable et religieux frère Jean d'Albin, prieur de Cransac, recueillit la succession des d'Albin et s'associa, ou

plutôt « *s'affrayra* » selon l'expression usitée à Aubin pour désigner ce genre d'association, son frère le bâtard Hugues, alors novice ou même chevalier de l'Ordre des Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, et, usant des hautes relations de son ami le seigneur de Malaval, il le fit nommer Commandeur de Dominipech en remplacement *de son parent* Pierre de Raffin (1).

Hugues habita moins à Dominipech qu'à Aubin où son nom se retrouve assez souvent dans les minutes des notaires avant 1508 et après 1520.

« Le 30 nov. 1512, Vénér. et Relig. frère Jean d'Albin, prieur de Cransac, fils et héritier substitué de noble Bérenger d'Albin, décédé, seigneur del Puech, agissant pour lui et pour noble frère Hugues d'Albin, absent, chevalier, etc., son frère bâtard (*nothus*), héritier, fils et biens tenant comme lui de noble Bérenger, leur père décédé, consent une lausime à Ant. Lavaysse, le Vieux, etc. (*Ant. Solhome, notaire.*)

Le 29 juin 1507, il fut témoin dans une constitution de Société pour l'exploitation d'une mine d'argent et le 16 août suivant dans un bail de houillère (*carbonieyra*). Il assista, au même titre, au testament d'une pestiférée, en 1528, dans des circonstances particulièrement émouvantes et originales. Il fut emporté l'année suivante par une maladie appelée « *Trousse-galant* », de ce qu'elle abattait en quelques heures l'homme le plus robuste, avec une quantité d'habitants d'Aubin et avec son frère le recteur de Cransac, dans la demeure de ce dernier. En lui s'éteignirent les d'Albin de la branche aînée.

Cette famille descendait d'un bâtard du comte Raymond I^{er} de Rouergue, Hector, auquel son père donna le château d'Aubin *en commun* avec un autre de ses bâtards, Rainon, qu'il avait eu de la même femme — de là l'origine des *parçonniers*. Or, n'est-ce pas étrange ? Les d'Albin finirent comme ils avaient commencé : par un bâtard, coseigneur d'Aubin en as-

(1) Voir plus haut. Bérenger d'Albin avait épousé, en 1452, noble Delphine de Raffin « *nob. Finis Raffina* » d'Auzits, sœur de noble Aymeric de Raffin, seigneur de La Raffinie (quittance du 29 juillet 1452. Guill. Devol, notaire.)

sociation avec son frère... La branche cadette, aujourd'hui fondue dans les Brémond d'Ars, marquis de Migré, ne portait le nom d'Albin que par substitution à celui de *Du Mas* qui était le vrai nom de Guillaume, neveu et successeur d'Ayméric d'Albin, vers 1430, et père de Jean d'Albin, époux de sa cousine Marie du Mas de Naussac.

« Dans un acte d'accord du 19 juin 1507, *Miquel Estibal*, du « *barri de Las Begonias* », déclare à Jean Caussade, boucher, etc., que quand viendra le moment des moissons (*quant aponharan ameyssona*) il quittera ce pays et ira habiter vers (*vas*) l'Agenais ; il abandonne le bail de l'enclos que ledit Caussade tient à Belguiral et ne veut plus s'en occuper dorénavant (*renuncia à la baylansa de la parra que lo dich Caussada teng a Belguiral et el non sen treballara pont daquesta hora en avan*). Jean accepte moyennant une faible indemnité ». (*Ant. Solhome, notaire.*)

VI

NOBLE SEIG^r **Robert de GONTAUD**, PRIEUR DE SAINTE-LIVRADE; S^r **Pierre NÉVOLTRI**, RECTEUR DE PAULHAC; S^r **Jean VERGNES**, RECTEUR DE VILLARS; S^r **Antoine LACALM**, RECTEUR DE S^t-AUBIN, ETC.

En 1514 plus que jamais, les Bouyssou mirent à la disposition de leurs clients, leurs influences en Cour de Rome et leur solide crédit de banquiers. Tous les ecclésiastiques de la région et, beaucoup, de diocèses éloignés, avaient de plus en plus recours à leurs bons offices. C'est ainsi que durant cette année : Noble Adolphe de Gimel obtint l'archiprêtré de Gimel, au diocèse de Limoges, et noble Pierre de Gimel, son frère bâtard, la cure de Montuech, au diocèse de Montauban, mais dans des conditions spéciales celui-ci (12 avril);

Noble François de Salignac, l'église paroissiale ou vicairie perpétuelle de Sarlat, diocèse du dit, (il aurait préféré l'église

de Cahors) et son frère Déodat de Salignac, la rectorie de Calviac, diocèse de Cahors (12 avril) ;

Noble seig^r Antoine de Cardaillac, l'abbaye d'Aurillac (dernière quittance ; la nomination était antérieure de quelques années) ;

R. P. Monseigneur Guy de Castelnau, l'évêché de Périgueux (*debitum* du 7 juillet) ;

Noble Seig^r Jean de Gontaud (*de Gonte alto*) la rectorie de Saint-Géry, diocèse de Cahors ;

Nobles Seig^{rs} Robert et Olivier *de Gontaud*, fils de noble Antoine de Gontaud, seigneur de Lalbenque et de Cabrayret, en Quercy, et de La Coste, en Rouergue, le premier le prieuré de Sainte-Livrade, diocèse d'Agen(1), le second la rectorie de Concots et de « *Sancto Cereno* », diocèse de Cahors (*debitum* du 12 septembre) ; etc., etc.

S^r Pierre Névoltri, la rectorie de Paulhac, diocèse d'Agen ;

S^r Jean Vergnes, l'église paroissiale de S^t-Martin-de-Villars, diocèse d'Agen (*debitum* du 4 nov.) ;

S^r Antoine Lacalm, la rectorie de Saint-Aubin, même diocèse.

Ces trois derniers étaient d'Aubin ; le premier fils d'Antoine Névoltri, du mas de La Fage, les deux autres fils de marchands. Voici le *titre clérical* d'Ant. Névoltri :

« Le 3 mai 1489, Antoine Néboultri, du mas de La Fage, paroisse et juridiction d'Aubin, considérant que son fils Pierre Néboultri a la vocation ecclésiastique mais qu'il ne peut entrer dans les saints ordres, *ny se far home de gleysa*, sans titre clérical (*titol*) ou bénéfice ecclésiastique, il lui donne à cet effet, durant sa vie sacerdotale, sans plus : une maison, un jardin, une vigne, un champ et un pré, situés à La Fage, valant en tout *cent quarante livres tournois* et rapportant bon an, mal an, *vingt-cinq livres tournois*, qui lui assureront l'existence(2). En outre, il promet de payer ses années de séminaire et de lui

(1) Robert de Gontaud mourut évêque de Condom, en 1569.

(2) Voilà pour moi la meilleure preuve que la valeur extrinsèque de la livre à la fin du xv^e siècle était de *quarante à cinquante francs* de notre monnaie, comme je le disais dans mon *Histoire de Cancon*, p. 56.

fournir, au moment de son ordination, un bréviaire, un missel et tous les habillements ecclésiastiques : chausses, pourpoint (*perpont*), robe, houpelande ou surtout, bonnet et chaperon (*capayro*) ». (*Ant. Solhome, notaire.*)

En 1509, Antoine Lacalm était chapelain de la Chapellenie de Calhol, dans l'église d'Aubin ; il en fit l'Inventaire en présence du patron, noble G. de Sévérac, de la manière suivante :

« Un calice d'argent, la coupe de laiton et la patène d'argent ;

Un missel et un bréviaire *de Ordo Roma*, tout en parchemin, écrit en *lettraforma* (caractères gothiques du quatorzième siècle) ;

Une chape rouge, garnie d'une aube et des accessoires (*de sas apartenensas*) avec une étole verte, de soie ;

Un lit garni d'une couette et d'un coussin de plumes, d'une couverture, d'un matelas (*almatras*), de deux draps de lit et d'une courte-pointe (*chalo*) le tout de peu de valeur ;

Un petit chaudron de cuivre de la capacité d'un petit *farat* (*seau*) ;

Une conque de cuivre (*blatzy*) d'un *farat* et demi environ ;

Deux plats et six grandes écuelles d'étain ;

Trois larges *gresalas* et une écuelle à oreilles en étain ;

Trois pintes d'étain, contenant l'une trois pauges, l'autre demi-quart et la 3^{me} une pauge ;

Un coffre, un banc et une table avec rallonges (*am sos lau-leyros*) ;

Une crémaillère, des grands chenets (*andieyras*), une poêle et deux chandeliers de fer ;

Deux cuves vinaires (*linas*) tenant chacune environ trente charges de vin ;

Un vaisseau vinaire (*vayssel*) vieux, tenant environ trois pipes ;

Une pipe tenant vingt-trois setiers environ ; une autre seize setiers et une 3^{me}, dix ;

Enfin trois paillasses.

Fait à la maison de la dite Chapellenie l'an 1509 et le 19 octobre, etc. » (*Ant. Solhome, not.*)

« S' ANTONI LACALM, *capela.* »

VII

Srs Durand BATUT, Pierre BATUT ET Etienne AYRALH, SUCCESSIVEMENT RECTEURS DE N.-D. DE THOUMEYRAGUES.

Avec l'année 1514 finissent les minutes des Solhome ; précisément alors que les demandes affluaient chez les Bouyssou ; au moment où le trafic des bénéfices ecclésiastiques était le plus actif, où tout clerc, tout moine, tout prêtre soulevait ciel et terre pour obtenir un meilleur poste ou se faire caser aussi avantageusement que possible avant l'application du Concordat. On sait que cet accord intervint entre Léon X et François I^{er} et fut signé à Bologne le 18 août 1516, au grand déplaisir du clergé que le pape sacrifiait ainsi au despotisme de la royauté.

En cherchant bien dans les minutes d'un autre notaire, M^{re} Jean Couderc, très peu appelé, je n'ai pu découvrir, des années 1515 et 1516, pour l'Agenais, que les deux *debitum* ci-après. Toutefois, ils arrivent bien en leur temps ; ils nous font entendre une autre note, tout en restant dans le ton ; je ne pouvais mieux trouver pour terminer cette étude et la compléter.

« J.-Ch., S. Maria. En nom de Dieu et de la Vergis Maria et de Moss. Sanct Blase (patron de la paroisse d'Aubin). L'an M^{ve} XV et lo segond jorn de Genier, personalment constitue Peyre Batut, del mas de Vacquia, par. de Monbazenx, diocesc et senescalia de Rodez, et Peyre Batut, capela, son filh, totz dos ensems, l'ung per l'autre, et lo ung per los totz, reconogro et promegro adevèr et pagar al noble Johan Boyssou, senhor de Malaval, presen, so es a saber so que costaran doas signaturas et las porta de Cort de Roma : la una de *resigna-*

lieu de la Rectoria de Nostra Dama de Thomeyragas, diocèse de Agenès, en favor del dich mossenh Peyre, capela, et l'autra signatura de reservatiu de la mitat dels enfruchs del dich benefici sive Rectoria dessus dicha, en favor de mossenh Duran Batut, capela, son oncle resignan, una am port et cambiys al for de cent ducatz cent et xxv sols. Et aquela soma prometo de pagar, incontinen que lodich Boyssò lor baylara lasd. signaturas ho lor certifficara que seran vengudas. Et per ayssò far se obliguero a tolas cortz, etc. » (M^{re} Jean Couderc, notaire.)

Pierre Batut ne resta guère plus d'un an en possession de sa rectorie et la céda à son tour :

« L'an 1516, 17 janvier, à Aubin, dans la maison du Seigneur de Malaval, Maître Jean Ayralh, notaire, et Etienne Ayralh, clerc, son fils, reconnaissent devoir au dit Seigneur, savoir : la somme de 68 livres, 13 sols, 6 deniers pour solde (*ex resta*) des bulles de résignation de la Rectorie de Thomeyragues faite par M^r Durand Batut en faveur du S^r Pierre, son neveu, et d'autre résignation faite depuis peu par le dit S^r Pierre, en faveur du sus dit Etienne Ayralh, de la même Rectorie. Ils promettent de payer *de die in diem*, etc. » (J. Couderc, *reg.* 1512-16, fol. 134.)

Etienne Ayralh était encore recteur de N.-D. de Thomeyragues le 4 mai 1527, date à laquelle il nomme M^{re} Pierre Dupin et Jean de Costa ses procureurs en cour de sénéchaussée d'Agen, afin d'y soutenir un procès contre le fermier de sa rectorie, Louis Butin (*Ant. Scalery, not. reg.* 1522-29, fol. 37). Il mourut l'année suivante, à Monbazens, en Rouergue, où il était venu se soigner, de la fièvre quarte (*Idem*, fol. 41). Au moment de sa mort, il ne s'était pas encore libéré de sa dette envers le seig^r de Malaval. *Celui-ci demanda et obtint une excommunication de l'Eglise contre son cadavre.* Cette excommunication ne fut même relevée que le 23 septembre 1531 : son frère, M^{re} Jean Ayralh, notaire à Monbazens, et ses amis Jean Caste, M^{re} Jean del Trueilh, notaire (un parent du rec-

teur de Cancon en 1490, peut-être) et Etienne Nuéjouis, s'étant portés fort et ayant promis de payer pour lui (*Idem*, fol. 46) (1)

LUCIEN MASSIP.

Le crocodile de Nîmes.

L'as colonial nimois, qui porte sur son revers un crocodile attaché par une énorme chaîne à une simple branche de dattier, se rencontre fréquemment en Agenais. Il ne sera donc pas sans intérêt de faire connaître ici la substance d'un article que G. Amardel a fait paraître au sujet de ce type de monnaie dans le *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne* (t. x, p. 305 et suivantes).

D'après ce numismate le type en question a été créé antérieurement à l'an 27 avant Jésus-Christ mais postérieurement à la conquête de l'Égypte opérée par Auguste et Agrippa contre Antoine et Cléopâtre. C'est pour cela que le droit de la monnaie porte les figures de ces deux vainqueurs et c'est aussi pour le même motif que tout l'article de G. Amardel tend à prouver que le crocodile symbolise Antoine enchaîné par une liaison coupable à Cléopâtre qui serait représentée ici par la faible branche de dattier.

La date de création de ce type de monnaie et la venue à Nîmes de vétérans d'Alexandrie sont les deux raisons qui ont inspiré le choix du crocodile et de la branche de dattier.

Un palmier et un crocodile figurent encore aujourd'hui dans les armes de la ville de Nîmes.

J. DUBOIS.

(1) A titre de simple curiosité : Dans les registres de ce notaire il est fait mention de Jean Palys, apothicaire de Villefranche de Rouergue, le 28 avril 1528. — Le 28 février 1541, Aymar Cortet, du lieu de Valzergues, près Aubin, vend à *Bernard Palys (sic) du même lieu*, une pièce de terre, etc. (*Ant. Scallery, 1541, fol. 291*). Le nom de Palys, pris au génitif et mis en latin, comme cela se pratiquait alors chez les hommes de loi et les savants, ferait Palissy. — *Bernard Palissy (Palissius, Palissii ou Palissy)*. — Reste à savoir si ce Bernard Palys était potier.

PLUMES ET COQUILLAGES HÉRALDIQUES

En héraldique, il n'est pas de détail bizarre qui ne puisse se justifier, pas d'anomalie qui ne se puisse expliquer logiquement, pas de transformation en apparence insensée qui n'ait obéi à des règles que la pure raison ne comprend pas toujours, mais dont l'étude des monuments judicieusement combinée avec celle de l'onomastique, ne fournisse pas l'explication. Je ne parle pas des blasons personnels qui ont été moins sujets aux changements, mais des blasons des villes qui, au cours des siècles, se sont transformés de manière à n'être pas plus reconnaissables que ne l'est la chenille dans le papillon ; d'autant mieux qu'en pareille matière, de par le pédantisme borné des héraldistes officiels, venant, après quatre ou cinq siècles, codifier et systématiser les falotes créations des municipalités décadentes, les termes de la comparaison doivent être renversés, car c'est le beau papillon qui s'est larvé et qui, de déchéance en déchéance, s'est mué en chenille.

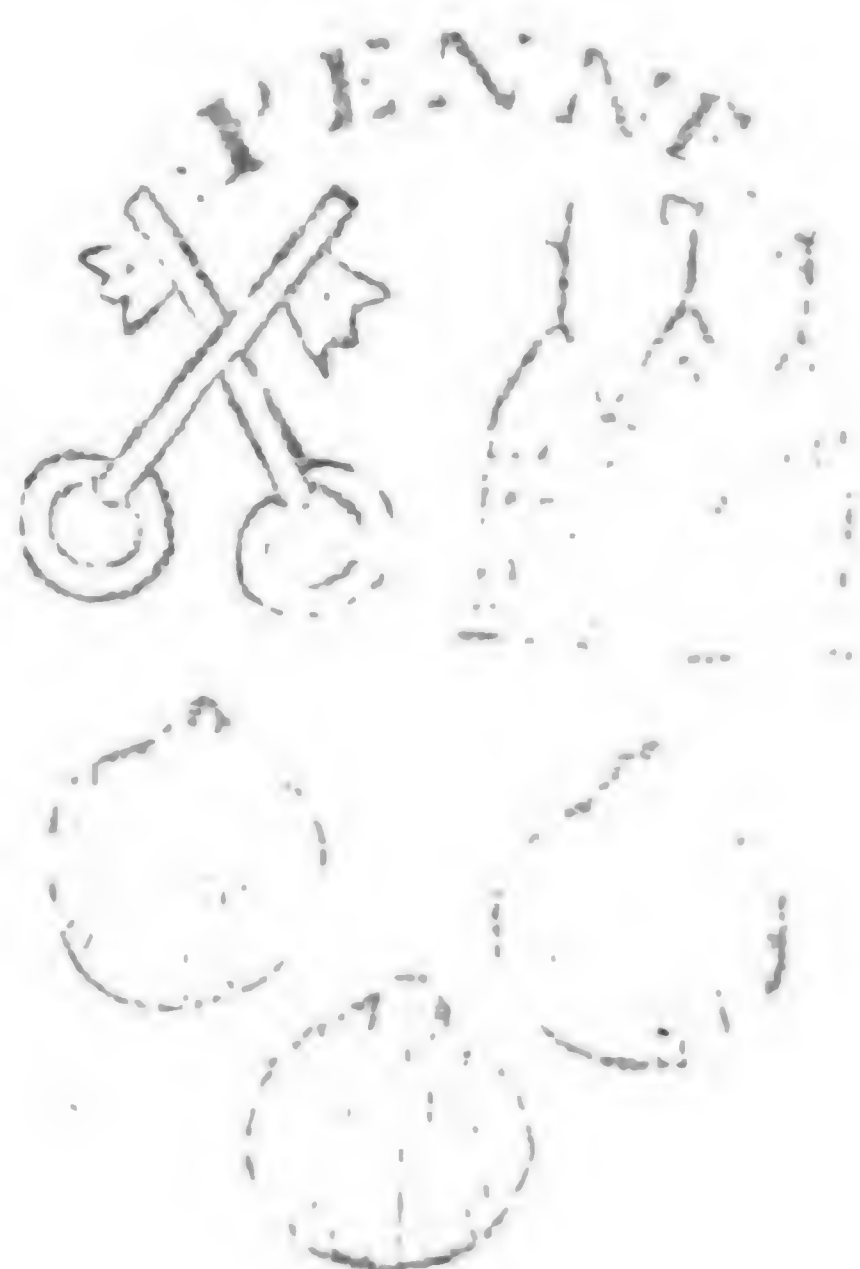
Les armoiries de la pittoresque ville de Penne d'Agenais sont un bel exemple de ce dernier genre de métamorphoses. Telles qu'elles sont figurées dans l'*Annuaire de Lot-et-Garonne*, elles doivent être blasonnées : *Coupé au chef d'azur chargé d'un château à trois tours d'argent (?) à dextre, et de deux clefs (d'or ?) en sautoir à sénestre ; en pointe : d'argent à trois coquilles de pèlerins (d'azur ?) 2 et 1.*

Un cliché datant d'une cinquantaine d'années représente le même blason, avec les mêmes meubles, mais sur fond plein d'azur, ce qui est plus exact peut-être, mais de toute évidence, infiniment moins logique : les meubles héraldiques ne se groupent pas ainsi tumultuairement sur un même écu, sans partitions. Nous ignorons les documents sur lesquels s'est appuyée la municipalité de Penne pour faire dessiner ces clichés ; le seul que nous connaissions est un vieux bois de l'Imprimerie agenaise, découvert et publié par M. Georges

Armoiries de la ville de Penne



A



B



C



A et B. sceau et contre sceau de la ville de Penne.
C. Armoiries du XVII^e siècle (d'après l'ancienne imprimerie de Penne).
D. Armoiries du commencement du XVIII^e siècle (d'après l'ancienne imprimerie de Penne).

Imprimerie Moderne

à l'éché de même

ANNÉE 1890. — BLAZONS HÉRALDIQUES

Il y a un détail bizarre qui ne paraît pas se laisser expliquer logiquement. C'est l'apparence insensée qui n'aît obéir à aucune raison ne comprend pas toujours, mais qui est pourtant judicieusement combinée avec la logique. Elle ne fournisse pas l'explication. Je ne salue pas les personnels qui ont été moins sujets aux caprices des blasons des villes qui, au cours de leur existence, ont dû s'efforcer de manière à n'être pas plus ridicules que l'est la cheville dans le papillon. C'est en pareille matière, de par le pédantisme des artistes officiels, venant, après quatre ou cinq siècles de chaos, et systématiser les folotes créations de la fantaisie des d'écadentes, les termes de la comparaison d'un papillon avec une chenille, car c'est le beau papillon qui s'est larvée et le d'écadence en d'écadence, s'est mué en chenille.

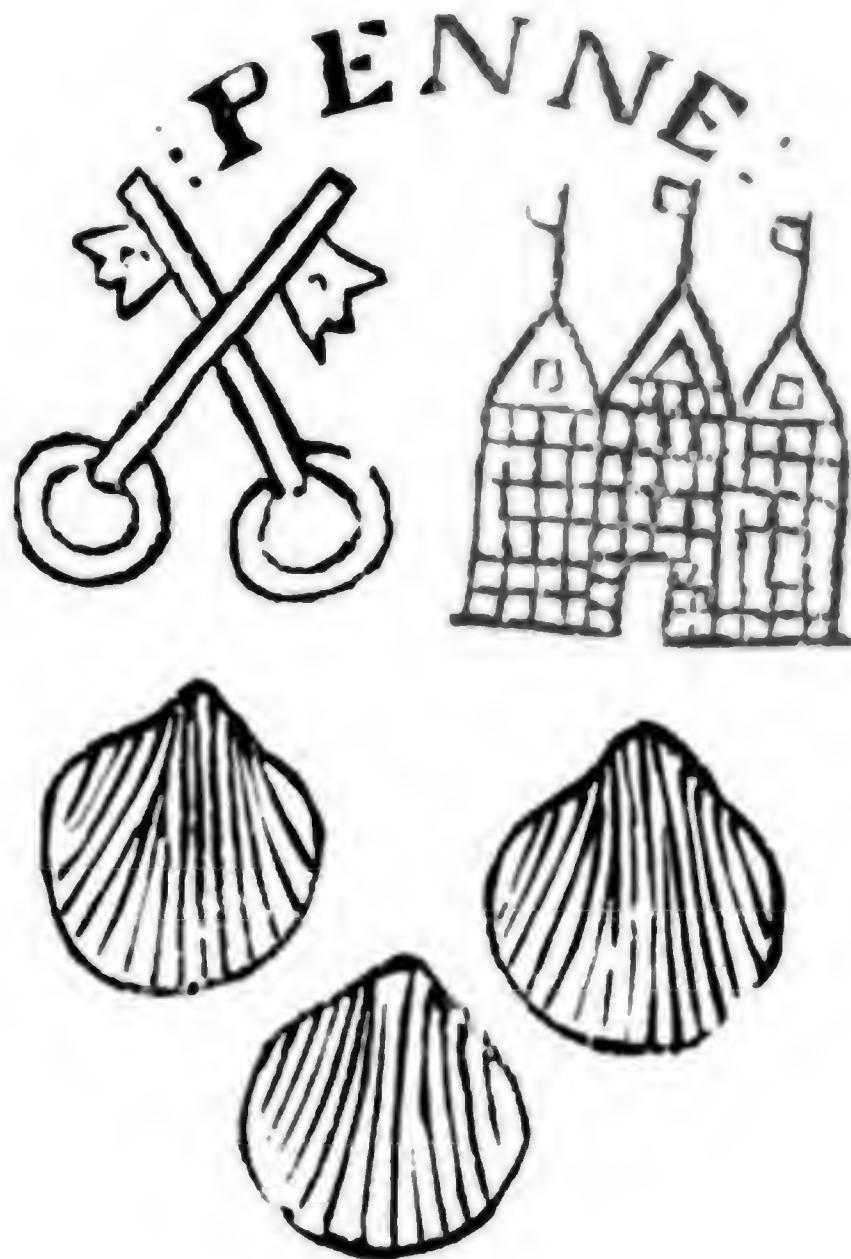
Un exemple de la pittoresque ville de Penne d'Agénais, qui est un exemple de ce dernier genre de métamorphoses, est figurée dans l'*Annuaire de l'Association des Artistes Français* : *Coupé au chef d'or, d'argent et d'azur, d'un riant à trois bars d'argent (?) à dextre, et d'un riant à trois bars d'azur (?) en sautoir à sénestre; en pointe : d'argent à trois roquilles de pèlerins, l'azur ? 12 et 1.*

Un échevé datant d'une cinquantaine d'années représente le même blason, avec les mêmes meubles, mais sur fond pur d'azur, ce qui est plus exact peut-être, mais de toute évidence infiniment moins logique : les meubles héraldiques ne se groupent pas ainsi tumultueusement sur un même écu, sans partitions. Nous ignorons les documents sur lesquels s'est appuyée la municipalité de Penne pour faire dessiner cet échevé ; le seul que nous connaissions est un vieux blason de l'Imprimerie de la ville, découvert et publié par M. Goussier.

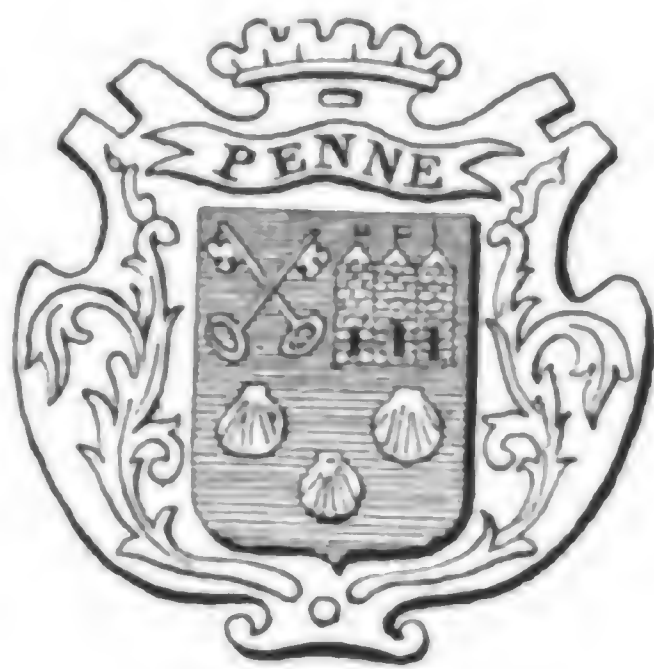
Armoiries de la ville de Penne



A



C



D



B

A et B. sceau et contre-sceau appendus à un acte du 28 mars 1243.

C. Armoiries du xvii^e siècle (?) d'après un vieux cliché de l'Imprimerie Moderne (ancienne imprimerie Noubel).

D, Armoiries du commencement du xix^e siècle, d'après un cliché de même origine.

Tholin ; on y voit les trois coquilles surmontées du château et des clefs en sautoir (1), mais sans indication d'écu, comme si le graveur s'était borné à rapporter sur son bois trois poinçons différents, sans se préoccuper de les grouper.

Or, il existe un très beau sceau de la même ville, appendu à un document de 1243 (2) ; c'est là qu'il faut chercher les véritables emblèmes héraldiques de Penne, et, en apparence tout au moins, c'est là où l'on est le moins allé les chercher.

Ce sceau, chef-d'œuvre du genre, fait partie d'un groupe sigillographique qui semble spécial à la région du Sud-Ouest, et dont le caractère constant est le groupement logique, sur la face principale, de la représentation symbolique d'une cité avec l'emblème spécial à cette cité. Par exemple, le sceau de Ladevèze (3) représente le classique édifice à trois corps dont la haute tour centrale est flanquée de deux lions dressés qui semblent l'escalader, rappelant les deux célèbres lions de la porte du Trésor d'Atrée à Mycènes ; le sceau du *Cossolat* de Saint-Girons (4) groupe pareillement deux grosses cloches *bataillées* aux flancs de l'étrange donjon qui couronne la partie du plus étrange édifice, d'aspect presque sassanide, par lequel les bourgeois de Saint-Girons ont symbolisé leur pittoresque cité. Le sceau de la ville de Penne représente un mur de ville avec tours aux angles et porte au centre, entourant un formidable donjon roman carré, à contreforts plats, flanqué de deux grandes plumes ondulées légèrement comme des palmes. La légende S[IGILL]V[M] COMUNIS PENNE AGENENCIS, ne laisse subsister aucun doute sur le sens attaché à ces plumes ou *pennes*, armes parlantes de la fière et douloureuse cité dont les puits furent comblés de cadavres. Ainsi, sur ce sceau, les armes parlantes de la ville sont combinées avec la figuration symbolique de cette ville ; il est bon d'y appuyer, d'y insister pour que l'on puisse se rendre compte

(1) *Les sceaux et les armoiries des villes de l'Agenais* (Monuments et portraits agenais, 1897, p. 97).

(2) *Sceaux gascons* p., 574, n° 696.

(3) *Ibid.* n° 557, p. 672.

(4) *Ibid.* p. 559, n° 702.

que les armes de Penne n'ont changé qu'en apparence, depuis le temps où elles servaient à authentifier le serment de garder la paix de 1229, qui fut prêté par les consuls et les habitants en 1243.

Généralement, dans la composition des armoiries municipales, on s'est astreint à grouper sur un même champ les emblèmes du sceau primitif et de son contre-sceau. Les armes de la ville d'Agen sont un excellent exemple de ce type héraldique, d'autant plus instructif qu'on peut en suivre aisément toutes les transformations, grâce à un excellent travail de M. Georges Tholin (1). Le sceau, emblème du conseil de la cité (SIGILLUM CONSILII CIVITATIS AGENNI), représente la ville elle-même avec ses églises et ses tours enfermées dans la forte enceinte d'un mur crénelé ; le contre-sceau emblème de l'ensemble des concitoyens (SIGILLUM COMVNITATIS CIVITATIS AGENNI) porte la belle figure de l'aigle emportant une banderole dans ses serres. Au xv^e siècle, plus tard peut être, les consuls d'Agen rapprochèrent ces deux emblèmes dans le parti du blason municipal qui subsiste toujours.

Si les autorités de Penne avaient suivi cette règle, nous devrions voir par conséquent, sur le blason de leur ville, le château figurant celle-ci, les plumes, hiéroglyphe ou rébus du nom même du lieu, enfin la croix cléchée, vidée et pommetée d'or affirmant l'ancienne suzeraineté des comtes de Toulouse, qui figurait au contre-sceau de l'empreinte de 1243. On a pu se convaincre que, sauf le château, rien ne subsistait plus de ce groupement logique ; eh bien, ce n'est qu'une apparence : ce groupement s'est effectué normalement, il subsiste encore, et, avec un peu d'attention, nous constaterons comment le bizarre blason moderne dérive logiquement du sceau de 1243.

Pénétrons-nous de cette vérité que, dans le langage héraldique, l'homonymie règne en maîtresse souveraine ; il y a

(1) Voir le travail cité plus haut dans *Monuments et Portraits* ; voir encore notre propre étude sur les *Armoiries de la ville d'Agen dans Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements*, 1900.

longtemps que Rabelais l'avait constaté et il est toujours bon de rappeler ses paroles, que les héraldistes de profession n'ont sans doute pas ignorées, mais qu'ils se sont gardés de citer. «... Ces glorieux des Cours et transposeurs de noms, voulant en leurs devises signifier des *peines font pourtraire des penes d'oiseaux* ; la lune bicornue, pour vivre en croissant (1) de l'ancholie pour mélancholie (bile noire) ; un lit sans ciel, pour un licencié : qui sont homonymies tant ineptes, tant fades, tant rustiques et barbares, que l'on devrait attacher une queue de renard (2) au collet de chacuns d'iceux qui en voudroient user en France après la restitution des bonnes lettres.»

Et cette diatribe de Rabelais est venue fort à propos pour nous rappeler les *pennes d'oiseaux*. *Penna* en effet signifie bien *plume* de même que *pinna*, panache, aigrette, grande plume. Quand, au début du XIII^e siècle, on eut à choisir un emblème, le nom de la ville que nous avons déjà vu écrit au génitif, PENNE sur le sceau de 1243, et que nous trouvons latinisé en *Penna* dans le *Saisimentum* de 1259, avec la variante *Pena* dans le Traité d'amitié de 1239 (3), ce nom dis-je, commanda impérieusement l'imposition d'une plume sur le sceau municipal. Plus tard, à la fin du XVII^e siècle, vinrent des latinistes, des gens dont l'imagination était d'autant plus vive que la science était plus courte ; ils trouvèrent que *Pinna* traduisait mieux le nom de leur cité que *Penna*. Entre temps les empreintes du grand sceau dont nous avons si souvent parlé avaient disparu ou étaient devenues méconnaissables, et les lettrés feudistes et tabellions, qui consultèrent leurs dictionnaires latins, y virent que *Pinna* avait signifié une coquille. Encore aujourd'hui ce nom latin s'applique à un mollusque bivalve de très grande taille, la *Pinne marine* ou *Pinne commune*, dite aussi *Jambonneau*, dont tous ceux qui fréquentent

(1) Une des devises du roi Renée est : *los en croissant* avec le croissant de la lune.

(2) Les anciens, dit Scaliger, lorsqu'ils vouloient bafouer quelqu'un lui mettoient, pendant qu'il dormait, des cornes, une queue de renard, ou autre chose de ce genre.

(3) Archives municipales d'Agen, charte n° 46.

la côte d'azur, connaissent bien la vaste coquille qui, revêtue de velours, procure des vide-poches plus originaux qu'élégants. Précisément le pèlerinage de Notre-Dame de Peyragude venait de s'établir au centre même de la vieille cité qu'avaient saccagé Simon de Monfort et Blaise de Monluc. La tentation était trop grande, l'ignorance trop extrême en ces temps de lamentable décadence, pour qu'on ait hésité un instant à traduire *pinna* par *coquille* et par *coquille de pèlerin*. On restait ainsi dans les bonnes et saines règles de l'héraldique municipale et on se donnait un petit caractère religieux qui ne pouvait que faire plaisir à tout le monde. M. Tholin avait déjà émis l'opinion que ces coquilles rappellent sans doute le sanctuaire de Peyragude et le pèlerinage dont il était le but.

Au reste, si on avait erré par ignorance, cette ignorance était commune à nombre de beaux esprits, témoin du Bartas qui, dans les vers suivants du *Cinquième jour de la Semaine*, fait naître l'invention des panaches des coquillages dont nous parlons :

Esprits vraiment divins, à qui les premiers âges
Doivent l'invention des plus subtils ouvrages,
N'avons pris le patron de nos meilleurs outils
Dans le flottant giron de la perse Thetis ?
Qui tantost dans les flots, ores contre des roches
Produit fécondement des aiguilles, des broches,
Des *pennaches*, des coins, des pinceaux, des marteaux,
Des tuyaux, des cornets, des rasoirs, des couteaux,
Des sciens, des jougs : et comme si Neptune,
Panopee, Triton, Leucothee et Fortune
Tenoient registre ouvert, Nature fit sous l'eau
Des calemars garnis d'encre, plume et cousteau (1).

Et non seulement le commentateur de ces vers ne proteste pas contre cette transformation quasi grotesque d'un mollusque bivalve en un ornement de coiffure en plumes, mais même il renvoie, pour plus ample informé, au quinzième livre des *Poissons* de Rondelet.

Au bout de cette trop longue démonstration il nous reste

(1) *Les Œuvres de Guillaume de Saluste, seigneur du Bartas*. Paris, 1588, fol. 212.

encore à solutionner une inconnue du problème ; nous avons très nettement vu comment le sceau entier de Penne est passé dans ses armoiries modernes, le château n'ayant subi que la dégénérescence artistique accoutumée, les *pennes* d'oiseaux ayant muée en *pinnes marines*, mais il reste à expliquer la présence, assez inattendue, des deux clefs en sautoir. Si nous nous reportons aux armes actuelles, nous voyons que ces clefs font pendant au château dans la partie supérieure du *coupé*, qui est souvent *parti* lui-même ; il n'en faut pas davantage pour nous convaincre qu'elles figurent là comme dernier vestige du contre-sceau.

Devrons-nous admettre que, postérieurement au sceau de 1243, Penne a eu un autre sceau nouveau, portant ces clefs croisées ou parallèles, comme Condom, Moissac, etc. ? Peut-être, mais c'est assez peu probable.

Après la chute de la maison de Toulouse quelques rares communes, par courtoisie envers le roi de France, enlevèrent la croix de Toulouse de leur sceau, mais universellement, dans ce cas, elles la remplacèrent par les fleurs de lys. La plupart considérant qu'Alphonse de Poitiers et, après lui, les rois de France qui furent ses héritiers, étaient aussi réellement comtes de Toulouse que les descendants de Raymond de Saint-Giles, conservèrent purement et simplement la croix pommetée d'or, ou la partirent avec le semé des lys français ; j'ai beau chercher, ni Demay, ni Douet d'Arq ne me fournissent d'exceptions à cette règle. Je sais fort bien que l'exception a pu exister, et j'irai contre la méthode scientifique, mieux encore, contre ma propre conviction, si je niais de parti-pris l'existence possible de ce contre-sceau anormal ; mais, tant qu'il n'aura pas été retrouvé, je suis bien forcé de croire que ces clefs en sautoir ne sont que la dégénérescence de l'emblème très connu du contre-sceau de Penne, c'est-à-dire de la croix de Toulouse. Cette croix est *cléchée*, c'est-à-dire que ses bras s'élargissent en manière de clef ; l'homonymie héraldique reparait nettement ici ; une croix en forme de clefs et une croix formée de clefs, cela se ressemble si fort ! que le lecteur y ajoute le *quantum sufficit* d'ignorance, dont le graveur des

vieilles armoiries de Penne a donné la preuve irrécusable par son propre travail ; qu'il veuille bien songer, en outre, à la prépondérance du clergé en ce moment ; rappelons-nous que les clefs croisées étaient l'emblème du pouvoir apostolique ; et il n'hésitera pas à conclure avec nous que, à la rigueur, les clefs pontificales sont la métamorphose très logique, en pareille matière, de la glorieuse croix grecque du grand comte de Toulouse.

Car on ne saurait se figurer les innombrables déformations que les peintres et les graveurs d'armoiries ont fait subir à la croix de Saint-Giles, si on n'a étudié par soi-même ces métamorphoses, aussi incroyables que celles que célébrait jadis Ovide, ou si on ne s'est mis à l'école de M. Ernest Rochach, dont je crois devoir reproduire ici les principales observations.

« Sur le bouclier du comte de Toulouse tel que nous le figurent les sceaux équestres de Raymond VI et de Raymond VII, la croix de Toulouse est une croix latine, dont la branche verticale est la plus longue. Au contraire, lorsque cet emblème remplit une surface circulaire, champ de sceau ou de monnaie, la croix devient grecque, avec quatre bras égaux. Plus tard, lorsqu'en signe de souveraineté, on voulut la placer au chef d'armoiries municipales ou corporatives, on l'a étirée en largeur, en donnant à la branche horizontale une dimension exagérée, le nombre des pommeaux et la terminaison tripartite des quatre bras suffisant toujours à rendre l'emblème reconnaissable. Cet expédient, où l'on reconnaît l'adresse des enlumineurs du treizième siècle, offrait l'avantage d'éviter un vide déplaisant sur les flancs du chef et une réduction exagérée du type qui le rend inintelligible (1). »

Inintelligible ? soit ! quoique les graveurs de sceaux toulousains aient surabondamment prouvé qu'ils savaient merveilleusement reproduire leur emblème national, à quelle échelle que ce fut ; mais cet écueil de l'inintelligibilité, ceux qui pensaient l'éviter ainsi n'y sont que mieux tombés. M. Rochach,

(1) *Histoire graphique de l'ancienne province de Languedoc*, p. 367.

lui-même en a publié des exemples on ne peut plus probants. Si sur le chef d'un blason sculpté (?) dans l'église de Belpech, la croix de Toulouse reste encore reconnaissable malgré l'élargissement des extrémités des branches verticales qui leur donne presque la largeur de la branche horizontale, elle devient absolument méconnaissable sur le sceau de Montalzat de Quercy, où du vieil emblème de Saint-Giles ne subsiste qu'un objet étrange, semblable à une foudre de Jupiter dont les pointes sont amorties par des boules, qui ne sont autre chose que les douze pommeaux de l'emblème primitif (1). Plus méconnaissable encore est cet emblème sur les armoiries de Lavaud, telles qu'elles sont gravées sur le sceau de cette ville dont on usait au XVIII^e siècle (2) ; ce n'est plus qu'une rangée de globules réunis par des arcs de cercle, quelque chose comme un bracelet de perles étendu horizontalement en ovale très allongé, dans le chef de l'écu.

Pour ceux qui, peu au courant des bizarres évolutions de l'héraldique municipale, conserveraient des doutes sur la rigueur, toute scientifique pourtant, de notre démonstration, nous donnerons sans marchander, comme sans choisir, des exemples, bien connus des spécialistes, de transformations fort étranges encore. Les gerbes des Candavène devenues les alerions des Montmorency, c'est-à-dire des oiseaux sans bec ni ongles, la montagne du premier sceau de Montauban transformée en saule écoté ; la cathédrale et les lions de Bayonne métamorphosés en un poignard, le brochet de Caylus mué en pont de pierre, le plan de la ville de Marmande déformé en croix cantonnée de tours,mutations et transformations dont on peut suivre les phases, et décrire l'évolution, tout comme pour les armoiries de Penne, et mieux encore, car pour la plupart de ces cas si bizarres nous avons une série de types échelonnés entre le plus ancien et le plus récent.

J. MOMMÉJA.

(1) Voyez Rochach, op. cit. p. 319.

(2) Ibid., p. 446.

Vues sur le Budget d'un Propriétaire de l'Agenais

Au commencement du XVIII^e siècle

*Brouliar du livre d'Isaac de Peyférié. -- Inventaire de ses biens à son décès.
-- Partage de l'hérédité de sa femme. -- Comptes du tuteur de ses
enfants. -- Lettres de M. de Bonneau, d'Henri-Louis de Peyférié et du
Père Salomon, de l'Oratoire.*

Lorsque, le 28 novembre 1718, Isaac de Peyférié ouvrait ce qu'il appelait « son brouliar de livre », il était bien loin de supposer qu'on le feuilleterait deux cents ans plus tard. S'il l'eut prévu, il n'en eût, sans doute, éprouvé aucun ennui, mais, comme il paraît avoir été un homme pratique, nous pensons qu'il se serait étonné d'une pareille durée réservée à sa mémoire.

Il résidait ordinairement dans sa maison d'Auriac, située sur la rive droite du Drot et près de cette rivière, à quelques kilomètres de Duras. Il possédait dans la paroisse de Toumey-ragues, juridiction de Sainte-Foy, une autre maison dont dépendait une métairie et un important vignoble. Il tenait de sa femme un domaine de 112 journaux situé près de Casteljaloux et, enfin, il avait sur la rive gauche du Drot, dans la juridiction de Lévigac, une belle et vaste prairie, trois métairies et un vignoble.

De ses fenêtres d'Auriac il pouvait apercevoir les toits de ses métairies de la rive gauche ; à l'aide d'un batelet, il lui était facile d'en surveiller la culture, mais l'éloignement des ponts l'obligeait, pour faire communiquer ses propriétés des deux rives, à posséder un bateau assez fort pour supporter un attelage avec son chargement. Ce bateau, refait en 1727, ne coûta pas moins de 300 livres « pour planches, clous, suif, goudron, sans compter la nourriture des bouviers et des ouvriers ». C'était un impôt de plus.

Il ne paraît pas qu'Isaac de Peyférié ait jamais été au service du roi. Nous croirions plutôt qu'il avait fait le commerce des

vins et eaux-de-vie. Ce qui nous porterait à le penser, c'est qu'il avait voyagé en Angleterre. Il en avait rapporté une pièce d'or, superbe médaille sans doute, puisqu'il la conserva sa vie durant et voulut la léguer à son fils (1).

Au moment où il ouvre son cahier, il est à Auriac, dans la force de l'âge, remplissant avec activité ses devoirs de propriétaire foncier et de père de famille. Il fait faire des réparations aux métairies, loue des domestiques et... en chasse ; règle des comptes, non seulement à Duras, mais très souvent à Sainte-Foy, à Casteljaloux, à Marmande. Plusieurs fois l'an il se rend à Bordeaux, et tous ces déplacements il les fait à cheval ; aussi n'avons-nous pas à nous étonner de voir revenir souvent, sur le livre des dépenses, les comptes du sellier.

Un de ses proches parents, son beau-frère, croyons-nous, M. de Bonneau, habitait à Bordeaux, quartier des Chartrons, il y faisait le commerce des vins et eaux-de-vie. M. de Peyferié entretenait avec ce parent de très actives relations ; il lui envoyait le produit de ses vignobles et se faisait adresser toutes les marchandises encombrantes dont il était difficile de se pourvoir dans les petits endroits, tels que les merrains et les osiers ou « vimes » nécessaires pour les barriques, les planches de sapin... et aussi des provisions de sucre en pain.

Les vins et les eaux-de-vie de S^{te}-Foy descendaient vers Bordeaux par la Dordogne, ceux d'Auriac étaient embarqués sur la Garonne à Sainte-Bazille. Par les mêmes voies, les mêmes bateaux, venaient les envois du correspondant bordelais.

Ces envois de vins et eaux-de-vie permettaient au correspondant de percevoir un courtage nullement à dédaigner. Dans une de ses lettres, M. de Bonneau, qui avait accès auprès de MM. du Parlement, se plaint d'être sollicité par des plaideurs « qui ont leur commissionnaire aux Chartrons, à qui ils envoient leurs eaux-de-vie et qui en retirent l'utilité. » Il refuse

(1) Ledit sieur Isaac de Peyferié l'avait portée d'Angleterre avant son mariage. Cette pièce sera remise au s^r P. fils, après qu'on en saura le poids. (Partage de l'hérédité de la demoiselle Marianne de Jolis, veuve en premières nocces d'Isaac Dourgouilloux de Peyferié.

de mettre à l'avenir son crédit au service de ces importuns « étant lassé d'être dupe de ces gens-là. »

Quelquefois, au lieu de passer par l'intermédiaire des Chartrons, les vins étaient vendus directement à l'étranger. C'est ainsi qu'en 1719, M. de Peyferié reçoit de M. Guillemanson, un bordelais marchand à Amsterdam, une lettre de change de 2.200 livres pour 26 tonneaux de vin de 1718 qu'il lui avait expédiés. Ces envois directs par la propriété à Amsterdam ou à Rotterdam paraissent n'avoir eu rien d'extraordinaire, car on les voit se renouveler. Le prix de 84 livres le tonneau, soit 21 livres la barrique, devait être considéré, croyons-nous, comme suffisamment rémunérateur. Nous voyons bien le vin vendu, en 1718, 94 livres ; en octobre 1719, 170 livres ; en 1722, 120 livres ; en 1723, 300 livres ; mais nous le trouvons aussi à 15 et 16 livres la barrique, soit 60 livres le tonneau.

A côté de son vignoble de Toumeyragues, comme de celui de la juridiction de Lé vignac, M. de Peyferié avait, dans son chai, un alambic, « une chaudière », et lorsque le vin n'était pas d'une vente facile ou suffisamment rémunératrice, on l'envoyait à « la chaudière » qui le transformait en eau-de-vie. Le prix de cette marchandise subissait de fréquentes variations. Nous la trouvons à 115 livres la pièce en 1724, puis à 100, à 105 et même jusqu'à 55 livres en avril 1732. Il est vrai que la pousse de la vigne, à ce moment, était pleine de promesses. Une autre marchandise, dont le prix varie avec celui du vin et de l'eau-de-vie, c'est la barrique. Nous la trouvons à six livres et aussi à 4 livres. Le prix moyen, de 1718 à 1734, paraît avoir été de 5 livres. Le merrain était à 300 et 250 livres le millier, les cercles à 12 sous la meule.

Les vins et l'eau-de-vie étaient une abondante source de revenus pour les propriétaires aisés. S'ils manquaient ou atteignaient un prix élevé, les pauvres gens devaient cesser d'en boire. On peut vivre sans vin et sans alcool, de savants médecins affirment même qu'une pareille privation est tout à fait salubre, mais le pain est nécessaire à la vie. Une mauvaise récolte de céréales était une calamité redoutable. De 1718 à 1726, nous voyons le prix du boisseau de blé (notre hectolitre

varier de dix à vingt-une livres ; la méture de 9 à 20 livres ; les fèves et le blé d'Espagne (maïs) montent jusqu'à 17 livres, à peu près le prix de 1909. Dans ce temps, où le numéraire était rare, le froment à 21 livres, le maïs et les fèves à 17, constituaient des prix de famine. Durant ces années malheureuses, M. de Peyferié faisait des avances, en nature, à ses vigneron et métayers ; il leur donnait du froment et de la méture, mais aussi du blé d'Espagne et des fèves.

Notre « brouliar de livre » donne un relevé des grains produits par cinq des métairies d'Isaac de Peyferié en 1723 et 1724. En 1723, elles donnèrent au maître tout prélèvement pour semences effectuées ; 7 boisseaux de fèves ; 63 de méture, 55 de seigle, 9 d'avoine et 79 de froment. Cette année-là les six métairies avaient fourni 6840 gerbes. L'année suivante, 1724, on n'en compte plus que 5430. Nous ne retrouvons plus ces détails pour les années suivantes, sans doute qu'ils furent consignés sur un autre registre.

L'élevage était une source de revenus bien moins importante qu'aujourd'hui. De 1719 à 1724, nous trouvons des veaux vendus à 25 livres et au-dessous : des vaches à 60 livres : puis des paires de bœuf à 205 livres, à 230, à 240, jusqu'à 370 et même 400 livres. Les bêtes payées à ce prix devaient être superbes et le boucher qui les acheta fut, sans doute, trouvé bien hardi. En effet, il conclut son marché fin d'octobre, compta 170 livres et n'acheva de se libérer qu'au mois de mai suivant.

Les volailles n'étaient pas chères : en 1719, deux paires de chapons étaient vendus, à Duras, 1 livre et 14 sous ; d'où l'on peut conclure que pour six ou sept sous on avait la poule au pot légendaire.

Les chevaux valaient, entre 1718 et 1730, un peu plus de 100 livres. Nous trouvons des chevaux de selle à 138 et 170 livres ; un cheval est vendu au duc de Duras, 180 livres ; nous voyons bien un cheval acheté 500 livres, mais c'est déjà en 1740, puis, destiné à monter un jeune mousquetaire il devait être fort beau.

M. de Peyferié recourait, pour le dressage de ses chevaux,

à « des hommes de M. de Valence », seigneur du château de Cambes à peu de distance d'Auriac, ou à des palefreniers du duc de Duras. On les payait, pour un dressage, jusqu'à douze livres, salaire élevé si nous le comparons au prix des journées d'homme qui était de quatre sous au moins pendant le mois de janvier.

Les domestiques gagnent 35 et 45 livres l'an. Un bon maître-valet, 60 livres, « un homme d'affaires » sans doute un domestique lettré, jusqu'à 80 livres. Un ménage dont il est souvent parlé, Petit-Jean et sa femme Marion, ne gagnait que 60 livres par an. Ils avaient la confiance de leurs maîtres car nous lisons souvent : « Payé par Marion de Petit-Jean : payé par Petit-Jean ». Ces paiements sont faits non seulement à Duras mais à Sainte-Foy, à Casteljaloux, voire à Bordeaux. Peut-être réservait-on à ces braves gens quelques gratifications. Toujours est-il qu'en 1721, lors d'un règlement de gages, ils confient à leur maître des économies montant à 247 livres. C'était des fervents du bas de laine.

Il est regrettable qu'Isaac de Peyferié qui inscrit jusqu'à des dépenses de quelques sous, comme celle-ci : « Prêté à M. le duc (1) une livre de dix sous qu'il a donnés à un pauvre », n'ait pas eu la pensée de nous laisser un mot sur sa vie de famille, les visites qu'il recevait, ou, au moins, les naissances et décès survenus autour de lui. Il écrit, par exemple, en 1722 : « Un habit de deuil pour ma femme, 235 livres. » Pas un mot qui nous mette sur la trace du décès qui amenait ce deuil. Une autre fois, en 1720, nous trouvons : « Un saumon acheté à Sainte-Foy le 15 mars, 13 livres. » Treize livres ! mais c'est le prix d'un porc, presque d'un veau, le poisson devait être d'importance, et nous taxerions cette dépense de prodigalité, si nous ne lisions à la date du 17 du même mois : « Femmesage, huit livres. » Evidemment le saumon était la pièce principale d'un dîner de baptême. En bon père de famille, il avait soin de veiller à ce que la provision de linge de sa maison ne s'épuisât pas. Ainsi, de juillet à décembre 1722, il acheta 277 aunes de toile, et de décembre 1722 à mai 1723, encore

(1) Le duc de Duras.

270 autres. Ces achats étaient faits à raison de 17 à 20 sous l'aune.

Il ne se bornait pas à acheter de la toile; certainement il en faisait faire chez lui, car, ainsi que ses voisins, il récoltait du chanvre. Nous trouvons mention de sommes payées à des fileuses et quelquefois, bien rarement, des ventes de « filasse ». Elle se vendait de 3 à 5 sous la livre.

A l'approche de la semaine sainte, à la fin de mars ou au commencement d'avril, nous constatons chaque année des achats extraordinaires de morues, harengs, huile, beurre.... témoignages dont nous n'avons pas besoin pour être assuré que dans la maison de M. de Peyferié on se conformait aux prescriptions rigoureuses du carême.

Toutes les dépenses n'étaient pas justifiées par les sévères besoins du ménage, le superflu avait sa part. Les perruques à 40 livres ne rentrent peut-être pas dans cette catégorie, mais il me semble difficile de ne pas y comprendre la dépense du 27 mai 1724, ainsi mentionnée : « Un habit pour ma femme, venant de Paris, 259 livres » et celle du 9 juillet même année : « Un collier de perles fines donné à ma femme, 141 livres. » Et les achats de tabac ! On le prenait à Casteljalous par cinquante livres qui ne coûtaient pas moins de 147 livres, mais on en avait pour une année.

Le cahier mentionne aussi des pertes au jeu, et nous n'hésitons pas à les amnistier. Elles n'étaient pas faites dans des tripots, mais dans un monde où il eût été peu séant de se refuser à tenir les cartes. D'ailleurs les pertes au jeu qu'un père de famille couche loyalement sur le livre des dépenses générales de la maison ne sauraient être incriminées. C'est au château de Duras que se font les pertes les plus sensibles. Ces mots : « Perdu au jeu de M^{me} la Duchesse », reviennent souvent. Les pertes sont parfois de 5 livres, mais aussi de 135, 195, jusqu'à 285. Le prix d'une belle paire de bœufs !

En revanche nous trouvons une dépense digne de tout éloge à la date de 1721, l'année où s'illustra Belzunce : « Pour les pestiférés, deux livres dix sous. »

Les dépenses de la maison, non compris le vin et le blé, fu-

rent de 5,206 livres en 1718 et de 7,506 en 1719. Les dépenses de M^{me} de Peyferié « en son particulier », avaient été de 239 livres.

Isaac de Peyferié mourut le 15 février 1726. Il laissait une fille déjà mariée, quatre filles plus jeunes, Jeanne, Marianne, Judith, Thoinon, et un fils, Henri-Louis (1). La gestion de sa fortune avait été sage et heureuse puisque la société d'acquêt entre sa femme et lui donnait, à sa mort, un bénéfice de 20,000 livres. Il fallait pourvoir à l'éducation et à l'établissement des six enfants : le moment des lourdes charges n'allait pas tarder à venir.

M^{me} de Peyferié s'étant remariée le 28 février 1729, perdit la tutèle de ses enfants, qui fut confiée au mari de sa fille aînée, Antoine Cornier. C'est à lui qu'incombèrent, pendant quinze ans, l'administration de la fortune des mineurs et les soins de leur éducation.

M^{me} de Peyferié ayant repris son douaire, ses enfants jouissaient seulement du revenu des cinq domaines de leur père décédé. Ils furent affermés 4,395 livres. Le tuteur affranchissait ainsi la succession des lourdes charges de l'exploitation agricole directe ; il n'avait plus qu'à pourvoir aux dépenses personnelles de ses pupilles.

Grâce à cette prudente gestion, à la fin de 1729, les revenus dépassèrent les dépenses de 2,642 livres. Quelques remboursements de capitaux aidant, l'excédent des recettes atteignit successivement 4,131 livres, 5,550 et enfin 6,981 livres en 1733. Ce nombre marque l'apogée de l'excédent. En 1734 il n'est déjà plus que de 2,720 livres ; en 1738 il est encore de 394 livres mais on ne le revit plus et en 1739 les dépenses excèdent les recettes de 4,248 livres. C'est que les mineurs avaient grandi. Pour les mariages, les professions religieuses, il fallait des capitaux ou des pensions et, enfin, la dépense pour le jeune Henri-Louis, qui était encore de 600 livres en

(1) Ce fils, dernier né de la famille d'Isaac de Peyferié, eut pour parrain Henri-Louis de Durfort et pour marraine Victoire de Durfort, le fils et la fille du duc de Duras. Il fut baptisé le 14 décembre 1721.

1733, s'élève à 1,500 livres en 1734 pour atteindre 3,000 livres en 1741.

Le tuteur et les parnts des jeunes Peyferié, surtout M. de Bonneau, le fidèle correspondant bordelais de leur père, apportèrent à leur éducation l'attention la plus louable, ne reculant devant aucun ennui ni aucune dépense.

Marianne prit l'habit religieux au couvent Notre-Dame, à Bordeaux, le 31 août 1734 (1). Le tuteur n'assista pas à cette prise d'habit, mais M. de Bonneau y était et il écrivit que tout s'était passé « à la satisfaction imaginable ». Il n'en pouvait être autrement, car ce grand jour avait été vivement désiré. « M^{lle} de Peyferié, écrivait M. de Bonneau, en février 1734. se porte à merveille, belle comme le jour et attend impatiemment le jour de sa profession. »

Ce couvent Notre-Dame où entraît sa protégée, avait toutes les sympathies de M. de Bonneau. « Ce couvent, écrivait-il en avril 1734, est très propre à l'éducation des filles », et il insistait en ces termes pour que ses jeunes parentes, Judith et Thoinon vinssent achever leur éducation auprès de leur sœur religieuse. « Dans la longue expérience que j'ai du monde, j'ai toujours remarqué que lorsqu'une mère ne tenait pas ses filles attachées à sa ceinture, on devait les mettre au couvent. » Cette affirmation paraîtrait impie aux ardents féministes du xx^e siècle ! Où est la vérité ? Nous n'avons pas la témérité d'essayer de résoudre une question divisant ainsi des hommes, ou, plutôt, des personnes se réclamant toutes d'une expérience consommée. On fit ce que demandait M. de Bonneau : Judith et Thoinon de Peyferié allèrent rejoindre leur sœur au couvent de Notre-Dame. Judith, même, voulut y rester et prit le voile en 1738.

L'éducation d'un garçon devait donner bien d'autres préoccupations que celle des filles et entraîner d'autres frais. Dès 1731, le jeune Henri-Louis, âgé de moins de dix ans, fut placé dans le collège des Pères Doctrinaires, à Cadillac. Le tuteur dut l'en retirer au printemps de 1733, fort mécontent des

(1) L'aumône dotale fut de 4,000 livres, et 2,000 pour l'ameublement.

soins qu'on prenait, sinon de son instruction, au moins de ses vêtements et de sa personne. Où le placer ? La correspondance du tuteur et de M. de Bonneau nous les montre hésitant entre le collège des Doctrinaires de Nérac, et celui des Oratoriens de Condom. En attendant une décision, on le mit dans la pension d'un sieur Lambert, aux Chartrons. Il y fit peu de progrès. « Peyferié perd son temps et se perd, écrivait M. de Bonneau. Il a besoin d'être renfermé et tenu sévèrement. » Il penchait alors pour les Oratoriens de Condom : « J'y ai un petit américain (sans doute de Saint-Domingue ou de la Martinique), qui est fort sage et a beaucoup de religion. »

Henri-Louis ne quitta pourtant la pension Lambert qu'au mois de septembre 1734 (1). Il était alors délicat, mais promettait de devenir un joli homme et semblait susceptible de faire honneur à sa famille si on savait le cultiver.

C'est dans cet espoir, sans doute, qu'on se décida à l'envoyer à Paris. On avait songé à une pension tenue par un sieur Léonard, au faubourg Saint-Antoine. M. Léonard avait, environ, 20 pensionnaires. Pour 320 livres ils étaient bien logés, nourris et blanchis. Ils devaient payer encore environ 200 livres pour livres, papiers... et leurs habits. « Les enfants peuvent, en outre, écrit M. de Bonneau qui fournit ces renseignements, apprendre à danser ou toute autre chose ». « Ils sont enfermés, ajoute-t-il avec une évidente satisfaction, et ne sortent qu'avec le maître ou les précepteurs qu'il a chez lui. »

A l'institution Léonard, on finit par préférer le célèbre collège de Juilly. Henri-Louis prit le carrosse de Paris en novembre 1734, confié aux soins des gens de M. de Saint-Savin qui allaient rejoindre leur maître, conseiller au Parlement, parti en chaise pour faire un séjour de dix mois dans la capitale. Le carrosse partait de Blaye, et une place coûtait 60 livres.

Les Oratoriens furent contents de leur élève. « Il a tout

(1) J'ai remis à votre valet le petit Peyferié que j'avais chez moi parce que son maître est à la campagne. Je n'ai pas voulu qu'il l'y suivit de peur qu'il mangeât trop de fruits. Je crois que s'il est cultivé il sera joli homme et fera honneur à sa famille. (Lettre de M. Bonneau.)

l'esprit qu'on peut souhaiter, le cœur et le caractère excellents », écrivait l'un d'eux, le Père Salomon. Ces nouvelles réjouissaient le sévère mais excellent M. de Bonneau qui, en janvier 1736, fit compter quelque argent aux Pères de Juilly « pour bailler au jeune écolier lorsqu'il étudiera bien. Il est dangereux, ajoutait-il, que les jeunes gens aient trop d'argent ; cela les dissipe. »

Pendant les vacances de 1737, Henri-Louis, sous la conduite de ses maîtres, visita plusieurs maisons royales. « J'ai cru devoir lui accorder cette satisfaction, écrit le Père Salomon, pour le dédommager de l'éloignement où il est de sa famille. » En novembre 1734, adolescent de 14 ans, il avait quitté sa province ; il ne la revit que grand jeune homme au mois d'août 1738. Il était convenu avec son tuteur qu'il ferait à cheval le long voyage de Juilly à Auriac, mais, à cause des grandes chaleurs, les oratoriens voulurent qu'il prit le coche.

Dans quelques pages de la *Revue hebdomadaire* du 25 juillet 1908, M. le marquis de Castellane, rappelant ses souvenirs d'écolier, a raconté quelle éducation sévère on donnait encore il y a cinquante ans, aux jeunes gens de sa condition. Déjà, au milieu du xix^e siècle, la facilité des communications avait rendu la vie des écoliers singulièrement moins rude qu'elle ne l'était cent ans plus tôt.

La plupart des collégiens du xviii^e siècle devaient, comme Henri-Louis de Peyferié, passer l'année scolaire tout entière, souvent plusieurs années, sans voir leurs parents. Que de l'Agenais, par exemple, ils allassent à Sorèze ou à Juilly, quelle longue et pénible route n'avaient-ils pas à faire. Ils voyageaient à cheval ou par le coche, au lieu de prendre, comme aujourd'hui, les wagons à couloir de nos trains rapides.

La génération élevée au milieu du xix^e siècle, dit M. de Castellane, a sauvé l'honneur du drapeau en 1871. Est-on bien sûr que l'éducation telle qu'elle est comprise au commencement du xx^e siècle soit capable de former des jeunes hommes comme l'était M. de Castellane, « familiers de la contrariété »,

expression synonyme, croyons-nous, du « periculi et laboris patiens » des Romains.

Henri-Louis de Peyferié entra aux mousquetaires noirs en 1740 ; il fut capitaine de cavalerie pendant la guerre de sept ans et, à la paix, il passa comme colonel au service du Portugal.

De l'examen que nous venons de faire, il résulte que la vie d'Isaac de Peyferié, au commencement du XVIII^e siècle, était, à bien peu près, celle des propriétaires de l'Agenais pendant le premier tiers du XIX^e siècle. Le coche partant tous les quinze jours, avait, il est vrai, été remplacé par les diligences Lafitte et Caillard, plus confortables et faisant un service quotidien, mais dans les cantons éloignés des routes royales et des grands cours d'eau, le cheval, avec la charrette à bœufs, restait encore le seul moyen de transport. En 1840 seulement, les applications de la vapeur et de l'électricité commencèrent à transformer le monde.

M. de Castellane, dans l'article cité plus haut, prétend que de Napoléon III à M. Fallières, la France a plus vieilli que de Hugues Capet à Louis XVI. S'il disait de Louis-Philippe à M. Fallières, son affirmation serait, croyons-nous, exempte d'exagération.

Ces transformations des conditions de la vie humaine, si lentes dans le passé et si rapides aujourd'hui, font penser à un attelage qui aurait gardé longtemps le pas, tandis que son conducteur sommeillait et qui, pour rattraper le temps perdu, serait lancé maintenant à une vitesse folle, sans souci des heurts et des cahots.

JOSEPH DE VIVIE-RÉGIE.

LA VERRERIE DE CABANES EN AGENAIS

(1744)

Le lieu dit de la *Verrerie* a conservé son ancien nom et se trouve dans la commune de Monbabus au sud-est de la Tour Burlade, sur une déclivité, presque à l'angle formé par le chemin de grande communication n° 24 et le chemin vicinal du Pont de Cabanes à l'église du même nom, entre le Tolzat et un affluent dit le ruisseau de Gondon.

L'église champêtre de Cabanes existe toujours et est située dans la commune de Montastruc.

Sous l'ancienne monarchie, la paroisse de Cabanes était mi-partie dans la juridiction de Monbahus et mi-partie dans la juridiction de Montastruc.

La Verrerie, sans qu'il soit possible de fixer la date de son premier établissement ni la date de la prise de possession du propriétaire au moment dont nous parlons, appartenait en 1744 et antérieurement probablement à noble Jacques du Grenier, écuyer, sieur de Lapeyre, habitant du lieu de Combebelles, paroisse de Cabanes.

La Verrerie était industriellement fort bien placée entre les deux forêts de Gondon et de Puy-Dauphin qui lui fournissaient la matière première et le combustible.

Non loin de la Verrerie se trouvait le moulin à vent de la Paillerie, qui existe encore sur une hauteur de 140 m., à 2 kilomètres environ de l'établissement verrier.

La pièce qu'on va lire et qui est extraite des minutes du notaire Lamartigne est non seulement intéressante parce qu'elle établit l'existence de la fabrique mais aussi au double point de vue de la noblesse des verriers et d'un détail particulier de fabrication.

En 1665, lors de la création de la manufacture de Saint-Gobain, l'ordonnance de Louis XIV disait : « Du Noyer peut

prendre des associés même *nobles* et *ecclésiastiques* sans qu'ils dérogent à la noblesse ».

Noble Jacques du Grenier, dans la sommation ci-dessous, se plaint que « la matière.....manque audit sieur requérant pour continuer le travail de sa Verrerie et occuper ses *Messieurs* établis à ce sujet..... ».

Les dits *Messieurs* étaient évidemment des gentilshommes verriers. Ce mot de messieurs est répété par deux fois dans l'acte.

L'une des matières indispensables au fonctionnement de la Verrerie est appelé par l'acte notarié le *tourou* ou *tourron*. « Le « sieur du Grenier avait fait traduire dans ledit moulin une « pleine barrique et quatre sacs de *tourron*..... et quoyque « ledit Simounet et ledit Philippes (meuniers de la Pailherie), « aient par diverses fois promis de luy faire moudre ledit *tourou* « de moment à autre, néanmoins ils difèrent de ce faire.... ».

Qu'était-ce que le *tourron* ou dans notre roman *lou tourrou* ?

On donnait et on donne encore, mais fort rarement à cause de l'emploi de plus en plus désuet de l'objet, ce nom à des vases de terre grossiers, de forme ronde aplatie, exactement la forme d'un massepain, en terre jaunâtre non vernissée, dont le couvercle porte sur sa face supérieure un grand trou rond au milieu, entouré d'un double rang de trous percés tout autour. Ces vases servaient de chaufferettes. On introduisait les charbons par le trou du milieu et les trous circulaires laissaient passer l'air chaud.

Le mot de *tourron* s'appliquait donc à la fois et à l'ustensile et à sa matière. Comme celle-ci était un mélange d'argile et de sable, les verriers de Cabanes s'en servaient pour la verrerie commune. C'est une hypothèse bien légitime.

D^r L. COUYBA.

*Acte de sommation faite par Monsieur Lapeyre
à Philippes et Simounet.*

Le trantième jour du mois de janvier mil sept cent quarante-quatre, dans le lieu de Montastruc en Agenois, après-midi, par devant moy

notaire royal soubzsigné, présant les témoins bas nommés, feut présent noble Jacques du Grenier, escuyer, sieur de Lapeyre, habitant du lieu de Combebelle, paroisse de Cabanes, jurisdiction de Monbatus, lequel parlant en personne et par escrit à Pierre Philippes musnier et François Simounet musnier du moulin de Pailherie, paroisse de Cabanes, jurisdiction de Montastruc, leur dit et représante que ledit sieur Lapeyre (1) ayant ouvert le feu de sa verrerie depuis plusieurs jours et ayant continué à faire du travail jusques au jour de hier qu'ayant donné et fait traduire dans ledit moulin une plaine barrique et quatre sats de *tourrou* pour faire moudre à leur molin suivant la convantion qui fut faite et convenue entre ledit sieur Lapeyre et lesdits Philippes et Simounet et de leur payer vingt sols par quintal et que pour les encore indemnizer il fairoit également moudre à leur dit moulin la quantité de quatre sacs de bled; Et quoy que ledit Simounet et ledit Philippes aient par diverses foix promis de lui faire moudre ledit *tourrou* de momant à autre, néanmoins ils difèrent de ce faire, et comme la matière de cet expesse manque audit sieur requérant pour continuer le travail de sa verrerie et occuper ses *messieurs* établis à ce sujet et que cella lui porte un notable préjudice, cella l'oblige de sommer comme il somme par ses présentes lesdits Simounet et Philippes de faire moudre incessamment et sans retard ledit *tourrou* et de le rendre tel qu'ils se sont engagés aux offres que ledit sieur du Grenier fait de leur payer le droit de moulage à raison de vingt sols par quintal, leur protestant qu'à refus ou délai de ce faire, ledit sieur Lapeyre proteste contre eux du retardement de son travail et de l'employ de ses *messieurs*, de tous ses dépans, domaiges et intérêts et généralement de tout ce qu'il peut et doit protester de fait et de droit. De tout quoy ledit requérant m'a requis lui retenir acte et ledit Philippes copie que luy ay concédé; en présance de Pierre Martignaud, marchand, et M^e Jacques Robert lieutenant en l'ordinaire de Montastruc, habitant de cette jurisdiction et celle de Montastruc qui ont signé avec ledit sieur requérant de ce requis et moy.

ROBERT, LAPEYRE, MARTIGNAUD.
LAMARTIGNE, notaire royal (1).

(1) Noble Jacques du Grenier.

(2) Minutes, pp. 89-91.

LA ROUMIEU

PARTIE HISTORIQUE (*)

CHAPITRE VII.

La Roumieu pendant la Révolution

L'histoire de La Roumieu pendant la Révolution française ne différencie en rien de celle des autres villes de la région à la même époque. C'est, au début, le même enthousiasme généreux pour les réformes libérales que tous considéraient comme nécessaires et dont le Roi lui-même avait pris l'initiative ; c'est la même union dans les sentiments, vrais en 89, de liberté civique et individuelle, de fraternité, de patriotisme ; le même esprit jaloux et sectaire des premiers Jacobins qui allaient bientôt dominer tout ; et peu à peu les mêmes persécutions contre le clergé, la même haine contre les aristocrates et les possesseurs des grandes propriétés, le même fanatisme, le même vandalisme contre les titres anciens ou les objets artistiques mobiliers, la même division, la même suspicion entre les citoyens ; jusqu'au jour où de l'excès du mal sortira le remède, où les esprits assagis reviendront au calme et à la modération, où, après l'orgie de dix ans, la France se ressaisira tout entière et acclamera pour la gouverner ceux mêmes dont elle s'était si brutalement débarrassée. Notre rôle, dans ce chapitre, se bornera donc à énumérer les faits saillants ou originaux que nous apprennent les registres des délibérations municipales, et qui peuvent présenter quelque différence notable avec ceux des villes et bourgades circonvoisines.

(*) Voir *Revue de l'Agenais*, t. xxxvi, p. 62.

La ville de La Roumieu, comme la plupart de ses semblables, dut confier à ses mandataires, dès la convocation des Etats-Généraux, un cahier de ses doléances particulières, destinées à être groupées dans le cahier général. Le texte malheureusement ne nous en est pas parvenu.

On sait que les députés à la Constituante de la sénéchaussée de Condom, dont dépendait La Roumieu, furent : 1° pour le clergé : M. Charles Laborde, curé de Corneillan ; 2° pour la noblesse, Armand-Jean-Jacques de Lau, marquis de Lusignan ; 3° pour le tiers - état : Jean-Marie Pélaque-Bérault, procureur du Roi à Condom et Meyniel, avocat au Parlement.

Les anciens consuls, MM. Roux, Cané et Dubouch, restèrent en charge jusqu'à la fin de 1789. Dès la fin de janvier 1790, fut constituée la nouvelle municipalité. Furent élus : MM. Cazaux, maire, par 84 voix sur 155 votants, et Broconat de Salabert, Geze de Saint-Caprazy, Cadeot, Guillaume Dubouch, Alexis Broconat du Perron, Roux et Bazignan, officiers municipaux, ce dernier désigné comme secrétaire. Furent également nommés, ce jour-là, douze notables parmi les principaux habitants de la ville.

Le premier acte de la municipalité fut de procéder, le 1^{er} mars 1790, à la confection d'un supplément de rôle d'imposition à l'effet de frapper les biens nobles et privilégiés pour les six derniers mois de l'année, « lesquels avaient été omis dans le rôle primitif. » Elle révoque en même temps le sieur Cazenave, régent, « qui ne remplissait pas avec exactitude les fonctions de sa charge (1). »

Elle organise aussi la garde nationale et décide « d'acheter
« six fusils et de faire raccommoder les six autres qui se trou-
« vent à l'hôtel de ville, attendu qu'au milieu de l'effervescence
« générale qui gagne les esprits, les habitants de ce canton ne
« sont plus respectés et que le zèle de la garde nationale serait
« impuissant pour apporter les secours nécessaires, la plupart
« des soldats de cette troupe n'ayant pas d'armes (2). »

(1) Arch. mun. de La Roumieu. Reg. des délibérations. Cahier E.

(2) Idem. Cahier E.

Le 26 mai, les citoyens actifs de la ville et juridiction de La Roumieu, ainsi que les citoyens des autres juridictions formant le canton de Larroumieu, excepté ceux de la communauté de Gazaupouy autorisés à former une assemblée particulière, sont convoqués par ordre du baron de Cadignan, commissaire du Roi pour le département du Gers, à l'effet de nommer quatre électeurs qui seront envoyés à Auch. Au nombre de 297, lesdits citoyens se réunissent dans l'église Collégiale du chapitre et, auparavant, y entendent la messe et le *Veni Creator*. Puis, le Maire leur fait un long discours patriotique débutant ainsi : « Messieurs, le jour est enfin arrivé
« où vous allez goûter les douceurs de l'usage légitime de la
« liberté. Réunis par les mêmes droits et les mêmes intérêts,
« vous n'allez plus former qu'une assemblée de frères, qui
« vont tous avec le même zèle concourir au même but qui est
« le bonheur de tous. L'intérêt public et la voix de la cons-
« cience, ainsi que l'amour de la patrie recommandent au
« choix de l'assemblée des hommes notables par leurs lumières,
« leur intégrité, leur zèle pour la constitution et animés
« d'un zèle ardent pour l'avantage commun, au lieu de se
« laisser guider par l'intrigue qui dirigerait leurs suffrages
« sur des hommes ambitieux, ignorants, asservis aux anciens
« préjugés... Fixez vos regards sur la liberté que nous venons
« d'acquérir et sur les heureux jours que les travaux immor-
« tels de notre auguste assemblée nous préparent. » Et M. Constantin, capitaine de la troupe nationale, d'ajouter : « Il
« nous faut jeter un regard de mépris sur ce temps de jadis
« où nos jours coulèrent dans l'esclavage ! Saluons l'ère de
« liberté où nous sommes libres des droits multipliés que pro-
« pageait une féodalité barbare ! Rendons aussi hommage au
« Roi, prince bienfaisant qui a sanctionné le décret des
« libertés résolues par l'assemblée nationale ! » Furent nom-
més : MM. Cazaux, maire ; Constantin, Castaing d'Aurens et l'abbé Broconat (1).

La Roumieu ne pouvait manquer d'avoir sa liste de contri-

(1) Arch. mun. Cahier E.

butions patriotiques. Close le 25 février 1790, le total souscrit se monte à la somme de 4.423 livres. Dans le nombre, nous relevons les noms de MM. Pujols, 300 francs, du Bouzet de Madirac, 120 francs, Cazaux, maire, 300 francs, de Guichené et Charles son fils, 1.500 francs, l'abbé Palazo, 100 francs, Pierre d'Aux de Lescout, 120. Dubois, ancien chirurgien-major au régiment de Bourbonnais, 100 francs, Buzet, doyen du chapitre, 400 francs, Cabanes, chanoine, 150 francs, Daubon, chanoine, 150 francs, Marignac, chanoine, 150 francs, tous les autres chanoines pour une somme inférieure, enfin, M^{me} de Pachan, supérieure du couvent de Sainte-Claire, pour elle et ses sœurs, 208 francs (1).

La fête du 14 juillet 1790 y fut célébrée pompeusement. « Il sera célébré une messe avant ladite fête à laquelle assisteront MM. les officiers municipaux et les divers corps de la ville. La troupe nationale y sera en grande tenue et enseignes déployées. Le corps municipal sera escorté d'un piquet de douze au moins et reconduit de même à l'hôtel de ville. Le serment civique sera prêté par la garde nationale immédiatement après la messe et le discours que le commandant prononcera. La Commune prètera le même serment après la troupe. Immédiatement après, le *Te Deum* sera chanté au bruit des « boetes » et de la mousqueterie. Il sera dressé un feu de joye à trois heures de l'après-midi, auquel assisteront les officiers municipaux et la garde nationale en grande tenue. L'illumination générale sera ordonnée sans exception dans toute la ville. — Enfin, les officiers municipaux prient « tous ceux qui sont à prier », de cimenter en ce jour la paix, l'union et la concorde. C'est le désir le plus ardent qui les a toujours animés et qui sera inséparable de leur conduite et de leurs sentiments (2).

Cependant, « les ennemis du bien public cherchent à « ramener le désordre dans la province, ils soudoient des indi-
« gènes pour leur faire commettre toutes sortes de délits, les

(1) Arch. mun. C. E.

(2) Idem, pp. 68-70.

« moissons ont été incendiées etc,. Il importe que la garde nationale organise des patrouilles, soit la nuit, soit à l'occasion de la foire de Saint-Michel, afin de maintenir l'ordre (18 juillet). » Vains efforts ! « Les abus, les désordres, les attroupements nocturnes, les licences les plus affreuses se propagent de plus en plus dans le sein de la commune. ». Aussi la municipalité édicte-t-elle des règlements de police très sévères, interdisant à qui que ce soit de troubler la tranquillité, le repos même d'un citoyen isolé, soit le jour, soit la nuit, « par des gestes indécents, des chansons ou des paroles capables d'affecter la sensibilité (1). »

En attendant qu'on s'en prenne aux particuliers, ce sont les congrégations qui sont attaquées les premières. Le 18 octobre 1790, il est procédé à l'inventaire de l'église collégiale, des biens du chapitre, de tous les titres de rente ou autres, de tous les vieux papiers déposés aux archives. La liste en est longue et instructive. La publier ici dépasserait le cadre que nous nous sommes imposé (2).

Après les titres, c'est l'église elle-même. Non encore la belle église collégiale, mais l'église paroissiale tout à côté, qui est trop petite, malsaine et lézardée en plusieurs endroits. Aussi la municipalité de La Roumieu demande-t-elle, dès le 14 novembre 1790, au Conseil général du département du Gers, qu'elle soit échangée avec l'église du ci-devant chapitre. Six mois après, le 23 juin 1791, dans une réunion spéciale, le procureur de la commune Cané rappelle « que depuis quelque temps des maladies infectieuses ravagent la ville, qu'elles sont dues au mauvais air qu'occasionnent les bois, marais et puisards qui entourent la ville, mais que le foyer le plus dangereux est l'église paroissiale, laquelle, malsaine de tout temps, étant fermée depuis le mois de décembre dernier, renferme des miasmes putrides et fétides, qui s'exhalent dans la ville et répandent une odeur pestiférée ». C'est pourquoi il adjure les officiers municipaux de prendre tous les moyens pour éloigner les mala-

(1) Archives municipales, Registre des délibérations, n° 2, pp. 49 et 50.

(2) Archives départementales du Gers. Q.231.

dies épidémiques qui sont à craindre au moment des grandes chaleurs et d'obtenir du directoire du département la démolition de cette église. Trois jours après, les habitants sont convoqués, et « d'une voix unanime » ils demandent que l'église paroissiale soit démolie, d'abord parce qu'elle est malsaine, puis parce qu'elle menace ruines de tous côtés, enfin, parce que le culte pourra être facilement célébré dans la belle église à côté du ci-devant chapitre (1).

Ce ne fut toutefois qu'en 1804 que l'ancienne église paroissiale de Notre-Dame, fermée depuis 1790, fut vendue et démolie. Elle fut, en effet, achetée alors par deux habitants de La Roumieu, dont M. Lavardens, ancien chanoine, afin d'empêcher qu'on ne la convertisse en grange et écurie. Démolie aussitôt pareux, et les matériaux dispersés, elle fut remplacée par la collégiale, dès que le Premier Consul eut décrété le rétablissement du culte (2).

Déjà, à la fin de cette année 1790, le parti jacobin trouvait trop tiède dans son républicanisme la première municipalité de La Roumieu. « Sur l'avis réitéré du procureur de la commune
« Cané, demandant que, conformément aux décrets de l'Assemblée, les officiers portent dans les cérémonies une écharpe aux
« trois couleurs, le maire et les officiers municipaux, qui ont
« donné jusqu'ici le témoignage de la plus obstinée mauvaise
« volonté, décident qu'ils achèteront lesdites écharpes et feront
« eux-mêmes les avances, jusqu'à ce que la communauté puisse
« les rembourser (3). »

Il fut formé, on le sait, au début de la Révolution, un plus grand nombre de cantons par département qu'il n'en existe aujourd'hui. C'est ainsi que La Roumieu, qui fait actuellement partie du canton de Condom, était le chef-lieu d'un canton spécial qui comprenait les paroisses de Castelnau, Abrin, Aurens, Saint-Aignan, Saint-Caprais, Téoulé, Laplaigne, Estrepouy, Gzaupouy, Goubbès et Belmont. Le 15 novembre 1790, le

(1) Archives municipales. Reg. n° 2, p. 26.

(2) Note fournie par M. l'abbé Palanque, ancien curé de La Roumieu.

(3) Archives municipales de La Roumieu. Registre des délibérations, Cahier E, p. 89.

conseil de La Roumieu demande qu'à ces paroisses soient ajoutées celles de Rignac, Larroque et Tressens (1).

Dans l'ordre judiciaire tout était à faire. Le 1^{er} décembre 1790 les habitants de La Roumieu sont convoqués pour élire un juge de paix. Ils se réunissent au nombre de 313, dans l'église du ci-devant chapitre, qui depuis plus d'un an avait été sécularisé. Là, M. Constantin prononça un grand discours, dont le style ampoulé, prétentieux comme celui de toutes les harangues de cette époque, mérite d'être transmis à la postérité. « Il faut, dit-il, élire un sujet qui porte l'empreinte de
« cette pureté d'intention qui caractérise l'homme libre, lors-
« qu'il a la raison pour guide et le bonheur de ses semblables
« pour objet... Prenez bien garde d'outrager la justice en
« mettant sa balance dans des mains impures souillées par les
« présents, dans des mains criminelles où l'or dicte les arrêts,
« ou bien en nommant un de ces hommes qui cachent le fiel
« des passions viles et méprisables, hommes politiques, à l'âme
« vindicative, dont on ne devine jamais la pensée et qui ne
« se feraient de la justice qu'un métier ! »

Ce fut M. Lavardens, prêtre, qui par 149 voix sur 192 votants fut nommé juge de paix et qui à ce titre prêta le serment exigé. Mais un mois ne s'était pas écoulé, qu'il écrivait de Bordeaux où il se trouvait le 7 février 1791, que « tour-
« menté par le serment civique qu'il a prêté, et reconnaissant
« que les ecclésiastiques ne peuvent le prêter, attendu qu'il s'y
« trouve des décrets contraires à ses principes auxquels il en-
« tend rester étroitement attaché, il abdique ses fonctions pour
« demeurer fidèle à la voix de sa conscience. » Cette lettre, dit le procès-verbal, fut très mal accueillie par le conseil qui traita M. Lavardens « de mauvais patriote, d'homme qui a
« indignement abusé de la confiance de ses concitoyens, qui est
« coupable d'incivisme et mérite d'être retranché de la société
« dont il ne veut plus être membre ». M. Castaing d'Aurens fut élu à sa place aux applaudissements de l'Assemblée (2).

(1) Archives municipales, registre des délibérations. Cahier E, pp. 90-94.

(2) Idem, Cahier E, p. 140.

Depuis la suppression du Chapitre, tout est désorganisé dans le service religieux. La municipalité entend se substituer à l'autorité ecclésiastique et tout régler, notamment la sonnerie des cloches, pour laquelle il est pris, le 6 janvier 1791, un arrêté détaillé (1).

Sur ces entrefaites, les officiers municipaux de La Roumieu divisent le territoire de la commune en six sections : 1^e section de Bézian ; 2^e section dite des Gratuzous ; 3^e section dite de Martet ; 4^e section dite de Saint-Caprazy ; 5^e section dite de Saint-Aignan ; 6^e section dite de La Roumieu, déterminant très exactement les limites de chacune ; et ils recommandent au sieur Constantin d'organiser de fréquentes patrouilles « afin « de déjouer les pernicioeux complots des ennemis de la Cons- « titution » (2). De nombreux citoyens n'acceptaient en effet ni le nouveau régime, ni la nouvelle organisation municipale. Le sieur Constantin, commandant la garde nationale, manquait de prestige. Aussi ses subordonnés ne se gênaient-ils pas pour se livrer sur lui à des voies de fait, qui, disons-le bien vite, furent réprimées et punies par le corps municipal, et, chose plus grave encore, pour abattre les arbres de liberté nouvellement plantés (26 septembre 1791) (3).

Mais les événements se précipitaient. La Législative remplaçait la Constituante et avec elle s'établissait dans toute la France le régime de la Terreur. Le directoire du district de Condom ordonnait de lui envoyer immédiatement pour être fondues les cloches du ci-devant Chapitre ; et il prescrivait des visites domiciliaires chez les citoyens suspects, notamment au couvent des Clarisses, qui avaient commis le crime de donner au père Gayet, leur ci-devant confesseur, une partie de leur mobilier inventorié et dont elles ne pouvaient plus disposer (4). Six mois après, les Clarisses étaient brutalement expulsées de leur maison ; les portes étaient fermées à clef ;

(1) Archives municipales, Cahier E., pp. 122 à 124.

(2) Idem. Deuxième registre des délibérations.

(3) Idem, p. 45.

(4) Idem, p. 91.

et la principale clef « remise au sieur Joseph Dubor, dit Nounet, qui doit y coucher et prendre garde aux objets inventoriés dont il se rend garant jusqu'à leur vente » (1). L'histoire n'est qu'un éternel recommencement.

.La garde nationale est réorganisée sur des bases plus solides et le canton de La Roumieu devra former six compagnies. Sont nommés : MM. Constantin, capitaine, Cazaux aîné, lieutenant en premier, Lasserre aîné, lieutenant en second, Dugarcin et Labadie, sous-lieutenants (2).

Le 26 octobre 1792, une grande fête civique est organisée par la municipalité de La Roumieu, qui considère que son devoir « est de rappeler tous les citoyens à l'union, à la fraternité, et d'exciter en même temps leurs sentiments à l'esprit républicain ». Elle n'a d'autre but que « celui d'une réjouissance sincère en reconnaissance du succès de nos armes et du progrès que la liberté a fait chez les Savoisians. » A trois heures le corps médical se rendra autour de l'arbre de la liberté. Le citoyen curé sera prié de chanter les vêpres après la dernière messe, afin que le service divin n'empêche pas le concours de la fête ». Des illuminations générales sont ordonnées. Enfin la fête sera annoncée par le bruit du canon, et on paiera les joueurs de fifres et tambours (3).

Un atelier de charité, c'est-à-dire « un chantier public où pourront travailler tous ceux qui ont besoin de gagner leur vie », est établi sur le chemin de Condom, à la descente d'Augué (22 nov. 1792) (4).

L'ère ancienne est abolie, le calendrier républicain ordonné, et sur les ordres de la nouvelle assemblée, la Convention nationale, toutes les municipalités doivent être remplacées.

Le 24 décembre 1792 (4 nivôse an I), la nouvelle municipalité de La Roumieu est ainsi constituée : les citoyens, Lagarde procureur de la commune, Pugens, maire, Lasserre, secrétaire,

(1) Archives municipales. Registre des délibérations n° 5.

(2) Idem, n° 2.

(3) Idem, n° 5.

(4) Idem.

Broconat père de Salabert, Roux, chirurgien, Dubord, major, Loze et Baraignes, négociant, officiers municipaux ; Lestrade père, Masseing de Saint-Caprais, Dubouch, négociant, Bousquet Vital, Lafargue de St-Aignan, Pardeillan Louis, Ducause Joseph, Lile Guillaume, Lucante Michel, Carrère, maçon, Ducomet, cordonnier, Castex, de Martet, notables (1).

Mais la patrie est en danger La Convention ordonne une levée de 300,000 hommes. Le contingent que doit fournir la commune de La Roumieu est fixé à 29 hommes. Un registre est ouvert pour ceux « qui veulent volontairement se dévouer « à la défense de la patrie. » Trois jours s'écoulent; le registre est resté blanc ; personne ne s'est présenté. Alors on tire au sort les noms des 29 hommes qui devront être pris parmi les garçons et les veufs sans enfants. Sur la liste nous voyons que près d'un quart se fait remplacer (2).

Cependant les suspicions augmentent ; les dénonciations pleuvent au Directoire du district et surtout à la Société populaire de Condom. Des visites domiciliaires sont ordonnées chez les gens suspects de receler des armes. Parmi ceux-ci, il faut citer en La Roumieu, la citoyenne Larroque de Larrouquette, les citoyens Lusson de Carretou, Chic de Triqué, du Bouzet, Descuraing, Cambon Lasserre, Cambon Roquaing, Cambon d'Arconques, Maugas, Guichéné, Lavardens, prêtre, Palazo, prêtre, Palazo du Double, Darroux, d'Aux de Maison-neuve. Bien plus, sont mis en état d'arrestation les citoyens Dubouzet et Chic, ainsi que Palazo et Lavardens, prêtres, jusqu'au jour où ils auront suffisamment prouvé leur civisme. Ce qui arriva, du reste, le 29 juin 93, jour où le Conseil général de la commune déclare qu'ils sont libres, « attendu que les « soupçons mis en avant n'ont pas servi à les faire regarder « comme des personnes dangereuses (3). »

Le marché public du mardi, supprimé depuis quelques

(1) Archives municipales. Registre n° 5.

(2) Idem.

(3) Idem.

temps, est rétabli ; une nouvelle foire est également créée le 2 août de chaque année.

Le 22 juillet 93, les citoyens du canton de La Roumieu réunis en assemblée primaire, après la lecture qui leur a été donnée de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, votent l'adresse suivante à la Convention : « Citoyens représentants, vous avez enfin sauvé la patrie. La Constitution « républicaine que vous avez présentée au peuple pour l'acceptation, et qui lui assure l'exercice de sa souveraineté, la soustraira bientôt à tous les dangers qui la menacent. A son aspect les tyrans et les despotes couronnés pâliront d'effroi. Les vils suppôts des castes privilégiées se cacheront dans leurs affreux repaires et se voueront à un éternel silence. Les anarchistes, les royalistes, les fédéralistes, en un mot tous les factieux qui se réjouissaient d'avance du barbare plaisir de voir égorger les braves Montagnards ne pourront plus se dissimuler que leurs espérances sont trompées. Ils auront la douleur de voir de leurs propres yeux les Français qu'ils avaient séduits ou égarés se rallier autour de la nouvelle Constitution et ne faire plus avec nous qu'une même famille, qu'une société d'amis et de frères. Non, non, *infâmes antropophages*, vos exécrables vœux ne seront point remplis ; la terre de la liberté ne sera point arrosée par le sang de nos frères ; honteux d'avoir trop longtemps favorisés vos projets désorganisateurs, ils viendront en foule se ranger sous l'empire de la loi. Et ce jour, que vous croyez être le dernier de la République naissante, sera celui qui cimentera le triomphe de la paix, de l'union, de la fraternité et qui assoiera sur des bases inébranlables la gloire, le bonheur et la prospérité de la nation française.

« Représentants, tel est le présage heureux auquel se livrent les citoyens du canton de La Roumieu, amis de la Révolution ; mais, plus amis de l'ordre, ils attendent l'acte constitutionnel avec impatience. »

Alors « un cri général s'est fait entendre dans l'assemblée. Toutes les bouches ont, comme de concert, répété tour à tour : « Périssent les tirans, les factieux, les traitres à la patrie ! Vi-

« vent nos législateurs ! Vivent les Montagnards ! Vivent la
« Constitution et la République une et indivisible (1). »

Il serait trop long d'énumérer ici toutes les mesures vexatoires qui, par ordre de l'autorité supérieure, furent prises en ces temps-là par la municipalité de La Roumieu, comme par celles du reste de toutes les autres villes, contre la population calme et paisible de la localité : réquisition des chevaux, de l'avoine, recensement de tous les grains, taxes exorbitantes imposées sur eux, fermeture des églises, vente des cloches et objets sacrés, obligation d'assister aux fêtes civiques, obligation pour les officiers municipaux eux-mêmes d'être présents aux séances, ou, s'ils s'absentent pendant deux réunions sans cause valable, ils seront d'après l'arrêté de Dartigoète du 10 brumaire an II, déclarés suspects, prise de possession des biens d'émigrés, etc., et pour comble de ridicule et de tyrannie, défense de se servir des anciennes cartes à jouer (2).

Il ressort en effet qu'une députation de la Société populaire de Condom se porta, le 14 frimaire an II, à La Roumieu, pour constater « qu'il était indigne des républicains de manier
« journallement des figures qui représentent les signes pros-
« crits de la royauté sur les cartes à jouer. » Aussi, en fidèle esclave de ses décisions, le Conseil général de la commune se hâta-t-il de prendre un arrêté, en vertu duquel « tous ceux qui
« détiendraient des cartes à jouer, représentant les signes
« proscrits de la royauté, seraient tenus de s'en défaire dans
« l'espace de trois jours, et, passé ce délai, ceux chès lesquels
« on en trouverait seraient regardés comme suspects et traités
« comme tels » (3).

Un crime épouvantable fut commis à La Roumieu dans la nuit du 1^{er} au 2 nivôse an II. « La pierre, pieusement élevée
« par les Sans-Culottes en l'honneur de Marat, l'ami du peu-
« ple, le martyr de la liberté », avait été arrachée de son piédestal et renversée dans la boue. « Une indignation générale,

(1) Archives municipales. Reg. des certificats de civisme, n° 6.

(2) Archives municipales. Registre des délibérations, n° 7.

(3) Idem.

« dit le procès-verbal, s'empara de l'Assemblée ; et bien qu'on
« doive éloigner tout soupçon de complicité des habitants de la
« commune, cependant, comme une confiance déplacée pour-
« rait devenir funeste, il est arrêté qu'on fera les recherches les
« plus exactes, les plus promptes, les plus sévères, pour décou-
« vrir les auteurs d'un pareil attentat. » En attendant, le 6 ni-
vôse an II, les membres du Conseil général de la commune,
accompagnés de ceux de la Société montagnarde du canton,
se rendent dans la salle des séances de la Société où était dé-
posée la pierre dédiée à Marat. Là, chacun à l'envi offre le
secours de ses bras pour la porter au lieu de sa destination, où
elle est bientôt rétablie sur son piédestal. « Le morne silence
« commandé par l'indignation qu'avait excitée l'attentat est
« rompu ; et au moment où elle voit rétabli ce monument de
« son amour et de sa reconnaissance envers l'Ami du Peuple,
« l'assemblée manifeste sa joie par des chants d'allégresse et
« des cris de Vive la République ! Périssent les tyrans ! » Le
maire Pugens, naturellement, adressa à la foule un discours,
« analogue aux circonstances » (1).

Même enthousiasme pour la fête patriotique de nivôse an II,
à l'occasion des succès des armées de la République et surtout
« de la reprise de Toulon », où furent distribués les trois quar-
taux de blé que la citoyenne Du Lion donnait aux pauvres le
7 janvier de chaque année, et où la municipalité dut « se
« pourvoir pour ce jour d'un joueur d'instrument quelconque
« de musique pour égayer la fête par des chants et des danses
« patriotiques » (2).

Tout ne marchait pas cependant aussi bien que le disaient
généralement les registres municipaux, nos seuls guides en la
matière. Ils sont bien obligés d'avouer « qu'au moment où les
« commissaires nommés par le Conseil général de la commune
« procédèrent à l'inventaire des meubles provenant des fabri-
« ques et fondations des églises de Saint-Aignan et de Saint-
« Caprais, quelques citoyennes de ces localités formèrent un

(1) Archives municipales. Registre des délibérations, n° 7.

(2) Idem.

« attroupement et menacèrent l'ordre. Il avait moins, dit
« le procès-verbal, pour objet une révolte contre les autorités
« constituées qu'il n'était l'effet de l'ignorance ou d'un mou-
« vement involontaire. » Les auteurs furent poursuivis, arrê-
tés, admonestés et désormais surveillés en cas de récidive.
Pourquoi faut-il qu'à cent douze ans d'intervalle nous assis-
tions aux mêmes spoliations, aux mêmes persécutions, au
même déchainement de haine contre la religion catholique ?
L'expérience ne sert-elle donc de rien ? Et sommes-nous con-
damnés à voir se reproduire encore, malgré la leçon des cho-
ses, la scène suivante de fanatisme révolutionnaire et de vanda-
lisme à jamais regrettable.

« Le 20 pluviôse an II (8 février 1794), le Conseil général de
« la commune de La Roumieu, le Tribunal de justice de paix
« et les membres de la Société montagnarde du canton,
« accompagnés d'un grand nombre de sans-culottes, qui fai-
« saient retentir l'air d'hymnes patriotiques, en exécution
« d'un arrêté du 15 courant d'après lequel l'ancienne église
« paroissiale doit être consacrée aujourd'hui à la Raison et à
« la saine Philosophie, se rendent dans le nouveau *Temple de*
« *la Raison*. Là se trouvaient entassés pêle-mêle les divers
« objets proscrits par l'opinion publique comme propres à
« alimenter le fanatisme (tableaux et objets religieux, vases et
« livres sacrés, objets d'art d'un grand prix, archives du cha-
« pitre, titres anciens, etc.). Le maire, ayant fait la publica-
« tion des lois, lu et commenté le premier numéro de la
« feuille du citoyen Chartran, antidote excellent contre le
« fanatisme, les assistants se saisissent des objets proscrits
« et les transportent au lieu désignés pour être livrés aux
« flammes, sur la place Marat, au pied de la colonne élevée
« en l'honneur de ce martyr de la liberté. Là au milieu des
« acclamations il est fait un autodafé expiatoire des maux
« dont le fanatisme avait menacé la République et qui
« annonce, dans la commune de Larroumieu, le triomphe
« définitif de la raison. » La fête se termina par des chants
et des danses. Elle était présidée par les citoyens Pugens,
maire, Roux, Loze, Baraignes, officiers municipaux, Dubouch,

Bousquet, Lucante, Lafargue, notables, et Lasserre, secrétaire (1).

Mieux inspiré, le Conseil général de la commune faisait transporter à l'hôpital militaire de Condom, lieu que lui avait du reste désigné le directeur du district, le 24 pluviôse an II, tout le mobilier des églises de Saint-Aignan et de Saint-Caprais, ainsi que les effets non vendus de l'ancien couvent des Clarisses (2).

Néanmoins la haine contre les titres anciens est toujours aussi vivace, puisque le 25 germinal an II, « malgré l'autodafé « considérable qui aurait été fait au mois d'octobre dernier, « de tous les papiers et titres qui rappelaient la féodalité et « autres abus de l'ancien régime », il est prescrit aux citoyens « de faire chez eux de nouvelles recherches des parchemins et « papiers manuscrits ou imprimés, contenant des signes de « féodalité », pour qu'ils soient remis à la municipalité et brûlés de nouveau par elle. A la rigueur, des visites domiciliaires seront ordonnées (3).

Dans leur ardeur à tout détruire, les officiers municipaux de La Roumieu ne pouvaient manquer de s'attaquer à l'enceinte fortifiée qui clôturait la ville et de décider qu'elle serait démolie. C'est ce qu'il firent les 24, 30 floréal et 15 prairial an II. Sous le prétexte que les murs et tours menaçaient ruine, que leurs pierres risquaient en tombant d'écraser les passants, que les matériaux seraient employés à des travaux d'utilité publique, enfin que la ville y gagnerait un air plus pur, il fut décidé que les anciens murs de ville seraient « abattus à la hauteur de celui qui sert de contrefort « à un des clochers du Temple de la Raison et que deux tra- « ceurs seraient réquisitionnés pour surveiller ce travail et « niveler le mur de la porte appelée de Miramont (4). »

Comme de nos jours pour le repos hebdomadaire, il est prescrit de chômer le jour de decadi. On ne respecte pas assez

(1) Arch. mun. Reg. n° 7.

(2) Idem.

(3) Idem.

(4) Idem.

cet ordre à La Roumieu ; et la plupart des gens continuent à travailler. Aussi les forcera-t-on par tous les moyens à reconnaître « ce jour heureux, consacré à célébrer par des fêtes « civiques, le triomphe de la liberté et à consolider entre les « patriotes l'union et la fraternité qui sont la force de la Répu- « blique. » Au besoin, demande l'orateur de la société populaire, « on invitera les *Muscadines* à porter, chaque jour de « decadi, une quantité quelconque de charpie. » Cette motion soulève un vif enthousiasme ; et il est décidé qu'on écrira en ce sens « à toutes les muscadines » (2).

Les fêtes au temple de la Raison se succèdent sans interruption. Mais la terreur règne de plus en plus dans les campagnes. Le commerce est mort. La misère augmente. Et ce ne sont de tous côtés que des demandes de certificats de civisme, dans la crainte d'être arrêté.

Voici, comme spécimen, la déclaration que fut obligé de signer pour l'obtenir, vers la fin de 1793, le citoyen Maugas, considéré depuis longtemps comme suspect.

« En arrivant à La Roumieu, je me suis inscrit sur la liste des jurés et de la garde nationale, au mois de mai 1793, temps auquel j'ai été fait commandant de la garde nationale du canton. J'ai été reçu à la Société populaire. J'ai été pour la nomination du commandant général du district. J'ai donné pour les volontaires un habit uniforme, des bas, des chemises et des cols. J'ai donné cinq livres pour acheter une caisse pour le bataillon. Comme commandant de la garde nationale, j'ai mis le feu aux hochets du fanatisme. Je n'ai fréquenté que les bons patriotes, et me suis toujours éloigné des personnes soupçonnées. J'ai accepté la constitution républicaine. Enfin j'ai assisté à toutes les assemblées qui se sont faites concernant le bonheur de la Constitution » (2).

Entre temps étaient vendus successivement comme appartenant à la nation, les biens du Chapitre, du doyenné, de la Collégiale, de l'ancien couvent des filles de Sainte-Claire, du

(1) Arch. mun. Reg. des délib. n° 7.

(2) Archives municipales. Registre des certificats de civisme, n° 6.

marquisat de Fimarcon, en un mot tous ceux que possédaient les ci-devant religieux ou religieuses, prêtres, nobles ou bourgeois, qui avaient été spoliés et expulsés ou qui avaient jugé prudent d'émigrer. La liste en est trop longue pour qu'il nous soit possible de la reproduire ici.

Le 9 thermidor an II (29 juillet 1794) amena, avec la chute de Robespierre, la fin du régime de la Terreur. A l'orgie révolutionnaire succéda une ère de calme relatif, d'apaisement dans les esprits. Les délateurs rentrèrent dans l'ombre, les bourreaux se serrèrent, les honnêtes gens osèrent reparaitre, et bientôt à La Roumieu, comme partout ailleurs, ces derniers reprirent la direction de la vie municipale.

A dater de ce moment, l'histoire de La Roumieu devient en tous points semblable à celle des autres communes de France. Elle n'offre plus aucun fait saillant qui mérite d'être mentionné.

D'abord chef-lieu de canton sous la Révolution, La Roumieu fut bientôt incorporée, par suite de la nouvelle organisation administrative, dans le canton de Condom. Elle retomba donc au rang de simple chef-lieu de commune. L'esprit de ses habitants s'était bien vite assagi. Serviteurs dévoués des gouvernements monarchiques qui se sont succédé depuis et ont assuré à la France une ère de bien-être et de grandeur que nul ne saurait leur contester, ils en ont gardé jusqu'à aujourd'hui pieusement le souvenir. Par leur fidélité aux idées religieuses et conservatrices de leurs pères, comme par leur patriotisme et leur ardeur au travail, ils ne cessent de contribuer à la prospérité de leur petite patrie.

J. BROCONAT.

LES DÉTENUS DE MARMANDE SOUS LA TERREUR

(SUITE ET FIN *)

Le 14 juillet, la famille de Marcellus quitta la maison d'arrêt de Marmande pour se rendre à Bordeaux où elle fut incarcérée ce jour même dans l'ancien couvent des orphelines transformé en maison d'arrêt (1).

Traduits le 21 juillet devant la commission militaire présidée par Lacombe, nos détenus s'entendirent condamner : la comtesse douairière de Marcellus à la peine de mort, le comte de Marcellus, sa femme et M^{me} de Scorailles à la réclusion jusqu'à la paix. Philippe-Suzanne-Aglaré de Marcellus, à cause de sa jeunesse, fut moins gravement frappée, ses juges la condamnèrent à suivre les leçons d'une institutrice chargée d'inculquer aux jeunes citoyennes la haine de l'aristocratie et l'amour de la République (2).

Ces jugements furent exécutés : Suzanne-Angélique-Thérèse de Piis, âgée de 54 ans, fut guillotinée à Bordeaux, le comte de Marcellus, sa femme et M^{me} de Scorailles revinrent dans la maison d'arrêt des orphelines et la jeune Aglaré fut confiée aux soins patriotiques de la citoyenne Marie du Vivier (3).

Le 31 août 1794, Ysabeau, dans un arrêté mémorable, fit l'éloge de la famille de Marcellus, réhabilita la mémoire de la guillotinée, cassa les jugements portés contre tous les survivants de cette noble famille, prononça leur mise en liberté et les autorisa à rentrer en possession de tous leurs biens (4).

(*) Voir *Recue de l'Agenais*, xxxvi, p. 367.

(1) Archives du château de Marcellus.

(2) Condamnation d'Aglaré (*Archives de la Gironde*).

(3) Archives du château de Marcellus.

(4) Voir O'Reilly : *Histoire de Bordeaux*.

Malgré le long exposé que nous venons de consacrer à ces victimes de la Terreur, il nous reste encore un devoir à remplir ; pour arriver à notre but le complément nécessaire à notre récit devra répondre aux deux questions suivantes : « Quels furent les persécuteurs de la famille de Marcellus ? » — « Quels furent ses soutiens ? »

Au premier rang des persécuteurs il faut placer le Comité de surveillance de Marmande. C'est de ce Comité que partit l'acte d'arrestation lancé contre cette famille au mois d'octobre 1793. Après la seconde incarcération le même Comité aurait pu arguer d'un arrêté favorable rendu en faveur de ces victimes par le Conseil du district de Marmande (2 juin 1794), il ne voulut pas profiter de cette occasion (1).

Le complot ourdi contre la famille de Marcellus avait ses instigateurs au sein de la société populaire de La Réole (2). Un membre de ce club, Roumazeilles, se flattait d'avoir assisté à la prise de la Bastille ; en vertu de ce privilège, il se présenta un jour au château où la veuve de Marcellus résidait, dans la commune de Gironde. Roumazeilles s'offrit comme maître d'armes. La comtesse, qui avait pour ce genre de sport une aversion bien légitime refusa. Ainsi éconduit le quémandeur jura de se venger (3).

Tous les prêtres de la région trouvaient soit à Marcellus, soit à Beauséjour, l'hospitalité la plus large et la plus respectueuse. L'un d'eux, nommé Meilhan, fut souvent l'objet de pareilles prévenances. Ces marques de respectueuse sympathie rejaillissaient jusque sur son frère qui en traduisait sa reconnaissance par de mauvais vers en l'honneur de la mère ou du fils. Quand le prêtre Meilhan fut parti pour l'exil, son frère, on ne sait pour quelle cause, changea d'attitude, il échangea son rôle de courtisan contre celui de dénonciateur (4).

Roumazeilles et Meilhan tonnèrent au club de La Réole contre la famille de Marcellus. L'on dit que pour se compter, les

(1) Rapport de Bernard Laujacq.

(2) Ysabeau dans son arrêté fait allusion à cette société populaire.

(3) *Mémoire de Burdeau*.

(4) *Ibidem*.

ennemis de la comtesse eurent recours à un signe réclamé par ces terribles paroles : « Que ceux qui voudront mal à la citoyenne Marcellus ôtent leur chapeau » (1).

Tout puissant sur le Comité de surveillance de La Réole, le club de la même ville intrigua par cet intermédiaire auprès du Comité de surveillance de Marmande d'abord, ensuite auprès du Comité de surveillance de Bordeaux. La Commission militaire de cette dernière ville, qui n'était qu'un instrument au service du Comité de surveillance bordelais, rendit contre la famille de Marcellus les arrêts qu'on lui demandait. Telle est la pure vérité.

Au premier rang des nombreux amis dévoués à la comtesse de Marcellus il faut placer Luc-Marcoul Burdeau. Quand la famille de Marcellus eut ordre de paraître à la barre de la commission militaire un mémoire anonyme en faveur des accusés fut envoyé aux juges. Ceux-ci, en face de ce plaidoyer anonyme, manifestèrent leur mécontentement. Tout autre que Burdeau se serait bien gardé de sortir de l'ombre qui l'abritait, lui, au contraire, se montrant aussitôt à découvert, se hâta de renvoyer au tribunal son acte de défense contresigné de son nom. En agissant ainsi Burdeau risquait sa vie (2). Quand M. de Marcellus fut interrogé on lui parla de son maître. « Qu'est devenu ton instituteur ? » — « Il est chez moi, répondit l'accusé. » — « Tu as choisi un aristocrate, ajoutèrent les juges. » — « Non, répliqua M. de Marcellus, c'est un bon citoyen » (3).

Jean Dumonteil, serviteur fidèle, n'abandonna pas le comte de Marcellus dans ses malheurs, il en fut récompensé (16 février 1797) par une somme de 600 livres en numéraire (4).

Si on ne voulait oublier personne il faudrait énumérer tous ceux qui, à Gironde ou Pontlibre, à Meilhan et à Marcellus,

(1) *Mémoire de Burdeau.*

(2) *Ibidem.*

(3) Interrogatoire du comte de Marcellus (*Archives de la Gironde*).

(4) Archives du château de Marcellus.

signèrent d'élogieux certificats de civisme en faveur de la famille de Marcellus. Ce serait trop long.

C'est à dessein que nous avons évité de comprendre l'administration du district de Marmande, soit au rang des amis, soit dans la catégorie des ennemis de la famille de Marcellus. La comtesse aurait pu s'approprier, à l'égard de ce corps constitué, la parole célèbre : « Il m'a fait trop de bien pour que j'en dise du mal, il m'a fait trop de mal pour que j'en dise du bien. »

Le district fut d'ordinaire plutôt favorable à la famille de Marcellus, malheureusement, au lendemain de sa libération par Monestier, en mars 1794, la comtesse ayant envoyé un de ses agents au district, l'envoyé remit à Boucherie une certaine somme en assignats. M^{me} de Marcellus, en agissant ainsi, voulait simplement payer les quelques dettes très réelles qu'elle avait contractées à l'égard de cette administration (1). Boucherie ayant cru qu'on voulait par là rémunérer les services qu'il avait pu rendre dans le passé et acheter son concours pour l'avenir, se montra profondément irrité d'un pareil procédé et sur le champ il écrivit à M^{me} de Marcellus une lettre des plus dures. La riposte ne se fit pas attendre, elle fut digne, mais convaincante. Les autres administrateurs, mis au courant de cette affaire, arrangèrent ce désaccord tant bien que mal. Par les intrigues des comités de surveillance de Marmande et de La Réole, la lettre de Boucherie fut produite devant la Commission militaire de Bordeaux et dans la balance elle pesa d'un grand poids contre l'accusée, malgré une lettre écrite dans un sens opposé par tous les administrateurs, y compris Boucherie lui-même.

M^{me} de Marcellus était persuadée que sa deuxième incarcération était l'œuvre de l'administrateur qu'elle avait mécontenté, en voici la preuve : — Après avoir donné lecture de la terrible lettre, un juge de la commission militaire dit à M^{me} de Marcellus : « Boucherie aurait dû te faire arrêter ». Le procès-verbal ne porte comme réponse à cette réflexion que les trois

(1) Pour écritures, etc.

mots suivants, mais combien terriblement accusateurs : « Il l'a fait » (1).

Nous regrettons de ne pouvoir reproduire les interrogatoires des victimes, on verrait combien l'attitude des accusés fut digne et habile. Le plus remarquable est surtout celui de la jeune Aglaé. N'ayant pu la mettre en défaut, ses juges la taxèrent de mauvaise foi.

Conclusion : Pour assouvir leur vengeance, les ennemis de la famille de Marcellus mirent en lumière les convictions royalistes et catholiques de cette noble famille qui eut par suite à souffrir pour son roi et pour son Dieu.

Lacrosse Mellet, père de deux émigrés, ci-devant noble, aristocrate enragé, ayant défendu à certains particuliers de sa paroisse, de payer des contributions, attendu que nous n'avions plus de Roy.

Observations : Ledit Lacrosse Mellet a prouvé qu'il n'a pas consenti à l'émigration de ses fils, ayant été lui-même à la municipalité de Meilhan les dénoncer comme émigrés, et luy recommander de lever à la poste toutes les lettres qui parviendroient à son adresse, déclarant qu'il ne vouloit avoir aucune correspondance avec ses monstres.

Jean-Joseph de Lacrosse naquit au château de Mellet dans la paroisse de Tersac, juridiction de Meilhan, le 1^{er} novembre 1728. Son père se nommait Etienne de Lacrosse Mellet et sa mère Thérèse de Lançon de Lostière (2). A 28 ans, Jean-Joseph de Lacrosse épousa dans l'église d'Esquerdes, juridiction de Bouglon, sa cousine Germaine, Louise-Pétronille de Lançon de Lostière qui était âgée de 25 ans (3).

De ce mariage, naquirent de nombreux enfants. Les deux

(1) Interrogatoire de la comtesse douairière de Marcellus (*Archives de la Gironde*).

(2) Archives du château de Marcellus.

(3) Archives de Lot-et-Garonne, délibérations du district de Marmande (10 prairial an III).

ainés émigrèrent en octobre et novembre 1791. C'étaient : Jean-Pierre, né au château de Mellet le 9 janvier 1758, et mort à Meilhan le 10 avril 1837 ; Lapla, né à Esquerdes, le 11 décembre 1759, et mort à Meilhan dans sa maison des Cabiraux, le 25 mars 1834, laissant veuve Marie-Suzanne. Les deux frères moururent, croyons-nous, sans laisser de postérité.

Les plus jeunes enfants étaient deux garçons : Jean-Séverin, né à Mellet, le 25 novembre 1772, et Jean-Muret, né au même lieu, le 8 mai 1774.

Les filles se nommaient : Victoire-Elisabeth, née à Mellet, le 4 décembre 1761, et morte à Meilhan, le 31 décembre 1822, étant veuve de Jean-Martial Courrèges ; Anne - Marguerite - Félicité, née vers 1765 ; Elisabeth-Valérie, née à Mellet le 22 juin 1771.

Louise-Pétronille de Lançon de Lostière mourut dans son château de Mellet, le 2 avril 1788 (1).

Jean-Joseph de Lacrosse Mellet était parent, nous ne savons à quel degré, avec François Xavier de Lacrosse de Salle-franque, lieutenant des maréchaux de France, qui fut époux de Marguerite Bazas, et père de Jean-Baptiste-Raymond de Lacrosse, le célèbre contre-amiral. Celui-ci vint au monde à Meilhan, le 6 septembre 1760, et mourut dans la même ville le 10 septembre 1829, étant veuf de Jeanne-Gabrielle-Bertrand de Béranguin, et père de Bertrand-Théobald-Joseph baron de Lacrosse. Ce dernier naquit à Brest le 29 janvier 1796, fut plus tard ministre des travaux publics, sénateur sous le second Empire, se maria, en avril 1864, avec Hélène de Gombault et mourut, en 1865, laissant une fille née posthume (2).

Jean-Joseph de Lacrosse était frère aîné de Barthélémy-Chrysostome, qui était né à Marmande, le 26 janvier 1742 (3). fut gendarme de la maison du roi en 1766, vota avec la no-

(1) Registres paroissiaux de Tersac, consultés à la mairie de Meilhan et au greffe du tribunal de Marmande et état-civil de Meilhan.

(2) Voir : Etat-civil de Meilhan ; Contrôle des actes de Meilhan (Archives de Lot-et-Garonne) ; Foids de Raymond, n° 42 (mêmes archives), et *Biographie de l'arrondissement de Nérac*, par Samazeuilh.

(3) Registres paroissiaux de Marmande.

blesse, en 1789, comme seigneur des fiefs de La Grâce et de Labastide, et eut pour fils Théobald de Lacrosse. Celui-ci fut maire de Saint-Sauveur, commune du canton de Meilhan, et a laissé des enfants qui perpétuent sa race (1).

Les griefs articulés contre Lacrosse-Mellet renferment deux parties contradictoires, l'une à charge, l'autre à décharge. A ne lire que le commencement on jurerait que l'inculpé fut le plus fougueux des aristocrates, à ne voir que la fin on pourrait dire que Lacrosse-Mellet fut le plus convaincu des sans-culottes. Cette contradiction n'échappa point à Paganel, quand ce représentant du peuple se fit communiquer la liste des griefs formulés contre les détenus du district de Marmande, et cette constatation le plongea dans l'étonnement.

Un simple détail nous donnera la solution de l'énigme : Jean-Joseph de Lacrosse-Mellet fut lui-même inscrit sur une liste d'émigrés et n'obtint sa radiation de cette liste que le 12 octobre 1794. Par le fait de cette inscription il se sentait constamment sous la menace d'une condamnation à mort ; qu'il ait fait pour sauver sa tête la démarche qu'on lui a prêtée à l'encontre de ses fils, qu'il se soit servi dans cette circonstance d'expressions un peu fortes. Tout cela est croyable, car il s'agissait de convaincre les fougueux et grossiers terroristes de Meilhan qui ne connaissaient que trop ses vrais sentiments politiques. Que la déclaration ait été faite par une tierce personne au nom de Lacrosse-Mellet, la chose n'est pas impossible, mais le résultat est le même, car, ayant appris ce qui se passait, l'infortuné n'a rien désavoué des paroles qu'on lui prêtait et il reste toujours établi que ce père a traité de monstres ses fils. Ah ! la malheureuse époque que celle où, pour sauver sa vie, un père était obligé de renier ses enfants !

Jean-Joseph de Lacrosse-Mellet ayant fourni un tableau de sa vie politique, le Comité de surveillance de Marmande décida, conformément aux articles 6 et 3 des arrêtés de Monestier (de la Lozère), des 29 et 30 floréal, que le détenu et sa fa-

(1) Archives de Lot-et-Garonne, fonds de Raymond, n° 42.

mille seraient renvoyés dans leurs foyers, après annulation du mandat d'arrêt signifié par Salles, gendarme (1).

De plus, en vertu d'un arrêté du Directoire du département de Lot-et-Garonne en date du 10 octobre 1794, approuvé le surlendemain par Ysabeau, Lacrosse-Mellet fut remis en possession des biens dont on l'avait dépouillé.

Lacrosse-Mellet, fils, frère de deux émigrés, aristocrate enragé.

Ce fils de Jean-Joseph de Lacrosse-Mellet était : ou Jean-Séverin, ou Jean-Muret.

Laprade, de Meilhan, frère du député à la Convention : comme ayant corrompu tout le canton de Meilhan depuis la Révolution et ne s'étant montré patriote que depuis la permanence de la guillotine. De plus, un jour de foire, à Meilhan, ledit Laprade s'étoit permis de dire au citoyen Caussade, volontaire requis, qui l'invita à lire les décrets qui étoient placardés au coin de la maison du citoyen Cazenave, officier municipal, qu'il se f... de ces décrets comme de ceux qui les avoient rendus ; rapportant, de plus, que, dans l'assemblée primaire pour l'acceptation de la Constitution, il avoit dit à haute voix : qu'il se f... de la Constitution et qu'il ne la connoissoit pas. Mais, quand il vit les bons sans-culottes la signer, par crainte ou autrement, il la signa aussi. Il y a en outre un procès-verbal de Meilhan fait par la municipalité le 21 octobre dernier (vieux stile).

Pierre Guyet de Laprade, chevalier de Saint-Louis, capitaine de grenadiers, épousa, le 20 août 1754, dans l'église Saint-Gervais de Langon, Françoise Delas (2), dont il eut trois fils. L'aîné, Pierre-Jules, né vers 1755, fut marié dans l'église

(1) Archives de Lot-et-Garonne, délibérations du district de Marmande (8 prairial an II).

(2) Archives de la Gironde, E S^r 1793.

de Meilhan, le 25 juin 1789, avec Jeanne Castetz, fille de feu Jacques Castetz, bourgeois de Meilhan, et de Marie Picon. Ancien lieutenant d'infanterie au régiment de Bourbon et décoré de la croix de Saint-Louis, Pierre-Jules Guyet de Laprade fut élu député à la Convention et mourut à Meilhan, le 21 janvier 1826, dans l'exercice des fonctions de juge de paix de son canton (1).

Le puîné, Laurent, naquit vers 1756, entra comme élève au corps royal du génie et fut marié à Justine d'Urville de Ravennes (2).

Le troisième, Jean-Clément, vint au monde à Meilhan, le 23 novembre 1757 (3).

Nous n'avons pu savoir au juste si le détenu de Marmande était le second ou le troisième des fils de Pierre Guyet de Laprade.

Consulté sur le compte des détenus en réclusion à Marmande, originaires de sa commune, le Conseil général de Meilhan fit venir dans son assemblée accusateurs et témoins ; c'était le 26 janvier 1794. Caussade expliqua que Guyet Laprade, en critiquant les décrets, regrettait le grave préjudice qu'allait subir l'agriculture du fait de la levée en masse. Vignes, membre du Comité de surveillance de Meilhan, soutint énergiquement que les propos attribués au détenu avaient été réellement tenus et que ces paroles séditieuses légitimaient l'arrêt qui avait été lancé contre Guyet-Laprade (4).

A Meilhan, ce jour-là, on vit la justice et le bon sens prévaloir dans une assemblée municipale contre la tyrannie du Comité de surveillance de cette ville, car la délibération qui fut prise disculpait les détenus et demandait leur mise en liberté.

A Marmande, le Directoire du district prit acte des déclarations faites par la municipalité de Meilhan et fit remarquer que le procès-verbal d'acceptation de la Constitution à Meilhan n'ayant été signé que par le président et les membres du bu-

(1) Registres paroissiaux et état-civil de Meilhan.

(2) Il eut un fils baptisé à Meilhan, le 25 août 1785 (Reg. par. de Meilhan).

(3) Registres paroissiaux de Meilhan.

(4) Archives de Meilhan, délibérations municipales.

reau il était inexact de prétendre que Guyet-Laprade eut refusé d'y donner sa signature. Ce passage de la délibération du district est à reproduire : Le Directoire « estime, oui et ce requérant le substitut de l'agent national, que le pétitionnaire doit être mis en liberté, laissant à la sagesse du représentant les moyens de réprimer les abus des dénonciations calomnieuses et déterminées par des motifs particuliers. »

Ainsi donc, au fond de cette affaire, il y avait eu une question de personnes, un acte de vengeance peut-être, tout au moins une calomnie.

C'est le 17 février 1794 qu'un semblable langage était tenu par le Directoire du district de Marmande. A cette date Monestier (de la Lozère) était depuis quatre jours dans les murs de cette ville et s'y trouvait en rapports constants avec les hommes politiques de ce district (1).

De son côté le Comité de surveillance de Marmande fut obligé, lui aussi, de reconnaître, ainsi qu'il le consigna dans l'un de ses registres, que le citoyen Laprade avait été dénoncé par des gens malintentionnés. C'est Bernard Laujacq qui nous a rapporté ce fait dans son Rapport. Ce directeur du bureau de surveillance, s'adressant ensuite aux membres du Comité, s'exprime en ces termes : « Cette conviction que vous acquérez après plusieurs mois de captivité d'un détenu, vous l'eussiez acquise le jour même de son arrestation, et vous vous fussiez épargné d'implacables remords (2).

Courrèges et Dupeyron, de Meilhan : comme ayant dit publiquement et diverses fois que les membres de la Convention étoient des scélérats et des malheureux, surtout Marat qui étoit un malheureux et un coquin. C'est dans la société populaire que ces propos ont été tenus et ailleurs. Et que quand les nouvelles étoient bonnes pour les sans-culottes, ils sortoient de suite de la société, et lorsque, au contraire, elles étoient mal-

(1) Archives de Lot-et-Garonne, délibérations du district de Marmande (29 pluviôse an II).

(2) Rapport de Bernard Laujacq, page 39.

heureuses pour les patriotes ils y venoient en foule, ils y restoient toute la séance et se réjouissaient en disant : « Voilà les patriotes, les voilà tous f... ». De plus, à tous les échecs qu'a essuyé la République le nommé Dupeyron, muscadin pied fait (sic) ne cessait de dire aux sans culottes : « Vous voyez comment les affaires vont. Des pareils évènements n'auroient pas lieu, si vous aviez laissé les affaires dans le premier état, et par là voyez si vous êtes égaux ». Et s'adressant à une femme [il] luy demanda si elle avoit des assignats de trois cents livres. Elle luy répondit que oui. Alors ledit Dupeyron luy dit : « Tu peux les f... au c..., ils ne valent plus rien. »

Jacques Courrèges, fils aîné de Jean-Henri Courrèges, avocat, et de Claire Segond, figure à titre d'héritier universel dans le testament de son père rédigé le 13 février 1777 et contrôlé le 24 du même mois. Jacques Courrèges avait quatre frères et une sœur ; c'étaient : Jean-Henri, prêtre ; François-Janvier, médecin ; Bernard-Alexandre, diacre ; François-Nérée et Rose-Thérèse (1). En 1788 Jean-Henri Courrèges était curé de Montignac (2).

Par arrêté de Monestier (de la Lozère), en date du 20 février 1794, le citoyen Courrèges fut reconnu innocent et sans doute libéré, en conséquence le district de Marmande ordonna, le 5 mars 1794, que 73 quintaux et 20 livres de fer fournis par ce citoyen lui seraient payés, à raison de cinq sous la livre (3).

Cependant il y a lieu de reconnaître qu'à la date du 19 mars 1794 Courrèges était toujours détenu puisque dans un arrêté de ce jour le directoire du district de Marmande concluait à sa remise en liberté. Pour motiver son opinion le directoire citait quatre délibérations, la première de la société populaire de Meilhan, la deuxième du Conseil général de la même commune, les troisième et quatrième du Comité de surveillance de Meilhan. De tout cela il résultait que Courrèges ayant sol-

(1) Archives de Lot-et-Garonne, registres du contrôle des actes du bureau de Marmande, 24 février 1777.

(2) *Ibidem*, 30 avril 1788.

(3) Archives de Lot-et-Garonne, registres du district de Marmande, 15 ventôse an II.

licité un emploi auprès du général Frégeville on lui avait accordé sans difficulté un certificat de civisme (1).

Le Directoire de Marmande, à la fin de son arrêté, exprimait le vœu que les faux dénonciateurs fussent réprimés et punis.

La commune de Marmande approuva, le 26 mai 1794, le tableau de la vie politique de Jacques Courrèges, aîné, et de sa femme, qui était une de Loménie (2).

Jean-François Dupeyron, avocat, fut longtemps maire de Meilhan. De son mariage avec Anne Bazas, il eut une fille nommée Marie-Marguerite qui épousa dans l'église de Meilhan, le 20 décembre 1785, Pierre-Honoré-Joseph de Bentzmann, habitant de Sainte-Bazille.

Le 19 mars 1794 le Directoire du district de Marmande constatait que la société populaire de Meilhan avait pris soin de démentir dans une délibération les propos injurieux que la Convention nationale a attribués à Dupeyron. En parlant des assignats privés de valeur, l'ancien maire de Meilhan faisait allusion à leur démonétisation. D'ailleurs il était prouvé que Dupeyron avait fait des sacrifices pécuniaires en faveur des indigents et des défenseurs de la patrie. En conséquence le Directoire du district réclamait la mise en liberté du détenu et des mesures efficaces pour réprimer les fausses dénonciations. C'étaient de très nobles aspirations mais qui allaient bientôt se trouver démenties par une recrudescence du terrorisme.

En lisant les griefs formulés contre Courrèges et Dupeyron on aura compris sans peine que les membres du Comité de surveillance de Meilhan avaient eu l'intention de prétendre que Dupeyron était un muscadin fieffé. Aux yeux des terroristes Meilhanais : Saintrailles ; Bertrand Vignes, marchand ; Rillaubet ; Bernus, maçon ; Lançon, aubergiste ; Boyne, huissier, être muscadin passait pour un véritable crime. Quand le Comité de surveillance de Meilhan commençait à s'organiser l'un de ceux qui devaient y jouer un rôle des plus actifs s'écria :

(1) Archives du département de Lot-et-Garonne ; registres du district de **Marmande**, 29 pluviôse an II.

(2) Registre des délibérations de la commune de Marmande.

« Lorsque le Comité sera formé on ne manquera pas d'envoyer à Saint-Benoist tous ces bourgeois, ces muscadins, ces aristocrates. »

La liste des muscadins fut, il faut bien en convenir, une œuvre collective de tout le Comité, mais comme toujours les rôles y furent différenciés, il y eut des meneurs et des menés ; parmi ces derniers nous trouvons Rillaubet qui, poussé par Lançon et Saintraille, partit pour Marmande dénoncer les muscadins de Meilhan comme traîtres à la patrie et ennemis de la Constitution ; il articula contre eux les faits qu'il connaissait et qu'Ysabeau accueillit avec complaisance.

Avant d'entrer à Saint-Benoît les suspects de Meilhan demandèrent à être confrontés avec leurs dénonciateurs, le Comité de surveillance de Marmande qui était le maître d'accorder ou de refuser cette confrontation pencha vers la négative. Lespinasse et Peyronnet refusèrent l'entrevue sollicitée sous prétexte que mis en présence les Meilhanais tenteraient de s'égorger. Ne disait-on pas, d'ailleurs, que Meilhan et Sainte-Bazille étaient en ébullition et que ces deux villes allaient marcher sur Marmande. Les muscadins de Meilhan furent donc incarcérés sans avoir pu obtenir le commencement de justice qu'ils réclamaient (1).

Jean-François Dupeyron mourut avant sa femme ; celle-ci s'éteignit à l'âge de 78 ans, le 18 mars 1808 (2).

Moulin Bazats a dit dans l'assemblée primaire, à haute voix, lors de lors de l'acceptation de la Constitution, qu'il se f... de cette Constitution comme d'un f..., qu'il ne vouloit pas la connaître, que les membres de la Convention Nationale étoient tous de f... gueux et qu'ils méritoient tous d'être décapités et principalement ce f... gueux de Marat. — En outre des griefs de l'autre part (3) : une lettre trouvée sous les scellés de ses papiers qui porte en tête : « Mon cher amy, les deux lettres me

(1) Registres des délibérations de la commune de Meilhan.

(2) Etat-civil de Meilhan.

(3) Ces lignes sont en tête d'une autre page ; on lisait les précédentes au verso et au bas du feuillet placé immédiatement avant celui qui contient ces mots.

sont parvenues. Nous savions avant les lettres que celle nouvelle Constitution ne tendoit qu'à vous faire enlever ce que vous aviez acquis à la sueur de votre front. Sois bien persuadé, mon cher amy, que nous ne l'estimons guère plus que toy, elle a tant donné de force à la canaille que quand il leur plaît d'égorger une telle personne c'est fait dans l'instant, malheureusement nous en voyons que trop d'exemples, non cependant dans Meilhan [où] nous sommes assez tranquilles. »

Moulin Bazas, chirurgien, était à Bordeaux au moment de l'acceptation de la Constitution, il ne put donc tenir en ce moment à Meilhan les propos inconstitutionnels qu'on lui attribua. Les dénonciations visant ce détenu furent faites par Rillaubet et Lacayrerie, deux volontaires pour la Vendée qui ne partirent qu'après plusieurs réquisitions. Les dénonciateurs furent poussés par Saintrilles et Boyne. Ce dernier, reconnu pour faux dénonciateur, alla tout honteux se cacher à La Réole après la chute de Robespierre. L'aubergiste Lançon prétendit n'avoir jamais dénoncé Moulin Bazas ; au Comité il parla seulement contre Dupeyron et Bazas, marchand (1).

Vignes se déclara aussi étranger aux dénonciations qui furent faites contre ce détenu. Celui-ci fut toujours bon républicain et la lettre qu'on lui reprochait n'était pas contraire à la Constitution de 1793 puisqu'elle remontait à 1792 (2).

Le 29 avril 1813 mourut au Martouret dans la commune de Meilhan, à l'âge de 76 ans, Pierre Bazas, propriétaire, époux de Marie Chambaudet, c'était peut-être l'ancien détenu dont la personnalité nous échappe à demi (3).

Pauly, agent de Rayne, émigré, aristocrate enragé, ayant expolié la maison du dit Rayne.

Joseph Pauly, fils de Jacques Pauly, avocat, et d'Anne Ferbos (4), faisait sa principale résidence à Samazan durant la

(1) Registre des délibérations de la commune de Meilhan.

(2) *Ibidem*.

(3) Etat-civil de Meilhan.

(4) Archives de Lot-et-Garonne, registre de contrôle des actes du bureau de Marmande (24 février 1788).

Révolution, mais il possédait aussi des biens à Cocumont, à Meilhan et peut-être aussi à Montpouillan. L'une de ses sœurs, Marie, avait épousé M. Devaux de Lagrèze, l'autre, nommée Anne, s'était mariée avec Georges de Dama aîné, patron laïque de la chapelle de Beyrac, habitant d'Argenton (1).

Joseph Pauly appartenait à la bourgeoisie et jouissait d'une honnête aisance. Chargé de l'administration d'une partie des biens de Maximilien de Rayne, seigneur de Cocumont, Briolet et Monpouillan, il fut tracassé comme les autres régisseurs de ce gentilhomme, quand l'émigration de son maître fut connue dans le pays. Nous avons déjà eu l'occasion de parler de l'un de ces régisseurs, Bernard Foucaud ; un autre, nommé Bertrand Laujacq et fils de Jean Laujacq, ancien juge de Cocumont, fut désarmé par ordre de la municipalité de Cocumont, le 6 mai 1793 (2).

Joseph Pauly eut maille à partir avec les municipalités de Meilhan et de Samazan, sans doute pour les biens dont il avait l'administration, c'était dans les premiers mois de 1793. Jusqu'à cette époque la Révolution n'avait fait sentir que faiblement ses rigueurs dans nos contrées, aussi les bourgeois habitués à jouir d'une liberté assez considérable ne mesuraient pas toujours la portée de leurs propos. Quand la Terreur fut à l'ordre du jour on se mit à désarmer les suspects et à les consigner dans leurs maisons.

Regardé comme dangereux, Pauly fut, le 21 avril 1793, mis en réclusion dans sa demeure de Meilhan et obligé de rendre ses armes : une épée et une paire de pistolets d'arçon. Comprenant que cette affaire pourrait prendre une mauvaise tournure il ne tarda guère (26 avril) à manifester qu'il regrettait ses manquements envers les municipalités de Meilhan et de Samazan. Malgré la manifestation de tels regrets, Pauly sentait bouillonner dans son cœur des sentiments de profonde irritation. Sous l'empire de ces fortes impressions il adressa presque aussitôt au district de Marmande une lettre qui fut lue par les membres de l'administration de ce district le 3 mai.

(1) Contrôle des actes de Marmande (10 octobre 1777 et 29 mai 1779).

(2) Note de M. A. Veilhon, de Cocumont.

Les administrateurs furent profondément choqués du ton ironique qui régnait dans la lettre, des inculpations graves qu'elle contenait contre le district, la municipalité de Samazan et le citoyen Filhastre, commissaire du département près du district de Marmande. Pauly avait osé dire que la liberté était prête à succomber sous le fer des tyrans ; ce n'était que trop vrai ; il n'avait pas craint de paraphraser avec insolence le mot vertu, c'était du moins l'appréciation des administrateurs du district. Officiellement il n'y avait alors de vertueux que les jacobins et l'on affirmait que le plus vertueux de tous était Robespierre. Le district avait les moyens de sévir, il en usa : Pauly fut maintenu en réclusion, on ne devait pas lui rendre ses armes, une sentinelle payée aux frais du détenu devait, nuit et jour, être placée devant la porte du reclus dont les méfaits seraient jugés correctionnellement (1).

Le 11 mai, toujours gardé à vue dans sa maison de Meilhan, Pauly songea aux moyens à prendre pour sortir de cette gênante situation, il proposa de distribuer aux pauvres le blé qui ne serait pas nécessaire à la nourriture de sa famille. Il réitéra ses excuses et protesta de son repentir sincère. La municipalité de Samazan écrivit alors au district pour le prier de rapporter son arrêté du 4 mai. Elle obtint gain de cause, le reclus fut mis en liberté et les poursuites intentées contre lui furent suspendues. Pauly fut néanmoins placé sous la surveillance des communes de Meilhan, Cocumont et Samazan (2).

Quand la fameuse loi du 17 septembre fut promulguée dans le Lot-et-Garonne (28 septembre), Pauly dut se sentir menacé par le paragraphe 5 de l'article 2 de cette loi : « Sont réputés gens suspects... les agents d'émigrés, qui n'ont pas constamment manifesté leur attachement à la Révolution. »

Cette loi était tellement monstrueuse qu'il fallut créer de toutes pièces les Comités de surveillance chargés de l'appliquer. Quand celui de Meilhan eut accepté sa tâche c'est-à-dire dans les derniers jours de novembre, les muscadins et les aristocra-

(1) Archives de Lot-et-Garonne, registres du district de Marmande.

(2) *Ibidem*.

tes furent dénoncés, arrêtés et mis en détention à Marmande, Joseph Pauly fut du nombre des prisonniers détenus à Saint-Benoît. Malade et n'ayant pas apporté de lit il ne put obtenir d'aller à l'auberge, fut réduit à coucher sur une planche et à payer des dettes qu'il ne devait pas.

Après dix mois de réclusion (21 septembre 1794), il obtint sa mise en liberté. On avait dit qu'il avait spolié les biens de Rayne, qu'il avait enlevé une malle pleine de linge, tout cela fut démenti. On avait dit qu'il était aristocrate on déclara qu'il était patriote et avait favorisé l'enrôlement de son fils trop jeune pour être contraint à partir pour l'armée (1).

Claris, traiteur à bœufs, de Villeneuve de Puychegur, dénoncé au Comité par sa municipalité par procès-verbal dans lequel il paroît que led. Claris est le moteur d'un attroupement qui s'est rendu chez le maire de la dite commune pour luy demander la clef de l'église le menaçant de luy enfoncer sa porte, s'il ne luy remettoit la dite clef qui avoit été déposée au secrétariat, et encore qu'il a tenu des propos au dit maire qui prouvent qu'il est l'auteur dudit attroupement, d'autant plus que les filles du dit Claris y étoient.

Antoine Clary, Clari ou Claris, traiteur ou médecin à bœufs, c'est-à-dire vétérinaire, avait épousé une périgourdine dont il eut, de 1771 à 1792, onze enfants. Nous ignorons la date de sa naissance et celle de son décès, mais nous savons qu'il survécut à sa femme, Jeanne Lansade, morte le 23 juin 1795 (2). Les Clary de Villeneuve de Puychagut (aujourd'hui Villeneuve-de-Duras) devaient être parents des traiteurs à bœufs de même nom qui résidaient, vers la fin du XVIII^e siècle, dans la paroisse de Sainte-Bazeille.

De sa nombreuse famille, Antoine Clary ne conservait que sept enfants, lorsqu'il fut mis en réclusion. Nous connaissons

(1) Registres du district de Marmande.

(2) C'est grâce aux renseignements de M. l'abbé Lartigue, curé de Villeneuve-de-Duras, que nous donnons sur la famille Claris de nombreuses et précises indications puisées dans les registres paroissiaux et dans les registres de l'état-civil de Villeneuve.

avec certitude les noms de cinq d'entre eux. Deux garçons portaient le prénom de Jacques, l'un naquit le 28 septembre 1776, épousa Marie Briaut et la perdit le 2 février 1800, l'autre naquit le 4 juin 1780 et mourut le 8 juin 1848. Ce dernier épousa civilement, le 18 juin 1794, Marie Mercier et ne fit bénir son mariage que le 28 janvier 1805. Catherine Clary, née le 6 octobre 1774, épousa civilement, le 29 juillet 1800, Jean Lafon. Ce mariage ne fut béni par un prêtre qu'en 1831. Louise Clary, venue au monde le 11 juin 1786, épousa, le 26 juin 1810, Michel Cayre, et Catherine (6 juin 1788-8 octobre 1848) épousa Vincent Coculet.

Détenu uniquement pour une opinion religieuse qu'il s'était permis de manifester ouvertement, reconnu bon citoyen par les communes de Villeneuve-de-Puychagut et de Saint-Sernin, père de sept enfants dont il était l'unique ressource, Antoine Clary fut remis en liberté le 6 mars 1794, en vertu d'un arrêté du directoire du district de Marmande.

La pièce signée de Boucherie, Sicard, Pujade, Mellet et Ramonde-Lagrèze, agent national, émettait, à l'appui de sa décision, des considérants fort curieux :

« Le Directoire, considérant que l'ignorance de Clary a seule déterminé sa conduite peu considérée..... que son erreur est punie au-delà de ce qu'elle devrait être par la détention qu'il a supportée..... arrête..... que le citoyen Clary doit être de suite mis en liberté » (1).

On a quelque peine à comprendre comment une famille uniquement persécutée pour ses convictions religieuses, offrit peu de temps après des specimens de négligence religieuse tels que ceux dont nous avons fourni la preuve quelques lignes plus haut.

Antoine Clary était encore vivant lorsque Robespierre monta à son tour sur l'échafaud, il eut peu de temps après l'occasion de dénoncer les terroristes dont il avait eu à souffrir, mais lui, qui jadis avait ouvertement confessé sa foi religieuse, n'osa,

(1) Archives de Lot-et-Garonne, registres du district de Marmande (16 ventôse an II).

en cette circonstance, désigner à la vindicte publique les jacobins qui avaient causé son incarcération. Quelques dénonciations furent, il est vrai, envoyées au district de Marmande (20 mai 1795) contre les communes de Saint-Astier et de Villeneuve, mais comme elles étaient anonymes il n'en fut tenu aucun compte (1). Ainsi le crime restait impuni. Quand une société ne châtie pas énergiquement de pareils désordres elle mérite d'être victime d'autres violences. Les bandes de brigands, qui troublèrent quelques contrées de la France vers la même époque et s'affirmèrent comme organisées pour de véritables représailles, ne furent pas sans désoler le canton de Duras, aussi *chauffeurs* et victimes de la Terreur sont-ils restés unis dans certains souvenirs comme ils le furent peut-être quelques fois dans la réalité de la vie.

Certifié conforme aux registres par nous, membres du Comité de surveillance de la commune de Marmande, ce jourd'huy 29 nivôse, l'an 2^e de la République française une et indivisible.

*Lespinasse, Baptiste ; Gourd, président ;
Peyronnet ; Salles ; Aymat ; Mouran ;
Bileilhe ; Larrieu, secrétaire.*

Telle est la pièce dont nous venons de publier le texte encore inédit. Elle contient les noms de la plupart des détenus, mais non pas de tous, car il y eut des arrestations nouvelles opérées après le 29 nivôse an II (18 janvier 1794) (2).

Il nous reste encore à parler des terroristes, cette partie sera forcément un peu écourtée, car nous n'avons que fort peu de place à leur consacrer.

Voici par ordre alphabétique la liste de ceux qui composè-

(1) Archives de Lot-et-Garonne, registres du district de Marmande (1^{er} prairial an III).

(2) Parmi les noms qui ne figurent pas sur notre liste, nous pouvons citer les suivants : du Bois du Fresne, de Cazenove, Couston, sept religieuses de différents ordres, etc.

rent les comités de surveillance de Marmande durant la Terreur ou qui furent accusés de terrorisme (1) :

AYMAT (Joseph), fondateur, né vers 1747, épousa, le 18 janvier 1780, Catherine Faget, fille d'un tonnelier de Marmande (2), fut délégué à la fête de la Fédération célébrée à Paris (3). Membre des comités de surveillance à partir d'octobre 1793, il fut un des plus ardents terroristes (4).

BÉTEHLIE, membre des comités depuis leur naissance, mérite d'être compté au nombre des plus mauvais révolutionnaires de Marmande.

BEYLARD JEUNE (Jean), chapelier, époux de Théotiste Picard, nommé membre du comité de surveillance le 5 mars 1794 (5), voyait partout des aristocrates, des conspirateurs, des agents de Pitt et de Cobourg, reconnut ses torts et se repentit.

BROUSSE, nommé en 1793, maintenu le 5 mars 1794 (6), se laissa entraîner par ignorance ou faiblesse de caractère (7).

DE COLOMBET (Blaise). Nous avons déjà parlé de lui.

DANEY, boulanger, nommé au comité le 5 mars 1794 (8), se laissa entraîner par faiblesse.

DUZAN (Pierre), fut juge de paix. Il doit être compté parmi les pires terroristes, fut membre des comités qui se succédèrent en 1793 et 1794 (9).

(1) Les terroristes de Lévignac furent dénoncés au district de Marmande, mais la dénonciation faite contre eux fut retirée et M. d'Aurout de la Palisse ne fut sans doute pas étranger à ce retrait.

Les comités de surveillance qui se succédèrent à Meilhan furent composés de plusieurs citoyens tels que Laran, Bourg, Rambaud, Lagaüzère, Lacostes, Laville, Clergeaut aîné, Bareau, Taney, Grillon. Furent désarmés comme très compromis : Saintrailles, Vignes, Lançon, Reliobet et Bernus. L'huissier Boyne alla se cacher de honte à La Réole.

On condamna à la surveillance Descorps, Pauly, Taney, Beylard et Delas. (Arch. de Lot-et-Garonne, district de Marmande, séance du 1^{er} thermidor an III.)

(2) Registres paroissiaux de Marmande à la mairie de cette ville.

(3) Archives de Lot-et-Garonne, registre de correspondance du district de Marmande (16 fév. 1791).

(4) Rapport de B. Laujacq, pp. 63, 64.

(5) Délibérations de la commune de Marmande (12 ventôse an II).

(6) *Ibidem*.

(7) Rapport de B. Laujacq, p. 56.

(8) Délibération de la commune de Marmande (12 ventôse an II).

(9) Rapport de B. Laujacq, pp. 61, 62.

FIZELIER, appartenait à la bonne bourgeoisie de Marmande, doit être compté parmi les moins mauvais (1).

GALIBERT-COURRÈGES devint contre son gré membre du comité, fit des efforts pour en sortir. Il fut, dit-on, plus terrifié que terroriste (2).

GARDÈS, tanneur, nommé le 5 mars 1794 (3), il fut jugé digne d'être maintenu après le 9 thermidor (4).

GOURD (Augustin), fils d'Augustin Gourd, traiteur, et de Marie Blondet, naquit à Sainte-Foy-la-Grande vers 1753, se maria dans la ville de Marmande, en 1761, avec Marguerite Philip et mourut dans la même ville le 4 avril 1817 (5).

Gourd, sellier, fut membre des comités depuis le 13 octobre 1793, trempa dans toutes les mesures terroristes et se trouva parmi les plus compromis (6).

LAPORTERIE, coutelier. Ignorant et grossier, il devint un terroriste exalté. Dans sa conduite il y eut plus d'égarement que de crime. Laporterie avait fait partie du premier comité de surveillance (7).

LARRIEU, fut maintenu le 5 mars 1794 (8) au comité de surveillance où il exerçait les fonctions de secrétaire. C'était le type du fonctionnaire qui signe par ordre et sans protestation les plus iniques décisions (9).

LESPINASSE AÎNÉ (Jean), fils aîné de Pierre Lespinasse, marchand facturier et de Claire Couach, habitait à Lestang, une de ses sœurs fut religieuse (10). Fut maintenu au Comité, le 5 mars, 1794. Sans-culotte forcené, il se laissa mener par des terroristes plus coupables encore (11).

LESPINASSE-BAPTISTE (Jean-Baptiste), frère cadet du précé-

(1) Rapport de B. Laujacq, p. 56.

(2) *Ibidem*, p. 57.

(3) Délibérations de la commune de Marmande (12 ventôse an II).

(4) Rapport de B. Laujacq, p. 55.

(5) Etat-civil de Marmande.

(6) Rapport de B. Laujacq, p. 57.

(7) *Ibidem*, p. 56.

(8) Délibérations de la commune de Marmande (12 ventôse an II).

(9) Rapport de B. Laujacq, pp. 64, 65.

(10) Arch. de Lot-et-Garonne, contrôle de Marmande (26 avril 1780 et 24 mai 1785).

(11) Rapport de B. Laujacq, p. 56.

dent, épousa le 23 mai 1780 Marie Delpech. Membre du 1^{er} comité de surveillance il fut aussi mauvais que son frère (1).

MAKABIAU (Jean), né vers 1765 du côté de Montauban, fut instituteur, puis secrétaire du district de Marmande. Il épousa Antoinette Mondy dont il eut, le 26 nivôse an III, un fils qui fut nommé Jean-Pascal-Nivôse (2).

Jean Makabiau ne fit parti d'aucun comité de surveillance, néanmoins il fut incriminé de terrorisme, accusé « d'avoir provoqué le dépouillement des riches, proclamé la loi agraire dans le club de Marmande » et convaincu d'avoir dénoncé à Ysabeau en termes caustiques et acerbes le citoyen Mouchet Lardan qui venait de subir une réclusion de douze mois (3).

MASSIOT, fut juge de paix grâce à son titre de sans-culotte. Malgré l'étiquette de ses opinions et le contact des hommes dépravés, Massiot fut toujours honnête homme (4).

MIMAUD (Benoît), nommé le 5 mars 1794 (5), fut au nombre des moins compromis (6).

MOURAN (Pierre), né le 22 avril 1759 à Marmande, était fils de Joseph Mouran, maître-tisserand, et de Marguerite Preignac (7), fut membre du premier comité de surveillance. Avec Salles, il présida en qualité de commissaire à la vente des meubles de l'émigré M. de Rayne (28 mai 1793) (8), Gourd et Martinet se trouvèrent aussi à cette vente, le premier à titre d'expert, le second comme huissier. Mouran fut un des pires terroristes de Marmande (9).

PÉRIÉ, fut membre d'un comité, mais rien ne prouve qu'il en ait suivi les séances ou qu'il en ait pratiqué les maximes (10).

PEYRONNET (Jean), fils d'Antoine Peyronnet et de Catherine

(1) Rapport de B. Laujacq, p. 56.

(2) Etat-civil de Marmande.

(3) Rapport de B. Laujacq, p. 17.

(4) *Ibidem*, p. 55.

(5) Délibérations de la commune de Marmande (12 ventôse an II).

(6) *Ibidem*, p. 56.

(7) Registres paroissiaux de Marmande, à la mairie de cette ville.

(8) Arch. de Lot-et-Garonne, registre du district de Marmande.

(9) Rapport de B. Laujacq, p. 65.

(10) *Ibidem*, p. 57.

Dubernard, il fut huissier comme son père (1). Pour conserver sa fonction de membre du comité de surveillance de Marmande il renonça, le 17 décembre 1793, à la charge d'officier municipal de la même ville. Le 5 mars 1794 il fut maintenu dans ses fonctions de membre du comité.

Peyronnet a été un des pires terroristes, néanmoins dans son Rapport (2) B. Laujacq a essayé de le disculper, mais s'il n'a pu y réussir on doit reconnaître qu'il a ridiculisé cet huissier révolutionnaire. Qu'on en juge : « Tu as trouvé grâce à mes yeux Peyronnet... Ton patriotisme était dans un grand sabre, dans un bonnet rouge et dans tes moustaches. Homme borné, quoique parleur, je te rends justice ; tes discours partoient d'un cerveau déréglé, mais non d'un cœur corrompu. Avec l'extérieur de la rudesse et les apparences de la férocité, tu as été humain, compatissant et généreux. Ces qualités font qu'on excuse tes grandes fautes ».

ROUILHAN fit partie du premier comité de surveillance, ne fut pas dénoncé comme terroriste mais fut stigmatisé par B. Laujacq pour avoir affecté de s'identifier avec les vrais terroristes (3).

SAINT-AUBIN, membre des comités depuis le 13 octobre 1793, trempa dans tous les actes de terrorisme dont ces comités se rendirent coupables (4).

SALLES (Joseph), huissier, il témoigna beaucoup de zèle au cours des inventaires des meubles des émigrés (5), avec Moulon il fut chargé de concourir à la démolition du château de Lauzun (6). C'était un de ces bons b...g... pleins d'humanités, qui ne voyaient jamais que des villes à raser et des têtes à abattre ». Entre autres griefs B. Laujacq, que nous venons de citer (7) jeta publiquement à la face du terroriste Salles les accu-

(1) Arch. de Lot-et-Garonne, contrôle de Marmande (11 sept. 1779).

(2) Rapport de B. Laujacq, p. 55.

(3) Rapport de B. Laujacq, p. 57.

(4) *Ibidem*, pp. 60, 61.

(5) Arch. de Lot-et-Garonne, délibérations du district de Marmande (15 janvier 1793).

(6) *Ibidem* (9 floréal an III).

(7) Rapport, pp. 57, 58.

sations suivantes : « Il a consacré l'ignorance, l'immoralité et les principes absurdes d'une loi agraire... Il a provoqué des mesures qui respirent la vengeance et la soif du sang humain. »

Salles ne fut pas maintenu au comité le 5 mars 1794 (1).

TEYSSIER (Etienne), membre d'un comité de surveillance, fut parmi les moins coupables (2).

TEYSSIER (François), cordonnier, nommé au comité de surveillance le 5 mars 1794, doit être rangé dans la même catégorie que le précédent (3).

Les terroristes furent recherchés en vertu des lois du 21 germinal, des 12 et 20 floréal an III, par l'administration de chaque district. A Marmande, le soin de faire cette recherche fut spécialement dévolu à Bernard Laujacq qui avait été nommé administrateur du district par le représentant du peuple Treilhard, le 30 mars 1795, et avait reçu, par délibération du 16 avril suivant, la charge de présider le second bureau du directoire du district. Ce bureau avait à s'occuper non seulement des questions d'approvisionnement, de réquisitions, de transports et d'instruction, il devait également traiter toutes les affaires de sûreté générale et de surveillance, par conséquent réprimer le terrorisme (4).

Bernard Laujacq, fils de l'avocat Jean Laujacq et de Rose Laujacq Bousquet, était homme de loi comme son père. Il naquit à Cocumont le 1^{er} janvier 1758 (5), prit une part active au mouvement révolutionnaire dans la ville de Bordeaux, où il remplit les fonctions de juge du tribunal du district. Membre de la commission populaire de Bordeaux, il fut, avec ses collègues, mis hors la loi, le 5 août 1793, et placé en réclusion (6). Pour sa défense, il fit imprimer un *factum* in-4° dont les neuf premières pages sont remplies par un plaidoyer et les sept

(1) Délibérations de la commune de Marmande (12 ventôse an II).

(2) Rapport de B. Laujacq, p. 56.

(3) *Ibidem*.

(4) Arch. de L.-et-G., reg. des délibérations du district de Marmande (4 floréal an III).

(5) Communication de M. Alfred Veilhon.

(6) Arch. de L.-et-G., reg. du district de Marmande (30 frimaire an II).

dernières occupées par des pièces justificatives (1). Dans cette pièce le détenu s'honorait d'avoir eu pour proche parent un soldat qui du grade le plus humble s'était élevé par son mérite jusqu'au rang d'officier dans le régiment de Beauce.

Par sa double qualité d'avocat et d'ancien détenu, Bernard Laujacq méritait d'exercer les fonctions de président du comité de surveillance et de faire comparaître à sa barre les terroristes de Marmande. Dans son rapport, il établit surtout trois points : le comité de surveillance avait commis d'illégales réquisitions en exigeant de sa seule autorité la remise de l'argenterie qui fut demandée avec menaces aux principales familles de Marmande et parfois extorquée par d'odieuses violences ; il avait contribué à faire guillotiner M. de Lalyman, ancien conseiller au Parlement de Bordeaux, natif de Marmande ; il avait coopéré à la mort de M^{me} de Marcellus.

Après des combats publics qui furent extrêmement orageux, les plus coupables des terroristes subirent la peine du désarmement, c'étaient : Salles, Gourd, Saint-Aubin, Duzan, Aymat, Larrieu, Béteille, Mouran ; de plus ils furent dénoncés à l'accusateur public près le tribunal criminel du département de Lot-et-Garonne, mais ce tribunal renvoya l'affaire au juge de paix, c'était un acquittement déguisé (2). Accusateurs et accusés, tous furent étonnés de ce dénouement. On avait discuté en pure perte et mal à propos. On avait cru que la Révolution venait de finir avec la chute de Robespierre. Il était réservé à Bonaparte de rétablir l'ordre par la force de ses armes et l'ascendant de son génie.

J. DUBOIS.

(1) Ce factum, conservé dans la collection A. Vivie, se trouve aux archives de la ville de Bordeaux et nous a été signalé par le capitaine Dizot.

(2) Arch. de Lot-et-Garonne, registre du district de Marmande.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Une statue à Romas. — Un comité parisien vient de se former pour élever, à Nérac, une statue au physicien Jacques de Romas, l'émule et le précurseur trop méconnu de Franklin, né dans cette ville le 13 octobre 1718 et mort au même lieu le 21 janvier 1776. L'inauguration doit avoir lieu dans le courant de l'année prochaine. Comme hommage rendu à notre compatriote, l'Académie de Bordeaux, de son côté, a décidé de publier sa correspondance, ainsi que plusieurs mémoires de lui, inédits, sur les barres électriques et les expériences du cerf-volant qui l'ont immortalisé.

*
* *

Épitaphe d'un Durfort au Montserrat. — Dans le cloître du monastère de Montserrat en Catalogne, se trouve, entre autres pierres tombales, une dalle de marbre, large de 0^m40, haute de 0^m26, « portant aux angles un écusson, losangé de.... et de.... à trois « pièces, et, au milieu des grands côtés du cadre, une croix cléchée, « évidée, posée sur un cercle..... » Dans le champ se lit l'épitaphe suivante en majuscules gothiques :

XIII^o KALENDAS ///PTEMBRIS ANNO DOMINI M^a
CCC^o XXIII^o, MIGRAVIT ROMEUS DURFOR-
TIS AB ISTO SEculo. CUJUS ANIMA.
REQUIESCAT IN PACE. AMEN.

« Est-il vraiment de nos pays, se demande M. Brutails, qui, le « premier, a découvert cette inscription et l'a publiée dans un des « derniers numéros de la *Revue historique de Bordeaux*, le per- « sonnage dont les ossements avaient été recueillis dans une cavité « de la muraille fermée par cette pierre funéraire ? Appartenait-il « à une branche des Durfort de Gascogne ? Rien ne me permet de « le savoir, l'épitaphe ne dit pas qu'il fut noble, et le *Précis histo- « rique sur la famille de Durfort-Duras* de M. Jean Favre (Mar- « mande, 1859), ne mentionne ni ce membre de la famille, ni ces ar- « moiries ; mais le prénom, *Romeus*, évoque l'idée de pèlerinage. »

La grande famille de Durfort a eu trop d'attaches dans l'Agénais, où elle a possédé les châteaux de Duras, de Castelnoubel, de Bajamont, de Lafox, etc.; quelques-uns de ses membres ont joué un rôle trop important dans son histoire, et en particulier dans celle

d'Agen, pour ne pas que cette Revue signale l'intéressante découverte faite par le savant archiviste de la Gironde, et, à notre tour, que nous ne nous fassions un devoir de reproduire la question qu'il adresse à tous les généalogistes et chercheurs du Sud-Ouest.



Nécrologie. — *Elie Fourès.* — Le 3 octobre dernier est mort à Meudon, à l'âge de 63 ans, notre compatriote Elie Fourès, homme de lettres, membre correspondant de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen.

Si, depuis longtemps éloigné de notre ville, où il ne faisait plus que de rares apparitions, Elie Fourès n'a apporté qu'un faible contingent à la contribution littéraire locale, il ne laisse pas moins le souvenir d'un écrivain distingué, d'un poète aimable, toujours enthousiaste pour les nobles causes, notamment pour celle du Félibrige, dont il fut un des premiers et des plus fervents apôtres.

Né à Layrac en 1846, Elie Fourès fit d'abord du journalisme à Agen. Un procès assez retentissant qu'il eut sous l'Empire calma bien vite ses ardeurs de polémiste, et le dégoûta à tout jamais de la politique militante. Il obtint, après la guerre, une place à la Préfecture de la Seine ; et désormais, en dehors de son travail quotidien obligatoire, il ne s'occupa plus que de littérature. C'est l'époque où il écrivit un roman, *l'Ane rouge*, dont l'action se passe dans nos régions, et où il envoya à la *Revue de l'Agenais* plusieurs pièces de poésie : *Le Poète*, *Les Félibres de Paris à Dumas*, *A la Vénus de Milo*, *Un sonnet à Mistral*, etc. (1). Là également parurent de lui *Les Souvenirs d'un Mobilisé de Lot-et-Garonne* (2) et une petite nouvelle, *Garonnette* (3).

Mais son œuvre poétique principale, celle qui restera comme reflétant le mieux sa nature d'artiste, est *Ondeline*, poème qu'il écrivit en 1871 au petit château de Lapeyre, près de Layrac, où des amis intimes lui offraient à ce moment une large hospitalité. Les titres seuls des chapitres, *La Moisson*, *La Vendange*, *L'Hiver*, *Le Printemps*, *Les Feuilles mortes*, indiquent suffisamment les sujets traités, charmants petits tableaux, brossés de main de maître, où sont peintes, avec une exquise délicatesse et avec le sentiment de la nature le plus profond, toutes les scènes champêtres auxquelles se livrent dans l'année nos travailleurs des bords de la Garonne et du Gers.

Nous ne dirons rien, ne la connaissant que par de rares fragments, de l'œuvre colossale à laquelle Elie Fourès s'était attaché les derniers temps de sa vie et qu'il laisse inachevée, *l'Histoire des*

(1) Tomes ix, x, xi (1882-1884).

(2) Tome x (1883).

(3) Tome xvi (1889).

Troubadours. Seul, en effet, a été présenté ici même par M. Charles Ratier, avec sa compétence bien connue, le chapitre consacré à Marcabrun, ce troubadour presque légendaire du XII^e siècle (1). Combien il est regrettable que l'impitoyable mort ne lui ait pas laissé le temps de terminer cette œuvre, attendue avec tant d'impatience par tous ceux, épris de cette merveilleuse floraison littéraire qui s'épanouit dans nos provinces méridionales au XII^e siècle et que la Croisade des Albigeois étouffa si misérablement et pour si longtemps.

Nous nous inclinons profondément devant la tombe de notre collègue, dont les œuvres charmantes conserveront à tout jamais la mémoire.

— *Le docteur Couyba*. — Au moment de mettre sous presse, nous apprenons la mort presque soudaine de M. le docteur Couyba. L'œuvre historique de notre collègue est trop importante, trop assidue était devenue, depuis ces dernières années, sa collaboration à la *Revue de l'Agenais*, pour que nous ne tenions pas à rappeler ici même, dans un article bio-bibliographique spécial, tous les titres qu'il avait à notre estime et à notre affection.

Nous ne pouvons, pour le moment, que déplorer amèrement la perte cruelle que vient de faire la Société académique d'Agen, et prier sa famille d'agréer, en cette douloureuse circonstance, l'expression bien sincère de nos profonds et sympathiques regrets.

PH. L.

(1) Tome XXIV, p. 564.

RECUEILS ET PÉRIODIQUES

REVUE HISTORIQUE. — *Septembre-octobre 1909.* — Henry Harrisse : Sébastien Cabot, pilote-major de Charles-Quint (1512-1547). — Pierre Lehauptcourt : La capitulation de Laon (9 septembre 1870), 1^{re} partie. — Louis Halphen : Les biographes de Thomas Becket. — Robert Michel : Les chevaliers du château des Arènes de Nîmes aux xii^e et xiii^e siècles. — A. Esmein : Encore un historien de Jeanne d'Arc. — G. Canton : Napoléon et l'abbé Hanou, supérieur des Missions étrangères et des Sœurs de Saint Vincent de Paul. — Bulletin historique : Les Jubilés de Genève par G. Monod. — Histoire de France pendant la Révolution et l'Empire, par Rod. Reuss. = Histoire d'Allemagne de 1648 à nos jours, par Paul Darmstadter. = Histoire des Pays-Bas, par Th. Bussemaker. = *Comptes rendus, Chronique et Bibliographie.*

POLYBIBLION. — *Juillet 1909.* — Charles Arnaud : Romans, contes et nouvelles. — J. Rambaud : Economie politique et Sciences sociales. — M. J. C. T. : Aviation. — *Comptes rendus, Bulletin, Chronique.* — *Août 1909.* F. Chapot : Ouvrages d'enseignement religieux et de piété. — J. d'Azambuja : Poésie, théâtre. — Cte de Sérignan : Art, histoire et sciences militaires. — H. Froidevaux : Histoire coloniale et colonisation. — *Comptes rendus, etc.*

REVUE DE GASCOGNE. — *Juillet-août 1909.* — A. Degert : Un grand évêque gascon, Amat d'Oloron. — P. Coste : Lettres inédites de S. Vincent de Paul. — J. Dubois : Dolmayrac en Condomois. — C. Laffargue : Etudes d'histoire révolutionnaire à Eauze. — V. Foix : Bessaut. Commanderie (suite). — J. Contrasty : Le clergé français réfugié en Espagne (suite). — *Bibliographie, Notes diverses.* — *Septembre-octobre 1909.* — A. Degert : Un grand évêque gascon, Amat d'Oloron (suite). — P. Costes : Lettres inédites de Saint Vincent de Paul. — E. Castex : Mœurs et conditions rurales au xvi^e siècle. — V. Foix : Bessaut. Commanderie (suite). — J. Contrasty : Le clergé français réfugié en Espagne (suite). — *Bibliographie, Notes diverses.*

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DU GERS. — *Troisième trimestre 1909.* — Puel : La franc-maçonnerie à Lectoure au xviii^e siècle. — L'abbé Tournier : Histoire d'Antras. — Dr de Sarzac : Rectification à propos du divorce du maréchal Lannes. — Ph. Lauzun : Le buste de Jean de Monluc, évêque de Condom. — A. Lavergne : M. Clément-Simon. — G. Brégail : L'insurrection de l'an IV, dans le Gers. — L'abbé Gaubin. — L'abbé Breuil : La fête de Noël. — A. Lavergne et Mastron : Liste des chartes des coutumes du Gers. — A. Lavergne : M. Edmond Cabié, etc.

Numéro 6

REVUE DE L'AGENAIS

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE, SCIENCES ET ARTS D'AGEN

36^e Année. — Novembre-Décembre 1909



AGEN

IMPRIMERIE MODERNE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

—
1909

Toute reproduction même partielle des articles de la *Revue* est rigoureusement interdite

SOMMAIRE :

I.	<i>Le château de Combebonnet</i> , par J.-R. Marboutin.....	481
	<i>Inventaire du château de Combebonnet en 1685</i> , par A. Dubernet..	486
II.	<i>Un projet de langue universelle au seizième siècle</i> , par Ferrère.....	520
III.	<i>La Roumieu. — Appendices</i>	531
IV.	POÉSIE : <i>Souvenir</i> , par J. de la J.....	541
V.	<i>Chronique Régionale</i> (Ph. Lauzun).....	543
VI.	BIBLIOGRAPHIE : <i>La Question du « De Fide »</i> , par A. Durengues (J. Dubois). — <i>Tables de l'inventaire des archives de la Gironde, série E</i> , par P. Meller (J. Dubois)	545
VII.	NÉCROLOGIE : Docteur Couyba (O. Granat) — Charles Azéma (Ph. Lauzun).....	548
VIII.	Procès verbaux des séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen (novembre-décembre)....	558
IX.	Table méthodique des matières contenues dans le tome xxxvi. — Table des planches..	561
X.	Table méthodique decennale (1900-1909) xxvii-xxxvi..	565
	Table des planches (xxvii-xxxvi).....	582
	GRAVURE : Château de Combebonnet	

La Société n'accepte pas la solidarité des opinions émises dans les articles de la REVUE.

Prix de l'Abonnement à la REVUE DE L'AGENAIS : 12 fr. par an.

Pour tout ce qui concerne l'administration du journal et le service des abonnements, s'adresser *directement* à M. LE DIRECTEUR, 43, rue Voltaire.

Il sera rendu compte, sauf les convenances du programme de la *Revue de l'Agenais*, de tout ouvrage dont il aura été adressé *franco* deux exemplaires, au Secrétaire perpétuel de la Société d'Agriculture Sciences et Arts d'Agen, directeur de la *Revue de l'Agenais*.

TIRAGES A PART

Prix des tirages à part des articles parus dans la *Revue de l'Agenais*, imprimés sur papier satiné et légèrement teinté, du format de la Revue, couverture imprimée comprise :

8	pages	de	texte	réimprimées	jusqu'à	50	exemplaires,	10 fr.
8	—	—	—	—	—	100	—	12 fr.
12	—	—	—	—	—	50	—	14 fr.
12	—	—	—	—	—	100	—	16 fr.
16	—	—	—	—	—	50	—	15 fr.
16	—	—	—	—	—	100	—	18 fr.

Sur papier de Hollande, 50 centimes l'exemplaire.



Cliché J. R. Marboutin

LE CHATEAU DE COMBEBONNET

LE CHATEAU

Relevé sur le bord d'un
coteau, au-dessus d'un

Arrière ses terrasses, s'élève, en
un fronton, le toit sur lequel
se dresse encore par la sautoie

A quel de époque, relevé, ce cha-
teau, un document en sa façade
ce à l'air, sous les pierres d'or
de mais, il de comparaison, raison d'être
de tout ce qui est, n'est pas, n'est
remonté et à l'édification, un peu
depuis les rochers, n'est pas
sur ou plus tard, pour se présenter

Au XII^e siècle, chez nous, le fort
et pierre aux châteaux de rochers
de l'air, en l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air

Comme un d'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air

De l'air, de l'air, de l'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air, de l'air, de l'air
de l'air, de l'air, de l'air, de l'air, de l'air, de l'air

1. M. de l'air, de l'air, de l'air, de l'air

2. M. de l'air, de l'air, de l'air, de l'air

3. M. de l'air, de l'air, de l'air, de l'air

4. M. de l'air, de l'air, de l'air, de l'air

5. M. de l'air, de l'air, de l'air, de l'air

6. M. de l'air, de l'air, de l'air, de l'air



LE CHATEAU DE COMBERNON

Château de Combernon

LE CHATEAU DE COMBEBONNET

Bâti sur le bord d'un profond et frais vallon, le château de Combebonnet, vu du côté de l'est et du midi a grand air. Avec ses terrasses superposées, ses échauguettes en encorbellement, il fait songer au château de Cauzac (1) qu'il rappelle encore par la situation.

A quelle époque remonte ce château ? Vers la fin du ^{xiii}^e siècle, un document cite la « *villa Combabonneti* » (2). Ce mot de villa eut, sous les Romains et jusqu'au ^{xi}^e siècle, le sens de maison de campagne, maison d'exploitation agricole, renfermant tout ce qui est nécessaire à la culture et aussi à la nourriture et à l'entretien du personnel. Bien souvent, surtout depuis les invasions barbares, elle avait une enceinte, mur ou palissade, pour se préserver des coups de main.

Au ^{xiii}^e siècle, chez nous, le terme de villa paraît avoir été appliqué aux châteaux de moindre importance, de préférence au mot *castrum* (3). Ce dernier, dit Enlart, désignait au moyen-âge « toute localité possédant une enceinte fortifiée, qu'elle fut une ville, un village ou une simple maison forte » (4).

Combebonnet aurait donc été d'abord le centre d'une exploitation rurale. Dans la suite, pour la défendre, son propriétaire aurait élevé une petite forteresse qui, en se développant, devint un véritable *castrum*.

De fait, le château primitif de Combebonnet, que nous avons pu reconnaître, grâce à l'obligeance de son propriétaire actuel, M. de Forget, était assez petit. Il avait la forme

(1) M. Lauzun a décrit le château de Cauzac dans la *Revue de l'Agenais*, xxiii, p. 385.

(2) *Recueil de la Société des lettres, sciences et arts d'Agen*, 2^e série, t. xiii, page 84.

(3) *Revue de l'Agenais* 1897, page 152.

(4) *Manuel d'archéologie*, t. ii, p. 491.

d'un triangle rectangle, dont les angles est et ouest étaient surmontés d'échauguettes en porte à faux.

Deux de ces côtés étaient naturellement fortifiés par l'escarpement des rochers sur lesquels le château était bâti. Le troisième, au contraire, donnant au nord, vers le plateau, était faible. Le constructeur dut accumuler sur ce point plusieurs moyens de défense. L'un d'eux consistait en un hourdage mobile, dont les consoles de bois, encore en place, sont visibles dans les combles. Ces hourds, en usage dans l'architecture militaire depuis le ^{xiii}^e siècle, permettaient aux défenseurs de la place de battre le pied des remparts.

Ce petit château triangulaire, sorte de donjon protégeant le domaine, paraît être du ^{xiii}^e siècle. A la fin de ce siècle, ou peut-être au commencement du ^{xiv}^e, on ajouta à l'angle nord, une tour carrée armée de meurtrières en croix pattée. Dans le Nord, ce genre de meurtrière n'apparaît que dans le cours du ^{xiv}^e siècle ; dans nos pays il était en usage depuis le ^{xiii}^e. M. Lauzun, dans *Les Châteaux gascons*, en a fourni la preuve.

Combebonnet fut agrandi et remanié à la fin du ^{xv}^e siècle, peut-être au ^{xvi}^e. Dans l'angle sud-ouest, on aménagea un escalier dont les marches et la vis sont en bois. On y accédait du dehors par une porte en accolade ouverte sur la façade nord. De grandes fenêtres à moulures prismatiques, à meneaux horizontaux et croisés furent ouvertes au midi.

C'est peut-être à ce moment que l'on adossa à l'est, des bâtiments qui sont aujourd'hui démolis et que l'on édifia la chapelle et l'enceinte, qui défendait les quelques maisons blotties à l'ombre du château.

Plus tard, au ^{xvii}^e siècle, on agrandit encore le château du côté du nord. C'est alors qu'il prit l'aspect que nous lui voyons maintenant. A cette époque il faut attribuer deux jolis portails en plein cintre, ornés de colonnes donnant accès dans la cour. Au fond de celle-ci, il faut remarquer la porte de l'écurie ornée de curieux bossages polis. Elle porte la date de 1645.

A quelques pas, à l'ouest du château, s'élève une chapelle

à chevet plat. Elle a quatre travées voûtées sur croisées d'ogives. Les nervures, ornées de deux cavets, retombent sur des colonnes, dont les chapiteaux, sortes de frises entre deux baguettes, portent des écussons et des feuillages. Sur l'un d'eux, on voit les armes de la famille de Boville « *deux vaches* ». Sur un autre deux anges tiennent un écu parti, à droite de et à gauche de deux vaches, qui est de Boville.

Chaque travée est éclairée par une grande fenêtre. Une jolie rosace s'ouvre dans le mur du fond.

Au midi, le portail est encadré de fines moulures et surmonté d'une niche pour une statue. Des contreforts emboîtent les angles et d'autres contrebute la retombée des voûtes.

Il y a encore trois autels. Devant le principal, une pierre tombale sans ornement indique la sépulture des seigneurs de Combebonnet.

Le château de Combebonnet, qui affecte aujourd'hui la forme d'un grand trapèze irrégulier, s'est donc accru successivement du ^{xiii}^e au ^{xvii}^e siècle selon la mode, les besoins du temps ou la fantaisie des propriétaires.

Pendant la Révolution, le château de Combebonnet fut grandement menacé.

Vers la fin de 1790, des troubles surgirent de tous les côtés. Le Quercy surtout devint un foyer de révolte. Les émeutiers en voulaient principalement aux seigneurs et à leurs châteaux. Après avoir bouleversé ce pays, ils se dirigèrent vers l'Agenais.

Le château de Brassac fut incendié le 28 décembre 1790 et aussitôt les auteurs de ce méfait condamnèrent les châteaux de Combebonnet et de Saldebru à subir le même sort.

Les chefs du mouvement répandaient le bruit que l'Assemblée Nationale avait donné l'ordre de tuer les nobles et de brûler les châteaux. Aussi l'effervescence devint très grande dans la région. Le directoire du département de Lot-et-Garonne envoya un détachement de Royal-Pologne et chargea

Cabarroc et Moulenq de Valence, de veiller au maintien de l'ordre.

La municipalité de Combebonnet (1) effrayée, consulta le directoire du département sur la conduite à tenir. « Songez surtout, répondirent les administrateurs, à garantir vos citoyens de la séduction qui les environne, présentez à leurs yeux tout le danger pour eux et toute l'injustice envers les autres et rappelez-leur que les administrateurs, leurs frères et leurs amis ne craignent rien tant que de trouver des coupables qu'ils seraient forcés de punir. »

Moulenq nous apprend que des libelles séditieux circulaient dans le pays : « On m'avait averti, écrit-il, que dans la paroisse d'Engayrac il y avait en des mains connues des imprimés incendiaires où l'on conseille de massacrer les ci-devant nobles et de brûler leurs maisons ; que les paysans de cette paroisse étaient persuadés que c'était des ordres émanés de l'Assemblée Nationale, qu'ils murmuraient contre les curés parce qu'ils prétendaient que, par malice, ils refusaient de lire ces décrets aux messes paroissiales, et enfin qu'on avait tenté d'incendier le château de M. Timbrune situé sur la paroisse de Marcoux, près Boville. Je parcourus toute la paroisse d'Engayrac, un paysan riche et plein de bonne harmonie, m'avoua qu'il avait entendu faire, par son beau-frère, la lecture d'un imprimé en cinq ou six feuillets, dans lequel il était prescrit de brûler et massacrer. Ce bon homme, plein de naïveté, convint qu'il avait cru que cet écrit était un ordre de l'Assemblée Nationale, mais il ne me fut pas difficile de le dissuader. Il me promit de m'en procurer un exemplaire, s'il lui était possible de l'obtenir.

« M. le Curé d'Engayrac, que je trouvais avec M. Caza-bonne, administrateur du département, me dit qu'il croyait tout tranquille sur sa paroisse, mais que les paysans le soupçonnaient de cacher les décrets favorables au peuple et de ne lire que ceux qui étaient contraires à ses intérêts. Il ajouta

(1) La lettre de la municipalité de Combebonnet fut reproduite par le *Journal patriotique*.

que la méfiance était au point qu'il avait à craindre pour sa sûreté et qu'il avait cru de sa prudence de ne plus lire aucun décret.

« Dans la même paroisse, on me dit que la veille il était passé un savetier auvergnat, bien connu dans le pays, débitant hautement qu'il fallait brûler tous les châteaux et maisons des nobles et qu'il n'en restait plus aucun dans son pays.

« J'espérais trouver cet homme à la foire, je le fis chercher, mais il n'y avait pas paru.

« Les officiers municipaux de Boville m'avouèrent qu'on avait tenté de brûler le château de Marcoux, mais que les auteurs du projet étaient des enfants de dix ou douze ans. Ils me déclarèrent que leurs intentions étaient de leur faire une forte réprimande. Ce n'est pas trop sévère. »

Quelques jours après, le même écrivait encore : « L'éveil qu'on m'avait donné par rapport aux habitants d'Engayrac m'a fait porter toute mon attention sur cette paroisse. Les différentes perquisitions que j'ai faites m'ont appris que les paysans disaient hautement que tous les châteaux devaient être brûlés, à l'exception de celui de M. Malherbe et celui de M. Narbonne, et qu'un citoyen de Brassac (bien connu) était autorisé à faire incendier toutes les propriétés des ci-devant nobles. Mais ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est le bruit qui s'est répandu que quelques habitants de Brassac ont écrit une lettre à des particuliers de Combebonnet, pour les prévenir que lorsque tout serait disposé pour brûler le château de M. Rastignac, ils se rendraient au nombre d'une quarantaine, masqués, et que la besogne serait bien et bientôt faite. On m'a ajouté que le maire de Combebonnet, qui a eu connaissance de cette lettre, avait proposé au premier officier municipal de dénoncer ce complot et que celui-ci l'en avait détourné sous prétexte de danger pour eux. M. le Maire ne peut nier qu'il en ait conféré avec son collègue, puisqu'il le fit en présence de témoins. Je tiens tous ces détails d'un curé présent à la conférence, qui a exigé le plus grand secret pour n'être pas exposé à la fureur des conspirateurs.

« Je ferai détacher, demain, cinq cavaliers pour aller en

patrouille dans cette partie de notre territoire. J'écrirai une lettre à la municipalité, pour exhorter de nouveau à redoubler de zèle et d'activité et à faire des perquisitions pour découvrir les complots, auxquels leurs concitoyens pourraient être associés. J'en écrirai une particulière au maire, pour le presser de me faire part de tout ce qu'il sait, relativement à la lettre dont il s'agit » (1).

Le 5 février suivant, Moulenq dit que la troupe sert encore « à contenir quelques sujets très suspects de Combebonnet et de Marcoux et même à calmer la fougue de quelques habitants de Boville ».

On connaissait le fauteur principal des troubles dans cette région. C'était un administrateur du district de Lauzerte et juge de paix de ce canton, le citoyen Florens. Moulenq, qui avait été son camarade au collège, l'aborda un jour de foire et l'interrogea. Florens, qui avait un sabre à la main, deux pistolets à la ceinture et était accompagné d'une douzaine de gens armés, essaie de se disculper. Moulenq se convainc au contraire de sa culpabilité et le fait étroitement surveiller.

Malgré tout, peu à peu les troubles s'éteignirent, Combebonnet fut préservé et, dès le mois de mars suivant, l'ordre était de nouveau rétabli.

R. MARBOUTIN.

* * *

Inventaire du château de Combebonnet en 1685

La commune, connue officiellement, de nos jours, sous le nom d'Engayrac, a gardé longtemps le nom de Combebonnet. Le nom d'Engayrac nous apparaît, dès la première moitié du ^{xii}^e siècle, porté par le chevalier Arnaud d'Engayrac, vivant en 1130. Quant à Combebonnet, la première mention qui en soit faite ne remonte pas au-delà du milieu du ^{xiii}^e siècle. Le chevalier noble Jourdain de Combebonnet, *en Jordan*

(1) Archives de Lot-et-Garonne, série L., Registre de Correspondance, t. 1, 222-224.

de Combebonnet, nous apparaît, à cette époque, figurant comme témoin, dans une sentence arbitrale, rendue à Mézin, le 8^e jour de l'entrée de mai 1255, à la suite d'une guerre entre Odon, vicomte de Lomagne, et Guiralt, comte d'Armagnac ; à côté du chevalier Jourdain de Combebonnet, figurent Gaission de Galard, noble B. de Cazenove, et noble Arnaud d'Autièges.

Il y a tout lieu de présumer que ces deux chevaliers, Arnaud d'Engayrac et Jourdain de Combebonnet, étaient, l'un et l'autre, des cadets de la maison suzeraine de Boville, apanagés d'un fief voisin de la seigneurie principale. Que l'on se rassure, du reste, mon intention n'étant nullement de verser ici les notes que j'ai laborieusement rassemblées sur la maison de Boville. A tout le moins, dois-je indiquer, ce que je vais faire très sommairement, la série des familles seigneuriales qui ont, successivement, possédé le château de Combebonnet. S'ensuit la liste chronologique :

I. Les Boville, de 1300 à 1513, à partir d'Arnaud de Boville, seigneur de Combebonnet, en 1300, jusques à Robert de Boville, seigneur de Combebonnet, lequel testa, en 1513, ne laissant qu'une fille unique comme héritière universelle.

II. Les comtes de Narbonne-Lara, de la première moitié du xvr^e siècle à 1705, à partir de Jean de Narbonne-Lara, entré à Combebonnet par son mariage avec Jehanne de Boville, fille unique et héritière universelle de Robert de Boville, jusques à Louis de Narbonne-Lara, seigneur de Combebonnet, mort en 1705, ne laissant qu'une fille unique comme héritière universelle.

III. Les comtes de Chapt de Rastignac, de 1702 jusques à la Révolution, à partir de Gabriel de Chapt, comte de Rastignac, qui, en avril 1702, épousa Marie-Anne de Narbonne-Lara, l'héritière de Combebonnet, jusques à Jacques-Gabriel de Chapt, comte de Rastignac, fils du précédent.

L'inventaire qui suit se rapporte donc au temps des messieurs de Narbonne-Lara ; il eut lieu à la suite de la mort de Jean III^e de Narbonne-Lara, comte de Clermont, Montfort,

Combebonnet et autres places, décédé le 26^e janvier 1685. Commencé le 1^{er} février de ladite année 1685, l'inventaire se poursuivit jusqu'au 13^e mars suivant.

Ceux qui possèdent la collection de la *Revue de l'Agenais* pourront comparer l'inventaire du château de Combebonnet, en 1685, avec celui du château de Massanès fait en 1606 et publié dans ladite *Revue* par M. J. Bouyssy, l'érudit publiciste ayant placé en tête de son article un préambule fort intéressant et l'ayant aussi accompagné de notes explicatives, où il donne l'exacte signification de certains mots anciens tombés en désuétude, tels que, pour les meubles, archelit, bancs-doussier, chaise faite à l'ancienne et, pour les étoffes, estamet, raze, brocatelle, etc., etc.

Massanès, ancienne résidence d'une branche de la maison de Boville, Massanès, « ce château de la misère », suivant la pittoresque expression de M. Bouyssy, était mieux pourvu d'armes et d'ustensiles de guerre qu'en fait de meubles neufs.

C'est une juste remarque du même M. Bouyssy, que les anciens inventaires fournissent de curieux documents qui nous introduisent dans la vie intime de nos pères ; ceux-ci, en particulier, nous font connaître l'ameublement d'une maison noble, au commencement et à la fin du xvii^e siècle.

Et maintenant, que l'on rapproche les deux susdits inventaires, et on ne pourra s'empêcher de reconnaître qu'en fait de confort, comme on dirait de nos jours, l'avantage reste au château de Combebonnet, où, à côté de meubles usés et rompus, il y a quantité de belles et grandes choses, notamment le luxe des tapisseries de haute-lisse et des grands tableaux de toile peinte.

Du premier février 1685. — Inventaire des meubles de haut et puissant seigneur messire Jean de Narbonne d'Arnoul, chevalier, seigneur et comte de Clermont, Combebonnet et autres places.

Aujourd'huy premier jour du mois de febvrier mil six cents quatre-vingt-cinq, dans le chasteau de Combebonnet, avant midy, en Agenais, régnant Louis par la grâce de Dieu roy de France et de

Navarre, devant nous, notaires royaux soubsignés et présents les tesmoins bas-nommés, se sont constitués en leurs personnes haute et puissante dame Anne de Bouchard d'Aubeterre dhouayrière comtesse de Clermont, vefve de haut et puissant seigneur messire Jean de Narbonne et d'Arnoul, chevalier, seigneur comte de Clermont, Montfort, Monleau, présent lieu, et d'autres places, et haut et puissant seigneur messire Louis de Narbonne et d'Arnoul, seigneur comte de Montfort, messire Léon de Narbonne, seigneur de Gandaille, Pierre-Louis de Narbonne et Joseph et damoiselle Françoise de Narbonne, et ledit seigneur comte de Montfort faisant tant pour luy que pour messire Jean-Louis et Louis de Narbonne, capitaines, ses frères, capitaines dans le régiment de Clarambault, absents, auxquels promet faire ratifier ces presentes à peine de tous dépens, si besoin est, lesquels désirant faire inventaire de tous les effets de la succession dudit Jean, comte de Clermont, décédé le 26^e de janvier dernier, sans se faire nulle confusion de leurs droits, ny porter nul préjudice à yceux en quoy qu'ils puissent consister et de quelque nature qu'ils soient, nous ont requis, nous, notaires soubsignés de procéder à la faction dudit inventaire, à quoy nous avons vaqué à la réquisition de ladite dame, desdits seigneurs et damoiselle, ny aiant d'autres parents ny alliés dans le voisinage, en présence de M^e Jean Bouyssou, advocat en parlement, M^{re} Henry Belha, procureur d'office de Dondas, et M^e Jean Verdier, praticien de la présente juridiction habitans, signés avec ladite dame requérante : Anne Bouchard d'Aubeterre.

Premièrement estant entrés dans la grande salle de l'entrée dudit chasteau dans laquelle avons trouvé une tenture de tapisserie d'Aubusson tendue représentant l'histoire d'Abraham presque neuve en dix pièces, plus y avons trouvé trente chaises bois de noyer et deux fauteuils faits en menuiserie garnis de canevas (1) avec un moulet (2) de laine presque neuves, plus y avons trouvé deux tables de bois de noyer faictes en aubale (ovale) avec leurs trateaux en menuiserie presque neuves, et aussy une autre table faicte à relonge, sur lesquelles deux tables y a sur chacune un tapis drap vert bordé d'un pan de large de canevas avec un moulet de soie autour demi uzés, plus une autre petite table faicte en menuiserie bois de noier demy-usée sur laquelle

(1) Canabas ou canevas, toile préparée pour les dessins de tapisserie.

(2) Moulet, c'est-à-dire bordure ou galon.

y a un meschant tapis de Turquie fort gasté, plus y avons trouvé deux landiers montés avec deux grosses pommes de latoun (laiton) avec une figure de grotesque sur chacun.

De là serions entrés dans la galerie peinte sur la muraille qui est au bout de ladite salle du cousté du septentrion, dans laquelle y avons trouvé un grand tableau peint sur la toile, sans corniche, avec un chassis seulement, représentant la décollation de Saint Jean.

Plus y avons trouvé six chaises faictes en menuiserie, bouës de noïer demy usées, garnies de touelle seulement, et y aurions trouvé aussi quatre chassis servant de paravent garnis d'un cadis vert presque neuf.

Et de là serions allés et entrés dans la chambre où ledit seigneur feroit son habitation, dans laquelle y avons trouvé une tenture de tapisserie d'Aubusson tendue représentant une verdeure et paysage presque neuve ; et à main droite de ladite chambre en entrant, y avons trouvé deux tableaux pendus avec une corniche dorée à chacun représentant le portrait de Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine ; plus aux deux ruelles du lit, à celle de la main gauche y avons trouvé un oratoire avec trois tableaux, deux de la Sainte Vierge, l'un avec une glace devant et tous les deux avec un cadre doré, et l'autre un crucifix avec un cadre de bois peint en rouge, et à l'autre reuelle y avons trouvé deux tableaux relevés en bois dorés avec la corniche de même, l'un représentant la nativité de Notre-Seigneur et l'autre l'adoration des Rois ; plus deux grands miroers, l'un garni de cuivre doré avec une corniche de même de largeur d'environ trois pans et quatre pans de hauteur, et l'autre un peu plus grand avec une corniche en façon bois doré ; plus un coffre de noyer fermant à clef dans lequel y avons trouvé des bouteilles et fioles remplies des essences ;

Plus un grand lit (1) où ledit feu seigneur couchoit bois de noïer faict en menuiserie presque neuf, garni de rideaux, courtines, pentes, soubbassements et deaussier (dossier) de velours cramoisin, doublé d'un satin aurore avec une chrépine d'or et d'argent avec de gros boutons d'or et d'argent, avec de grosses pommes sur les queneulles (quenouilles) garnies de mesme, le tout tant rideaux, courtines, soubbassement, pentes que dossier est entouré d'un mou-

(1) Lit. Il y avait le petit lit pour la sieste, et le grand lit pour dormir, la nuit ; il s'agit ici du grand lit.

let d'or et argent, une couverte de satin aurore avec le moulet (bordure sans doute) de mesme que dessus, une quoitte et un coysin de boucaran (1) presque neuf, remplis de plumes, deux matchas remplis de laine, une couverte blanche de Toulouse et une couverte à l'indienne avec trois linceuls prims autour du lit ;

Plus sur la cheminée un grand tableau peint sur la touelle avec une grande corniche dorée représentant l'enlèvement d'Europe par Jupiter, plus huit chaises, quatre fauteuils et six plazets (2) garnis d'un velours cramoisin avec un moulet or et argent, le tout demy usé ; plus une petite table de noïer faicte en menuiserie avec un tapis d'un drap vert mesme moulet de soie et d'or usé ;

Plus à la cheminée y avons trouvé deux landiers montés de deux pommes de cuivre jaune avec une figure à chasqun ;

Plus deux guéridons bois de noïer faicts en menuiserie.

De là serions allés dans le salon où on prend les repas et y aurions trouvé une tapisserie de Bergame fort usée tendue en six pièces ;

Plus une table de bois de noïer avec les trateaux faicte en ovale presque neuve avec un fort meschant tapis de Turquie (3).

Plus une autre table avec deux tiroirs servant de buffet fort usée ;

Plus une autre petite table de noïer faicte en obale avec un plaset pour tréteaux ;

Plus quinze petites chëzes garnies sullement de touelle fort usées ;

Plus deux landiers de fer fort grands ;

Plus un timbre de cuivre rouge d'une grandeur raisonnable aiant servi quelque temps ;

Plus une autre petite table demy usée.

Et advenant le lendemeain segond dudit mois de fébvrier et en

(1) Boucaran, aujourd'hui boucran.

(2) Plazet ou placet, c'est-à-dire tabouret, petit siège de femme ou d'enfant, qui n'a ni bras ni dossier. On a commencé à s'en servir à la fin du xvi^e siècle.

(3) Les tapis de haute et basse lisse forment un dessin par le flanc d'un brin de laine colorié, qui s'enroule autour du fil de chanvre dont la chaîne est composée ; le tapis velu, appelé plus tard tapis de Turquie et façon de Turquie, est formé, au contraire, de même que le velours, de fils de laine, qui, après s'être noués autour de la chaîne, la dépassent en longues mèches juxtaposées. Ces mèches, coupées également à leur extrémité, offrent à l'œil l'intérieur et le velu de la laine. Les tapis velus figurant des fleurs s'étendaient par terre comme les tapis de nos jours, tandis que ces tapis de haute et basse lisse, jamais foulés aux pieds, mais accrochés contre les murs, décoraient les appartements.

continuant la faction dudit inventaire, serions entrés dans ledit chasteau et estant dans un petit vestibule dans lequel y avons trouvé une tapisserie de Bergame fort usée de cinq pièces tendue audit bestibule ;

Plus un eschelit (1) bois de noier fait en menuiserie presque neuf estant démonté.

De là serions descendus dans les chambres basses du chasteau ; dans la première y aurions trouvé deux eschelits bois de noier faits en menuiserie demy usés, et dans l'autre chambre y aurions trouvé une petite table carrée avec des tréteaux bois de noier faits en menuiserie demy usée, avec un meschant tapis de rase demy usé feuille morte entouré d'un moulet de laine (galon) ;

Plus deux eschelits bois de noier faits en menuiserie garni de rase feuille morte fait en ouse (housse) demy usée garnie d'un moulet de laine de mesme couleur avec une couette et un coyssin à chacun de boucaran remplis suffisamment de plumes, aussy à chaque un matelas remplis de laine, deux lincculs prims à chascun, aussy deux couvertes à chascun de Toulouse, l'une blanche et l'autre verte, une paliasse à chascun avec un ciel de lit le tout demy usé ;

Plus une tenture de tapisserie de Bergame en trois grandes pièces et une petite à la cheminée demy usées ;

Plus deux landiers de fer moïens avec deux pommes de cuivre jaune à chascun fort usés ; plus trois meschantes petites chaises sans garniture faictes en menuiserie.

Et de là serions allés à un autre petit bestibule (vestibule) dans lequel y aurions trouvé un grand fauteuil renversé garni de drap rouge avec un moulet de soie de mesme couleur ;

Plus deux autres fauteuils garnis de velours cramoisin fort gaslés ;

Plus un coquemart (2) de quivre rouge avec un bassin de quivre jaune demy usés.

De là serions allés dans la chambre bleue, dans laquelle y aurions

(1) Escheliet, chaaliet, chaalit et chaliz. C'est le bois de lit, et quelquefois, mais rarement le coucher tout garni, ainsi que nous l'exprimons par le mot lit. Il faut se reporter aux habitudes peu stables du moyen-âge pour s'expliquer cette expression. On trouvait des eschelietts ou châlits partout, mais si l'on n'apportait pas avec soi les matelas et les oreillers pour les garnir, on couchait sur la dure.

(2) *Coquemar*, placé par les argentiers tantôt dans le chapitre des pots et pintes et leurs aiguières, tantôt dans le chapitre des flacons.

trouvé une tenteure de tapisserie de aute lisse (haute-lisse) de six pièces demy usée ;

Plus un eschelit bois de noïer faict en menuiserie avec une garniture de raze bleue (1) faict en ousse (housse) fort usée et un moulet de laine de mesme couleur, une couette et un coissin de boucaran garny de plumes, une paliasse, deux linceuls prims un matelas rempli de laine, deux couvertes de Bourdeaux, une blanche et l'autre jeaune, une couverture tresnante de raze bleue entourée d'un moulet de laine de mesme couleur, le tout demy usé ;

Plus un autre grand eschelit bois de noïer faict en menuiserie garny de rideaux, pantes, courtines et deaussier (dossier) avec une grande couverture tresnante d'un drap bleu, le tout entouré d'un moulet d'argent avec des pommes sur les quenouilles garnies de mesme drap et aussy du moulet d'argent, une couette, et un coissin de boucaran remplis suffisamment de plumes, deux linceuls prims, un matelas rempli de laine, deux couvertes blanches de Bourdeaux, un ciel de lit de mesme drap et une paliasse de touelle grossière le tout demy usé ;

Plus une table carrée bois de noïer avec ses trateaux demy usée avec un tapis de drap bleu entouré d'un petit moulet d'argent, sur laquelle y avons trouvé un miroer avec une corniche de bois de noïer en forme de baïut de la longueur de trois pans et deux pans et demy de large ; plus un autre petit miroer de toilette ;

Plus cinq grandes chèzes et deux fauteuils garnis d'un drap bleu, avec un petit moulet d'argent, le tout demy usé ;

Plus deux petites chèzes garnies de canabas demy usées ; plus une autre grande chère garnie de mesme que les cinq cy-dessus nommées ;

Plus deux landiers de fer garnis chascun de trois pommes de cuivre jeaune demy usés ;

Plus un grand tableau à la cheminée qui représente la vie de sainte Geneviève ;

Plus dans un coin de ladite chambre y avons trouvé un grand fauteuil garni d'un velours cramoisin fort usé sur lequel y avons trouvé une couette de boucaran remplie suffisamment de plumes et une couverture blanche demy usée.

Et advenu le quatriesme dudit mois de febvrier, procédant à la

(1) Raze ou baze, espèce de sergo qui se fabriquait dans le pays, principalement à Montauban.

continuation dudit inventaire, serions entrés dans la grande chambre verte, dans laquelle y avons trouvé une tenteure de tapisserie de haute-lisse en six pièces représentant un paysage demy-usé ;

Plus un eschelit bois de noïer faict en menuiserie avec une garniture de rase fait en housse avec deux bouquets sur les quenouilles garny d'un moulet de soie de plusieurs couleurs, avec une couette, cuissin de boucaran rempli suffisamment de plumes, un matelas rempli de laine, deux linceuls prims, une couverture verte de Bourdeaux, une couverture tresnante d'indienne suffisamment remplie de coton, une paliasse et ciel de lit de touelle grossière le tout demy-usé ;

Plus un autre chalit bois de noïer fait en menuiserie garni de rideaux, pentes, courtine et dossier de rase verte doublée d'une touelle peinte avec des bouquets seur les quenouilles, le tout garni, les courtines d'une frange de soie et tout le reste entouré d'un moulet de même, une couette, un coissin de bouquaran rempli suffisamment de plaine, un matelas rempli de laine, deux linsuls prims, une couverture verte, une couverture tresnante d'indienne remplie de coton suffisamment, le tout demy-usé, une paliasse et un ciel de lit de touelle grossière et le ciel doublé d'une touelle peinte ;

Plus onze grandes chézes et un grand bancq faict à l'ancienne, le tout garny de drap rouge avec de gros clous jaunes, le tout fort usé ;

Plus deux fauteuils garnis de velours cramoisin fort usés ;

Plus une grande table ronde avec ses tréteaux demy-usés avec un tapis façon de Turquie fort usé ;

Plus deux landiers garnis de pommes de cuivre avec une figure de femme à chascun.

Et de là serions entrés dans l'antichambre dans laquelle y aurions trouvé un eschelit bois de noïer faict en menuiserie demy-usé garny de courtines, pantes et rideaux de rase verte fort rompue avec une méchante coiette et cuissin avec un peu de plume dedans et une couverture blanche et deux linsuls rompeues.

Et de là serions montés à la chambre haute autrefois appelée à la salle haute, dans laquelle y aurions trouvé un eschelit bois de noïer demy usé, garni de rase rouge avec un moulet de laine autour jaune fort vieux et rompeu, une couette, un cuissin, la couette en boucaran, le cuissin en avec un peu de plume dedans, un matelas fort grossier rempli suffisamment de laine, le tout demy-usé et une couverture blanche fort rompeue ;

Plus un autre eschelit bois de noïer faict en menuserie fort vieux garny de rase rouge en housse fort usée avec une couette et un cuisin de boucaran fort grossier, rempli moïennement de plume, deux linsuls prims presque neufs, une meschante couverte de cordellat de maison (1) ;

Plus un autre eschelit bois de noïer fait en menuserie demy-usé garny de rase rouge en housse fort usé avec sulement une pailiasse, un cuissin fort rompeu avec un peu de plume dedans, un meschant ciel de lit à chascun des deux lits.

Plus trois méchantes chèzes et deux fauteuils marquant avoir été garnis de velours rouge, plus deux landiers de fer moïens.

Et de là serions entrés dans l'antichambre où nous n'aurions rien trouvé.

Et à suite serions descendeus dans la cuisine dudit château ; à l'entrée d'icelle seur la droite y aurions trouvé un méchant cabinet fermé à clef dans lequel y avons trouvé une grande passoiere jeaune rapiécée ;

Plus deux pouelles à frire fort usées, deux broches, une grande et l'autre moïenne, de fer ;

Plus une grande table fort longue bois avec deux meschants trâteaux et deux meschants bancqs de deux chebrons ;

Plus deux tourtières, une neuve et l'autre fort usée ;

Plus une lèche-frite de fer demy-usée ;

Plus deux meschantes culières de fer ;

Plus une grande pelle de fer avec un manche de bois ;

Plus trois petits trépieds de fer fort usés ;

Plus deux gros chenets de fer et deux grands et longs landiers de fer pour mettre la broche pour roustir ;

Plus un moïen pot de founte de cloche fort usé, le bord rompeu ;

Plus un grand couteau et un autre moïen fort usé ;

Plus une meschante grilhe.

Et de là serions entrés dans le garde-manger de ladite cuisine, dans lequel y avons trouvé une table carrée bois de noïer avec ses tréteaux demy-usée ;

Plus une bassine de cuivre rouge tenant environ une cruche et demie d'eau ;

(1) Cordellat, étoffe faite avec le fil des étoupes et dont la trame ressemble à des cordelettes assemblées.

Plus un moïen pot de founte à trois pieds, y en aiant un emporté aiant fait un trou ;

Plus le lit du cuisinier y aiant sullement une couette et un cuisin de mescladier (1), rempli suffisamment de plume avec un linceul grossier et une meschante couverte cordellat de maison, le tout fort usé ;

Plus un mortier à piler pouëvre du poies de six livres sans pilon.

Et de là serions allés à la chambre du valet grossier dans laquelle y avons trouvé deux haches, une grande et l'autre moïenne demy-usées ;

Plus une grande carpe (2) en quatre coïens de fer à faire du boués demy-usée ;

Plus un meschant chelit avec de meschand boués, où il y a une meschante couëtte d'un linceul avec quelque peu de plume dedans et deux meschants linceuls grossiers avec un matelas plein d'estouppes.

De là serions allés dans la grande salle basse appelée le corps-de-garde, dans laquelle y avons trouvé une meule pour éguiser ;

Plus une table avec ses trateaux demy-usés ; sur laquelle y avons trouvé deux couëttes, deux cuissins faits en boucaran remplis suffisamment de plumes, deux matelas remplis aussy suffisamment de laine, une couverte à l'indienne, deux couvertes de cordiliact de maison, deux garnitures de lit de rase jaune, l'une en housse et l'autre à rideaux, le tout entouré d'un moulet de soie de plusieurs couleurs, celui des rideaux la courtine doublée de velours cramoisin avec une grande frange de soie aussy de plusieurs couleurs, les rideaux, pantes et dossiers doublés d'un meschand taffetas rouge et entourés d'un moulet de soie de même couleur, le tout hors du taffetas qui est presque neuf, lesquelles garnitures oun dit estre de la chambre basse jaune ;

Plus un meschant eschelit boués de noïer avec une meschante couette d'un linceul avec un peu de plume dedans et un couissin de touëlle grossière aussy avec un peu de plume dedans, deux linceuls grossiers demy-usés, une couverte de cordeliat de maison grise avec un meschand linceul autour du lit.

Et advenant le cinquiesme dudit mois de febvrier, procédant à la continuation dudit Inventaire, serions allés à un petit cabinet qui

(1) Mescladier, étoffe moitié laine, moitié fil, imitant la bourrette, le cadis.

(2) Carpe ou crabe, escabeau en forme de tréteau pour scier le bois.

est dans le couroir de la chambre verte, dans lequel cabinet y aurions trouvé la tenteure de tapisserie de la chambre rouge de haute-lisse représentant la Lapidation de saint Etienne en huit pièces demy-usées ;

Plus deux eschelits avec deux garnitures de rase verte l'une en housse et l'autre à pentes et rideaux, courtines et dossier, le tout entouré d'un moulet de laine de mesme couleur, les couettes et cuissins de boucaran remplis suffisamment de plumes, deux matelas remplis aussy suffisamment de laine, deux couvertes rouges de Toulouse, deux couvertes à l'indienne suffisamment remplies de coton ;

Plus une meschante couëtte et cuissin de boucaran avec un peu de plume ;

Plus deux landiers avec de grosses pommes de cuivre jeaune.

Et de là serions allés à la chambre basse autrefois appelée la chambre de Madame, dans laquelle y aurions trouvé une tenteure de tapisserie de Bergame (1), en six grandes pièces, y comprise une petite à la cheminée ;

Plus un eschelit bouès de noïer demy-usé avec une garniture jeaune faicte en housse, une coïtte et un cuissin de boucaran suffisamment rempli de plumes, un matelas suffisamment rempli de laine, deux linceuls prims, une couverture jeaune, une autre couverture tresnante à l'indienne, suffisamment remplie de coton, une palliasse et un ciel de lit touelle grossière, le tout demy-usé ;

Plus deux autres eschelits bouès de noïer faicts en menuserie, garnis de rase vieux-rose en housse, entourée d'un moulet de laine rouge et jeaune ; à un d'yceux, il y a deux coïttes et un cuissin de boucaran suffisamment rempli de plume, un matelas suffisamment rempli de laine, deux linceuls prims, une couverture blanche moïenne, une couverture trainante à l'indienne, une palliasse et un ciel de lit de touelle grossière, le tout demy-usé ; et à l'autre lit, il y a une couette, un cuissin de boucaran suffisamment rempli de plume, un matelas suffisamment rempli de laine, deux couvertes moïennes, l'une blanche et l'autre jeaune, une palliasse, un ciel de lit de touelle grossière fort usée et deux linceuls prims demy-usée comme aussy le reste.

(1) Bergame, ville du royaume Lombard-Vénitien... grosse tapisserie faite de matières communes.

Plus un coffre baieut (bahut) fort usé dans lequel il y a les habits de Monsieur Dangairact (Engayrac) ;

Plus un autre coffre baieut dans lequel y avons trouvé aussi les habits de Monsieur de Lille, fermant tous deux à clef ;

Plus une table carrée avec ses trateaux demy-usée, sur laquelle y aurions trouvé un meschant tapis de Bergame entouré d'un moulet de laine ;

Plus dix chèzes de Bourdeaux, teintes en vert, le siège garny d'une tresse de paille ;

Plus un fusil presque neuf ;

Plus deux landiers moïens de fer garnis d'une pomme de laiton ;

Plus une pelle de feu de fer.

Et de là serions descendus dans la farinière dudit chasteau dans laquelle y aurions trouvé deux grandes maitz (1) et une moïenne à pétrir pain, à l'une desquelles il y a un couvercle de deux ayes ;

Plus un grand coffre à deux étages, dans une d'icelles étages, il y a environ cinq ou six cartons de farine, lequel coffre est sans couvercle ;

Plus dix scaqs vuidés demy-usés et autres deux scaqs pleins de farine ;

Plus quatre tamis, deux de soie et deux grossiers demy-usés.

Et de là serions montés à la fournière dans laquelle y aurions trouvé un grand coffre-fort usé fermé à clef, dans lequel il y a six lincculs grossiers fort usés, huit nappes de cuisine grossières presque neuves, huit touaillions grossiers fort usés ;

Plus une bassine de cuivre rouge tenant environ une cruche et demy, aussy fort usée, plus un poëlon moïen avec la queue de fer ;

Plus un grand cauderon de cuivre rouge avec son anse de fer tenant environ quatre cruches d'eau demy-usé ;

Plus un autre chauderon de même avec son anse de fer tenant environ trois cruches d'eau ;

Plus deux petites bassines tenant chacune environ demy-cruche d'eau, demy-usées ;

Plus un autre grand coffre à la grossière fort usé dans lequel y aurions trouvé les habits et linges des servantes ;

Plus une lampe de laiton ; plus une chaîne pendante au feu ;

Plus un cuvier de pierre à faire la lessive.

Et advenu le tresziesme dudit mois de febvrier audit an, en pro-

(1) Deux grandes maïtz, c'est-à-dire deux grands pétrins.

cédant à la continuation dudit Inventaire, serions allés à la cave dudit chasteau à l'entrée de laquelle au found du degré y aurions trouvé deux barriques, dans une d'icelles il y a un peu de vinaigre, et l'autre vuide ;

Et de là serions descendeus à la petite cave dans laquelle y aurions trouvé sept grandes barriques tenant chascune environ deux barriques, le tout demy-usé.

Et de là serions allés dans la grande cave, où aurions trouvé trente-trois rangées de barriques (une rangée de trente-trois) et une grosse tenant environ deux barriques.

Et de là serions entrés dans le tinal où aurions trouvé sept rangs de grosses barriques tenant environ deux barriques chascune, et onze rangs de barriques servant pour le demy vin fort usées, une cuve servant charrier la vendange usée, un tonneau coulant environ dix-huit barriques presque neuf, avec des cercles ;

Plus autres deux tonneaux coulant environ quinze ou seize barriques chascun demy-usés, et un autre tonneau coulant environ douze barriques fort usé, y en aiant un autre tonneau coulant environ neuf barriques y aiant des douëlles rompeues ne pouvant servir pour mettre du vin ;

Plus trois cuviers à pétrir la vendange, l'un presque neuf et les autres deux fort usés, lesdits tonneaux avec des cercles ;

Plus un petit cuvier pour mettre sous le tonneau coulant le vin sortant dudit tonneau ;

Plus un grand pressoir de vendange demy-usé et une comporte demy-usée ;

Plus une petite bassine de cuivre servant aux vendanges tenant une petite cruche d'eau ;

Plus un grand entonnoir de bois pour emplir les barriques coulant le vin.

Et advenant le quatorziesme dudit mois de febvrier audit an, continuant le présent Inventaire, serions allés dans la sommellerie, où nous aurions trouvé dix flambeaux d'argent dans un cabinet fait en menuserie fermant à clef, ensemble tout l'argent suivant qu'est :

Trois bassins d'argent et un d'argent doré avec une canette (1) faite à l'antique aussy dorée ;

(1) Canne dérivé de *Canna*, et en diminutif cannette. C'était un gros vase, une cruche ; et de même qu'on a fait de buire, burette, on a dit de canne, cannette, et les deux mots s'appliquent presque aux mêmes vases.

Plus quatre aiguières d'argent ;

Plus deux..... d'argent ;

Plus quatre douzaines d'assiettes et un petit plat pour la moutarde, quatre petites salières et une grande, une escuelle avec son couvercle, un sucrier, le tout d'argent, ensemble y aurions trouvé vingt-et-deux cuilières d'argent et douze fourchettes et tout ledit argent estant du poids de cent huit livres poids de mare et de roumane ;

Plus y avons trouvé douze couteaux de table à manche d'argent ;

Plus autres douze couteaux de table manche d'os ;

Plus une petite cloche de cuivre rouge avec son couvercle servant à faire cuire les fruits ;

Plus une meschante rape pour le sucre ;

Plus y aurions trouvé six bouteilles d'étain à garaoun ;

Plus vingt-et-sept plats aussy d'étain petits ou grands, vingt-et-neuf assiettes creuses, cent-vingt-deux assiettes, trois petits flambeaux, le tout d'étain, lequel étain est du poids de quatre-cent-dix livres poids de marc et de roumane ;

Plus y aurions trouvé un coffre bois de noïer fermant à clef dans lequel y aurions trouvé une douzaine de nappes fines demy-usées ;

Plus un autre meschant coffre bois de noïer dans lequel n'y aurions rien trouvé.

Et de là serions allés dans la petite chambre appelée la chambre de Mademoiselle, dans laquelle y avons trouvé une tapisserie tendue de Bergame de quatre pièces fort usée ;

Plus un eschelit bois de noïer fait en menuiserie demy-usé avec une couette et un cuissin de boucaran rempli suffisamment de plume, un matelas de laine, deux linsuls prims, une couverture blanche moïenne, une couverture à l'indienne suffisamment remplie de coton, avec une garniture de cadjs vert de maison à rideaux, pentes, courtines et dossier, le tout entouré d'un petit moulet de laine, et la courtine d'une frange de mesme couleur, une palliasse de touelle grossière et le ciel de lit de rase, le tout usé ;

Plus un autre eschelit garny de rideaux, courtines, pentes et doucier, coïtte, cuissin, linseul, matelas, couverture, couverture à l'indienne, ciel de lit et palliasse de même que le précédent ;

Plus une petite table bois de noïer faicte en menuiserie demy-usée avec un tapis de canevas sous icelle y aiant à l'entour un moulet demy-usé ;

Plus deux fauteuils et une petite chère rembversée, garnis la chère de drap rouge demy-usé et les fauteuils de drap vert avec un moulet de mesme couleur ;

Plus un mirouer d'environ un pan et demy de large à corniche laton ;

Plus un grand cabinet faict en menuiserie dans lequel y avons trouvé les habits et hardes de Mademoiselle, lequel cabinet Madame a déclaré avoir été donné à la dite damoiselle, il peut avoir quinze ans, par feu Monsieur son père ;

Plus une paire de landiers garnis de pommes de létong ;

Plus un petit tableau représentant le pourtrait du Roy.

Et de là serions allés à la petite chambre, appelée la chambre des servantes, dans laquelle y aurions trouvé un eschelit faict en menuiserie avec un tour de lit de sarge grise faite en ouvrage fait en ousse (housse), une meschante pailliasse, une couëtte et un cuissin de boucaran avec un peu de plume dedans, une couverte grise cordelat de maison, le tout fort usé ;

Plus un autre eschelit bois de noïer de mesme que le précédent, avec parelhe garniture, avec une couëtte et un cuissin de boucaran fort rompeu avec un peu de plume, deux couvertes, l'une blanche et l'autre cordelat de maison fort usé ;

Plus un autre chelit bois de noïer avec la mesme garniture que les deux précédens, une couette, cuissin de boucaran avec un peu de plume dedans, deux linceuls grossiers, une couverte blanche et une grise cordellat de maison, le tout usé ;

Plus un coffre baieût presque neuf fermant à clef, dans lequel n'y avons rien trouvé ;

Plus deux petits coffres façon de malle fermés à clef dans lesquels y avons trouvé les chemises des servantes ;

Plus deux petits landiers de fer ;

Plus une petite table carrée bois de noïer avec ses tréteaux faicte en menuiserie demy-usée.

Et advenant le quinziesme dudit mois de febvrier mil six cent huictante-cinq, et à la requeste des dits seigneur, dame et damoiselle, continuant ledit Inventaire, estant dans ledit chasteau, serions entrés dans une petite chambre où les filles font leur dépense, dans laquelle y aurions trouvé un cabinet fermant à quatre portes et quatre ferrures, dans lequel y aurions trouvé six douzaines de linceuls prims demy-usés ;

Plus un autre cabinet plus petit fermant à une sulle porte dans lequel y aurions trouvé trois douzaines de linsuls prims demy-usés ;

Plus un coffre fait en menuiserie fermant à clef dans lequel y aurions trouvé deux douzènes de linseuls presque neufs, tellement que compris tous les linseuls prims, tant ceux qui sont dans les cabinets, coffres ou ceux qui sont dans les lits avons trouvé estre du nombre de douze douzènes bonnes ou meschants.

Et de là serions retournés dans la sommellerie où le linge de table n'étoit pas la première fois, et y aurions trouvé douze douzè-nesnes et demie de serviettes tant bonnes que meschantes et trois douzènes de nappes fines, deux douzènes suffisamment bonnes, les autres meschantes ;

Plus dans un meschant coffre y aurions trouvé sept douzaines de linseuls grossiers bonnes ou meschants, deux douzaines de nappes de cuisine fort grossières plus que demy usées, et huict touaillons de cuisine ;

Plus les pistolets du feu seigneur comte de Clermont avec les fourreaux et custodes et son espée.

Tous lesquels mubles tant baisselle d'argent, baisselle d'estaing, cuivre que autres mubles et linge de quelle nature qu'il soiet, ladite dame a dit et déclaré avouer le tout achepté ou fait faire depuis son mariage avec ledit feu seigneur comte de Clermont, sauf des trois tenteures de tapisserie de trois vieilles chambres, et mesme elle les a faict racommoder, et à cet effet elle a tenu en deux temps deux tapissiers pendant cinq ans à quinze livres par mois à chascun, qui monte mil huict cents livres sans compter la dépense.

Première liasse

Et advencu le dix-huictiesme dudit mois de febvrier mil six cent huictante-cinq, et estant dans ledit chasteau de Combebonnet et continuant ledit Inventaire à la réquisition desdits seigneur et dame, serions allés dans le sallon dudit chasteau, et dans la muraille aurions trouvé un plaquard fermé à clef avec une porte, dans lequel y avons trouvé les papiers et titres de ladite maison.

1. En premier lieu, y aurions trouvé la commission du Roy pour une compagnie pour Monsieur le vicomte de Narbonne dans le régiment d'Orléans, du 15^e novembre 1667, signé Louis, par le Roy. Letelier, avec une lettre de Sa Majesté dressante au lieutenant-colonel dudit régiment pour le recevoir à ladite compagnie. Coté chiffre 1.

• 2. Plus dans la première liasse y aurions trouvé une sentence

rondeue par le sénéchal d'Agen au profit dudit feu seigneur de Clermont contre le seigneur de Lusignan pour raison de l'hommage de la maison de La Serre. Coté chiffre 2 ;

3. Plus une quittance de la somme de 9,000 faicte par le seigneur de Montesquieu à feue dame Marguerite d'Arnoul, du 3^e avril 1623, reçue par Maussacré. Coté chiffre 3 ;

4. Autre quittance faicte par la damoiselle de Montesquieu à ladite feue dame de Clermont du 2^e mars 1622, reçue par Maussacré. Coté chiffre 4 ;

5. Plus une transaction entre feu Monsieur de Clermont et Monsieur D'Estrade du 29^e décembre 1638, signée de Serven, notaire. Coté chiffre 5 ;

6. Plus un contrat de transaction entre ledit feu seigneur de Clermont et la dame sa mère du 24^e octobre 1638. Coté chiffre 6 ;

7. Plus un contrat de transaction entre ledit feu seigneur de Clermont et Monsieur de Labelan du 15^e janvier 1648, signé Lafitte, notaire. Coté chiffre 7 ;

8. Obligation, condamnation et sommation faicte par Girles à Monsieur et à Madame de Clermont avec une promesse de Monsieur de paier l'intérêt du 16^e novembre 1623 ;

9. Contract d'obligation faicte par ladite feue dame de Clermont en faveur dudit Girles de la somme de 2,100 l. du 9^e febvrier 1626, signée Barte et Dupuy, notaire. Coté chiffre 9 ;

10. Autre obligation faicte par ladite dame en faveur dudit Girles de la somme de 3,555 l. dastée du 29^e janvier 1632, signée dudit Barthe et Dupuy par vidimé ;

11. Plus trois exploits de commandement et une requeste faicte à ladite dame par ledit Girles du 10^e mars 1632 et 28^e aoust et 28^e novembre 1635 ;

12. Un contract d'accord entre ledit feu seigneur de Clermont et la demoiselle de Fère du 13^e juillet 1639 ;

13. Un contract d'accord entre led. feu seigneur de Clermont et Jean Aillet et Deuvigneau et autres du 4^e mars 1646 ;

14. Plus une quittance par Marie de Narbonne à feu Monsieur de la somme de trois cents livres du 26^e juillet 1646, signé de Raymond de Bernat, notaire ;

15. Plus une quittance faite par Jean Aillet, Desvigneau et autres à Raymond Vidouze à la décharge dudit feu seigneur de la somme de deux cents livres du 24^e mars 1645, signé par vidimé Conqueret ;

16. Autres quittances des mêmes en faveur du mesme pour la somme de 50 l. ;

17. Transaction entre ledit feu seigneur de Clermont et Lezat Bompard du 16^e novembre 1657, signé Forcade, notaire ;

18. Plusieurs quittances faictes par Jean Bearn en faveur du même pour 109 l. du 17^e avril 1654 ;

19. Quittance faicte par le sieur Baille en faveur du mesme de la somme de 27 l. du 23^e mars 1643 ;

20. L'Inventaire faict après le décès de feu Jean-Charles de Narbonne, seigneur de Clermont, du 27^e janvier 1622, signé Tardieu, notaire ;

21. Quittance faicte par Alen Arnaud, seigneur de Laborie à la feue dame de Clermond de la somme de 297 l. du dernier mars et du 2^e juillet 1626, signé Gedeau, notaire ;

22. Contract portant engagement faict par feu Monsieur de Clermond à la damoiselle de Dordé de la métairie de Jacques, du 22^e septembre 1647, signé de Raimond-Bernat, notaire ;

23. Quittance faicte par Pierre Laborie au seigneur de Labescout pour 1,000 l. du 8^e juillet 1598 ;

24. Quittance faicte par Girles à feu M^r de Clermont de 1333 l. 13 s. 8 d., du 7^e avril 1645 ;

25. Enquete faicte par M^r Dufils, conseiller au Parlement de Toulouse, à la requeste de Haton de Banqued contre le seigneur de Lusignan et Filartigue ;

26. Contredit, etc.

27. Addition par ledit Feran contre ledit seigneur de Lusignan et Filartigue ;

28. Plus austres additions du mesme contre les mesmes.

Seconde liasse

Obligations faictes par ledit feu seigneur de Clermont en faveur du sieur de Lestrade, du 9^e mars 1633 ; autres obligations faictes par la feue dame de Clermont en faveur dudit seigneur d'Estrades de la somme de 2,230 l., dame de Monleau, en 1623 et 1629.

Troisiesme liasse (20 pièces)

1. Autre contract par lequel ladite dame de Monleau s'oblige en faveur dudit seigneur d'Estrades de la somme de 5393 l. d'un cousté et 367 l. d'autre, signé Blancher, notaire, du 23^e mars 1622 ;

2. Pièces pour ladite feue dame de Clermont avec l'inventaire contre M^r de Fimarcon ;.

3. Un arrest faict à la requeste de feu M^r de Clermont contre M^r de Montferran, du 23^e julhiet 1656 ;

4. Copie de contract de mariage faict entre feu Charles de Narbonne et demoiselle Anne de Louprené, du 17^e julliet 1601 ;

5. Déclinatoire d'entre M^r de Clermont et M^r de Virac par M Dussaut, advocat, du 20^e janvier 1655 ;

6. Deux arrest de comptes entre les mesmes des 16^e août 1648 et 15^e septembre 1647 ;

7. Testament de Odet de Loupiac vicomte d'Ab... du 28^e juin 1624, Cabanes, notaire ;

8. Contract d'accord entre les précédents, de 1647 ;

9. Testament de Anne de Loupiac dame de Secondat, du 7^e octobre 1607, signé Fortis, notaire ;

12. Un arrest et commission sur iceluy donnée entre Françoise de Narbonne et dame Marguerite d'Arnouil du Parlemnt de Bourdeaux, du 10^e febvrier 1627 ;

15. Contract passé entre ledit feu M^r de Clermont, Madame sa mère et M^r de Birac ;

16. Relaxe faict par le sieur de Coutures audit seigneur de Clermont, du 26^e mars 1651, de Raimond Bernat, notaire ;

17. Contract de mariage entre messire Hector de Narbonne, vicomte de Saint-Girons, et damoiselle Marguerite de Narbonne , du 6^e juillet 1591, cousins issus de germains ;

18. Quittance de M^r Charles de Montpezat de 160 l., du 7^e décembre 1553 ;

19^e Actes faicts par les consuls de Clermont aux habitans dudit Clermont, du 23^e janvier 1557 ;

Quatriesme liasse (20 pièces)

7. Mise de possession de la seigneurie de Combebonnet en faveur de M. de Talairan, du 1^{er} février 1606, signé Dourdé, juge, et Fortis, notaire ;

16. Contrat passé entre ledit seigneur de Clermont et M. le marquis de Fimarcon et de Taleyran, du 17^e novembre 1637 ;

19. Contract de mariage d'entre le seigneur de Monleau et dame Delem, du 24^e julhiet 1587.

Cinquiesme liasse (26 pièces)

1. Quittance de la somme de 1100 l. faicte audit seigneur de Clermont par Mademoiselle de Montesquieu, du 21^e janvier 1621, signé Descuin, etc., etc.

Sixiesme liasse (1 pièce)

Commission du Roy pour le seigneur comte de Clermont pour faire un régiment de cavalerie, du 29^e novembre 1651, signé Louis, de par le Roy, ordonnance de Sa Majesté audit seigneur de Clermont pour faire ladite levée dudit régiment du 29^e novembre 1651, signé Louis, et plus bas Loumaigne, avec la lettre du Roy dressante audit seigneur comte de Clermont pour aller joindre l'armée aussitôt que le régiment seroit parfait, avec l'ordonnance de M. le comte d'Harcourt audit seigneur pour aller joindre l'armée.

Septiesme liasse

1. Contract de mariage entre messire Charles de Narbonne, du 21^e mai 1582... (*sic*) ;

2. Testament de feu Jean-Charles de Narbonne, du 26^e octobre 1610, avec l'acte de subscription, signé Fort, notaire royal ;

3. Contract de mariage de M. le marquis de Fimarcon, du 26^e juillet 1606.

Continuation de l'Inventaire, le 22^e février 1685.

Huictiesme liasse (30 pièces)

13. Baptistère dudit feu seigneur comte de Clermont du 17^e novembre 1620, signé Chaubert ;

27. Contract de mariage entre Jean-François de Narbonne et Ysabeau de Cours, du 19^e aoust 1579, signé de Baille ;

28. Contract de mariage entre Jean-Charles de Narbonne et Marguerite d'Arnoul de Saint-Simon, du 17^e may 1609 ;

29. Testament de Jean-François de Narbonne, seigneur de Taleiran, du 27^e may 1607, signé Fort, notaire.

Et advenu le ving-quatriesme de febvrier 1685, fut continué l'inventaire.

Neuviesme liasse (21 pièces)

1. Un hommage rendu au Roy par ledit seigneur de Clermont du 5^e mars 1646, signé Castera, greffier ;

2. Adveu et dénombrement faict, par ledit seigneur de Clermont, de la terre de Combebonnet, pardevant messieurs les Trésoriers de France, du 9^e janvier 1671 ;

3. Deux inventaires et reproduction dudit adveu et dénombrement avec les pièces mentionnées audit inventaire, lesquelles pièces ont été remises dans un sac, avec un autre vieux dénombrement de la terre de Combebonnet du 5^e may 1605, signé dudit seigneur et Fortis ;

5. Lettres obtenues par Mademoiselle Jeanne de Lastours dame de Clermont de l'année 1580, signé Clermont ;

10. Hommage fait par Monsieur del Colombier au seigneur pour ladite maison du Colombier, du 30^e mars 1671 ;

14. Bail à fief nouveau faict par les conseigneurs de Clermont à Toumas Nicolle de l'an 1477 ;

15. Recosnaissance faiste par Toumas Nicolle en faveur de François de Nouvargon et de La Cassaigne seigneur de Clermont, du dernier décembre 1487.

Et advenu le vingt-cinquesme de febvrier 1685, fut continué l'inventaire.

Dixiesme liasse (36 pièces)

1. Premièrement avons trouvé dans ladite 10^e liasse un mémoire d'un contract de vente faict par messire Almericq de Narbonne, seigneur marquis de Fimarcon de la terre et seigneurie de Combebonnet, du 18^e décembre 1602. Signé Come, notaire ;

2. Jouissance donnée pour un an par messire Almeric de Narbonne, marquis de Fimarcon, de la métairie de Bos à damoiselle François de Narbonne, du 4^e juillet 1593 ;

4. Contract entre les seigneurs de Clermont et Marcon de Birac du 26^e juillet 1626 ;

5. Deux acquets présentés au parlement par messire Jean-Charles de Narbonne de Taleiran pour raison de la terre de Combebonnet du 18^e janvier 1606 ;

6. Procès-verbal concernant la prise de possession de la terre du Lac du 4^e janvier 1594 ;

7. Accord passé entre le seigneur de Taleiran et le seigneur de Fimarcon du 3^e may 1605 ;

8. Contract d'accord portant obligation d'entre le seigneur de Fimarcon en faveur de noble Jean de Narbonne son frère, du 11^e décembre 1597 ;

9. Acte portant notification d'entre messire Jean de Narbonne, sieur de Castelneau, de la vente et saisie de la terre de Combebonnet, du 23^e mars 1602, signé Faubel ;

12. Contract d'accord d'entre le seigneur de Fimarcon et le seigneur de Taleiran du 18 décembre 1602 ;

13. Sentence rendue entre messire Jean de Narbonne, seigneur de Castelneau et messire Almeric de Narbonne, sieur marquis de Fimarcon, du 31^e octobre 1602 ;

23. Procès-verbal de saisie fait à la requeste de dame Marguerite d'Arnoul contre le seigneur marquis de Fimarcon du 22^e mars 1628, signé Cornarie, huissier ;

24. Un mémoire fait en faveur de M^r le comte de Clermont contre M^r de Fimarcon ;

25. Contract de mariage entre messire Jean-Charles de Narbonne et dame Marguerite d'Arnoul de Saint-Simon avec la procuration insinuation au pied du 11^e aoust 1609, signé Descairac, greffier ;

27. Contract de mariage d'entre noble Jean de Scorraille et Françoise de Narbonne du 18^e aoust...

28. Six exploits de commandement attachés faicts à la requeste de messire Jean-François de Narbonne sieur de Taleiran contre messire Hector de Narbonne du 21 janvier 1606 ;

29. Contract de religion fait par damoiselle Françoise de Narbonne en faveur de messire Jean de Narbonne son frère, du 22^e décembre 1630, portant quittance de la somme de 3,000 l. ;

30. Ordonnance rendue au parlement de Bourdeaux en faveur de messire Jean de Narbonne du 22^e avril 1645.

Onziesme liasse (40 pièces)

5. Contrat d'accord passé entre le seigneur comte de Clermont et Marie de Narbonne du 6^e mars 1645 :

10. Acte de sommation faite par les consuls de Clermont aux habitants concernant les pacages dudit Clermont du 3^e febvrier 1585, signé Baille, notaire ;

23. Démission faicte par Guillaume Serre de la saisie de la terre de Combebonnet avec la quittance au pied, du 6^e juin 1559 ;

24. Testament de Bertrand d'Arnouil, seigneur de Monleau, du 2^e octobre 1587, avec l'acte d'ouverture du 7^e mars 1613 ;

25. Procédure faicte par devant M^r Nicolas Denux pour justifier que noble Jean-François de Narbonne a faict apparoir par-devant le commissaire qu'il jouit noblement la terre de Combebonnet, Montlau et Clermont, du 19^e may 1605 ;

27. Contract de vente de la terre de Combebonnet par le seigneur marquis de Fimarcon à noble Jean et Charles de Narbonne père et fils du 18^e décembre 1622 ; — je propose de lire 1602 ;

28. Un chiffre (un titre) en latin pour Combebonnet qu'on n'a seu déchiffrer ;

37. Transaction passée entre Madame de Clermont et le sieur.... portant obligation de la somme de 4,000 l. et paiement d'icelle par le seigneur d'Aubeterre marquis de Saint-Martin, du 26^e febvrier 1639 ;

39. Un titre en latin qu'on n'a sceu lire.

Et advenue le 28^e de febvrier, a esté continué l'Inventaire.

Douzieme liasse (11 pièces)

1. Testament de messire Bertrand d'Arnoult, seigneur de Monlau, du 4^e mars 1584 ;

3. Une copie d'actes de jurade des habitans de la juridiction de Clermont concernant les paquages du 21^e mars 1585 ;

5. Lettre du Roy Henry pour le seigneur de Taleiran pour se rendre aux Etats teneus à Béziers le 1^{er} aoust 1582, signé Henry et plus bas des.... secrétaire ;

7. Contract entre le feu seigneur comte de Clermont et les dames religieuses de Libourne, du 29^e aoust 1646, portant obligation en faveur desdites religieuses de 11,000 l. ;

8. Un titre pour Combebonnet que nous n'avons sceu lire ;

11. Requeste de damoysele Françoisse de Narbonne contre le seigneur Marquis de Fimarcon, du 17^e febvrier 1628 ;

Procès-verbal fait à la requeste de messire Jean-François de Narbonne en vertu d'une commission du parlement pour l'adjudication de la terre et seigneurie de Combebonnet daté du 1^{er} febvrier 1600.

Trezieme liasse (29 pièces)

9. Arrest rendu au parlement de Bourdeaux entre Jean de Lestonac et damoyse Reine de Benquet, du 7^e septembre 1558, signé Pontac ;

10. Contract de mariage entre Adam de Benquet et dame de Lestonac du 25^e juillet 1554, signé Alard, notaire ;

11. Advis de conseil entre Isabeau de Lestonnac et Jean de Segondat ;

12. Achapt de Pierre de Poudenas des rentes d'Estussan et autres lieux ;

19. Arrest rendu au Parlement de Bourdeaux entre Marguerite d'Arnoul vefve de feu Jean-Charles de Narbonne comme administreresse de messire Jean de Narbonne son fils du 30^e janvier 1634 ;

22. Testament de Madame de Monferran du 5^e may 1600 ;

27. Contrat de transaction portant recognoissance entre M^r le comte de Clermont et Rose de Loubatières, du 14^e décembre 1657.

Et advenant le premier mars 1685, a été continué ledit Inventaire.

Quatorzieme liasse (15 pièces)

1. Un contract d'engagement de la métairie du Tort faict à Monsieur de Réaup ;

2. Une quittance faicte par Monsieur de Strades en faveur dudit seigneur comte de Clermont de la somme de 8,836 l., du 7^e janvier 1640 ;

3. Accord entre le feu seigneur comte de Clermont et le seigneur de Birac, du 8^e janvier 1667, signé Delom, notaire ;

13. Mariage entre messire Jean-Charles de Narbonne et dame Marguerite de Montleau, du 17^e may 1609, signé par vidimé Jeanion.

Quinziesme liasse (2 pièces)

2. Un arrest de distraction des terres de Combebonnet, Clermont et le biver de Monleau, du 10^e novembre 1645.

Setziesme liasse (35 pièces)

1. L'Inventaire faict par feu Madame Marguerite d'Arnoul, dame de Clermont, après le decez de messire Jean-Charles de Narbonne en date du 27^e janvier 1622, reçu par Tardieu, notaire ;

2. Contract d'accord entre Monsieur et les tapissiers par lequel ledit seigneur leur achepta des tapisseries ou autres meubles pour 900 l., dacté du 5^e octobre 1645, reçu par Delon, notaire, etc., etc.

S'ensuivent des contracts d'achat de terres et maisons autour de Combebonnet.

Dix-septiesme liasse (14 pièces)

1. Transaction passée entre feu Monsieur et maître Raymond Lagarde, curé de Cambot, par lequel ledit Lagarde faict deux chapons de rente pour la maison qu'il a à Montfort, du 8^e octobre 1648;

9. Contract de donation faict par ledit seigneur à Jean Lafage de quatre cartonnats de terre à planter en vigne pour lequel ledit seigneur a donné audit Lafage 28 l. du 17^e janvier 1645, reçu par de Raimond-Bernat, notaire.

Et advenant le cinquiesme dudit mois de mars 1685 audit chasteau, à la requeste etc., etc. continuant ledit Inventaire, serions descendeus dans la cave où l'on tient le vin de table, au fond du degré, descendant à icelle aurions trouvé deux rangs de barriques, dans l'une d'icelles il y avoit du vinaigre et l'autre vuide, et dans ladite cave aurions trouvé sept grandes barriques tenant environ deux barriques chascune et tretze rangs de barriques le tout demy-usé et vuides.

De là serions descendeus dans la grande cave où nous aurions trouvé trente-trois rangs de barriques et une grosse tenant environ deux barriques, desquelles il y en avoit quinze pleines de vin. De là serions entrés dans le tinal où nous aurions trouvé sept rangs de grosses barriques tenant environ deux barriques chascune demy-usées et onze barriques servant à mettre le demy-vin fort usées ;

Plus une cuve pour apporter la vendange demy-usée ;

Deux comportes, trois cuviers servant à pétrir la vendange ;

Plus un tonneau coulant environ dix-huit barriques presque neuf ;

Plus autres deux tonneaux coulant chascun quinze barriques demy-usés ;

Et un autre tonneau coulant douze barriques fort usé ;

Plus un autre cuvier coulant environ douze barriques et fort meschant, tous lesquels tonneaux sont avec des cercles ;

Plus un petit cuvier pour mettre sous le tonneau pour faire escouler le vin ;

Plus un grand pressoir pour presser la vendange ;

Plus un entonnoir de bois ;

Plus une petite bassine de cuivre jeaune servant aux vendanges.

Et advenant le 7^e dudit mois de mars, en continuant l'Inventaire, serions entrés dans l'écurie, dans laquelle y avons trouvé cinq chevaux ou juments, lesquels chevaux lesdites parties ont dict avoir partagé entre eux. De là serions allés au bout de ladite écurie, à une estable qu'il y a, dans lequel y avons trouvé quinze moutons et sortant de ladite escurie et au bout d'un couvert y avons trouvé une estable dans lequel il y avoit deux petites vaches de Flandre et une autre vache un peu plus grande servant icelles pour donner du lait.

De là serions allés dans la grange dans laquelle y avons trouvé du foin et de la paille, n'y en aiant pas suffisamment pour nourrir lesdits chevaux.

De là serions entrés dans le jardin, à l'entrée d'iceluy et à main droite avons trouvé la chambre du jardinier et y avons trouvé un eschelit faict à la grossière fort usé, une couette, un cuissin de boucaran fort grossier rempli suffisamment de plumes, demy usé, deux linceuls grossiers et un autour du lit demy-usé et une couverture grise cordelat de maison fort usée ;

Plus une bêche, une grande serpe, une pelle de fer, assez forte pour couper les haies ;

Plus un meschand bahut fermant à clef, dans lequel n'y avons trouvé que les habits du jardinier.

Et advenant le 9^e dudit mois de mars, serions allés à la métairie appelée la Borde-neuve et estant entrés dans la maison de ladite métairie y avons trouvé un beuffet en forme de cabinet à deux portes sans ferrure, tous les autres meubles qui sont dans ladite maison le métaiier a dit moiennant serment luy appartenir. De là serions allés à la grange de ladite métairie et au-devant d'icelle et sous un grand coubert aurions trouvé deux charrettes ferrées, l'une d'icelles suffisamment bonne et l'autre fort usée ;

Plus trois araires avec toutes leurs ferrures l'un demy-usé et les autres fort usés ;

Et serions entrés dans la grange, y aurions trouvé deux paires

de bœufs, l'un de l'âge de sept ans et l'autre de neuf ans, plus une paire de vaches de l'âge de quinze ans ;

Plus une vache de l'âge de trois ans, plus un bœuf de l'âge de trois ans, plus un taureau de l'âge de deux ans, plus une génisse de l'âge de neuf mois, plus trois jougs garnis demy-usés, dans laquelle grange y avons trouvé du foin ou de la paille ;

De là serions allés à un estable de pourceaux, dans lequel y avons trouvé une grande truie avec quatre pourceaux de l'âge de sept mois et cinq petits cochons de l'âge de trois mois.

De là serions allés à l'estable de brebis, dans lequel y avons trouvé vingt-sept testes de brebis, un mouton et dix petits aniaux, le tout de fort peu de valeur.

De là serions allés à une autre métairie appelée à Bru et serions entrés dans la maison de ladite métairie, dans laquelle y avons trouvé un meschant dressoir et tous les autres meubles le métaiier a juré moiennant serment luy appartenir.

De là serions allés à la grange de ladite méterie dans laquelle y aurions trouvé une paire de bœufs l'un de l'âge de dix ans et l'autre de l'âge de cinq ans, plus une paire de vaches de l'âge de neuf à dix ans ; plus un jeune veau et une génisse de l'âge de deux ans et un petit veau de l'âge d'un mois.

De là serions allés à l'estable de brebis qui est à ladite grange, dans lequel y avons trouvé vingt testes et un mouton de fort peu de valeur ;

Dans ladite grange y avons trouvé une charrette ferrée demy-usée ; plus une autre charrette ferrée, fort meschante ; plus deux jougs avec leur garniture, le tout demy usé ; plus deux araires avec leur ferrure demy-usée ; plus deux sarclets, dans laquelle grange y avons trouvé du foin et de la paille, n'en y aiant pas suffisamment pour nourrir le bestail. De là serions allés à un estable de pourceaux dans lequel y avons trouvé une grande truie avec quatre petits pourceaux de l'âge de cinq mois et un autre pourceau de l'âge d'un an.

De là serions allés au moulin à vent de Combebonnet dans lequel n'y avons rien trouvé que le moulin en fort bon estat et une meschante barrique pour mettre les mestures.

Et advenue le 10^e dudit mars 1685, serions allés à un moulin à eau appelé à la Faluses, lequel moulin avons trouvé moulant a deux meules, une haute et l'autre basse, en fort bon estat, dans lequel moulin y avons trouvé un meschant eschelit et un grand coffre

servant à mettre les mestures et tous les autres meubles le musnier a juré moiennant serment luy appartenir.

De là serions allés à une métairie appelée *al Francès* et au-devant la porte de ladite métairie y avons trouvé une charrette ferrée en bon estat, et serions entrés dans la dite maison et mesme serions montés au grenier d'icelle, dans laquelle maison et grenier y aurions trouvé divers meubles et grains que le métaiier nous a juré moiennement serment luy appartenir.

De là serions allés à un chai de ladite métairie dans lequel y avons trouvé un tonneau avec des cercles fort usé coulant sept barriques et plusieurs barriques que le métaiier a dit luy appartenir.

De là serions allés à la grange de ladite métairie, dans laquelle y avons trouvé trois vaches de labourage, l'une de l'âge de douze ans, les autres deux de l'âge de sept ans, plus un veau de deux ans et une génisse de six mois ; plus deux arayres usés, plus un joug garni et un sarclet.

De là serions allés à un estable dans lequel huict testes de brebis.

Et advenant le 12^e dudit mois de mars, serions allés à un moulin à vent appelé le moulin de Montfort, lequel moulin aurions trouvé en fort bon estat, dans lequel une meschante barrique pour les mestures.

De là serions allés à une métairie de Jacques appartenant avec toutes les autres et lesdits moulins audit feu seigneur, le tout dans la juridiction dudit Combebonnet, et serions montés dans la première chambre de ladite métairie et de là dans une autre chambre et mesme au grenier, dans laquelle maison et grenier y avons trouvé plusieurs meubles et grains que le tout ledit métaiier a juré moiennant serment luy appartenir ;

De là serions allés à la grange de ladite métairie et au-devant d'icelle sous un coubert y avons trouvé deux charrettes ferrées suffisamment bonnes et serions entrés dans ladite grange, dans laquelle y aurions trouvé trois vaches et un bœuf, l'une de quatorze ans, les autres de cinq ans, le bœuf de quatre ans, plus une vache de quatre ans avec un jeune bœuf de six mois ;

Plus deux araires garnis demy-usés ; plus deux jougs, et du foin et de la paille suffisamment pour nourrir ledit bestail.

De là serions allés à un estable de pourceaux dans lequel aurions trouvé une truie et deux pourceaux de neuf mois et cinq petits cochons de deux mois ; de là à un autre estable dans lequel aurions trouvé seize brebis et un mouton de fort peu de valeur.

Et de ladite métairie nous serions retirés et remis pour achever la faction dudit Inventaire au lendemain 13^e du présent mois suivant la réquisition de ladite dame.

Et advenue le susdit jour treiziesme dudit mois de mars, aurions procédé à la continuation dudit Inventaire à la réquisition de ladite dame, et à ces fins nous auroit conduits à un grenier dudit chasteau de Combebonnet qui est sur la grande salle dudit chasteau où nous aurions trouvé ce qui s'ensuit :

Premièrement un meschant rang de barriques sans rien dedans, plus quâraute-neuf livres de filet prins en huictante-une livres de filenat grossier ou moïen en peloton ;

Plus un coffre bahut dans lequel quarante-cinq aunes futaine rayée et deux pièces cadis feuille morte de quinze cannes chascune ; Plus avons trouvé sur une perche de meschantes garnitures de lit fort rompeues ;

Plus quatre barils fort meschants aiant servi à porter... plus quatre livres destoupes ;

Plus serions entrés dans un autre grenier dans lequel aurions trouvé trois sacs pleins de plume de volaille de cuisine ; et dudit grenier serions allés dans un autre, etc....

Et dudit grenier serions descendus dans une salle basse servant de charnier, dans laquelle aurions trouvé trois grands saloirs avec leurs couvercles, dans lesquels y avons trouvé six pourceaux ; plus trois grands quartiers de lard vieux attachés au plancher ; plus un timbre de cuivre rouge pouvant tenir deux cruches fort rompeu ;

Plus deux meschants coffres de sapin, dans lesquels aurions trouvé douze livres de chandelles de suif ;

Plus un meschant coffre faict à l'antique, dans lequel y avons trouvé des papiers servant pour la maison et seigneurie de Monleau ;

Plus une table bois de noïer carrée avec ses tréteaux demy-usée ;

Plus un petit mortier de fonte avec son pilon ;

Plus six grands pots de terre, trois desquels sont remplis de graisse ;

Plus deux grandes urnes et une petite, dans l'une desquelles y a quarante livres d'huile de noix ;

Plus un meschant rang de barriques dans lequel y avons trouvé un carthon de sel ;

Plus un sac plein de charbon ;

Plus un petit cuvier de bois avec son couvercle ;
Plus une grande may servant à peler les pourceaux ;
Plus un crochet servant à peler.

Et de ladite chambre servant de charnier serions descendus dans le grenier qui est dessus les chambres basses, dans lequel y avons trouvé soixante-dix sacs blé froment ;

Plus cinq meschants renecs de barriques dans lequel trois sacs un carton de légumage ;

Plus quatre meschants barils fort vieux.

Et dudit grenier serions allés dans un autre grenier où l'on a accoustumé de prendre la rente, dans lequel y avons trouvé soixante-dix sacs de blé froment ;

Plus soixante-dix sacs d'avoine ;

Plus quinze sacs de fèves ;

Plus dix sacs de gros millet, le tout mesure de Boville ;

Plus trois gros renecs de barrique fort meschants dans deux desquels quatre sacs de vesses ;

Plus une meschante cuve dans laquelle deux sacs de petit millet avec les mesures qu'on prend les rentes ;

Plus deux renecs de meschantes barriques, dans l'une desquelles deux sacs d'orge et dans l'autre deux cartons de baliargues.

Et de là serions allés dans la chambre appelée de Monsieur de La Tour, dans laquelle y avons trouvé le lit de camp, que ledit feu seigneur se servoit pendant les guerres, fort meschant.

Et de ladite chambre ladite dame nous auroit conduits et amenés dans son cabinet qui est dans ledit chateau, dans lequel y avons trouvé un grand coffre baïut, et l'ayant ouvert, y avons trouvé vingt-et-quatre linceuls fort usés et cinq douzaines de serviettes fines usées, cinq nappes fines aussy usées ;

Plus un autre petit baïut dans lequel y avons trouvé dix linceuls prims, six nappes grossières et quatre douzaines de serviettes le tout neuf ;

Plus un autre baïut dans lequel y avons trouvé du coutil de Hollande pour faire une couette et un cuissin ;

Plus une petite malle dans laquelle y avons trouvé du petit meschant linge ;

Plus un coffre de sapin plat dans lequel y avons trouvé de vieux habits et de meschantes doublures ;

Plus un cabinet à quatre portes fermant à clef, dans lequel y

avons trouvé une salière d'argent que ladite dame a dit lui avoir été donnée ;

Plus y avons trouvé en argent, scavoir en escus ou demy-escus la somme de dix-neuf cents livres, ladite dame a déclaré que ledit feu seigneur laissa la somme de quinze cents livres, et les autres quatre cents livres pour parfaire ladite somme, ladite dame a déclaré qu'elle en reçut quatre ou cinq jours après le décès dudit feu seigneur la somme de quatre cents livres des mains du sieur Michel, marchand de la ville d'Agen, laquelle somme fut envoyée audit s^r Michel, avec autre somme de six cents livres que ledit Michel se retient pour luy estre dheue en déduction de plus grande somme qui luy estoit dheue pour avoir fourny aux habits de deuil tant pour ladite dame que ses enfants, femme de chambre que autres officiers servant la maison, laquelle somme de six cents livres reçue par ledit Michel et susdites quatre cents livres furent envoyées par le sieur Delom du debte de Monsieur de Curtong ;

Plus une table carrée bois de noïer avec ses tréteaux demy-usée avec deux tiroirs sans ferrure ;

Plus la Vie des Saints et l'Histoire d'Espagne, laquelle Histoire d'Espagne a déclaré appartenir à Monsieur le marquis de Genissac ;

Plus quatre douzaines de serviettes de brin communes neuves ;

Plus a déclaré ladite dame qu'il est dheu à l'hérédité par Pierre Delbès, charpentier, la somme de trois cents livres, provenant de la vente des biens de feu Janne Cornelle, comme a déclaré ladite dame qu'elle a chez les maîtres du filet de laine pour faire trente cannes de burat et pour trente cannes de sarge.

Et pleus n'a esté procédé à la faction dudit Inventaire, à cause que ladite dame nous a déclaré moïennant serment faict par-devant nous notaires soubsignés, en présence des tesmoins bas-nommés, que que par dol ny fraude elle ne sait que les meubles qui sont contenus dans le présent Inventaire, que en Dieu et en conscience elle ne cesse d'avoir ni scavoir d'autres, tous lesquels meubles ladite dame s'en est chargée volontairement pour le représenter quand elle en sera requise, le tout sans préjudice ni confusion de ses droits et hypothèques qu'elle peut avoir sur les biens et hérédité dudit feu seigneur comte de Clermont, sondit feu mary, n'aïant requis le présent Inventaire que pour la conservation de sesdits droits, et sans confusion diceux. Faict le susdit jour tretziesme mars mil six cent huictante-cinq dans le chasteau de Combebonnet, en présence

de M^{re} Henry Belhé, procureur d'office de Dondas, M^e Jean Bouyssou, avocat au Parlement et M^e Jean Verdier, praticien de la présente juridiction et de Dondas habitants, signés avec ladite dame requérante et moy.

Anne BOUCHARD (1), d'Aubeterre ; DELOM (2), notaire royal ;
VERDYER (3), notaire royal ;
BELHÉ (4), prest. ; BOUYSSOU, prest.

J'emprunte au mémoire imprimé que j'ai déjà cité, certains détails intéressants sur la situation financière des Narbonne-Lara de Combebonnet à la fin du xvr^e siècle et durant le xviii^e : « Jean-Charles de Narbonne-Lara se maria, ainsi que nous l'avons vu, en 1609, à cette époque son patrimoine était affecté pour 22,000 livres ou environ de créances, dont la plupart remontaient jusqu'à 1578. Son contrat de mariage forme encore une hypothèque sur lui d'une somme de 49,000 livres. Tel était

(1) Haute et puissante dame Anne de Bouchard d'Aubeterre, douairière, comtesse de Clermont, figurant audit Inventaire comme veuve de messire Jean de Narbonne, comte de Clermont, seigneur de Combebonnet, est désignée, dans le mémoire imprimé que je possède, comme fille du maréchal d'Aubeterre ; nous savons qu'elle se marie, par contrat du 17^e février 1633, avec ledit messire Jean de Narbonne-Lara, comte de Clermont. Est-elle la fille de messire François d'Esparbès de Lussan, marquis d'Aubeterre, maréchal de France (par brevet du 20^e septembre 1620), marié le 12 avril 1597, avec haute et puissante dame Hippolyte Bouchard d'Aubeterre, fille de David Bouchard, vicomte d'Aubeterre, capitaine de cinquante hommes d'armes, sénéchal et gouverneur de Périgord ?...

Dame Anne de Bouchard d'Aubeterre eut, de son mariage avec le comte Jean de Narbonne-Lara, douze enfants ; je n'en ai nommé que quatre, les huit autres m'étant inconnus et ne figurant pas dans les notes en ma possession.

(2) M^{re} Raymond Delom, notaire, figurant audit Inventaire, avait son office à Dondas.

(3) M^{re} Antoine Verdier, notaire, dont la signature est ci-dessus, était notaire royal héréditaire, résidant en la paroisse de Combebonnet. Il avait succédé, en 1684, à feu Bernard Landié, dernier possesseur dudit office. (Lettres de chancellerie en date du 18^e mars 1684.)

M^{re} Antoine Verdier eut pour successeur dans ledit office de notaire royal de Combebonnet, Jean Verdier, son fils, lequel, son père étant décédé, reçut, en 1711, l'institution de notaire royal. (Lettres données à Versailles, le huit de novembre, l'an de grâce mil sept cent onze, par Le Roy, en la soixante-neuvième année de son règne.)

Il existe encore, à Gandaille, des descendants de la famille Verdier.

(4) M^{re} Henry Belhé était procureur d'office à Combebonnet.

l'état des choses, lorsque Marie de Narbonne, en 1622, fit saisir réellement les terres de Clermont et de Combebonnet pour une somme de 3,000 livres. Jean-Charles décède, vers la fin de 1621, après avoir fait quelques autres dettes, mais qui s'élèvent à peu de chose.

« Jean de Narbonne, son fils, était encore en pupillarité à cette époque ; Marie de Narbonne poursuit contre lui, comme héritier de son père, l'instance décrétale dont nous venons de parler. Elle avait commencé avant le décès de Jean-Charles, mais le décret ne fut ouvert par le sénéchal d'Agen qu'en 1622. En avril 1627, arrêt de la cour sur l'instance portée devant elle, qui ordonne que Jean de Narbonne accepte ou répudie l'hérédité de son père. On conseilla à Jean de Narbonne de retenir l'hérédité au bénéfice d'inventaire ; au moyen de ce tiers parti, on fit demander à Jean de Narbonne la distraction en sa faveur de la moitié des biens, qui, par le contrat de mariage de son père, avaient été destinés à un des enfants qui en proviendraient. Attendu sa minorité, Jean de Narbonne fut pourvu d'un curateur, et c'est sous cet auspice qu'il obtint, par arrêt de la cour de 1637, la distraction en sa faveur de la moitié des terres de Clermont et de Combebonnet.

« Le 7^e janvier 1645, premier arrêt au Parlement de Rennes, portant commission au juge de Monjoy en Agenais, pour la réception des enchères sur l'autre moitié des deux seigneuries. Jean de Narbonne enchérit jusqu'à 70,000 livres et il fut le seul enchérisseur ; et le Parlement de Rennes rendit arrêt, le 3^e octobre 1645, adjugeant à Jean de Narbonne, pour 70,000 livres, la moitié desdites terres de Clermont et de Combebonnet. »

A. DUBERNET, prest.

UN PROJET DE LANGUE UNIVERSELLE

AU XVI^e SIÈCLE

S'il est une aspiration humanitaire, aidant l'union et la fraternité des nations, c'est bien le projet de faire d'une même langue l'instrument de communication entre des peuples de civilisation semblable.

Ce projet fut celui de la plupart des humanistes du XVI^e siècle; cet instrument devait être le latin.

Je veux montrer dans une courte étude les raisons pour lesquelles cette langue fut près de s'imposer à la France et à l'Europe, sa lutte avec l'idiome national, et enfin la victoire du français.

Les humanistes de cette époque n'avaient point la prétention d'imposer le latin à tous, savants ou ignorants; et ils n'espéraient pas la suppression absolue des idiomes nationaux. Rélégués au rang où sont les dialectes locaux d'aujourd'hui, ces idiomes eussent servi au vulgaire; et les lettrés, à l'étranger comme dans leur pays, auraient écrit et parlé le latin, comme leur langue commune, pour laquelle il n'y aurait pas de frontières.

Et quelle autre pouvait plus sûrement prétendre au titre de langue universelle? Son passé si glorieux ne semblait-il pas promettre l'éternité au latin, et lui assurer la souveraineté? Arrivé à son apogée vers la fin de la république, il résista aux désastres qui devaient emporter l'empire et faire disparaître le nom romain. Il avait d'abord suivi les destinées de la puissance romaine. Avec celle-ci, il avait franchi les bornes de l'Italie et menacé, dans son domaine, en Orient, la langue grecque. A peine Rome était-elle maîtresse de l'Afrique, le lybien et le punique cédaient le pas à la langue latine; Carthage s'empressait d'adopter la civilisation et de parler l'idiome de sa puissante rivale; la patrie d'Annibal se donnait fièrement le nom de nouvelle Rome, *altera Roma*.

La langue latine se développa avec non moins de rapidité dans la Gaule. Des grammairiens d'origine gauloise enseignèrent à Rome, au temps de Cicéron. De l'Espagne, rapidement conquise aussi, vinrent Lucain et Sénèque, et Quintilien, le plus illustre des rhéteurs romains. En un mot, il n'y eût qu'une seule langue quand l'empire des Césars fut morcelé en plusieurs nations, langue qui s'adapta partout aux tempéraments les plus divers. Elle reproduisit la vive imagination des Espagnols ; en Afrique, elle devint métaphorique, ampoulée, plus élégante que correcte : elle refléta le naturel ardent des Africains. En Gaule, au contraire, elle garda la mesure, une des qualités de l'esprit français, et s'écarta peu, dans la prose, des modèles tracés par Cicéron et Salluste.

Ce que je viens de dire ne peut s'appliquer qu'au latin écrit. Une langue parlée, soumise aux caprices de l'usage populaire, ne saurait conserver longtemps son caractère essentiel ; c'est là une loi à laquelle le latin ne put échapper. Dans les provinces, comme autrefois aux beaux jours de Rome, il y eut un *sermo plebeius*, tout à fait l'image du peuple qui le parlait, et une langue littéraire. Peu importaient les libertés que la plèbe pouvait prendre avec le latin. Elles n'étaient pas dangereuses. Dans les écoles où on l'enseignait, il était gardé comme dans des sanctuaires, à l'abri des atteintes de la foule, qui ne pouvait y faire pénétrer son influence. Tandis que Rome, proie des Barbares, avait perdu ses écrivains et ses poètes, en Gaule florissaient des écoles de rhéteurs fréquentées par une élite de beaux esprits, tous disciples animés d'un respect religieux pour la langue des Césars. A Autun, au iv^e siècle, brillait le rhéteur Eumène ; à Bordeaux, Sapaudus ; à Toulouse, Virgilius Maro, grammairien qui avait peut-être usurpé le nom du poète de Mantoue. Narbonne, Arles, Marseille, Aix, Lyon, Milan, Cordoue, etc., avaient aussi leurs écoles de rhétorique. Est-il nécessaire de citer les écoles africaines, surtout celle de Carthage, quand on sait que Madaure, petite cité, possédait une école où, comme professeur, se distingua, dans sa jeunesse, avant d'être appelé à Milan, Augustin, le futur évêque d'Hippone ?

Ecrite et enseignée par les lettrés, parlée par le peuple en tous pays, la langue latine pouvait donc s'arroger déjà le titre de langue universelle. Et il semblait qu'elle dût le conserver.

Longtemps associée, comme je l'ai dit, aux destinées de l'empire, elle lui survécut ; et quand l'empire fut tombé, son rôle et sa mission changèrent. Instrument de domination des Césars défenseurs du paganisme, elle devint le moyen de diffusion d'une religion nouvelle. Lucrèce l'avait fait servir à la prédication de l'athéisme ; Ovide, Tibulle, Pétrone avaient chanté toutes les licences de l'amour. Sous la plume des écrivains chrétiens, cette même langue condamna ce qu'elle avait fait aimer. Elle plaida pour la chasteté contre le vice, pour la charité contre l'égoïsme, pour le Christ contre Jupiter. Mise d'abord au service de l'autorité par le glaive, elle servit à la douce et pacifique domination de la pensée. Par elle le monde appartint à ceux que les empereurs avaient voulu chasser du monde.

Pour ne pas étendre les limites de cette étude, bornons-nous à considérer le développement et les destinées de la langue latine en France. L'arbre planté par César y avait jeté rapidement de profondes racines. Jusqu'au ix^e siècle, elle fut l'idiome commun. Sulpice-Sévère, le *Salluste chrétien*, né dans l'Agenais, Sidoine-Apollinaire, évêque de Clermont, saint Avit, évêque de Vienne, saint Fortunat, évêque de Poitiers, Ausone et beaucoup d'autres, s'illustrèrent par des œuvres que les écrivains de la bonne époque n'auraient pas désavouées. Quelques siècles plus tard, Charlemagne, héritier du sceptre d'Auguste, honorait Alcuin du nom et du rôle de Mécène, et s'entourait d'une cour faite à l'image de celle de l'empereur romain.

Au ix^e siècle, on voit une langue nouvelle, la langue *romane* que s'est faite le peuple, incapable de garder intact le système compliqué des déclinaisons et des verbes, ainsi que la période savante des Cicéroniens. Le latin sera-t-il délaissé ? Non. Les langues romanes se développeront sans doute. Le latin sera gardé comme un héritage sacré dans les Universités et les

monastères, où l'on multipliera les copies des œuvres anciennes, et d'où sortiront des écrits répandus partout, lus par tout le monde savant. Les sermons de saint Bernard, les œuvres théologiques de saint Bonaventure, de saint Thomas, d'Albert le Grand, les leçons des maîtres des Universités, l'enthousiasme des élèves pour l'antiquité, constituent pour le latin une forte sauvegarde. Si son domaine s'est retréci, la place qu'il occupe encore suffit pour lui promettre de longues destinées.

Il régnait partout où l'on étudiait, portant en tous lieux toute science, lorsque la Renaissance entraînant plus fortement que jamais les esprits vers le culte des lettres anciennes lui donna une nouvelle force et un nouvel éclat. Je ne dirai pas ce qui fut fait, à cette époque, pour pousser les esprits à l'imitation des chefs-d'œuvre de l'antiquité ; car tout le monde le sait. Mais il n'est pas inutile d'insister sur les faits qui semblaient devoir, en ces temps de rénovation et d'évolution littéraire, consacrer à jamais en Europe et surtout en France, le règne de la langue de Rome.

La Renaissance fut le triomphe de l'humanisme. Des collèges se fondèrent ; d'autres rajeunirent leurs règlements. On y fit la guerre à la sécheresse scolastique. Les traités sur l'éducation, ayant pour but commun l'art de bien dire, se multiplièrent, avec les éditions et les commentaires des auteurs grecs et latins. Mathurin Cordier, Budé, Erasme en France, J.-L. Vivès en Espagne ; Thomas Morus en Angleterre, Mélanchton, Mosellanus en Allemagne, après cette pléiade d'humanistes italiens qui les avaient précédés dans cette voie, écrivaient des traités de pédagogie et de rhétorique, des colloques, des dialogues, etc. La jeunesse, suivant l'impulsion de tels maîtres, ne rêvait que triomphes oratoires ; l'étude passionnée des parfaits modèles la gagnait à la langue latine qu'elle plaçait bien au-dessus des idiomes nationaux. Vivre selon le Christ, parler d'après Cicéron : tel était l'idéal proposé à l'honnête homme. Les savants de tous les pays s'attachaient à faire ressortir l'importance philosophique du beau langage. « Quels ont été, avait dit l'italien Laurent Valla, les

plus grands philosophes, les plus grands jurisconsultes ? ceux qui se sont appliqués à bien parler. » Mosellanus s'exprimait ainsi devant les étudiants de Leipsich (1). Les humanistes pouvaient différer dans leurs vues sur l'imitation des orateurs, les uns la voulant libre, les autres l'assujettissant à un seul modèle ; mais tous proclamaient unanimement la nécessité de s'attacher à la pensée et à la forme antiques ; et aux yeux de tous, la langue capable de donner à la pensée son expression la plus parfaite, c'était la langue latine. On laissait aux poètes, aux rhétoriciens, aux auteurs de contes et de mémoires leur idiome national. Orateurs, philosophes, théologiens, savants dans les divers ordres des sciences, tous considéraient le latin comme la langue par excellence de la raison et de la sagesse.

Aussi, étudier à fond le latin dans les écoles, dès le jeune âge, avec plus de soin que sa langue maternelle, c'était se préparer à tenir un rang dans le monde des savants, c'était apporter une contribution au relèvement intellectuel et moral de son pays. Et il ne suffisait pas de le parler et de l'écrire dans les classes, il était encore imposé aux écoliers dans leurs conversations. Quiconque parlait français, était bafoué par ses camarades, puni par ses maîtres, comme le serait un élève de nos lycées s'exprimant en patois. Les statuts de l'Université de Paris étaient formels à ce sujet (2). Bien plus, cette discipline des régents suivait l'écolier dans sa famille (3). Dans la maison des Estienne « femmes, servantes, clients, enfants, le petit « Paul et la tante Catherine, s'entretenaient chaque jour dans « le langage de Plaute et de Térence... Dans d'autres famil-
« les, si les domestiques étaient incapables de répondre autre-
« ment qu'en français (on disait en *vulgaire*) les enfants
« devaient leur parler le moins possible (4) ». Telle fut dans sa famille l'éducation du jeune Montaigne, confié par son père à

(1) Massebian : *Colloques scolaires*, p. 31.

(2) *Statuta Univ. parisiensis*, art. XVI.

(3) *Pueros pudeat vel cum ipsis matribus uti lingua cernacula* (Cordier : *de corrupti sermonis emendatione*. Préface, 1533).

(4) Brunot dans *Histoire de la langue et de la littérature française* (P. de Julleville), t. 1, p. 646. — Ramus étonna tout le monde quand il demanda qu'on enseignât le français dans les écoles. (Feugère, : *Erasme*, p. 435).

un médecin allemand ignorant du français. Ainsi fut élevée en Angleterre Marie Tudor à qui on ne permit de vivre qu'avec des compagnes parlant latin (1).

Ces règlements et exigences étant les mêmes dans tous les pays, les nations de l'Europe purent être appelées alors « des provinces de la langue latine. » Les savants dont les voyages étaient fréquents allaient partout, et partout étaient chez eux, citoyens de toutes les cités, *in omni civitate cives*. Erasme qui ne connaissait ni l'italien, ni le français séjourna en Italie et en France; l'illustre humaniste espagnol, J.-L. Vivès, vécut, en qualité de précepteur à la cour d'Henri VIII, roi d'Angleterre, passa en France, puis s'établit en Belgique, et mourut à Louvain. Pas de frontières pour ces latinistes dans la grande république des lettres.

Aussi, les services que la langue latine rendait aux hommes instruits comme moyen de communication par les écrits et par la parole, services que ne pouvaient leur rendre les idiomes nationaux, les portèrent à souhaiter qu'elle fut la langue universelle de l'Europe. Ce vœu avait été nettement exprimé, longtemps auparavant, par les humanistes de l'Italie, malgré l'exemple de Pétrarque et de Dante qui avaient écrit en italien, l'un des poésies agréables, l'autre sa Divine Comédie(2); et ce vœu provenait d'un noble égoïsme. Les auteurs classiques étaient la gloire nationale de l'Italie. Par eux, par leur langue encore vivante, elle s'imposait à l'Europe; elle retrouvait dans le domaine intellectuel la suprématie perdue.

J.-L. Vivès se plaçant à un point de vue général, disait dans son traité *de tradendis disciplinis* (3): « Il serait de l'intérêt du genre humain qu'il n'y eût qu'une langue commune à toutes les nations, ou, si cela est impossible, à un très grand nombre de nations, et, dans tous les cas, à nous chrétiens qui vivons sous la même loi religieuse. »

(1) Massebiau, *opere citato*, p. 39. — Marie Tudor s'exprimait couramment en latin, à huit ans.

(2) Cependant il faut remarquer que Pétrarque écrivit en latin ses plus importantes œuvres : des traités de morales et son *Africa*, poème épique.

(3) Lib. III.

Par leurs théories, les humanistes attachaient l'Eglise à leur cause. L'Eglise aspirant à faire rayonner depuis Rome sa domination spirituelle sur le monde, resserrait par une même langue comme par une même doctrine l'union des peuples qu'elle avait conquis. Et la Rome pontificale étendait par la pensée son influence sur l'Europe, comme autrefois, par les armes, la Rome des Césars.

Donc, en résumé, les écoles, les universités, les travaux des humanistes, l'Eglise constituaient pour le latin un faisceau de forces capables, semble-t-il, de lui assurer la prépondérance et la pérennité. Si, de plus, nous comparons l'état des langues latine et française à cette époque, nous verrons que la première avait de grands avantages sur sa rivale. Langue définitivement constituée, mais non langue morte, elle s'était assouplie au Moyen-Age ; elle avait servi aux savants pour l'expression d'idées nouvelles. La langue française au contraire en était encore à la période des tâtonnements : rien de fixe, ni syntaxe, ni grammaire, ni orthographe, et une grande indigence (1). Les essais hâtifs des réformateurs avaient échoué. Ronsard « dont la Muse en français parla grec et latin » avait vu tomber « de ses grands mots le faste pédantesque ».

Et le latin était encore, comme le vieil Homère, jeune de gloire et d'immortalité.

De grands esprits, entre autres Montaigne, n'osaient espérer le succès final du français. « J'écris à peu d'hommes et peu d'années », disait-il ; et il expliquait ses craintes par « la variation continuelle de la langue vulgaire qui fuyait et s'allait difformant (2) ».

Et cependant elle sortit victorieuse, malgré sa faiblesse, de ce duel. Quelles furent donc les causes de la défaite du latin ?

On a dit qu'il ne pouvait traduire la pensée du xvi^e siècle. Affirmation exagérée. Pour exprimer les idées philosophiques

(1) V. Léon Séché, édition de du Bellay (p. 72).

(2) Essais, III, 9. — Cf. : Vauquelin de la Fresnaye, *Satires* :
Car, depuis quarante ans, déjà quatre ou cinq fois
La façon a changé de parler en François.

et morales, et même les faits de la vie ordinaire, le latin possédait le vocabulaire suffisant, assoupli par l'usage. Si les découvertes scientifiques amenaient des penses nouveaux, ne pouvait-on pas déjà faire appel au grec pour la formation de mots composés, en imitant l'exemple des Romains, et en faisant ce que nous faisons aujourd'hui nous-mêmes ?

La langue latine se serait pliée à l'expression d'idées et de faits nouveaux si, moins préoccupés de sa fixité, les écrivains qui en prônaient l'usage, eussent admis cette évolution qui, selon Varron, est la loi de tous les idiomes (1).

Ce qui nuisit le plus au latin, ce fut sa perfection même ; comme l'empire il mourut, malade de sa propre grandeur. En résistant, par crainte qu'il ne s'altérât, à toute imitation libre aussi bien qu'à toute tentative d'assouplissement et de rénovation, les Cicéroniens lui portèrent une atteinte mortelle. Pourquoi, au lieu de « fermer la langue latine(2) », ne pas tolérer, au moins dans la conversation, ces mêmes libertés dont on avait usé, dans les provinces, sous l'empire ? Il se serait corrompu, répondra-t-on, et n'aurait pas tardé à se subdiviser en une infinité de dialectes. C'est possible ; mais on se serait compris quand même. Cette crainte exprimée par Vivès ne l'empêchait pas d'être, comme Erasme, partisan du latin langue universelle. « L'Espagnol *barbarisant*, dit-il, sera un barbare aux regards du Germain *barbarisant* comme lui » (3). Vivès, en disant cela, visait une langue latine devenue commune à tous, lettrés ou non. Mais ni lui, ni Erasme (4) ne songeait à une diffusion aussi générale du latin. Ils laissaient au vulgaire son idiome national, comme nous lui abandonnons son patois et ses dialectes locaux. Les gens instruits, ceux mêmes qui n'avaient reçu qu'une éducation moyenne, habitués, dès leur enfance, dans les collèges, à l'usage de la langue latine, auraient, chez eux et au dehors, écrit et parlé en latin, jaloux de conserver à

(1) On connaît le mot de Varron : *Consuetudo loquendi est in motu*.

(2) Feugère : *Erasme*, p. 434.

(3) *De tradendis disciplinis*, I.

(4) Feugère, *opere citato*, p. 435.

cette langue, devenue la leur, son intégrité et dans leurs livres et dans leurs entretiens.

Mais ce ne fut là que le rêve d'un moment. En face des humanistes se dressa la coalition de tous ceux qui voulaient que la France eut sa propre langue. Ces « *amis de la nation française* » (1) furent soutenus par des écrivains de grande autorité. Le premier qui contribua au triomphe du français fut Calvin, par sa traduction en « Vulgaire » de son Institution chrétienne, d'abord écrite en latin. Cette traduction mit les questions religieuses à la portée de la foule des fidèles, exclus jusque-là des controverses théologiques. Rabelais enrichit la langue française et en répandit le goût par son Gargantua et Pantagruel, où il ne ménageait pas ses satires aux *latinisants*. Amyot publia dans la même langue les Vies de Plutarque, livre qui par le style, presque classique en beaucoup d'endroits, fut le modèle, et, dit Montaigne, le bréviaire des contemporains. Joachim du Bellay écrivit la *Défense et illustration de la langue française*, où il attaquait « ceux qui n'étant rien moins » que Grecs et Latins rejetaient d'un sourcil plus que stoïque « toutes choses écrites en français » sous prétexte que les conceptions élevées de l'esprit ne pouvaient s'accommoder de la langue vulgaire (2). Selon du Bellay, on ne devait imputer sa pauvreté qu'à nos ancêtres qui avaient négligé de l'enrichir et de l'orner « ayant plus de souci, comme les anciens Romains, « du bien faire que du bien dire ». Pour élever la langue française à cette hauteur qu'elle ne pouvait manquer d'atteindre, il proposait de rompre d'abord avec le passé et de laisser « aux jeux floraux de Toulouse, les rondeaux, les ballades et autres épiceries », puis « de piller les sacrés trésors » des langues anciennes pour les enchâsser dans notre idiome.

A cette œuvre de défense, collaborèrent des jurisconsultes, des professeurs, et même quelques humanistes. Jean Bodin (3),

(1) J. du Bellay, *in fine*.

(2) Idem, édit. Chamard, p. 110.

(3) Angers, 1530-1596.

savant professeur de droit, prononça devant les consuls de Toulouse un discours sur la nécessité d'enseigner et d'étudier les sciences en langue maternelle. Louis Le Roy (1), professeur de grec au Collège royal, se plaignit que l'on consacraît à l'étude des langues et des faits anciens, toujours imparfaitement connus, les loisirs que l'on pouvait utiliser à approfondir les choses de son temps. D'après un discours de Marc-Antoine Muret, ils étaient nombreux ceux qui pensaient comme Le Roy. Claude Seyssel, maître des requêtes au Conseil d'Etat, offrant à Louis XII sa traduction de Justin, lui recommandait, en vue de consolider et d'étendre sa monarchie « de *magnifier* et enrichir la langue de son pays comme l'avaient fait les Romains. » H. Estienne dans son livre *De la Conformité du langage Français avec le Grec*, usait d'arguments subtils et pas toujours exacts pour affirmer la supériorité du français sur les idiomes modernes, supériorité qu'il fondait sur sa ressemblance avec la langue grecque, la langue parfaite. Enfin, Budé s'était converti au français vers la fin de sa vie, en écrivant son livre de *l'Institution d'un prince*, publié seulement après sa mort.

Cependant le français, si bien défendu, n'aurait peut être pas triomphé sans la protection des rois de France. La religion et l'humanisme s'étaient ligüés contre lui, redoutables adversaires. La politique l'emporta. Les conseils donnés par Claude Seyssel furent écoutés. François I^{er} encouragea et récompensa les traducteurs à qui il ouvrit les trésors de sa librairie de Fontainebleau. Ces traducteurs, comblés de faveurs royales, ne savaient comment louer assez « ce père des lettres. » L'un d'eux alla jusqu'à dire que « c'était de François I^{er} que notre langue tirait son nom de langue *françoise*. »

Est-ce à dire que ces rois dédaignaient le latin ? Non. Il demeurait à leurs yeux le meilleur moyen de haute culture intellectuelle. Il eut aussi leur protection. Mais tous leurs sujets n'étaient pas des *latinisants*. Les lois, la justice, les

(1) Coutances, 1510-1577.

règlements d'administration publique devaient être écrits en français pour qu'ils fussent compris de tous (1).

Si les rois de France se préoccupèrent de la culture intellectuelle des classes privilégiées, ils eurent en vue aussi la culture morale du peuple. On ne saurait assez les féliciter d'avoir reconnu (ce que l'on méconnaît trop aujourd'hui) la grande valeur éducative des œuvres anciennes. Ils voulurent que le peuple reçut, par le moyen des traductions, sa part des enseignements moraux contenus dans ces œuvres. Amyot fut invité par François I^{er} à traduire les *Vies de Plutarque*, ce bréviaire de l'honnête homme. Dans sa préface, se conformant aux idées du roi, il se déclara heureux de ce que « *ces outils de sagesse* » seraient entre les mains de tous, sans que l'on fût obligé « de se travailler pour apprendre les nobles et anciennes langues (2). »

En même temps ces traductions enrichissaient notre idiome et en répandaient le goût. Elles étaient un bienfait pour les écrivains en général. Tout en empruntant au latin et au grec l'art de la composition, ils pouvaient se créer un style à eux, en rapport avec leurs talents et tempéraments divers. Le latin était fixé par des modèles qu'il fallait suivre. L'imitation habile constituait tout le mérite de l'écrivain. Les pensées étaient à lui, non l'expression. Aucune place pour la personnalité. En français au contraire point de modèles encore sur lesquels il fallût se régler. La voie était ouverte pour l'initiative et l'originalité de chacun ; et chacun pouvait imprimer sa marque à ses écrits.

On restait quand même tributaire de la langue latine ; car la pauvreté du français exigeait que l'on puisât dans le fond latin, et que l'on fit son bien et sa propriété de ce que l'on empruntait.

Ainsi le français triomphait ; mais ce vainqueur consolidait sa conquête avec l'appui du vaincu.

F. FERRÈRE.

(1) Il fut décidé par François I^{er} que la *Vulgaire* serait la langue écrite, exigée dans la rédaction des actes. (édit. de Villers-Coterets.)

(2) Brunot, *opere citato*, p. 701.

LA ROUMIEU

PARTIE HISTORIQUE

APPENDICES

I

Charte de fondation (5 JUIN 1082) (1)

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Oto (Odo, filius Arnaldi, var.) vicecomes Leomanie (Laumanie), et uxor mea Adalaidis commitissa, donatores sumus Domino Deo et sancte Marie, genitricis Dei, sanctoque Victori martiri, Massiliensis monasterii et venerabili Ricardo kardinali, abbati ejusdem monasterii, et domno Giberto priori, et omnibus monachis Massiliensibus, tam presentibus quam futuris, ibidem Deo servientibus, aliquid de nostro (meo) honore, pro remedio animarum nostrarum et parentum nostrorum, ut idem omnipotens Deus, hac oblatione seu ceteris operibus bonis placatus, meritis et intercessionibus beate Marie, semper virginis, genitricis Dei, et sanctissimi martiris Victoris, aliorumque Sanctorum inibi quiescentium, orationibusque omnium monachorum omni tempore Deo famulantium, et defunctis parentibus nostris conferat requiem sempiternam, et nobis in præsenti seculo de inimicis victoriam, in futuro cum sanctis omnibus perpetuam tribuat gloriam. Est autem supradictus honor infra terminos Leomanie, in territorio de Feumarco, in quodam saltu, in loco scilicet quem vocant La Romeu (Romeu); quem locum nos jam dederamus cuidam Dei servo, nomine Alberto, peregrino, qui, dominice jussioni obediens, et patriam propter ejus amorem relinquens, ad nos ex Alemannie partibus venit, et, sicut a divina voce sibi imperatum fuerat, a nobis prædictum locum expecit; ibique, separatus a cunctis mortalibus, libere Deo servire disposuit.

Sed, Dei ordinante misericordia, infra biennium, ob meritum hominis Dei, ad tantam populationem idem locus devenit, ut jam fere centum mansiones continere videbatur. Quod cernens Dei servus, divino tactus consilio et nostro persuasus imperio, providens in futu-

(1) Ed. Dom Martène, *Ampl. coll.* I, 514. (*Cartulaire de Saint-Victor de Marseille*, publié par M. Guérard, t. 1, p. 173. *Documents inédits sur l'histoire de France*, Paris, 1857.)

rum ut sibi et nobis melius posset esse consultum, obtulit semetipsum Deo et sancto Victori, ejusque monasterio Massiliensi, in potestate Ricardi kardinalis, abbatis prædicti, et Giberti, prioris ejusdem monasterii; et dedit totum jam dictum honorem, quem nos dederamus et tradideramus ei, cum illis omnibus que ab Ainardo et a Gasialez et ab aliis hominibus impetraverat, et insuper mobile et immobile et quidquid ipse, aut aliquis per eum, adquisierat ibi. Quem videlicet honorem nos jam dicti donatores, cum sua voluntate, ad proprium alodem, Deo et sancto Victori, et jam dicto monasterio et monachis simul donamus, concedimus, laudamus et confirmamus, et de nostra et nostrorum, tam natorum quam nascendorum, potestate, in eorum ditione transfundimus; ut in perpetuum ibi habeant monachi liberam potestatem edificandi et faciendi quodcumque voluerint, ad Dei servitium. Insuper etiam donamus eis partem de silva nostra, in qua idem locus fundatus est sicut, vadit via, de uno latere, contra castrum de Mazola (Marcola); et terminat, contra occidentem, in silva de Asiu (Arsio), et de Gasia (Garsio) de Gotbes (Godbes), et de Aimili de Paulac (Panollag); et de alio latere, contra meridiem, venit, per la peirieram discurrens, usque ad vitem plantatam; et, de alio latere, contra septentrionem, divertit in ipsam villam de La Romeu, et discurret usque ad jam dictam viam, ad castrum scilicet de Mazola (Marcola), ad orientem.

Donamus etiam eisdem monachis et monasterio sepedicto mercatum totum, simul et teloneum, et mineganciam totam et justiciam totam, ab integro, sine aliquo nostro retinimento vel alicujus hominis vel mulieris.

Volumus preterea et laudamus, simulque donamus salvitatem seu salvacionem huic ville que vocatur La Romeus, omnibus ibi manentibus et ex quacumque parte advenientibus, necnon et ab eadem villa dicedentibus, ut omnes salvi sint et quidquid ibi habuerint vel adduxerint.

Hec autem omnia supradicta nos jam nominati, Albertus scilicet et Oto, vicecomes de Leomannia, et Azalasdis commitissa, et omnes alii donatores, sic totum supradictum donamus honorem ab integro, quantum ibi habemus vel habere debemus, Deo et jam dicto monasterio et monachis Massilientibus, tam presentibus quam futuris, sine aliquo retinimento vel male ingenio. Quod si quos donatores vel aliqua magna parvaque persona contra hanc cartam donacionis nostre venerint vel eam infringere voluerint, non hoc valeat vendicare, sed componat in duplum cum omni sua melioratione et insuper X^{com}

libras auri probatissimi, hac donacione manente firmiter, modo et omni tempore.

Facta carta hujus donacionis V kalendas junii, anno MLXXXII incarnationis Domini.

Signum Alberti peregrini (Alberti Romei). Signum Odonis de Leomannia, illustris vicecomitis ; Signum Adazaladis (Adlaidis) commitisse, conjugis ejus, qui cartam hujus donacionis scribi fecimus et firmavimus ac testes firmare rogavimus. Signum Ugonis de la Isla (de Isla). Signum Arnalt Juvez (Arnaldi Juvenci). Signum Roberti clerici. Signum Geraldi. Signum Maurini (Geralli Maurini), fratris ejus. Signum P. Gros. Signum Arnaldi. Signum Bernardi de Gotbes. (S. Bern. Guillelmi de Globes) Signum W. de Lesez. Signum Bernardi de Casteneda. Signum Servat de Ligardas. Signum Baudoi de Gotbes. Signum Assui. »

II

Les Ordonnances de police de la Rumieu, en 1284⁽¹⁾

L'an de nostre senhor mil ii^e lxxx et iii, lo digaus que era la festa de sant Johan porta latina, Nos, Vidau de Mascalat, Bernat de Lambirat, Arnaut Auquer, e Pey d'Aux, cosselhs de la vila de Laromiu, ab acort, voluntat e consentimen del senher En Jordan de Mascalat, cavalier e bayle de la dita vila per nostre senhor lo rey d'Anglaterra, e de mossenhor En Rabolh dels Valatz, prior de la dita vila, e dels juratz e comunitat de la medissa vila, auem establitz los establimens dejus scriutz per ara e per tot temps endevenidor en la desus dita vila en la maneyra e forma que s'ensiec :

1. Prumeyrament, que totz los murs e los portals e las portas els pons e las fons e los camis de la vila ayssi com van de la vila entro a la font del Soc qui va enta Gotbes, e lo cami qui va de la vila enta Condom entro a la borda de Arnaut de Gayssias, e lo cami qui va de la vila enta Leytora entro a la barrera de Pissa, e lo cami qui va de la vila entro la Peyria desus lo crestia, e lo cami qui va de vila enta Belmont entro a la forcada del Malhuc, sian adobatz e feytz cominalment, exceptatz los murs (?) del prior.

2. *Item* que nulhs homs no bastisca desus los murs de vila sens voluntat dels cosselhs ; los quals murs sian feytz engals los autres a

(1) Publiées une première fois par M. J. Gardère, dans l'*Annuaire du département du Gers*, pour 1898, pp. 341-351.

lor dret; e si per aventura hy bastian e per rason del bastimen venia dabnatge al mur, que ho emendis aquel que lo dampnatge aria dat a esgart del cosselh.

3. *Item* que adobatz que los murs sian so que adobar hy es, que si daqui auant avian obs adobar ne affar, que totz los adoben e refassan; e qui mays hy aura dens la clausura dels murs que mays hy pague, partit per raza o per payra en loc o en mayso. E daysso que puesca costrenhe lo cosselh e far conpellir tot home o femna. E qui loc ne mayso no aya dedins la vila e estia en las pertinensias de Laromiu, si mayson capelada de teu o de retge hy a que pague à la talha aytant cum si o avia dedens la vila. Et si avia duas maysos que pague per raso de la maiore ayso que complisca cum los autres.

4. *Item* que nulh home ne nulha femna non prengua de l'autrui bosc o pleyssa lenha, ne eyssara madis que fos lo obs de lenha o obs de paysselh sino que am vole del senhor de qui seria lo bosc o pleyssa o fes. E si o fasia, que li costes. xx d. morlas, la mafeyta esmendada an aquel per salauria.

5. *Item* tot talh de bosc o de pleyssa sia de pecha de v sols de morlas, e de sega que sia la pecha de xx. d. morla, malafeyta pagada al senhor de qui es, e que lo mesegue o aquel que trobat o auria sia cresut per son sagramen.

6. *Item* qui pren ysermen de l'autrui vinha sens licencia del senhor de qui es, que pague xx d. morlas, si atrobat hy es per lo mesegue.

7. *Item* tot home o femna qui se banhe en l'autrui pesque, ne hy talhes aubas o hy gitas peyras o tamascas, sil meseguer o lo senhor de qui lo pesque es li troba, que peche xx d. morlas e que esmende la mafeyta.

8. *Item* qui laua buguada o senerada ne buderalha en la gorgua prob de la gleysa en nulh temps, que pague iiii d. morlas, e daysso que sia cresut lo mesegue o autre qui trobat o auria per son sagramen.

9. *Item* que nulh home ne nulha femna no meta negun payssel dedens la vila d'autrui vinha, exceptat hun payssel, e si o fasia que costes. xx d. morlas, e aquel qui o trobaria que fos cresut per son sagramen e que hy aia lo ters de la pecha.

10. *Item* que tot home que sera atrobat dedins los valatz de la vila cassan o autramen, sens licencia del bayle e del cosselh, que pague v sos de morlas, partitz per miey al bayle e al cosselh, sino que agues hat desencusa.

11. *Item* tota bestia que seria atrobada dins los valatz de la vila, que peche cascun cap i d, morla; e si hom o femna los hy gaytaua,

que aquel o aquella que aquo faria que pague v sos de morlas, partitz cum dessus es dit.

12. *Item* qui metera fems o agrauaduras o autras orrescias dedins los valatz de la vila, que no gete e que pague xx d. morlas.

13. *Item* que si ban era metut per lo bayle o per lo cosselh o per autre en mayso, per causa que aquel de qui la mayso seria degossa an aquel qui lo ban auria metut o fach metre, lo deu ostar, o hun jurat si el no es presen, si requist n'es per aquel de qui la mayso es, ab que el done o mustre gatge an aquel qui lo ban ostara, valha autant o plus daquo per que metut estat hy sera.

14. *Item* es usatge que degun no se deu clamar ne fa rencura dome ne de femna habitan o vesin de la vila de Laromiu, sino que permier lo fassa requerir per lo bayle o per lo cosselh o jurat de la vila si vol estar a dreyt. O si o fase, que aquel qui citat o hajornat seria estat no es tengut de pagar lo dreyt al senhor, abans lo deu pagar [en] aquet [qui] lo clam o rancura auria feyt.

15. *Item* que si nulh home o femna hahitans de la vila de Laromiu passa per vinha o per blat d'autrui, que peche ii d. morlas; e si es a quaval, que pecha iiii d. morlas, d'entran del mes de mars entro a l'entran del mes de setembre. En pero, si bestia que hom mene per camy, ses voluntat daquel que lamenara, entra in vinha o en blat o en prat o en loc vedat, e la seguis. E tota bestia perguda am la mala-feyta adobada deu esser quitis de mesegaria e de costuma. E si sen-devenia que hom laysses son bestial sens pastor e sens garda, aquel bestial non es quiti de costuma ne de messagaria.

16. *Item* si degun habitan de la Romiu en lotrui blat o vinha o prat o en ribera fasia herba am faus o am mas, sens voluntat del senhor de qui es, que peche xx d. morlas, esmenda pagada al senhor de qui es.

17. *Item* lo cosselh de Laromiu met et pot mettre meseguiier jurat en la vila de la Romiu o defforas a tant cum los dex de la vila de la Romiu se estenon.

18. *Item* las leys els gatges qui son degutz per rason de la dita mesegaria desso quel messegue ve o troba, es lo ters del cosselh, et lautre ters del rey, e lautre ters del messegue.

19. *Item* lo cosselh e lor messegue per mandamen del cosselh podon penhorar tot home de la villa de la Romiu et deforas per las leys e per los gadges sobreditz, per raso de la dita messegaria.

20. *Item* qui intra en lautrui casau o en vinha, si non intra am voluntat del senhor o de la dona o am lor messatge, deu xx morlas, si re ne tray, et si non tray re, ii. d. morlas.

21. *Item* es costuma que tota bestia grossa que entra en casau o en vinha o en prat o en camp semenat deu iiii d. morlas ; e porc, i d. morla ; et troia, ii d. ; e houelha mealha (1) ; e cabra, mealha.

22. *Item* cabra si entra en aubareda, de Martro (2) entro a la festa de sancta Maria de mars, pecha i d. morlas, e lo si las hy guarda, xi i d. morlas.

23. *Item* tot home o femna que pren fruta de quin aubre que sia, sen voluntat del senhor, deu xx d. morlas ; e todas las pechas duen esse partidas ters e ters cum dit es desus. E deu esser cresut lo messegue, o autre qui vist o trobat o aura, per son sagramen.

24. *Item* so quel messeguer no troba silh sen (?) de la vinha o del casau o de las autras cauzas, e sa molhe o sa companiha ho trobauan, las pechas els gatges son del cosselh e del Rey e daquel qui trobat auria la pecha, partit la dita pecha à cascun. Enpero, si aquel qui trobat hy seria non pagaria per si o per son bestial la pecha ol gatge, lo senhor de qui seria la causa sen pot trayre al cosselh ab rancura e sens clamor que non deu far el cosselh deu costrenhe aquel ades e sens defauta.

25. *Item* que tot home e tota femna pusca guisar o estre guisat per lo iorn qui lo aura demandat e no per plus, sino que per dauant lo cosselh sia donat guisatge an aquel qui lo demandara.

26. *Item* que tot gatge que sia de la messegaria sia portat el poder del cosselh de la vila de Laromiu, e sia tengut xv dias abans que rendut ne enpenhat sia. E tot gatge qui avenha al senhor o al messege que nos pusca vendre ne enpenha mas per aytant cum hy auran, he aysso per dauant lo cosselh ; e si se ven mes que daquo qui hom hy aura, que aquel de qui seña lo gatge cobre los mes.

27. *Item* tot pastor pot estar e passar per dauant blat o en bosc gardan son bestial.

28. *Item* sil cosselh manda o fa manda per son mesege loz juratz ho homes vesis de la vila per dauant luy et no hy vien, lo iurat pecha xii d. morlas, e lo vesin iv d. morlas.

29. *Item* que si los cosselh no se amassan cum deuen per ordenar de lors cauzas, que lo deffalhens paga ii sols de morlas, si desencusa leyal non avian, laqual sian tengutz demostrar per dauant lo cosselh, laqual pena trenquan sus lo sagramen de la hun al autre, et sia metuda a milhurement de la vila.

(1) C'est-à-dire payera une maille.

(2) Fête de la Toussaint.

30. *Item* que si deugun avia perguda nulha bestia de son hostal e la serca, e si passaua per blat o per vinha o per autre loc que fossa de pecha, sens que non fassa gast de sas mas, deu esse guisat am que fassa sagramen que aquela coyta seguia.

31. *Item* que nulh maselie no degole bestia en carem, sino que offassa en vaysel e que o gete defora la vila, e si o fasia que peche iiii morlas, si o fasia de pasquas entro a la sant Miquel de setembre.

32. *Item* que tot messatge que estia am senhor o am dona pusca guisar autre et pusca far pechar en los bes et causas de son maestre o de sa dona ab cuy estara am sagramen que ne fassa.

33. *Item* que si nulh hom de la vila de la Romiu esta en tauerna depuys que lo seinh a sonat o lo corn cominal aura cornat, que pague iiii d. morlas, e aquel o aquela qui lor vendra vin ni lon liurara que pague iiii morlas.

34. *Item* tot home que pica carn per espison dedens las qnatre cadenas, que pague xii d. morlas ; e lo maselie que la vendra que pague x d. morlas.

35. *Item* que negun no trameta à la gueyta vaylet ne autre sino que aya xv ans o daqui en sus, e si o fasia que no hy sia pres abans ni loguen en son loc al despens del defalhen, e otra aquo que pague iiii d. morlas.

36. *Item* que negun dels portes de la vila non ubriscan la portas entro que sia dias si aqui memetis no las baran, e si o fasian que paguen xii d. morlas.

37. *Item* que si negun joga dedins la vila o defora els baris, despueys que le seinh aura toquat, o lo corn cominal aura cornat, que pague iiii d. morlas per cada veguada que atent hy sera.

38. *Item* quelh cosselh de la vila de Laromiu sia tengut de tenir cort cascun dia de dilus per far jutgament de las cauzas que toquan a la meseguaría e a las penheras de la meseguaría et als establimens de la vila.

39. *Item* que si nulh home ne nulha femna donna borsa ni sinta qu'an bateia, a comay ne a compay ne a filho ne a filhola, que costes de xii d. morlas en sus, e si offasia quel costes v sos de morlas.

40. *Item* que si nulh home de la vila de Laromiu o autre vesins venia per minjar a la taula de cosselh, si es a caual quel coste xii dinnes morlas, e si es a pe que pague vi d. morlas, sino que apelat hy fos pel cosselh.

41. *Item* que si nulh home ne nulha femna ne lauaua en la font de las Roquas o en lo meian que es pres de la font Guinbotz, ne nulha

vudelhalha, quel coste per cascuna vetz qui atent hy seria, xii d. morlas, el vaysel en que portat o auria.

42. *Item* qui metra caudera ny caudero tintos en la font en nulh temps, ni qui hy abeurara bestia neguna, que pague per cascuna vetz que hy sera atent, iiii morlas.

43. *Item* que nulh prat no sia vedat sino que del dimenge caue entro a la festa de sent Miquel de setembre. Enpero troya e porc hy pecha en tot temps.

44. *Item* si degun volia far vedar son prat que offassa am voluntat del cosselh e que lo fassa crida par lo mesegue, e si no o fasia que nulh bestial que hy dones dampnatge no fossa tengut de pecha.

45. *Item* qui volria far prat en loc que nulh temps no ny aguossa agut, quel fassa cridar a la peyra de la vila que prat hy vol far, e daquela ora auant que fos pecha ayssi cum los autres pratz, e que o fassa am licencia del cosselh. E si no o fasia, que nulh bestial no fossa tengut de pecha si dampnage hy daua.

46. *Item* que si dengu ne deguna loga malhadors ne bargados, al malhador no done malhada ne al a bargador no done ascla. E si o fasia que li costes iiii d. morlas.

47. *Item* que en los boscز qui son apressatz no hy entre bestia de tres ans. E si o fasia quel senhor el cosselh ne tragossan la pecha cum del blad o de la vinha. E si sen escusauan per nulha causa, que n'estongan al esgar e ordenansa del cosselh.

48. *Item* que tot bestial gros o petit que no fos dels abitans o dels vesins de la vila de la Romiu que peche en tot temps en los boscز en en las forestz de la dita vila, assi cum desus es dit.

49. *Item* que si pot ne gualina ne capon es atent en grane manyan del blat que ly osten so que aura el gaue et que lo layssen anar.

50. *Item* que tot auc o auqua que siat trobat en malafeyta, pecha i d. arnaudenc.

51. *Item* tot porc o troya pecha en tot bosc d'autruy iiii d. morlas, de la sent Gely entro a sent Vincens, si aglan hy a.

52. *Item* que dengu ne denguna non meta fems en carrera ni en carrerot de la vila ; e si offasia que len aia treyt dedens quatre jorns, e en cas que no o fessa quel costes iiii morlas ; e daqui auant, tant quant hy estara, per cascun dia i d. morlas.

53. *Item* que dengun ne denguna non meta palha ny fen ne altra causa per far fems en los camis de la Peyra, fora la vila. E aquel o aquela que aquo faria, que peche xx d. morlas, partitz cum dessus es dit.

54. *Item* que tot home o femna qui tengua porc o troya, oelhas o cabras dedins la vila que las enbare la nuyt et que no las giten entro que enviar las vulhan. E si o fasian quel costes per cascun jorn que aquo faria iiii d. morlas.

55. *Item* que tot home o femna habitan de la vila de la Romiu digne de fe, sia cresut de son trebalh entro la soma ii sols de morlas, o daqui en jos, am sagramen que fassa a reguart del cosselh, am que aquel que demandera lo deute jure que dedens hun mes que lo deute a feyt ha demandat.

56. *Item* que si nulh home habitan de la vila de la Romiu o de la iuradictio que no volgues esser cosselh, la electio feyta per aquels que far la deuen, que fos encorregut en la pena de xx sols de morlas, e per aquo non restas desser cosselh, e los xx sols sian metutz a la reparacion de la vila.

57. *Item* establitz que nulh home ne femna en la carrera qui va de la porta de Miramon a la porta de Roeda, ne enta la porta de la font, no gete caulada ne pis ne altra ordura dome ne de femna ne nulha altra aygua, e si o fasia quel costes per cascuna vetz que aquo faria xii d. morlas.

58. *Item* que nulh maselie de la vila de Laromiu no tengua carn en lo maselh si no lo dia que morta l'aura e lendoman, de la festa de Pascas entro a la festa de sant Miquel de setembre; e si o fasia que fos punit en xx d. de morlas, e la carn encorssa al bayle del rey e al cosselh.

59. *Item* que nulh maselie no venda carn mezela dedens la vila de Laromiu ne defora en los baris. E si o fasia depuys, que trobat seria que mezela fos, quel coste v sols de morlas partitz la mitat al bayle del rey e l'altra meytat al cosselh e la carn encorssa al bayle.

60. *Item* es usatge que dengun masele de la vila de Laromiu ne autre no venda carn granada ne malauta, ne carn de craba ne d'ouelha en lo taule ou l'altra carn se ven; e si o fasia quel costes v sols de morlas, partitz cum desus es dit en lo precedent article, e la carn encorsa al bayle del Rey, sino que agos en lo taule, on picare la carn, meyan (1).

61. *Item* que nulh faur no meta en las carreras ne en los cararotz merdafer (2) ne altra caytiuaria de la fargua, e si o fasia quel costes iiii d. morlas.

(1) *Meyan*, séparations.

(2) *Mâchefer*.

62. *Item* que nulh home arrevendedor de vin no crompe vin per arrevendre en la vila de Laromiu ne en las pertinensias sino quel venda sobre la may he en lo hostau on lo vi sera el tonet, e quel qui venera lo vin sobre la may que no aya nulh companhon el vin que crompat aura. E aquel qui contra aysso fare, si lo bayle nel cosselh ho troban per testimonis dignes deffe, que sia punit en xx sols de morlas, partitz per myey al bayle e al cosselh.

63 *Item* que nulh tauernier no mesure son vin del broquet o de la canela sino am lo carte o ab las mesuras dreytas de la vila, e si o fasia quel costes per cascuna vetz que o faria xx de morlas. E si degun sens voluntat del tauernier se puia del vin a la canela o al broquet, quel costes xxii d. morlas, esmenda feyta al tauernier.

64. *Item* que nulh home ne femna arrevendedor dedins la vila de Laromiu no compre auqua ne auquat, garias, capos, gualinatz, cabrotz, tessos, guitas, fromatges, huous, cauls, pors, cebas, alhs ny cuyon (1). ne deguna altra causa manyadora, sino en la plassa, e asso entro que aya toquat segreda (2) a la maior messa. E qui faria lo contrary que pague lo comprador xii d. morlas, e lo vendedor atant, partit cum desus es dit.

65. *Item* que si nulh home o femna fasia denoncion de vestial de malafeyta, que tot aquel vestial qui hy seria trobat en hun dia en semps en la malafeyta, que passen per hun gatge, sino que sientalmen donessan lo dampnage.

66. *Item* si lo messeguer vesia de loing negun en malafeyta, el pot de triar daqui hont el veyra, que sia cresut per son sagramen, e que peche aquel qui lo dampnage auria donat. E tot bestial que hy seria vist, si es mesclat ab autre bestial abans quel messeguer hy sia, que lo pastor sia tengut de dise am sagramen de qui es lo bestial qui lo dampnage auria donat, e que peche lo bestial cum dessus es dit.

67. *Item* que si lo cosselh vol la baylia de Laromiu quan se arrenda, que lo cosselh la deu auer davant tot autre, am que pague al senhor tans de dines cum hun autre hy volria donar.

(1) *Cuyon, cujon.* courje.

(2) *Sanctus* de la grand'messe.

SOUVENIR

I

Pour que l'on se souviennne il faut si peu de chose !
Le frisson d'une feuille, une voix, une odeur,
L'impression d'un soir de silence et d'ardeur
Où la vie embaumait comme une belle rose.

Un flacon renversé ce matin fut la cause...
O toi ! de mes vingt ans la joie et la douleur,
Ta pensée un instant m'a parfumé le cœur,
Comme ta jeune chair jadis ma chambre close.

Ah ! nos bonheurs d'antan ! mes larmes de tendresse !
Mon amour qui croyait en toi si follement !
Sais-tu même aujourd'hui si je fus ton amant ?

Pourquoi ton souvenir sur mon cœur qu'il oppresse ?
Pourquoi ce cœur meurtri que tu n'as pu briser,
Tremble-t-il de douceur à rêver d'un baiser ?

II

Mon ami d'autrefois, ne maudis pas tes larmes,
Ne jette pas l'insulte à qui t'a fait souffrir ;
Je pouvais dans mes bras lâchement t'endormir,
Ensorceler ton cœur de maléfiques charmes,

Et tu n'aurais connu de la beauté du monde
Que la joie éphémère enclose en ma beauté ;
Loin du soleil, des cieux ruisselants de clarté,
Ton âme eût descendu la spirale profonde,

Jusqu'à ce que, sentant une âcre odeur de fange
Et le froid de la mort monter du gouffre obscur,
Pour étouffer ton geste éperdu vers l'azur
Se repliât sur toi l'aile du mauvais Ange.

Ah ! tomber et trouver sous d'immondes reptiles
Ce squelette hideux qui fut la Vérité...
Être enlacé par elle et voir l'éternité
Se fermer sur l'horreur de tes cris inutiles !

Je t'ai sauvé de moi, car tu n'étais pas fait
Pour oublier l'amour aux pieds d'une maîtresse ;
Je sentais se briser l'aile de ta jeunesse
Dans l'effort surhumain qui parfois m'enlevait.

Le nostalgique attrait des neiges éternelles
Torture en vain les cœurs trop lourds de volupté ;
Seuls sont dignes de voir et d'aimer leur beauté,
Les yeux dont la douleur a lavé les prunelles.

Mes bras t'emprisonnaient : j'ai dénoué mes bras ;
Tu m'as tendu les tiens : j'ai su ne pas te suivre ;
Et tu n'as pas compris que je te laissais vivre,
Qu'il fallait me bénir de ne t'enchaîner pas !

Cette première larme au matin de ta vie
Est la sainte rosée où s'est trempé ton cœur,
Pour mieux s'épanouir au monde de splendeur
Que l'esprit de lumière et d'amour vivifie.

C'est une goutte d'or du parfum précieux
Que sur les pieds du Christ répandait Madeleine ;
Elle t'a fait plus tendre à la misère humaine,
En t'ouvrant le secret des pleurs silencieux.

Elle demeurera la perle la plus belle
De ce collier d'amour que ta main suspendra
Au cou fragile et pur de celle qui viendra
Quand travail et douleur t'aurent fait digne d'elle.

Mon ami d'autrefois, songe alors seulement
Que mes baisers jamais n'ont desséché ton âme,
Que je t'ai révélé la douceur de la Femme,
Que j'ai mis dans ton cœur de poète et d'amant

Cette angoisse divine en ses bras apaisée . . .
Et, quand tu la verras de bonheur défaillir,
Donne un souvenir tendre à qui pouvait cueillir
La rose de ta vie et ne l'a pas brisée.

JEAN DE LA JALINE.

CHRONIQUE RÉGIONALE

Congrès de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest en 1910. — A la circulaire adressée par la Section centrale de Bordeaux aux sociétés unies au sujet du prochain congrès de l'Union, la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen, la Société archéologique du Gers, et Biarritz-Association ont répondu qu'il leur serait possible et agréable de recevoir les congressistes de 1910. Cet empressement permet de considérer comme assurée la périodicité régulière de ces congrès. Le résultat est des plus satisfaisants pour l'Union, qui ne peut qu'adresser ses remerciements à ces trois sociétés.

A la suite d'un cordial échange de vues provoqué par la Section centrale et inspiré par le seul intérêt général, il a été entendu que le soin d'organiser le congrès de 1910 demeurerait à la Société archéologique du Gers. Toutes communications relatives à ce congrès doivent donc être d'ores et déjà adressées à M. Ph. Lauzun, président, à Valence-sur-Baïse (Gers) ; à M. le docteur de Sardac, délégué, à Lectoure (Gers), ou, encore, au Secrétariat du Congrès, 9, rue Gambetta, à Auch. La date a été définitivement arrêtée. Le Congrès se tiendra les 29, 30, 31 mai, 1^{er} et 2 juin 1910, à Auch, avec excursions à Lectoure et dans le Condomois.

* * *

Découvertes archéologiques. — Les fouilles faites pour construire l'hôtel de la Banque de France à Agen, sur l'emplacement de l'ancienne maison Meynot, rue Maillé et boulevard de la République, n'ont point donné, du moins jusqu'à présent, les résultats auxquels on s'attendait. A 6 mètres environ de profondeur, qui est généralement le niveau du sol romain au centre de la cité, on n'a encore trouvé que quelques médailles, assez communes, d'empereurs, notamment un Trajan et un Antonin en bronze, bien frappées. On n'ignore pas que c'est en cet endroit que fut découverte, à la même profondeur, le 17 mai 1891, la curieuse inscription sur belle plaque de marbre blanc, dédiée aux Junons Augustales, et

qui depuis a été plusieurs fois publié. (*Revue épigraphique du Musée de la France*, par M. Allmer. — *Les Enceintes successives de la ville d'Agen*, p. 7, par M. Ph. Lauzun) etc. Espérons que la continuation des fouilles nous apportera quelque nouvelle surprise.

* * *

Dans le numéro du 31 octobre 1909 du *Journal de Lot-et-Garonne*, nous lisons :

« Dernièrement, des ouvriers creusant le sol du cimetière de Pompogne en vue de la construction d'un caveau de famille, découvrirent, enfouis à une profondeur de 2^m20, trois sarcophages en pierre de taille. Chaque cercueil de pierre avait une longueur de 2^m15 sur 0^m45 de largeur. Dans l'un d'eux, on trouva absolument intact un squelette et quelques pièces de monnaies, dont trois en bronze et une en argent, portant le millésime de 1565 et l'effigie de Charles IX. » On sait qu'il y a quelques années on découvrit également à Pompogne, derrière l'école et l'ancien presbytère, en construisant la route qui mène à la gare, des mosaïques d'une certaine valeur.

PH. L.

BIBLIOGRAPHIE

La question du « de Fide » par A. DURENGUES, chanoine d'Agen.
— Agen, Imp. Moderne (1909).

En 1902, M. Durengues, invité à donner le panégyrique de saint Phébade, ne s'en tint pas au discours solennel et de tradition. S'étant épris de son héros, il nous donna une solide et brillante dissertation sur la vie et les œuvres du saint évêque, le premier très probablement, qui ait occupé le siège d'Agen.

Dans ce travail, M. Durengues attribua à saint Phébade la paternité de deux petits ouvrages de doctrine remarquables, le *Contra Arianos* et le *De Fide*.

Il est admis généralement que le premier de ces opuscules est bien de notre saint. Pour le second, il n'en va pas de même.

Il a été attribué à saint Grégoire de Nazianze, à saint Ambroise, à saint Hilaire, etc. Au xvii^e siècle, Quesnel lui donna pour auteur Grégoire d'Elvire, mais Dom Rivet, dans l'*Histoire littéraire*, combattit avec succès cette opinion. Aussi les éditeurs modernes Migne, Caillau, Guillon, imprimèrent le *De Fide* sous le nom de saint Phébade.

En ces dernières années, la question a été reprise. Dom Morin s'éprenant d'un beau zèle pour la gloire littéraire de Grégoire d'Elvire, lui attribua, non seulement le *De Fide*, mais encore le *Contra Arianos*, le *De Trinitate de Vigile de Tapse* et les *Tractatus origenis* récemment mis au jour. C'était beaucoup trop. Il fallut déchanter et rendre à leurs véritables auteurs la plupart de ces traités. Cependant Dom Morin garda le *De Fide* et s'opiniâtra dans sa défense. Il lui vint bientôt une aide, c'était Dom Wilmart.

Avec un appareil extraordinaire d'érudition, celui-ci, dans un article touffu, publié par le *Bulletin de littérature ecclésiastique*, s'efforce de prouver que les *Tractatus sur le cantique*, les *Tractatus origenis* et le *De Fide* sont d'un même auteur, Grégoire d'Elvire. Tout le monde n'a pas été convaincu.

Un jésuite allemand, le P. Brewer, dans une *Etude sur l'auteur*

et l'époque de composition des *Tractatus origenis* qui vient de paraître, veut que l'auteur de ces *Tractatus* et du *De Fide* soit Rufin.

A son tour, M. Durengues entre dans la lice, il vient dire son mot et ce mot, j'en suis persuadé, paraîtra à beaucoup, sinon à tous comme l'expression de la vérité. Pour lui, le *De Fide* est le frère du *Contra Arianos*, dont le père est saint Phébade.

Pour le prouver, il compare minutieusement les deux opuscules, établit longuement et avec soin l'identité du vocabulaire, de la syntaxe, des tournures de phrases, des citations scripturaires et de la doctrine.

Une remarque digne d'attention et que M. Durengues a été le seul à faire, c'est que les emprunts nombreux faits à Tertullien, sont si bien fondus avec le texte dans ces deux traités, qu'il est difficile, sans une grande attention, de les reconnaître. Dans les *Tractatus origenis* et les autres œuvres de la même époque « ils sont restés à l'état de pièces de rapport que l'œil le moins exercé découvre très vite ».

Prenant ensuite un à un les arguments du chanoine Florio, que Dom Morin a repris, M. Durengues a bientôt fait de nous en montrer la faiblesse.

Dom Morin et Dom Wilmart ont rapproché les *Tractatus* du *De Fide* et du *Contra Arianos*. Il y a, sans doute, quelques points de ressemblance, mais « dans l'ensemble les petits livres de Phébade et les *Tractatus* se ressemblent à peu près comme la nuit et le jour ». M. Durengues n'a pas de peine à nous montrer la faiblesse de la doctrine, l'indigence des idées de l'auteur de ces *Tractatus*. Tandis que « par la richesse du fond comme par la perfection de la forme le *Contra Arianos* et le *De Fide* sont des chefs-d'œuvre accomplis et peuvent être considérés comme les perles de la Patrologie latine ».

L'argumentation de ce travail, développée dans une langue claire, précise, d'une élégante sobriété, impose au lecteur cette conclusion, c'est que le *De Fide* est du même auteur que le *Contra Arianos*, et que cet auteur est saint Phébade.

En terminant ce compte-rendu, nous souhaitons que le vœu exprimé par Monseigneur l'Evêque d'Agen dans l'imprimatur se réalise : que cette brochure se répande largement pour faire connaître partout une des plus grandes gloires agenaises.

J.-R. MARBOUTIN.

Tables de l'inventaire des archives départementales de la Gironde, série E., supplément, tomes III et IV, arrondissements de Lesparre et de Libourne, publiées par Pierre MELLER.

Les merveilleux progrès des sciences historiques actuelles sont dus, pour la majeure partie, aux perfectionnements incessants qui se sont produits jusqu'à nos jours dans le domaine de l'érudition. Grâce aux connaissances paléographiques plus généralisées et plus profondes, grâce à l'étude plus sérieuse de la diplomatique, grâce aussi au nombre toujours croissant des inventaires publiés par nos vaillants archivistes de la province ou de la capitale, les instruments de travail offrent aux érudits de nos jours des facilités qui manquèrent en grande partie à leurs devanciers. C'est pour cela qu'il y a, chaque fois que paraît un inventaire, un tressaillement de joie dans le monde de l'érudition où l'on sait plus particulièrement quelle est la valeur du prix du temps.

Si les inventaires rendent toujours aux travailleurs d'incontestables services, on peut dire que leur valeur est presque doublée, quand de bonnes tables alphabétiques viennent les compléter. C'est parce que nous gémissons de voir trop d'inventaires manquer de cet indispensable complément que nous saluons avec d'autant plus de joie l'apparition des tables que M. Pierre Meller a bien voulu donner au public. Nous avons signalé ici même en leur temps l'apparition des premières tables publiées pour faire suite aux tomes I^{er} et II de la même série. Nous félicitons l'auteur de n'avoir pas reculé devant le travail fastidieux qu'impose une œuvre de cette nature et nous le remercions aux noms de tous ceux qui auront à faire usage de ces tables si utiles.

JEAN DUBOIS.

NÉCROLOGIE

Le docteur COUYBA

La mort du docteur Couyba laisse un grand vide dans la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen dont il fut un des membres les plus actifs et les plus dévoués. D'autres ont dit, en des circonstances douloureuses, ce que fut l'homme de bien, le savant médecin qui mérita — surnom devenu fort rare en ce vingtième siècle — le titre de *médecin des pauvres* ; ils rappelèrent, en ces jours sombres d'octobre, la carrière de probité, de savoir, d'énergie, d'inlassable dévouement de celui qui n'est plus. Ils dirent aussi combien le docteur Couyba était un homme épris de *justice* et amoureux de *vérité* ; ils rappelèrent également les sentiments démocratiques qui, de tout temps, avaient animé cet homme. Ayant vécu les derniers jours du second empire et assisté, cœur navré, à toutes les péripéties de l'année terrible et au deuil de la patrie, il était resté le républicain sincère dont les convictions profondes n'avaient jamais été ébranlées. Il comptait parmi ceux dont la marche des événements n'échange ni la « direction ni le mobile de leurs décisions et de leurs actions ».

Le docteur Couyba a été toute sa vie un travailleur acharné. Il avait une passion ardente de connaître, d'apprendre, de savoir. Une véritable fièvre intellectuelle soutenait cet homme qui fut un véritable savant. Tout l'intéressait. Et cette humanité, qu'il avait fouillée de son scalpel, dont il tachait de soulager chaque jour les souffrances physiques, lui plaisait encore bien plus dans ses manifestations à travers les âges. On songe involontairement, en pensant à lui, à ces esprits de la Renaissance ouverts à toutes choses, assoiffés de savoir, désireux d'embrasser toutes les connaissances humaines.

Il nous a laissé d'abord de nombreuses études de médecine et d'histoire naturelle. Sa thèse sur « les troubles trophiques consécutifs aux lésions traumatiques de la moelle et des nerfs » fut couronnée en 1871 par la Faculté de Médecine de Paris. Le Journal de médecine et de chirurgie pratiques a publié de lui, pendant

vingt ans, de nombreux articles qui furent, en leur temps, fort estimés (1). Le *Moniteur thérapeutique* eut également en lui un collaborateur assidu à partir de 1877 (2) et les limites de cette étude ne nous permettent pas de nous étendre longuement à ce sujet ; d'autant plus qu'à côté du médecin il y eut en lui un naturaliste passionné. Nombreux sont les travaux qu'il a consacrés aux plantes aussi bien dans le *Journal d'histoire naturelle de Bordeaux et du Sud-Ouest* (3) que dans la *Revue de l'Agenais* (4).

De très bonne heure et pendant près de quarante années, il fut un des collaborateurs de cette revue et un membre des plus actifs de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen dont il resta correspondant pendant trente ans et dont il devint membre résidant dès que les voies de communication lui donnèrent, au milieu de ses travaux, la possibilité d'assister aux séances. Il a touché à toutes sortes de questions et apporté, presque journellement à la fin de sa vie, une pierre à l'édifice de notre histoire locale. Car le médecin, le naturaliste fut aussi et avant tout un historien. Il serait intéressant de rechercher comment le docteur Couyba fut amené au milieu de ses occupations de chaque jour à consacrer à l'histoire tous ses moments de loisir. Ses ouvrages sur la Fronde en Agenais, sur la misère et la peste au xvii^e siècle ne comprennent pas moins de cinq volumes formant, avec les pièces justificatives, dont il n'a pas d'ailleurs abusé, un total de 1,800 pages. Et encore a-t-il refondu complètement la première partie de son ouvrage dans une 2^{me} édition. C'est dans cette œuvre que nous pouvons suivre le chercheur infatigable, recueillant partout des documents, fouillant les archives privées, dépouillant les registres paroissiaux, poursuivant ses recherches dans la mine inépuisable des minutes notariales, demandant de tous côtés les vieux papiers qui pourris-

(1) *Herpès frontal et angine* (1872) ; *Chloral dans la migraine. Chlorhydrate de narcème* (1877) ; *Traitement de l'épilepsie par la picrotoxine* (1880) ; *Pleurésie gauche ; œdème des jambes* (1881) ; *Loci minores résistenciæ* (1881) ; *Exanthèmes thérapeutiques* (1882).

(2) *Des vésicatoires dans la pustule maligne, Phosphure de zinc dans l'hypocondrie, Phosphure de zinc dans la paralysie infantile* (1877) ; *Du chloral dans la migraine et de l'iodoforme dans le psoriasis* (1879) ; *Sulfate de quinine dans la ménorrhagie* (1880) ; *Traitement de la ménorrhagie par le sulfate de quinine* (1881).

(3) *Note et note complémentaire sur quelques plantes acclimatées dans le département de Lot-et-Garonne* (1882).

(4) *Les mouvements des plantes* (1875) ; *L'exposition d'horticulture de Bordeaux* (1876) ; *Simple études sur la Faune de la France* (1877).

saient dans les greniers de nos campagnes, les recueillant avec soin et apportant en toute chose un souci méticuleux de la vérité. Et c'est ainsi que cet homme, que ses études antérieures n'avaient nullement préparé aux travaux de l'histoire, a mis en pleine lumière toute une période que personne n'avait étudiée avant lui. Certes, il a eu soin de nous dire lui-même, par un excès de modestie vraiment exagéré, qu'il ne « traçait qu'un simple cadre pour un travail d'ensemble plus complet et plus nourri. » Quoiqu'il ait « appelé de tous ses vœux » le futur historien de la Fronde en Guyenne, il reste bel et bien lui-même cet historien. Sans doute je veux bien que son troisième volume, par exemple, soit avant tout un recueil de documents puisés aux meilleures sources et extrêmement utile pour les recherches futures, mais cela n'empêche point de reconnaître que celui qui avait le « souci de la probité historique », le soin de rectifier toutes les erreurs ou « chronologiques, ou onomastiques, ou topographiques », de comparer et de contrôler les documents, était autre chose qu'un compilateur et qu'un érudit.

Son œuvre maîtresse comprend donc cinq volumes. Le premier a eu deux éditions. Il y étudie les origines de la Fronde en Guyenne, la guerre du Parlement de Bordeaux contre le duc d'Épernon et sa répercussion sur les événements de l'Agenais de 1648 à 1651. Le second ouvrage intéresse plus particulièrement l'Agenais puisqu'il est consacré à la lutte du prince de Condé contre d'Harcourt, commandant les troupes royales, et au siège de Villeneuve d'Agenais (1651-1653). La troisième partie a pour titre « les dessous et les misères de la Fronde ». On pourrait tout aussi bien dire : les conséquences de la Fronde. L'auteur y étudie, en effet, « les misérables dessous et les horribles misères » de cette guerre civile, « les pillages d'une soldatesque sans frein et les mouvements des peuples impitoyablement foulés ». Les deux autres ouvrages « la Misère en Agenais de 1600 à 1629 » suivie de la grande famine de 1630 à 1631 sont une étude d'histoire économique d'une grande importance pour l'histoire générale. Non seulement l'auteur y peint la misère du pays mais il donne des renseignements précis sur les ventes de terre au XVII^e siècle et sur la valeur des terres et des grains entre 1610 et 1630. Enfin la « Peste en Agenais au XVII^e siècle » est assurément un ouvrage de valeur. Un médecin seul pouvait écrire cette histoire, qui est véritablement une histoire de la médecine d'autrefois, d'autant plus intéressante qu'elle était ap-

pliquée à nos arrières grands parents. Les derniers chapitres sur « la peste bubonique et les consultations médicales, la thérapeutique médicale et chirurgicale, la désinfection publique, les idées médicales du temps » sont incontestablement et à tous les points de vue du plus haut intérêt et il est infiniment regrettable que nous ne puissions citer toutes ses conclusions : « Dans leur dénuement scientifique... nos aïeux frappaient souvent juste... Les savants du temps observaient et appliquaient empiriquement leurs observations, sachant le comment et ignorant le pourquoi... Il leur manquait... l'expérimentation, le contrôle des phénomènes, le contrôle des observations prises dans l'obscur laboratoire de la vie... » Cela n'empêche point que les médecins du temps aient soupçonné l'existence des microbes, connu la théorie de la réceptivité, cherché à développer l'hygiène publique — on ne disait pas encore sociale — et pratiqué les antiseptiques. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil ; le docteur Couyba ne l'a pas dit, mais je crois bien qu'il le pensait.

Ajoutons que la généalogie locale l'avait également passionné. Il a publié en 1898, une petite étude sur les Raffin d'Hauterive et en 1899 un travail à peu près semblable sur les Montpezat de Poussou et leurs alliances. Ce sont ensuite de nombreux articles de revue, de nombreux points d'histoire locale qu'il a voulu fixer et dont les principaux ont paru dans ces dix dernières années. En 1900, paraît « le curé d'Andraut, archiprêtre de Monclar » ; en 1902 « une aventure inédite de messire Jean de Fleurans, curé de Casseneuil, janvier 1654 ». Ce sont en même temps quelques petits travaux de critique : en 1901, « le livre de raison de Jean de Lorman et la Fronde » ; en 1903 « le combat de Granges à propos de Jean de Poussou » ; en 1904 « le manuel de l'histoire du Droit français de Brissaud ». Il ne faut pas oublier non plus de citer ses publications de documents précédées de courts préambules critiques comme « une circulaire au clergé d'Agenais après 1685 » de 1898 ; « le registre paroissial de Casseneuil » en 1901 ; et, plus près de nous, « l'odyssée d'un curé agenais pendant la révolution » en 1904, et ce « journal d'un Prébendier d'Agen » si intéressant pour l'histoire du xvii^e siècle paru en 1908 (1).

(1) Voici la liste complète des travaux du D^r Couyba parus dans la *Revue de l'Agenais* :

A tire d'aile de Bordeaux à Soulac-les-Bains (1875) ; *Quelques chansons populaires de l'Agenais* (1881) ; *Les emblèmes patriotiques* (1882) ; *Une circulaire au clergé d'Agenais après 1685* (1898) ; *Le curé d'Andraut, archiprê-*

Arrêtons cette liste déjà longue quoique incomplète (1). Aussi bien est-elle suffisante pour montrer l'homme et son œuvre. En résumé nulle vie ne fut mieux remplie que celle de notre confrère. Nul ne fut comme médecin plus utile à ses semblables. Nul ne fut plus serviable pour ses amis. A tous les points de vue ce fut un homme remarquable, s'intéressant à toutes choses, d'une activité débordante, inlassable. Ce fut aussi, j'oubliais d'en parler, un antiquaire pour qui monnaies, médailles et objets d'art ancien n'avaient point de secrets. Ce fut également un philosophe. Ayant connu beaucoup d'amertumes, ayant souffert comme tous, frappé à un moment dans ses affections les plus chères, il savait la valeur de la vie et il connaissait les hommes avec leurs innombrables défauts et leurs très rares qualités. Son scepticisme ne dégénéra jamais en pessimisme. Ce n'est pas lui qui aurait dit : A quoi bon ? Il aima toujours la vie par le travail et pour le travail, et c'est par là surtout qu'il restera un exemple pour ses contemporains. Nombreux sont ceux qui ont beaucoup perdu en le perdant. Qu'il me soit permis, en terminant, d'exprimer encore une fois, au nom de ses confrères, au nom de ses amis, au nom de tous ceux qu'il a soignés, au nom de tous ceux qui l'ont connu, les regrets qu'il a laissés et de témoigner plus particulièrement à sa famille les plus vifs sentiments de condoléance.

GRANAT.

Nous nous permettons d'ajouter à cet article nécrologique les paroles prononcées, lors des obsèques du docteur Couyba, le 26 octobre 1909, par M. Bonnat, archiviste départemental, au nom de tous les membres de la Société académique d'Agen :

MESDAMES,

MESSIEURS,

Le deuil cruel qui frappe la famille et les nombreux amis du

tre de Monclar-d'Agenais (1900) ; Le livre de raison de Jean de Lorman et la Fronde (1901) ; Une aventure inédite de messire Jean de Fleurans, curé de Casseneuil (janvier 1654) (1902) ; Le combat de Granges à propos de Jean de Poussou (15 mars 1622) (1903) ; Manuel d'histoire du Droit français par Brissaud (étude critique) (1904) ; La date de la mort du duc de Mayenne, La Seigneurie de Rouetz en Agenais, Le passage des armées de la Fronde et du Roi à S'-Etienne-de-Fougères, Les Poteaux indicateurs des routes sous Louis XVI (1908).

(1) Autres ouvrages :

Le Registre paroissial de Casseneuil de 1614 à 1638, Le Répertoire d'un sergent royal (1901) ; La Misère en Agenais de 1620 à 1629 et la grande Famine, 1630-1631.

docteur Couyba atteint aussi douloureusement la Société académique d'Agen, et c'est au nom de tous ses membres que je viens apporter sur cette tombe, si brusquement ouverte, l'hommage ému de notre tristesse et de nos regrets.

Le docteur Couyba disparaît au moment même où ses confrères, par un vote unanime, allaient l'appeler à la présidence de leur compagnie. S'ils perdent en lui un ami véritable, dont ils se plaisaient à vanter l'obligeance extrême, la courtoisie parfaite et les connaissances scientifiques puisées aux sources les plus pures, l'érudition régionale se voit aujourd'hui privée d'un de ses représentants les meilleurs et les plus autorisés.

C'est qu'en effet, Messieurs, le mort que nous pleurons appartenait depuis plus de dix ans à cette phalange d'explorateurs qui, patiemment, sans relâche, fouillent le passé pour lui arracher ses secrets et qui, en étudiant les origines, les mœurs, les usages, les institutions et les événements de nos petites patries provinciales, sont les véritables artisans de notre histoire nationale.

Il fut de tous l'un des plus vaillants et son œuvre énorme est solidement charpentée. Il suffit d'y jeter les yeux pour voir se préciser sympathique la figure originale de ce chercheur infatigable à qui les Sociétés savantes n'ont ménagé ni leurs encouragements, ni leurs récompenses. Qu'il s'agisse de ses trois beaux volumes sur *la Fronde en Agenais*, son œuvre maîtresse, dans lesquels, avec le même soin qu'il apportait à l'auscultation d'un malade, il a étudié, comme à la loupe, les hommes de cette époque tourmentée et scruté les replis parfois tortueux de leur conscience ; qu'il s'agisse de sa *Misère* et de sa *Peste* au xvii^e siècle où se révèlent, à côté de l'érudit, le philanthrope et le médecin ; de son curieux *Journal d'un Prébendier* de Saint-Etienne d'Agen, de ses travaux de botanique, de ses études minutieuses sur les anciens couvents de Villeneuve, ou encore de ses mille et une notes qu'à chacune de nos séances il commentait avec chaleur, sur tous sujets et qui, bourrées de références et d'explications, remplissent, pour le plus grand profit d'un public spécial, les pages de cette *Revue de l'Agenais* — dont il fut jusqu'à la mort l'un des collaborateurs les plus zélés, — c'est toujours la même méthode féconde qu'il emploie, la même précision scientifique qu'il apporte, la même abondance de documentation, la même sûreté de renseignements, le même souci minutieux de la vérité !

C'est toujours aussi le même style original, vif, primesautier

comme sa personne, émaillé de formules et de citations heureuses et parfois de paradoxes où se complaisait son scepticisme d'historien quelque peu philosophe.

La mort de ce grand travailleur, de cet homme de bien dont l'énergie était inlassable, de cet érudit qui tous les jours se laissait gagner davantage par la griserie subtile et pénétrante de l'histoire, causera dans nos rangs — déjà si clairsemés — un vide irréparable. Avec sa dépouille funèbre, c'est quelque chose de nous qui s'en va, de ce que nous avons de meilleur !

En lui adressant un dernier adieu, au nom de ses confrères — tous ses amis, — de la Société académique d'Agen, je me permettrai d'affirmer à sa famille que le souvenir fait de piété respectueuse, de tristesse et de regrets émus, qui a pénétré l'âme des témoins de sa vie laborieuse, ira plus loin que les discours et ne s'effacera pas de longtemps.

Charles AZÉMA

Lorsque, en septembre 1893, mourut Adolphe Magen, un grand vide se produisit au sein de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen. Depuis près de quarante ans n'était-il pas son secrétaire perpétuel ? Et, à ce titre, ne l'avait-il pas constamment dirigée dans la voie du progrès des études historiques et archéologiques de plus en plus à la mode ? Ne l'avait-il pas mise, par ses relations avec les savants les plus renommés, à la tête des sociétés les plus laborieuses de la région ? Ne lui avait-il pas assuré à Agen son indépendance, en même temps que l'estime et la considération de tous ? N'avait-il pas été pour elle le guide sûr et éclairé, sur lequel, en toutes circonstances, elle pouvait compter ? Aussi est-ce par acclamation que fut adoptée peu de temps après la candidature comme membre résidant de son gendre M. Charles Azéma, lorsque ce dernier, sous-intendant militaire de première classe, prit la détermination de se fixer définitivement à Agen, et que, renonçant à sa carrière, il demanda à occuper le fauteuil de son beau-père, qui semblait lui être réservé.

Ce ne fut pas toutefois au seul titre de membre de la famille Magen, que voulut être reçu M. Ch. Azéma. Se conformant aux prescriptions du règlement, il présenta comme premier travail la traduction des *Souvenirs d'un soldat anglais au temps des guerres du*

premier Empire, qui prouvait sa grande familiarité avec la langue anglaise. Et bientôt, très assidu aux séances de la Société, il la charma chaque fois par de nouvelles lectures, toutes ou presque toutes issues de périodiques ou magazines étrangers. Car Ch. Azéma connaissait en plus l'allemand, l'italien, l'espagnol, et même le russe, heureux de mettre son talent de polyglotte au service de tous ceux qui, en maintes occasions, le prièrent de leur servir d'interprète. En même temps, il faisait preuve de brillantes qualités d'économiste et d'historien, rapidement acquises durant les rares moments de loisir que lui avait laissés sa carrière de soldat.

Né à Douai, où son père, officier d'artillerie, tenait garnison, Ch. Azéma, après de solides études au Caousou de Toulouse, d'où sa famille était originaire, entra à l'Ecole de Saint-Cyr. Il en sortit en 1865 comme sous-lieutenant de chasseurs à pied ; et c'est dans cette arme qu'il prit part comme lieutenant à la guerre de 1870. Blessé le 14 août à Borny, il fut fait prisonnier et interné en Prusse, et il reçut à la paix la croix de chevalier de la Légion d'honneur. Officier d'ordonnance du général de Bévillle, promu capitaine le 13 février 1873 et envoyé à Oran, Ch. Azéma subit avec succès les épreuves du concours de l'intendance, et dès l'année suivante il était nommé sous-intendant à Bayonne. Pendant près de vingt ans il demeura dans ce corps, résidant successivement à Cahors, à Sedan, enfin à Bourges, où il fut nommé de 1^{re} classe et, en 1895, élevé à la dignité d'officier de la Légion d'honneur. En 1896, il prit sa retraite et se retira à Agen où il s'était marié, se consacrant tout entier à sa famille et à ses études préférées d'histoire et de philologie.

Ne furent-elles pas toujours accueillies avec le plus franc succès par ses collègues de la Société académique d'Agen ses traductions du *Daily-Mail* de Londres, pleines de verve et d'humour, sur divers types australiens, tels que le *Kakatoës-fermier*, le *Charlatan des terres australes*, etc., ou encore, sur le *Trust de l'Atlantic* de *Pierpont-Morgan*, *l'Alimentation aux Etats-Unis*, etc., et, dans un tout autre ordre d'idées, la communication de *Lettres inédites de Mgr Jacoupy*, évêque d'Agen, et celle de la rarissime plaquette révolutionnaire, *Règlement de la Société régénérée des sans-culottes d'Agen, amis de la Constitution de 1793* ?

Car, dans l'atmosphère ambiante, le goût de l'histoire s'était de plus en plus développé chez M. Azéma ; si bien que, sacrifiant à celui du moment, il ne s'occupa plus que de l'étude de la Révolu-

tion. Mais ce ne fut point pour emboîter le pas derrière les professeurs officiels, les grands pontifes, panégyristes à outrance de cette triste époque, en dehors de laquelle, pour eux, l'histoire de la France ne compte presque plus. Ne leur demandant rien, n'ayant rien à attendre d'eux, ce fut en toute liberté que Charles Azéma se mit à étudier les documents de la période révolutionnaire et qu'en pleine indépendance il les jugea, les apprécia et comme tels chercha à les faire connaître. Disciple de Taine et s'inspirant de sa méthode, il publia donc sans parti pris, dans un esprit de justice et de loyauté absolues, ses *Chroniques de la Révolution française*, d'abord dans le journal le *Bon Conseil*, puis en volume, mais dont malheureusement la première série, *Avant la Terreur*, a seule paru (1).

« Le but de ces chroniques, écrit-il, est de faire connaître, aussi
« clairement et simplement que possible, mais avec une exactitude
« absolue en s'appuyant sur des documents, qui ne sauraient être
« révoqués en doute, les faits qui se sont passés en France pen-
« dant la Révolution, à la fin du xviii^e siècle. » Ces faits ont été
dénaturés par la plupart des écrivains qui se sont succédé depuis
89, Edgard Quinet, Louis Blanc, Michelet, etc. « Par suite on est
« arrivé à fabriquer de toutes pièces une *légende*, selon le mot de
« Taine, de laquelle on est parti pour jeter le pays dans des erreurs
« d'autant plus coupables que parfois elles étaient voulues. »

Grâce à des travaux récents, la vérité est parvenue à se substituer à la fiction. C'est cette vérité qu'il importe de faire connaître au plus tôt, de divulguer par tous les moyens possibles.

« Les *Chroniques de la Révolution* ont donc pour but de com-
« battre cette ignorance et de donner les indications les plus pré-
« cises sur la période révolutionnaire, en faisant appel au témoi-
« gnage des contemporains, tant bourreaux que victimes, au té-
« moignage de tous ceux qui, de près ou de loin, ont été mêlés à la
« Révolution ou ont pu la bien juger. C'est donc une succession de
« faits prouvés, patents, attestés par les personnalités les mieux
« renseignées et les plus sérieuses, qui va passer sous nos yeux.

« Les chroniques ne sont pas une *Histoire* au sens propre attri-
« bué à ce mot ; elles se bornent à présenter sous le véritable jour,
« à la lumière éclatante des principes de vérité et de justice, les
« acteurs et les faits de la Révolution. »

(1) Librairie Périsse frères, 38, rue Saint-Sulpice, Paris. In-8° de 437 pages, avec planches.

Et dans une série de chapitres, tous plus intéressants les uns que les autres, avec une précision de style qui n'a d'égale que sa vigueur, M. Ch. Azéma fait défiler les principaux acteurs des premières scènes de la Révolution, nous montrant les illusions des uns, les mauvais instincts de la plupart des autres, et ne pouvant s'empêcher de comparer cette époque à la nôtre, établissant en bien des points une triste similitude entre les faits d'alors et ceux d'aujourd'hui.

Ces études eurent un plein succès. Nommé peu après président, à Agen, de l'Action libérale populaire, M. Azéma les y développa dans de nombreuses conférences où elles obtinrent la même approbation.

Notre excellent confrère ne poussa-t-il pas alors ses scrupules jusqu'à vouloir, puisqu'il était devenu le chef d'un parti politique, donner sa démission de membre résidant de la Société académique de cette ville, sous le prétexte que, lancé dans la mêlée, ses opinions pourraient porter tort à la Compagnie. Ce ne fut qu'à grand peine que nous pûmes les vaincre, en lui faisant entendre qu'en dehors de nos séances, — d'où, il est vrai, la politique a été, est, et demeurera toujours bannie, — chaque membre était libre d'avoir les opinions qu'il préférait, voire même de les manifester tout à son aise. Nous le gardâmes donc dans nos rangs, ayant fait taire ses scrupules, qui, si nous les rappelons ici, ne servent qu'à prouver une fois de plus la parfaite honorabilité, l'exquise urbanité de notre regretté confrère.

La mort est venue le prendre au milieu de ses travaux. Elle l'a frappé, à l'âge de soixante-cinq ans, l'enlevant à l'affection de sa famille éplorée. La Société académique d'Agen s'incline profondément devant sa tombe et l'assure d'un impérissable souvenir.

PH. L.

PROCÈS-VERBAUX

Des Séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen

Séance du 4 novembre. — Présidence de M. O. Fallières

M. le Président fait part à la Société de la mort de M. le docteur Couyba. Il rappelle son dévouement aux intérêts de la Compagnie, ses multiples publications, principalement son bel ouvrage sur la Fronde et sur la Peste en Agenais, les titres si nombreux qu'il avait à l'estime et à l'affection de ses collègues ; et, remerciant M. Bonnat de les avoir si convenablement représentés à ses obsèques, il se fait leur interprète en adressant une fois encore à sa famille l'expression de leurs plus sympathiques regrets.

La Société procède au renouvellement de son bureau pour 1910. Sont nommés : Président, M. le chanoine Dubourg ; Vice-président, M. Calvet, bibliothécaire de la ville. M. Ratier est maintenu dans ses fonctions de Trésorier.

M. le Secrétaire communique une lettre de M. Fr. Habasque, Président de l'Union historique et archéologique du Sud-Ouest, par laquelle il remercie la Société académique d'Agen de son offre de recevoir l'année prochaine le Congrès et il lui annonce que, par décision de la Section centrale, ce Congrès se tiendra en 1910 à Auch, sous les auspices de la Société archéologique du Gers.

Il annonce également que le Congrès des Sociétés savantes s'ouvrira le 29 mars à la Sorbonne et que les mémoires devront être adressés au Ministère de l'Instruction publique avant le 30 janvier prochain.

M. le chanoine Durengues offre à la Société son importante brochure sur l'ouvrage anonyme dit le *De Fide*, dont il sera rendu compte dans la *Revue de l'Agenais*.

Il donne ensuite lecture de la première partie de la notice biographique qu'il consacre au général Ressayre, et qui doit précéder la publication de la correspondance que notre distingué compatriote a écrite pendant la guerre de Crimée. Il prend le jeune Félix Ressayre à sa naissance, le 29 mars 1809, dans la ville de Castelsarrasin, le montre recevant de sa mère l'éducation la plus chrétienne et la plus soignée, puis, poussé par une vocation irrésistible, s'engageant à l'Ecole de cavalerie de Saumur ; et il le suit pas à pas, dans sa brillante carrière d'officier de cavalerie de l'armée d'Afrique, prenant part, depuis le grade de sous-lieutenant jusqu'à celui de lieutenant-colonel, à toutes les affaires qui, de 1835 à 1853, eu

rent pour scène la province de Constantine, sous les ordres des Bugeaud, des Nemours, des d'Aumale, des Lamoricière, des Changarnier, des Bosquet, des Saint-Arnaud ; « Si bien, ajoute-t-il, que dans l'épopée d'une conquête qui a donné au monde une seconde France, dix-huit campagnes, une blessure, deux citations, illustrèrent son nom d'un modeste, mais immortel éclat. »

Si Monluc fut, les dernières années de sa vie, en butte aux vexations de ses voisins d'Estillac, les seigneurs du Buscon, il savait parfois les oublier en allant festoyer au loin chez d'autres sires plus accommodants. Témoin le festin qui lui fut offert, à lui, à sa seconde femme Isabeau de Boville et à son ami Janus Frégose, évêque d'Agen, le 8 avril 1567, par Messire François de Montpezat, seigneur de Laugnac, et sa noble épouse Nicole de Livron. M. l'abbé Marboutin nous en fournit les curieux détails d'après les précieuses archives de Lafox, et il profite de l'occasion pour donner sur le château de Laugnac, à cette époque, les renseignements les plus précis sur sa description archéologique et les principaux faits de son histoire.

Ph. L.

Séance du 2 décembre 1909. — Présidence de M. Dubourg

En termes émus, M. le Secrétaire rappelle à la Société la perte qu'elle vient de faire depuis sa dernière séance en la personne de M. Charles Azéma. Il retrace la vie du défunt, énumère ses travaux d'histoire et de critique littéraire, et mentionne spécialement ses *Chroniques de la Révolution française*, déplorant que la mort soit venue interrompre cette œuvre, écrite dans un esprit tout de justice et de liberté.

M. Lauzun fait ensuite connaître à ses collègues que les intentions du regretté docteur Louis Amblard, botaniste très distingué, on le sait, étaient de donner à la Société le précieux herbier de Florimond Boudon de Saint-Amans, que lui avait légué son fils Casimir de Saint-Amans. Désireuse d'exécuter scrupuleusement ses dernières volontés, sa famille offre aujourd'hui à la Société cette précieuse relique et elle y joint la bibliothèque botanique de l'auteur de la Flore Agenaise, l'un des fondateurs de l'Académie d'Agen. Très touchée de l'honneur qui lui est fait, la Société est heureuse d'accepter cette offre généreuse et elle prie son secrétaire de transmettre à la famille du docteur Louis Amblard l'expression de sa vive et respectueuse gratitude.

M. Couyba fils fait également don du dernier ouvrage de son père, *La Fondation du Couvent de l'Annonciade de Villeneuve-sur-Lot*.

Non encore remise des secousses terribles que provoqua la chute de la maison d'Armagnac, la Lomagne et avec elle toute la Gascogne, était devenue, à la fin du xv^e siècle, la proie des gens de guerre, des aventuriers, des pillards de toutes sortes. Les campagnes se dépeuplaient à vue d'œil, la misère augmentait chaque jour. Aussi, noble Robert d'Amblard, seigneur de Las Martres, dans le diocèse de Lectoure, essaya-t-il de remédier à ces maux, en fondant en sa chatellenie une église, comme moyen le plus propre d'attacher ses vassaux au territoire qu'ils devaient cultiver. C'est le texte de cette fondation, combattue d'abord par l'archiprêtre de Saint-Pesserre, puis acceptée par lui à la suite d'une transaction imposée par l'évêque de Lectoure, que communique M. le chanoine Dubourg.

Continuant la lecture si attachante de sa biographie du général Ressayre, M. le chanoine Durengues nous montre le colonel du 6^{me} dragons remontant, dès son arrivée en Crimée, le moral de son régiment entièrement découragé, puis chargeant à sa tête dans la plupart des affaires qui précédèrent et suivirent l'assaut de Malakoff, et recevant tout spécialement sur le champ de bataille les félicitations du maréchal Canrobert. Nommé général le 14 mars 1863, le vaillant officier ne prit aucune part à la guerre d'Italie, et il commanda successivement les brigades de Tarbes, d'Auch, enfin d'Agen où il se maria et resta jusqu'à la guerre de 70.

Une des pages les plus émouvantes de cette étude est celle où l'auteur apprend d'abord la part que prit le général Ressayre à la brillante affaire de Tourny, puis surtout à Coulmiers, où grâce à son énergie et à son expérience sa division de cavalerie décida de la victoire. Elle aurait même changé en déroute complète la retraite des Bavares, si un éclat d'obus n'était venu, sur le soir, le blesser grièvement. Ce fut beau de voir le régiment tout entier, rangé en bataille, saluer militairement son général, lorsque, couvert de sang, il passa devant son front, pour être porté à l'ambulance.

Le général Ressayre prit sa retraite le 8 février 1879 et se retira à son château de Ballade, près de Mérens, où il mourut le 16 novembre de cette même année, emportant dans la tombe un actif de vingt-quatre campagnes.

PH. L.

TABLE MÉTHODIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS LE TOME XXXVI

ARCHÉOLOGIE

Archéologie religieuse

Les églises de Laurenque, par J.-R. Marboutin, 97.

L'autel du Paravis, église de Lamontjoie, par J.-R. Marboutin, 289.

Archéologie civile

Souvenirs du vieil Agen : La place du Palais en 1841, 193. — La maison dite de la Reine Marguerite, par Ph. Lauzun, 385.

Archéologie militaire

Le château de Combebonnet, par J.-R. Marboutin, 481.

Numismatique et sphragistique

Le trésor de Verteuil, par J. Momméja, 222.

Le crocodile de Nîmes, par J. Dubois, 413.

Plumes et coquillages héraldiques, par J. Momméja, 414.

Céramique

La verrerie de Cabanes, en Agenais, par le D^r Couyba, 433.

HISTOIRE

Histoire régionale civile

Le château de Lauzun (suite et fin), par Ph. Lauzun, 5, 252.

Les sénéchaux d'Agenais, Robert de Balzac et Rigault d'Aurelle, par le comte de Dienne, 25.

Les détenus de Marmande pendant la Terreur (suite et fin), par J. Dubois, 37, 160, 367, 453.

La Roumieu, par J. Broconat, 62, 436, 531.

Une rébellion à Montréal du Gers, par C. Chaux, 301.

Emigration des Rouergats en Agenais, à la fin du xv^e siècle et au commencement du xvi^e siècle, par L. Massip, 308, 395.

Le service de santé pendant les guerres du premier Empire, par le D^r L. de Gaulejac, 335.

Anthoine de Raffin Pothou, sénéchal d'Agenais, à la canonisation de S. François de Paule, par le comte de Dienne, 352.

Vues sur le budget d'un propriétaire de l'Agenais, au commencement du xviii^e siècle, par Joseph de Vivie-Régie, 422.

Histoire monastique

La fondation de l'Annonciade de Villeneuve-d'Agenais, par le D^r Couyba, 133, 228.

Histoire littéraire

Un projet de langue universelle au xvi^e siècle, par F. Ferrère, 520.

DOCUMENTS INÉDITS

Inventaire des meubles du château de Combebonnet en 1685, par Dubernet, 186.

BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE

Le livre doré du Présidial d'Agen, par F. Habasque (*J. Dubois*), 90.

Un cadet de Gascogne au xvi^e siècle. Blaise de Monluc, par P. Courteault (*L. Bordes*), 178.

Correspondance de Bossuet, par Ch. Urbain et E. Levesque (*J. Dubois*), 181, 378.

Napoléon à Bordeaux, par Rousselot (*J. Dubois*), 183.

Le livre d'or des élections consulaires et de l'administration municipale d'Agen de 1222 à 1909, par Jules Serret (*J.-R. Marboutin*), 280.

Etat civil des familles Bordelaises avant la Révolution : mariages, par Pierre Meller (*J. Dubois*), 379.

Documents Bordelais, par Pierre Meller (*J. Dubois*), 380.

La question du *De Fide*, par A. Durengues (*R. Marboutin*), 545.

Table de l'inventaire des archives départementales de la Gironde, série E, par Pierre Meller (*J. Dubois*), 547.

POÉSIE

Toilette d'avril, par A. Denizot, 176.

Souvenir, par Jean de la Jaline, 541.

BIOGRAPHIES

- Un Agenais, professeur de Napoléon, par J.-R. Marboutin, 58.
Le citoyen Delsoert, ci-devant Lalaurencie, bibliothécaire de l'Ecole Centrale (1768-1829), par R. Bonnat, 111, 207.
Un corsaire agenais, P.-A. Marraud Dupon, de Castelmoron, par G. de Lagrange-Ferrègues, 248.
Jouan le Jeune, dit Marat, par le D^r Couyba, 275.
François d'Hébrard, par J. Dubois, 276.
L'abbé J.-T. Barrier de Cauparre et ses Mémoires, par P. Dubourg, 325.
Le chef d'escadron Jean de Barrailh et l'anoblissement de sa maison de Savignac, par le D^r Couyba, 359.

NÉCROLOGIES

- Madame Arvède Barine (Ph. L.), 95.
Achille Luchaire (Ph. L.), 95.
Baron de Rivières (Ph. L.), 95.
Clément Simon (Ph. L.), 185.
Edmond Cabié (Ph. L.), 187.
Ernest Roschach (Ph. L.), 188.
Madame Gavini de Campile (Ph. L.), 188.
Alcide Ducos du Hauron (Ph. L.), 285.
D^r J. Barraud (Ph. L.), 382.
Elie Fourès (Ph. L.), 479.
Le docteur Couyba (Granat), 518.
Ch. Azéma (Ph. L.), 551.

CHRONIQUE RÉGIONALE — NOTES DIVERSES

- Congrès des Sociétés savantes en 1909, 92.
Congrès de la Société française d'archéologie en 1909, 92.
Fêtes félibréennes en 1909, 92.
Antiquités de la Gaule romaine (2^e vol.), 93.
Inventaire des archives départementales, période révolutionnaire, série L, par R. Bonnat, 93.
M. Boileau de l'archerêché, par Durengues, 94.
Le livre d'or de la rive dans l'Agenais, par Granat, 94.

La dépopulation du département de Lot-et-Garonne, par F. Rengade, 94.

Conférence de la Croix-Rouge, 184.

Banquet et concert de la Société archéologique du Gers, 184.

Centenaire du maréchal Lannes, 185.

Nouveaux livres de M. P. Courteault, 185.

Le congrès d'hygiène sociale, à Agen (Ph. L.), 281.

Rectification d'un passage de la monographie de Pessan, par J. Dubois, 381.

Classement des objets mobiliers dans le Lot-et-Garonne, 382.

Une statue à Romas, 478.

Épithaphe d'un Durfort au Montserrat, 478.

Congrès de l'Union hist. et arch. du S.-O. en 1910, 543.

Découvertes archéologiques, 543.

PROCÈS-VERBAUX DE LA SOCIÉTÉ (1909)

Séance du 7 janvier, 189.

— du 4 février, 190.

— du 4 mars, 191.

— du 1^{er} avril, 191.

— du 6 mai, 287.

— du 3 juin, 288.

— du 1^{er} juillet, 383.

— du 4 novembre, 558.

— du 2 décembre, 559.

TABLE DES PLANCHES ET PLANS

Le château de Lauzun, 5.

L'église de Laurenque (intérieur et portail), 97.

Plan de ladite église, 100.

La place du Palais à Agen en 1841, 193.

L'autel du Paravis (église de Lamontjoie), 289.

La maison dite de la Reine Marguerite, à Agen, 387.

Les armoiries de la ville de Penne, 414.

Le château de Combebonnet, 481.

TABLE MÉTHODIQUE DÉCENNALE

(1900-1909)

TOME XXVII — TOME XXXVI

ARCHÉOLOGIE

Archéologie préhistorique

Une station préhistorique du Haut-Agenais, par L. Massip. xxix, 65.

Habitations troglodytiques, par J. Momméja. xxix, 74.

Essai de reconstitution d'armes préhistoriques, par J. Momméja. xxix, 154.

Hache en bronze, par J. Momméja. xxix, 155.

Archéologie gallo-romaine

La Vénus de Tayrac, par J. Momméja. xxvii, 468.

La Vénus du Mas-d'Agenais, par J. Momméja. xxviii, 197.

Au Musée d'Agen, par J. Momméja. xxviii, 282.

L'épée à antennes de Tayrac, par J. Momméja. xxix, 72.

Ruines gallo-romaines de la Mourasse, par J. Momméja. xxix, 73.

La statue antique de Saint-Hilaire-sur-Garonne, par J. Momméja. xxix, 263.

La Vénus en bronze de la collection Saint-Amans, par J. Momméja. xxx, 84.

Le sous-sol romain à Agen, par J. Momméja. xxx, 458.

Une lampe romaine, par J. Momméja. xxxi, 91.

Objets trouvés sur le plateau de l'Ermitage, par J. Momméja. xxxi, 272.

La pierre à trous du Musée d'Agen, par Ph. Lauzun, xxxiii, 385.

Ruines gallo-romaines à La Maurelle, par R. Marboutin. xxxiii, 453.

Un fragment de vase grec, par J. Momméja. xxxiv, 171.

Archéologie religieuse

Inscription de Bernard de Cuzorn, par J. Momméja. xxix, 153.

Les sarcophages en pierre du moyen-âge, par J. Momméja. xxix, 156.

Une ancienne inscription protestante par J. Momméja. xxix, 158, 261.

Un nouveau faux de Théodore Chrétin, par J. Momméja. xxix, 361.

- Le rétable de Fongrave, par R. Marboutin. xxix, 369.
Un fer à hosties, par R. Marboutin. xxx, 533.
Inscriptions tumulaires des xvii^e et xviii^e siècles, par J. Momméja. xxx, 83.
Iconographie de Sainte-Foy, par J. Momméja. xxx, 176.
Quelques bornes ornées du Lot-et-Garonne, par R. Marboutin. xxxi, 463.
Le couvent des Jacobins du Port-Sainte-Marie, par Ph. Lauzun. xxxii, 289.
Les crosses du Musée d'Agen, par R. Marboutin. xxxii, 385.
La Roumieu, par J. Broconat. xxxiii, 289.
Les églises du canton de Prayssas, par R. Marboutin. xxxiii, 577. et xxxiv, 127, 246.
Richesses artistiques religieuses du département de Lot-et-Garonne, par R. Bonnat. xxxiv, 89, 349.
Souvenirs du vieil Agen : La cathédrale Saint-Etienne d'Agen, par Ph. Lauzun. xxxiv, 385. — Le clocher Saint-Etienne d'Agen, par le même. xxxiv, 481.
Le tombeau des Durfort, par R. Marboutin. xxxv, 97.
Les églises de Laurenque, par R. Marboutin. xxxvi, 97.
L'autel du Paravis, église de Lamontjoie, par R. Marboutin. xxxvi, 289.
Epitaphe d'un Durfort au Montserrat (Ph. L.). xxxvi, 478.
Découvertes à Pompogne. xxxvi, 544.

Archéologie civile

- L'inscription de G. Peitavin, par J. Momméja. xxix, 359.
Inscriptions agenaïses, par J. Momméja. xxx, 86.
Une vue de la ville de Duras, par J. Momméja. xxx, 176.
Vieilles demeures en bois empilés, par J. Momméja. xxx, 459.
Boucliers d'Agen et fournisseurs gascons, par J. Momméja. xxxi, 269.
Les ducs d'Aiguillon, protecteurs d'un tumulus, par J. Momméja. xxxi, 272.
L'Hôtel de la Préfecture d'Agen, par Ph. Lauzun. xxxii, 97.
Anciens billets de banque et loteries, par C. Chauv. xxxiv, 167.
Heurtoirs agenaïses, par J. Momméja. xxxiv, 193.
Souvenirs du vieil Agen : Le beffroi de l'hôtel de ville, par Ph. Lauzun. xxxiv, 289. — La tour de la Grande Horloge, par le même. xxxv, 193. — La place du Palais en 1841, par le même. xxxvi, 193. — La maison dite de la reine Marguerite, par le même. xxxvi, 385.

Archéologie militaire

- Le château de Lasserre, par G. Tholin. xxvii, 97, 193, 289, 440.
Le château vieux de Lafox, par G. Tholin. xxviii, 104.
Le château de La Grange-Monrepos, par Ph. Lauzun. xxviii, 381.
Le château de Lusignan, par C. Chauv. xxix, 60.
Le château de Fontirou, par R. Marboutin. xxix, 93.
Le moulin de Barbaste, par Ph. Lauzun. xxx, 5.
Note sur le château d'Estillac, par J. Momméja. xxx, 87.
Le château de Fauguerolles, par R. Marboutin. xxx, 185.

- Le château de Calonges, par Ph. Lauzun. xxx, 467.
Le château de Savignac, par R. Marboutin. xxxi, 497.
Le château de Prades, par Ph. Lauzun. xxxiii, 5.
Le château de Lauzun, par Ph. Lauzun. xxxv, 5.
Le château de Combebonnet, par R. Marboutin. xxxvi, 481.

Numismatique et sphragistique

- Médaillon en plomb, à l'effigie du Christ, découvert à Sainte-Livrade, par G. Tholin. xxvii, 53.
Monnaies romaines, par J. Momméja. xxix, 74.
Le trésor de Sermet, par J. Momméja. xxix, 158.
Sigillographie révolutionnaire du Lot-et-Garonne, par J. Momméja. xxix, 519.
Monnaies gauloises, par J. Dubois. xxxi, 197.
La médaille de Manon d'Artigues, de Claude Varin, par J. Momméja. xxxi, 273.
Quelques sceaux agénais, par R. Marboutin. xxxii, 193.
Le sceau de Michel Azémar (J. M.). xxxv, 253.
Le trésor de Verteuil, par J. Momméja. xxxvi, 222.
Le crocodile de Nîmes, par J. Dubois. xxxvi, 413.
Plumes et coquillages héraldiques, par J. Momméja. xxxvi, 414.

Céramique

- Les verreries anciennes de la collection Gaston Sabatier, par J. Momméja. xxvii, 5, 369.
Une verrerie à Saint-Sylvestre (J. D.). xxxiv, 35.
Notes et documents sur quelques faïenceries de l'Agenais, par E. Labadie. xxxiv, 410, 490.
La faïencerie de Monsempron, par R. Marboutin. xxxv, 75.
Un moule de bibelotier, par J. Momméja. xxxv, 247.
Bernard Palissy, agénais, par J. Momméja. xxxv, 481.
La verrerie de Cabanes en Agenais, par le Dr Couyba. xxxvi, 433.

Généralités archéologiques

- Les cartes à jouer dans l'Agenais, par G. Tholin. xxviii, 59.
De l'emploi des chiffres arabes au moyen-âge, par M. Campagne. xxxi, 5.
Du mouvement archéologique dans le Lot-et-Garonne, par Ph. Lauzun. xxxi, 327.

Bibliographie archéologique

- Construction et restauration des églises par l'abbé Lassus (G. Tholin). xxvii, 541.
Le château de Foix, par MM. Pasquier et Roger (Ph. Lauzun). xxix, 167.
Les fouilles de Martres-Tolosanes et la villa de Chiragan, par M. Joulin (Ph. Lauzun). xxix, 530.
Le château de Veretz, par l'abbé Bossebœuf (Ph. Lauzun). xxxi, 101.
Excursion en Lomagne, par Adr. Lavergne (Ph. Lauzun). xxxi, 586.
Manuel d'archéologie française, par Enlart (Ph. L.). xxxii, 483.

- Pierre tombale d'un Malvin, par E. Piganeau (*J. D.*). xxxiii, 93.
Statuette de Minerve et coffret reliquaire de Saint-Etienne d'Agen (*R. M.*). xxxiii, 189, 190.
Précis d'archéologie du moyen-âge, par J.-A. Brutails (*R. Marboutin*). xxxiv, 572.

BEAUX-ARTS ET ARTS INDUSTRIELS

- Les trésors du Musée d'Agen, par J. Momméja. xxvii, 465.
Le portrait de Théophile de Viau, par Ph. Lauzun. xxix, 5.
Un portrait de Poton de Xaintrailles, par J. Momméja. xxx, 176.
Lettre à M. Paul Maryllis, par J. Momméja. xxx, 281.
Un sculpteur agenais, Gaillard Sentou, par J. Dubois. xxx, 339.
Francisco Goya, au Musée d'Agen, par J. Momméja. xxxi, 388.
Le Musée d'Agen, d'après M. Gonse, par J. Momméja. xxxi, 488, 572.
Tapisseries du château de Montaigu, par J. Dubois. xxxi, 496.
Apprenti sculpteur, par J. Dubois. xxxii, 374.
Tapisseries d'Aubusson (*J. D.*). xxxiii, 452.

Bibliographie artistique

- Histoire et description de la collection Ingres, de Montauban, par J. Momméja (*G. Tholin*). xxviii, 90.
Catalogue des gravures et portraits du fonds Bellecombe, par G. Tholin (*J. Momméja*). xxx, 90.

HISTOIRE

I. — HISTOIRE RELIGIEUSE

- Jules Mascaron, évêque d'Agen. Une visite à Casseneuil, par P. Hébrard (suite et fin). xxvii, 21, 125, 228.
Le registre paroissial de Casseneuil (1614-1638), par le D^r Couyba. xxvii, 513, et xxviii, 154.
Sainte-Foy, vierge et martyre d'Agen, par L. Servièrès et A. Bouillet. xxviii, 323, 469.
Démêlés d'un curé de Casseneuil avec ses paroissiens, par P. Hébrard. xxviii, 403, 494.
Une aventure inédite de Messire Jean de Fleurans, curé de Casseneuil, par le D^r Couyba. xxx, 410.
Bénédiction de cloches à Vayries en 1040, par J. Dubois. xxx, 545.
L'odyssée d'un curé agenais pendant la Révolution, par le D^r Couyba. xxxi, 442, 553.
Une fête solaire en Agenais, au v^e siècle, par E. Lievre et Ph. Lauzun. xxxii, 41.
Argenterie, par J. Dubois. xxxii, 374.
Enfants prêtres, par J. Dubois. xxxii, 558.
La Commission diocésaine des Monuments religieux, par R. Marboutin. xxxiv, 5, 514.
La Guilhonneu à Villeneuve-sur-Lot, par J. Dubois. xxxiv, 455.

- A quelle date naquit l'évêque Janus Frégose, par J. Momméja. xxxiv, 548.
Autour du sacre de M. Constant, évêque constitutionnel du département de Lot-et-Garonne, par R. Marboutin. xxxv, 203.
Cérémonies religieuses sous Louis XIII et Louis XIV, dans les juridictions de Sainte-Livrade et de Casseneuil, par le D^r Couyba. xxxv, 359.
A propos des dîmes de Saint-Pastour, par le D^r Couyba. xxxv, 450.
Antoine de Raffin à la canonisation de Saint François de Paule, par le comte de Dienne. xxxvi, 352.

Histoire monastique

- Le couvent des Jacobins du Port-Sainte-Marie, par Ph. Lauzun. xxxii, 296.
Quelques abbés de Gondon, par R. Marboutin. xxxiii, 455.
Antoine-François Duvigier, abbé de Gondon (J. D.). xxxiv, 144.
Frotard de Gontaut, prieur de Sainte-Livrade (J. D.). xxxv, 119.
Pons 1^{er} d'Aspremont, abbé de Flaran (J. D.). xxxv, 154.
Deux abbés de Gondon, par le D^r Couyba. xxxv, 555.
La fondation de l'Annonciade de Villeneuve d'Agenais, par le D^r Couyba. xxxvi, 133, 228.

Bibliographie religieuse

- Les actes de Sainte-Foy (*J. Dubois*). xxvii, 190.
L'Aquitaine séraphique (*J. Dubois*). xxvii, 285, et xxix, 170.
Notice sur le pèlerinage de Saint-Germain de Larôque-Timbaut, par R. Marboutin (*G. Tholin*). xxvii, 288.
Sainte Foy, vierge et martyre d'Agen, par L. Servières et A. Bouillet (*J. Dubois*). xxviii, 372.
La Canczo de Santa Fides (*R. Bonnat*). xxix, 75.
Une représentation protestante à Agen en 1553, par Henri Patry (*R. Bonnat*). xxix, 75, 161.
Charte inédite de Simon, évêque d'Agen (1086), par Hubert (*R. Bonnat*). xxix, 77.
Une ambassade à Rome sous Henri IV, par l'abbé Couzard (*J. Dubois*). xxix, 83.
Discours sur saint Phébade, par A. Durengues (*Ph. Lauzun*). xxix, 366.
Notes et documents sur les paroisses de Saint-Pierre de Nogaret et Saint-Martin de Bistauzac, par M. Campagne (*Ph. Lauzun*). xxix, 444.
L'Eglise d'Agen pendant la Révolution, par A. Durengues (*Ph. Lauzun*). xxx, 369.
Notice sur Sainte-Marie d'Auch, par P. Sentetz (*Ad. Lavergne*). xxx, 560.
La bienheureuse Jeanne de Lestonnac, par l'abbé Couzard (*Ph. Lauzun*). xxxii, 93.
Les frères Mineurs d'Aquitaine et l'Immaculée Conception, par le R. P. Othon de Pavie (*J. Dubois*). xxxii, 96.
Demande de translation de l'Evêché d'Agen à Auch, par Miegeville (Bulletin de la Soc. arch. du Gers) (*Ph. L.*). xxxii, 381.

- Le budget d'un Evêque de Dax au moyen-âge, par Dégert (Bulletin de la Société de Berda) (*J. D.*). xxxii, 382.
- Etude sur Alain de Solminihac (Bulletin de la Soc. arch. du Périgord) (*J. D.*). xxxii, 383.
- La Théophilantropie et le Culte décadaire, par Mathiez (*R. Bonnat*). xxxii, 478.
- La famille et les origines du vénérable Alain de Solminihac, par MM. de Saint-Saud, Huet et de Fayolle (*J. Dubois*). xxxii, 480.
- Saint-Maurin pendant la Révolution, par A. Lafont (*Ph. L.*) xxxii, 482.
- La situation religieuse de l'Afrique romaine depuis la fin du iv^e siècle jusqu'à l'invasion des Vandales (429), par Ferrère (*A. Durengues*). xxxii, 559.
- Vie de Mgr Claude Joly, évêque d'Agen, par MM. Hébrard et Dabourg (*Ph. Lauzun*). xxxii, 566.
- N.-D. de Garaison (*J. D.*). xxxiii, 452.
- Notes recueillies sur N.-D. de la Merci, dans la région du S.-O., par J.-M. Dupont (*J. Dubois*). xxxiii, 662.
- Un prélat italien sous l'ancien Etat pontifical, Léon XIII, d'après sa correspondance inédite, par Boyer d'Agen, (*Ph. Lauzun*). xxxiv, 284.
- Histoire du doyenné et de la paroisse de Moirax, par le chanoine P. Dubourg (*R. Marboutin*). xxxv, 570.
- Monsieur Boileau de l'archevêché, par A. Durengues. xxxvi, 94.
- Correspondance de Bossuet, par Urbain et E. Levesque (*J. Dubois*). xxxvi, 181, 378.
- Rectification d'un passage de la monographie de Pessan, par J. Dubois. xxxvi, 381.
- La question du *De Fide*, par A. Durengues (*R. Marboutin*), xxxvi, 545.

II. — HISTOIRE CIVILE ET POLITIQUE

Histoire régionale

- Le marquisat de Ferrières (Lot) et ses seigneurs, par F. M. (suite et fin). xxvii, 40, 160.
- Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne, par Ph. Lauzun (suite et fin). xxvii, 57, 107, 324, 423, 476 ; xxviii, 45, 140, 210, 330, 441, 521 ; xxix, 27, 107, 241, 328, 417, 484.
- La Fronde en Gascogne et dans le Bruilhois, par l'abbé Dubourg. xxvii, 202, 306, 399, 495 ; xxviii, 77.
- Les premiers troubles révolutionnaires en Agenais, par C. Chaux. xxviii, 134.
- Un régime pour une dame de l'Agenais en 1600, par J. Dubois. xxviii, 367.
- Une affaire judiciaire au xvi^e siècle. M^e Jehan de Ragetz, par C. Chaux. xxix, 130.
- Gracieusetés royales, par C. Chaux. xxx, 67.
- Louis XIV à Durance, par J. Dubois. xxx, 314.
- Des rapports de l'Agenais et de l'Italie aux xv^e et xvi^e siècles, par le comte de Dienne. xxx, 244.
- Henri de Barrailli, confident de M^{lle} de Montpensier et du duc de Lauzun, par J. Dubois. xxx, 343.

- Le combat de Granges à propos du sieur de Poussou, par le D^r Couyba. xxx, 437.
- Une exécution criminelle à Montaigu en 1692, par J. Dubois. xxx, 545.
- Une émeute en Albret sous Alain le Grand, par le comte de Dienne. xxxi, 327.
- Deux sénéchaux d'Agenais au xvi^e siècle, par J. Beaune. xxxii, 431, et xxxiii, 59.
- Les Reinages, par J. Dubois. xxxii, 513.
- Origine du fief et du péage de Lécussan, par P. Dubourg. xxxiv, 56.
- La politique économique des intendants de Guyenne au xviii^e siècle, par O. Granat. xxxiv, 184, 237.
- Hommage féodal en 1739, par le D^r Couyba. xxxiv, 452.
- Congrès d'histoire et d'archéologie du Sud-Ouest, tenu à Bordeaux en 1907, par Ph. Lauzun, xxxiv, 277, 552.
- Du tombeau du duc de Mayenne et des variations des historiens sur la date de sa mort et sur son mariage, par J. Momméja. xxxv, 37.
- La date de la mort du duc de Mayenne, par le D^r Couyba. xxxv, 47.
- La seigneurie de Rouetz en Agenais, par le D^r Couyba, xxxv, 46.
- Une députation agenaise vers le roi en 1616, par R. Marboutin, xxxv, 72.
- Information et subornement contre les sieurs de Lorman, par M. Joret. xxxv, 162.
- Les détenus de Marmande pendant la Terreur, par J. Dubois. xxxv, 180, 254, 315, 421, 531 ; xxxvi, 37, 160, 367, 453.
- Les baptêmes civiques, par R. Bonnat. xxxv, 235.
- Les poteaux indicateurs des routes sous Louis XIII, par le D^r Couyba, xxxv, 244.
- Un domaine historique, Vérone-Vivès et les Scaliger, par J. Momméja. xxxv, 289, 413.
- Les sources de l'histoire révolutionnaire en Lot-et-Garonne, la série L des Archives départementales, par R. Bonnat. xxxv, 364.
- Congrès d'histoire et d'archéologie tenu à Pau en 1908, par Ph. Lauzun. xxxv, 452.
- Les sénéchaux d'Agenais, Robert de Balzac et Rigault d'Aurelle, par le comte de Dienne. xxxvi, 25.
- Emigration des Rouergats en Agenais à la fin du xv^e et au commencement du xvi^e siècle, par L. Massip. xxxvi, 308, 395.
- Vues sur le budget d'un propriétaire de l'Agenais au commencement du xviii^e siècle, par J. de Vivie-Régie, xxxvi, 422.

Histoire municipale

- Etude sur les statuts, actes des consuls et délibérations des jurades de la commune et juridiction de Villeneuve-d'Agenais, par F. de Mazet (suite et fin). xxvii, 73, 261, 342.
- Un gouverneur de Castelculier au xv^e siècle, par C. Chaux, xxvii, 259.
- Premiers troubles à Madaillan, à Prayssas, etc. en 1790, par G. Tholin. xxvii, 419.
- Le dernier baron de Pujols et les fourches patibulaires de sa justice. xxvii, 337.

- Fête célébrée à Laroque-Timbaut en l'honneur de la naissance du duc de Bordeaux, en 1820, par R. Marboutin. xxviii, 36.
- Notice historique sur La Sauvelat de Savères, par R. Marboutin. xxviii, 158, 236, 347, 459.
- La procession de la Fête-Dieu à Tonneins en 1793, par G. Tholin. xxviii, 267.
- M. de Châteaubriand et les Villeneuveois, par G. Tholin. xxviii, 279.
- Deux séditions à Laugnac, par R. Marboutin. xxx, 44.
- Un procès de sorcellerie à Agen au xiv^e siècle, par J. Brissaud. xxx, 119.
- Une fête des vieillards à Agen en 1798, par Calvet. xxx, 253.
- Deux documents sur Sainte-Bazille, par C. Chaux. xxx, 340.
- La Société populaire de Marmande. Un scandale en l'an III, par R. Bonnat. xxx, 507.
- Les cloches de Laroque-Timbaut, par R. Marboutin. xxxi, 139.
- Les agents secondaires de la police de la ville d'Agen, du xvi^e siècle à nos jours, par le lieutenant Houzelot. xxxi, 285.
- La bastille au musée d'Agen, par O. Fallières. xxxi, 363.
- L'hôtel de la préfecture d'Agen, par Ph. Lauzun. xxxii, 97.
- La révolution municipale d'Agen et l'établissement de la commune légale (1789-90), par O. Granat. xxxii, 24, 149, 250.
- Une communauté rurale sous la Révolution. Lé vignac (Lot-et-Garonne), par J. de Vivie-Régie. xxxii, 113, 228, 327.
- Une séance au Conseil départemental de Lot-et-Garonne, par R. Bonnat. xxxii, 164.
- Une fête funèbre à Agen pendant la Terreur, par R. Bonnat. xxxii, 364.
- L'exécuteur des jugements criminels pendant la Révolution à Agen. xxxii, 506.
- La rue St-Côme à Agen et le chemin communal de Courpian, par Gauja. xxxiv, 209, 299.
- Les sans-culottes agenais de l'an II, par Azéma. xxxiv, 510.
- La Roumieu, par J. Broconat. xxxv, 50, 275, 438 ; xxxvi, 62, 436, 531.
- Une rébellion à Montréal-du-Gers, par C. Chaux. xxxvi, 301.

Histoire administrative, industrielle et commerciale

- L'amélioration des voies navigables en Agenais au xviii^e siècle, par O. Granat. xxviii, 15.
- Essai sur le commerce dans un canton de l'Agenais au xvii^e siècle, par O. Granat. xxviii, 425.
- Statistique du département de Lot-et-Garonne pour l'année 1789 et l'an IX, par Claude Lamouroux, publiée par Ph. Lauzun. xxviii, 221, 376, 500 ; xxix, 69, 155.
- La manufacture de toiles à voiles d'Agen, par O. Granat. xxix, 314, 466.
- Une fabrique de blanc de céruse à Tonneins en 1788, par René Bonnat. xxix, 526.
- Etude sur l'Industrie d'Agen avant 1789 : les artisans sous l'ancien régime, par O. Granat. xxx, 288, 401, 494 ; xxxi, 13.
- Les vins de liqueur en Agenais au xviii^e siècle, par C. Chaux. xxxv, 174.

Histoire nobiliaire

Une branche des Naintrailles, par C. Chaux. xxxi, 125. ; xxxii, 136, 347 ; xxxiii, 39.

Histoire littéraire

La polémique Ciceronienne au xvi^e siècle. J.-C. Scaliger, adversaire d'Erasme, par F. Ferrère. xxxiii, 602 ; xxxiv, 145 ; xxxv, 132.

La Gavacherie de Monségur, par Ph. Queyron. xxxiv, 327, 436.
D'un Cordelier agenais, correspondant de Scaliger, par J. Momméja. xxxiv, 544.

Un projet de langue universelle au xvi^e siècle, par F. Ferrère, xxxvi, 520.

Histoire professionnelle

Simple réflexions sur l'Enseignement de l'histoire, par O. Granat. xxxi, 201.

III — HISTOIRE MILITAIRE

Les deux régiments nationaux de Tournon, par F. M. xxvii, 221.

Le château de Fontirou, par R. Marboutin. xxix, 96.

Le château de Sempuy et la famille de Monluc, par J. de Lacombe. xxix, 294.

Le moulin de Barbaste, par Ph. Lauzun. xxx, 18.

Le château de Fauguerolles, par R. Marboutin. xxx, 190.

Le château de Calonges, par Ph. Lauzun. xxx, 477 ; xxxi, 64.

Historique succinct du 9^e régiment d'infanterie, par E. Trille. xxxi, 401.

Le château de Naintrailles pendant la Révolution, par C. Chaux. xxxi, 442.

Le château de Savignac et ses seigneurs, par R. Marboutin. xxxi, 505.

Rôle d'une compagnie d'hommes d'armes et d'archers en Agenais (1580), par le comte de Dienne et J. Dubois. xxxiii, 97, 312.

Florian et ses bandes de partisans en 1814 et 1815, par Ph. Lauzun. xxxiii, 109, 341, 411, 505.

Le château de Prades et ses seigneurs, par J. Dubois. xxxiii, 124, 355, 430.

Le château de Sainte-Foy d'Anthé, par le comte de Dienne. xxxv, 120.

Le château de Lauzun, par Ph. Lauzun. xxxv, 152, 215, 334, 385, 510 ; xxxvi, 5, 252.

Le passage des armées de la Fronde et du Roi à Saint-Etienne de Fougères pendant la Fronde, par le D^r Couyba. xxxv, 177.

Le service de santé pendant les guerres du premier Empire, par le D^r L. de Gaulejac. xxxvi, 335.

Bibliographie historique régionale, civile et militaire

Histoire de la maison de Madaillan, par M. Campagne (G. Tholin). xxvii, 91.

- Etudes sur la Fronde en Agenais, par le D^r Couyba (*G. Tholin*). xxvii, 94 ; xxviii, 83.
- Les journaux du trésor de Philippe VI de Valois, par Jules Viard (*G. Tholin*). xxvii, 287.
- Archives historiques de la Gironde (*G. Tholin*). xxvii, 289.
- Les débordements de la Garonne et de ses affluents, par J. Serret (*J. Momméja*). xxvii, 365.
- La Commune à Agen en 1514, par G. Tholin (*Ph. Lauzun*). xxviii, 5.
- Archives historiques de la Gironde, t. xxxv (*O. Granat*). xxviii, 86.
- Le Conventionnel Blaise Laurent, par Félix Bouvier (*R. Bonnat*). xxviii, 195.
- Le livre de raison de Jean de Lorman et la Fronde (*D^r Couyba*). xxviii, 272.
- Répertoire d'un sergent royal de l'élection de l'Agenais en 1650 et 1654, par le D^r Couyba (*Ph. Lauzun*). xxviii, 374.
- Les magistrats du présidial, sénéchal, tribunaux révolutionnaires et de la cour d'appel d'Agen, par J. Serret (*J. Momméja*). xxviii, 376.
- Monographie de Caudecoste, par P. Dubourg (*Ph. Lauzun*). xxviii, 545.
- Comparution de Bernard Palissy devant le capitaine de la Bastille en 1589, par Omont (*R. Bonnat*). xxix, 77.
- Table manuscrite du tome II des Rôles Gascons (*R. Bonnat*). xxix, 78.
- Inventaire analytique des procès-verbaux du Conseil et Bureau de commerce (1700-1791), par Bonmassieux et Lelong (*R. Bonnat*). xxix, 78.
- Etudes sur la Fronde en Agenais (3^e partie), par le D^r Couyba (*G. Tholin*). xxix, 80.
- Archives historiques de la Gironde, t. xxxvi (*Ph. Lauzun*). xxix, 84.
- L'impôt sur le revenu en Guienne au xviii^e siècle, par Marion (*R. Bonnat*). xxix, 162.
- Le lithographe Lomet, par Momméja (*R. Bonnat*). xxix, 163.
- La natalité à Saint-Pierre de Clairac, par Arsène Dumont (*R. Bonnat*). xxix, 165.
- Le château de Foix, par F. Pasquier et R. Roger (*Ph. Lauzun*). xxix, 167.
- Ph. Tamizey de Larroque. Essai bio-bibliographique, par J. Momméja (*Ph. Lauzun*). xxix, 267.
- La misère en Agenais de 1607 à 1629, par le D^r Couyba (*Ph. Lauzun*). xxix, 363.
- Information en 1310 ordonnée par le roi d'Angleterre, par Paul Huet (*J. Dubois*). xxix, 447.
- Les familles protestantes de Bordeaux, par P. Meller (*R. Bonnat*). xxix, 521.
- Le supplice à Bordeaux de Jérôme Casebonne (1555), par H. Patry (*R. Bonnat*). xxix, 522.
- Le pouvoir royal en Gascogne sous les derniers Carolingiens et les premiers Capétiens, par A. Degert (*R. Bonnat*). xxix, 523.
- Un procès sous Charles X, à propos du milliard des Emigrés, par M. Campagne (*R. Bonnat*). xxix, 524.

- Histoire de la seigneurie de Condom et de l'organisation de la justice dans cette ville, par J. Gardère (*Ph. Lauzun*). xxx, 179.
- Blaise de Monluc et le cardinal Caraffa, par P. Courteault et Samaran (*R. Bonnat*). xxx, 366.
- Bernard Palissy agenais, par J. Momméja (*R. Bonnat*). xxx, 366.
- Un siècle d'enseignement ou monographie du collège de Miramont, par M. Maurel (*J. Dubois*). xxx, 462.
- Etudes sur la Fronde en Agenais (2^e éd.), par le D^r Couyba (*Ph. Lauzun*). xxxi, 92.
- Le château de Veretz et les ducs d'Aiguillon, par L. Bosseboeuf (*Ph. Lauzun*). xxxi, 101.
- Manuel d'histoire du droit français, par J. Brissaud (*D^r Couyba*). xxxi, 276.
- Une famille Bordelaise. Les des Mesures de Rauzan, par M. Campagne (*J. Dubois*). xxxi, 282.
- Histoire généalogique de la maison de Ferrières Sauveboeuf, par Paul Huet et le V^{ic} de Chabot (*J. Dubois*). xxxi, 283.
- Histoire des Bacalan, par M. Campagne (*Ph. Lauzun*). xxxii, 285.
- Le berceau d'Henri IV, par J. Gabarra (*Ph. L.*). xxxii, 380.
- Blaise de Monluc et l'Inquisition, par Ch. Samaran (*Ph. L.*). xxxii, 380.
- Lettre de Balguerie de Larmande, par Chaudruc de Crazannes (*R. M.*). xxxii, 382.
- Des vins du Quercy, par M. de Lacrousille (*R. M.*). xxxii, 382.
- Coutumes de Fumel, par M. Goudal (*R. M.*). xxxii, 382.
- Le marquis de Vignolles, par B. d'Arriault (*J. D.*). xxxii, 383.
- La légende du Pont de Beloy, par Buzenac (*R. M.*). xxxii, 382.
- Mariet Dubruel, seigneur de Cazideroque (*R. M.*). xxxii, 382.
- Le duc de La Vauguyon, par E. Daudet (*Ph. L.*). xxxii, 384.
- La peste en Agenais au xvii^e siècle, par le D^r Couyba (*Ph. Lauzun*). xxxii, 376.
- Rectification et additions à la Bibliographie de quelques écrivains agenais : Florimond de Raymond, xxxii, 485 ; xxxiii, 21 ; Blaise de Monluc, xxxiii, 154 ; Antoine de la Pujade, xxxiii, 161 ; Cortète de Prades, xxxiii, 165, par E. Labadie.
- Les anciennes Justices d'Agen, par Broussard et Cieutat (*R. Bonnat*). xxxiii, 182.
- Armorial du Bordelais par P. Meller (*Ph. Lauzun*). xxxiii, 183.
- Monseigneur Lanusse, par Boyer d'Agen (*Ph. Lauzun*). xxxiii, 473.
- Rôles Gascons, t. iii, par Ch. Bémont (*J. Dubois*). xxxiii, 476.
- Catalogue des Actes de François I^{er}, t. viii (*J. Dubois*). xxxiii, 478.
- Bibliothèque de morale et d'éducation, par Kernig (*C^{te} de Dienne*). xxxiii, 658.
- Tables d'Inventaires, par Ducaunés-Duval et Brutails (*J. Dubois*). xxxiv, 93.
- Mémoires de l'Académie de Nîmes (*J. Dubois*). xxxiv, 287.
- Blaise de Monluc, historien, par P. Courteault (*Ph. Lauzun*). xxxv, 185.
- La maison de Faudoas, par A. Ledru (*J. Dubois*). xxxv, 383.
- La maison d'Armagnac au xv^e siècle, et les dernières luttes de la féodalité dans le midi de la France, par Ch. Samaran (*Adrien Lavergne*). xxxv, 471.
- Généalogie de la maison du Faur de Pibrac, par S. Macary (*C^{te} de Dienne*). xxxv, 565.

- Un aventurier Gascon ; le vrai baron de Batz, par Ch. de Batz de Trenquelléon (X). xxxv, 572.
Le livre d'or du Présidial d'Agen, par Habasque (*J. Dubois*), xxxvi, 90.
Le livre d'or de la vigne dans l'Agenais, par O. Granat, xxxvi, 94.
Un cadet de Gascogne au xvi^e siècle ; Blaise de Monluc, par P. Courteault (*L. Bordes*), xxxvi, 178.
Napoléon à Bordeaux, par Rousselot (*J. Dubois*). xxxvi, 183.
Le livre d'or des élections consulaires et de l'administration municipale d'Agen, de 1222 à 1909, par J. Serret (*R. Marboutin*), xxxvi, 280.
Etat civil des familles bordelaises avant la Révolution ; mariages, par Pierre Meller (*J. Dubois*), xxxvi, 379.
Documents Bordelais, par P. Meller (*J. Dubois*). xxxvi, 380.
Table de l'inventaire des archives départementales de la Gironde, série L, par Pierre Meller (*J. Dubois*). xxxvi, 547.

Mélanges historiques

- Les Boers, par l'abbé Bouyssy (*J. Dubois*), xxvii, 368.

DOCUMENTS INÉDITS

- Mémoire adressé par de Vivans au roi de Navarre (1586), par G. Charrier. xxvii, 256.
Journal des événements qui se sont passés à Agen lors du rétablissement des Bourbons sur le trône de France en 1824, par le C^{te} de Villeneuve-Bargemont. xxvii, 380.
Un certificat de santé donné à Penne en 1721. xxviii, 81.
Lettres de volontaires de Laroque-Timbaut en 1793 et 1794, par G. Tholin. xxviii, 117.
Le livre de raison de Jean de Lorman, par G. Tholin (fin). xxviii, 179.
Réception de Mgr d'Usson de Bonnac, dans l'église Saint-Caprais d'Agen, par L. Dubos. xxix, 148.
Document sur une invasion des Normands en Agenais, par R. Marboutin. xxix, 135.
Quelques documents inédits sur J.-Fl. Boudon de Saint-Amans, par J. Momméja. xxix, 138.
Mémoires d'Antoine de Buard, par R. Marboutin, xxx, 136, 351.
Correspondance de Bory de Saint-Vincent, par Ph. Lauzun. xxx, 315, 421, 515 ; xxxi, 177, 246, 469 ; xxxii, 64, 179, 265, 523 ; xxxiii, 76, 171, 458, 560 ; xxxiv, 73, 372, 460 ; xxxv, 76.
Deux documents sur Jean de Monluc, évêque de Condom, par le R. P. Othon de Pavie. xxx, 443.
Un arrêté du Conseil du district d'Agen en l'an II. xxxi, 265.
Le chevalier de Saint-Hubert à Agen, par R. Marboutin. xxxiii, 90.
Journal d'un Prébendier de la Cathédrale Saint-Etienne d'Agen sous Louis XIII (1621-1632), par le D^r Couyba. xxxiii, 390, 522, 641 ; xxxiv, 174, 261, 352.
Mémoires de Pierre Verdolin, d'Aiguillon, par R. Bonnat. xxxiii, 581, 615 ; xxxiv, 42, 97, 226.

Deux lettres de Madame Arvède Barine. xxxv, 558.

Inventaires des meubles du château de Combebonnet en 1685, par Dubernet. xxxvi, 486.

GÉOGRAPHIE

Une méthode de géographie régionale, par X. xxxiii, 544.

Bibliographie géographique

Géographie pittoresque et monumentale de la France, par Bros-sard (*R. Bonnat*). xxix, 166.

VOYAGES

Nanking et le tombeau de Mings, par Jean de la Jaline. xxvii, 147.
Le régime des eaux dans les oasis algériens, par Lac de Bosredon. xxvii, 357.

Le fleuve Bleu : Tchén-Kiang. xxviii, 108 ; Une promenade à Pnom-Penh. xxviii, 225 ; promenade aux îles Chusan : la rivière Min et Fou-Tchéou. xxviii, 480, par J. de la J.

Les journaux de mer de J.-Fl.-B. de Saint-Amans, par J. Mom-méja. xxix, 12, 202, 391, 455 ; xxx, 27.

Impressions de voyage : Dans le fleuve Bleu, par Jean de la J. xxix, 46 ; Hong-Kong. xxix, 140.

Types Australiens, par Ch. Azéma. xxix, 511.

En Corée. Promenades à Seoul. xxx, 56 ; Fusan, 148, par Jean de la J.

Paysages lointains : Algér. xxx, 448 ; la drappe de Staouela, 451 ; Pord-Saïd, 540, par Jean de la J.

Une promenade à Hué, par J. de la J. xxxi, 154 ; visions Japonai-ses, par le même, 374 ; croquis d'Annam et du Tonkin, par le même, 452, 563.

Macao, xxxii, 51 ; de Tchemoulpo à Wladivostock, 306 ; à la mon-tagne sacrée du Japon, 452, par J. de la J.

Bibliographie

Journal de bord sentimental, par J. de la J. (*Ph. Lauzun*). xxxiii, 185.

Sous la griffe du Dragon, par J. de la J. (*Allègre*). xxxiv, 280.

SCIENCES

Agriculture

Une variété nouvelle du prunier, par L. Bruguières. xxix, 350.

Météorologie

Les crépuscules rouges, par X. xxx, 172.

Spéléologie

Quelques grottes du Lot-et-Garonne, par E. Malbec. xxxi, 229.

Bibliographie scientifique

L'ancienneté de l'homme, par Ph. Garreau (*J. Momméja*). xxxiii, 177.

Nos Papillons, par Paul Maryllis (*Ph. Lauzun*). xxxiv, 90.

La crise de la viticulture et les moyens d'y remédier, principalement dans le Lot-et-Garonne, par O. Granat (*Ph. Lauzun*). xxxiv, 282.

Nos Scarabées, par Paul Maryllis (*Ph. Lauzun*). xxxv, 477.

LITTÉRATURE

Poésies françaises

L'onde, la mère sourde, par Lac de Bosredon. xxvii, 185.

Mobilis in mobili, par Paul Maryllis. xxvii, 284.

Le chant du moulin, par A. Denizot. xxvii, 461.

Légende, par J. de la Jaline. xxviii, 277.

Les épis, par A. Denizot. xxviii, 370.

Les bords du Dropt, 69 ; le retour au pays, 70, xxix, par P. Maryllis.

Marocaine, 238 ; A Ninon, 441 ; Feuille d'album, 442 ; Plainte posthume, 443, xxix, par J. de la J.

L'aube, par A. Denizot. xxix, 352.

Tais-toi, par J. de la J.. xxx, 256.

Le vieux buveur, par P. Maryllis. xxx, 283.

Komomo, par J. de la J. xxxi, 386.

Vita brevis ; Fraternité ; Primavera, par A. Denizot. xxxii, 92, 371.

Au lac de Nemi, par J. de la J. xxxiii, 456.

O fortunatos nimium, par A. Denizot. xxxiii, 575.

Le chant du laboureur, par A. Denizot. xxxiv, 550.

Toilette d'avril, par A. Denizot. xxxvi, 176.

Souvenir, par J. de la J. xxxvi, 541.

Poésies gasconnes

La grumilho del pepi, par D. de R. xxvii, 87.

Lo cant des Pols, par Antonin Perbosc. xxvii, 280.

La vinha de Jansemin, par A. Perbosc. xxvii, 463.

L'ancien, par A. Perbosc. xxviii, 540.

Darré lou castel de Mounbiel, par A. Denizot. xxx, 348.

Mélanges littéraires

Les repas à New-York, par Ch. Azéma, xxxii, 517.

Bibliographie littéraire

Jacques Jasmin, sa vie, conférence par R. Vèze (*R. Bonnat*). xxviii, 283.

- Rives d'Olt, par P. Maryllis (*Ph. Lauzun*). xxix, 448.
Oeuvres galantes des conteurs italiens, par A. Van Bever et Ed. Sansot Orland (*R. Bonnat*). xxx, 464.
Tourmentes, aquarelles japonaises, par J. de la J. (*Femina*), xxxi, 583.
Le livre de Loula, par J. de la J. (*Ph. Lauzun*), xxxiii, 187.

BIOGRAPHIES

- Le curé Dandraut, archiprêtre de Monclar-d'Agenais, par le D^r Couyba, xxvii, 178.
Le statuaire Daniel Campagne, par Argutus. xxvii, 187.
Dom Delpech, moine de Pérignac, par R. Marboutin. xxvii, 490.
Bory de Saint-Vincent, par Ph. Lauzun. xxx, 93, 211.
Un maître d'armes agenais, Lafaugère, par Calvet. xxx, 375.
Jean de Bruet, par J. Dubois. xxxi, 267.
Claude Joly, évêque d'Agen, par Mgr Hébrard et P. Dubourg. xxxii, 1, 206, 392.
Deux volontaires Agenais, engagés de l'an II, par V. Calvet. xxxii, 81 ; Justin Duburgua, par R. Bonnat. xxxii, 88.
Joseph Carrière, curé de Roquefort, par J. Dubois. xxxii, 240.
Barthélemy d'Elbène, évêque d'Agen et sa famille (J. D.). xxxiv, 144.
Question sur le président Lacépède (J. D.). xxxiv, 225.
Le capitaine Noël (J. D.). xxxiv, 236.
Un agenais, professeur de Napoléon, par R. Marboutin. xxxvi, 58.
Le citoyen Delsoert, ci-devant Lalaurencie, bibliothécaire de l'École centrale (1768-1829), par R. Bonnat. xxxvi, 111, 207.
Un corsaire agenais, P. A. Marraud Dupon, de Castelmoron, par G. de Lagrange-Ferrègues. xxxvi, 248.
Jouan le Jeune, dit Marat, par le D^r Couyba. xxxvi, 275.
François d'Hébrard, par J. Dubois. xxxvi, 276.
L'abbé J.-T. Barrier de Cauparre et ses mémoires, par P. Dubourg. xxxvi, 325.
Le chef d'escadre Jean de Barrailh, par le D^r Couyba. xxxvi, 359.

Bibliographie biographique

- Bibliographie des hommages rendus à la mémoire de Ph. Tamizey de Larroque, par le comte de Dienne (suite et fin). xxvii, 242, 447.
Eloge de J.-B. Brissaud, par Roschach (*R. M.*). xxxiii, 92.
Costabadie, par P. Huet (*J. D.*). xxxiii, 94, 188.
Auguste Bosvieux, par R. Bonnat. xxxiii, 94.
Le général Valence, par R. Bonnat. xxxiii, 95.
Poton de Xaintrailles dans les comptes consulaires de Montagnac (Hérault) (*R. M.*). xxxiii, 190.
Deloste, de Nérac, et Lacuée, franc-maçon (*R. M.*). xxxiii, 191, 192.
Maison d'Hébrard, par l'abbé Albe (*J. D.*). xxxiii, 383.
Le prieur de Mézin (*J. D.*). xxxiii, 383.
Damaze de Raymond ; le duc d'Aiguillon (*R. M.*). xxxiii, 384.
Notes sur la famille Eschassériaux (*J. D.*). xxxiii, 662.

NÉCROLOGIES

- Charles Lafargue, par G. Tholin. xxvii, 191.
Le capitaine Henri Pouydebat, par G. Tholin. xxvii, 60.
Le commandant Lac de Bosredon, par Ph. Lauzun. xxviii, 93.
Lacaze-Duthiers. xxviii, 378.
L'abbé L. Dardy, par Ph. Lauzun. xxix, 88.
Léonce Couture, par Ph. Lauzun. xxix, 172.
L'abbé Hébrard, par J. Durengues. xxxi, 95.
Emmanuel Ratoin, par J. Dubois. xxxi, 194.
A. de Treverret, par Ph. Lauzun. xxxii, 572.
Maurice Campagne, par Henri Tamizey de Larroque. xxxiii, 663.
Laulanié, par E. Périer. xxxiv, 94.
Georges Marraud, par J. Momméja. xxxv, 87.
Madame Arvède Barine (*Ph. L.*). xxxvi, 95.
Achille Luchaire (*Ph. L.*). xxxvi, 95.
Baron de Rivière (*Ph. L.*). xxxvi, 95.
Clément-Simon (*Ph. L.*). xxxvi, 185.
Edmond Cabié (*Ph. L.*). xxxvi, 187.
Ernest Roschach (*Ph. L.*). xxxvi, 188.
Madame Gavini de Campile (*Ph. L.*). xxxvi, 188.
Alcide Ducos du Hauron (*Ph. L.*). xxxvi, 285.
Dr J. Barraud (*Ph. L.*). xxxvi, 382.
Elie Fourès (*Ph. L.*). xxxvi, 479.
Le docteur Couyba, par O. Granat. xxxvi, 548.
Ch. Azéma, par Ph. Lauzun. xxxvi, 554.

MÉLANGES ET NOTES DIVERSES

- Le congrès archéologique d'Agen en 1901, programme. xxviii, 97 ;
compte rendu, par R. Bonnat, 285.
Prêt de livres autorisés, par R. Bonnat, xxix, 78.
Disparition du « Mercure héraldique », remplacé par « l'Office des
collectionneurs », par R. Bonnat. xxix, 79.
Notre gravure, par J. Momméja. xxix, 453.
Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux : MM.
Couyba et P. Dubourg, par R. Bonnat. xxix, 525.
Le congrès des sociétés savantes à Bordeaux pour 1903, par R.
Bonnat. xxix, 525.
Le congrès international d'histoire, tenu à Rome en avril 1903, par
le comte de Dienne. xxx, 241.
Le congrès des sociétés savantes à Bordeaux, en avril 1903, par
Ph. Lauzun. xxx, 256.
Programme du congrès des Sociétés savantes pour 1904. xxx, 548.
Distinctions honorifiques. xxx, 366.
Vive le Roi, par J. Dubois. xxxii, 284.
De Jus, par J. Dubois. xxxii, 375.
Régatement, par J. Dubois. xxxii, 576.
La rue des Trois Gonelles à Agen (J. D.). xxxiii, 311.

- La Revue du Tout Sud-Ouest. xxxiii, 480.
Jagot à Tournon en Agenais (J. D.). xxxiii, 521.
A cent deux ans d'intervalle (Ph. L.). xxxiii, 601.
L'hôtel du Petit Saint-Jean (J. D.). xxxiii, 614.
Un agenais tué au siège de Philisbourg (J. D.). xxxiii, 657.
Imprimeur agenais assassiné en 1539 (J. D.). xxxiv, 126.
Un maître de danse à Beauville en 1754 (J. D.). xxxiv, 173.
Notre-Dame de Tous Gaus (J. D.). xxxiv, 225.
Moulin à tan (J. D.). xxxiv, 245.
Le congrès d'archéologie et d'histoire du S.-O. tenu à Bordeaux en 1907, par Ph. Lauzun. xxxiv, 277, 552.
A propos du Congrès de Bordeaux, par Allègre. xxxv, 49.
L'art du taupier (J. D.). xxxv, 161.
Mention inexacte d'une plaque de foyer en 1428 (J.M.). xxxv, 253.
Les collecteurs, par J. Dubois. xxxv, 449.
Le congrès d'archéologie et d'histoire du S.-O. tenu à Pau en 1908, par Ph. Lauzun. xxxv, 452.
La devise de Florimond de Raymond, par J. Momméja. xxxv, 561.
Le congrès des Sociétés savantes en 1909. xxxvi, 92.
Le congrès de la Société française d'archéologie en 1909. xxxvi, 92.
Fêtes félibréennes en 1909. xxxvi, 92.
Antiquités de la Gaule romaine, t. II. xxxvi, 93.
Inventaire des archives départementales de Lot-et-Garonne, série L, par R. Bonnat. xxxvi, 93.
La dépopulation du département de Lot-et-Garonne, par F. Renegade. xxxvi, 94.
Conférence de la Croix-Rouge. xxxvi, 184.
Banquet et concert de la Soc. arch. du Gers. xxxvi, 184.
Centenaire du maréchal Lannes. xxxvi, 185.
Nouveaux livres de M. P. Courteault. xxxvi, 185.
Le congrès d'hygiène sociale à Agen en 1909, par Ph. Lauzun. xxxvi, 281.
Classement des objets mobiliers dans le Lot-et-Garonne. xxxvi, 382.
Une statue à Romas. xxxvi, 478.
Le congrès de l'Union du S.-O. en 1910. xxxvi, 543.
- Procès-verbaux des séances de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen, en 1909.* xxxvi, 189, 190, 191, 287, 288, 383, 558, 559.
-

TABLE DES PLANCHES

TOME XXVII — TOME XXXVI

ARCHÉOLOGIE

Archéologie préhistorique

La grotte des Tournelles.....	xxix	177, 189, 190, 192, 193, 194
Le puits de Saint-Antoine.....	xxix	195, 196, 197
Le puits de Contal.....	xxix	198
Le puits de Maillot.....	xxix	200
La grotte de Boutigues.....	xxix	273, 286, 287, 288, 289
L'aven de l'Huys.....	xxix	277
La grotte de Guiraudenque.....	xxix	282
L'Alamadis	xxix	292
Les pertes de l'avance (plan).....	xxx	128
Source de Neufonds.....	xxx	132

Archéologie gallo-romaine

La Vénus de Tayrac (Musée d'Agen).....	xxvii	465
La Vénus du Mas-d'Agenais (Musée d'Agen).....	xxviii	197
<i>Mensa Ponderaria</i> , ou la pierre à trous (Musée d'Agen)	xxxiii	385

Archéologie religieuse

L'église de St-Caprais d'Agen.....	xxviii	285
L'église de St ^e -Foy d'Agen.....	xxviii	469
Plan de la chapelle des martyrs d'Agen.....	xxviii	471
Le rétable de Fongrave	xxix	369
Un fer à hosties du xiii ^e siècle.....	xxx	537
Le couvent des jacobins du Port-St ^e -Marie.....	xxxii	291
Les crosses du musée d'Agen.....	xxxii	385
Pierre tombale de N.-D. de la Grâce.....	xxxiii	99
L'église de la Roumieu. Vue générale, plans, élévation, coupe	xxxiii	289, 292, 294, 300, 306
Portail de l'église de Saint-Sardos.....	xxxiii	577
Peinture murale de l'église de Prayssas.....	xxxiii	586
Plan de l'église de Doulournac.....	xxxiii	588
Plan de l'église de Fraysses.....	xxxiii	590
Plan de l'église de Lussac.....	xxxiii	592
Inscription murale	xxxiii	598
Chapiteaux de l'église de Saint-Sardos.....	xxxiii	599
Plan de l'église de Marsac.....	xxxiv	130

Deux chapiteaux de Saint-Jean-de-Balerm.....	xxxiv	135
Plan de l'église de Pérignac.....	xxxiv	138
Plan de l'église de Prayssas.....	xxxiv	251
Marques de tacherons.....	xxxiv	132, 260
Plan de la cathédrale Saint-Etienne d'Agen.....	xxxiv	389
Cinq vues de la cathédrale Saint-Etienne d'Agen	xxxiv	385, 391, 393, 395, 406
Le clocher de la cathédrale Saint-Etienne d'Agen....	xxxiv	481
Le tombeau des Durfort.....	xxxv	97, 104
L'église de Laurenque (chœur et portail).....	xxxvi	97
Plan de l'église de Laurenque.....	xxxvi	100
L'autel du Paravis (église de Lamontjoie).....	xxxvi	289

Archéologie civile

Pierre découverte à Escages (Lot-et-Garonne).....	xxxi	5
Chiffres arabes	xxxi	10, 20, 30
Les agents du guet à Agen (4 pl. coloriées).....	xxxi	287, 306, 314, 317
Deux bornes ornées du Lot-et-Garonne.....	xxxi	466
L'hôtel de la préfecture d'Agen.....	xxxii	97
Plan de la ville et du château d'Aiguillon à la fin du xviii ^e siècle	xxxiii	481
Heurtoirs d'Agen	xxxiv	193, 197
Deux plans du quartier Saint-Côme à Agen.....	xxxiv	202
Le beffroi de l'ancien hôtel de ville d'Agen.....	xxxiv	289
La tour de la grande horloge d'Agen.....	xxxv	193
La place du palais d'Agen en 1841.....	xxxv	193
La maison dite de la reine Marguerite à Agen.....	xxxvi	387
Les armoiries de la ville de Penne.....	xxxvi	414

Archéologie militaire

Le château de Lasserre (vue extérieure et deux chemi- nées)	xxvii	97, 193, 289
Le vieux château de Lafox.....	xxviii	104
Le château de Lagrange-Monrepos.....	xxviii	381
Plan du château de Lusignan.....	xxix	61
Le château de Fontirou.....	xxix	93
Plan du château de Fontirou.....	xxix	95
Le fort Saint-Pierre de la Martinique en 1780.....	xxix	453
Le moulin de Barbaste.....	xxx	5
Plans et coupes du moulin de Barbaste.....	xxx	10, 12, 14, 16
Le château de Fauguerolles.....	xxx	185
Plan du château de Fauguerolles.....	xxx	188
Le château de Calonges.....	xxx	467
Plan du château de Calonges.....	xxx	475
Le château de Vêretz en 1771 (2 planches).....	xxxi	101, 118
Le 9 ^e de ligne à la bataille de la Moskowa.....	xxxi	401
Le château de Savignac.....	xxxi	497
Plan du château de Savignac.....	xxxi	501
Le château de Prades (2 planches).....	xxxiii	5, 124
Plan du château de Prades.....	xxxiii	12
L'épée de Monluc.....	xxxiii	155
Le château de Lauzun (2 cheminées).....	xxxv	5, 19

Plan du château de Lauzun.....	xxxv	24
Le château de Lauzun (vue générale).....	xxxvi	5
Le château de Combebonnet.....	xxxvi	481

Numismatique et Sphragistique

Monnaies gauloises	xxxi	197
Sceaux agenais	xxxii	193

BEAUX-ARTS ET ARTS INDUSTRIELS

Specimens de verreries agenaises. xxvii 5, 8, 9, 13, 370, 371, 376, 377		
Le vieux buveur, eau-forte, d'après Crochepierre....	xxx	281
Assaut de Lafaugère et du comte de Bondy, d'après une aquarelle de F. Regamey.....	xxx	387
Fac-simile du titre de l' <i>Erreur populaire de la papesse Jane</i> de Florimond de Raymond (1587).....	xxxii	491
Idem. (1588).....	xxxii	494, 501
Cartouche du même titre.....	xxxiii	23
Fac-simile du titre du <i>Tombeau du feu s^r de Sponde</i> .	xxxiii	34
Fac-simile du titre de la <i>Mariade</i> d'Antoine de la Pu-jade	xxxiii	162
Fac-simile du titre du <i>Ramounet</i> , de Cortète de Pra-des	xxxiii	167
Buste de nègre de La Maurelle.....	xxxiii	454
Fac-simile d'un billet de la banque de Law.....	xxxiv	168
Fac-simile d'un billet de loterie de 1730.....	xxxiv	170
Fragment d'un vase grec colorié.....	xxxiv	171
Un moule de bibelotier.....	xxxv	247
La fontaine de Scaliger, au vallon de Vérone.....	xxxv	289
Un plat de Palissy.....	xxxv	481
Autres œuvres de Palissy.....	xxxv	487, 493, 500, 505

PORTRAITS

Bertrand d'Estissac et ses assesseurs en 1514.....	xxviii	4
Théophile de Viau.....	xxix	5
Bory de Saint-Vincent.....	xxx	93
Lafaugère	xxx	375
Claude Joly	xxxii	1
J. Carrière	xxxii	240
Florimond de Raymond.....	xxxii	485
Jean-Aimé de Levezou de Vesins.....	xxxiv	5
Pierre Boussion	xxxiv	97
Brunet-Latuque	xxxiv	113
Boudot	xxxiv	226
François Rives-Moustier	xxxv	316
Antonin Nomparr de Caumont, duc de Lauzun.....	xxxv	385

RÉCUEILS ET PÉRIODIQUES

REVUE HISTORIQUE. — *Janvier-Février 1910.* — Vlastimil Kybal : Etudes sur les origines du mouvement hussite en Bohême, Mathias de Janov. — Louis Batifol : Louis XIII et le duc de Luynes (2^e partie). — Albert Mathiez : Les philosophes et la séparation de l'Eglise et de l'Etat en France, à la fin du XVIII^e siècle. — V. Ernani : La question nestorienne d'après un document nouveau. — Bulletin historique : Histoire de France. Epoque contemporaine par Edouard Driault. — Histoire de l'Eglise au moyen-âge par E. Jordan. — Histoire d'Allemagne : Histoire politique de 1519 à 1648 par A.-O. Mayer. — Histoire d'Italie : Epoque contemporaine (suite et fin) par Georges Bourgin. — Comptes-rendus. — Notices bibliographiques. — Correspondance : A propos d'*Orpheus* par Salomon Reinach. — Recueils périodiques et sociétés savantes. — Chronique.

POLYBIBLION. — *Décembre 1909.* — — Histoire : H. Hauser : Les sources de l'histoire de France depuis les origines jusqu'en 1815, 2^e partie. Le XVI^e siècle (1494-1610). — F.-A. Aulard : Recueil des actes du Comité de salut public, avec la correspondance officielle des représentants en mission et le registre du conseil exécutif provisoire, t. XVIII. — L. Halphen : Paris sous les premiers Capétiens, Etude de topographie historique. — A. Garcin et J. Garin : Histoire de la paroisse de Popincourt. — Bulletin. — Chronique. — Tables.

REVUE DE GASCogne. — *Janvier 1910.* — A. Praviel : A la mémoire de Léonce Couture. — A. Vigneaux : La réunion de l'Armagnac à la France. — J. Bonnet : Lettres inédites de Marca. — J. Contrasty : Le clergé français réfugié en Espagne. — Bibliographie. A. D. : J. Duffour : *Livre rouge du chapitre métropolitain de Sainte-Marie d'Auch.* — Jean de Jourgain : *Journal de Casalicetory.* — Notes diverses. — J. Duffour : Epigramme gasconne. — V. Foix : Poursuites contre protestants relaps.

BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU PÉRIGORD (6^e livraison 1909). — H. de Montégut-Lamorelle : Ex libris de Brantôme, volume des poésies de Brantôme. — A. Dujarric-Descombès : Une bourse pour les Périgourdins au diocèse de Poitiers. — E. Labadie : Notes et documents sur quelques faïenceries du Périgord au XVIII^e siècle (Bergerac, Thiviers, Le Bugue, Le Fleix) (suite et fin). — M. R. V. : Notes pour servir à l'histoire des bâtiments nationaux dans la Dordogne. — Varia. Marquis de Fayolles : Discours prononcé à l'inauguration de la statue de Gabriel Tarde. — Nécrologie, Paul Deluc, par M. le docteur Chaume. — Table.

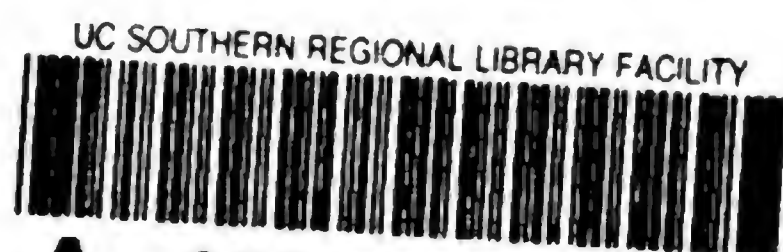
REVUE DES PYRÉNÉES. — *1^{er} trimestre 1909.* — A. Benoist : Le théâtre de Paul Hervieu. — H. Jolly : Une négociation à la Cour au dix-huitième siècle. — A. Praviel : François Coppée. — J. de Lahondès : Un voyage en Italie en 1729. — François de Gélis : Autour de Palaprat (suite). — Guy de Montgailhard : Le manteau de la Nochebuena, conte de Noël. — J. R. de Brousse : La maison sur la colline. — Chronique du Midi.

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

Los Angeles

This book is DUE on the last date stamped below.

Form L9-Series 4939



A 000 245 477 5

